

DIPLOMATIQUES

1899

JX
3
A6

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1881

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens

à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques

Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SÉRIE

TOME LXXI

JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire	} simple..... 5 — double..... 9 —

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

BOLIVIE — FRANCE

Convention consulaire.

5 août 1897 (1).

Le Président de la République française et le Président de la République de Bolivie, reconnaissant l'utilité de déterminer, avec le plus de précision possible, les droits, privilèges et immunités, ainsi que les attributions des consuls, chanceliers et agents consulaires français et boliviens réciproquement admis à résider dans les Etats respectifs, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,
M. Charles-Henri-William de Coutouly, chevalier de la Légion d'honneur, chargé d'affaires de la République française près le gouvernement bolivien ;

Et le Président de la République de Bolivie,
S. Exc. M. Manuel Maria Gomez, ministre d'Etat au département des relations extérieures et des cultes,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les villes du territoire de l'autre partie.

Sur la présentation de leurs provisions, ces agents seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'exequatur leur sera délivré sans frais.

Aussitôt après leur admission, l'autorité supérieure du lieu où ils

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 20 juin 1898. Promulgation dans le *Journal officiel de la République française* du 26 juin 1898.

devront résider donnera les ordres nécessaires pour qu'ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions et pour qu'ils jouissent des immunités et prérogatives attachées à leur charge.

Art. 2. — Les agents diplomatiques, les consuls généraux et consuls pourront, lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leurs pays, nommer des agents consulaires dans les villes et ports de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du gouvernement territorial obtenue par la voie diplomatique. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays comme parmi les étrangers et seront munis d'un brevet délivré par l'agent diplomatique ou par le consul sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils pourront recevoir le titre de vice-consul ; mais ce titre sera, dans ce cas, purement honorifique.

Art. 3. — En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux et consuls, les consuls-suppléants, élèves-consuls, chanceliers ou secrétaires qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités respectives, seront admis de plein droit à exercer, par intérim, les fonctions consulaires. Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion provisoire, la jouissance de tous les droits et immunités reconnus aux titulaires. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux ou consuls désigneront pour remplacer momentanément les vice-consuls absents ou décédés.

Art. 4. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire, l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription : « Consulat, vice-consulat ou agence consulaire de... »

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront avant tout à désigner aux matelots et aux nationaux l'habitation consulaire.

Art. 5. — Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, élèves-consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne seront pas tenus de comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays de leur résidence, si ce n'est, toutefois, dans les causes criminelles où leur comparution sera jugée indispensable et réclamée par une lettre officielle de l'autorité judiciaire.

Dans tout autre cas, la justice locale se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix, ou le leur demander par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux Etats.

Art. 7. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, élè-

ves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne pourront pas être forcés de comparaître personnellement en justice, lorsqu'ils seront partie intéressée dans les causes civiles, à moins que le tribunal saisi n'ait, par un jugement, déferé le serment ou ordonné la comparution de toutes les parties.

En toute autre matière, ils ne seront tenus de comparaître en personne que sur une invitation expresse et motivée du tribunal saisi.

Art. 8. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, jouiront de l'immunité personnelle; ils ne pourront être arrêtés ni emprisonnés, excepté pour les faits et actes que la législation pénale du pays de leur résidence qualifie de crimes et punit comme tels.

Art. 9. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, seront exempts des logements militaires et des contributions de guerre, ainsi que des contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, imposées par l'Etat ou par les communes; mais, s'ils possèdent des biens immeubles, de même que s'ils font le commerce ou s'ils exercent quelque industrie, ils seront soumis à toutes les taxes, charges et impositions qu'auront à payer les autres habitants du pays, comme propriétaires de biens-fonds, commerçants, industriels ou capitalistes.

Art. 10. — Les consuls généraux et consuls ou leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires des deux pays, auront le droit de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit au domicile des parties, soit à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourraient avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres citoyens de leur pays.

Lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, lesdits consuls et agents pourront également recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Ils auront le droit de recevoir tout acte notarié destiné à être exécuté dans leur pays et qui interviendra entre leurs nationaux et les personnes du pays de leur résidence.

Ils pourront même recevoir les actes dans lesquels les citoyens du pays où ils résident seraient seuls parties; ils pourront recevoir, en outre, ceux qui interviendraient entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des citoyens du pays de leur résidence, à moins qu'il ne s'agisse d'actes pour lesquels, d'après la législation du pays, le ministère des juges ou d'officiers publics déterminés serait indispensable.

Lorsque les actes mentionnés dans le paragraphe précédent auront rapport à des biens fonciers, ils ne seront valables qu'autant qu'un notaire ou autre officier public du pays y aura concouru et les aura revêtus de sa signature.

Art. 11. — Les actes mentionnés dans l'article précédent auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public compétent de l'un ou de l'autre pays, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes voulues par les lois de l'Etat auquel le consul appartient et qu'ils aient été soumis au timbre, à

l'enregistrement et à toute formalité en usage dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les expéditions desdits actes, lorsqu'elles auront été légalisées par les consuls ou vice-consuls et scellées du sceau officiel de leur consulat ou vice-consulat, feront foi, tant en justice que hors justice, devant tous les tribunaux, juges et autorités de France et de Bolivie au même titre que les originaux.

Art. 12. — En cas de décès d'un citoyen de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre pays, l'autorité locale compétente devra immédiatement en avvertir le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans le ressort duquel le décès aura eu lieu, et ces agents devront, de leur côté, s'ils en ont connaissance les premiers, donner le même avis aux autorités locales.

Quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, les scellés seront, dans les vingt-quatre heures de l'avis, apposés sur tous les effets mobiliers et papiers du défunt. L'apposition sera faite, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, par le consul, en présence de l'autorité locale ou celle-ci dûment appelée.

Cette autorité pourra croiser de ses scellés ceux du consulat et, dès lors, les doubles scellés ne pourront plus être levés que d'un commun accord ou par ordre de justice.

Dans le cas où l'autorité consulaire ne procéderait pas à l'apposition des scellés, l'autorité locale devra les apposer, après en avoir adressé une simple invitation, et si l'autorité consulaire les croise des siens, la levée des uns et des autres devra être faite, soit d'un commun accord, soit en vertu d'une décision du juge.

Ces avis et invitations seront donnés par écrit et un récépissé en constatera la remise.

Art. 13. — S'il n'a pas été formé d'opposition à la levée des scellés et si tous les héritiers et légataires universels ou à titre universel sont majeurs, présents ou dûment représentés et d'accord sur leurs droits et qualités, le consul lèvera les scellés sur la demande des intéressés, dressera, qu'il y ait ou non un exécuteur testamentaire nommé par le défunt, un état sommaire des biens, effets et papiers qui se trouveraient sous les scellés, et délaissera ensuite le tout aux parties qui se pourvoiront comme elles l'entendront pour le règlement de leurs intérêts respectifs.

Dans tous les cas où les conditions énumérées au commencement du paragraphe précédent ne se trouveront pas réunies et quelle que soit la nationalité des héritiers, l'autorité consulaire, après avoir réclamé, par écrit, la présence de l'autorité locale et prévenu l'exécuteur testamentaire, ainsi que les intéressés ou leurs représentants, procédera à la levée des scellés et à l'inventaire descriptif de tous les biens, effets et papiers placés sous les scellés. Le magistrat local devra, à la fin de chaque séance, apposer sa signature au procès-verbal.

Art. 14. — Si, parmi les héritiers et légataires universels ou à titre universel, il s'en trouve dont l'existence soit incertaine ou le domicile inconnu, qui ne soient pas présents ou dûment représentés, qui soient mineurs ou incapables, ou si, étant tous majeurs et présents, ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, l'autorité consulaire, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme sé-

questre des biens de toute nature laissés par le défunt, chargée de plein droit d'administrer et de liquider la succession.

En conséquence, elle pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt, ou recouvrés depuis le décès, à l'acquittement des charges urgentes et des dettes de la succession ; faire, en un mot, tout ce qui sera nécessaire pour rendre l'actif net et liquide.

L'autorité consulaire fera annoncer la mort du défunt dans une des feuilles publiques de son arrondissement et elle ne pourra faire la délivrance de la succession ou de son produit qu'après l'acquittement des dettes contractées dans le pays par le défunt, ou qu'autant que, dans le courant de l'année qui suivra le décès, aucune réclamation ne se sera produite contre la succession.

En cas d'existence d'un exécuteur testamentaire, le consul pourra, si l'actif est suffisant, lui remettre les sommes nécessaires pour l'acquittement des legs particuliers. L'exécuteur testamentaire restera, d'ailleurs, chargé de tout ce qui concernera la validité et l'exécution du testament.

Art. 15. — Les pouvoirs conférés aux consuls par l'article précédent ne feront point obstacle à ce que les intéressés de l'une ou de l'autre nation, ou leurs tuteurs et représentants, poursuivent devant l'autorité compétente l'accomplissement de toutes les formalités voulues par les lois pour arriver à la liquidation définitive des droits des héritiers et légataires et au partage final de la succession entre eux, et plus particulièrement à la vente ou à la licitation des immeubles situés dans le pays où le décès a eu lieu. Le consul devra, le cas échéant, organiser sans retard la tutelle de ceux de ses nationaux, qui seraient incapables, afin que le tuteur puisse les représenter en justice.

Toute contestation soulevée, soit par des tiers, soit par des créanciers du pays ou d'une puissance tierce, toute procédure de distribution et d'ordre que les oppositions ou les inscriptions hypothécaires rendraient nécessaires, seront également soumises aux tribunaux locaux.

Le consul devra toutefois être appelé en justice, soit comme représentant ses nationaux absents, soit comme assistant le tuteur ou le curateur de ceux qui sont incapables ; mais il est bien entendu qu'il ne pourra jamais être mis personnellement en cause. Il pourra, d'ailleurs, se faire représenter par un délégué choisi parmi les personnes que la législation du pays autorise à remplir des mandats de cette nature.

Art. 16. — Lorsqu'un Français en Bolivie ou un Bolivien en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés et sera tenue de rendre compte,

dans le plus bref délai, du résultat de ses opérations au consulat appelé à en connaître.

Mais, dès que le consul se présentera personnellement ou enverra un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrivent les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente convention.

Art. 17. — Dans le cas où un citoyen de l'un des deux pays viendrait à décéder sur le territoire de ce pays, et où ses héritiers ou légataires universels ou à titre universel seraient tous citoyens de l'autre pays, le consul de la nation à laquelle appartiendront les héritiers ou légataires pourra, si un ou plusieurs d'entre eux sont absents, inconnus ou incapables, ou si, étant présents et majeurs, ils ne se trouvent pas d'accord, faire tous les actes conservatoires d'administration et de liquidation énumérés dans les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente convention. Il n'en devra résulter toutefois aucune atteinte aux droits et à la compétence des autorités judiciaires, pour ce qui concerne l'accomplissement des formalités légales prescrites en matière de partage et la décision de toutes les contestations qui pourraient s'élever, soit entre les héritiers seulement, soit entre les héritiers et des tiers.

Art. 18. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Etats connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations effectuées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décèderaient dans le port d'arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de leur pays.

Art. 19. — Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également aux successions des citoyens de l'un des deux Etats qui, étant décédés hors du territoire de l'autre Etat, y auraient laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 20. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur pays, après leur admission à la libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir les déclarations sur le voyage, la destination du bâtiment et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition du navire.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif ne pourront, en aucun cas, opérer à bord ni recherches ni visites autres que les visites ordinaires de la douane et de la santé, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra.

Ils devront également donner, en temps opportun, au consul, les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que le capitaine et l'équipage auraient à faire devant les tribunaux ou les administrations du pays. La citation qui sera adressée à cet effet au consul indiquera une heure précise, et, s'il ne s'y rend pas en personne ou ne s'y fait pas représenter par un délégué, il sera procédé en son absence.

Art. 21. — En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays ; mais les

consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui à l'autorité consulaire pour faire arrêter et conduire en prison tout individu, inscrit sur le rôle de l'équipage, contre qui elle jugerait convenable de requérir cette mesure.

Art. 22. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits agents tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation des déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, lesdits déserteurs seraient remis en liberté, sans qu'ils pussent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à sa remise jusqu'à ce que la sentence du tribunal eût été rendue et eût reçu son exécution.

Les marins ou autres individus de l'équipage, citoyens du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 23. — Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs et assureurs, il n'aura pas été fait de conventions spéciales pour le règlement des avaries que les navires ou les marchandises auraient éprouvées en mer, ce règlement appartiendra aux consuls respectifs, qui en connaîtront exclusivement, si ces avaries n'intéressent que des individus de leur nation. Si d'autres habitants du pays où réside le consul s'y trouvent intéressés, celui-ci désignera dans tous les cas les experts qui devront connaître du règlement d'avaries. Ce règlement se fera à l'amiable, sous la direction du consul, si les intéressés y consentent, et, dans le cas contraire, il sera fait par l'autorité locale compétente.

Art. 24. — Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des citoyens de l'un des deux pays fera naufrage ou échouera sur le

littoral de l'autre pays, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des Etats, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre Etat, seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister lesdits agents, maintenir l'ordre, garantir l'intérêt des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage ainsi que la conservation des objets sauvés, et ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 25. — Il est, en outre, convenu que les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, élèves consuls, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires des deux pays jouiront, dans l'autre pays, de tous les privilèges, immunités et prérogatives qui sont et qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que, si ces privilèges et immunités sont accordés sous des conditions spéciales, ces conditions devront être remplies par les gouvernements respectifs ou par leurs agents.

Art. 26. — La présente convention aura une durée fixe de dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications. Si, un an avant l'expiration de ce terme, aucune des deux hautes parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire encore une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où il aura été dénoncé.

Art. 27. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants, dans le délai d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sucre, le 5 août 1897.

(L. S.) Signé : C. DE COUTOULY.

(L. S.) Signé : M.-M. GOMEZ.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPECHES, NOTES

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Suite (1).

Cinquième séance. — 5 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

La séance est ouverte à deux heures trois quarts.

Le procès-verbal de la séance du 20 juin est adopté.

Le Président dit que l'ordre du jour porte en premier lieu l'examen et la confirmation du projet de déclaration ou convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Il ajoute :

« Avant de donner la parole au Rapporteur, je dois me faire l'interprète des sentiments de la Conférence, tout d'abord auprès du jurisconsulte éminent qui a présidé avec ses qualités habituelles les douze séances de la Sous-Commission : M. de Martens nous tient de trop près pour que je ne craigne de paraître partial en en disant davantage. Il me permettra cependant de lui dire qu'une grande part du succès lui revient : c'est de cœur et d'âme qu'il s'est consacré à sa tâche. Ces douze séances portent témoignage du travail ardu et continu auquel la Sous-Commission s'est astreinte pour mener à bonne fin l'œuvre qui lui était assignée ; la Sous-Commission dans laquelle ont siégé des hommes d'une si haute compétence, mérite tous nos éloges ; nous devons en dire autant du comité de rédaction. Vous avez eu, cette fois encore, la bonne fortune de rencontrer en M. Rolin le rapporteur idéal : exact, impartial, capable d'embrasser l'ensemble et le détail ; remercions-le de son beau travail. » (Applaudissements).

Le Président donne la parole à M. de Martens, Président de la deuxième Commission, pour rendre compte à la Conférence des décisions prises et des vœux émis par cette Commission.

M. de Martens ne pense pas que la Conférence désire entendre une nouvelle lecture du texte des soixante articles adoptés par la Commission ni du rapport présenté sur le même sujet par M. Rolin. Ces

(1) *Arch. dipl.*, 1899, II, p. 135.

documents sont sous les yeux de l'Assemblée et M. de Martens demande à la Conférence de vouloir bien approuver le travail de la deuxième Commission, tel qu'il résulte des textes votés et du rapport interprétatif qui les accompagne.

Cette proposition ne soulevant aucune objection, le Président la déclare adoptée.

M. de Martens ajoute que, par la décision qu'elle vient de prendre, la Conférence accepte le Rapport de M. Rolin comme un commentaire interprétatif authentique des articles votés émanant de la Conférence tout entière.

M. de Martens dit qu'il a été chargé par la seconde Commission de soumettre à l'approbation de la Conférence plusieurs vœux que cette Commission a discutés et adoptés.

Le premier de ces vœux a été émis sur l'initiative de M. le premier délégué du Luxembourg. Il exprime le désir de voir la question des droits et devoirs des neutres inscrite au programme d'une Conférence ultérieure.

Ce vœu est adopté sans discussion.

Le second vœu porte sur le bombardement par une force navale des ports, villes et villages côtiers non défendus.

La deuxième Commission a pensé qu'il serait trop compliqué de chercher à résoudre cette question dans la présente Conférence en étendant au bombardement des ports non défendus la prohibition prévue par l'article 25 de la Convention relative aux lois de la guerre sur terre. Elle a donc, à l'unanimité sauf une abstention, émis le vœu que cette question soit renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure. Il est bien entendu que ce vœu n'engage pas les Gouvernements et n'a d'autre objet que d'attirer leur sérieuse attention sur cet important sujet.

S. E. Sir Julian Pauncefoot dit qu'à son avis un vœu de cette nature exerce jusqu'à un certain point une pression morale sur les Gouvernements. Il rappelle que le Gouvernement britannique n'a pris part à la Conférence de Bruxelles qu'à la condition que les questions navales resteraient en dehors des dispositions adoptées. En l'absence d'instructions nouvelles, il ne pourrait s'associer à aucune décision de cette nature, n'eût-elle que la portée d'un simple vœu.

M. le Président donne acte à Sir Julian Pauncefoot de sa déclaration et déclare adopté le deuxième vœu de la Commission.

M. de Martens dit que le troisième vœu concerne la révision de la Convention de Genève. Il a été proposé par la première Sous-Commission de la deuxième Commission sur l'initiative de M. Asser, son président, dans la teneur suivante :

« La Conférence de la Haye, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral Suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention. »

Ce texte a été adopté par la deuxième Commission avec une motion de M. Beldiman ainsi conçue :

« En exprimant le vœu relatif à la révision de la Convention de

« Genève, la deuxième Commission adhère entièrement à la déclaration faite par M. Asser, président de la première Sous-Commission, dans la séance du 20 juin, et par laquelle M. le délégué des Pays-Bas a constaté que tous les Etats représentés à la Haye seraient heureux de voir le conseil fédéral suisse prendre à bref délai l'initiative de la convocation d'une Conférence en vue de la révision de la Convention de Genève. »

M. de Martens précise, qu'en formulant ce vœu, la Conférence n'entend pas donner au Gouvernement fédéral le mandat formel de convoquer la Conférence de révision, mais exprime le désir de voir la révision de la Convention de Genève faite par les soins du Gouvernement suisse.

Le vœu et la motion proposés par la deuxième Commission sont adoptés.

M. de Martens dit que le quatrième vœu porte sur une proposition faite à la Conférence sous forme de lettre adressée à Son Président par la Délégation des Etats-Unis d'Amérique et tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée en temps de guerre sur mer.

La deuxième Commission n'a pas pensé qu'il lui fût possible, ni quant à la compétence, ni quant au fond, d'entrer en matière sur cette question ; mais elle a cru devoir émettre le vœu que la proposition présentée par la Délégation des Etats-Unis fût mise au programme d'une Conférence ultérieure.

Son Exc. M. White demande à développer sa proposition et s'exprime en ces termes :

« Le mémoire qui a été communiqué aux membres de la Conférence démontre comment le Gouvernement des Etats-Unis, pendant plus d'un siècle, s'est sérieusement efforcé de faire adopter le principe de l'inviolabilité de la propriété privée, à l'exception de la contrebande de guerre, en temps de guerre maritime.

En se rendant avec empressement à l'appel de Sa Majesté l'Empereur de Russie et à l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas de prendre part à cette Conférence, mon Gouvernement désirait non seulement donner son appui aux principaux buts énoncés dans la circulaire, mais il y voyait une occasion justifiée pour porter de nouveau cette proposition devant les nations amies, dans l'espoir qu'elle puisse être adoptée comme une partie du droit international.

La Commission des Etats-Unis d'Amérique a bien trouvé plusieurs puissances prêtes à accepter sa proposition et d'autres dont les intentions inclinaient évidemment vers une telle adoption, mais d'autre part elle n'a pas réussi à se procurer un appui assez unanime pour lui permettre d'insister plus sur la matière pendant la présente Conférence.

Le doute généralement partagé quant à la compétence de cette Conférence, compétence déterminée par l'invitation, et le fait que les délégués de plusieurs grandes Puissances n'étaient pas munis d'instructions spéciales sur la matière, et enfin l'obligation qu'a sentie la Conférence de donner tout le temps possible aux grandes questions qui intéressent le plus directement les nations, toutes ces circonstances font pressentir qu'on ne peut attendre de cette Conférence un résultat positif ou final par rapport à cette matière.

Mais, obligés de reconnaître ce fait avec un regret sincère, nous estimons que nos instructions nous imposent le devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir, afin que cette grande question, si importante pour nous tous, reste présente à l'esprit des nations représentées ici.

Nous n'avons pas perdu l'espérance de voir cette question amenée à une heureuse solution.

Rien n'est plus évident que le fait que, de plus en plus, les penseurs éminents dans le domaine du droit international inclinent vers la doctrine que nous défendons.

De plus en plus aussi il devient clair que l'adoption de ce principe est dans l'intérêt de toutes les nations.

Il est reconnu également que tout engagement de s'abstenir de la course est vain, s'il ne comporte pas en même temps l'inviolabilité de toute propriété privée sur mer, à l'exception de la contrebande de guerre.

Les deux systèmes de nuire à l'ennemi pendant la guerre sont logiquement unis. Si l'on s'abstient de faire usage de l'un, une garantie nécessaire est qu'on n'adhère pas à l'autre.

Il est devenu de plus en plus évident que l'éminent Comte de Nesselrode a exprimé non seulement une profonde conviction, mais encore une grande vérité, en affirmant que cette déclaration que les Etats-Unis ont soutenue dans son temps comme ils la soutiennent maintenant, couronnerait de gloire la diplomatie moderne.

Je n'ignore pas qu'on se sert d'un argument qui, à première vue, paraît avoir une force considérable, à savoir que même si l'on garantissait l'inviolabilité de la propriété privée, en tant qu'elle n'est pas contrebande de guerre, une nouvelle question très épineuse surgirait immédiatement : celle de définir ce qu'il faut entendre aujourd'hui par contrebande de guerre.

L'attention se dirige naturellement sur le fait que le charbon, la matière première du pain, aussi le riz (dans une des guerres récentes entre deux grandes Puissances) et même les vaisseaux pourraient tomber sous la dénomination de contrebande.

Mais je n'ai certainement pas besoin de dire à une assemblée de personnes aussi intelligentes et éclairées que celles réunies ici, que les difficultés qui s'opposent à faire un second pas dans une matière de ce genre ne constituent pas un argument qui obligerait à renoncer au premier pas.

La voie la plus sage paraît être de faire le premier pas et, après l'avoir fait, d'examiner ce que sera le second.

Comment puis-je nier que les efforts faits en faveur de la cause que nous défendons, ont été compromis par quelques-uns des arguments employés à cet effet ? Il fait reconnaître que plus de mal que de bien a été fait par quelques-uns des arguments qui ont assimilé la propriété privée sur mer à la propriété privée sur terre en temps de guerre. Mais cela ne prouve rien contre la masse écrasante d'arguments en faveur de notre proposition.

Si la question était en discussion en ce moment, s'il n'y avait pas d'autres sujets sur lesquels l'attention du monde est engagée, et qui absorbent notre activité, je voudrais fixer vos regards sur les pertes immenses qui doivent être subies par les nations dans le cas d'une

déclaration de guerre. Je citerais comme exemple les pertes résultant de la dénationalisation des navires et des marchandises, sans qu'il en résulte un effet proportionné sur la décision des questions en litige.

Un rapide coup d'œil sur l'histoire des croiseurs confédérés durant la guerre civile américaine montre combien sérieuses seraient les pertes des puissances directement intéressées. Trois croiseurs confédérés seulement ont exercé une action de quelque importance : leurs prises se sont bornées à 169 navires ; la prime d'assurance entre les États-Unis et la Grande-Bretagne a progressé de 30 shillings la tonne à 120 shillings ; près d'un demi million de tonneaux de la marine marchande américaine furent mis sous pavillon anglais ; le résultat final a été la disparition presque complète de la marine de commerce des États-Unis. Si un semblable résultat a été obtenu par les opérations de trois petits navires, qui étaient loin d'être excellents, qui étaient mal équipés, qu'arriverait-il avec les moyens qui sont aujourd'hui à la disposition des plus grandes nations ?

Cependant tout le monde sait que cet emploi des corsaires n'a pas eu le moindre effet pour terminer ou même pour abrégier cette guerre. Si les pertes avaient été dix fois plus considérables, elles n'auraient en rien contribué à raccourcir les hostilités. Il y a eu simplement une destruction d'une grande masse de propriété appartenant à la partie la plus laborieuse et la plus méritante de notre population, de nos marins qui avaient placé dans leurs navires les économies qu'ils avaient faites. L'effet le plus évident fut de laisser une cause de ressentiment entre deux grandes nations, ressentiment qu'un arbitrage fameux a réussi à écarter. La seule mesure propre à abrégier une guerre par l'action de navires de guerre, c'est le maintien du blocus.

Aujourd'hui, le transport des marchandises par terre s'est tellement développé que l'interruption du transport par mer ne peut en général servir à rien pour hâter la fin de la guerre, mais l'action en peut être considérable au point de vue de la destruction de richesses accumulées par l'industrie de l'homme, si bien qu'il faudra plusieurs générations pour réparer la perte : le monde entier en subit la répercussion.

Messieurs, la Délégation américaine ne défend pas les intérêts particuliers de son pays. Nous savons fort bien que, dans les conditions actuelles, si la guerre éclatait entre deux ou plusieurs puissances européennes, il y aurait immédiatement un transfert énorme de frêt et de navires à des pays neutres, et que les États-Unis, comme l'un d'eux, en retirerait d'énormes avantages. Mais mon Gouvernement n'a point le désir de favoriser des intérêts de cette espèce. Ne pourrai-je point dire qu'un trait caractéristique de mes concitoyens a été bien mal compris en Europe. Les Européens supposent généralement que le peuple des États-Unis est un peuple éminemment pratique. C'est vrai, mais c'est seulement la moitié de la vérité ; car le peuple des États-Unis n'est pas seulement pratique, il est encore bien plus dévoué à l'idéal.

Il n'y a pas de plus grande erreur, lorsqu'on envisage les États-Unis ou lorsqu'on traite avec eux, que de supposer que leurs citoyens sont guidés uniquement par des intérêts matériels. Notre propre

guerre civile montre que l'idée idéale de maintenir l'Union des Etats nous a entraînés dans un conflit qui a coûté le sacrifice de près d'un million d'hommes et de près de dix milliards de dollars.

Je le dis non par vanité, mais pour montrer que les Américains sont non seulement des gens pratiques, mais encore des idéalistes quant à la question de l'inviolabilité de la propriété sur mer ; ce n'est pas seulement une question d'intérêt pour nous ; c'est une question de droit, de justice, de progrès pour le monde entier et c'est là ce que mes compatriotes ressentent si vivement.

Au nom donc de la délégation des Etats-Unis, je viens appuyer la motion de référer la question tout entière à une Conférence ultérieure. Je le fais à regret, mais en vue du fait que les autres intérêts des nations ici représentées l'exigent.

En agissant ainsi, ne puis-je pas, au nom de la nation que je représente, recommander la considération de cette grave question à tous ceux qui sont présents dans cette Conférence, notamment aux grands juristes, aux maîtres dans la science du droit international, aux hommes d'Etat et aux diplomates des diverses nations, dans l'espoir que cette question figure au nombre des matières qui seront inscrites au programme de la future Conférence lorsqu'elle se réunira : la solution de cette question, dans le sens que j'ai indiqué, fera l'honneur de tous ceux qui y auront participé, et elle sera pour le bénéfice durable des nations intéressées. » (Applaudissements.)

Sur la demande de M. Rahusen, il est décidé que le discours de Son Exc. M. White sera inséré *in extenso* au procès-verbal imprimé de la séance.

S. E. le Comte Nigra s'associe à la proposition de M. de Martens. Il tient à constater que le Gouvernement italien ne s'est pas borné à protester de son respect pour la propriété privée sur mer, mais qu'il a sanctionné ce principe par ses lois. Il rappelle que notamment un article du traité de commerce conclu entre l'Italie et les Etats-Unis stipule, sous réserve de réciprocité, la reconnaissance de l'inviolabilité de cette propriété. Il demande qu'on lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne acte au Comte Nigra de sa déclaration et consulte la Conférence sur l'adoption du vœu proposé par la Commission.

S. E. Sir Julian Pauncefoot renouvelle la déclaration qu'il a faite à propos du deuxième vœu et dit que le défaut d'instructions de Son Gouvernement l'oblige à s'abstenir.

M. Bourgeois fait la même déclaration.

Le Président leur en donne acte et constate que le vœu est adopté.

Le Président dit que le Comité désigné dans la dernière séance plénière pour arrêter la rédaction de l'acte final de la Conférence et des conventions qui y seront rattachées, a commencé ses travaux. Depuis lors quelques délégués ont exprimé le désir de voir compléter la composition du Comité par l'adjonction de deux membres nouveaux. Le Président ne voit pas, pour sa part, d'inconvénient à cette mesure ainsi limitée et il demande par conséquent à l'assemblée de vouloir

bien ratifier la désignation de MM. Merey de Kapos Mère, délégué d'Autriche-Hongrie et Seth Low, délégué des États-Unis, comme membres du Comité. (Adopté.)

La séance est levée à 3 heures et demie.

Le Président,

STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS. RAFFALOVICH.

Albert LEGRAND.

E. de GRELLE ROGIER.

W. de RAPPARD.

A. G. SCHIMMELPENNINCK.

MAX JAROUSSE de SILLAC.

J. J. ROCHUSSEN.

G. J. C. A. Pop, *Secrétaire technique.*

C. E. DITTLINGER, » »

ANNEXE I AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 JUILLET N° 5.

Rapport à la Conférence.

La deuxième Sous-Commission s'est vu assigner pour objet de ses études la « révision de la Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre, élaborée en 1874 par la Conférence de Bruxelles et restée non ratifiée jusqu'à ce jour ». C'est la question indiquée sous le n° 7 dans la Circulaire de Son Exc. le Comte Mouraviëff en date du 30 décembre 1898.

Il y a lieu de déterminer plus exactement cet objet en rappelant, en tête du présent Rapport, qu'il résulte très positivement de l'ensemble des Actes de la Conférence de Bruxelles, que celle-ci avait exclusivement en vue les lois et les coutumes de la guerre sur terre. La Sous-Commission s'est en conséquence inspirée constamment de l'idée que sa compétence était renfermée dans les mêmes limites. C'est en vertu de cette considération qu'elle s'est bornée, dans sa séance du premier juin, à prendre notification d'une communication de M. Crozier, délégué des États-Unis d'Amérique, tendant à faire admettre que la règle du respect de la propriété privée fût applicable même sur mer. Dans le même ordre d'idées elle a également préféré laisser à la Commission le soin de résoudre une question spéciale, celle de savoir si les règles relatives aux bombardements sont applicables au cas où des navires se trouvant en mer dirigeraient leur feu vers des points de la côte.

Le premier soin de la Sous-Commission a été de déterminer la méthode de ses délibérations. Elle a décidé de prendre comme base de ses discussions le texte de la Déclaration de la Conférence de Bruxelles de 1874, mais en abordant les diverses questions dans un ordre différent, qu'elle a sur le champ réglé comme suit (séance du 25 mai) :

1° « Des prisonniers de guerre ». (art. 23 — 34).

2° « Des capitulations » et « De l'armistice ». (art. 46 — 52).

3° « Des parlementaires ». (art. 32 et 44).

4° « Du pouvoir militaire à l'égard des personnes privées » et « Des contributions et des réquisitions ». (art. 36 — 42).

5° « Les articles 35 et 56 relatifs à la Convention de Genève. »

6° « Des espions ». (art. 19 — 22).

7° « Des moyens de nuire à l'ennemi » et « Des sièges et bombardements ». (art. 12 — 18).

8° « Des belligérants internés et des blessés soignés chez les neutres ». (art. 53 — 55).

9° « De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi ». (art. 1 — 8).

10° « Qui doit être reconnu comme partie belligérante; des combattants et des non-combattants ». (art. 9 — 11).

Cet ordre des discussions, destiné à réserver pour la fin les questions les plus délicates, a été suivi par la Sous-Commission en première lecture, sauf qu'après avoir délibéré sur le texte des articles 36 à 39 du Projet de Bruxelles, concernant le pouvoir militaire à l'égard des personnes, la Sous-Commission a passé d'emblée au numéro suivant (5°), réservant les articles 40 à 42 relatifs aux contributions et aux réquisitions pour en faire l'objet d'un examen simultané avec celui du chapitre de l'autorité militaire sur le territoire ennemi (9° ci-dessus. — Articles 1 à 8).

Toutefois, sur l'avis du Comité de Rédaction, nommé en séance du 12 juin (1), la Sous-Commission a adopté un Projet où les articles, distribués en quatre sections, dont les deux premières sont elles-mêmes subdivisées en chapitres, sont rangés dans un ordre nouveau qui a paru plus méthodique. Ce projet est celui qui est actuellement soumis à la deuxième Commission et qui est ci-annexé sous le titre de « Projet de Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre ». Afin d'établir un lien constant entre ce texte et le présent Rapport, celui-ci sera divisé en Sections et Chapitres correspondant à ceux du Projet de Déclaration.

Avant de passer à l'examen détaillé du Projet soumis à la Commission, il y a lieu d'appeler l'attention de celle-ci sur diverses communications de portée plus ou moins générale qui ont été faites à la Sous-Commission au cours des discussions.

Au début de la séance du 10 juin, le général Sir John Ardagh, délégué technique du Gouvernement britannique, a donné lecture d'une déclaration d'où il résulte que, suivant son opinion personnelle qui ne saurait engager son Gouvernement, ce serait une erreur de vouloir « que la revision de la Déclaration de Bruxelles aboutisse à une convention internationale ».

« Sans chercher à savoir les motifs auxquels peut être attribuée la « non-adoption de la Déclaration de Bruxelles » — a dit Sir John Ardagh — « il est permis de supposer que les mêmes difficultés peuvent surgir à la conclusion de nos travaux à la Haye ».

(1) Ce Comité de Rédaction a été formé de Messieurs Beld'man, le Colonel à Court, le Colonel Gilinsky, le Colonel de Gross de Schwarzoff, Lammasch, Renault, le Général Zuccari et Rolin, ce dernier en qualité de rapporteur. Sauf dans une circonstance spéciale, le Comité a été présidé par M. de Martens, président de la Commission et de la Sous-Commission. M. Renault, n'ayant pu assister aux dernières séances, a été remplacé par M. le Général Mounier.

« Afin de les écarter et d'éviter les résultats infructueux de la dernière Conférence... nous ferions mieux de n'accepter la Déclaration que comme une base générale pour les instructions sur les lois et coutumes de la guerre pour nos troupes, sans aucun engagement d'accepter tous les articles tels qu'ils résulteront des votes de la majorité. »

Suivant l'opinion de Sir John Ardagh, tous les Gouvernements, même adhérents à la Déclaration, devraient donc se réserver la « pleine liberté d'accepter ou de modifier les articles » de cette Déclaration.

Cette communication du délégué technique de la Grande-Bretagne a amené M. de Martens à donner quelques indications supplémentaires sur la manière dont le Gouvernement Impérial de Russie envisage la question.

« Le but du Gouvernement Impérial — a dit notamment M. de Martens — est toujours le même, à savoir que la Déclaration de Bruxelles, révisée en tant que cette Conférence le jugera nécessaire, puisse former une base solide pour les instructions que les Gouvernements donneront pour le cas de guerre à leurs armées de terre. Sans doute, afin que cette base soit réellement bien établie, il faut un engagement conventionnel semblable à celui de la Déclaration de St-Petersbourg de 1868. Il faudrait que, dans son article, les Puissances signataires et accédantes déclarassent être tombées d'accord sur des règles uniformes qui feraient l'objet de ces instructions. C'est la seule manière d'obtenir une force obligatoire liant les Puissances signataires. Il est bien entendu que la Déclaration de Bruxelles n'aura force obligatoire que pour les Etats contractants ou accédants. »

Il résulte de cette dernière phrase que, suivant les vues du Gouvernement russe, il ne doit être question que de conclure une convention, c'est-à-dire que les règles admises ne seraient obligatoires comme telles qu'entre les Etats adhérents. Elles cesseraient même d'être applicables au cas où, dans une guerre entre Etats adhérents, l'un d'eux accepterait un allié qui n'aurait pas adhéré à la Convention.

Le délégué de Russie a insisté sur cette façon de voir, en comparant l'œuvre qu'il faut réaliser à une « Société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre », société dans laquelle les Etats sont libres d'entrer ou de ne pas entrer, mais qui doit avoir des statuts que ses adhérents observeront entre eux.

Répondant en même temps à une autre objection qui s'était produite et sur laquelle nous aurons à revenir, M. de Martens a ajouté qu'en fondant de commun accord « la société d'assurance mutuelle contre les abus de la force en temps de guerre », dans le but de sauvegarder les intérêts des populations contre les plus grands désastres, on ne légalise point ces désastres, on ne fait que les constater : de même que, dans les sociétés d'assurances contre l'incendie, la grêle ou d'autres calamités, les statuts qui prévoient ces désastres ne les codifient pas, mais constatent les dangers existants.

La dernière partie de la communication de M. de Martens visait une objection fondamentale dont S. Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique, s'était fait l'interprète dans un discours prononcé en séance du 6 juin.

Il est vrai de dire que le discours de M. Beernaert concerne spécialement les dispositions des chapitres I, II et IX de la déclaration de Bruxelles, relatifs à l'occupation du territoire ennemi, à la définition des belligérants et aux réquisitions en nature ou en argent. M. Beernaert a posé, à propos de certaines des dispositions inscrites dans ces chapitres, la question de savoir s'il convient que « d'avance et pour le cas d'une guerre, celui qui sera battu attribue des droits chez lui à son vainqueur et organise le régime de la défaite ». Et il a émis l'idée qu'il ne faudrait adopter « que des dispositions qui, admettant le fait, sans reconnaître le droit du vainqueur, emporteraient l'engagement pour celui-ci d'en modérer l'exercice ».

En réalité, ces observations du premier délégué de Belgique avaient une portée générale, car elles sont plus ou moins applicables à toutes les parties d'une Déclaration relative aux lois et coutumes de la guerre.

M. de Martens a répondu à ce discours, en insistant très vivement sur la nécessité de ne pas abandonner « au hasard de la raison de la guerre et du droit des gens » les intérêts vitaux des populations paisibles et désarmées.

La question ainsi posée était celle de savoir si la crainte de paraître consacrer comme un droit, dans un règlement international, le pouvoir de fait qui s'exerce par la force des armes, doit faire abandonner le précieux avantage d'une limitation de ce pouvoir. Aucun membre de la Sous-Commission n'a, au surplus, eu la pensée que l'autorité légale du pays envahi dût donner d'avance une sorte de sanction au pouvoir de fait exercé par l'armée qui envahit ou qui occupe un territoire. Mais l'adoption de règles précises, tendant à limiter l'exercice de ce pouvoir, n'en est apparue que comme une nécessité d'autant plus évidente, conforme du reste à l'intérêt de tous les peuples que le sort des armes peut trahir tour à tour.

La Sous-Commission a fait droit aux observations de M. Beernaert en adoptant et en faisant sienne une « Déclaration » dont M. de Martens a donné lecture en séance du 20 juin. On trouvera plus loin le texte complet de cette Déclaration, à propos des articles un et deux (9 et 10 anciens), auxquels elle se rapporte spécialement. Il convient de retenir que, suivant le vœu de la Sous-Commission, ce document est destiné à faire partie des Actes de la Conférence. Il en résulte que le Projet ne doit pas être considéré comme destiné à régler tous les cas qui se présentent dans la pratique ; le domaine du droit des gens subsiste. De plus il a été dit formellement qu'aucun des articles du Projet ne pourra être considéré comme entraînant, de la part des États adhérents, la reconnaissance d'un droit quelconque qui serait en opposition avec les droits souverains de chacun d'eux — et que l'adhésion au Règlement impliquera uniquement, pour chaque État en ce qui le concerne, l'acceptation d'un ensemble de règles juridiques limitant les manifestations du pouvoir de fait que le sort des armes pourrait remettre entre ses propres mains à l'égard d'un territoire ou de sujets étrangers.

Il reste encore une communication d'ordre général à signaler à la Commission. Elle émane de S. Exc. M. Eyschen.

En séance du 3 juin, le délégué du Grand-Duché de Luxembourg a appelé l'attention de la Sous-Commission sur l'utilité d'une détermi-

nation « des Droits et des devoirs des Etats neutres ». La Sous-Commission a été d'avis de s'en tenir à l'examen des questions rentrant dans les termes de la Déclaration de Bruxelles. Mais elle a émis le vœu « que la question d'une réglementation des droits et des devoirs des Etats neutres soit inscrite au programme d'une prochaine Conférence » (séance du 6 juin).

Nous passons à l'examen du texte du Projet de Déclaration divisé en quatre Sections.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS.

CHAPITRE I. — *De la qualité de belligérant.*

(Articles 1 à 3).

Les deux premiers articles de ce chapitre (articles 1 et 2) ont été votés à l'unanimité et sont la reproduction textuelle des articles 9 et 10 du Projet de Déclaration de Bruxelles, sauf une addition de pure forme faite, en seconde lecture, à l'alinéa final de l'article premier, pour dire que les corps de volontaires peuvent aussi bien que les milices être compris sous la dénomination d'armée.

C'est au moment de mettre la première fois ces articles en discussion, que M. de Martens a donné lecture du projet de « Déclaration » déjà mentionné, que la Sous-Commission a adopté sur le champ et dont le texte, à soumettre à la Conférence, serait le suivant :

« La Conférence est unanime à penser qu'il est hautement désirable
« que les usages de la guerre soient définis et réglés. Elle a dans cet
« esprit adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet
« de déterminer les droits et les devoirs des belligérants et des popu-
« lations, et pour but d'adoucir les maux de la guerre autant que les
« nécessités militaires le permettent. Il n'a pas été possible, toute-
« fois, de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à tous
« les cas qui se présentent dans la pratique.

« D'autre part, il n'a pas pu entrer dans les intentions de la Confé-
« rence que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite,
« laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

« En attendant qu'un Code tout à fait complet des lois de la guerre
« puisse être édicté, la Conférence juge opportun de constater que,
« dans les cas non compris dans l'arrangement de ce jour, les popu-
« lations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire
« des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages éta-
« blis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences
« de la conscience publique.

« C'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles
« 9 et 10 adoptés par la Conférence. »

Le premier délégué de Belgique, M. Beernaert, qui avait précédemment formulé des objections au sujet de l'adoption des articles 9 et 10 en question (un et deux du Projet nouveau), a annoncé sur le champ qu'il pourrait les voter à raison de cette Déclaration.

L'accord s'est ainsi établi sur ces dispositions si importantes et si délicates relatives à la reconnaissance de la qualité de belligérant.

L'article 3 et dernier de ce chapitre, identique, sauf des détails de

rédaction, à l'article 11 du Projet de Bruxelles, dit expressément que les non-combattants faisant partie d'une armée doivent également être considérés comme belligérants et que les uns et les autres, combattants et non-combattants, c'est-à-dire tous les belligérants ont droit, en cas de capture par l'ennemi, au traitement des prisonniers de guerre.

Il avait été question un moment de reporter cet article, ou au moins la fin de cet article, au chapitre des prisonniers de guerre. Mais il a paru qu'en définitive il n'était pas inutile, après avoir défini les conditions dont dépend la qualité de belligérant, d'indiquer aussitôt ce droit essentiel que possède le belligérant, en cas de capture par l'ennemi, d'être traité comme prisonnier de guerre. Et c'est, au surplus, une transition toute naturelle avec le chapitre II, qui suit immédiatement et qui fixe la condition des prisonniers de guerre.

Avant que le texte de la Déclaration ci-dessus, adoptée sur la proposition de M. de Martens, eût été communiqué à la Sous-Commission, le général Sir John Ardagh, délégué technique de la Grande-Bretagne, avait proposé d'ajouter, à la fin de ce premier chapitre, la disposition suivante :

« Rien dans ce chapitre ne doit être considéré comme tendant à amoindrir ou à supprimer le droit qui appartient à la population d'un pays envahi de remplir son devoir d'opposer aux envahisseurs par tous les moyens licites la résistance patriotique la plus énergique. »

Il semble résulter du protocole de la séance du 20 juin, que la plupart des membres de la Sous-Commission étaient d'avis que la règle ainsi formulée n'ajoutait rien à la « Déclaration » dont M. de Martens avait donné lecture au début de la même séance. La Délégation de Suisse a paru toutefois disposée à attacher à cet article additionnel une assez grande importance, au point de mettre en question son adhésion aux articles 1 et 2 (9 et 10 anciens), si la proposition de Sir John Ardagh n'était pas adoptée. M. Künzli a parlé dans ce sens. D'autre part le délégué technique d'Allemagne, Colonel de Gross de Schwarzhoff a fait ressortir que l'article 9 de Bruxelles (devenu l'article premier) ne subordonne la reconnaissance de la qualité de belligérant qu'à des conditions fort simples à remplir ; — qu'en conséquence il n'y avait pas lieu à ses yeux de voter l'article 10 (devenu l'article deux) qui reconnaît également comme belligérante la population d'un territoire non occupé, sous la seule condition qu'elle respecte les lois de la guerre : — qu'il a voté néanmoins cet article par esprit de conciliation. « Mais ici, — a dit très catégoriquement le délégué allemand, — mes concessions s'arrêtent ; il m'est absolument impossible de faire un pas de plus et de suivre ceux qui proclament une liberté absolue pour la défense. »

À la suite de cet échange d'observations et en considération de la Déclaration adoptée sur la proposition de M. de Martens, la proposition de Sir John Ardagh a été retirée par son auteur dans un but de conciliation.

CHAPITRE II. — *Des prisonniers de guerre.*

(Articles 4 à 20).

Le chapitre des prisonniers de guerre, dans le projet de Déclaration

adopté à Bruxelles en 1874 (articles 23 à 34), débutait par une définition formant l'alinéa premier de l'article 23 et conçue dans les termes suivants : « Les prisonniers de guerre sont des ennemis légaux et désarmés. » Cette définition était, en quelque sorte, le résidu d'une autre définition beaucoup plus longue que donnait l'article 23 du projet primitif soumis à la Conférence de Bruxelles par le Gouvernement impérial russe. Considérant le caractère peu précis de ces définitions, et la difficulté d'en trouver cependant une autre plus complète et plus exacte, la Sous-Commission a été d'accord pour supprimer toute définition et pour se borner à dire, dans ce chapitre, quel sera le traitement des prisonniers de guerre.

C'est en vertu des considérations ci-dessus que l'article 4, qui se trouve en tête de ce chapitre et qui correspond à l'article 23 du projet de Bruxelles, commence immédiatement par ces mots : « Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, etc., etc. »

L'alinéa relatif aux actes d'insubordination a également été supprimé dans cet article, mais il se retrouve plus loin, à l'article 8, où il a paru mieux à sa place.

La plupart des autres dispositions adoptées à Bruxelles concernant cette question du traitement des prisonniers de guerre ont été maintenues par la Sous-Commission avec des modifications assez légères ou de pure forme, dont l'explication se trouve dans les protocoles (séances des 27 et 30 mai).

L'article 5, concernant l'internement des prisonniers, est la copie textuelle de l'article 24.

L'article 6 combine, dans une rédaction légèrement différente, proposée par M. Beernaert, les prescriptions des articles 25 et 26 de Bruxelles.

L'article 7 est à peu près le même que l'ancien article 27, sauf qu'il règle le traitement des prisonniers, non seulement quant à la nourriture et à l'habillement, mais aussi quant au couchage.

L'article 8, concernant la discipline des prisonniers de guerre, correspond à l'article 28 du projet de Bruxelles, mais avec quelques changements qui ne sont pas de pure forme, notamment en ce qui concerne les évasions de prisonniers. Les modifications sont analysées ci-après.

L'article 9 répète littéralement l'article 29 (déclaration du nom et du grade).

L'article 30 du projet de Bruxelles, relatif à l'échange des prisonniers, a été supprimé comme inutile, car cette question de l'échange ne peut faire l'objet d'une règle générale et il va de soi qu'un échange peut toujours résulter d'une entente mutuelle entre belligérants.

Les articles 10, 11 et 12 concernant la libération sur parole sont, sauf quelques détails de rédaction, la reproduction des articles 31, 32 et 33 de la Déclaration de Bruxelles.

Mais l'article 13 (nouveau), concernant les individus assimilés aux prisonniers de guerre, diffère notablement de l'article 34 de Bruxelles à la fois comme forme et comme fond.

Viennent enfin les articles 14 à 20, entièrement nouveaux, qui ont été adoptés sur la proposition de M. Beernaert.

En somme, il n'y a donc lieu de fournir quelques indications particulières qu'au sujet de l'article 8 (28 ancien), de l'article 13 (34 ancien) et des articles nouveaux 11 à 17.

Ainsi que cela vient d'être dit, l'article 28 ancien, devenu l'article 8, a été longuement discuté, surtout par rapport aux évasions de prisonniers de guerre. Finalement il a été admis, comme à Bruxelles en 1874, que la tentative d'évasion ne saurait rester absolument impunie, mais qu'il est utile de limiter le degré des peines auxquelles elle peut donner lieu, pour éviter notamment qu'elle soit assimilée à la désertion devant l'ennemi et, comme telle, punie de mort. En conséquence, il a été décidé que « les prisonniers évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant d'avoir quitté le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés sont passibles de peines disciplinaires ». Toutefois, il a été constaté, au cours des délibérations, que cette restriction ne s'applique pas au cas où l'évasion de prisonniers de guerre serait accompagnée de circonstances spéciales constituant par exemple le complot, la rébellion ou l'émeute. Dans ces cas, comme le général de Voigts-Rhetz l'avait déjà fait observer à Bruxelles en 1874 (Protocole n° 6. Séance du 6 août 1874), les prisonniers sont punissables en vertu de la première partie du même article, où il est dit qu'ils sont « soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent » ; et il faut encore compléter cette disposition par celle qui a été reprise dans l'ancien article 23 et ajoutée à l'article 8, disant, au sujet des prisonniers, que « tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires ».

L'article 28 du Projet de Bruxelles signalait notamment qu'il est permis, après sommation, de faire usage des armes contre un prisonnier de guerre en fuite. La Sous-Commission a supprimé cette indication. En le faisant, elle n'a nullement entendu contester le droit de tirer sur le prisonnier de guerre en fuite, si les règlements militaires le prescrivent ; mais il lui a paru au moins inutile qu'un article de la Déclaration eût en quelque sorte l'apparence d'appouver spécialement cette mesure extrême.

Enfin, la Sous-Commission a maintenu, non sans quelques hésitations, le dernier alinéa de l'article, aux termes duquel « les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure ». La Sous-Commission a été influencée par la considération que, lorsqu'un prisonnier de guerre a repris sa liberté, sa situation de fait et de droit est pareille en tous points à celle qu'il aurait s'il n'avait jamais été prisonnier de guerre. On ne saurait donc lui appliquer une véritable pénalité, en vertu d'un état de fait antérieur.

L'article 34, devenu l'article 13 du Projet de la Sous-Commission, a aussi été fort remanié. L'ancienne rédaction manquait surtout de clarté, en ce qu'elle semblait dire que les individus visés par l'article et qui accompagnent l'armée sans en faire partie (tels que correspondants de journaux, vivandiers, fournisseurs, etc.) seront faits prisonniers s'ils sont munis d'une autorisation régulière. De sorte qu'il suffirait, à la lettre, de ne pas avoir d'autorisation régulière pour être laissé libre. Tel n'est à coup sûr pas le sens de cette disposition. La Sous-Commission a adopté en conséquence une rédaction plus pré-

cise, qui a été proposée par le rapporteur, et qui se rapproche beaucoup du texte de l'article 22 du *Manuel des Lois de la Guerre* de l'Institut de droit international. Ce texte tient compte de ce que les individus dont il s'agit ne sauraient en réalité être considérés comme des prisonniers de guerre. Mais il peut être nécessaire de les *détenir*, soit temporairement, soit jusqu'à la fin de la guerre et, dans ce cas, ce sera certainement pour eux un avantage d'être traités comme les prisonniers de guerre. Toutefois, ils ne peuvent compter sur cet avantage que s'ils sont « munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient ».

Il reste à dire quelques mots des sept derniers articles (11 à 17) de ce Chapitre, qui y ont été ajoutés sur la proposition de Son Exc. M. Beernaert, premier délégué de Belgique.

M. Beernaert a rappelé que l'initiative de ces propositions déjà anciennes est surtout due à M. Romberg-Nisard, qui, après s'être dévoué aux victimes de la guerre en 1870, n'a cessé de se préoccuper d'améliorer pour l'avenir le sort des combattants blessés ou prisonniers.

Il s'agit en premier lieu, dans ces dispositions additionnelles, de rendre générale l'organisation de *bureaux de renseignements* sur les prisonniers, analogues à celui qui fut institué en Prusse dès l'année 1866 et qui rendit de si grands services durant la guerre de 1870-71. C'est l'objet du premier de ces articles (art. 14). Le deuxième article (art. 15) prévoit que l'on donnera certaines facilités aux *sociétés de secours pour les prisonniers de guerre* régulièrement constituées. Le troisième article (art. 16) accorde la *franchise postale* et d'autres avantages aux bureaux de renseignements et en général pour les envois faits aux prisonniers. Le quatrième article (art. 17) a pour objet de favoriser le *paiement de la solde* aux officiers prisonniers. Le cinquième et le sixième article (art. 18 et 19) assurent aux prisonniers le *libre exercice de leur religion*, leur accordent des facilités en matière *testamentaire*, et ont trait à la *constatation des décès* et à la *forme des inhumations*. Enfin, le dernier de ces articles nouveaux (art. 20) stipule expressément qu'après la conclusion de la paix « le *rapatriement* des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible ». La libération absolument immédiate n'est en effet pas possible, car elle amènerait fatalement des désordres.

Cet article 20 devait avoir un second alinéa disant qu'aucun prisonnier de guerre ne pourra être retenu, ni sa libération différée, pour des condamnations prononcées ou des faits intervenus depuis sa capture, si ce n'est pour crimes ou délits de droit commun. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, cette disposition a été supprimée de commun accord, vu les nécessités de la discipline qui doit être maintenue et entourée de sanctions suffisantes jusqu'au dernier jour de la captivité des prisonniers de guerre.

La seule de ces dispositions additionnelles, dues à l'initiative du premier délégué de Belgique, qui ait donné lieu à discussion est la troisième (art. 16) relative aux *franchises postales, douanières et autres*. Mais sur les vives instances de M. Lammasch, délégué technique d'Autriche-Hongrie et de M. le Général den Beer l'oortugael, deuxième délégué des Pays-Bas, cet article a également été adopté à l'unanimité.

Il est à remarquer que les conventions postales et autres devront être modifiées conformément à cette disposition. Quant à la franchise douanière, elle ne s'applique évidemment qu'aux objets destinés à *l'usage personnel des prisonniers*.

Il peut être intéressant de constater ici que ces articles 14 à 20 réalisaient parfaitement, et même plus amplement, le but que le Gouvernement belge avait en vue, lorsqu'il proposait en 1874 à la Conférence de Bruxelles, par l'organe de M. le Baron Lambermont, six articles relatifs aux sociétés de secours pour les prisonniers de guerre (Voir *Annexe* n° XI aux Protocoles de la Conférence de Bruxelles). Ces articles furent alors l'objet d'un ordre du jour favorable, mais ils ne furent pas incorporés dans le projet de Déclaration de Bruxelles (Protocole n° 8. — Séance du 10 août 1874).

CHAPITRE III. — *Des malades et des blessés.*

(Article 21.)

L'article unique qui se trouve dans ce chapitre est la copie textuelle de l'article 35 du projet de Bruxelles. Il a été adopté à l'unanimité et sans discussion. Ainsi que le Président de la Sous-Commission l'a fait remarquer, on se borne à constater que les règles de la Convention de Genève doivent être observées *entre belligérants*. De plus, la fin de l'article prévoit une modification éventuelle de cette Convention.

On sait qu'il est dit d'autre part, à l'article 60 (ancien article 56), que la Convention de Genève s'applique également aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS.

CHAPITRE I. — *Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.*

(Articles 22 à 28.)

Ce chapitre réunit, sous une rubrique commune, deux chapitres distincts de la Déclaration de Bruxelles, dont le premier était intitulé « des moyens de nuire à l'ennemi » (articles 12 à 14) et le second « des sièges et bombardements » (articles 15 à 18).

La réunion de ces chapitres en un seul, proposée par le Comité de Rédaction et approuvée en seconde lecture par la Sous-Commission, a eu pour objet de faire nettement ressortir que les articles relatifs aux moyens de nuire sont également applicables aux sièges et aux bombardements.

Les articles 22, 23 et 24 nouveaux correspondent exactement, sauf des modifications de rédaction, aux articles 12, 13 et 14 de la Déclaration de Bruxelles.

L'article 23 commence par ces mots : « Outre les prohibitions établies par des Conventions spéciales, il est notamment interdit :..... » Ces Conventions spéciales sont d'abord la Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1868, qui est toujours en vigueur, et puis toutes celles de même nature qui pourraient être conclues, notamment à la suite

de la Conférence de La Haye. Il a paru à la Sous-Commission qu'une formule générale était préférable à l'ancienne rédaction qui mentionnait seulement la Déclaration de Saint-Petersbourg.

L'article 23 interdit finalement, sous le littéra *g*, toute destruction ou saisie de propriétés ennemies qui ne serait pas commandée par les nécessités de la guerre. Le Comité de Rédaction avait proposé de supprimer cette clause qui lui semblait inutile, vu les dispositions qui se trouvent plus loin et qui prescrivent le respect de la propriété privée ; mais la Sous-Commission l'a maintenue, en seconde lecture, sur les instances de M. Beernaert, attendu qu'il s'agit, dans ce chapitre, de limiter les effets des *hostilités* proprement dites, tandis que les dispositions visées ont trait plus spécialement à l'occupation du territoire ennemi.

La rédaction de l'article 24 (14 ancien) a été critiquée. Pris à la lettre, cet article pourrait en effet être interprété en ce sens que *toute ruse de guerre et tout moyen nécessaire pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain* devraient *ipso facto* être considérés comme « licites ». Il s'entend que telle n'est nullement la portée de cette disposition, qui a uniquement pour objet de dire que les ruses de guerre et les moyens de se renseigner ne sont pas défendus comme tels. Mais ils cesseraient d'être « licites » en cas de contravention à une règle impérative admise d'autre part.

L'ancien article 14 citait spécialement une de ces règles impératives : celle qui défend de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays (art. 36 de Bruxelles). Mais il y en a beaucoup d'autres, telles notamment que la défense d'user indûment du pavillon parlementaire (art. 23, *f*). Il y en a même qui ne sont pas expressément mentionnées dans un article du Projet de Déclaration. Et, dans ces conditions, ne pouvant rappeler toutes ces règles à propos de l'article 24, la Sous-Commission a pensé qu'il valait mieux n'en rappeler aucune, et que la présente explication suffirait à indiquer le sens véritable de cet article.

Les articles 25, 26, 27 et 28 correspondent presque mot pour mot aux articles 15 à 18 du Projet de Bruxelles, et les légères modifications admises sont de pure forme.

Concernant l'interdiction de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus (article 25), il convient de mentionner une observation de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff indiquant que cette interdiction ne doit certainement pas être interprétée comme s'opposant à la destruction, par tous moyens, de bâtiments quelconques, quand les opérations militaires en font une nécessité. Cette observation n'a pas soulevé d'objections dans le sein de la Sous-Commission.

Comme cela a été indiqué au début de ce Rapport, on s'est demandé à propos des derniers articles de ce chapitre, s'ils doivent être considérés comme applicables au bombardement d'un point de la côte *par des forces navales*. M. le général den Beer Poortugael, délégué des Pays-Bas, s'est prononcé pour l'affirmative, ainsi que M. Beernaert. Mais, sur la proposition de M. le Colonel Gilinsky, délégué technique du Gouvernement russe, l'examen de cette question a été renvoyé de commun accord à la Commission en séance plénière.

CHAPITRE II. — *Des espions.*

(Articles 29 à 31.)

Les trois articles qui forment ce chapitre reproduisent à peu près littéralement les termes des articles 19 à 22 du projet de Bruxelles. Seulement les articles 19 à 22 anciens ont été, sur la proposition de M. le général Mounier, délégué technique du Gouvernement français, réunis en un seul, pour former l'article 29. Ces deux dispositions ont trait en effet à une idée unique, consistant à déterminer qui peut être considéré et traité comme espion et à mentionner aussitôt, *à titre d'exemples seulement*, quelques cas spéciaux où un individu ne pourrait pas être considéré comme espion.

A propos de l'article 30 (20 ancien), on a fait remarquer que l'exigence d'un jugement préalable à l'application de la peine est, en cas d'espionnage comme en tous autres cas, une garantie toujours indispensable, et la rédaction nouvelle a été admise en vue de le dire plus explicitement.

Il résulte de l'article 31 (21 ancien) que l'espion qui n'aurait pas été pris sur le fait et qui tomberait par la suite aux mains de l'ennemi, n'encourt aucune responsabilité pour ses actes *d'espionnage* antérieurs. Cette immunité spéciale est conforme aux coutumes de la guerre; mais les mots en italique ont été ajoutés, en seconde lecture, pour bien marquer que cette immunité ne s'applique qu'aux actes d'espionnage et ne s'étend pas à d'autres infractions.

CHAPITRE III. — *Des parlementaires.*

(Articles 32 à 34.)

Les trois articles, dont se compose ce chapitre, correspondent aux articles 43, 44 et 45 du Projet de Bruxelles.

Le texte de l'article 32 diffère légèrement de celui de l'article 43. Il en résulte que le parlementaire peut se faire accompagner non seulement d'un trompette, clairon ou tambour et d'un porte-drapeau, mais aussi d'un interprète. Il résulte également de la nouvelle rédaction que le parlementaire peut se passer d'un ou de plusieurs de ces concours et se présenter même seul, muni d'un drapeau blanc qu'il porterait lui-même.

L'article 33 reproduit, sauf des changements de rédaction successivement adoptés en première et en seconde lecture, les deux premiers alinéas de l'article 44 de Bruxelles. Il s'agit du droit qu'a tout belligérant, soit de refuser de recevoir un parlementaire, soit de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner, soit enfin de retenir le parlementaire en cas d'abus. Ce sont là toutes règles conformes aux nécessités et aux coutumes de la guerre.

L'ancien article 44 renfermait un alinéa final permettant à un belligérant de déclarer « qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé » et ajoutant que « les parlementaires qui viendraient à se présenter après une pareille notification, du côté de la partie qui l'aurait reçue, perdraient le droit à l'inviolabilité ». La perte de l'inviolabilité est une sanction à coup sûr excessive en la

matière ; mais ce point spécial n'a plus guère d'intérêt, car la disposition entière a disparu de la rédaction nouvelle. Il résulte de la discussion qui a eu lieu en séance du 30 mai, et notamment des observations présentées à propos de cet article par Son Exc. le comte Nigra, premier délégué d'Italie, que, suivant les vues de la Sous-Commission, les principes du droit des gens s'opposent à ce qu'il soit jamais permis à un belligérant de déclarer, même pour un temps déterminé, qu'il ne recevra pas de parlementaires. A la Conférence de Bruxelles, en 1874, cette disposition avait du reste été fort discutée et n'avait fini par être admise que pour donner satisfaction au délégué allemand, général de Voigts-Rhetz (voir *Protocole* n° 4 ; séance du 3 août 1874). Les délégués techniques à la Conférence de La Haye, notamment le délégué allemand, colonel de Gross de Schwarzhoff, ont au contraire semblé considérer que les nécessités de la guerre sont suffisamment respectées par suite de la faculté reconnue à tout chef militaire de ne pas recevoir un parlementaire en toutes circonstances (alinéa premier de l'article 33) ; ils ont en conséquence voté, avec toute la Sous-Commission, l'abrogation de l'alinéa final de l'ancien article 44.

L'article 34 est identique à l'article 45 de Bruxelles. Il en résulte que « le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison ». Cette disposition n'a donné lieu à aucune observation quant au fond. On s'est demandé seulement comment un parlementaire pourrait *commettre* un acte de trahison à l'égard de l'ennemi. Le texte a néanmoins été maintenu en considération de certaines législations pénales qui considèrent le provocateur d'une infraction comme co-auteur.

CHAPITRE IV. — *Des capitulations.*

(Article 35.)

L'article unique de ce chapitre est conforme, sauf quelques changements de rédaction, à l'article 45 du Projet de Bruxelles.

La clause suivant laquelle « les capitulations ne pourront jamais renfermer des conditions contraires à l'honneur ou au devoir militaire », proposée à Bruxelles par le Général Arnaudeau, délégué français (*Protocole* n° 4 ; séance du 3 août 1874) et introduite à peu près littéralement dans l'article 46, a été maintenue comme principe. La rédaction de l'article 35 nouveau, tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission, donne même à ce principe une forme plus impérative en disant que les capitulations « doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire ».

CHAPITRE V. — *De l'armistice.*

(Articles 36 à 41.)

Ce chapitre comprend six articles qui correspondent aux articles 47 à 52 du projet de Bruxelles dont ils reproduisent à peu près les termes.

L'article 36 détermine les *effets de l'armistice et sa durée* ; l'ar-

ticle 37 distingue entre *l'armistice général* et *l'armistice local*. Ces deux articles sont la reproduction pure et simple des articles 47 et 48 adoptés à Bruxelles.

L'article 38, relatif à la *notification* de l'armistice et à la *suspension des hostilités* diffère de l'article 49 de Bruxelles en ce qu'il admet que les hostilités puissent ne pas être suspendues du moment même de la notification, mais seulement à un terme fixé.

La rédaction de l'article 39 reproduit celle de l'article 50 de Bruxelles, mais en l'élargissant et la précisant à la fois. Elle permet en effet que l'armistice règle non seulement les rapports *entre* les populations, mais aussi les rapports *avec* les populations ; en même temps, il est dit que ce sera seulement « sur le théâtre de la guerre ». A défaut de clauses spéciales dans l'armistice, ces matières sont nécessairement régies par les règles ordinaires du droit de la guerre, notamment par les règles concernant l'occupation du territoire de l'Etat ennemi.

La question de la violation de l'armistice par l'une des parties a donné lieu à un échange de vues en séance du 30 mai. L'article 51 du Projet de Bruxelles se bornait à dire à ce sujet que la violation de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer. Sur les observations de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, la Sous-Commission a admis que le droit de dénoncer l'armistice ne serait pas toujours suffisant, et qu'il fallait nécessairement reconnaître au belligérant le droit, *en cas d'urgence*, « de reprendre *immédiatement* les hostilités ». D'autre part, la Sous-Commission a été d'avis que, pour justifier la dénonciation de l'armistice et, à plus forte raison, pour autoriser la reprise immédiate des hostilités, il fallait une violation *grave* de l'armistice et c'est en quoi l'article 40 nouveau diffère également du texte accepté à Bruxelles.

L'article 52 concernant la violation des clauses de l'armistice *par les particuliers* n'a pas été modifié et est devenu l'article 41 nouveau. Il ne prévoit que « la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées ».

SECTION III. — DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ETAT ENNEMI.

(Articles 42 à 56.)

Le titre rappelé ci-dessus est celui du chapitre premier du projet de Déclaration de Bruxelles (Art. 1 à 8). Mais, dès sa séance du premier juin, la Sous-Commission a décidé de faire rentrer également dans ce chapitre et d'examiner simultanément les articles relatifs aux *contributions* et aux *réquisitions* (40 à 42 de Bruxelles). Enfin, elle a chargé le Comité de rédaction d'y intercaler également le texte nouveau déjà adopté des articles 36, 37, 38 et 39, qui formaient dans le Projet de Bruxelles le chapitre intitulé « Du pouvoir militaire sur les personnes privées ». C'est ainsi que le présent chapitre s'est allongé considérablement. Aussi la discussion en a-t-elle été fort laborieuse ; mais la bonne grâce persévérante de M. de Martens, président de la Sous-Commission, aidée de la bonne volonté de tous les

membres de celle-ci, a fini par établir l'entente unanime que chacun appelait de tous ses vœux.

Le premier article de ce chapitre (art. 42), définissant l'occupation, reproduit textuellement l'article premier du Projet de Bruxelles. Il importe de constater qu'il a été adopté à l'unanimité par la Sous-Commission, de même du reste que tous ou presque tous les principaux articles de ce chapitre.

L'article 43 condense, en un texte unique, les articles 2 et 3 du Projet de Bruxelles. La rédaction nouvelle a été proposée par M. Bi-hourd, Ministre de France à La Haye et l'un des délégués de son Gouvernement. Les derniers mots de l'article 43, où il est dit que l'occupant rétablira ou assurera l'ordre « en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays », donnent en effet toutes les garanties que pouvait offrir l'ancien article 3 et ne heurtent cependant pas les scrupules dont M. Beernaert s'était fait l'interprète dans le discours mentionné au début de ce Rapport et qui l'avaient amené à proposer d'abord la suppression pure et simple dudit article 3.

La suppression de l'article 4 du Projet de Bruxelles a été votée à l'unanimité suivant les vues de M. Beernaert, vivement appuyées par M. van Karnebeek. Le premier délégué des Pays-Bas a déclaré repousser toute disposition qui paraîtrait donner directement ou indirectement aux fonctionnaires du pays envahi l'autorisation de se mettre au service du vainqueur. Il n'a pas été contesté toutefois que certains fonctionnaires, notamment des fonctionnaires communaux, accompliraient parfois le mieux leur devoir, tout au moins moral, envers les populations, s'ils restent à leur poste en présence de l'envahisseur.

Les quatre articles suivants (44, 45, 46 et 47) sont, avec de très légères variantes, la reproduction des articles 36, 37, 38 et 39 de la Déclaration de Bruxelles. Ils énoncent des principes essentiels et reconnus qui doivent servir de règle générale de conduite à l'envahisseur et à l'occupant dans les rapports avec la population. Ces principes sauvegardent l'honneur et la vie des individus ainsi que la propriété privée, soit individuelle, soit collective, et le respect des convictions religieuses.

Il a paru à la Sous-Commission que ces articles étaient bien à leur place dans ce chapitre, en tête des dispositions dont l'objet est d'opposer des restrictions juridiques au pouvoir de fait dont le vainqueur dispose en pays ennemi.

Au surplus, comme le colonel de Gross de Schwarzhoff l'a fait observer sans soulever de contradiction, ces restrictions ne sauraient entraver la liberté d'action des belligérants dans certaines éventualités extrêmes qu'on peut assimiler à une sorte de légitime défense.

L'article 48 nouveau, comme l'article 5 du Projet de Bruxelles, prévoit que l'occupant percevra les *impôts existants* et lui prescrit, en ce cas, « de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé, dans la mesure où le gouvernement légal y était tenu ». Il y a lieu seulement de remarquer que l'article nouveau adopte une forme conditionnelle. Cette rédaction a été proposée par le rapporteur en

vue d'obtenir l'adhésion de M. Beernaert et des autres membres de la Sous-Commission qui avaient manifesté les craintes que leur inspirait toute rédaction paraissant reconnaître des droits à l'occupant comme tel. L'article ainsi amendé a été voté à l'unanimité.

Les quatre articles suivants (49, 50, 51 et 52) sont relatifs aux *contributions extraordinaires*, aux *amendes* et aux *réquisitions*. Ils remplacent les articles 40, 41 et 42 du Projet de Bruxelles au sujet desquels s'étaient manifestées des divergences de vues. Sur la proposition de M. Bourgeois, appuyé par M. Beldiman, la question a été renvoyée au Comité de Rédaction, avec mission de constater uniquement, dans un texte nouveau, les points sur lesquels une entente semblerait possible.

Le Comité a fait de ces questions une étude approfondie, sous la présidence de M. Bourgeois et avec le concours actif de MM. Beernaert, van Karnebeek et Odier, et il a d'abord constaté que l'accord existait certainement sur trois points importants concernant la perception de contributions quelconques en territoire ennemi. Ces trois points sont les suivants :

1° Tout ordre de percevoir des contributions doit émaner d'un chef militaire responsable et être donné, autant que possible, par écrit ;

2° Pour toutes perceptions, spécialement s'il s'agit de sommes d'argent, il faut, autant que possible, tenir compte de la répartition et de l'assiette des impôts existants ;

3° Toute perception doit être constatée par un reçu.

Le Comité s'est demandé ensuite s'il fallait se borner à exprimer ces trois conditions purement formelles et à préciser dans quelle mesure elles sont applicables aux réquisitions en nature ou en argent et aux amendes qu'exigerait l'occupant. S'inspirant des considérations générales qui ont été indiquées, au début de ce Rapport, comme étant de nature à écarter les objections formulées par M. Beernaert, le Comité a estimé que, d'une part, il serait possible et que, d'autre part, il était hautement désirable de formuler certains principes dans l'ordre d'idées des articles 40 à 42 de la Déclaration de Bruxelles, c'est-à-dire en ce qui concerne les restrictions d'un pouvoir de fait qui se manifeste en opposition avec l'autorité légale et qui tend à déroger au principe du respect de la propriété privée. Les règles à établir se rapportent à trois catégories de faits :

a. La réquisition de prestations en nature (l'argent excepté) et de services personnels, ou en d'autres termes « les réquisitions en nature et les services » (article 51) ;

b. L'imposition et la perception de contributions en argent, en dehors des impôts existants (article 49) ;

c. L'imposition et la perception de ce que l'on appelle improprement des « amendes » (article 50).

a. Quant aux *réquisitions en nature* et aux *services*, il a été admis que l'occupant ne peut en réclamer des communes ou des habitants que « pour les besoins de l'armée d'occupation ». C'est la règle de la nécessité ; mais cette nécessité est celle de l'entretien de l'armée d'occupation. Ce n'est plus le criterium un peu vague des « nécessités de la guerre » qu'indique l'article 40 de Bruxelles, et suivant lequel on pourrait à la rigueur épuiser systématiquement le pays.

Il est resté bien convenu, comme dans l'article 40 de Bruxelles, que les réquisitions et les services seront « en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie ».

Relativement aux trois conditions formelles mentionnées plus haut, il a fallu reconnaître que l'une d'elles, celle de la perception « suivant les règles locales de la répartition et de l'assiette des impôts », applicable jusqu'à un certain point aux prestations de services personnels, n'est évidemment pas applicable aux réquisitions en nature proprement dites, c'est-à-dire à la réquisition d'objets déterminés, entre les mains de ceux qui les possèdent, soit pour en faire un usage temporaire, soit pour les consommer. Le Comité a donc pensé, et la Sous-Commission a admis, qu'il fallait nécessairement se borner, dans cet ordre d'idées, à dire que les réquisitions et les services réclamés seront « en rapport avec les ressources du pays ».

Restent les deux autres conditions formelles admises, concernant l'ordre de percevoir et le reçu. Ces deux conditions sont déjà formulées dans l'article 42 du Projet de Bruxelles et il n'y a guère eu qu'à les reproduire. Conformément au texte de Bruxelles, il a été admis que les ordres de réquisition doivent émaner seulement du commandant qui se trouve sur les lieux, et que l'exigence d'un ordre écrit serait excessive en cette matière. Les nécessités militaires s'opposent en effet à ce que l'on soit tenu, pour des réquisitions journalières, de recourir à une autorité plus élevée que celle qui se trouve sur place et, quant à l'ordre écrit, il serait une superfétation, étant donnée l'obligation de délivrer un reçu.

Enfin, la rédaction admise recommande, en matière de réquisitions, sans en faire toutefois une obligation, la règle du paiement en argent. Celui-ci aura lieu plus souvent encore sous la forme de véritables achats, au lieu de réquisitions. Et il est à noter que ce sera souvent une mesure de stricte humanité et généralement aussi d'une habile politique, ne fût-ce que pour détourner la population de cacher ses vivres et ses denrées. L'armée d'occupation se procurera du reste, dans le pays même, l'argent nécessaire au paiement des réquisitions ou des achats, par la voie de contributions dont la charge se répartira entre tous, tandis que les réquisitions sans indemnité accablent au hasard des individus isolés.

b. Quant aux contributions en argent que l'occupant voudrait percevoir en dehors des impôts établis, la Sous-Commission a admis, sur la proposition du Comité de Rédaction, cette règle très intéressante et précieuse pour l'occupé que, sauf le cas spécial des amendes destiné à faire l'objet d'un article séparé, ces contributions ne peuvent être levées que « pour les besoins de l'armée », comme les réquisitions. Le seul autre motif légitime de percevoir ces contributions consisterait dans les besoins de l'administration du pays occupé, ce dont la population n'est évidemment pas trop fondée à se plaindre.

En somme, ce qui est interdit c'est de lever des contributions afin de s'enrichir.

Il importe de constater que cette formule est plus restrictive que celle de l'article 41 du Projet de Bruxelles; et c'est là un point sur

lequel s'est portée tout particulièrement l'attention de ceux des membres de la Sous-Commission qui, à bon droit et suivant une ligne de conduite toute tracée par la situation de leur pays, se sont montrés soucieux avant tout de restreindre autant que possible, par des règles juridiques, la liberté d'action absolue que le succès de ses armes donne en fait à l'envahisseur.

Les trois conditions formelles signalées plus haut (ordre de percevoir, répartition et reçu) s'appliquent sans réserve à la perception de ces contributions, mais il a paru préférable de les inscrire dans un article spécial applicable à toute perception de somme d'argent.

c. Quant aux amendes, un article séparé a paru nécessaire, dans le but de déterminer, aussi exactement que possible, les cas où il peut y avoir lieu à imposer une amende.

Au sentiment du Comité, le mot même d'amende ne convenait pas exactement, attendu qu'il prête à une confusion d'idées avec la loi pénale. Certains membres du Comité ont même insisté pour que l'on évitât de prononcer le mot de « répression ».

Au point de vue où s'était d'abord placée la Sous-Commission, il ne devait être traité dans cet article que de ce que l'on appelle spécialement « amende » dans le droit de la guerre, c'est-à-dire d'une forme déterminée des contributions extraordinaires, consistant dans la perception de sommes d'argent par l'occupant à titre de répression pour des actes hostiles. Et, à ce propos, la Sous-Commission a été d'avis unanime que cette mesure de répression, qui vient frapper la masse de la population, ne doit être appliquée qu'à la suite d'actes répréhensibles ou hostiles commis par la collectivité ou du moins que celle-ci a laissé commettre. En conséquence, les actes strictement individuels ne pourraient jamais donner lieu à répression collective par la perception d'une contribution extraordinaire et il faut que la répression s'exerçant sur la collectivité ait pour fondement la responsabilité tout au moins passive de cette collectivité. Mais, une fois entrés dans cette voie, le Comité de Rédaction d'abord et la Sous-Commission ensuite ont cru pouvoir aller plus loin et, sans rien préjuger quant aux représailles, faire déclarer que la règle susdite est vraie, non seulement pour les amendes, mais pour toute peine, pécuniaire ou non, que l'on prétend infliger à l'ensemble de la population.

Finalement, la Sous-Commission a approuvé l'article spécial (52) proposé par le Comité concernant les trois règles formelles qui sont applicables à toute perception quelconque de sommes d'argent par l'occupant.

Telles sont les considérations en vertu desquelles la Sous-Commission a adopté, avec quelques légères modifications de forme seulement, les articles 49 à 52 dont le texte lui était proposé par le Comité de Rédaction.

Et il y a lieu de signaler que ces dispositions ont été votées à l'unanimité sauf, en ce qui concerne les articles 51 et 52, la voix du délégué de la Suisse. Celui-ci avait en effet proposé, au nom de son Gouvernement, que le droit de réclamer le paiement ou le remboursement en vertu des reçus, fût expressément stipulé dans ces articles. La Sous-Commission n'a pas jugé qu'il y eût lieu d'insérer, dans le Projet de Déclaration, une telle stipulation, car elle relève plutôt dudroit public interne et fera normalement l'objet d'une des clauses du traité de paix.

L'article suivant, qui porte le numéro 53, correspond à l'article 6 de la Déclaration de Bruxelles. Il concerne la main-mise de l'occupant sur les biens mobiliers de l'Etat ennemi et, par extension, sur tous moyens de guerre et notamment sur le matériel des chemins de fer.

L'adoption par la Sous-Commission du premier alinéa de cet article a eu lieu d'emblée, sans modifications et à l'unanimité. Il n'en a pas été de même du second alinéa qui déroge au principe du respect de la propriété privée en ce qui concerne notamment le matériel des chemins de fer. M. Beernaert proposait de marquer que la saisie de ce matériel ne pourrait avoir que le caractère d'un séquestre, la faculté de le requérir d'autre part pour les besoins de la guerre restant entière. Cette proposition a fait l'objet d'une longue discussion, dont la conclusion a été le renvoi de cet alinéa et des amendements au Comité de Rédaction. Le Comité a émis l'avis que, si l'on donnait plus de précision à cette disposition, il serait probablement impossible d'arriver à une entente et qu'il ne semblait pas dès lors qu'il y eût mieux à faire que de conserver, autant que possible, le texte du Projet de Bruxelles. Toutefois, la rédaction a été condensée en une seule phrase, dans un but de précision et, sur la proposition du Comité de Rédaction, la Sous-Commission a également décidé la suppression du membre de phrase ambigu disant que les moyens de guerre en question « peuvent ne pas être laissés par l'armée d'occupation à la disposition de l'ennemi ». Il y avait là encore, semblait-il, une allusion à l'idée du séquestre, que la Sous-Commission a voulu écarter.

D'autre part, le Comité de Rédaction et ensuite la Sous-Commission ont admis le principe d'un amendement proposé par M. de Bille, premier délégué de Danemark, concernant les « câbles d'atterrissage ». On a donc décidé de dire : « les télégraphes de terre y compris les câbles d'atterrissage ».

L'auteur de l'amendement avait spécifié davantage, car il avait parlé des câbles d'atterrissage « établis dans les limites du territoire maritime de l'Etat ».

Mais il fallait se garder de traiter, à ce propos, même incidemment, les questions si délicates de la nature des droits de l'Etat riverain sur la mer territoriale et de l'étendue de celle-ci. C'est pourquoi les derniers mots de l'amendement de M. de Bille n'ont pas été admis.

Il a été décidé d'autre part, sur la proposition de M. Lammasch, que l'article mentionnerait les téléphones.

Il n'a pas paru opportun de stipuler spécialement, à propos de l'application de cet article, l'obligation pour le belligérant qui opère la saisie, de donner un reçu comme en matière de réquisitions : mais le Comité a été d'avis cependant que le fait de la saisie doit évidemment être constaté de façon ou d'autre, ne fût-ce que pour fournir au propriétaire des objets saisis l'occasion de réclamer l'indemnité expressément prévue dans le texte.

Une proposition de M. Odier, tendant à faire dire que « le matériel des chemins de fer, même appartenant à l'Etat ennemi, sera restitué à la paix » n'a pas été acceptée, le Comité ayant considéré que cette question est du nombre de celles qui doivent être réglées par le traité de paix.

L'article 54, entièrement nouveau et dû à l'initiative de MM. Beernaert et Eyschen, prescrit que « le matériel de chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible ». M. Beernaert avait proposé d'ordonner la restitution immédiate de ce matériel avec interdiction de l'employer pour les besoins de la guerre ; mais la Sous-Commission, d'accord avec le Comité de Rédaction, a pensé qu'il suffisait de poser le principe de la restitution à bref délai, à seule fin de faire ressortir que le matériel des neutres ne saurait être l'objet d'une saisie comme celui des belligérants.

L'article 55, relatif à l'administration des biens de l'Etat dans le territoire occupé, est la reproduction textuelle de l'article 7 du Projet de Bruxelles. De même l'article 56, relatif au respect des biens appartenant aux communes et aux institutions charitables ou autres, est identique à l'article 8 de Bruxelles, sauf une très légère modification de rédaction dans le second alinéa.

Il ne peut y avoir de doute que l'expression « établissements consacrés aux cultes », qui se trouve dans l'article 56 susdit, s'applique à tous les établissements de cette nature, églises, temples, mosquées, synagogues, etc., sans qu'il y ait lieu de faire aucune distinction, à ce sujet, entre les divers cultes. C'est ce qui avait déjà été constaté à Bruxelles en 1874 (Protocole n° 18) et c'est également la réponse qui a été donnée, au nom du Comité, à une demande d'éclaircissements faite à ce propos par M. le Général Mirza Riza Khan, premier délégué de Perse.

Une observation générale doit être faite au sujet de tous les articles qui sont compris dans la Section III. C'est que les restrictions, imposées à la liberté d'action de l'occupant, s'appliquent *à fortiori* à l'envahisseur, alors qu'il n'y aurait pas encore occupation dans le sens de l'article 42.

Ainsi les articles 44 et 45 s'appliquent à l'envahisseur, aussi bien qu'à l'occupant, et il sera nécessairement interdit à l'un comme à l'autre de forcer la population d'un territoire à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays ou à prêter serment à la puissance ennemie.

Quant à la perception de contributions ou de réquisitions, ou aux saisies de matériel, il s'entend que l'envahisseur sera, à ce sujet, dans la même situation que l'occupant.

SECTION IV. — DES BELLIGÉRANTS INTERNÉS ET DES BLESSÉS SOIGNÉS CHEZ LES NEUTRES.

(Articles 57 à 60.)

Les quatre articles que comprend ce chapitre final du Projet voté par la Sous-Commission, sont la reproduction textuelle des articles 53, 54, 55 et 56 du Projet de Bruxelles, sauf l'addition d'un alinéa supplémentaire à l'avant-dernier de ces articles (55 ancien, devenu 59).

A l'ouverture de la discussion de ces articles, et spécialement à propos du premier d'entre eux qui prescrit l'internement des Belligérants sur le territoire neutre, Son Exc. M. Eyschen, premier délé-

gué du Luxembourg, a signalé (séance du 6 juin) la situation particulière que le traité de Londres de 1867 fait au Grand-Duché par rapport à cette obligation d'interner les belligérants. Ce traité a désarmé le Gouvernement luxembourgeois et ne lui permet notamment d'entretenir que le nombre de troupes nécessaire pour veiller au maintien du bon ordre. Il en résulte que le Luxembourg ne saurait assumer les mêmes obligations que les autres États. Il a en conséquence été donné acte à M. Eyschen, sur sa demande, de sa déclaration, qu'il entend réserver à son pays tous les droits qui découlent du traité de Londres du 11 Mai 1867 et spécialement des articles 2, 3 et 5 de ce traité.

Les articles 53, 54 du Projet de Bruxelles, concernant l'internement des belligérants en territoire neutre, ont ensuite été adoptés sans aucune modification et sont devenus les articles 57 et 58 du Projet de la Sous-Commission.

L'article 59 relatif au passage sur territoire neutre, — c'est-à-dire à travers le territoire neutre, — des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, est conforme à l'article 55 de Bruxelles, sauf l'addition du troisième alinéa. Cet alinéa supplémentaire avait été adopté, en première lecture, sur la proposition de M. Beernaert et de M. le général Mounier, dans les termes suivants : « Une fois admis sur le territoire neutre, les malades ou blessés ne peuvent « être rendus qu'à leur pays d'origine. »

Mais des doutes se sont élevés ensuite sur la portée exacte de cette stipulation où quelques membres du Comité ont cru voir l'autorisation donnée à l'Etat neutre de restituer sur le champ les blessés et les malades à leur pays d'origine, tandis qu'il ne devait évidemment être question que d'interdire l'emploi du territoire neutre pour transporter des malades ou blessés en pays ennemi où ils deviendraient des prisonniers de guerre. La rédaction nouvelle exclut toute équivoque, en disant que « les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre ». M. le Général Zuccari, délégué technique du gouvernement italien, a déclaré qu'ayant en vue de respecter l'absolue impartialité des neutres, il regrettait de ne pas pouvoir donner son approbation à cette dernière rédaction plus qu'à la précédente.

Restait le cas de blessés ou de malades appartenant à l'armée même du belligérant qui fait le transport, mais qui, pour une raison ou pour une autre, au lieu de passer simplement par le territoire neutre, y resteraient. Il est certain qu'il serait anormal qu'ils pussent, en cas de guérison, prendre part de nouveau aux opérations de la guerre, et c'est pourquoi, sur la proposition de M. Beernaert, la Sous-Commission a adopté, en seconde lecture, une disposition additionnelle stipulant que ces blessés ou malades devront également être gardés par l'Etat neutre.

M. Crozier avait attiré l'attention de la Sous-Commission sur une contradiction qui existait à son avis entre le dernier alinéa en question et l'article 10 du Projet d'adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime. Il semble que cette contradiction

fût seulement apparente ; mais elle disparaît en tout cas par suite de la nouvelle rédaction.

Concernant tout le principe même de l'article 59, M. le général Mounier s'était montré plutôt disposé à demander l'interdiction de tout passage de malades ou de blessés, vu le service indirect que l'Etat neutre pourrait rendre à l'un des belligérants en lui facilitant l'évacuation des blessés et des malades. Toute la Sous-Commission a été d'accord qu'en se prêtant par humanité à donner son concours dans ces circonstances, l'Etat neutre devait s'inspirer des règles d'une impartialité absolue. De plus, en séance du 8 juin, une sorte de commentaire authentique du sens de l'article a été proposé par Beernaert, accepté par M. le général Mounier et adopté unanimement dans les termes suivants : « Cet article — est-il dit littéralement dans cette explication officielle — n'a d'autre portée que d'établir que des considérations d'humanité et d'hygiène peuvent déterminer un Etat neutre à laisser passer les soldats blessés ou malades à travers son territoire sans manquer aux devoirs de la neutralité. »

Enfin, l'article 60 et dernier reproduit littéralement l'article 56 final de la Déclaration de Bruxelles en prescrivant l'application de la Convention de Genève aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Après que la Commission aura arrêté le texte du Projet de « Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », son premier soin pourrait être d'examiner sous quelle forme il serait préférable de consacrer le caractère obligatoire des articles de cette Déclaration.

ANNEXE 2 AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 JUILLET n° 5

Déclaration concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS

CHAPITRE I. — *De la qualité de belligérant.*

Article 1. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement et

4° De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Art. 3. — Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II. — *Des prisonniers de guerre.*

Art. 4. — Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Art. 5. — Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au-delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Art. 6. — L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leur aptitude. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Art. 7. — Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Art. 8. — Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Art. 9. — Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas

où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Art. 10. — Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Art. 11. — Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Art. 12. — Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Art. 13. — Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Art. 14. — Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de Guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Art. 15. — Les Sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Art. 16. — Les Bureaux de renseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, sont affranchis de toute taxe postale, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Art. 17. — Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Art. 18. — Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Art. 19. — Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Art. 20. — Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE III. — *Des malades et des blessés.*

Art. 21. — Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS.

CHAPITRE I. — *Des moyens de nuire à l'ennemi, des sièges et des bombardements.*

Art. 22. — Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix de nuire à l'ennemi.

Art. 23. — Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit :

- a. D'employer du poison ou des armes empoisonnées ;
- b. De tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;
- c. De tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;
- d. De déclarer qu'il ne serait pas fait de quartier ;
- e. D'employer des armes, des projectiles, ou des matières propres à causer des maux superflus ;
- f. D'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;
- g. De détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où

ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Art. 24. — Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme licites.

Art. 25. — Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Art. 26. — Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Art. 27. — Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Art. 28. — Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

CHAPITRE II. — *Des espions.*

Art. 29. — Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont pas considérés comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées, soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général pour entretenir les communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Art. 30. — L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Art. 31. — L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

CHAPITRE III. — *Des parlementaires.*

Art. 32. — Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Art. 33. — Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Art. 34. — Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

CHAPITRE IV. — *Des capitulations.*

Art. 35. — Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE V. — *De l'armistice.*

Art. 36. — L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Art. 37. — L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants ; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Art. 38. — L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Art. 39. — Il dépend des parties contractantes de fixer dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec des populations ou entre elles.

Art. 40. — Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties, donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Art. 41. — La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, à une indemnité pour les pertes éprouvées.

SECTION III. — DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT ENNEMI.

Art. 42. — Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer.

Art. 43. — L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible,

l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Art. 44. — Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Art. 45. — Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Art. 46. — L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Art. 47. — Le pillage est formellement interdit.

Art. 48. — Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera autant que possible d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Art. 49. — Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Art. 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Art. 51. — Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Art. 52. — Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Art. 53. — L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matériel des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à

servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Art. 54. — Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Art. 55. — L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'Etat ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Art. 56. — Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'Etat, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

SECTION IV. — DES BELLIGÉRANTS INTERNÉS ET DES BLESSÉS SOIGNÉS CHEZ LES NEUTRES.

Art. 57. — L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans les lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Art. 58. — A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Art. 59. — L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personnel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Art. 60. — La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

Sixième séance. — 21 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

La séance est ouverte à 2 heures.

Le Président prend possession du fauteuil et s'adresse en ces termes à l'Assemblée :

« Avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à m'acquitter d'un mandat de mon Auguste Maître, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

« Sa Majesté a été profondément touchée des sentiments de sympathie qui Lui ont été exprimés à l'occasion du malheur qui a frappé la famille impériale et auxquels M. le Vice-Président a donné une expression si éloquente.

« Mon Auguste Souverain m'a chargé de transmettre à la Conférence tous ses remerciements pour cette manifestation de condoléance. »

Le procès-verbal de la cinquième séance qui a été imprimé et distribué aux membres, est adopté.

Le Président rappelle que l'ordre du jour porte en premier lieu l'examen du rapport de la première Commission. Il remercie M. van Karnebeek de s'être chargé de rédiger ce rapport.

Le Rapporteur soumet à la Conférence le premier point de la première division du rapport, tel qu'il a été approuvé la veille par la première Commission.

Elle a adopté unanimement l'engagement, pour la durée de cinq ans, de s'interdire de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

Le Rapporteur propose à la Conférence, au nom de la Commission, de faire une déclaration comportant l'engagement susmentionné.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par la Conférence.

On passe au point deux : interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

Cet engagement est adopté à l'unanimité moins deux voix (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne).

Le Rapporteur fait à la Conférence une proposition identique concernant le troisième point : engagement de s'interdire l'emploi de balles qui s'épanouissent et s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

M. le Capitaine Crozier prend la parole en ces termes :

« Le principe général de cette question a été bien établi à St-Petersbourg en 1868, à savoir : que ce serait dépasser les limites justifiées que d'employer des armes qui aggraveraient inutilement les souffrances d'hommes déjà mis hors de combat ou qui rendraient leur mort inévitable. La Convention de St-Petersbourg tendait ensuite à proscrire la seule violation de ce principe qui était envisagée à cette époque, c'est-à-dire l'emploi de projectiles explosibles d'un poids inférieur à 400 grammes.

On désire à présent étendre l'interdiction à d'autres projectiles que les balles explosibles. On vise par là les inventions qui ont en vue d'augmenter le choc produit par les balles de petit calibre actuellement en usage et les balles d'un calibre encore plus petit qu'on pourrait adopter. En formulant une interdiction de l'espèce, quel est le but que nous devons avoir présent à l'esprit ?

Evidemment celui d'interdire tout ce qui dépasse en cruauté les limites de la nécessité. Et qu'est-ce qui est nécessaire? La Déclaration de St-Petersbourg dit : « Il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible. »

Mon honorable collègue, le délégué de Russie, a déclaré ici « que le but de la guerre est la mise hors de combat ». Pour des militaires il ne peut y avoir qu'une réponse à la question que je viens de poser, à savoir que l'homme frappé par une balle doit être mis hors de combat. Ayant en vue d'atteindre ce but ainsi que d'interdire tout ce qui va au-delà, je propose la formule amendée comme suit :

« L'emploi de balles qui infligent des blessures inutilement cruelles, telles que les balles explosibles, et en général toute espèce de balles qui dépasse la limite nécessaire pour mettre un homme immédiatement hors de combat, devrait être interdit. »

Cette formule désigne clairement ce que tout le monde admet et tout ce qui est admissible.

On a affirmé aussi que « des balles ordinaires suffisent pour mettre les hommes hors de combat ».

Les opinions diffèrent sur la question de savoir si cela est vrai pour tous les cas. Je puis en parler librement, parce que les Etats-Unis sont satisfaits de leur balle et ne voient pas de raison pour la changer. Mais, quoi qu'il en soit des projectiles actuellement en usage, personne ne peut dire ce qui en sera si la diminution du calibre, que cette Conférence n'a pas limitée, doit continuer. C'est ici que nous voyons le point faible de la formule : elle limite l'interdiction à une seule catégorie, à savoir aux balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent et donne comme explication certains détails de construction de ces balles en disant :

« L'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, devrait être interdit. »

Les avantages du petit calibre sont bien connus : une trajectoire plus tendue, un plus grand espace dominé par l'effet des balles, moins de recul et surtout un poids moindre pour les munitions. Or, si une nation quelconque considère ces avantages comme suffisamment importants pour désirer adopter un calibre plus petit — ce qui doit être considéré comme très possible — ses experts militaires chercheront tout de suite une méthode pour éviter le désavantage principal d'un plus petit calibre, c'est-à-dire l'insuffisance du choc produit par les balles. En cherchant les moyens propres à augmenter ce choc, ils examineront naturellement les interdictions qu'on s'est imposées, et ils trouveront qu'à l'exception de deux catégories, les balles explosibles et les balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent, le champ est entièrement libre. Ils verront qu'ils peuvent éviter les détails de construction interdits, en fabriquant une balle dont une grande partie de l'enveloppe serait si mince qu'elle n'aurait pas d'effet, et qu'ils peuvent éviter complètement les catégories interdites 1° en fabriquant une balle dont la pointe à son entrée dans le corps humain se tournerait facilement d'un côté de manière à produire un mouvement de rotation autour de son axe le plus court (c'est un fait très connu qu'il

est facile de donner ce mouvement à une balle d'arme rayée) ; 2° en fabriquant une balle d'une forme originale telle qu'elle infligerait une blessure déchirante sans subir de changement. Il est inutile de fournir plus d'exemples. Un officier technique pourrait passer un temps indéfini à inventer des balles d'un effet terriblement cruel, qui seraient interdites par mon amendement, mais qui resteraient permises selon la formule de la Commission.

Et, non seulement elles seraient permises, mais en s'efforçant d'éviter la catégorie interdite par la formule de la Commission, on pourrait être amené à adopter un autre genre de projectile moins humain. S'il s'agit d'augmenter la puissance du choc d'une balle — et nous pouvons être sûrs qu'il en sera ainsi d'une manière ou de l'autre si on le juge nécessaire — quelle méthode plus humaine peut-on trouver que de fabriquer la balle de telle façon, qu'elle s'étende régulièrement ? Or, cela est interdit, et, en conséquence, il y a grand danger qu'une méthode plus cruelle soit adoptée à un moment où il n'y aura pas de Conférence prête à l'interdire. Il est toujours dangereux d'essayer d'embrasser un principe par une spécification de détails, car on peut généralement éviter ces derniers et par là violer le principe.

On a dit dans la Commission que les termes de ma proposition sont trop vagues et qu'il ne resterait pas grand chose de la motion votée, si elle devait être amendée selon ma formule. Mais, en réalité, ma proposition a une tendance bien plus restrictive que celle de la Commission. Car cette dernière, au lieu d'embrasser un principe, n'y touche qu'en un point. En s'efforçant de frapper un seul détail de construction, elle a laissé la porte ouverte à toutes les autres inventions qu'on pourrait faire.

On a déclaré nettement que la balle dum-dum est celle que vise l'interdiction.

Je ne suis pas chargé de défendre la balle dum-dum, dont je ne connais que ce que je viens d'apprendre ici. Mais on nous demande de la juger en ce moment et il me paraît qu'à cet effet quelques preuves seraient désirables. Or, aucune n'a été fournie jusqu'à présent.

M. le Colonel Gilinski qui, par des paroles qui font honneur autant à lui qu'à son Gouvernement, s'est évertué ici à défendre la cause de l'humanité, croit que deux guerres, où cette balle a été employée, ont prouvé qu'elle infligeait des blessures fort cruelles. On n'a cependant pas cité de faits qui pourraient nous amener à partager cette opinion.

La seule soi-disant preuve dont nous avons entendu parler est celle des expériences faites à Tübingen et la similitude prétendue qui existerait entre la balle employée là-bas et la balle dum-dum. Or, le délégué britannique n'a mentionné ce fait que pour le nier.

Permettez-moi cependant d'attirer votre attention sur le fait que, d'après l'amendement proposé, la balle dum-dum n'est pas admise formellement ; au contraire, elle rentrera dans la classe prohibée, lorsqu'un cas évident pourra servir de preuve contre elle.

Nous sommes tous animés du même désir de prévenir plutôt que d'injurier l'emploi d'armes infligeant des blessures inutilement cruelles. Quant à l'efficacité de pareilles mesures, je me demande s'il ne vaudrait pas mieux s'assurer le soutien de l'opinion publique d'un pays en soumettant à son Gouvernement un fait établi et prouvé

contre une pratique militaire quelconque que de risquer de susciter un sentiment national en faveur de cette pratique en la condamnant sans preuves.

La Conférence touche à sa fin et ce sujet est le seul d'une actualité pratique sur lequel on n'est pas d'accord.

Le dissentiment est évident; il est même à l'état aigu et tend à détruire toute la valeur de l'initiative qu'on a prise.

C'est pour cela que je prie les Délégués, même ceux qui ne seraient pas convaincus de la tendance plus humanitaire qui serait donnée à l'article, par l'amendement proposé, de voter affirmativement, afin d'arrêter quelque chose de tangible, au lieu des résultats négatifs auxquels nous amènerait le statu quo.

S. E. Sir Julian Pauncefote appuie l'amendement de M. le Capitaine Crozier et s'associe aux observations qu'il a faites.

M. le Jonkheer van Karnebeek rappelle ce qui s'est passé dans la Commission à ce sujet. L'amendement avait déjà été présenté par la délégation d'Amérique dans des termes à peu près semblables, mais il n'avait pas trouvé assez d'appui, car la plupart des membres de la Commission ont été d'avis que, quel que fût le but humanitaire qui inspirait la motion dont il s'agit, la formule qui l'exprimait était trop vague et ne portait pas suffisamment; c'est pour ce motif qu'à la demande d'un des membres, la priorité a été donnée au texte primitif qui a été voté à l'unanimité moins deux voix.

S. E. Sir Julian Pauncefote annonce que son Gouvernement désire faire une déclaration très importante au sujet des balles dumdum.

Cette déclaration ne lui ayant pas encore été transmise, il demande que le procès-verbal reste ouvert pour son insertion.

Il en est décidé ainsi (1).

M. le Général den Beer Poortugael ne sait pas s'il entre dans l'intention de l'Assemblée de renouveler la discussion sur la question des balles; pour sa part, il croyait que tout ce qui concernait cette matière était réglé; toutefois, si l'on veut y revenir, il se permet de faire observer qu'à son avis, en admettant la proposition Crozier, on détruira l'œuvre accomplie. Il pense, comme M. Crozier, que le principe général rentre également dans sa formule, mais selon lui, elle a une portée insuffisante.

Il y est question d'une façon générale d'une limite nécessaire. Or, qu'entend-on par cette limite nécessaire et par des blessures inutilement cruelles? Nous l'ignorons; un critérium serait nécessaire pour pouvoir le déterminer. Il faut pouvoir dire: voilà une balle toute différente de celle qu'on a adoptée jusqu'à présent. Il faut une limite spécifiée et non pas une limite générale. Sinon, on n'arrivera à aucun résultat.

(1) Cette demande a été retirée par la lettre suivante adressée par Sir Julian Pauncefote au Président de la Conférence:

« Sir Julian Pauncefote presents his compliments to his Excellency the President of the Peace Conference, and has the honor to state that he has received instructions from his Government to the effect that, in view of the attitude of the Plenary Conference at its sitting of the 21st instant, and of the vote taken on that occasion on the subject of projectiles, His Majesty's Government will not avail themselves of the facilities accorded to them to insert a Declaration in the *procès-verbal* of that sitting. »

The Hague, July 27, 1899.

Si M. Crozier a dit que nous condamnons ici la balle dum-dum, il s'est trompé. Il semble qu'il est bien difficile de condamner d'avance une balle qu'on ne connaît pas. Il s'est agi d'une façon générale de l'emploi de balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. Cette rédaction a même été très difficile à trouver et, à son avis, il est indispensable d'entrer dans les détails qu'elle renferme. Il se rend compte, d'autre part, qu'en donnant des détails on risque de déroger d'une manière différente au principe général. La formule de la Commission a écarté un moyen, c'est déjà beaucoup, on ne peut pas écarter tous ceux qui seront peut être inventés dans l'avenir.

Si nous n'acceptons pas cette formule nous n'aurons rien fait.

M. le colonel Gilinsky, en répondant à M. Crozier, tient tout d'abord à constater que la proposition russe primitive ne mentionne pas les balles dum-dum, bien qu'on en ait parlé au cours des discussions. Il lit le texte de cette proposition.

D'autres délégués techniques y ont apporté des amendements et l'on a fini par adopter la formule que nous trouvons dans le rapport. Cette formule ne parle pas non plus de la balle dum-dum. Ce sera donc à chaque Gouvernement à examiner et à décider si tel ou autre projectile qui est employé ou proposé, rentre dans la catégorie visée par la formule.

Des balles de cette espèce infligent des blessures inutilement cruelles parce que l'incision permet au plomb de sortir de l'enveloppe dure et de s'épanouir ; et non seulement ses projectiles blessent, mais ils emportent des lambeaux de chair. Un pareil effet dépasse le but de la guerre qui est simplement de mettre hors de combat. Les balles de petit calibre telles que celles de 7 1/2 mm., dont il déclare connaître les effets, suffisent pour produire ce résultat.

On a bien voulu prétendre le contraire, mais les cas où ces projectiles ont été insuffisants ne constituent que des exceptions. Elles ont lieu, si la balle ne touche pas les os, mais seulement les muscles ou les parties molles du corps, ce qui arrive relativement rarement. Dans ce cas il se peut en effet qu'un homme mortellement blessé avance encore pendant un certain temps et tombe mort sans savoir qu'il a été frappé.

A Saint-Petersbourg en 1868, on avait vu un fait existant déjà. On voulait interdire des balles qui existaient en réalité.

On désire faire la même chose ici : Interdire l'emploi d'une certaine catégorie de balles qui ont déjà été fabriquées. Nous ne savons pas ce qu'on inventera encore. Les inventions de l'avenir rendront peut-être une nouvelle interdiction nécessaire.

Il ne convient pas de faire de distinction entre des nations civilisées et des tribus sauvages. Il n'y a pas d'objections à ce que le terme « inutilement cruel » soit introduit dans la formule, mais à part cela, elle doit rester intacte. C'est la formule qui a été adoptée après de mûres délibérations auxquelles ont pris part tous les techniciens et il serait impossible que la Conférence se déjouât.

M. le Capitaine Crozier dit qu'à son avis la formule présente trois inconvénients :

1^{re} Elles n'interdit pas les balles qui dépassent les limites admissibles sauf dans un cas ;

2° Elle interdit les balles qui s'épanouissent. Or, il est fort possible qu'on invente une balle qui s'épanouisse régulièrement et qui par conséquent ne produirait pas de blessures inutilement cruelles. Il ne serait donc pas nécessaire d'en défendre l'usage ;

3° Le procès-verbal constate que la formule tend à interdire l'emploi de la balle dite « dum-dum » bien que ce mot ne soit pas mentionné dans le texte. Or, on la condamne sans preuve, car il n'est pas fait d'effort pour démontrer qu'elle est inutilement cruelle. Il lit à l'appui de ses paroles un passage du rapport du général Den Beer Poortugael (pag. 3, al. 2) qui, lui-même, parle de balles « dum-dum » et on a constaté à plusieurs reprises que ce sont bien ces projectiles qu'on veut prohiber. Il tient à rappeler qu'en ce qui concerne les États-Unis, ils emploient le fusil du calibre 7 1/2 mm.

Ils en sont satisfaits et ne désirent pas le changer.

Il dit que, sans l'intervention de ses auteurs, la proposition de la Commission est plutôt une interdiction du fusil de plus petit calibre que celle de l'emploi d'une arme pas humaine, et il lit à ce propos un passage du Rapport du Général den Beer Poortugael (pag. 3, al. ult^e) dans lequel se trouve l'observation du Colonel Gilinsky que la balle d'un fusil de petit calibre n'arrête pas l'attaque d'une armée civilisée, car tel est l'effet du petit calibre ; que c'est donc là un argument en faveur de calibres plus gros ; et qu'en diminuant continuellement le calibre, on arrive à un calibre trop petit et à la nécessité d'employer les balles dum-dum. Il fait observer que de ces mots on peut voir que l'interdiction de la classe de balles mentionnée dans l'article et celle du fusil de petit calibre sont si intimement liées qu'on ne peut guère appuyer l'une sans, en même temps et malgré soi, faire des arguments en faveur de l'autre. Or, la majorité des Puissances s'est déclarée contre la limitation du calibre.

Répondant à M. van Karnebeek, M. le capitaine Crozier rappelle que lorsqu'il a présenté son amendement à la Sous-Commission, cet amendement n'a pas été mis au vote. On s'est borné à voter la proposition primitive.

Ce procédé a certainement eu pour avantage de hâter la marche des travaux, mais à son avis, il y a quelque chose de plus important à faire, c'est de bien établir l'opinion des membres sur chaque question qui se présente. Or, la Sous-Commission n'a pas eu l'occasion d'exprimer une opinion sur son amendement, c'est pour cette raison qu'il y revient et qu'il demande qu'on le mette maintenant aux voix en premier lieu.

M. le Colonel Gilinsky répète que les balles visées par la formule de la Commission sont connues ; on a pu parfaitement constater leur effet récemment dans deux guerres, bien qu'il n'existe pas de communications officielles à ce sujet.

Quant aux balles qui pourront être inventées, on s'en occupera quand le moment sera venu.

Le capitaine Crozier a parlé de l'invention éventuelle de balles qui s'épanouissent *régulièrement*. Cette supposition est admissible ; mais même des balles de cette catégorie peuvent infliger des blessures inutilement cruelles.

La formule russe ne vise que des balles déjà existantes. Comme il l'a déjà affirmé, des balles de petit calibre arrêtent en général l'atta-

que. Si l'on diminue encore le calibre existant, peut-être que le projectile n'aura plus le même effet.

Un nouveau problème se posera alors.

Mais si ces balles n'arrêtent pas le choc et permettent à des guerriers d'une bravoure exceptionnelle de s'avancer, est-il nécessaire d'inventer des balles plus cruelles, pour combattre ces braves ?

M. Crozier a dit qu'on ne s'est pas assez occupé de la question dans la Sous-Commission, qu'on s'est trop hâté. On s'en est occupé deux mois dans la Sous-Commission et dans la Commission on a consciencieusement étudié la question et minutieusement élaboré la formule. Il ne faut donc pas se dépêcher maintenant et changer en une séance le résultat des travaux de deux mois.

M. le capitaine Crozier a demandé la priorité pour sa formule, mais M. Gilinsky insiste pour qu'on la donne à celle de la Commission.

M. le Jonkheer van Karnebeck se fondant sur son expérience en matière parlementaire, dit que M. Crozier se plaint de ce que la formule n'a pas été votée en premier lieu. Certainement, selon les usages, un amendement a la priorité sur la proposition primitive.

Seulement il ne s'agit pas ici d'un amendement, mais d'une proposition nouvelle. Il rappelle que M. Beernaert, dont personne ne contestera la haute compétence en matière parlementaire, a prouvé qu'il était du même avis que lui, en donnant la priorité à la proposition originale.

Lorsqu'il s'agit de deux propositions, l'usage parlementaire exige que l'on donne la préférence à la formule qui a la tendance la plus large.

Si cette assemblée désire déroger à ce principe, il n'y voit aucun inconvénient, mais, d'après lui, cette manière de procéder serait incorrecte.

M. le Capitaine Crozier insiste sur le fait que sa formule constitue un amendement. Il explique qu'en la mettant aux voix en premier lieu, il faut se rappeler qu'un second vote aura lieu sur la proposition, amendée ou non amendée selon le fait, et que l'ensemble des deux votes mettra précisément en évidence l'opinion de chaque délégué.

M. Raffalovich propose de mettre aux voix la question de la priorité.

M. de Bille tient à constater qu'en votant en Commission pour le texte original, il n'a pas eu en vue d'incriminer les balles « dum-dum », qui lui sont inconnues et dont les effets cruels ne lui paraissent pas démontrés.

S. E. M. White regrette vivement que la Délégation des Etats-Unis ne puisse se déclarer d'accord dans cette matière avec la Commission.

Il commence par dire qu'il s'adresse à la Conférence sans la moindre prétention d'être considéré comme un expert en la matière. Il n'a pas la moindre connaissance technique des projectiles ou des armes d'aucune espèce ; mais juge à propos d'intervenir dans le débat afin de déclarer d'abord que le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas fait usage, jusqu'ici, ne fait pas usage à présent et n'a pas l'intention de faire usage, d'aucune autre balle que celle employée par d'autres nations civilisées. Il déclare ensuite que les Etats-Unis n'ont pas l'intention à l'avenir d'employer des balles qui ne sont pas considérées comme permises par le concert des nations.

Après cette déclaration préliminaire, Son Excellence M. White indique le point faible, suivant lui, de la proposition du Colonel Gilinsk. Cette proposition, en précisant d'une manière spéciale les détails de construction d'un projectile produisant des blessures inutilement cruelles, fournira aux belligérants dans la première guerre prolongée l'occasion de se dérober à cette restriction ou d'en tourner les stipulations.

Les belligérants seront plus anxieux de se conformer à la lettre de l'interdiction que d'éviter les maux qu'on a voulu combattre par la proposition en question.

Aux Etats-Unis, dans une guerre récente que, lui, regrette personnellement et qui, grâce à Dieu, est terminée, on avait eu quelque expérience de l'inefficacité de la balle moderne de petit calibre. On cite le cas d'un soldat qui, bien que transpercé de quatre balles, avait continué de combattre et se portait aujourd'hui tout à fait bien.

La proposition du rapport n'empêcherait pas les nations de modifier les balles actuellement en usage ou de les rendre encore plus cruelles ; c'est un cas dans lequel la lettre tue et où l'esprit donne la vie ; la Conférence appréciera si elle peut condamner un type spécial de balle sans adopter en même temps le principe plus étendu de la proposition Crozier. M. White suggère donc le renvoi à la Commission, afin que celle-ci trouve une formule à laquelle puissent adhérer tous les pays représentés.

M. le Général den Beer Poortugael maintient que le fusil de petit calibre suffit pour arrêter l'attaque de l'ennemi. Il cite un exemple récemment emprunté à la guerre d'Atchin.

M. le colonel Gilinsky croit devoir déclarer qu'il regrette que les Etats-Unis ne puissent se ranger à l'avis de la majorité. Il a aussi vu de près la dernière guerre et sait que les balles du calibre 7 1/2 avaient un effet suffisant et arrêtaient très bien l'attaque.

Il insiste sur le fait qu'il convient de s'occuper ici des projectiles existants et non pas des inventions futures inconnues actuellement.

Les exemples cités par le délégué américain ne lui paraissent pas concluants, ce ne sont que des cas exceptionnels qui ne prouvent rien. Il pourrait également rappeler qu'un général, le Général de Gallifet, a survécu à une grave blessure au ventre produite par un éclat d'obus. Il a eu le courage et la force d'arriver après cette blessure seul à l'ambulance. En conclura-t-on à l'innocuité des obus ?

Il espère que la Conférence aura pleine confiance dans les travaux de la Commission et décidera définitivement la question en cette séance en maintenant la formule acceptée par la Commission.

M. le capitaine de vaisseau Mahan dit que, si le Colonel Gilinsky a soutenu qu'on n'avait à s'occuper ici que des projectiles existants, il doit objecter qu'on n'a pas tenu compte de cet argument en ce qui concerne les points un et deux.

D'après lui, la question peut se résumer comme suit : pour arriver à un but que nous approuvons tous, vaut-il mieux adopter un principe général ou voter sur quelques détails qui ne visent qu'un point spécial ?

M. le Colonel Gilinsky répond que le fait de lancer des projectiles du haut des ballons est un fait existant, puisqu'il est à l'étude en Angleterre et dans plusieurs autres pays. Quant aux balles, la formule

acceptée vise le principe général : interdiction des balles qui s'épanouissent et s'aplatissent. Mais il est nécessaire de préciser les détails bien connus, autrement ce ne serait pas une formule, mais une phrase.

M. le Jonkheer van Karnebeek répète qu'il s'agit ici d'une proposition nouvelle.

Il insiste sur ce point et il maintient catégoriquement qu'il est régulier de voter en premier lieu sur la proposition primitive.

M. le comte de Macedo se prononce en faveur de la proposition de M. White ; il s'est abstenu de voter en Commission, parce qu'il n'a pas eu assez d'éclaircissements sur la question. Or, la déclaration annoncée par Sir Julian Pauncefote pourrait en fournir ; à son avis mieux vaut donc attendre.

La proposition de Son Exc. M. White est mise aux voix.

Le renvoi à la Commission est repoussé par 20 voix contre cinq.

Ont voté pour le renvoi : les Etats-Unis d'Amérique, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Grèce et le Portugal.

Le Luxembourg n'était pas présent.

Le Président propose de voter sur la formule de la Commission.

M. le Général Sir John Ardagh et M. le capitaine Crozier protestent.

M. le capitaine Crozier insiste sur la priorité à donner à son amendement pour fournir à la Commission l'occasion de se prononcer à ce sujet.

Le Président déclare que par esprit de conciliation, il est prêt à faire voter en premier lieu la formule américaine.

S. E. Sir Julian Pauncefote rappelle que, dans tous les parlements européens, il est d'usage de voter d'abord les amendements. Or, les délégations américaines et anglaises sont d'accord sur ce point que la formule Crozier est un amendement.

D'après M. Seth Low, la proposition américaine constitue une proposition subséquente (« substitute ») ; il serait d'usage au parlement américain de la voter avant la proposition originale, sinon, on n'arriverait jamais à obtenir la vraie opinion de la majorité.

M. le comte de Macedo déclare qu'il votera la proposition américaine ; mais ce vote n'aura pas pour signification qu'il désapprouve la proposition originale.

M. Rolin considère comme impossible pour les délégués qui ont voté le règlement des lois de la guerre, de se prononcer contre l'adoption de la proposition Crozier qui ne fait guère que répéter une des dispositions de ce règlement ; dans ces conditions il craint que le vote ne donne lieu à un malentendu et il demande qu'il lui soit permis, dans le cas où la proposition Crozier serait adoptée, de reprendre la proposition de la Commission sous forme d'amendement additionnel.

M. Raffalovich appuie cette proposition.

M. le colonel Coanda est d'avis qu'il conviendrait de procéder en premier lieu au vote sur la rédaction qui vise le but humanitaire à un point de vue général, et en second lieu à celui de la formule qui contient les détails.

M. le général Mounier fait observer qu'on irait au-devant de beaucoup de difficultés en acceptant la formule du Capitaine Crozier. La formule de la Commission vise des balles qu'on connaît déjà, tandis qu'il ne sait absolument pas quel genre de projectiles le délégué américain veut interdire.

M. de Bille trouve que l'expression « limite nécessaire pour mettre un homme hors de combat » est assez claire.

M. le Jonkheer van Karnebeek est d'avis que c'est à la conférence à trancher la question en votant sur la priorité.

M. Beldiman fait la même proposition.

La question de priorité est mise aux voix.

Ont voté pour la priorité de la formule américaine 8 Etats, à savoir : Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Chine, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Portugal et Serbie.

Les 17 autres Etats ont voté contre.

Le Luxembourg n'a pas pris part au vote.

En conséquence, la formule du rapport est mise aux voix et adoptée à l'unanimité moins deux voix (les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne) et une abstention (le Portugal). Le Luxembourg n'était pas présent.

Les divisions II, III et IV du rapport sont adoptées à l'unanimité.

Il est donné lecture d'une lettre, adressée par le Président du Comité de rédaction de la Sous-Commission de la Croix-Rouge et par laquelle l'Amiral Sir John Fisher porte à la connaissance de M. de Martens que la Délégation américaine a retiré les trois articles additionnels qu'elle avait proposé d'ajouter aux dix articles votés par la Conférence dans sa séance du 20 juin.

M. le Capitaine de Vaisseau Mahan fait à se sujet la déclaration suivante :

« La délégation des Etats-Unis m'a chargé de dire que les trois articles additionnels proposés par elle ont été retirés, non pas à cause d'un changement d'opinion au sujet de l'opportunité de prévoir les cas auxquels ils se rapportent et qui surgiront sans doute, mais en vertu du désir de faciliter la conclusion des travaux de la Conférence.

« La Délégation désire qu'on se rende compte qu'elle n'accepte que provisoirement les 10 articles bien qu'elle les juge matériellement défectueux en tant qu'ils ne prévoient pas les cas indiqués, et sous la réserve de l'approbation ultérieure de son Gouvernement auquel elle réserve pleine liberté d'action. De plus, il est entendu qu'elle devra communiquer à son Gouvernement sans aucune restriction les doutes qu'elle éprouve en ajoutant les commentaires qu'elle jugera nécessaires. »

La séance est levée.

Le Président,

STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS. RAFFALOVICH.

ALBERT LEGRAND.

E. DE GRELLÉ ROGIER.

W. DE RAPPARD.

A. G. SCHIMMELPENNINGK.

MAX JAROUSSE DE SILLAC.

J. J. ROCHUSSEN.

G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique.*

C. E. DITTLINGER, » »

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 JUILLET n° 6.

Rapport à la Conférence.

La première Commission a eu pour tâche d'examiner les quatre premières propositions de la circulaire de Son Exc. le Comte Mourawieff. Ainsi qu'il était prévu, elle s'est subdivisée, pour étudier les questions posées concernant les engins de guerre, en deux Sous-Commissions, l'une pour les armées, l'autre pour les flottes, tandis que la première proposition du Comte Mourawieff, visant la limitation des armements, a été réservée à la Commission entière.

I. L'étude des deux Sous-Commissions n'a fait ressortir que trois points sur lesquels un engagement a pu être voté par la Commission :

1° Celui de s'interdire de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

Cet engagement ne serait pris que pour une durée de cinq ans et a été voté à l'unanimité.

2° Celui de s'interdire l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

Il a été voté à l'unanimité moins une voix ; mais six voix de la majorité ne se sont prononcées affirmativement que sous la réserve de l'unanimité.

3° Celui de s'interdire l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Il a été voté à l'unanimité moins deux voix contre et une abstention.

La Commission propose en conséquence à la Conférence une Déclaration ou une Convention portant un engagement :

Sur le premier point, à l'unanimité ;

Sur le second point, par 17 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon (sous condition d'unanimité), Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie) contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne) ;

Sur le troisième point, par 16 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Monténégro, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie) contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne) et une abstention (Portugal).

II. Vu l'importance de ces questions pour les budgets, les deux Sous-Commissions se sont longuement occupées de rechercher, s'il n'y aurait pas moyen de se mettre d'accord pour prévenir, ne fût-ce que pendant un certain temps, la mise en usage de nouveaux types et calibres de fusils et de canons ; mais les propositions plus ou moins détaillées qui ont été discutées ont toutes rencontré des objections, en premier lieu par suite de l'impossibilité d'obtenir pendant la Conférence, des instructions suffisamment précises pour pouvoir prendre des décisions qui auraient une valeur pratique. L'examen des propositions mises en avant de différents côtés a chaque fois démontré que, pour pouvoir résoudre ces questions, il faudrait, dans la plupart des pays une étude préalable technique, minutieusement faite et appuyée par des épreuves.

En présence de cette difficulté, la Commission a dû se borner à proposer à la Conférence d'émettre le vœu que les Gouvernements représentés veuillent, chacun de son côté, mettre le problème à l'étude, spécialement en ce qui touche aux fusils et à l'artillerie de marine, afin de parvenir, si c'est possible, à une solution unanimement reconnue comme désirable, qui pourrait être déterminée dans une Conférence ultérieure. Peut-être que l'échange de vues relaté dans les procès-verbaux des deux Sous-Commissions pourrait servir à ces études.

La proposition a été votée à l'unanimité par la Commission.

III. La possibilité de fixer les effectifs des forces armées de terre et de mer ainsi que les budgets de guerre y afférents, a fait l'objet d'un examen non moins consciencieux.

Des propositions ont été faites à cet effet par la Russie. La première de ces propositions tendait à fixer pour un terme de cinq ans les effectifs actuels des troupes entretenues dans les métropoles, c'est-à-dire sans y comprendre les troupes coloniales, et à limiter pour le même terme les budgets militaires à leurs montants actuellement en vigueur.

Renvoyée à la première Sous-Commission, cette proposition a été examinée et discutée d'abord par un Comité technique spécial composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Capitaine Crozier, le Lieutenant-Colonel de Kuepach, le Général Mounier, le Général Sir John Ardagh, le Général Zuccari, le Colonel Coanda, le Colonel Gilinsky et le Colonel Brandstrom, qui, après un échange de vues approfondi, est arrivé, à l'exception de M. le Colonel Gilinsky, unanimement aux conclusions suivantes :

1^o Qu'il serait très difficile de fixer, même pour une période de cinq ans, le chiffre des effectifs sans régler en même temps d'autres éléments de la défense nationale.

2^o Qu'il serait non moins difficile de régler, par une convention internationale, les éléments de cette défense, organisée dans chaque pays d'après des vues très différentes.

En conséquence, le Comité regrette de ne pouvoir conseiller l'acceptation de la proposition ; mais la majorité de ses membres a estimé qu'une étude plus approfondie de la question par les Gouvernements eux-mêmes, serait à désirer.

En présence de ce résultat, la Commission n'a pu, à regret, que se rendre compte de l'impossibilité d'arriver dans cette Conférence à une entente positive et immédiate sur la question des effectifs et des budgets militaires, mais avec le désir de voir les Gouvernements eux-mêmes reprendre l'étude des questions soulevées par le thème premier de la circulaire du Comte Mourawieff.

La pensée qu'au point de vue général il importe cependant d'arrêter les armements militaires et de recommander la solution de cette question à la plus sérieuse attention, s'est montrée vivante dans la Commission. En conséquence, après avoir adopté à l'unanimité les propositions du Comité technique, la Commission a adopté, également à l'unanimité, pour traduire cette pensée, la résolution qui, à cet effet, lui a été proposée par le premier délégué de France en ces termes :

« La Commission estime que la limitation des charges militaires

« qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable » pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité. »

La Commission propose en conséquence à la Conférence d'adopter de son côté cette résolution.

IV. L'autre proposition russe se rapportait à la marine et tendait à faire accepter le principe de fixer pour un terme de trois ans le montant des budgets de la marine, tout en laissant à chaque Gouvernement la liberté d'établir ce montant selon ses propres vues. mais avec l'engagement de ne pas augmenter pendant la période triennale la somme indiquée par lui-même.

Cette proposition s'est heurtée, comme l'autre, dans la Sous-Commission chargée de l'examiner, à des difficultés. En outre de celles qui éventuellement se présenteraient lorsqu'il s'agirait de régler le mode d'exécution, une objection grave a été constatée pour les pays parlementaires par rapport au droit de vote budgétaire des assemblées législatives.

La Commission, quel que fût son désir de s'engager dans la voie ouverte par la proposition de la Russie, n'a pu que reconnaître qu'elle se trouvait en présence d'une question qu'elle ne pouvait résoudre et qui exigerait, de la part des Gouvernements appelés à se prononcer par des instructions, une enquête approfondie, pour laquelle le temps nécessaire manquerait pendant cette Conférence.

La Commission s'est donc ralliée à l'idée de référer cette question, ainsi que celle concernant les forces armées de terre, aux Gouvernements, afin que ceux-ci, s'ils le jugent utile, puissent les mettre à l'étude en tenant compte des propositions qui ont été faites.

La Commission soumet cette idée à l'approbation de la Conférence.

Septième séance. — 25 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

La séance est levée à 2 heures et demie.

Le Président dit que le procès-verbal de la dernière séance a dû rester ouvert sur la demande de Son Exc. Sir Julian Pauncefoot qui a annoncé qu'il aurait sans doute à y faire insérer une importante déclaration.

Le procès-verbal n'a donc pu être imprimé et le Président propose, pour gagner du temps, de laisser au Bureau le soin de l'approuver.

Il ajoute :

« Je saisis cette occasion de remercier une fois de plus le Secrétariat du zèle qu'il apporte dans les travaux considérables dont il est chargé en ce moment et je prie M. van Karnebeek de transmettre également les remerciements de l'Assemblée à l'Imprimerie Nationale, dont le Directeur et tout le personnel ont droit à notre gratitude particulière. L'impression rapide du rapport de M. le Chevalier Descamps, en nous permettant de nous réunir aujourd'hui, a bien montré l'utilité de cette collaboration. » (*Approbation.*)

« Nous voici arrivés, Messieurs, à l'avant-dernière étape de nos

travaux. Je dois vous demander d'abord de vouloir bien approuver le texte des Articles adoptés par la Troisième Commission pour le règlement pacifique des conflits internationaux et dont M. le Chevalier Descamps va vous donner une dernière lecture. »

Les articles suivants, lus par M. le Chevalier Descamps, sont successivement mis aux voix et adoptés sans discussion.

TITRE I. — *Du maintien de la paix générale.*

Article 1. — En vue de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux.

TITRE II. — *Des bons offices et de la médiation.*

Art. 2. — En cas de dissentiment grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Art. 3. — Indépendamment de ce recours, les Puissances signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical.

Art. 4. — Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

Art. 5. — Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés.

Art. 6. — Les bons offices et la médiation, soit sur le recours des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais force obligatoire.

Art. 7. — L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou d'entraver la mobilisation ou autres mesures préparatoires à la guerre.

Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'interrompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en cours.

Art. 8. — Les Puissances signataires sont d'accord pour recommander l'application, dans les circonstances qui le permettent, d'une médiation spéciale sous la forme suivante :

En cas de différend grave compromettant la paix, les Etats en conflit choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation con-

traire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

TITRE III. — *Des Commissions internationales d'enquête.*

Art. 9. — Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait.

Art. 10. — Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

Elle règle la procédure.

L'enquête a lieu contradictoirement.

La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même.

Art. 11. — Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente convention.

Art. 12. — Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'Elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

Art. 13. — La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Art. 14. — Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation.

TITRE IV. — *De l'arbitrage international.*

CHAPITRE I. — *De la Justice arbitrale.*

Art. 15. — L'arbitrage international a pour objet le règlement des litiges entre les Etats par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit.

Art. 16. — Dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires

comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

Art. 17. — La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée.

Art. 18. — La convention d'arbitrage implique l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Art. 19. — Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

CHAPITRE II. — *De la Cour permanente d'arbitrage.*

Art. 20. — Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention.

Art. 21. — La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale.

Art. 22. — Un Bureau international établi à La Haye sert de greffe à la Cour.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux réunions de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau international de La Haye une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre elles et de toute sentence arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des sentences rendues par la Cour.

Art. 23. — Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois mois qui suivront la ratification par elle du présent acte, quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puissances signataires par les soins du Bureau.

Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres.

La même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Art. 24. — Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu entre elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal compétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste générale des membres de la Cour.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désigné de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

Art. 25. — Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à La Haye.

Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Art. 26. — Le Bureau international de La Haye est autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale d'arbitrage.

La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre des Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction.

Art. 27. — Les Puissances signataires considèrent comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte.

En conséquence, Elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le conseil donné, dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de Bons Offices.

Art. 28. — Un Conseil administratif permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à La Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient survenir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses.

Art. 29. — Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

CHAPITRE III. — *De la procédure arbitrale.*

Art. 30. — En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront applicables à la procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles.

Art. 31. — Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale.

Art. 32. — Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage établie par le présent Acte.

A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des Parties, il est procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Art. 33. — Lorsqu'un Souverain ou un Chef d'Etat est choisi pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui.

Art. 34. — Le surarbitre est de droit président du Tribunal.

Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme lui-même son président.

Art. 35. — En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Art. 36. — Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à La Haye.

Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties.

Art. 37. — Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaire entre Elles et le Tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet.

Art. 38. — Le Tribunal décide du choix des langues dont il fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui.

Art. 39. — La procédure arbitrale comprend en règle générale deux phases distinctes : l'instruction et les débats.

L'instruction consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du Tribunal et à la partie adverse, de tous actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la forme et dans les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le Tribunal.

Art. 40. — Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre partie.

Art. 41. — Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise avec l'assentiment des Parties.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Art. 42. — L'instruction étant close, le Tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre.

Art. 43. — Le Tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention.

En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Art. 44. — Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents des Parties la production de tous actes et demander toutes explications nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte.

Art. 45. — Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leurs causes.

Art. 46. — Ils ont le droit de soulever des exceptions et incidents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure.

Art. 47. — Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Art. 48. — Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international.

Art. 49. — Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Art. 50. — Les agents et les conseils des Parties ayant présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononce la clôture des débats.

Art. 51. — Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis-clos.

Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Art. 52. — La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun des membres du Tribunal.

Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, en signant, leur dissentiment.

Art. 53. — La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés.

Art. 54. — La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation.

Art. 55. — Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de revision doit être formée.

Art. 56. — La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci noti-

fient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard.

Art. 57. — Chaque partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal.

M. le Comte de Macedo dit qu'il n'a demandé la parole que pour déclarer qu'il retire les réserves qu'il a formulées dans la séance du 20 juin dernier, à l'occasion de la votation définitive des 10 articles concernant l'application des principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes ; mais que, puisqu'il a l'honneur de parler devant la Conférence justement après l'approbation unanime de la partie fondamentale du projet de Convention concernant la médiation et l'arbitrage, il prendra la liberté de dire encore quelques mots destinés à exprimer sur ce dernier sujet un regret tout personnel et un sentiment de satisfaction patriotique. Le regret vient de ce que, par un ensemble de circonstances faciles à comprendre, et où prédomine, certes, la relative insuffisance personnelle de l'orateur dans cet aréopage d'hommes éminents, la Délégation portugaise n'ait pu prendre qu'une part très modeste et très minime ; n'ait contribué, presque, que par son vote et son attitude conciliante, à l'accomplissement de cette partie vraiment capitale et essentielle de l'œuvre de la Conférence. La satisfaction a son origine dans la conviction aussi sincère que patriotique que, pourtant, son pays aura le droit de revendiquer une part, au moins aussi importante et efficace que celle qui appartient à toute autre nation représentée dans cette Haute Assemblée, de la gloire de cette grande œuvre d'humanité, de progrès et de paix. Car le Portugal y aura contribué avant et plus que tout autre pays, aussi bien par l'exemple que par le fait, comme il va l'indiquer.

En effet, le Portugal et la Hollande sont jusqu'à présent les seuls pays qui aient conclu et ratifié une convention, soumettant à l'arbitrage tout différend entre eux avec la seule réserve des questions intéressant l'autonomie ou l'indépendance d'une des deux nations. Le Comte de Macedo croit devoir ajouter encore, car on ne peut pas dénier à de tels faits une grande valeur suggestive, que le Portugal n'a eu dans ce dernier demi-siècle que cinq différends internationaux vraiment importants et n'ayant pu être promptement et facilement réglés par la voie des simples négociations directes. Dans tous ces cinq cas son pays a invoqué la médiation ou l'arbitrage ; il s'abstiendra, pour des raisons de convenance, faciles à entrevoir, d'en faire la spécification, ce qui serait d'ailleurs inutile devant une Assemblée aussi éclairée ; mais il dit que dans deux de ces cinq cas, où le préaccord d'arbitrage a pu s'établir, l'arbitre a donné raison au Portugal ; dans un troisième cas où une médiation éventuelle avait été acceptée, ce seul accord préalable a amené à bref délai la solution par négociation directe et amicale. Dans les deux autres cas, ceux où la solution par arbitrage ou même par médiation n'a pas été acceptée, les différends ont été liquidés d'une manière entièrement défavorable aux prétentions portugaises. Ces faits, bien connus, sont par leurs circonstances spéciales trop suggestifs pour que le Comte de Macedo ne se croie pas le droit de les tenir pour très efficaces. (Applaudissements.)

Le Président donne lecture de la déclaration suivante :

« La Délégation des Etats-Unis d'Amérique, en signant la Convention pour le Règlement pacifique des conflits internationaux, telle qu'elle est proposée par la Conférence Internationale de la Paix, fait la Déclaration suivante :

« Rien de ce qui est contenu dans cette Convention ne peut être interprété de façon à obliger les Etats-Unis d'Amérique à se départir de leur politique traditionnelle, en vertu de laquelle ils s'abstiennent d'intervenir, de s'ingérer ou de s'immiscer dans les questions politiques ou dans la politique ou dans l'administration intérieure d'aucun Etat étranger. Il est bien entendu également que rien dans la Convention ne pourra être interprété comme impliquant un abandon par les Etats-Unis d'Amérique de leur attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines. »

Le Président donne acte à la Délégation des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration.

L'ensemble du projet est adopté.

Le Président dit qu'avant d'aborder le point suivant de l'ordre du jour, il demande à la Conférence de s'associer à lui pour adresser tous ses remerciements à l'homme d'Etat qui a présidé les travaux de la troisième Commission.

« Tous », dit-il, « nous avons applaudi à sa chaude et éloquente parole ; tous, nous avons admiré sincèrement le tact et l'impartialité avec lesquels il a dirigé les débats. Quant à notre Rapporteur, je lui dirai que son nom demeurera intimement uni au projet que vous venez d'adopter. Son rapport est un monument de science et de méthode et représente un effort intellectuel inappréciable. « Remercions aussi le Comité d'examen, son Secrétaire, le Baron d'Estournelles et tous ses membres, hommes d'Etat et Jurisconsultes, qui ont facilité notre tâche et déblayé la voie devant nous. » (Vifs applaudissements.)

S. E. Turkhan Pacha fait la déclaration suivante :

« La Délégation Ottomane, considérant que ce travail de la Conférence a été une œuvre de haute loyauté et d'humanité destinée uniquement à raffermir la paix générale en sauvegardant les intérêts et les droits de chacun, déclare, au nom de son Gouvernement, adhérer à l'ensemble du projet qui vient d'être adopté, aux conditions suivantes : 1^o Il est formellement entendu que le recours aux bons offices, à la médiation, aux Commissions d'enquête et à l'arbitrage est purement facultatif et ne saurait en aucun cas revêtir un caractère obligatoire ou dégénérer en intervention ; 2^o Le Gouvernement Impérial aura à juger lui-même des cas où ses intérêts lui permettraient d'admettre ces moyens, sans que son abstention ou son refus d'y avoir recours puissent être considérés par les Etats signataires comme un procédé peu amical.

« Il va de soi qu'en aucun cas les moyens dont il s'agit ne sauraient s'appliquer à des questions d'ordre intérieur. »

Acte est donné à Son Exc. Turkhan Pacha de sa déclaration.

S. E. Sir Julian Pauncefoot demande à revenir sur l'art. 53 du Règlement adopté pour les Lois et Coutumes de la guerre. Il rappelle

que, sur la demande de M. de Bille, on a ajouté aux télégraphes de terre prévus par cet article les câbles d'atterrissage. Le Gouvernement britannique est d'avis que si la protection du matériel télégraphique sur terre rentre dans l'objet des délibérations de la Conférence, l'extension de la disposition à des câbles qui s'étendent sous la mer à une distance souvent considérable, sortirait de la compétence de cette Assemblée d'où on a été d'accord d'exclure les matières navales.

Sir Julian Pauncefote espère que, dans un esprit de conciliation, M. de Bille voudra bien retirer, avec l'approbation de la Conférence, l'amendement qu'il avait présenté sur l'article 53.

M. de Bille répond :

« Mon Gouvernement apprendra avec regret que le Premier Délégué de la Grande-Bretagne s'oppose à l'amendement des câbles d'atterrissage, adopté par la Conférence et inséré dans l'article 53 du Projet de Convention concernant les Lois et Coutumes de la guerre sur terre.

« Toutefois, mais seulement pour éviter que cette opposition et les réserves qui s'en suivent viennent, à la dernière heure, faire obstacle à l'acceptation unanime d'un Projet de Convention qui fait honneur à la Conférence de la Paix et marque un progrès dans le droit des gens, je suis autorisé à retirer l'amendement en question, en déclarant en même temps que mon Gouvernement n'en reste pas moins convaincu de la justice des raisons existantes pour donner aux câbles sous-marins, et, à plus forte raison encore, aux câbles d'atterrissage, la même protection en temps de guerre qui est assurée aux télégraphes de terre. « Mon Gouvernement prend acte de l'appui que la Conférence, par son vote antérieur, a donné au principe impliqué; il reconnaît que la défense de toucher aux questions de droit maritime a dû empêcher la question des câbles sous-marins d'être traitée comme elle le mérite par cette Conférence; il se borne aujourd'hui à réitérer son espoir que cette question ne tardera pas à être prise en sérieuse considération par les Puissances. »

Le Président dit qu'en vertu des déclarations qui viennent d'être faites, le texte de l'art. 53 doit être modifié. Il consulte la Conférence sur le point de savoir si elle approuve cette modification survenue après un accord entre sir Julian Pauncefote et M. de Bille.

M. de Bille répète qu'il a retiré son amendement, dans le désir de laisser subsister l'unanimité sur l'art. 53. — Il ajoute que si quelqu'un croyait devoir le reprendre, il serait dans l'obligation de s'associer à cette nouvelle proposition.

Le Président demande si l'on veut voter par appel nominal.

M. Beldiman dit qu'il s'était associé à l'amendement présenté par M. de Bille et auquel son Gouvernement était entièrement favorable. Il pense cependant que ce n'est pas le moment de rouvrir la discussion. Tout en étant d'avis comme M. de Bille, qu'il y a une différence essentielle entre les câbles sous-marins et que ces derniers seuls tombent sous la loi de la guerre maritime, il renoncera volontiers à l'amendement proposé, si ce renoncement devait comporter l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'ensemble de la Convention sur les Lois et Coutumes de la guerre.

S. E. Sir Julian Pauncefote répond qu'il n'est pas autorisé à faire une promesse de ce genre. Il a dit que l'amendement de M. de Bille

était la seule objection qui lui eût été jusqu'ici présentée par son Gouvernement sur le règlement adopté. Il ne croit pas que d'autres difficultés soient soulevées : mais il ne peut pas prendre un engagement de la nature de celui que demande M. Beldiman.

M. de Martens dit que le compromis intervenu entre Sir Julian Pauncefote et M. de Bille donne un sérieux espoir d'aboutir à la signature unanime de la convention.

Personne ne demandant la parole, le Président dit que la modification à l'art. 53, demandée par M. le premier délégué de Grande-Bretagne et acceptée par M. le premier délégué de Danemark, est adoptée sans vote.

Le Président donne la parole à M. Renault pour présenter un rapport oral sur les travaux du Comité de Rédaction de l'Acte Final.

M. Renault rappelle que, par une décision de la Conférence, MM. Asser, le Chevalier Descamps, Seth Low, de Martens, Merey de Kapos-Mére, Son Exc. le Comte Nigra, Renault et le baron de Stengel se sont réunis, pour arrêter d'un commun accord le texte de l'Acte Final, contenant le résultat des travaux de la Conférence. La Présidence de ce Comité qui avait été dévolue à Son Exc. le Comte Nigra a été, par suite du refus de ce dernier, exercée par M. Asser.

M. Renault a été chargé de faire un rapport oral sur les résolutions du Comité : il espère que la Conférence accueillera avec indulgence ce travail improvisé.

La première question qui s'est posée a porté sur le point de savoir quelle serait la qualification donnée à l'Acte Final que la Conférence a sous les yeux.

L'appellerait-on *Acte*, *Protocole*, ou *Procès-Verbal Final*? Le Comité a pensé que la dénomination d'Acte Final serait plus en rapport avec l'importance de l'œuvre de la Conférence et il s'y est arrêté.

Le but de l'Acte Final devant être de constater le résultat des délibérations de la Conférence, on s'est demandé si ce document devait porter la signature de tous les délégués qui ont pris part à ses travaux, ou seulement celle des délégués plénipotentiaires. On a pensé qu'il était juste de rappeler dans le préambule les noms de tous les délégués qui ont collaboré à l'œuvre commune en même temps que de se conformer à l'usage qui veut qu'un acte diplomatique ne soit signé que par des plénipotentiaires, et on a adopté à cet effet la rédaction suivante :

La Conférence internationale de la Paix, convoquée dans un haut sentiment d'humanité par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies s'est réunie, sur l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, à la Maison royale du Bois à La Haye, le 18 mai 1899.

Les puissances, dont l'énumération suit, ont pris part à la Conférence pour laquelle elles avaient désigné les délégués nommés ci-après :

Suit l'énumération de tous les délégués désignés, plénipotentiaires ou non.

Après quoi viendra la formule suivante :

Dans une série de réunions, tenues du 18 mai au 29 juillet 1899, où les délégués précités ont été constamment animés du désir de réaliser, dans la plus large mesure possible, les vœux généreuses de l'auguste initiateur de la Conférence et les intentions de leurs Gouvernements, la Conférence a arrêté, pour être soumis à la signature des plénipotentiaires, le texte des conventions et déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte :

L'ensemble de cette rédaction indique donc que tous les délégués ont pris part aux travaux de la Conférence et que seuls les *plénipotentiaires* ont le droit de signer l'Acte Final.

L'Acte Final porte ensuite que la Conférence a adopté le texte de trois Conventions et de trois Déclarations. Il faut remarquer ici que la signature de l'Acte Final n'équivaut pas à la signature des Conventions et Déclarations. L'Acte Final n'a d'autre objet que de *constater* que la Conférence a abouti à telles ou telles décisions et tous les Plénipotentiaires peuvent donc le signer sans engager en quoi que ce soit leurs Gouvernements pour ce qui concerne les clauses des Conventions et des Déclarations.

Celles-ci, au contraire, ne seront transformées en actes obligatoires que quand elles seront signées ; et elles pourront même être signées par d'autres plénipotentiaires que ceux qui sont ici réunis. D'autre part, elles forment autant d'actes séparés dont chacun garde sa valeur propre. Par conséquent, un Etat peut les signer toutes, un autre peut n'en signer que quelques-unes. Il est donc évident que l'Acte Final et les Conventions et Déclarations pourront porter des signatures différentes et en nombre différent.

On s'est demandé quelle date devaient porter les Conventions et Déclarations. La solution idéale eût été évidemment que tous les Etats représentés à la Conférence fussent en mesure de signer tous les Actes en même temps et tout de suite. Comme il est malheureusement probable qu'il n'en sera pas ainsi, on a voulu cependant établir un lien entre les diverses signatures. On peut supposer que plusieurs Etats signeront les Conventions en même temps que l'Acte Final. On donnera donc aux Conventions et aux Déclarations, la même date qu'à l'Acte Final et ces Conventions et Déclarations portant cette date uniforme, resteront ouvertes à la signature jusqu'au 31 décembre 1899.

A partir du premier janvier 1900, les conditions changeront et les Etats qui n'auront pas signé devront, s'ils veulent le faire, invoquer la clause d'adhésion ou d'accession qui se trouvera dans chaque Convention ou Déclaration et notifier cette adhésion ou cette accession suivant les formes prévues.

Il est donc entendu que les Etats, même représentés à la Conférence, retomberont dans le droit commun, s'ils n'ont pas signé avant le 31 décembre de cette année.

L'Acte Final porte donc l'énumération des Conventions et Déclarations dans la forme suivante :

I. Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ;

II. *Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre ;*

III. *Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864 ;*

IV. *Trois déclarations concernant :*

1^o *L'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux ;*

2^o *L'interdiction de l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères ;*

3^o *L'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou qui serait pourvue d'incisions.*

Ces Conventions et Déclarations formeront autant d'actes séparés. Ces actes porteront la date de ce jour et pourront être signés jusqu'au 31 décembre 1899 par les plénipotentiaires des puissances représentées à la Conférence internationale de la Paix à La Haye.

On remarquera que le titre de la troisième des Déclarations ci-dessus a été complété par l'adjonction de la formule : « telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou qui serait pourvue d'incisions. » — Le rétablissement de la formule entière dans le texte a pour objet de répondre à certains doutes qui avaient surgi sur l'opportunité de l'abréviation faite d'abord ; il ne s'agit donc pas d'une modification de fond changeant le caractère de la disposition.

M. Renault fait observer encore qu'on n'a pas cru devoir mentionner les votes émis sur les Conventions et les Déclarations. La raison en est que l'Acte Final ne fait que constater leur adoption et n'implique nullement leur approbation. Il a donc paru inutile d'indiquer si ces Conventions et Déclarations ont rencontré, ou non, l'unanimité. Les Puissances ont un moyen très simple de manifester leur approbation ou leur désapprobation en signant ou en ne signant pas.

L'Acte Final porte ensuite une Résolution qui a été adoptée à l'unanimité sur la proposition du Premier délégué de France. Elle est présentée dans la forme suivante :

Obéissant aux mêmes inspirations, la Conférence a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

La Conférence estime que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité.

L'Acte Final arrive ensuite aux *Vœux*. M. Renault fait observer en passant qu'un vœu ne lie pas les Gouvernements, mais qu'il a cependant son importance en ce sens qu'il implique leur approbation de l'idée qui a inspiré ce vœu. Il est donc nécessaire, en relatant les vœux, et pour la sincérité de l'acte, de mentionner la majorité ou l'unanimité qu'ils ont pu réunir.

L'Acte Final présente donc les vœux dans cette forme :

Elle a en outre émis les vœux suivants :

1° La Conférence, prenant en considération les démarches préliminaires faites par le Gouvernement fédéral suisse pour la révision de la Convention de Genève, émet le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une Conférence spéciale ayant pour objet la révision de cette Convention.

Ce vœu a été voté à l'unanimité.

2° La Conférence émet le vœu que la question des droits et des devoirs des neutres soit inscrite au programme d'une prochaine Conférence.

3° La Conférence émet le vœu que les questions relatives aux fusils et aux canons de marine, telles qu'elles ont été examinées par elle, soient mises à l'étude par les Gouvernements, en vue d'arriver à une entente concernant la mise en usage de nouveaux types et calibres.

4° La Conférence émet le vœu que les Gouvernements, tenant compte des propositions faites dans la Conférence, mettent à l'étude la possibilité d'une entente concernant la limitation des forces armées de terre et de mer et des budgets de guerre.

5° La Conférence émet le vœu que la proposition tendant à déclarer l'incviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer soit renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure.

6° La Convention émet le vœu que la proposition de régler la question du bombardement des ports, villes et villages, par une force navale soit renvoyée à l'examen d'une Conférence ultérieure.

Les cinq derniers vœux ont été votés à l'unanimité sauf quelques abstentions.

Enfin l'Acte Final se termine par la formule suivante :

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, le 29 juillet 1899, en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des affaires étrangères et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les puissances représentées à la Conférence.

M. Renault rappelle en terminant que, sur la demande de M. le Baron de Bildt, on a, dans cette dernière clause, ainsi que dans le deuxième alinéa du préambule et dans le paragraphe qui suit l'énumération des Déclarations (page 8), remplacé les mots *Etats* ou *Gouvernements* par le mot « *Puissances* ».

Le Président remercie, au nom de la Conférence, M. Renault du rapport si complet et si clair qu'il vient de présenter. (*Applaudissements unanimes.*)

S. E. Sir Julian Pauncefoot fait observer que les cinq derniers vœux reproduits par l'Acte Final sont indiqués comme ayant été votés à l'unanimité sauf quelques abstentions. Le Premier Délégué de

Grande-Bretagne n'a pas trouvé dans les procès-verbaux des séances la mention de son abstention personnelle dans le vote des vœux qui portent les numéros 2, 3, 5 et 6. Il croit donc utile de renouveler aujourd'hui cette déclaration d'abstention qu'il désire voir figurer au présent procès-verbal.

Le Président dit qu'il en sera ainsi fait.

M. Odier rappelle qu'il avait déclaré en Sous-Commission n'être pas autorisé à accepter le vœu présenté par Son Exc. M. Eyschen relativement au renvoi à une Conférence ultérieure de la question des droits et des devoirs des neutres. Il croit devoir renouveler ici cette déclaration avec demande d'insertion au procès-verbal.

Le Président donne acte à M. Odier de cette déclaration.

L'Acte Final est relu in extenso par M. Raffalovich.

M. le Baron de Bildt rappelle que, sur sa demande expresse, les mots *Etats* ou *Gouvernements* ont été, aux pages 1, 8 et 10 de l'Acte Final remplacés par le mot *Puissances*.

L'Acte Final est adopté dans son ensemble sans autres observations.

S. E. le Comte Nigra s'exprime en ces termes :

Messieurs, les travaux de la Conférence étant près de finir, je crois devoir prendre la liberté d'attirer votre attention sur l'œuvre considérable accomplie par la typographie qui a imprimé nos actes et nos débats.

Je ne parle pas ici de la beauté du papier ni de l'élégance des caractères. Cela est un mérite du gouvernement néerlandais et nous n'en sommes pas surpris. C'est aussi une vieille tradition du pays des beaux livres et des belles estampes. Et cela ne nous étonne pas non plus. Je parle ici du travail des ouvriers typographes et de leurs chefs.

Dans ma longue carrière, j'ai assisté à bien des Conférences et autres réunions diplomatiques. Jamais je n'ai assisté à un miracle de labeur typographique pareil à celui qui nous a été offert ici.

La masse d'imprimés qu'on nous a distribuée est vraiment énorme. Il y a des actes qui ont dû être imprimés cinq, six, dix fois et plus et qui ont dû exiger un travail constant de jour et de nuit. La diligence et la rapidité avec lesquelles ce travail a été accompli méritent les plus grands éloges. Non seulement elles prouvent l'abnégation, que nous connaissons déjà, de notre Secrétariat, mais elles font le plus grand honneur à la direction et au personnel de la typographie.

La multiplicité des imprimés des mêmes actes est un témoignage de la conscience que nous avons apportée à notre œuvre, mais elle est en même temps un témoignage de leur patience.

On peut dire que les chefs et les ouvriers de notre typographie ont été, en quelque mesure, nos collaborateurs. C'est le meilleur éloge que nous puissions leur faire.

Je propose à la Conférence de le reconnaître et de s'associer à ces éloges. (*Applaudissements.*)

M. le Jonkheer van Karnebeek remercie M. Staal et le Comte Nigra des paroles élogieuses qu'ils ont bien voulu consacrer au personnel de l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas et auxquelles les ouvriers de cet établissement seront certainement très sensibles.

La séance est levée.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS. RAFFALOVICH.
Albert LEGRAND.
E. de GRELLE ROGIER.
W. de RAPPARD.
A. G. SCHIMMELPENNINCK.
MAX JAROUSSE DE SILLAC.
J. J. ROCHUSSEN.
G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique.*
C. E. DITTLINGER, » »

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 25 JUILLET, N° 7

Rapport à la Conférence.

Le message de Sa Majesté l'Empereur de Russie convie les Etats à unir leurs efforts pour le « maintien de la paix générale ». Il rappelle que « la conservation de la paix a été posée comme but de la politique internationale ». Il constate que « ce but élevé répond aux intérêts les plus essentiels et aux vœux les plus légitimes de toutes les Puissances ».

La médiation et l'arbitrage appartiennent par excellence aux institutions qui tendent à la consolidation et à l'organisation de la Paix.

La circulaire de S. E. le comte Mouravieff, ministre des affaires étrangères de Russie, en date du 30 décembre 1898, et celle de S. E. M. de Beaufort, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, en date du 6 avril 1899, les ont portés au programme de la Conférence. Le discours prononcé par S. E. M. Staal, en inaugurant les travaux de la Haute Assemblée, a signalé toute leur importance. Le Comité (1) à qui a été confiée la mission de les soumettre à une étude préliminaire, s'est efforcé de préparer les voies à un accord international contenant, en quelque mesure, selon le vœu du message impérial, « une consécration solidaire des principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples ».

Il a consigné le résultat de ses travaux dans un Projet d'acte international présenté à la Troisième Commission avant d'être proposé à la Conférence.

(1) Dans la séance du 26 mai 1899, la Troisième Commission a désigné comme membres du Comité d'examen : MM. Asser, le chevalier Descamps, le baron d'Estournelles de Constant, Holls, Lammach, de Martens, Odier et Zorn. M. le chevalier Descamps a été nommé président et rapporteur du Comité et M. le baron d'Estournelles de Constant, secrétaire. M. Bourgeois président. LL. EE. le comte Nigra et sir Julian Pauncefote, présidents d'honneur de la Troisième Commission, ont pris part aux travaux du Comité, ainsi que S. E. M. Staal, président, et le Jonkheer van Karnebeek, vice-président de la conférence. M. Bourgeois et le chevalier Descamps ont rempli les fonctions présidentielles. M. Jarousse de Sillac, attaché d'ambassade, a rempli les fonctions de secrétaire-adjoint.

Le Comité a cru pouvoir donner à l'acte international élaboré par lui le nom de « Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ».

Cet acte renferme quatre titres :

- I. Du maintien de la paix générale ;
- II. Des bons offices et de la médiation ;
- III. Des Commissions internationales d'enquête ;
- IV. De l'arbitrage international.

Ce dernier titre comprend les trois chapitres de la justice arbitrale, de la Cour permanente d'arbitrage et de la procédure arbitrale.

La Convention renferme finalement quelques dispositions générales concernant les ratifications, les adhésions et les dénonciations.

Dans l'examen des nombreuses questions qui ont appelé son attention, le Comité a suivi l'ordre général nettement indiqué au début de nos travaux par M. Léon Bourgeois, président de la Troisième Commission.

Les bons offices et la médiation formaient naturellement le premier chapitre de nos délibérations. Le Comité les a étudiés en prenant pour base de ses travaux le remarquable projet communiqué à la Conférence par la délégation russe, sous ce titre : « Eléments pour l'élaboration d'un projet de convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de La Haye » (*Annexe A, I*). Plusieurs dispositions nouvelles ont été ajoutées à cet avant-projet et l'ordre des articles a dû être modifié.

Du règlement pacifique des conflits internationaux.

PRÉAMBULE

Le préambule de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux a été admis tel que l'a formulé l'auteur de ce rapport à la demande du Comité général de rédaction (1), — sauf substitution, au cinquième alinéa, de l'expression « juridiction arbitrale accessible à tous » aux mots « tribunal libre ».

Voici ce préambule :

« Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale ;

« Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux ;

« Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées ;

« Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale ;

« Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale accessible à tous au sein des Puissances indépendantes peut contribuer efficacement à ce résultat ;

« Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale ;

(1) Le Comité général de rédaction était composé de MM. Asser, président, le chevalier Descamps, de Martens, Mérey de Kapos-Mère, S. E. le comte Nigra, Seth Low, M. Louis Renault, le baron de Stengel et Raffalovich, secrétaire. M. le jonkheer Rochusseau a rempli les fonctions de secrétaire-adjoint.

« Estimant avec l'Auguste Initiateur de la Conférence Internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples ;

« Désirant conclure une Convention à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, etc.

TITRE I. — *Du maintien de la paix générale.*

Article 1. — « En vue de prévenir autant que possible le recours à la « force dans les rapports entre les Etats, les Puissances signataires « conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux. »

Cet article a une portée générale. Il tend à la consolidation de la paix. Les Puissances y affirment leur volonté commune de prévenir autant que possible le recours à la force dans les rapports entre les Etats, et elles conviennent d'employer tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des différends internationaux. Un esprit de bon vouloir réciproque et d'entente amicale ne peut manquer d'animer les Puissances dans l'accomplissement de cette œuvre. Il leur appartient d'ailleurs de déterminer elles-mêmes le concours qu'elles jugent pouvoir apporter au résultat désiré sans que ce concours implique un engagement spécial d'une Puissance vis-à-vis d'une autre.

Le Comité, sur une observation faite par M. le comte de Macédo, a estimé qu'il y avait lieu de donner aux dispositions de l'article premier la plus large consécration. La substitution des mots « différends internationaux » à l'expression plus spéciale de « conflits qui pourraient surgir entre les Puissances signataires » répond à cette intention.

TITRE II. — *Des bons offices et de la médiation.*

Article 2. — « En cas de dissentiment grave ou de conflit, avant « d'en appeler aux armes, les Puissances signataires conviennent « d'avoir recours, en tant que les circonstances le permettront, aux « bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances « amies. »

L'usage des bons offices et de la médiation trouve sa justification générale dans les rapports qui lient les uns aux autres les membres d'une société internationale composée d'Etats civilisés, dans le caractère d'une mesure extrême que revêt la lutte armée comme moyen de solution des différends internationaux, dans l'intérêt général qui s'attache au maintien de la paix. Les troubles profonds que peuvent produire les guerres modernes dans les relations de tous les Etats rendent plus nécessaire encore, de nos jours, l'emploi des bons offices et de la médiation, soit pour prévenir, soit pour apaiser les conflits armés.

Les bons offices peuvent être distingués à certains égards de la médiation. Pratiquement, ces moyens d'action se différencient moins par leur nature que par leur pénétration plus ou moins grande dans la sphère des rapprochements amiables. Souvent d'ailleurs l'un suc-

cède à l'autre et la Puissance tierce qui a noué des négociations entre des États en conflit est tout indiquée pour participer à ces négociations et parfois pour les conduire. Les actes diplomatiques n'insistent pas sur cette distinction. La présente Convention vise, sous sa double forme, l'interposition conciliatrice.

Par cela même que les bons offices et la médiation affectent la forme de gracieuse entremise et se meuvent dans la sphère des conciliations amiables, ils offrent en eux-mêmes le double avantage de laisser pleinement intacte l'indépendance des États auxquels ils s'adressent et de se prêter non seulement au règlement des conflits de droit, mais aussi à l'arrangement de conflits d'intérêts. Ils peuvent mettre au service de la pacification internationale, dans ces deux ordres, les ressources d'accommodement les plus variées.

Il ne faut pas conclure de là que leur application puisse être indéfiniment consacrée. La sphère de gravitation des bons offices et de la médiation est celle des dissidences graves qui mettent en danger le maintien des relations pacifiques. Hors de là, leur intervention pourrait constituer une ingérence sans raison d'être et non sans danger.

L'article 2 caractérise de la manière suivante les différends internationaux pour lesquels les Puissances s'engagent à recourir aux bons offices ou à la médiation : « en cas de dissentiment grave ou de conflit... » « avant d'en appeler aux armes ».

La pratique internationale signale de nombreux cas où l'entremise gracieuse d'une Puissance tierce a produit d'heureux résultats. L'emploi des bons offices ou de la médiation a été l'objet d'engagements spéciaux contenus dans l'article 8 du Traité de Paris du 30 mars 1856 et dans les articles 11 et 12 de l'Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885. Le recours à ce moyen de concilier les différends internationaux a fait l'objet d'un vœu d'une portée générale consigné au XXIII^e protocole du Congrès de Paris de 1856. Il y a dans ces actes internationaux un solide point d'appui pour de plus importants progrès. Le principe de la médiation préalable, inscrit dans quelques actes internationaux comme un vœu ou comme une obligation spéciale, peut être d'autant plus légitimement développé aujourd'hui qu'il apparaît comme une application que les Puissances font à elles-mêmes de la convention qui les unit dans l'ordre des efforts à employer pour assurer le règlement pacifique des conflits internationaux.

L'engagement contracté par les Puissances doit-il comporter des tempéraments ? Des réserves ne sont-elles pas de nature à infirmer encore, dans cet ordre, une obligation qu'aucune sanction ne corrobore ? M. Asser, délégué des Pays-Bas, a particulièrement développé, au sein du Comité, ce point de vue.

Mais on a fait observer — et M. le Président Léon Bourgeois des premiers — qu'il s'agissait d'une clause dont il était difficile de mesurer à l'avance les applications diverses. Il peut être prudent de ne pas exposer l'exécution d'une telle stipulation à des résistances de nature à ébranler l'autorité de toute la Convention.

Dans l'ordre des tempéraments jugés pratiquement nécessaires, plusieurs formules ont été successivement présentées. Deux d'entre elles insistaient surtout sur le caractère exceptionnel des cas où le

recours pourrait être décliné. « A moins que des circonstances exceptionnelles ne rendent ce moyen manifestement impossible », disait l'une. « A moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent », disait l'autre. Le projet russe, reproduisant la réserve admise en 1856, disait : « en tant que les circonstances l'admettraient ». Le texte définitivement adopté, sur la proposition de Son Exc. sir Julian Pauncefote, porte : « en tant que les circonstances le permettront. » Ce tempérament a été accepté comme étant en rapport avec toutes les exigences pratiques éventuelles, sans être considéré toutefois comme opposé aux intentions qui avaient inspiré les premières formules.

Article 3. — « Indépendamment de ce recours, les Puissances « signataires jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères « au conflit offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêtent, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats « en conflit.

« Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux « Puissances étrangères au conflit, même pendant le cours des hostilités.

« L'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical. »

Cet article concerne un point capital : l'offre des bons offices et de la médiation. Cette offre peut, dans certains cas, être considérée comme l'accomplissement d'un office d'humanité ou d'un devoir se rattachant, dans des conditions déterminées, à la société des Etats civilisés. La disposition remarquable de l'article 27 s'inspire notamment de cette dernière considération.

Quant au pouvoir d'offrir les bons offices, il constitue un droit fondé sur la liberté des Etats et qui se confond, dans bien des cas, avec le droit pour eux de veiller à leur propre intérêt et à leur bien comme membres de la société pacifique des Nations. Pour trouver un correctif à ce droit, il faut, non pas contester son existence, mais considérer la faculté correspondante de refuser les offres proposées.

Cette faculté doit être en tout cas sauvegardée. M. Veljkovitch, pour mieux affirmer ce point, avait proposé de mettre sur le même pied, dans le texte de la Convention, l'offre des bons offices et le « refus d'acceptation », en déclarant expressément que celui-ci ne peut jamais être considéré comme un acte peu amical. Tout en reconnaissant la vérité de ce point de vue, la Commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'insister à ce degré sur pareille éventualité.

Si l'on tient compte des difficultés que peut présenter pour certains Etats en dissidence l'entente sur un recours à quelque médiateur, on saisira toute l'importance de l'offre spontanée d'une amiable interposition, comme moyen de nature à prévenir les conflits armés.

Malheureusement, cette offre elle-même ne laisse pas d'être entourée souvent de tels obstacles, que les Etats les plus sincèrement animés du désir de concourir à la sauvegarde de la paix sont amenés à se réfugier dans une complète inaction. Dans ces conditions, il importe beaucoup de reconnaître d'avance et sans ambages, au nom de tous, le caractère de démarches utiles, aux tentatives courageuses et honorables faites pour prévenir les luttes armées entre les

Etats. Les bonnes volontés seront moins paralysées, les froissements seront en quelque sorte prévenus, et les intérêts généraux de la paix seront les premiers à profiter d'une situation mieux éclaircie pour tous dans cet ordre.

Un tempérament pratique est apporté, ici encore, à la disposition principale. La réserve « en tant que les circonstances s'y prêtent » indique nettement qu'il ne s'agit pas de donner carrière à des démarches qui ne seraient point marquées du sceau de la prudence, de l'opportunité, d'une sage appréciation des événements et d'un sincère désir de pacification.

La délégation de Serbie aurait désiré remplacer, à la fin du paragraphe premier de l'article 3, les mots « Puissances en conflit » par les mots « Puissances entre lesquelles a surgi un conflit grave pouvant amener la rupture des relations pacifiques ». La Commission a donné satisfaction à cette suggestion en constatant que l'article 3 vise bien, en effet, le même cas que l'article 2 en ce qui concerne le caractère du différend donnant lieu aux bons offices et à la médiation.

Le projet russe s'occupait surtout de l'offre des bons offices et de la médiation comme moyen de prévenir les conflits armés. Une disposition additionnelle due à l'initiative de Son Exc. le comte Nigra insiste sur le droit d'amiable interposition même pendant le cours des hostilités. Elle attache en même temps à l'exercice de la médiation le caractère non seulement d'une démarche utile, mais d'une démarche « qui ne peut jamais être considérée par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical ». M. le premier délégué de l'Italie a fait ressortir, non sans raison, l'importance de cette dernière disposition comme garantie donnée d'avance aux Puissances animées du désir d'exercer, sans froissement possible, leur action médiatrice.

Article 4. — « Le rôle du médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui peuvent s'être produits entre les Etats en conflit.

L'article 4 s'attache à déterminer en traits généraux le rôle du médiateur. Il résume ce rôle en deux mots : « conciliation et apaisement ». Conciliation des prétentions opposées, apaisement des ressentiments auxquels le conflit a pu donner lieu.

Article 5. — « Les fonctions du médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés. »

La mission du médiateur peut être couronnée de succès : dans ce cas, point de difficulté à redouter. En prévision d'une éventualité différente, il n'est pas sans importance de fixer le moment où le médiateur est déchargé de la tâche qu'il a assumée. Se plaçant à ce point de vue, l'article 5 déclare que « les fonctions de médiateur cessent du moment où il est constaté, soit par l'une des Parties en litige,

soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par lui ne sont pas acceptés ».

Article 6. — « Les bons offices et la médiation, soit sur le recours « des Parties en conflit, soit sur l'initiative des Puissances étrangères « au conflit, ont exclusivement le caractère de conseil et n'ont jamais « force obligatoire.

L'article 6 insiste sur le caractère essentiel des bons offices et de la médiation. Ce caractère est celui d'un simple conseil.

La médiation n'est pas l'arbitrage : l'arbitre est juge et rend une sentence obligatoire.

La médiation n'est pas une intervention à titre d'autorité, soit dans les affaires intérieures d'un Etat, soit dans ses relations extérieures.

Ce que l'on a appelé « la médiation armée » n'est pas une médiation. Ces deux termes : médiation et coercition sont contradictoires.

Les Puissances ne peuvent puiser dans les dispositions du présent Acte concernant les bons offices et la médiation un titre quelconque à exercer une hégémonie, à imposer leur volonté individuelle ou collective par voie d'obligation ou de contrainte. La sphère où se meut la médiation est et doit demeurer la sphère des conseils amicalement offerts ou demandés, librement acceptés ou déclinés.

Article 7. — « L'acceptation de la médiation ne peut avoir pour « effet, sauf convention contraire, d'interrompre, de retarder ou « d'entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires à la « guerre.

« Si elle intervient après l'ouverture des hostilités, elle n'inter-
« rompt pas, sauf convention contraire, les opérations militaires en
« cours ».

L'article 7 concerne les effets de la médiation acceptée. Dû à l'initiative de Son Exc. le comte Nigra, il est inspiré par le désir de faciliter l'acceptation de la médiation en rendant les conséquences immédiates de cette acceptation moins compromettantes à certains égards. Si l'acceptation de la médiation devait impliquer, avant l'ouverture des hostilités, la suspension des mesures préparatoires à l'action militaire, et après l'ouverture des hostilités, la suspension du cours des opérations de guerre, certaines Puissances pourraient être peu disposées à entrer dans cette voie. Les grandes Puissances militaires surtout ne consentiraient pas à enchaîner à ce point leur action. Il importe d'aplanir les voies à l'acceptation d'une médiation dégagée de conséquences trop onéreuses ou trop dangereuses, et de sacrifier, à ce point de vue, ce qui semble désirable comme effet provisoire à ce qui doit être désiré comme résultat définitif.

Les Puissances en conflit demeurent libres d'ailleurs d'attacher à l'acceptation de la médiation, si elles le jugent expédient, des conséquences plus radicales que les conséquences ordinaires. Les mots « sauf convention contraire » rappellent précisément cette liberté. Dans ces conditions, la proposition de M. le premier délégué de l'Italie a paru de nature à répondre à toutes les exigences et à satisfaire à toutes les éventualités.

Article 8. — « Les Puissances signataires sont d'accord pour
« recommander l'application, dans les circonstances qui le permet-
« tent, d'une Médiation spéciale sous la forme suivante.

« En cas de différend grave compromettant la Paix, les Etats en conflit
« choisissent respectivement une Puissance à laquelle ils confient la
« mission d'entrer en rapport direct avec la Puissance choisie d'autre
« part, à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

« Pendant la durée de ce mandat dont le terme, sauf stipulation
« contraire, ne peut excéder trente jours, les Etats en litige cessent
« tout rapport direct au sujet du conflit, lequel est considéré comme
« déferé exclusivement aux Puissances médiatrices. Celles-ci doivent
« appliquer tous leurs efforts à régler le différend.

« En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Pui-
« sances demeurent chargées de la mission commune de profiter de
« toute occasion pour rétablir la Paix. »

L'article 8 a été proposé par M. Holls, délégué du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Il concerne une médiation de forme particulière, qui peut être féconde en heureux résultats. Le Comité, en lui donnant, dans le texte des dispositions proposées, une place à part, a tenu à lui conserver la physionomie qui lui est propre, et à la recommander d'une manière particulière pour les cas où les circonstances en permettraient l'application. Il s'agit de la médiation exercée de concert par plusieurs Puissances respectivement choisies par les Etats en conflit comme leurs témoins ou tenants, dans l'ordre des solutions pacifiques demeurées en perspective.

La proposition de M. le délégué des Etats-Unis d'Amérique repose sur cette observation pratique, qu'à la veille d'une rencontre considérée comme fatale, au lieu de laisser le débat ouvert entre les Parties en litige, il est préférable d'abandonner momentanément la discussion des points controversés à des témoins ou seconds possédant respectivement la confiance de chaque Partie, et moins disposés qu'elles à subir l'entraînement des passions.

La « médiation de concert » offre le grand avantage de supprimer la nécessité d'une entente parfois très difficile quant au choix d'un médiateur commun.

Elle introduit d'autre part un nouveau degré d'instance dans la procédure entre nations en conflit. L'auteur de la proposition a fait observer à ce sujet qu'il peut se rencontrer des circonstances où un Etat croit devoir dire à son adversaire : « Encore un pas, et c'est la guerre ». Mieux vaut qu'il puisse lui dire dans ces conditions : « Encore un pas, et je serai obligé de constituer un second. » Les intérêts de la paix ont tout à gagner au choix d'une telle procédure.

Le fonctionnement de la médiation sous cette forme exige la fixation d'un délai pendant lequel les parties en conflit cessent tout échange direct de communications sur l'objet du litige. L'article 8 satisfait à cette exigence de la manière suivante : « Pendant la durée de leur mandat dont le terme, sauf stipulation contraire, ne peut excéder trente jours, les Parties cessent tout échange direct de communications sur l'objet en litige, cet objet étant considéré comme déferé aux Puissances exerçant de concert la médiation. Ces Puissances doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend. »

L'article 8 prévoit enfin — et ce point est capital — le cas de rupture effective des relations pacifiques et il stipule que les Puissances investies du mandat médiateur « demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix ».

Il y a là un ensemble de mesures dont l'économie a paru heureusement appropriée au maintien ou au prompt rétablissement des relations pacifiques entre les États.

Il a été expressément reconnu, à la demande de M. d'Ornellas Vas concellos, que l'article 7 concernant les effets de la médiation est applicable à la médiation spéciale prévue par l'article 8.

Il a été constaté d'autre part, sur les observations faites par l'auteur de ce Rapport, que des États peuvent se trouver, pour des conflits d'une certaine nature, dans une situation particulière au point de vue du choix des médiateurs et des arbitres. C'est le cas pour la Belgique dans ses rapports avec les Puissances garantes, en ce qui concerne les conflits qui mettraient en cause son indépendance, son territoire, sa neutralité ainsi que les autres stipulations du Traité du 15 avril 1839.

M. Miyatovitch a demandé acte de la déclaration suivante : « Au nom du Gouvernement royal de Serbie, nous avons l'honneur de déclarer que l'adoption par nous du principe des bons offices et de la médiation n'implique pas une reconnaissance du droit pour les États tiers d'user de ces moyens autrement qu'avec la réserve extrême qu'exige la nature délicate de ces démarches.

« Nous n'admettons les bons offices et la médiation qu'à condition de leur conserver pleinement et intégralement leur caractère de conseil purement amical, et nous ne saurions jamais les accepter dans des formes et des circonstances telles qu'elles pourraient leur imprimer le caractère d'une intervention. »

TITRE III. *Des Commissions internationales d'enquête.*

Article 9. — « Dans les litiges d'ordre international n'engageant « ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une diver-
« gence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signa-
« taires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'ac-
« cord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circons-
« tances le permettront, une Commission internationale d'enquête
« chargée de faciliter la solution de ces litiges en éclaircissant, par
« un examen impartial et consciencieux, les questions de fait. »

La question de l'institution des Commissions internationales d'enquête a été considérée par le Comité comme étant d'une grande importance dans l'ordre de la fin poursuivie par la Conférence. Les avantages de l'institution de semblables Commissions ont été particulièrement exposés par M. de Martens.

Les Commissions internationales d'enquête, a fait observer l'éminent délégué de la Russie, ne sont pas une innovation. Elles ont déjà fait la preuve des services qu'elles peuvent rendre quand un conflit éclate entre deux États de bonne foi; par exemple, s'il survient entre eux un incident de frontière, l'opinion s'enflamme d'autant plus que l'incident est plus inattendu et qu'elle est moins renseignée,

car elle ignore l'origine et les vraies causes du conflit. Elle est à la merci des impressions du moment et il y a bien des chances pour que, dans ces conditions, les esprits s'irritent et le conflit s'envenime. C'est pourquoi nous avons voulu prévoir l'éventualité d'une Commission ayant pour objet, d'abord et avant tout, de rechercher et de faire connaître la vérité quant aux causes de l'incident et quant à la matérialité des faits. Tel est le rôle principal de la Commission : elle est nommée pour faire un rapport, et non pour prendre des décisions qui puissent lier les Parties.

Mais tandis qu'elle travaille à établir son rapport, on gagne du temps, et c'est là le second objet que nous avons eu en vue. Les esprits se calment et le conflit cesse d'exister à l'état aigu.

Or, ce double et important résultat pratique ne peut être obtenu qu'à une condition, c'est que les Gouvernements intéressés soient d'accord pour prendre réciproquement l'engagement de nommer ces Commissions, sous réserve, bien entendu, qu'il ne sera pas porté atteinte aux questions vitales ni à l'honneur des Etats en cause.

Le caractère obligatoire donné à l'institution des Commissions d'enquête a été l'objet d'appréhensions dont M. Lammasch, délégué de l'Autriche-Hongrie, s'est fait l'interprète au sein du Comité. Il a proposé, en conséquence, d'attribuer à cet organisme le caractère d'une institution utile, recommandée même, mais demeurant facultative. Cette manière de voir n'a point prévalu d'abord. Le Comité s'est arrêté au principe de l'obligation, accompagné de ce tempérament : « en tant que les circonstances le permettent ».

Il résulte de là que l'article 9, tel que l'avait adopté à l'origine le Comité, renfermait deux ordres de réserves : les unes visant le cas où l'honneur ou bien les intérêts vitaux des Puissances intéressées seraient engagés, les autres laissant en outre à ces mêmes Puissances la faculté d'apprécier si les circonstances permettent l'institution de Commissions internationales d'enquête.

Voici le texte de cet article :

« Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des faits qui peuvent être l'objet d'une constatation locale, et n'engageant d'ailleurs ni l'honneur ni les intérêts vitaux des Puissances intéressées, ces Puissances, pour le cas où elles ne pourraient se mettre d'accord par les voies diplomatiques ordinaires, conviennent de recourir, en tant que les circonstances le permettent, à l'institution de Commissions internationales d'enquête, afin d'éclaircir sur place, par un examen impartial et consciencieux, toutes les questions de fait. »

L'institution des Commissions internationales d'enquête a été vivement combattue au sein de la Commission par la délégation de Roumanie. Elle a été représentée par M. Beldiman comme une innovation contraire à la souveraineté des Etats et comme offrant de multiples dangers, surtout avec le caractère obligatoire — en tendance du moins — que l'on pourrait y attacher.

La délégation de Serbie, sans se montrer hostile à l'institution elle-même, a signalé à son tour les inconvénients que ces Commissions peuvent présenter comme organisme étranger à certains égards, fon-

tionnant sur le territoire national, et comme source d'une inégalité de traitement entre les grands et les petits États.

La délégation de Grèce a formulé à son tour des réserves, en exprimant l'espoir d'arriver à une entente désirée de tous.

La délégation de Bulgarie, sans admettre que les Commissions internationales d'enquête fussent une innovation, a exprimé l'avis que ces Commissions devaient avoir un caractère plus facultatif.

M. Rolin, délégué du Siam, a fait au nom de son Gouvernement, touchant la portée des engagements que ce dernier entend assumer en matière de Commissions internationales d'enquête une déclaration concluant en ces termes :

« Nous estimons que l'arbitrage devra normalement faire suite à l'enquête, à défaut d'entente immédiate.

« C'est dans cette conviction que nous venons déclarer que le Gouvernement siamois sera sans doute amené à considérer l'accord en vue d'un arbitrage éventuel ou, en d'autres termes, la conclusion préalable d'un compromis, comme la principale circonstance qui lui permettrait de consentir à ce qu'une Commission internationale d'enquête vienne s'enquérir de faits litigieux sur son territoire. »

Au cours d'une longue discussion à laquelle ont pris part MM. Beldiman et Veljkovitch, d'une part, MM. de Martens, le chevalier Descamps, S. E. M. Eyschen, MM. Zorn, Asser et Stancioff, d'autre part, la suppression des articles 9 à 13 a été demandée par les premiers.

S. E. M. Eyschen a proposé de son côté d'ajouter aux garanties renfermées dans ces articles des garanties nouvelles, analogues à celles qui existent pour la procédure arbitrale.

Ces diverses propositions ont été renvoyées à l'examen du Comité. Celui-ci a adopté une rédaction nouvelle de l'article 9, ainsi conçu :

« Dans les litiges d'ordre international provenant d'une divergence d'appréciation sur des faits, les Puissances signataires jugent utile, pour faciliter la solution de ces litiges, que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques, instituent des Commissions internationales d'enquête afin d'éclaircir par un examen impartial et consciencieux toutes les questions de fait. »

Le Comité a pensé que le caractère facultatif donné par cet article aux Commissions d'enquête rendait inutiles les réserves contenues dans le texte antérieur.

Il a estimé en outre que ces termes : « qui peuvent être l'objet d'une constatation locale », appliqués aux faits dont sont appelés à s'occuper les Commissions d'enquête, n'étaient ni rigoureusement exacts ni toujours applicables. A la demande de M. Asser, il en a proposé la suppression, ainsi que celle des mots « sur place » à la fin de l'article.

Dans une séance de la Commission tenue à la suite de la réunion du Comité, les délégations de Serbie et de Grèce se déclarèrent prêtes à adhérer aux dispositions proposées par le Comité.

La délégation de Roumanie proposa de son côté une nouvelle rédaction de l'article 9 dans les termes suivants :

« Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait, les Puissances signataires jugent utile que les Parties qui n'auraient pu se mettre d'accord par les voies diplomatiques instituent, en tant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait. »

Cet article rétablit dans le texte nouveau, adopté par le Comité, les deux réserves insérées dans le texte primitif. Il substitue les mots « intérêts essentiels », aux mots « intérêts vitaux ».

La Commission s'y est finalement ralliée comme à une formule transactionnelle et de conciliation générale.

Quant à la proposition de Son Exc. M. Eyschen, précisée et développée, elle a été adoptée et forme l'article 10 de la Convention. Nous la reproduisons sous ce dernier article.

Art. 10. — « Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par Convention spéciale entre les Parties en litige.

« La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

« Elle règle la procédure.

« L'enquête a lieu contradictoirement.

« La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même. »

Cet article additionnel, dû à l'initiative de Son Exc. M. Eyschen, a été inspiré par le désir d'établir certaines garanties en ce qui concerne le fonctionnement des Commissions internationales d'enquête. Il a été proposé d'abord à la Commission sous la forme suivante :

« A défaut de stipulations spéciales, la procédure de l'enquête sera déterminée par les principes contenus dans les règles inscrites aux articles 30 et suivants, relatifs à la procédure de l'arbitrage, en tant que ces principes sont applicables à l'institution des Commissions internationales d'enquête. »

A la séance du Comité auquel l'examen de cet article a été renvoyé, S. E. M. Eyschen a résumé comme suit les garanties qu'il importait, selon lui, d'établir :

1° L'acte constituant l'enquête précisera les faits à examiner (articulation des faits);

2° La procédure sera contradictoire (la partie adverse doit être mise au courant de tous les dires contraires);

3° Il appartient à la Commission d'enquête de déterminer les formes et les délais à observer.

S. E. le comte Nigra a insisté pour que l'on fit mention de la convention spéciale nécessaire — comme pour le compromis en matière d'arbitrage.

Le texte définitif a été en conséquence rédigé comme suit :

« Les Commissions internationales d'enquête sont constituées par convention spéciale entre les Parties en litige.

« La convention d'enquête précise les faits à examiner et l'étendue des pouvoirs des commissaires.

« Elle règle la procédure.

« L'enquête a lieu contradictoirement.

« La forme et les délais à observer, en tant qu'ils ne sont pas fixés par la convention d'enquête, sont déterminés par la Commission elle-même. »

Cette disposition a été votée à l'unanimité par le Comité.

Art. 11. — « Les Commissions internationales d'enquête sont formées, sauf stipulation contraire, de la manière déterminée par l'article 32 de la présente Convention. »

L'article 15 du projet russe indiquait un mode de nomination des membres de la Commission d'enquête semblable au mode prévu par le Code d'arbitrage pour la nomination des membres des tribunaux d'arbitres.

Le Comité a pensé qu'il y avait avantage à renvoyer simplement ici à l'article 32 de la présente Convention, en rappelant que cet article n'est applicable que dans le cas où les Parties n'ont pas adopté de commun accord un autre mode de constitution de la Commission.

M. Holls, délégué des Etats-Unis d'Amérique, a fait ressortir, à ce propos, les inconvénients qu'il peut y avoir à composer la Commission de membres appartenant aux Etats intéressés, en se bornant à les départager par un président neutre. La présence de trois commissaires neutres serait, selon lui, de nature à donner une grande autorité aux résultats du travail de la Commission.

Art. 12. — « Les Puissances en litige s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la plus large mesure qu'Elles jugeront possible, tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question. »

Certaines craintes ont été formulées au sein du Comité à propos de l'article 16 du projet russe, correspondant à l'article 12 du projet du Comité. L'engagement prévu par cet article ne peut, à coup sûr, comprendre l'obligation, pour une Puissance, de fournir des renseignements qui pourraient nuire à sa propre sécurité. Afin de prévenir toute interprétation trop absolue, le Comité a tempéré l'engagement général contenu dans l'article 16 par cette réserve : « dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible ».

Les termes de cette réserve sont empruntés à l'article 81 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890.

Art. 13. — « La Commission internationale d'enquête présente aux Puissances en litige son rapport signé par tous les membres de la Commission. »

Cet article correspond à l'article 17 du projet russe. Il indique nettement la nature du travail qui est du ressort de la Commission. Celle-ci se borne à consigner, dans un rapport signé par tous ses membres, le résultat positif de son enquête sur les faits.

Art. 14. — « Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation. »

Cet article a été adopté d'abord par le Comité comme reproduction de l'article 18 du projet russe, sauf une double modification.

Le recours possible à la médiation a été signalé à côté du recours éventuel à l'arbitrage.

Les mots suivants placés à la fin de l'article : « soit enfin de recourir aux voies de fait admises dans les rapports mutuels entre les nations », ont été supprimés sur la proposition de M. le baron d'Estournelles de Constant. Le Comité avait cru voir dans ces derniers mots une réserve spéciale et explicite du droit de guerre, réserve qu'il paraissait inutile de prévoir dans l'Acte de la Conférence de la Paix. Il résulte des explications données par M. de Martens, que la délégation russe n'a visé que certaines voies de fait compatibles avec l'état de paix et autorisées, avec ce caractère, par le droit des gens. Le Comité a persisté toutefois à considérer comme meilleure la rédaction qu'il avait arrêtée.

Les articles relatifs aux Commissions d'enquête ayant été renvoyés à un nouvel examen du Comité, à la suite de la discussion au sein de la Commission, M. Stancioff a proposé de rédiger comme suit la seconde partie de l'article final de ce Titre : « Le rapport de la Commission internationale d'enquête laisse aux Gouvernements en litige toute faculté, soit de conclure un arrangement amiable sur la base de ce rapport, soit de considérer celui-ci comme non avenu. »

Le Comité a pensé qu'il n'y avait pas lieu de formuler aussi énergiquement une liberté qui n'était pas contestée. Il s'est rallié à la proposition suivante de M. Odier : « Le rapport de la Commission internationale d'enquête, limité à la constatation des faits, n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale. Il laisse aux Puissances en litige une entière liberté pour la suite à donner à cette constatation. »

TITRE IV. — *De l'arbitrage international.*

L'humanité, dans son évolution progressive, tend chaque jour davantage à donner pour assise à sa constitution le respect du droit. La société des nations civilisées reconnaît l'existence de principes et de règles juridiques élevés à la hauteur d'une norme commune : le droit international. Sous l'égide de ce droit, chaque Etat garde son autonomie, conforme à sa première et irréductible tendance à vivre de sa vie propre, selon son génie, sur son territoire, par l'activité de son peuple, au moyen de ses ressources à lui, en vue d'accroître son bien-être moral et matériel et d'assurer en toutes choses sa légitime grandeur. Mais, en même temps, il se reconnaît comme coordonné aux autres Etats dans la communauté internationale.

Plus le droit progresse et pénètre la société des nations, plus l'arbitrage se manifeste comme lié à la structure de cette société.

Principe d'une solution à la fois pacifique et juridique des différends internationaux, il se présente à nous comme un instrument propre à assurer le droit de chacun en sauvegardant l'adignité de tous.

Juridiction volontaire dans son fondement comme dans sa compétence, il se concilie avec les justes exigences de la souveraineté dont il n'est qu'un exercice éclairé. Car, s'il n'est aucun pouvoir supérieur aux États qui puisse leur imposer un juge, rien ne s'oppose à ce qu'ils choisissent de commun accord un arbitre pour régler leurs différends et préfèrent ainsi un mode moins imparfait d'obtenir justice à un mode plus aléatoire et plus onéreux.

CHAPITRE I. — *De la justice arbitrale.*

Art. 15. — « L'arbitrage international a pour objet le règlement de
« litiges entre les États par des juges de leur choix et sur la base du
« respect du droit. »

La justice arbitrale internationale n'aspire pas à supplanter les négociations directes : elle s'applique aux litiges qui n'ont pu être réglés par les voies diplomatiques.

Elle ne supprime pas davantage la médiation : par cela même que celle-ci peut se placer sur le terrain de la conciliation et de la transaction, elle dispose de ressources d'accommodement que l'arbitrage ne possède point.

Dans l'ensemble des moyens pacifiques de résoudre les différends entre États, la justice arbitrale occupe une place distincte et conserve une physionomie propre.

L'article 15 les caractérise nettement.

La justice arbitrale internationale règle, — c'est-à-dire termine définitivement — les litiges internationaux qui lui sont soumis.

Elle règle ces litiges sur la base du respect du droit, conformément aux exigences de la justice.

Elle les règle par l'organe de juges choisis en vertu de l'accord des États eux-mêmes.

Tels sont les traits fondamentaux de la justice arbitrale.

Art. 16. — « Dans les questions d'ordre juridique, et en premier
« lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des con-
« ventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les Puissances
« signataires comme le moyen le plus efficace et en même temps le
« plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les
« voies diplomatiques. »

L'article 16 détermine la nature des questions litigieuses qui sont du ressort propre de la justice arbitrale. Ce sont les questions d'ordre juridique et principalement les questions d'interprétation ou d'application des traités. Il n'est pas difficile de saisir le lien qui rattache l'institution de l'arbitrage à la sauvegarde du principe de la bonne foi dans les conventions internationales.

Dire que l'arbitre est juge et qu'il statue en droit, c'est dire que l'arbitrage ne s'applique pas à toute espèce de différends entre Etats. Les différends dans lesquels les prétentions contradictoires des Parties ne peuvent être formulées juridiquement, échappent, en quelque sorte, par leur nature, à la compétence d'une institution appelée à « dire le droit ». Les conflits d'intérêts, les dissidences d'ordre politique ne relèvent pas, à proprement parler, de l'arbitrage.

Mais, pour les différends qui ont le caractère de contestations de droit et qui n'ont pu être résolus par les voies diplomatiques ordinaires, l'article 16 reconnaît dans l'arbitrage le moyen le plus efficace et le plus équitable d'arriver à une solution pacifique. Le plus efficace, car il tranche définitivement la question en litige. Le plus équitable, car il rend à chacun ce qui lui revient en justice.

L'article 16 ne va pas toutefois au-delà de cette reconnaissance générale. Il n'emporte pas l'engagement positif pour telle Puissance, vis-à-vis de telle autre, de déférer tel litige à la juridiction arbitrale. Sous l'empire de la présente convention, chaque Etat décide souverainement, à ce point de vue, si tel ou tel cas sera soumis à l'arbitrage sous la réserve des obligations qu'il peut avoir contractées par d'autres traités.

Telle est bien la portée de l'article 16.

M. Beldiman a demandé acte de la déclaration suivante : « Le Gouvernement royal de Roumanie, complètement acquis au principe de l'arbitrage facultatif, dont il apprécie toute l'importance dans les relations internationales, n'entend cependant pas prendre, par l'article 15 (article 16 actuel), un engagement d'accepter un arbitrage dans tous les cas qui y sont prévus et il croit devoir formuler des réserves expresses à cet égard.

« Il ne peut donc voter cet article que sous cette réserve. »

Art. 17. — « La convention d'arbitrage est conclue pour des contestations déjà nées ou pour des contestations éventuelles.

« Elle peut concerner tout litige ou seulement les litiges d'une catégorie déterminée. »

L'article 17 ne renferme aucun engagement pour les Puissances, mais il détermine d'une manière utile l'extension que peut comporter la convention d'arbitrage.

La convention d'arbitrage peut être conclue après la naissance d'une ou de plusieurs contestations et pour en assurer le règlement juridique. C'est le compromis proprement dit.

Elle peut concerner aussi des contestations éventuelles, c'est-à-dire prévues simplement comme pouvant surgir dans l'avenir. C'est la stipulation compromissoire.

La validité de pareille stipulation n'est pas admise, en droit national, par toutes les législations positives : la jurisprudence n'est pas fixée partout à ce sujet. Dans le droit international, les doutes ne semblent pas possibles. La stipulation compromissoire ne crée pas ici une institution en concurrence avec les juridictions officielles : elle crée une institution organique de la justice même, dans une sphère où manque cette institution.

La stipulation compromissoire peut être spéciale et viser une ou

plusieurs séries particulières de litiges dans l'ensemble des différends d'ordre juridique entre Etats. L'économie de ce genre de stipulation est remarquable. Les Etats s'efforcent de se protéger contre leurs propres entraînements dans l'avenir, adoptant la voie des solutions pacifiques avant la naissance des litiges et créant dans certaines zones de leurs relations une paix prévoyante appuyée sur un traité.

La stipulation compromissoire peut aussi être générale : elle embrasse alors l'universalité ou du moins la généralité des litiges entre Etats. C'est le traité général d'arbitrage, contrat vraiment organique de la paix juridique, consécration positive de la justice arbitrale comme mode propre, normal, accepté d'avance, de solution des litiges internationaux.

L'état actuel du droit international positif, au point de vue des extensions diverses du contrat d'arbitrage, se caractérise par les traits suivants :

I. Accroissement progressif du nombre des compromis appliquant l'arbitrage à des contestations nées. Le droit conventionnel de l'Angleterre et celui des Etats-Unis d'Amérique nous offrent les cas les plus nombreux de compromis conclus pour de semblables contestations.

II. Multiplication des stipulations compromissoires visant des séries particulières plus ou moins nombreuses de contestations éventuelles. Nous avons essayé de recenser ces stipulations dans un « Relevé général des clauses de médiation et d'arbitrage », fait à la demande de la Troisième Commission de la Conférence. (Annexe E.) La plupart de ces clauses appartiennent au droit conventionnel spécial entre deux Etats. Quelques-unes sont communes à toutes les Puissances ou à un groupe considérable d'entre elles, comme la stipulation compromissoire, contenue dans la convention connue sous le nom d'Union postale universelle.

III Conclusion de certaines conventions étendant la stipulation compromissoire, soit à tous les litiges entre Etats sans exception, soit à l'ensemble de ces litiges, sous une réserve jugée nécessaire à l'égard d'un ordre de contestations que les Etats ne croient pas pouvoir livrer aux éventualités d'un arbitrage.

La déclaration intervenue entre les Pays-Bas et le Portugal en date du 5 juillet 1894 renferme une stipulation compromissoire avec réserve. Elle est conçue en ces termes : « Toutes questions ou tous différends sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente déclaration et de même toute autre question qui pourrait surgir entre les deux pays, pourvu qu'elle ne touche ni à leur indépendance ni à leur autonomie, s'ils ne peuvent être réglés à l'amiable, seront soumis au jugement de deux arbitres dont un sera nommé par chacun des deux gouvernements. En cas de différence d'opinion entre les deux arbitres, ceux-ci désigneront de commun accord un troisième qui décidera. »

Le traité d'arbitrage intervenu entre l'Italie et la République Argentine, à la date du 23 juillet 1898, contient une stipulation compromissoire sans réserve. En voici les termes :

« Article premier. — Les Hautes Parties contractantes se sont obligées à soumettre à un jugement arbitral tous les litiges, quelles qu'en soient la nature et la cause, qui viendraient à surgir entre lesdites

Parties, si l'on n'a pu les régler amiablement par voie diplomatique directe. La clause d'arbitrage s'étend même aux litiges qui peuvent avoir une origine antérieure à la stipulation dudit traité. »

Parmi les stipulations générales d'arbitrage négociées entre Puissances représentées à la Conférence, mais demeurées à l'état de projets, il importe de rappeler le projet adopté par le Conseil fédéral suisse, le 24 juillet 1883, et présenté au Gouvernement des Etats-Unis ; le projet élaboré par la Conférence pan-américaine inaugurée à Washington le 2 octobre 1889 et clôturée le 19 avril 1890 ; le projet de traité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, signé à Washington le 11 avril 1897.

Ces divers Actes ont souvent été rappelés au cours des discussions.

Lors des délibérations sur l'article 17 au sein de la Commission. M. Beldiman a demandé acte de la déclaration suivante : « Le Gouvernement royal de Roumanie déclare qu'il ne peut adhérer à l'article 16 (article 17 actuel) qu'avec la réserve expresse, consignée au procès-verbal, qu'il est décidé à n'accepter, en aucun cas, un arbitrage international, pour des contestations ou litiges antérieurs à la conclusion de la présente convention. »

Article 18. — « La convention d'arbitrage implique l'engagement « de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale. »

Dans l'arbitrage, les Etats en litige défèrent conventionnellement la solution de leurs contestations au jugement d'une ou de plusieurs personnes chargées de « dire le droit » pour les parties en cause.

L'obligation de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale est, dans ces conditions, une obligation positive impliquée dans la convention intervenue. Un arbitrage n'est pas une tentative de conciliation. Le trait caractéristique de l'arbitrage est précisément la soumission commune des Etats à un juge de leur choix, avec l'engagement, qui en découle naturellement, de se conformer loyalement à la sentence. A moins de dispositions spéciales du compromis attachant tel ou tel effet particulier à une sentence arbitrale et sauf usage des voies légitimes de recours, l'inexécution de la décision des arbitres n'est pas plus admissible en droit que la violation des contrats, et cela par la raison qu'elle est précisément la violation d'un contrat.

La rédaction primitive de l'article 18 était celle-ci :

« La convention d'arbitrage renferme l'engagement de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale. » Le mot « implique » substitué au mot « renferme », sur la proposition de M. Rolin, accentue nettement, au point de vue qui nous occupe, le caractère et les conséquences du contrat d'arbitrage.

Article 19. — « Indépendamment des traités généraux ou particuliers qui stipulent actuellement l'obligation du recours à l'arbitrage « pour les Puissances signataires, ces Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue « d'étendre l'arbitrage à tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui « soumettre. »

Cet article remplace les articles 8 à 12 du projet proposé par la délégation russe. Ce projet, admis dans ses éléments principaux, réservait d'abord complètement les questions de droit qui touchent aux intérêts vitaux ou à l'honneur national des Parties en litige.

Quant aux autres questions litigieuses, il en faisait deux parts. L'une, composée de deux séries seulement de litiges nettement spécifiés, était placée sous le régime de l'arbitrage obligatoire. L'autre — et c'était de beaucoup la plus considérable — demeurerait sous l'empire de l'arbitrage facultatif, encore que recommandé.

Dans une note explicative remarquable (Annexe A, II), la délégation russe justifiait de la manière suivante le système présenté par elle :

« Il est hors de doute que, dans la vie internationale, se produisent souvent des différends à la solution desquels l'arbitrage peut être appliqué en tout temps et d'une manière absolue : ce sont les questions qui concernent exclusivement les points spéciaux du droit et qui ne touchent, ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des États. On ne peut pas ne pas souhaiter que, par rapport à ces questions, la Conférence de la Paix pose l'arbitrage comme moyen d'action permanent et obligatoire.

« La reconnaissance de l'obligation de l'arbitrage, ne fût-ce que dans les limites les plus restreintes, affermirait les principes de droit dans les rapports entre les nations, les garantirait contre les infractions et les atteintes, elle neutraliserait, pour ainsi dire, plus ou moins, de vastes domaines du droit international. Pour les États, l'arbitrage obligatoire serait un moyen commode d'écarter les malentendus si nombreux, si gênants, quoique peu graves, qui entravent parfois sans aucune nécessité les relations diplomatiques. Grâce à l'arbitrage obligatoire, les États pourraient faire valoir plus facilement leurs revendications légitimes, et, ce qui est plus important encore, se soustraire plus facilement aux prétentions non justifiées.

« L'arbitrage obligatoire servirait d'une façon inappréciable la cause de la Paix universelle. Bien évidemment, les questions d'ordre secondaire auxquelles est exclusivement applicable ce moyen d'action, constituent très rarement une cause de guerre. Néanmoins, des conflits fréquents entre les États, ne fût-ce que par rapport à des questions d'ordre secondaire, tout en ne constituant pas une menace directe pour le maintien de la paix, altèrent cependant les bons rapports entre les États et créent une atmosphère de méfiance et d'hostilité dans laquelle on peut plus facilement, par un incident quelconque, comme par une étincelle fortuite, éclater une guerre. L'arbitrage obligatoire ayant pour effet de délier les États intéressés de toute responsabilité en ce qui regarde telle ou telle solution à donner au différend surgi entre eux, semble devoir contribuer au maintien de leurs relations amicales, et par là faciliter la solution pacifique des conflits les plus sérieux qui pourraient surgir sur le terrain de leurs intérêts réciproques les plus élevés. »

En même temps qu'ils marquaient ainsi la haute portée de l'arbitrage obligatoire, les auteurs du projet reconnaissaient la nécessité

de déterminer, avec précision et circonspection, la sphère d'application de cet arbitrage.

Dans cette œuvre de détermination, ils s'arrêtaient à deux catégories de questions contentieuses internationales :

1° Les réclamations pécuniaires du chef de dommages illicites. « L'histoire des relations internationales prouve indubitablement que dans la grande majorité des cas, ce sont précisément des demandes pour indemnisation de dommages subis qui ont été l'objet des arbitrages. » « Il va de soi que dans les cas exceptionnels où la question pécuniaire engagée prend un caractère d'importance de premier ordre au point de vue des intérêts de l'État, par exemple dans le cas où il s'agit d'une faillite d'un État, chaque Puissance, invoquant l'honneur national ou ses intérêts vitaux, aura la possibilité de décliner l'arbitrage comme moyen de solution du conflit. »

2° L'interprétation ou l'application de certaines conventions internationales qui n'ont pas un caractère politique, et surtout des traités connus sous la dénomination d'Unions universelles.

« Alors que les autres traités ne sont, en règle générale, que des compromis factices d'intérêts opposés, les traités à caractère universel expriment toujours et nécessairement la concordance d'intérêts identiques et communs. C'est pourquoi sur le terrain de ces traités ne se produisent jamais et ne peuvent pas se produire des conflits sérieux et inextricables, des conflits ayant un caractère national, et dans lesquels les intérêts s'excluent réciproquement. Pour ce qui est des malentendus passagers. — concernant leur interprétation, chaque État confiera volontiers leur solution à un tribunal d'arbitrage, attendu que toutes les Puissances ont un égal intérêt à ce que les traités en question restent inviolables, comme servant de base au système étendu et complexe des institutions et mesures d'ordre international, qui sont le seul moyen de donner satisfaction à des besoins essentiels et permanents.

« Il faut remarquer que le premier essai d'introduction de l'arbitrage obligatoire dans la pratique internationale a été fait précisément par un traité à caractère universel, celui relatif à l'Union postale de 1874 : l'article 16 de ce traité institue l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous les différends surgissant par rapport à l'interprétation et à l'application du traité dont il s'agit.

« La Conférence de La Haye semblerait donc parfaitement fondée à étendre la disposition de l'article 16 du traité de Berne à tous les traités à caractère universel, entièrement analogues à celui-ci. »

Le système général proposé par la délégation russe ayant été approuvé par le Comité, celui-ci s'est livré à l'examen détaillé de l'article 10 de l'avant-projet présente par cette délégation.

En ce qui concerne les réclamations pécuniaires, le Comité a examiné le point de savoir s'il ne convenait pas de limiter la règle de l'arbitrage obligatoire, soit aux demandes ne dépassant pas un certain chiffre d'indemnité, — disposition que l'on retrouve dans le projet de traité anglo-américain, — soit aux cas où le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties. Cette dernière garantie a été provisoirement adoptée.

En ce qui regarde les conventions dont l'interprétation ou l'application seraient éventuellement, soumises à l'arbitrage obligatoire, le Comité n'a pu réunir l'unanimité des voix pour le maintien des conventions monétaires et des conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques. Ces pactes ont, en conséquence, été provisoirement écartés. Les traités relatifs à la procédure civile et à l'assistance gratuite réciproque des malades indigents ont été ajoutés à la liste primitive. Les traités de commerce et la Convention de Genève, dont l'adjonction avait également été proposée, ont eu un sort moins favorable. Les autres traités primitivement mentionnés ont été maintenus.

Voici le texte de l'article 10 amendé :

« L'arbitrage est obligatoire entre les Hautes Parties contractantes dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux ni à l'honneur national des Etats en litige :

I. En cas de contestations concernant l'interprétation ou l'application des conventions énumérées ci-dessous :

1. Conventions postales, télégraphiques et téléphoniques;
2. Conventions concernant la protection des câbles sous-marins;
3. Conventions concernant les chemins de fer;
4. Conventions et règlements concernant les moyens de prévenir les collisions de navires en mer;
5. Conventions concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques;
6. Conventions concernant la protection de la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique et de commerce et nom commercial);
7. Conventions concernant le système des poids et mesures;
8. Conventions concernant l'assistance gratuite réciproque des malades indigents;
9. Conventions sanitaires, conventions concernant les épizooties, le phylloxéra et autres fléaux similaires;
10. Conventions concernant la procédure civile;
11. Conventions d'extradition;
12. Conventions de délimitation en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

II. En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties. »

L'ensemble des articles 8 à 12 du projet de la délégation russe a été adopté dans ces conditions, en première lecture, sauf rédaction définitive. A la seconde lecture, une demande de suppression de l'article 10 a été formulée par M. le Dr Zorn, délégué de l'Allemagne, lequel a déclaré que son gouvernement, sans vouloir modifier les conventions qui consacrent présentement l'arbitrage obligatoire, ne considère pas que l'expérience soit, à l'heure actuelle, suffisante pour donner un développement plus général et immédiat à ces conventions. Il a ajouté qu'une introduction trop rapide de l'arbitrage obligatoire dans le droit international pourrait offrir plus de dangers que d'avantages au point de vue de la paix entre les Etats. Une nouvelle proposition

russe tendant à consacrer l'arbitrage obligatoire pour quelques cas seulement, à l'égard desquels l'accord était constaté par l'existence de conventions antérieures, et à recommander spécialement le recours à l'arbitrage pour les autres cas mentionnés dans la liste précédemment adoptée, a soulevé des objections de divers ordres et n'a pu rallier l'adhésion générale. Dans cette situation, et sans engager définitivement leur opinion, les membres du Comité ont estimé qu'il y avait lieu d'adopter, au lieu des articles 8 à 12 du projet russe, un article unique contenant une double disposition.

La première rappelle les traités généraux et les traités particuliers qui stipulent dès maintenant l'obligation du recours à l'arbitrage pour les Puissances signataires.

La seconde est une déclaration par laquelle les Puissances se réservent de conclure, soit avant la ratification du présent Acte, soit postérieurement, des accords nouveaux, généraux ou particuliers, en vue d'étendre l'arbitrage obligatoire à tous les cas qu'Elles jugeront possible de lui soumettre. Il importe, en effet, d'observer que si l'entente n'a pu s'établir quant à une extension considérable de la sphère de l'arbitrage obligatoire, toutes les Puissances gardent la plus grande latitude pour réaliser leurs intentions dans cet ordre, non seulement par voie de traités particuliers entre deux Etats, mais par voie de conventions aussi généralisées que possible. L'avenir demeure donc largement ouvert à la réalisation de tous les progrès dans cette voie. Réalisation toute facultative d'ailleurs, ainsi qu'il a été déclaré sur les observations de MM. Beldiman et Veljkovitch.

Tous les membres du Comité ont été d'accord pour reconnaître au vote émis dans ces circonstances le caractère d'un vote de transaction, inspiré par le désir de rallier l'unanimité des suffrages pour les propositions à présenter à la Commission.

CHAPITRE II. — *De la Cour permanente d'arbitrage.*

Il n'est point de projet qui ait été accueilli avec plus de sympathie que celui de l'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage. La proposition faite à cet effet par Son Exc. sir Julian Pauncefote a brillé au début de nos séances.

Rappeler ici cette mémorable et féconde initiative, c'est accomplir un devoir de justice et marquer en même temps l'orientation générale de tous nos travaux dans cet ordre.

Dans la séance du 26 mai 1899, S. E. sir Julian Pauncefote s'est exprimé en ces termes :

« M. le Président, permettez-moi de vous demander si, avant d'entrer plus loin en matière, il ne serait pas utile et opportun de sonder la Commission au sujet de la question la plus importante, selon moi, c'est-à-dire l'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage international, que vous avez touchée dans votre discours.

« On a fait beaucoup de codes d'arbitrage et de règlements de procédure, mais la procédure a été réglée jusqu'à présent par les arbitres ou par les traités généraux ou spéciaux.

« Or, il me semble que de nouveaux codes et règlements d'arbitrage, quel que soit leur mérite, n'avancent pas beaucoup la grande cause qui nous rassemble.

« Si l'on veut faire un pas en avant, je suis d'avis qu'il est absolument nécessaire d'organiser un Tribunal International permanent qui puisse se réunir immédiatement à la requête des nations contestantes. Ce principe établi, je crois que nous n'aurons pas beaucoup de difficulté à nous entendre sur les détails. La nécessité d'un pareil tribunal et les avantages qu'il offrirait, ainsi que l'encouragement et même l'élan qu'il donnerait à la cause de l'arbitrage, ont été démontrés avec autant d'éloquence que de force et de clarté par notre collègue distingué M. Descamps, dans son intéressant « Essai sur l'arbitrage », dont un extrait se trouve parmi les Actes et Documents si gracieusement fournis à la Conférence par le Gouvernement Néerlandais. Il ne me reste donc plus rien à dire à ce sujet et je vous serais reconnaissant, M. le Président, si, avant de procéder plus loin, vous consentiez à recueillir les idées et les sentiments de la Commission sur la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre touchant l'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage international. »

M. le premier délégué de la Grande-Bretagne avait donné à l'institution dont il proposait l'organisation, le nom de « Tribunal permanent d'arbitrage ».

M. le Dr Zorn a suggéré l'adoption du terme de « Cour des arbitres ». Le Comité a admis définitivement l'expression de « Cour permanente d'arbitrage ». L'expression de « Cour arbitrale » avait semblé un moment devoir être réservée pour désigner les membres de la Cour fonctionnant comme arbitres dans les divers cas où ils sont appelés à juger. Le terme de « Tribunal arbitral » a été admis finalement comme étant déjà consacré par la pratique et comme de nature à être plus facilement accepté par toutes les Puissances.

L'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage répond aux aspirations les plus profondes des peuples civilisés, aux progrès réalisés dans les relations des Etats, au développement moderne du contentieux international, au besoin qui pousse les nations de nos jours à rechercher une justice plus accessible dans une paix moins précaire. Cette grande institution peut être un puissant auxiliaire pour l'affermissement du sentiment du droit dans le monde.

L'organisation de la Cour ne présente pas d'obstacles insurmontables, à la condition que l'on se pénétre de ce principe que la communauté internationale est une société de coordination et non de subordination, et que l'on conserve en conséquence au nouvel organe de justice internationale le caractère « d'un tribunal libre au sein des Etats indépendants ».

Le projet élaboré par la Conférence interparlementaire de Bruxelles s'efforçait de répondre à cette exigence fondamentale.

Les projets déposés à la Conférence de La Haye par les délégués de trois grands Etats ont, par des chemins divers, poursuivi la réalisation du même but.

Le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefoot a été, de l'assentiment gracieux des auteurs des projets russe et américain, pris comme base du travail d'élaboration auquel s'est livré le Comité.

Les traits fondamentaux du projet anglais (Annexe B) sont les suivants :

I. Désignation par chacune des Puissances signataires d'un nombre égal d'arbitres inscrits sur une liste générale au titre de membres de la Cour.

II. Libre choix, fait dans cette liste, des arbitres appelés à former le tribunal en exercice dans les divers cas de recours à l'arbitrage.

III. Institution à La Haye d'un Bureau international servant de greffe à la Cour et pourvoyant aux services administratifs.

IV. Institution d'un Conseil permanent d'administration et de haut contrôle, composé des représentants diplomatiques des Puissances accréditées à La Haye, sous la présidence de M. le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

Le projet formulé par la délégation russe (Annexe A, III) reposait sur les bases que voici :

I. Désignation par la présente Conférence, pour le terme qui s'écoulera jusqu'à la réunion d'une nouvelle Conférence, de cinq Puissances, afin que chacune d'Elles, en cas de demande d'arbitrage, nomme un juge, soit parmi ses ressortissants, soit en dehors d'eux.

II. Institution à La Haye d'un Bureau permanent avec la mission d'aviser éventuellement les cinq Puissances des requêtes à fin d'arbitrage qui lui sont adressées.

Le projet Américain (*Annexe C. II.*) se distinguait des autres projets principalement par les caractères suivants :

I. Nomination par la plus haute Cour de justice de chaque Etat d'un membre du Tribunal international.

II. Organisation du Tribunal aussitôt que l'adhésion de neuf Puissances sera assurée.

III. Composition de la juridiction appelée à siéger dans chaque cas particulier, d'après les conventions à intervenir entre les Etats en litige. Ces conventions peuvent appeler à siéger tous les membres du Tribunal ou quelques-uns en nombre impair, au moins trois membres. Lorsque la Cour ne comprend que trois juges, aucun d'eux ne peut être originaire, sujet ou citoyen des Etats dont les intérêts sont en cause.

IV. Droit des Etats, dans certains cas déterminés et dans certain délai, à une seconde audition de la cause devant les mêmes juges.

La discussion générale sur l'institution d'une Cour permanente d'arbitrage a pris au sein du Comité un caractère d'exceptionnelle importance.

La Délégation française, estimant qu'il existait entre les divers projets que nous venons d'analyser une communauté de principes et de vues pouvant servir de base aux discussions de la Conférence, a déclaré qu'elle ne croyait pas nécessaire de déposer à son tour un projet particulier. Mais sous la double garantie de la liberté du recours au Tribunal permanent et de la liberté du choix des arbitres, elle n'a pas hésité à donner, dès le début, son adhésion à l'institution nouvelle.

« Sous cette double garantie, a dit M. Léon Bourgeois, nous n'hésitons pas à appuyer l'idée d'une institution permanente accessible en tout temps et chargée d'appliquer les règles et de suivre la procédure établies entre les Puissances représentées à la Conférence de La Haye.

« Nous acceptons donc qu'un Bureau international soit établi pour assurer d'une façon continue les services du greffe, du secrétariat, et des archives de la juridiction arbitrale: nous croyons tout à fait utile la continuité de ces services. non seulement pour maintenir un point commun de correspondance entre les nations et pour rendre plus certaines l'unité de la procédure, et plus tard, celle de la jurisprudence, mais encore pour rappeler incessamment à l'esprit de tous les peuples, par un signe apparent et respecté, l'idée supérieure de droit et d'humanité dont l'invitation de S. M. l'Empereur de Russie permet aux Etats civilisés de poursuivre en commun la réalisation.

« La délégation française estime même qu'il est possible d'attribuer à cette institution permanente un rôle plus efficace. Elle pense que ce Bureau pourrait être investi d'un mandat international, nettement limité, lui donnant un pouvoir d'initiative propre à faciliter dans bien des cas le recours des Puissances à l'arbitrage.

« Au cas où s'élèverait entre deux ou plusieurs des Etats signataires une des difficultés prévues par la Convention comme pouvant être l'objet d'un recours à l'arbitrage, le bureau permanent aurait mandat de rappeler aux parties en litige les articles de la Convention visant cet objet et la faculté, ou l'obligation, par elle consentie, de recourir en ce cas à l'arbitrage: il s'offrirait en conséquence à servir d'intermédiaire entre elles pour mettre en mouvement la procédure d'arbitrage et leur ouvrir l'accès de la juridiction.

« C'est souvent une préoccupation légitime, un sentiment de l'ordre le plus élevé qui, précisément, empêchent deux nations de recourir aux voies de l'arrangement pacifique. Dans l'état actuel de l'opinion, celui des deux Gouvernements qui, le premier, demande l'arbitrage, craint de voir son initiative considérée dans son pays même comme un acte de faiblesse et non comme le témoignage de sa confiance dans son bon droit.

« En donnant au Bureau permanent un devoir particulier d'initiative, on préviendrait, croyons-nous, cette appréhension. C'est en prévision d'un scrupule analogue que, dans des cas cependant plus graves et plus généraux, la Troisième Commission n'a pas hésité à reconnaître aux neutres le droit *d'offrir* leur médiation, et pour les encourager à l'exercice de ce droit, elle a déclaré que leur intervention ne pourrait être considérée comme ayant un caractère non amical. A plus forte raison, dans les cas spéciaux ouverts par la présente Convention à la procédure d'arbitrage, il est possible de donner au Bureau permanent un mandat précis d'initiative. Il sera chargé de rappeler aux parties les articles de la Convention internationale qui lui sembleront avoir prévu le conflit qui les divise, et leur demandera, en conséquence, si elles consentent à recourir, dans les conditions prévues par elles-mêmes, à la procédure arbitrale, c'est-à-dire simplement à l'exécution de leurs propres engagements. A une question ainsi posée la réponse sera facile et le scrupule de dignité, qui eût peut-être empêché tout recours, disparaîtra. Pour mettre en

action une de ces puissantes machines par où la science moderne transforme le monde, il suffit de poser un doigt sur un point de contact : mais encore faut-il que quelqu'un soit chargé de faire ce simple mouvement.

« La délégation française estime que l'institution à laquelle serait confié ce mandat international aurait à jouer dans l'histoire un rôle noblement utile. »

L'idée émise d'abord en ces termes par la délégation française a pris, dans la suite, la forme d'une proposition et elle est devenue l'article 27 de la présente Convention.

La discussion générale s'est ouverte par un discours du rapporteur qui a signalé l'importance capitale de la présentation par trois grandes Puissances de projets concernant l'établissement d'un Tribunal permanent d'arbitrage. Il a rappelé les antécédents qui se rapprochent le plus de la proposition actuelle. Il a insisté sur la nécessité de développer et de consolider les institutions organiques de la Paix.

Sur les réserves faites par M. le Dr Zorn, délégué de l'Allemagne, en ce qui concerne l'institution éventuelle d'un Tribunal permanent d'arbitrage — institution considérée comme prématurée et comme s'écartant trop de la base initiale de nos travaux — M. Asser, délégué des Pays-Bas, a fait ressortir que les expériences concernant l'arbitrage occasionnel étaient faites, et que celles qui restent à faire concernent précisément le projet en discussion.

S. E. le comte Nigra a, de son côté, fait particulièrement ressortir les dangers qu'il y aurait à refuser de résoudre une question qui intéresse à un si haut degré l'humanité tout entière. « L'impatience avec laquelle sont attendus, dans l'opinion publique, les résultats de nos travaux est devenue si grande qu'il serait dangereux de renoncer à l'acceptation d'un Tribunal d'arbitrage. Si la Conférence opposait à cette impatience un « non possumus » ou des satisfactions insuffisantes, la déception serait vive. La Conférence encourrait, dans ce cas, une grave responsabilité vis-à-vis de l'histoire, vis-à-vis des populations et de S. M. l'Empereur de Russie lui-même. »

Appuyant les observations faites par Son Exc. le Comte Nigra, M. Odier, délégué de la Confédération Helvétique, a constaté qu'il s'est éveillé dans le monde plus qu'une espérance : une attente ; et l'opinion populaire a la conviction surtout en matière d'arbitrage, que des résultats importants sortiront des délibérations de la Conférence. Nul ne peut nier, en effet, que nous ne soyons maîtres de faire, en ce moment, un pas nouveau et décisif dans la voie du progrès. Allons-nous reculer ou réduire à des proportions insignifiantes la portée de l'innovation qu'on attend de nous ? Nous souleverions un désappointement universel dont la responsabilité pèserait lourdement sur nous et sur nos gouvernements. L'innovation sérieuse que nous pouvons apporter à l'humanité, c'est la constitution d'un corps permanent qui rende manifeste aux yeux du monde, tangible, pour ainsi dire, le progrès réalisé. »

M. Lammasch, délégué de l'Autriche-Hongrie, sans pouvoir déclarer que son Gouvernement fût prêt à se rallier à l'institution d'un

Tribunal permanent, a considéré le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote comme pouvant servir de base à une discussion préparatoire.

M. de Martens a particulièrement mis en relief le caractère libre du Tribunal permanent d'arbitrage et les intentions du Gouvernement russe en formulant ses premières propositions concernant l'arbitrage.

S. E. Sir Julian Pauncefote a constaté à son tour que le projet déposé par lui sauvegardait entièrement et expressément la liberté des Parties.

M. Holls, après avoir rappelé qu'aucun pays ne s'était prononcé avec plus d'énergie que les Etats-Unis en faveur de l'initiative de S. M. l'Empereur de Russie, a insisté sur la nécessité d'instituer le Tribunal permanent, non seulement au point de vue élevé des intérêts de l'humanité, mais au point de vue pratique et expérimental. Il a constaté que l'opinion était inquiète. Il a estimé, qu'au point de vue positif, nous n'aurions rien fait si nous nous séparions sans avoir institué un Tribunal permanent d'arbitrage.

Art. 20. — « Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser une Cour permanente d'arbitrage, accessible en tout temps et fonctionnant, sauf stipulation contraire des Parties, conformément aux Règles de procédure insérées dans la présente Convention. »

L'article 20 du projet proposé par le Comité est la reproduction, sauf quelques points de détail, de l'article premier du projet anglais concernant le Tribunal permanent d'arbitrage.

Cet article détermine nettement le but général de l'institution de la Cour : « faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux qui n'ont pu être réglés par la voie diplomatique ».

Il renferme l'engagement pris par les Puissances signataires d'organiser la Cour permanente d'arbitrage.

Il indique les règles générales de procédure suivant lesquelles fonctionnera la nouvelle institution : ce sont les règles insérées dans la présente Convention au chapitre de la Procédure arbitrale, en tant qu'elles se concilient avec l'organisation de la Cour telle qu'elle est déterminée par les articles 20 à 30, et sauf le droit des Parties de convenir entre elles d'autres règles.

Art. 21. — « La Cour permanente sera compétente pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les Parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale. »

Cet article a été proposé par la délégation russe en vue de préciser nettement un double point : la compétence générale de la Cour pour tout cas d'arbitrage, soit obligatoire, soit facultatif ; la liberté gardée pour les Puissances de constituer des juridictions spéciales distinctes de la Cour.

Cette disposition est, en quelque sorte, la traduction en règle du

droit des gens, de la maxime fondamentale que nous avons déjà rappelée : « Un tribunal libre au sein des Etats indépendants. »

M. le comte de Macedo a suggéré, à ce propos, l'adoption d'une disposition déclarant que « les Puissances signataires sont d'accord pour préférer la juridiction de la Cour permanente d'arbitrage à toute autre juridiction spéciale, toutes les fois que les circonstances le permettront ». Cette disposition a été très favorablement accueillie. Si elle n'a pas été insérée dans la Convention, c'est, d'une part parce que l'on a voulu éviter une action trop directe sur la liberté des Etats, d'autre part, parce que l'on a pensé que la consécration, par l'article 21, de la compétence générale de la Cour indique suffisamment le vœu des Puissances.

Sans partager complètement cette opinion, M. le Comte de Macedo a déclaré ne pas insister sur sa proposition.

Art. 22. — « Un Bureau international établi à La Haye sert de « greffe à la Cour.

« Ce bureau est l'intermédiaire des communications relatives aux « réunions de celle-ci.

« Il a la garde des archives et la gestion de toutes les affaires administratives.

« Les Puissances signataires s'engagent à communiquer au Bureau « international de La Haye, une copie certifiée conforme de toute stipulation d'arbitrage intervenue entre Elles et de toute sentence « arbitrale les concernant et rendue par des juridictions spéciales.

« Elles s'engagent à communiquer de même au Bureau, les lois, « règlements et documents constatant éventuellement l'exécution des « sentences rendues par la Cour. »

Cet article correspond à l'article 2 du projet anglais et en est encore, en grande partie, la reproduction.

Le nom de « Bureau international » a été substitué à celui de « Bureau central », à la demande du Rapporteur.

La proposition de fonder à La Haye un Bureau international appelé à servir de greffe à la Cour permanente d'arbitrage, a été accueillie avec la plus vive sympathie.

Le Comité a estimé qu'il était possible de centraliser à La Haye, comme dans un riche dépôt, les documents les plus importants concernant le fonctionnement de toutes les juridictions arbitrales, générales ou spéciales.

Deux dispositions proposées par MM. Asser, délégué des Pays-Bas, et de Martens, délégué de la Russie, — et formant les deux derniers paragraphes de l'article 22, — ont été adoptées dans ce but par le Comité.

Les archives du Bureau international de La Haye, ainsi développées, présenteront la plus haute importance et la plus grande utilité.

M. Rolin a demandé que les mots « certifiée conforme » fussent ajoutés au mot « copie » du paragraphe 4. Cette proposition a été accueillie.

La délégation américaine a insisté pour obtenir des mesures larges dans l'ordre de la communication, sous toutes ses formes, des pièces

dont le greffe de la Cour a le dépôt et la garde. Le Comité a estimé qu'il y avait lieu de tenir compte, avant tout, dans l'espèce, des droits des Etats intéressés. Dans ces limites, il a pensé que les dispositions générales de l'article 22 et les règlements à porter en vertu de ces dispositions, permettraient de donner toute satisfaction légitime au désir exprimé par la délégation américaine.

Art. 23. — « Chaque Puissance signataire désignera, dans les trois
« mois qui suivront la ratification par Elle du présent Acte, quatre
« personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions
« de droit international, jouissant de la plus haute considération
« morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres.

« Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de mem-
« bres de la Cour, sur une liste qui sera notifiée à toutes les Puis-
« sances signataires par les soins du Bureau.

« Toute modification à la liste des arbitres est portée, par les soins
« du Bureau, à la connaissance des Puissances signataires.

« Deux ou plusieurs Puissances peuvent s'entendre pour la dési-
« gnation en commun d'un ou de plusieurs membres.

« La même personne peut être désignée par des Puissances diffé-
« rentes.

« Les membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans.
« Leur mandat peut être renouvelé.

« En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est
« pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomi-
« nation. »

La disposition fondamentale de cet article répond encore exactement à la proposition consignée dans l'article 3 du projet de Son Exc. sir Julian Pauncefoot. Chaque Puissance désigne un nombre égal d'arbitres et les personnes ainsi désignées sont inscrites, au titre de membres de la Cour, sur une liste générale.

Voici les modifications adoptées par le Comité :

Dans le projet primitif, chaque Etat désignait deux arbitres. Sur la proposition de M. le Dr Zorn, délégué de l'Allemagne, ce nombre a été porté à quatre. Il sera plus facile, dans ces conditions, aux Etats qui le désireront, de diversifier la compétence des membres de leur délégation arbitrale.

L'extension du nombre des arbitres à désigner par les Etats a cependant été regrettée par beaucoup de membres qui ont signalé les inconvénients pratiques de cette disposition à de multiples points de vue. M. le Comte de Macedo a même pris l'initiative d'un retour au chiffre initial. Le nombre de quatre arbitres a été finalement accepté à titre transactionnel de conciliation.

Le projet primitif ne fixait pas de limite précise à la durée du mandat des arbitres. Le Comité a cru qu'il y avait lieu d'adopter le terme de six ans, en stipulant que le mandat peut être renouvelé.

Il est admis que deux Puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun d'un ou de plusieurs membres de la Cour et que la même personne peut être désignée par des Puissances différentes.

Ces dispositions, proposées par le rapporteur, sont empruntées au Projet de la Conférence interparlementaire de Bruxelles.

En cas de décès ou de retraite d'un membre de la Cour, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. Il a été entendu que le mot « retraite » est pris dans un sens large pour indiquer toutes les éventualités qui peuvent se présenter.

M. Stancioff a tenu à constater qu'aucune restriction n'est apportée, du chef de la nationalité, à la liberté des Puissances concernant le choix des arbitres.

Art. 24. — « Lorsque les Puissances signataires veulent s'adresser « à la Cour permanente pour le règlement d'un différend survenu « entre Elles, le choix des arbitres appelés à former le Tribunal com- « pétent pour statuer sur ce différend, doit être fait dans la liste gé- « nérale des membres de la Cour.

« A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord immé- « diat des Parties, il est procédé de la manière suivante :

« Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent « ensemble un surarbitre.

« En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à « une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

« Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une « Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par « les Puissances ainsi désignées.

« Le Tribunal étant ainsi composé, les Parties notifient au Bureau « leur décision de s'adresser à la Cour et les noms des arbitres.

« Le Tribunal arbitral se réunit à la date fixée par les Parties.

« Les membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions et en « dehors de leur pays, jouissent des privilèges et immunités diplo- « matiques. »

Cet article correspond au premier alinéa de l'article 4 du projet de Son Exc. sir Julian Pauncefoot. Il modifie un peu la procédure adoptée par ce projet pour arriver à saisir la Cour de la contestation qui lui sera soumise. D'après le projet primitif, les Puissances qui désiraient avoir recours au tribunal, notifiaient leur intention au secrétaire du Bureau international. Le secrétaire leur transmettait la liste des membres de la Cour, et les Puissances procédaient ensuite à la formation du tribunal arbitral appelé à statuer.

Il a paru préférable d'adopter les règles suivantes :

Toute modification à la liste des membres de la Cour est portée, par les soins du Bureau à la connaissance des Puissances, l'article 23, § 3 a pourvu à cette exigence.

C'est dans la liste générale, ainsi tenue à jour, que doit se faire le choix des arbitres, lorsque les Puissances veulent s'adresser à la Cour pour le règlement d'un différend survenu entre elles.

Le tribunal arbitral peut être constitué d'emblée par l'accord des Parties. Dans ce cas, point de difficulté.

Mais il est fort important de prévoir le cas où pareille entente n'intervient pas. et de déterminer, pour cette éventualité, un mode facile et sûr de formation de tribunal arbitral.

Une première règle paraît naturellement indiquée : c'est la nomination par chaque partie d'un nombre égal d'arbitres et la désigna-

tion, par l'ensemble de ces derniers, d'un surarbitre dont la fonction est capitale dans les cas de partage qui sont en perspective.

Cette règle est bonne, mais incomplète, car elle ne prévoit pas le cas où l'accord ne s'établit point quant au choix direct du surarbitre. De là, l'importance d'une seconde règle complémentaire de la première, substituant au choix direct le choix confié à une Puissance tierce désignée de commun accord.

Cette règle est encore excellente, mais elle peut être à son tour insuffisante. Elle le devient chaque fois que les Parties ne peuvent s'accorder sur le choix unique de la Puissance tierce. De là, la nécessité d'une troisième règle d'un caractère subsidiaire à son tour.

M. Lammasch a proposé de confier aux chefs des États neutres le choix du surarbitre.

Le Comité a été d'accord avec la délégation russe pour admettre que la mesure la plus pratique à adopter ici est la désignation par chaque Partie intéressée d'une Puissance différente, avec délégation aux Puissances ainsi désignées du pouvoir de nommer de concert le surarbitre.

Ce procédé correspond, dans l'ordre de l'arbitrage, au procédé adopté pour la médiation spéciale, sur la proposition de M. Holls. Sans être théoriquement parfait, il semble de nature à répondre à toutes les éventualités qu'il convient pratiquement de prévoir.

Ces règles sont les mêmes que celles que nous retrouverons dans le chapitre de la procédure arbitrale.

M. le baron de Bildt a proposé d'accorder aux Puissances un certain droit de récusation éventuel en ce qui concerne le surarbitre nommé par les arbitres qui ont été désignés en première ligne. Il a déposé dans ce but l'amendement suivant :

« Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

« Leur choix devra cependant être soumis à l'approbation des Parties, qui ont, l'une aussi bien que l'autre, le droit de le récuser sans en donner les motifs. »

« Dans ce dernier cas, ou en cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. »

La consécration positive de ce système a paru de nature à présenter des inconvénients. Elle n'a pas été jugée nécessaire par le Comité pour sauvegarder en pratique le droit des Parties en litige.

MM. Asser et Holls ont cependant insisté sur ce point que, jusqu'à la constitution du Tribunal, les arbitres doivent être considérés comme les mandataires de leurs Gouvernements respectifs. M. le baron de Bildt s'est rallié de son côté à cette interprétation.

La proposition d'accorder aux membres de la Cour, dans l'exercice de leurs fonctions, la jouissance des privilèges et immunités diplomatiques, a été considérée comme une heureuse adjonction au projet primitif. Elle met en relief la haute situation des membres de la Cour et ne peut que contribuer à relever le prestige qui doit les entourer.

M. le comte de Grellie Rogier, délégué de la Belgique, appuyé par

M. le Jonkheer van Karnebeek, a demandé que la portée de cette disposition fût nettement précisée. A cet effet il a été déclaré qu'il s'agissait de l'exercice des fonctions effectives d'arbitre, et que la jouissance des privilèges et immunités diplomatiques n'était reconnue aux membres du Tribunal arbitral qu'en dehors de leur pays. Ce dernier point a été visé par le texte.

S. E. sir Julian Pauncefote a estimé que les immunités diplomatiques peuvent être accordées aux arbitres qui, après leur nomination, se rendent au siège de la Cour et qui rentrent ensuite dans leur pays. Ce point a été considéré comme se rattachant aux pratiques de la courtoisie internationale.

Art. 25. — « Le Tribunal arbitral siège d'ordinaire à La Haye.

« Le siège ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le « Tribunal que de l'assentiment des Parties. »

Cet article, qui correspond au paragraphe 2 de l'article 4 du projet de Son Ex. sir Julian Pauncefote, fixe à La Haye le siège ordinaire du Tribunal arbitral et permet à celui-ci de siéger ailleurs avec l'assentiment des Parties en litige. Il autorise même, en cas de force majeure, le Tribunal à procéder à un changement de siège.

Le projet primitif donnait au Tribunal la faculté de changer son siège « selon les circonstances et sa convenance ou celle des Parties en litige ». Il a paru nécessaire de ne pas désintéresser aussi complètement les Parties de la question du changement de siège et d'admettre, dans cet ordre, la règle de leur assentiment.

Cet article a été mis en concordance avec l'article 36, relatif au siège des Tribunaux d'arbitres en général.

Art. 26. — « Le Bureau international de La Haye est autorisé à « mettre ses locaux et son organisation à la disposition des Puissances signataires pour le fonctionnement de toute juridiction spéciale « d'arbitrage.

« La juridiction de la Cour permanente peut être étendue, dans les « conditions prescrites par les Règlements, aux litiges existant entre « les Puissances non signataires ou entre des Puissances signataires « et des Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de « recourir à cette juridiction. »

Le premier alinéa de cet article est nouveau. Il a été proposé par Son Exc. sir Pauncefote et par M. Asser, en vue de permettre aux Puissances qui constitueraient des juridictions spéciales, de profiter, si cela leur agréait, des locaux installés et de l'organisation fonctionnant à La Haye.

Les Puissances non signataires de la présente Convention ne jouiront pas de la même faveur, lorsqu'elles établiront des juridictions particulières. Mais l'accès à la juridiction de la Cour permanente d'arbitrage peut leur être ouvert. Le projet de Son Exc. Sir Julian Pauncefote prévoyait déjà ce cas d'une manière générale. Il a été précisé par un amendement de M. Renault, dans les termes suivants : « La juridiction de la Cour permanente peut être étendue aux contestations entre Puissances non signataires et entre Puissances signa-

taires et entre Puissances non signataires, si les Parties sont convenues de recourir à cette juridiction. »

M. Renault a estimé qu'il conviendrait de laisser, dans cet ordre, au Conseil permanent toute latitude pour établir des tarifs s'il le juge à propos. S. E. le comte Nigra a exprimé l'avis qu'il fallait laisser ouverte aussi large que possible la porte à la juridiction arbitrale.

Art. 27. — « Les Puissances signataires considèrent comme un « devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre « deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour « permanente leur est ouverte.

« En conséquence, elles déclarent que le fait de rappeler aux Parties en conflit les dispositions de la présente Convention, et le Conseil donné dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente ne peuvent être considérés que comme actes de « bons offices. »

Cette disposition est due à l'initiative de la délégation française. Elle a été accueillie avec une sympathie marquée par tous les membres du Comité.

Les obstacles qui peuvent, dans bien des cas, s'opposer à ce que deux Puissances entre lesquelles a surgi un dissentiment grave, recourent à l'arbitrage, sont considérables dans l'état actuel de l'opinion. Or, il importe au plus haut point, dans l'intérêt de la paix, d'aplanir les voies à un recours aussi désirable qu'il est, dans certains cas, difficile.

Si la Conférence veut faire une œuvre féconde en heureux résultats, elle doit envisager ce côté pratique du problème de la paix.

Est-il possible d'investir, à ce point de vue, le Bureau de La Haye d'un mandat international nettement déterminé, tendant à rappeler aux Puissances qui se trouveraient, à un moment donné, en conflit aigu, les dispositions de la présente Convention et l'accès toujours ouvert à tous de la Cour permanente.

M. le baron d'Estournelles de Constant a insisté particulièrement sur cette idée, qu'il y a là plus qu'un droit à exercer, qu'il y a un devoir à remplir, devoir dont l'accomplissement peut seul donner à l'Acte de La Haye toute sa valeur morale et toute son efficacité. Il a en conséquence proposé au Comité d'adopter la disposition suivante :

« Les Puissances signataires, considérant comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre Elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte, donnent mandat au secrétaire général du Bureau de se mettre, le cas échéant, à la disposition de chacune des Parties intéressées, en s'adressant par écrit à leurs représentants dans les pays-Bas.

« L'exercice de ce mandat ne pourra pas être considéré comme un acte non amical. »

Cette proposition avait l'avantage de créer un mécanisme opérant en quelque sorte de lui-même et dont le fonctionnement modeste mais sûr paraissait de nature à produire le résultat désiré, sans offusquer les États en conflit.

Elle offrait, à d'autres points de vue, des inconvénients tels, que le Comité non sans regret, a cru devoir y renoncer.

L'idée de confier un mandat international, dans cet ordre, aux Puissances « neutres par principe » a donné lieu également à de graves objections.

En signalant les motifs qui pouvaient recommander la proposition de M. le baron d'Estournelles de Constant, M. le Président Léon Bourgeois avait fait remarquer la possibilité d'atteindre encore le même but par un autre moyen : une application, dans des conditions particulières, du droit d'offrir les bons offices, consacré par l'article 3 du présent Acte. Il a insisté spécialement, lui aussi, sur l'importance d'attacher à l'action dans cet ordre, le caractère d'un devoir.

Cette proposition constituait un nouveau développement du principe formulé dès le début des travaux du Comité par Son Exc. le comte Nigra, principe qui, dans le projet de M. le premier délégué d'Italie, devait s'étendre non seulement à la médiation, mais aussi à l'arbitrage.

Le Comité, malgré certaines appréhensions formulées au début, s'est rallié unanimement à la proposition qui lui était faite et celle-ci a trouvé son expression dans l'article 27. Le Comité a pensé qu'en présence d'un but si important à atteindre, il fallait tenter un courageux effort dans une voie où il y a à remplir un rôle noblement utile et en rapport direct avec l'œuvre poursuivie par toutes les Puissances à la Conférence de La Haye.

La discussion de l'article 27 au sein de la Commission a donné lieu à un débat d'une ampleur particulière et d'une élévation tout à fait remarquable.

M. Beldiman et M. Veljkovitch ont proposé de substituer aux termes « Les Puissances considèrent comme un devoir » cette expression : « Les Puissances jugent utile ».

M. Beldiman a présenté cet amendement comme se rattachant au principe de l'arbitrage facultatif auquel s'est arrêté son Gouvernement.

M. Veljkovitch, en affirmant les sympathies de son Gouvernement pour le principe de l'arbitrage obligatoire, a représenté la disposition nouvelle comme inutile en présence des articles 1 et 3, comme touchant à des points si délicats qu'ils devraient donner lieu à des réserves, comme d'une application inégale enfin pour les grandes et pour les petites Puissances.

M. le baron d'Estournelles de Constant a rappelé la nécessité de proclamer que les États ont, dans cet ordre, non seulement des droits, mais des devoirs.

S. E. le comte Nigra a tenu à constater que la Conférence se compose des représentants de Gouvernements complètement égaux entre eux, qui discutent d'une façon indépendante et qui sont réunis dans la seule pensée de faire une œuvre utile à la paix.

M. le Dr Zorn, après avoir rapporté les raisons pour lesquelles son Gouvernement a estimé ne pouvoir se rallier aux propositions con-

cernant l'arbitrage obligatoire, a déclaré que l'Allemagne veut faire tous ses efforts pour la paix, et que dans cette pensée, elle n'a rien à objecter contre l'article 27.

M. Odier a fait observer qu'à une ère nouvelle correspondent des devoirs nouveaux et que les neutres doivent être de nos jours, suivant une expression nouvelle « pacigérantes ».

M. Holls a fait ressortir à son tour l'importance de l'affirmation d'un devoir moral des Etats comme corollaire de la solidarité qui unit les peuples.

M. Stancioff a estimé que, si l'on admet que c'est un devoir de rappeler l'existence de la Cour permanente, — et ce sera toujours un bienfait, — il importe d'indiquer aussi la manière de s'acquitter de ce devoir.

Précisant la portée de l'article 27, M. le Président Léon Bourgeois a constaté que « les conflits que vise l'article 27 sont bien ceux qui mettent la paix en péril ». « Quant à l'inquiétude exprimée par M. le délégué de la Serbie de voir une Puissance forte se servir de l'article 27 pour tenter une intervention abusive dans les affaires d'une Puissance plus faible, j'affirme simplement, a dit M. le Président, que si une Puissance agissait ainsi, loin d'avoir le droit d'invoquer l'article 27, elle me paraîtrait agir absolument contre son but et contre son esprit. Pour nous, si cet article pouvait avoir une telle conséquence, non seulement nous n'en aurions pas pris l'initiative, mais, s'il avait été présenté par d'autres, nous l'aurions énergiquement combattu et nous lui refuserions notre vote. »

Déterminant ensuite l'utilité pratique de l'article 27, M. le Président a constaté « qu'il était nécessaire de rappeler pour l'arbitrage les principes inscrits dans l'article premier de la Convention par lesquels les Puissances signataires s'engagent à faire tous leurs efforts pour assurer le règlement pacifique des conflits internationaux ».

Une première application de ces principes a été faite dans les articles concernant l'offre des bons offices et la médiation.

L'article 27 est une nouvelle application de ces mêmes principes.

« Mais il ne s'agit pas seulement de l'utilité pratique de cette disposition, a ajouté M. le Président. Ce qui nous détermine à la défendre si énergiquement, c'est qu'elle nous paraît avoir une utilité morale dont chaque jour qui s'écoulera après la fin de nos travaux fera mieux comprendre la grandeur. »

« L'utilité morale des dispositions de l'article 27 est tout entière dans ce fait, qu'un devoir commun, pour le maintien de la paix entre les hommes, est reconnu et affirmé entre les nations. Croyez-vous que ce soit peu de chose que, dans cette Conférence, c'est-à-dire non pas dans une réunion de théoriciens et de philosophes, discutant librement et sous leur seule responsabilité personnelle, mais dans une Assemblée où sont officiellement représentés les Gouvernements de presque toutes les nations civilisées, l'existence de ce devoir international ait été proclamée et que la notion de ce devoir, désormais introduite pour toujours dans la conscience des peuples, s'impose dans l'avenir aux actes des Gouvernements et des nations ? »

« Les institutions internationales comme celles-ci », a dit en terminant M. le Président, « seront la garantie des faibles contre les forts. Dans les conflits de la force, quand il s'agit de mettre en ligne

les soldats de chair et d'acier, il y a des grands et des petits, des faibles et des forts. Quand, dans les deux plateaux de la balance, il s'agit de jeter des épées, l'une peut être plus lourde et l'autre plus légère. Mais, lorsqu'il s'agit d'y jeter les idées et les droits, l'inégalité cesse et les droits du plus petit et du plus faible pèsent dans la balance d'un poids égal au poids des plus grands.

« C'est ce sentiment qui nous a dicté notre œuvre et c'est aux faibles surtout que nous avons pensé en la poursuivant.

« Puissent-ils comprendre notre pensée et répondre à notre espérance en s'associant aux efforts tentés pour régler de plus en plus par le droit l'avenir de l'humanité! »

A la suite de ces paroles, saluées par les applaudissements prolongés de l'assemblée, le maintien intégral de l'article 27 a été décidé d'une voix unanime.

Art. 28. — « Un Conseil administratif permanent composé des « représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à « La Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui « remplira les fonctions de Président, sera constitué dans cette ville le « plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

« Ce Conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau international, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

« Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira « à l'installation de celle-ci.

« Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements « nécessaires.

« Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

« Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la « révocation des fonctionnaires et employés de Bureau.

« Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

« La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au Conseil de délibérer valablement. Les « décisions sont prises à la majorité des voix.

« Le Conseil communique sans délai aux Puissances signataires les « règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services « administratifs et sur les dépenses. »

Le projet primitif prévoyait la nomination, par le Gouvernement du pays choisi comme siège de la Cour, d'un Conseil d'administration permanent composé de cinq membres et d'un secrétaire, avec la mission d'établir et d'organiser le Bureau international ainsi que de régler les questions concernant le fonctionnement de la Cour.

Pendant les débats. S. E. sir Julian Pauncefote a proposé de substituer à ce rouage, dont les avantages étaient discutés, un autre Conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires résidant à La Haye, sous la présidence effective du Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. Cette excellente modification a recueilli l'assentiment général.

Sur la proposition de M. le baron de Bildt, les mots « résidant à La Haye » ont été remplacés par les mots plus larges « accrédités à La Haye ». Il est d'ailleurs convenu que les diplomates non résidents devront s'entendre avec le Conseil permanent de manière que toutes les communications — et spécialement les convocations — puissent leur être adressées à La Haye,

La plupart des dispositions organiques primitives ont été appliquées au Conseil nouveau. Il a été chargé en outre de notifier aux Puissances la constitution de la Cour et de pourvoir à l'installation de celle-ci.

Les dispositions proposées dans cet ordre ne peuvent que relever encore la haute dignité de la Cour permanente d'arbitrage. Elles donneront à la représentation diplomatique des Puissances à La Haye une autorité et un prestige particuliers.

Sur la proposition de Son Ex. le comte Welserheimb, le caractère essentiellement administratif du Conseil a été précisé, notamment en ce qui concerne ses attributions relatives au fonctionnement de la Cour.

Le Conseil lui-même portera le titre de « Conseil administratif permanent ».

La Communication aux Puissances des règlements adoptés par le Conseil a été prévue sans que cette communication ait pour conséquence de subordonner ces règlements à l'approbation de chaque Puissance.

Il a été également entendu que le Conseil permanent serait constitué le plus tôt possible après la ratification du présent Acte par neuf Puissances au moins.

Art. 29. — « Les frais du Bureau seront supportés par les Puissances signataires dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle. »

Les règles de répartition admises par tous les Etats, en ce qui concerne les frais du Bureau international de l'Union postale universelle, ont été jugées équitables et appliquées depuis lors, à diverses reprises, dans des conventions similaires.

Il a paru au Comité que la meilleure solution à admettre ici était d'adopter purement et simplement ces règles, dont l'application ne donne lieu à aucune difficulté.

CHAPITRE III. — *De la procédure arbitrale.*

Il n'existe pas actuellement de règles juridiques générales, acceptées de concert par les Etats, en matière de procédure arbitrale. De là des lenteurs, des incertitudes, des embarras nuisibles à la bonne et prompt expédition des affaires soumises aux arbitres.

Chaque compromis particulier peut sans doute pourvoir dans une certaine mesure à cette lacune, et l'histoire des arbitrages internationaux nous fait connaître de nombreuses dispositions portées, en effet, dans ce but. Il n'en est pas moins vrai qu'à mesure que se multiplient les cas de recours effectif à l'arbitrage, à mesure que se développent les stipulations compromissaires dans les traités, le manque de règles

fondamentales communes concernant la procédure à suivre par les arbitres produit des conséquences de plus en plus dommageables.

L'Institut de droit international a, depuis longtemps, pris les devants dans cette voie. Après avoir élaboré à Genève, en 1874, un Projet de règlement pour la procédure arbitrale, il a définitivement adopté ce projet à La Haye, le 28 avril 1875, en lui donnant pour préambule la note suivante :

« L'Institut, désirant que le recours à l'arbitrage pour la solution des conflits internationaux soit de plus en plus pratiqué par les peuples civilisés, espère concourir utilement à la réalisation de ce progrès en proposant, pour les tribunaux arbitraux, le règlement éventuel suivant. Il le recommande à l'adoption entière ou partielle des Etats qui concluraient des compromis. »

L'œuvre très remarquable de l'Institut a été complétée depuis par d'autres travaux émanés de jurisconsultes éminents. Elle a été fécondée par la pratique des nombreux arbitrages internationaux intervenus dans ce dernier quart de siècle. On peut aujourd'hui, en puisant à la double source de la science et de l'expérience, recueillir un ensemble de règles relatives à l'instruction et au jugement des affaires arbitrales, qui paraissent mériter une approbation générale.

De telles règles doivent se borner à des points fondamentaux. Elles ne pourraient être trop détaillées sans constituer un embarras et un danger. Mais dans les justes limites où il convient de les admettre, elles peuvent rendre d'importants services aux juridictions arbitrales appelées souvent à fonctionner d'une manière improvisée. Elles pourront servir de règlement type auquel il sera expédient de se rapporter. Elles pourront aider à combler les lacunes des compromis, qui ne formulent ordinairement que des règles rares et fort incomplètes. Comme elles conserveront d'ailleurs, en toutes circonstances, leur caractère de règles auxiliaires, la volonté des Parties litigantes pourra toujours les dominer, les modifier, s'en affranchir. Elles ne régiront les points dont elles s'occupent que pour le cas et dans la mesure où les Etats n'auront point disposé autrement.

Dans l'élaboration de ces règles, le Comité a pris pour guide le projet de Code d'arbitrage communiqué à la Conférence par la délégation russe (*Annexe A*, IV.) Rédigé par des hommes d'une compétence particulière et spécialement par un jurisconsulte en qui nous saluons tous une illustration de l'arbitrage international, ce code ne pouvait manquer de porter le cachet d'une sage expérience. Les dispositions qu'il renferme se rapprochent beaucoup, à certains égards, des *Rules of procedure* adoptées par le Tribunal siégeant actuellement à Paris, sous la présidence de M. de Martens, pour le règlement des litiges entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla (*Annexe A*, V.)

Art. 30. — « En vue de favoriser le développement de l'arbitrage, « les Puissances signataires ont arrêté les règles suivantes qui seront « applicables à la Procédure arbitrale, en tant que les Parties ne sont « pas convenues d'autres règles. »

Cet article correspond à l'article 13 des propositions russes. Cette dernière disposition s'occupait de la procédure arbitrale dans le but de signaler le double caractère des règles proposées dans cet ordre :

Règles auxiliaires de nature à faciliter le recours à l'arbitrage et son application.

Règles facultatives, d'autre part, en ce sens qu'elles peuvent toujours être modifiées d'un commun accord par les Parties en litige.

L'article 19 attribue ces deux mêmes caractères aux règles organiques de la procédure arbitrale qui forment le chapitre III du présent Acte.

Art. 31. — « Les Puissances qui recourent à l'arbitrage signent un « acte spécial (compromis) dans lequel sont nettement déterminés « l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs des arbitres. Cet « acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne « foi à la sentence arbitrale. »

La Convention d'arbitrage internationale est un accord entre les Etats pour le Règlement juridique, par des juges de leur choix, de litiges internationaux actuels ou éventuels.

Cette convention implique la détermination suffisante, d'une part, des litiges relevant de la justice arbitrale, d'autre part, de la juridiction appelée à statuer sur ces litiges.

Les litiges éventuels sont déterminés suffisamment par l'indication de leur espèce.

La juridiction arbitrale est suffisamment déterminée par l'indication du procédé suivant lequel elle sera formée.

Les Parties qui concluent une convention d'arbitrage pour des litiges éventuels, peuvent se réserver de préciser, par convention spéciale ultérieure, pour chaque cas de recours effectif à l'arbitrage, les points sur lesquels porte la contestation ainsi que la compétence reconnue aux arbitres.

Elles peuvent aussi se réserver de prendre les dernières dispositions nécessaires pour arriver à la nomination des arbitres.

Lorsque les Parties concluent un compromis proprement dit, en d'autres termes, lorsqu'elles conviennent de régler par arbitrage une contestation existante, elles ont le devoir de déterminer d'une manière précise, dans leur convention, les points déferés au jugement des arbitres et la constitution ou le mode de constitution de la juridiction appelée à statuer.

Les premières règles générales de procédure dont l'adoption est proposée aux Etats, visent, dans deux articles distincts, ces deux éléments du compromis.

Pour déterminer le premier élément que doit préciser le compromis sous peine de manquer de base, l'article 2 du projet de Code d'arbitrage se servait des termes suivants : « les questions soumises à la décision des arbitres et l'ensemble des faits et des points de droit qui s'y rattachent ».

La dernière partie de cette formule a été critiquée par M. Asser. On ne peut exiger notamment que le compromis spécifie « l'ensemble des faits qui se rattachent aux questions soumises à la décision des arbitres ». Il semble en effet qu'il eût été préférable de dire « les points

de droit et de fait soumis à la décision des arbitres ». Le Comité a cru pouvoir employer comme formule plus satisfaisante encore, les termes suivants : « l'objet du litige ainsi que l'étendue des pouvoirs déferés aux arbitres ».

Il s'est ainsi rapproché des dispositions contenues dans l'article 2 du traité d'arbitrage général italo-argentin du 23 juillet 1898.

La seconde partie de l'article 31, déclarant que « dans le compromis se trouve confirmé l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale », a paru peu explicable en présence des articles 17 et 18 du projet, où il est dit que la convention d'arbitrage, conclue pour des contestations nées, implique ce même engagement.

Le Comité a estimé qu'il y avait lieu d'adopter à l'article 31 les mêmes termes qu'à l'article 18. Il a, en conséquence, admis la rédaction suivante : « Cet acte implique l'engagement des Parties de se soumettre de bonne foi à la sentence arbitrale. »

Article 32. — « Les fonctions arbitrales peuvent être conférées à un « arbitre unique ou à plusieurs arbitres désignés par les Parties à leur « gré, ou choisis par Elles parmi les membres de la Cour permanente « d'arbitrage établie par le présent Acte.

« A défaut de constitution du Tribunal par l'accord immédiat des « Parties, il est procédé de la manière suivante :

« Chaque Partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

« En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à « une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties.

« Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désigne une « Puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par « les Puissances ainsi désignées. »

L'article 32 a une importance considérable parce qu'il s'attache surtout à déterminer le meilleur mode de formation du Tribunal arbitral, lorsque celui-ci se compose de plusieurs arbitres et n'est pas constitué d'emblée et de toutes pièces au début.

Le choix des arbitres relève avant tout des Puissances intéressées.

La désignation d'un arbitre unique, si l'affaire est importante, présente une gravité exceptionnelle ; il convient, en effet, d'observer que la sentence à intervenir ne peut, suivant la pratique actuelle, être frappée d'appel.

Lorsque les Parties préfèrent à un juge unique, un collège d'arbitres, elles peuvent s'entendre pour arriver d'emblée à la constitution complète du tribunal arbitral. Ce procédé prévient toute difficulté ultérieure. Mais, à défaut de constitution du tribunal par l'accord immédiat des Parties, il y a lieu de déterminer un mode normal de formation de la juridiction arbitrale. L'article 32 pourvoit à cette exigence. Les règles adoptées par cet article sont semblables à celles que nous avons indiquées à l'article 24. Nous en avons déjà signalé l'économie.

Article 33. — « Lorsqu'un souverain ou un Chef d'Etat est choisi « pour arbitre, la procédure arbitrale est réglée par Lui. »

Lorsque l'arbitre choisi est un Chef d'Etat, des raisons de haute convenance ne permettent pas de prévoir une autre procédure que celle qui résulte de sa souveraine détermination. Ce principe est consacré par l'article 33.

Article 34. — « Le surarbitre est de droit président du Tribunal.
« Lorsque le Tribunal ne comprend pas de surarbitre, il nomme
« lui-même son président. »

Il a paru nécessaire de résoudre d'une manière complète et dans une disposition particulière, la question de l'attribution des fonctions présidentielles.

Lorsqu'il y a dans le tribunal un surarbitre, il importe de lui réserver la présidence *de jure*.

Dans le cas contraire, il convient de laisser au tribunal même le soin de faire son choix.

L'article 34 consacre cette double règle.

A propos de cet article, M. Papiniu, délégué de la Roumanie, a appelé l'attention de la Commission sur les difficultés auxquelles peuvent donner lieu, soit la formation d'un tribunal au moyen d'un nombre pair d'arbitres, soit les circonstances qui amènent accidentellement cette situation, au moment de rendre la sentence.

La Commission a reconnu toute l'importance qu'il faut attacher à l'organisation de tribunaux composés d'un nombre impair d'arbitres, comme le prévoit d'ailleurs le système général adopté par la présente Convention.

Article 35. — « En cas de décès, de démission ou d'empêchement, « pour quelque cause que ce soit, de l'un des arbitres, il est pourvu « à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. »

La question de l'effet qu'il y a lieu d'attacher au décès, au désistement ou à l'empêchement, pour quelque cause particulière, d'un arbitre, a été vivement controversée au sein du Comité.

Le projet russe se prononçait pour l'infirmité, dans ce cas, du compromis entier, à moins de disposition contraire stipulée d'avance par les Parties.

On a fait valoir, en faveur de cette solution, cette considération que la désignation des arbitres se rattache intimement à une question de confiance personnelle. On a invoqué cet argument de droit que, le mandataire disparaissant, le mandat ne subsistait plus. On a allégué la nécessité d'assurer les plus grandes garanties aux États qui s'engagent dans la voie de l'arbitrage.

Suivant une autre opinion, il conviendrait tout au moins de faire prévaloir la règle proposée par la délégation russe, en cas de décès, de désistement ou d'empêchement du surarbitre, à cause du rôle particulièrement important de ce dernier dans le fonctionnement des juridictions arbitrales.

Ces considérations n'ont point prévalu.

On a signalé l'importance d'assurer au compromis son existence et ses effets, en le mettant, autant que possible, à l'abri des conséquences extrêmes de circonstances accidentelles. Lorsque deux Gouverne-

ments sont arrivés à se mettre d'accord pour constituer un arbitrage, il y a grand intérêt à empêcher qu'un accident fortuit ne réduise à néant tout le fruit de leurs efforts.

On a fait observer, d'autre part, qu'en exigeant qu'il fût pourvu au remplacement du premier arbitre selon le mode fixé pour sa nomination, on conservait en fait les garanties primitivement établies.

L'opinion fondée sur ces derniers arguments a été finalement adoptée par le Comité comme consacrant en règle ce qui est favorable au maintien de l'arbitrage. Les Parties gardent toute liberté de stipuler, si elles le préfèrent, l'infirmité éventuelle du compromis.

Article 36. — « Le siège du Tribunal est désigné par les Parties. A défaut de cette désignation, le Tribunal siège à La Haye.

« Le siège ainsi fixé ne peut, sauf le cas de force majeure, être changé par le Tribunal que de l'assentiment des Parties. »

La question du siège du tribunal peut avoir une grande importance à divers points de vue, pour les Parties en litige. Il importe avant tout de leur laisser le choix à cet égard.

Il n'est pas davantage à présumer qu'elles consentent à se désintéresser complètement en ce qui regarde un changement de siège.

C'est pourquoi l'article 36 stipule que leur assentiment commun est, dans ce cas encore, nécessaire, sauf le cas de force majeure.

Si rien n'est prévu par les Parties, le siège de la Cour permanente d'arbitrage semble être le mieux désigné pour obtenir la préférence.

L'article 36 traduit en règle ces observations pratiques.

Remarquons que, lorsqu'il s'agit de la Cour permanente, l'article 25 fixe La Haye comme siège ordinaire et en ordre principal.

Article 37. — « Les Parties ont le droit de nommer auprès du Tribunal des délégués ou agents spéciaux, avec la mission de servir d'intermédiaire entre Elles et le Tribunal.

« Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal des conseils ou avocats nommés par Elles à cet effet. »

Les délégués ou agents spéciaux des Parties jouent un rôle capital dans la procédure arbitrale : ils sont les intermédiaires entre les Parties et le Tribunal.

L'article 13 du règlement de l'Institut de droit international s'exprime comme suit : « Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs représentants auprès du Tribunal arbitral. »

L'institution de semblables représentants se retrouve partout dans la pratique.

L'article 37 la consacre en faisant la distinction entre ces agents principaux, officiels, et les conseils et avocats qui sont, dans des conditions différentes, d'autres auxiliaires de la justice arbitrale.

M. Seth Low a appelé l'attention de la Commission sur les questions d'incomptabilité qui peuvent se présenter en ce qui concerne les fonctions de membre de la Cour permanente et les fonctions d'agent

spécial ou d'avocat auprès de cette Cour. Le Comité, à qui l'examen de cette question a été renvoyé, a exprimé l'avis qu'aucun membre de la Cour ne peut, durant l'exercice de ses fonctions comme membre d'un Tribunal arbitral, accepter le mandat d'agent spécial ou d'avocat devant un autre Tribunal arbitral. Le Comité n'a pas cru pouvoir aller plus loin dans la voie des incompatibilités applicables pour tous les Etats.

A la demande de M. Asser, il a été constaté que l'expression « Tribunal arbitral » ne désignait qu'un tribunal formé au sein de la Cour permanente d'arbitrage.

S. E. sir Julian Pauncefote, M. Lammasch et M. Holls ont estimé qu'il était important d'établir une incompatibilité générale entre les fonctions de membre de la Cour permanente et celle d'agent spécial ou d'avocat près cette Cour, en faisant exception seulement pour le cas où il s'agit, pour un membre de la Cour, de représenter comme avocat ou agent spécial le pays qui l'a nommé.

Article 38. — « Le Tribunal décide du choix des langues dont il « fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant lui. »

Il peut être indispensable, pour éviter de multiples difficultés, et dans certains cas pour rendre possible aux arbitres l'accomplissement de leur mission, de régler la question des langues dont l'usage sera autorisé devant la juridiction arbitrale.

Il doit appartenir au Tribunal de prendre à cet égard les mesures qu'il juge nécessaires : c'est ce que décide formellement l'article 38.

Un amendement proposé par M. le premier délégué de l'Italie a complété la disposition primitivement votée par le Comité en autorisant le Tribunal à décider du choix des langues dont il fera lui-même usage, notamment dans la sentence à rendre.

Article 39. — « La procédure arbitrale comprend en règle générale « deux phases distinctes : l'instruction et les débats.

« L'instruction consiste dans la communication faite par les agents « respectifs, aux membres du Tribunal et à la Partie adverse, de tous « actes imprimés ou écrits et de tous documents contenant les moyens « invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu dans la « forme et les délais déterminés par le Tribunal en vertu de l'article 49.

« Les débats consistent dans le développement oral des moyens « des Parties devant le Tribunal. »

La procédure antérieure au jugement comprend généralement deux phases qu'il convient de distinguer : l'instruction et les débats.

L'une est toujours indispensable ; l'autre est ordinairement un complément nécessaire de la première.

Des conséquences importantes sont attachées à la clôture de l'instruction.

Le projet russe désignait ces deux périodes de la procédure arbitrale par ces mots : « phase préliminaire et phase définitive ».

Article 40. — « Toute pièce produite par l'une des Parties doit être
« communiquée à l'autre Partie. »

Le Comité a estimé qu'il importait de consacrer d'une manière absolue, dans un article spécial, cette règle de procédure judiciaire :
« Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée à l'autre Partie. »

Il y a là une garantie de premier ordre dont la consécration trouve sa place naturelle dans le Code général de la procédure arbitrale.

Article 41. — « Les débats sont dirigés par le Président.

« Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision du Tribunal, prise
« avec l'assentiment des Parties.

« Ils sont consignés dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique. »

L'article 41, après avoir confié la direction des débats au Président, s'occupe de la publicité éventuelle des débats et de leur consignation dans des procès-verbaux authentiques.

En ce qui concerne le premier point, il n'a pas semblé possible d'ériger en règle le principe de la publicité. La publicité n'est pas cependant interdite. Elle est subordonnée à une double condition : une décision du Tribunal sur ce point et le consentement des Parties. Admise dans ces limites, la publicité ne présente aucun des inconvénients que pourrait offrir l'application d'une mesure plus large dans la procédure arbitrale internationale.

Touchant le second point, la pratique a démontré la nécessité de n'attacher un caractère authentique qu'aux procès-verbaux rédigés par des secrétaires nommés par le Président du Tribunal.

Article 42. — « L'instruction étant close, le Tribunal a le droit
« d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des
« Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre. »

La loyauté des discussions, non moins que les nécessités générales de la procédure judiciaire, exigent qu'après la clôture de l'instruction, le Tribunal ait, dans une certaine mesure, le pouvoir de refuser de prendre connaissance d'actes et documents tardivement présentés.

Le Comité a considéré cependant la règle contenue dans l'article 12 du projet russe comme trop absolue. Il a estimé que le droit du Tribunal ne devait pouvoir s'exercer qu'à l'égard des actes et documents nouveaux que les représentants de l'une des Parties voudraient soumettre au Tribunal sans le consentement de l'autre Partie. Il n'a point paru admissible que le Tribunal pût sacrifier un moyen d'arriver à la vérité, loyalement accepté par la Partie adverse. Même dans les limites où le droit du Tribunal est reconnu, la foreclusion apparaît comme une mesure grave qui ne doit être prise qu'à bon escient.

Article 43. — « Le Tribunal demeure libre de prendre en considéra-

« tion les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou
« conseils des Parties appelleraient son attention. »

« En ce cas, le Tribunal a le droit de requérir la production de ces
« actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à
« la partie adverse. »

La liberté pour le Tribunal de prendre en considération les actes ou documents dont les agents ou les conseils des Parties en litige ont fait usage dans leurs explications devant la justice arbitrale, doit manifestement demeurer entière.

Le droit pour le Tribunal de requérir la production de ces actes ou documents paraît également incontestable.

Le projet russe reconnaissait simplement au Tribunal le droit de donner connaissance de ces pièces à la partie adverse. Le Comité a estimé que ce n'était pas une faculté qu'il fallait consacrer dans ce cas, mais une obligation.

Article 44. — « Le Tribunal peut, en outre, requérir des agents
« des Parties la production de tous actes et demander toutes expli-
« cations nécessaires. En cas de refus, le Tribunal en prend acte. »

Dans l'ordre des pouvoirs à reconnaître à la juridiction arbitrale, en vue d'arriver à la vérité, le projet russe admettait le droit pour le Tribunal « de requérir des agents des Parties la présentation de tous actes ou explications dont il aura besoin ».

Le Comité a pensé que la consécration, sans réserve, de ce droit n'était pas admissible, et qu'il pouvait y avoir des refus légitimes. Le Tribunal prend acte de pareil refus, mais il ne doit pas pouvoir aller au-delà.

Cette réserve nécessaire est nettement indiquée dans l'article 44.

Article 45. — « Les agents et les conseils des Parties sont autori-
« sés à présenter oralement au Tribunal tous les moyens qu'ils jugent
« utiles à la défense de leur cause. »

L'article 45 ne peut donner lieu à aucune difficulté ; il consacre les droits éventuels de la défense dans les débats ouverts devant la juridiction arbitrale.

Il est, aux termes près, la reproduction de la disposition contenue dans le projet russe.

Article 46. — « Ils ont le droit de soulever des exceptions et inci-
« dents. Les décisions du Tribunal sur ces points sont définitives et
« ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure. »

L'article 46 reproduit encore, sauf rédaction plus précise, une disposition empruntée au projet russe.

Il concerne les exceptions et les incidents de procédure qui peuvent être soulevés devant la juridiction arbitrale internationale, comme devant les tribunaux nationaux.

Les droits des Parties en litige doivent être sauvegardés dans cet ordre, mais il importe d'autre part que les décisions de la justice arbitrale sur de tels points tranchent définitivement les difficultés.

L'article 46 satisfait à cette double exigence.

Article 47. — « Les membres du Tribunal ont le droit de poser des questions aux agents et aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

« Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du Tribunal en général ou de ses membres en particulier. »

L'article 47 renferme une disposition si naturelle qu'elle semble, à première vue, peu nécessaire. Elle offre cependant une importance pratique qui a été fort bien mise en lumière, au sein du Comité, par M. de Martens.

Pour que le droit d'investigation et de contrôle des membres du Tribunal puisse s'exercer efficacement, il faut que les arbitres soient, dans les questions qu'ils croient devoir poser et dans les observations qu'ils jugent devoir faire, à l'abri des interprétations que l'on peut être porté à attacher trop facilement à des actes d'information qui peuvent être indispensables pour la découverte de la vérité.

A ce point de vue, il y a grande utilité, après avoir reconnu leur droit, de déclarer expressément que ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal au cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression de l'opinion du Tribunal en général ou de ses membres en particulier.

Tel est le but et la raison d'être de l'article 47.

Article 48. — « Le Tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et en appliquant les principes du droit international. »

Il est nécessaire de reconnaître au Tribunal arbitral le droit de préciser la portée de ses pouvoirs par l'interprétation du compromis et des autres traités qui peuvent être invoqués dans la matière, et par l'application des principes du droit international. Ne pas admettre cette solution, c'est placer le Tribunal dans les conditions d'une juridiction incapable de se mouvoir, et obligée de se dessaisir de la connaissance du litige, chaque fois qu'il peut plaire à une des Parties de soutenir, même contre l'évidence, que le Tribunal ne peut connaître de telle question.

Plus l'arbitrage revêtira le caractère d'une institution de droit international commun, plus le pouvoir d'appréciation des arbitres dans cet ordre apparaîtra comme lié à l'essence même de la fonction arbitrale et aux nécessités inhérentes à l'accomplissement de cette fonction.

Les Parties peuvent, à coup sûr, limiter comme elles l'entendent l'extension des pouvoirs des arbitres ; elle peuvent soumettre l'exercice de ce pouvoir à telles réserves qu'elles jugent nécessaires ou opportunes. Elles peuvent, si cela leur agréé, formuler les principes que les arbitres prendront pour guides dans leur décision. Mais il ne paraît pas possible de refuser aux arbitres le pouvoir d'apprécier, en cas de doute, les points qui rentrent ou ne rentrent pas dans leur compétence.

Tel est le principe consacré par l'article 48.

Le Rapporteur a demandé que l'article 48 fût complété par une disposition formulant les règles d'après lesquelles les arbitres doivent statuer. Ce point a été considéré comme ne rentrant pas, à proprement parler, dans la procédure arbitrale.

Article 49. — « Le Tribunal a le droit de rendre des ordonnances « de procédure pour la direction du procès, de déterminer les formes « et délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions « et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administra- « tion des preuves. »

Les dispositions principales renfermées dans l'article 19 du projet russe et reprises dans l'article 49 du projet du Comité sont empruntées à l'article 13 du Règlement de l'Institut de droit international.

Elles concernent le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès et de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra présenter ses conclusions.

Il a semblé inutile de signaler, comme le faisait l'article 19 du projet russe « le droit de statuer sur l'interprétation des documents produits et communiqués aux deux Parties ».

Mais on a pensé qu'il n'était pas sans importance d'insister sur le droit de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves. Sur ce point capital, il importe d'investir les arbitres des pouvoirs les plus étendus.

Article 50. — « Les agents et les conseils des Parties ayant pré- « senté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, « le Président prononce la clôture des débats. »

L'article 50 concerne la clôture des débats et ne peut donner lieu à aucune difficulté. Il est la reproduction presque textuelle d'une disposition contenue dans le projet russe.

Article 51. — « Les délibérations du Tribunal ont lieu à huis-clos.

« Toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.
« Le refus d'un membre de prendre part au vote doit être constaté « dans le procès-verbal. »

L'article 51 s'occupe du délibéré, lequel a lieu à huis-clos. D'après cet article, toute décision est prise à la majorité des membres du Tribunal.

Le projet russe n'exigeait que la majorité des membres présents, ce qui a semblé une garantie insuffisante.

Tout refus, de la part d'un membre, de prendre part au vote doit être constaté au procès-verbal.

Article 52. — « La sentence arbitrale, votée à la majorité des « voix, est motivée. Elle est rédigée par écrit et signée par chacun « des membres du Tribunal.

« Ceux des membres qui sont restés en minorité peuvent constater, « en signant, leur dissentiment. »

Le projet russe, en réglant divers points concernant la sentence, ne parlait pas de l'obligation, pour les arbitres, de motiver leur décision. Cette omission se rattachait à des considérations d'ordre pratique. L'obligation de motiver la sentence peut être d'un accomplissement délicat et particulièrement difficile pour les arbitres appartenant au pays contre lequel la décision est rendue.

Tout en reconnaissant la valeur de cette observation, le Comité, sur la proposition de M. le Dr Zorn, et après mûre délibération, s'est prononcé pour l'insertion dans l'article 52 de l'obligation de motiver la sentence arbitrale. Il y a là une garantie fondamentale à laquelle on ne peut renoncer. Il n'y a guère d'exemple de sentence arbitrale non motivée. L'obligation de motiver, sans être éludée, comporte d'ailleurs des degrés qui permettent d'obvier aux difficultés signalées.

L'obligation de motiver la sentence, discutée de nouveau au sein de la Commission, a été finalement maintenue en tenant compte de cette observation que la forme et la mesure de l'exécution de cette obligation comportent pratiquement une grande latitude.

M. Rolin a exprimé l'avis que l'on devait imposer aux arbitres l'obligation de motiver éventuellement les votes émis contrairement à l'opinion de la majorité. Mais on a fait observer que ce serait s'exposer à avoir dans chaque affaire deux jugements et à porter le dissentiment des arbitres devant l'opinion publique.

S. E. le comte Nigra a demandé que le Tribunal fût autorisé à fixer un délai d'exécution de la sentence. M. le Dr Zorn a combattu cette proposition. Il a été reconnu qu'il était préférable, à la fin de la discussion d'un projet communiqué aux divers Gouvernements, de ne pas se prononcer d'une manière absolue sur ce point nouveau, et S. E. le comte Nigra a déclaré ne pas insister sur sa proposition.

Article 53. — « La sentence arbitrale est lue en séance publique du Tribunal, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés. »

L'article 53 concerne la lecture de la sentence en séance publique. « En présence des agents et conseils des Parties », disait le Projet russe. « Ou eux dûment appelés », ajoutait le projet du Comité.

« Les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés », dit le texte définitivement adopté sur la proposition de M. Odier.

Article 54. — « La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties en litige, décide définitivement et sans appel la contestation. »

L'article 54, conforme, sauf détails de rédaction, à la disposition correspondante du projet russe, insiste sur le caractère décisif et sans appel de la sentence arbitrale.

Article 55. — « Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

« Dans ce cas et sauf convention contraire, la demande doit être

« adressée au Tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être
 « motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de
 « nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors
 « de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal lui-même et de
 « la Partie qui a demandé la revision.

« La procédure de revision ne peut être ouverte que par une déci-
 « sion du Tribunal constatant expressément l'existence du fait nou-
 « veau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe
 « précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

« Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de re-
 « vision doit être formée. »

La question de la revision de la sentence arbitrale a été vivement discutée au sein du Comité d'abord, puis dans l'assemblée générale de la Troisième Commission.

Le projet d'institution d'un Tribunal permanent d'arbitrage présenté par la délégation américaine s'exprimait comme suit dans son article 7 : « Toute Partie litigante qui aura soumis un cas au Tribunal international aura droit à une seconde audition de sa cause devant les mêmes juges, pendant les trois mois qui suivent la notification de la sentence, si elle déclare pouvoir invoquer des témoignages nouveaux ou des questions de droit non soulevées et non tranchées lors de la première audition. »

La délégation américaine a proposé l'introduction de cette règle dans la procédure générale d'arbitrage sous telle forme qui serait jugée la meilleure.

Le principe de justice, sur lequel peut être fondée la revision, a été mis en lumière et reconnu. La nécessité de terminer définitivement les litiges déferés à la justice arbitrale et de ne pas ébranler l'autorité des sentences rendues par les arbitres a été, d'autre part, défendue.

Le Comité, sur la proposition de M. le Président Léon Bourgeois, a adopté, à la majorité des voix, une disposition inscrivant dans le Code général de procédure arbitrale la règle d'une revision limitée quant à la juridiction appelée à en connaître, quant aux faits qui peuvent la motiver et quant au délai dans lequel elle serait recevable.

La revision doit être demandée au tribunal qui a rendu la sentence.

Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du Tribunal et de la Partie qui a demandé la revision.

Quant au délai dans lequel la demande de revision peut être accueillie, il a été fixé d'abord à trois mois, puis à six mois, sur la proposition de MM. Coraggioni d'Orelli et Rolin. [délégues du Siam.

S. E. le comte Nigra a proposé d'adopter les dispositions de l'article 13 du récent traité d'arbitrage italo-argentin.

Une proposition transactionnelle a été faite, dans la suite, au Comité par M. Asser, délégué des Pays-Bas. Aux termes de cette proposition, les Parties peuvent se réserver, dans le compromis, de demander la revision de la sentence arbitrale, et en prévision de cette

demande, la revision demeure organisée par le Code de procédure arbitrale dans les conditions antérieurement proposées.

Toutefois, il appartiendra au compromis de déterminer le délai dans lequel la demande de revision devra être faite. Cette dernière disposition, proposée par la délégation américaine, a été adoptée par la Commission en même temps que la proposition de M. Asser.

En ce qui concerne la question générale des causes de nullité de la sentence arbitrale, le projet russe renfermait la disposition suivante : « La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée de l'un des arbitres. » M. Asser a demandé de son côté si l'on ne pourrait trouver un pouvoir à qui incomberait la mission de déclarer nulle la sentence, afin de ne pas laisser cette appréciation si grave à l'arbitraire ou à l'initiative de l'Etat qui aura été condamné.

Le Comité s'est arrêté, dans l'examen de cette question, devant les inconvénients de prévoir des cas de nullité sans déterminer en même temps qui sera juge d'apprécier ces cas. On a fait observer toutefois que la Cour permanente d'arbitrage pouvait mettre les Etats sur la voie d'une solution dans cet ordre.

Article 56. — « La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

« Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'Elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre Elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard. »

La disposition renfermée dans l'article 56 est due à l'initiative de M. Asser.

Une question d'interprétation peut surgir entre deux Puissances à propos d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances. Lorsqu'il s'agit des conventions appelées « Unions universelles », les Parties en litige ne représentent ordinairement qu'une très faible partie des contractants.

M. Asser a estimé qu'il était important de prévoir la notification du compromis par les Parties en litige aux autres Puissances, afin de mettre celles-ci en mesure d'intervenir au procès.

Lorsqu'Elles usent de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence devient également obligatoire pour elles.

M. Asser a formulé une proposition dans ce sens. Elle a été unanimement adoptée.

Article 57. — « Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais du Tribunal. »

La question des frais relatifs au fonctionnement de la justice arbitrale a été réglée conformément à la pratique actuelle.

Chaque Partie supporte, indépendamment de ses propres frais, une part égale des frais du Tribunal. Les honoraires des arbitres sont compris dans ces derniers frais.

Il y a des frais qui ne peuvent être déterminés dans chaque affaire

que par le Tribunal. Pour d'autres, le Conseil administratif permanent pourra adopter au besoin des tarifs. La coutume contribuera à établir des règles dans cet ordre.

Dispositions générales.

La Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux renferme, sous le titre de « Dispositions générales », quelques règles finales concernant les ratifications, les adhésions et les dénonciations. Voici ces règles.

Article 58. — « La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

« Les ratifications seront déposées à La Haye.

« Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances qui ont été représentées à la Conférence internationale de la Paix de La Haye. »

Comme le fait observer M. Renault, « cet article n'est que la reproduction des dispositions du même ordre insérées dans les Conventions pour les lois et coutumes de la guerre sur terre et pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Ce sont des dispositions identiques et concordantes. »

Elles renferment « les clauses ordinaires en matière de ratification. On a toutefois simplifié la forme du dépôt des ratifications. »

« Il n'a pas été besoin de réserver l'intervention des Parlements. C'est à chaque Souverain ou Chef d'Etat à apprécier dans quelle mesure il est libre de ratifier la Convention. »

Article 59. — « Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes. »

« Les articles 59 et 60, dit M. Renault dans le rapport du Comité de rédaction de l'Acte final, règlent la question d'adhésion. Ceux-ci diffèrent des clauses finales des deux autres Conventions, lesquelles sont absolument *ouvertes*, sauf la nuance qui a été indiquée déjà pour la Convention relative à la Croix Rouge.

« La présente Convention a envisagé deux situations différentes : on a fait une distinction entre les Puissances représentées à la Conférence et celles qui ne l'ont pas été. A ces deux situations répondent les deux articles 59 et 60.

« Les Puissances représentées à La Haye ont deux moyens de devenir Parties contractantes : Elles peuvent signer immédiatement ou jusqu'au 31 décembre 1899. A partir de cette date, Elles auront à *adhérer* à la Convention ; mais Elles ont le *droit* de le faire. L'adhésion est donc réglée pour Elles comme pour les deux autres Conventions. Ceci fait l'objet de l'article 59.

« L'article 60 règle la situation des Puissances non représentées à la Conférence. Il en résulte que ces Puissances pourront adhérer à la Convention, mais que la question des conditions de cette adhésion est réservée à une entente ultérieure des Puissances contractantes. Il n'y a donc pas pour Elles le même *droit* qui est reconnu aux Puissances représentées.

« Ce n'est pas très simplement qu'on est arrivé à cette solution très simple. Elle a donné lieu à des discussions vives et prolongées qui ont transformé le caractère modeste du Comité de rédaction et qui l'ont amené à aborder des questions plutôt diplomatiques et politiques que de style et de rédaction. Le Rapporteur ne croit pouvoir mieux retracer les différents systèmes qui ont été soutenus dans le Comité qu'en communiquant à la Conférence le texte du discours suivant, prononcé dans la dernière séance du Comité par M. Asser, président, et qui résume très complètement toute la genèse de l'article 60.

« Messieurs, les discussions des réunions internationales comme notre Conférence, présentent tantôt le caractère de débats parlementaires, tantôt celui de négociations diplomatiques.

« Pour la matière dont le Comité de rédaction a dû s'occuper en ces jours, nos débats ont eu ce dernier caractère.

« Il s'ensuit d'une part que les opinions individuelles des membres de notre Comité et des délégués qui ont bien voulu nous prêter leur concours, sont soumises — plus encore que dans des discussions d'une autre nature — à la sanction des Gouvernements, d'autre part que, pour aboutir à un résultat pratique, *l'unanimité* est indispensable.

« Si, à ce double point de vue, nous nous rendons compte de l'impression que doivent produire les discussions de ces derniers jours, je crois pouvoir constater que nous tous (délégués et Gouvernements) nous désirons qu'il soit possible de faire adhérer à la Convention relative au règlement pacifique des conflits internationaux, des Puissances qui n'ont pas pris part à la Conférence de la Paix, mais, en même temps, qu'il existe une grande divergence d'opinions sur la question de savoir si la faculté d'adhésion doit être accordée d'une manière absolue ou si elle doit être subordonnée à certaines conditions; et — en ce dernier cas — quelles devraient être ces conditions.

« D'une part, on a chaleureusement défendu le système d'une assimilation complète de la Convention qui nous occupe aux autres Conventions dont le texte a été arrêté par la Conférence — assimilation qui, du reste, a été votée par le Comité d'examen de la Troisième Commission.

« Ceci impliquait le droit absolu de toutes les Puissances d'adhérer à la Convention au moyen d'une simple déclaration.

« D'autre part, on a soutenu que ce droit devait être subordonné, soit à l'assentiment exprès de tous les États contractants, soit à leur assentiment tacite qui serait censé exister si, dans un délai déterminé, aucune Puissance ne s'opposait à l'adhésion, soit enfin à l'assentiment de la majorité, en ce sens que l'adhésion devrait, en cas d'opposition, être sanctionnée par un vote du Conseil permanent, composé de tous les représentants diplomatiques des Puissances

accréditées à La Haye, proposition que j'ai eu l'honneur de vous soumettre dans le but de ne pas accorder en cette matière un droit de *veto* à une seule Puissance.

« En dernier lieu, on a proposé qu'en cas d'opposition à la demande d'adhésion, l'adhésion ne porterait ses effets qu'à l'égard des Puissances qui auraient donné leur assentiment.

« Je ne puis maintenant rappeler les arguments qui ont été développés en faveur de chacun de ces systèmes.

« Je me bornerai à constater que le terrain pour une entente unanime n'a pu être trouvé et qu'il est matériellement impossible, dans le court délai qui nous reste, de parvenir à une telle entente, surtout puisque plusieurs délégués n'ont pas reçu d'instructions précises concernant ce point.

« Il ne nous reste donc dans ces conditions que le choix entre les deux systèmes suivants :

« Ou bien supprimer purement et simplement la clause concernant l'adhésion des Puissances non représentées ;

« Ou bien, — en admettant le principe du droit d'adhésion, — renvoyer à une entente ultérieure entre les Puissances le règlement des conditions d'adhésion.

« Je me permets de faire observer que les discussions semblent indiquer que cette dernière solution s'impose.

« On a été unanime à reconnaître qu'il est désirable d'ouvrir la porte aux Puissances non représentées. Si la Convention gardait le silence sur ce point, elle serait par le fait même une convention *fermée*, ce que nous ne voulons pas. Si la Convention, au contraire, prévoit une entente ultérieure, elle exprime par là même l'espoir que cette entente pourra s'établir.

« Nous sommes tous persuadés que les Puissances s'efforceront de procéder avec la plus grande diligence, mais nous savons aussi que les ratifications ne pourront être obtenues du jour au lendemain. Espérons que le temps qui s'écoulera jusqu'à la ratification par les Puissances servira à aplanir les difficultés qui existent encore actuellement et qu'on sera de plus en plus convaincu que la nature même de la Convention dont il s'agit, semble comporter l'adoption d'un système large et libéral en ce qui concerne le droit d'adhésion.

« La Convention a pour objet le règlement pacifique des conflits internationaux et de déterminer les moyens d'assurer ce résultat.

« Eh bien ! les auteurs de cette Convention doivent nécessairement désirer que toutes les Puissances, même celles qui ne sont pas représentées ici, s'associent à cette œuvre d'intérêt général.

« Maintenant surtout que la Convention ne renferme aucune clause d'arbitrage obligatoire, ils doivent désirer que dans le cas de conflit entre des Puissances non représentées à la Conférence ou entre l'une d'Elles et une Puissance qui y est représentée, la Convention porte les mêmes fruits que lorsqu'il s'agit d'un conflit entre des Puissances contractantes. »

M. Renault dit que « ce discours est le meilleur exposé des motifs qu'il puisse faire et il n'ajoutera rien de plus au commentaire qu'il a été chargé de donner sur la forme et le fond des clauses initiales et finales des diverses Conventions ».

Article 61. — « S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

« Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qu'il l'aura notifiée. »

L'hypothèse où un Etat dénoncerait la Convention a été surtout prévue dans le but de donner la garantie que la dénonciation ne produirait pas des conséquences radicales immédiates. Parlant de la même clause insérée dans la Convention pour les lois et coutumes de la guerre, M. Renault s'est exprimé en ces termes :

« C'est pour éviter des surprises que l'on a décidé d'arrêter la procédure de la dénonciation par une clause qui tend bien plutôt à en restreindre les effets qu'à en encourager l'exercice. D'ailleurs, les Etats n'adhéreront que plus facilement à un engagement contractuel dont ils savent d'avance qu'ils peuvent à la rigueur se dégager à un moment donné, sans que la dénonciation ait le caractère presque violent qu'elle semblerait avoir en l'absence d'une clause spéciale. »

*
**

« Deux déclarations d'une portée générale ont été faites, en ce qui concerne la Convention, par la délégation des Etats-Unis d'Amérique qu'une part, par la délégation ottomane d'autre part. »

Déclaration des Etats-Unis d'Amérique.

« La délégation des Etats-Unis d'Amérique, en signant la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, telle qu'elle est proposée par la Conférence internationale de la Paix, fait la déclaration suivante :

« Rien de ce qui est contenu dans cette Convention ne peut être interprété de façon à obliger les Etats-Unis d'Amérique à se départir de leur politique traditionnelle, en vertu de laquelle ils s'abstiennent d'intervenir, de s'ingérer ou de s'immiscer dans les questions politiques ou dans la politique ou dans l'administration intérieure d'aucun Etat étranger. Il est bien entendu également que rien dans la Convention ne pourra être interprété comme impliquant un abandon par les Etats-Unis d'Amérique de leur attitude traditionnelle à l'égard des questions purement américaines. »

Déclaration de la délégation ottomane.

« La délégation ottomane, considérant que ce travail de la Conférence a été une œuvre de haute loyauté et d'humanité destinée uniquement à raffermir la Paix générale en sauvegardant les intérêts et les droits de chacun, déclare, au nom de son Gouvernement, adhérer à l'ensemble du projet qui vient d'être adopté, aux conditions

suivantes : 1° Il est formellement entendu que le recours aux bons offices, à la médiation, aux Commissions d'enquête et à l'arbitrage est purement facultatif et ne saurait en aucun cas revêtir un caractère obligatoire ou dégénérer en intervention ; 2° Le Gouvernement Impérial aura à juger lui-même des cas où ses intérêts lui permettraient d'admettre ces moyens, sans que son abstention ou son refus d'y avoir recours puissent être considérés par les Etats signataires comme un procédé peu amical.

« Il va de soi qu'en aucun cas les moyens dont il s'agit ne sauraient s'appliquer à des questions d'ordre intérieur. »

Le rapporteur a terminé sa tâche. Dans le peu d'heures qui lui ont été mesurées pour accomplir son travail, il ne lui a pas été permis d'être aussi complet qu'il l'eût désiré. Il s'est néanmoins efforcé d'être fidèle.

Les procès-verbaux dans lesquels l'éminent secrétaire du Comité d'examen a consigné tant de remarquables délibérations ont rendu la mission du rapporteur plus facile. Le concours des membres distingués et si dévoués du secrétariat général a contribué à alléger sa tâche.

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur les travaux accomplis par elle, la Troisième Commission peut se rendre cette justice qu'elle a poursuivi le but le plus noble et le plus élevé dans un esprit qui s'est constamment tenu à la hauteur de ce but.

Le maintien de la paix générale par le loyal concours des efforts de tous ; les bons offices et la médiation érigés en un puissant instrument de conservation ou de rétablissement des relations pacifiques ; les Commissions internationales d'enquête réglées dans des conditions qui sauvegardent la liberté et qui donnent d'importantes garanties ; la justice arbitrale largement reconnue sans être imposée ; une Cour permanente d'arbitrage constituée et reliée au Bureau international de La Haye et à un Conseil permanent composé des représentants diplomatiques des Puissances ; la procédure arbitrale précisée et généralisée dans ses points fondamentaux : une telle œuvre répond assurément aux meilleures aspirations de notre siècle.

Lorsqu'on cherche dans l'histoire du droit des gens — depuis le jour où ce droit fut constitué sur de plus fermes assises par l'homme de génie auquel l'Amérique a voulu récemment rendre un éclatant hommage sur son sol natal — lorsqu'on cherche quelque page comparable à celle que va écrire la Conférence de La Haye, il semble difficile d'en trouver une plus féconde.

Il est juste d'en faire remonter l'honneur au magnanime Initiateur de cette Conférence, à Sa Majesté l'Empereur de Russie.

L'œuvre entreprise par son auguste initiative et sous les gracieux auspices de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, se développera dans l'avenir. Comme l'a dit dans une circonstance mémorable le Président de la Troisième Commission : « plus on s'avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra son importance. »

L'histoire rendra témoignage à la Conférence de La Haye, car la Haute Assemblée aura sincèrement et efficacement travaillé à consolider et organiser la Paix dans la Justice.

Annexes au rapport sur la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.**ANNEXE A. DOCUMENTS ÉMANÉS DE LA DÉLÉGATION RUSSE.****1. *Éléments pour l'élaboration d'un projet de Convention à conclure entre les Puissances participant à la Conférence de La Haye.*****Bons offices et Médiation.**

Article 1. — A l'effet de prévenir, autant que possible, le recours à la force dans les rapports internationaux, les Puissances signataires sont convenues d'employer tous leurs efforts pour amener, par des moyens pacifiques, la solution des conflits qui pourraient surgir entre Elles.

Article 2. — En conséquence, les Puissances signataires ont décidé qu'en cas de dissentiment grave ou de conflit, avant d'en appeler aux armes, elles auront recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Article 3. — En cas de médiation, acceptée spontanément par des Etats se trouvant en conflit, le but du Gouvernement médiateur consiste dans la conciliation des prétentions opposées et dans l'apaisement des ressentiments qui peuvent s'être produits entre ces Etats.

Article 4. — Le rôle du Gouvernement médiateur cesse du moment que la transaction proposée par lui ou les bases d'une entente amicale qu'il aurait suggérées ne seraient point acceptées par les Etats en conflit.

Article 5. — Les Puissances jugent utile que, dans les cas de dissentiment grave ou de conflit entre Etats civilisés concernant des questions d'intérêt politique — indépendamment du recours que pourraient avoir les Puissances en litige aux bons offices ou à la médiation des Puissances non impliquées dans le conflit — ces dernières offrent de leur propre initiative, en tant que les circonstances s'y prêteraient, aux Etats en litige leurs bons offices ou leur médiation, afin d'aplanir le différend survenu, en leur proposant une solution amiable qui, sans toucher aux intérêts des autres Etats, serait de nature à concilier au mieux les intérêts des Parties en litige.

Article 6. — Il demeure bien entendu que la médiation et les bons offices, soit sur l'initiative des Parties en litige, soit sur celle des Puissances neutres, ont strictement le caractère de conseil amical, et nullement force obligatoire.

Arbitrage International.

Article 7. — En ce qui regarde les cas de litige se rapportant à des questions de droit, et, en premier lieu, à celles qui concernent l'interprétation ou l'application des traités en vigueur, — l'arbitrage est reconnu par les Puissances signataires comme étant le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable pour le règlement à l'amiable de ces litiges.

Article 8. — Les Puissances contractantes s'engagent par conséquent à recourir à l'arbitrage dans les cas se rapportant à des ques-

tions de l'ordre mentionné ci-dessus, en tant que celles ci ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Parties en litige.

Article 9. — Chaque État reste seul juge de la question de savoir si tel ou tel cas doit être soumis à l'arbitrage, excepté ceux énumérés dans l'article suivant et dans lesquels les Puissances signataires du présent Acte considèrent l'arbitrage comme obligatoire pour Elles.

Article 10. — A partir de la ratification du présent Acte par toutes les Puissances signataires, l'arbitrage est obligatoire dans les cas suivants, en tant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des États contractants :

I. En cas de différends ou de contestations se rapportant à des dommages pécuniaires éprouvés par un État ou ses ressortissants à la suite d'actions illicites ou de négligence d'un autre État ou des ressortissants de ce dernier.

II. En cas de dissentiments se rapportant à l'interprétation ou l'application des traités et conventions ci-dessous mentionnés :

1. Traités et conventions postales et télégraphiques, de chemins de fer ainsi qu'ayant trait à la protection de câbles télégraphiques sous-marins ; règlements concernant les moyens destinés à prévenir les collisions de navires en pleine mer ; conventions relatives à la navigation des fleuves internationaux et canaux interocéaniques.

2. Convention concernant la protection de la propriété littéraire et artistique, ainsi que la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce et nom commercial) ; conventions monétaires et métriques ; conventions sanitaires, vétérinaires et contre le phylloxéra.

3. Conventions de succession, de cartel et d'assistance judiciaire mutuelle.

4. Conventions de démarcation, en tant qu'elles touchent aux questions purement techniques et non politiques.

Article 11. — L'énumération des cas mentionnés dans l'article ci-dessus pourra être complétée par des accords subséquents entre les Puissances signataires du présent Acte.

En outre, chacune d'entre Elles pourra entrer en accord particulier avec une autre Puissance, afin de rendre l'arbitrage obligatoire pour les cas susdits avant la ratification générale, ainsi que pour étendre sa compétence à tous les cas qu'Elle jugera possible de lui soumettre.

Article 12. — Pour tous les autres cas de conflits internationaux, non mentionnés dans les articles ci-dessus, l'arbitrage, tout en étant certainement très désirable et recommandé par le présent Acte, n'est cependant que purement facultatif, c'est-à-dire ne peut être appliqué que sur l'initiative spontanée de l'une des Parties en litige et avec le consentement exprès et de plein gré de l'autre ou des autres Parties.

Article 13. — En vue de faciliter le recours à l'arbitrage et son application, les Puissances signataires ont consenti à préciser, d'un commun accord, pour les cas d'arbitrage international, les principes fondamentaux à observer pour l'établissement et les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige, et le prononcé de la sentence arbitrale.

L'application de ces principes fondamentaux, ainsi que de la procédure arbitrale, indiquée dans l'appendice au présent article, pour-

rait être modifiée en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auraient recours à l'arbitrage.

Commissions Internationales d'Enquête.

Article 14. — Dans les cas où se produiraient entre les Etats signataires des divergences d'appréciation par rapport aux circonstances locales ayant donné lieu à un litige d'ordre international qui ne pourrait pas être résolu par les voies diplomatiques ordinaires, mais dans lequel ni l'honneur, ni les intérêts vitaux de ces Etats ne seraient engagés, les Gouvernements intéressés conviennent d'instituer une Commission internationale d'enquête, afin de constater les circonstances ayant donné matière au dissentiment et d'éclaircir sur les lieux par un examen impartial et consciencieux toutes les questions de fait.

Article 15. — Ces Commissions internationales sont constituées comme suit : chaque Gouvernement intéressé nomme deux membres et les quatre membres réunis choisissent le cinquième membre, qui est en même temps le Président de la Commission. S'il y a partage de voix pour l'élection d'un Président, les deux Gouvernements intéressés s'adressent d'un commun accord, soit à un Gouvernement tiers, soit à une personne tierce qui nommera le Président de la Commission.

Article 16. — Les Gouvernements entre lesquels s'est produit un dissentiment grave ou un conflit dans les conditions indiquées plus haut, s'engagent à fournir à la Commission d'enquête tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour une étude approfondie et consciencieuse des faits qui y ont donné matière.

Article 17. — La Commission d'enquête internationale, après avoir constaté les circonstances dans lesquelles le dissentiment ou le conflit s'est produit, présente aux Gouvernements intéressés son rapport signé par tous les membres de la Commission.

Article 18. — Le rapport de la Commission d'enquête n'a nullement le caractère d'une sentence arbitrale ; il laisse aux Gouvernements en conflit entière faculté, soit de conclure un arrangement à l'amiable sur la base du rapport susmentionné, soit de recourir à l'arbitrage en concluant un accord *ad hoc*, soit enfin de recourir aux voies de fait admises dans les rapports mutuels entre les nations.

2. Notes explicatives concernant les articles 5 et 10 des *Eléments pour l'élaboration du projet de Convention ci-dessus*.

a) Note explicative se rapportant à l'article 5 du projet russe.

La Conférence qui va se réunir à La Haye se distingue essentiellement de celles qui ont été tenues à Genève (en 1864), à Saint-Petersbourg (en 1868) et à Bruxelles (en 1874).

Ces premières Conférences avaient eu pour but d'humaniser la guerre, une fois que celle-ci est déclarée, tandis que la réunion convoquée à La Haye devra viser surtout à rechercher les moyens de prévenir la déclaration même de la guerre. La Conférence de La Haye devra donc être une Conférence de paix dans le sens le plus positif de ce terme.

La pratique du droit des gens a élaboré toute une série de moyens

tendant à prévenir la guerre par le règlement pacifique des conflits internationaux, et parmi lesquels il faut compter avant tout les bons offices, la médiation et l'arbitrage. Il paraît assez naturel que la Conférence s'occupe du perfectionnement des garanties et moyens déjà existants pour assurer d'une manière durable la paix entre les nations, au lieu de rechercher des moyens nouveaux qui n'auraient pas été éprouvés et consacrés par la pratique. C'est dans ce sens que la Conférence devra notamment prêter une attention spéciale aux « bons offices » et à la « médiation » des tiers, c'est-à-dire des Puissances non impliquées dans le conflit présumé (1).

La médiation doit être, sans nul doute et par sa nature même, rangée au nombre des moyens d'action les plus utiles et les plus pratiques du droit des gens. Etant une conséquence nécessaire de cette communauté réelle des intérêts matériels et moraux qui crée entre les différents Etats une union internationale, la médiation doit inévitablement acquérir une importance et une valeur toujours plus grandes, à mesure qu'augmente le rapprochement entre les Etats et que se développent leurs relations internationales. L'avantage éventuel que présente la médiation, si on la compare aux autres moyens servant à régler les conflits internationaux, c'est avant tout l'élasticité remarquable de son action, la facilité qu'elle offre à s'adapter aux circonstances particulières de chaque cas donné, en même temps que la variété de formes dérivant de cette facilité. S'adressant au libre consentement des parties, la médiation ne porte aucune atteinte au principe de leur souveraineté, pas plus qu'à la liberté et à l'indépendance des Etats; elle influe sur leur libre arbitre sans jamais contester celui-ci, sans jamais le mettre en question.

Nul doute que l'arbitrage ne soit, d'une manière générale, un moyen plus efficace et plus radical que la médiation; en revanche, l'arbitrage étant un moyen d'action d'ordre juridique, son application se restreint essentiellement et même exclusivement aux cas où il y a conflit de droits internationaux, tandis que la médiation, en tant que moyen d'ordre politique, se trouve également applicable aux conflits d'intérêts, qui menacent le plus souvent la paix entre les nations. Enfin, il est également essentiel de noter que la médiation se distingue d'autres moyens d'action analogues par une simplicité étonnante d'application qui ne demande aucune préparation préalable. Cet instrument de la pratique journalière de la diplomatie, manié avec tact, avec habileté et dirigé par un désir sincère de servir l'œuvre de la paix, paraît appelé à jouer dans l'avenir un rôle marquant et bienfaisant.

Et cependant, la médiation a joué jusqu'ici un rôle des plus modestes dans le règlement des conflits internationaux; cette observation se vérifie jusque dans l'histoire des conflits les plus récents.

Si l'on recherche la raison de ce fait, on devra considérer avant tout à quel point la question de la médiation se pose d'une façon peu

(1) La distinction qui a été faite entre les « bons offices » et la « médiation » est d'une portée exclusivement théorique. Ces moyens d'action sont identiques par leur nature juridique et ne se distinguent que par le degré d'intensité de leur caractère, ainsi que par l'importance de leurs résultats. La diplomatie n'a jamais insisté sur cette distinction. (Cp. l'art. 8 du Traité de Paris de 1856 et l'art. 23 du Protocole du Congrès de Paris de 1856.)

satisfaisante dans la théorie, aussi bien que dans la pratique du droit des gens.

Aux termes de l'article 8 du Traité de Paris, la Sublime Porte aussi bien que les autres Puissances signataires de ce traité, sont tenues de soumettre tout dissentiment éventuel, venant à surgir entre quelques-unes d'entre elles, à la médiation des autres Puissances, pour prévenir l'emploi de la force.

Donnant à cette pensée une portée plus générale, l'article 23 du Protocole du Congrès de Paris, inséré sur la proposition de Lord Clarendon, plénipotentiaire britannique, formule le vœu que les Etats entre lesquels viendraient à surgir des dissentiments graves, eussent à requérir les bons offices d'une Puissance amie, dans la mesure où les circonstances le permettraient, plutôt que de recourir aux armes.

De même, à la Conférence africaine de Berlin, en 1885, les Puissances ont pris l'engagement réciproque de recourir avant tout à la médiation d'un ou de plusieurs Etats neutres, dans le cas où il surgirait entre Elles des dissentiments concernant le Congo et son bassin.

Les stipulations ci-dessus énoncées sont inspirées par une même pensée exprimée dans des termes à peu près identiques : elles obligent tous les Etats intéressés dans le conflit à demander la médiation, elles ne font pas mention du devoir des neutres de proposer celle-ci. A ce point de vue, la médiation imposerait des devoirs aux Etats directement intéressés et n'en imposerait aucun aux Etats neutres.

Ce caractère de la médiation, très irrégulier au point de vue théorique, a en outre le désavantage de la rendre irréalisable au point de vue pratique. La demande de médiation présuppose nécessairement un accord préalable entre les Etats intéressés au sujet de la nécessité et de l'opportunité de celle-ci. Or, un accord semblable n'est pas toujours possible dans l'ardeur d'un conflit entre des intérêts diamétralement opposés. En tout cas, il ne peut être question de rendre obligatoire la demande de médiation pour les Etats dont les intérêts sont en jeu, et cela notamment pour la raison que cette demande exige la concordance des volontés opposées et l'accord des parties concernant le choix du médiateur.

Les traités, malheureusement peu nombreux encore, qui rendent obligatoire la demande d'arbitrage, règlent en même temps, dans la plupart des cas à l'avance, l'organisation du tribunal appelé à rendre la sentence arbitrale, sans que cette organisation puisse dépendre du consentement ou du non-consentement des parties intéressées (1). Il va de soi que dans les traités il ne peut être question de la détermination obligatoire pour les Parties du choix d'un médiateur, dont les conseils ne peuvent avoir qu'une autorité morale, déterminée par le respect et la confiance qu'il inspire aux parties intéressées. La désignation des médiateurs doit nécessairement se produire par l'accord des parties ; or, comme cet accord dépend absolument de leur bonne volonté et peut même, si ce bon vouloir est acquis, se trouver irréalisable, il s'ensuit que l'on ne doit pas considérer la demande de médiation comme obligatoire pour les Etats directement intéressés. Si

(1) Voir par exemple l'article 16 de la Convention postale générale signée à Berne en 1874 et l'article 8 du traité signé à Washington en 1897.

même les traités imposaient un pareil devoir aux Etats, en cas de conflit, ce devoir resterait encore en général lettre morte, car les conventions ne sauraient obliger les Etats, en dépit de tout, à arrêter leur choix sur tel ou tel médiateur.

Cette opinion se trouve confirmée par l'histoire des relations internationales depuis l'époque du Congrès de Paris de 1856. C'est ainsi que dans les quarante dernières années il y a eu plusieurs cas où des Etats neutres, se référant à l'article 23 du protocole du Congrès de Paris, ont proposé aux Etats en conflit leur médiation et leurs bons offices ; mais il n'y a pas eu un seul cas où des Etats en conflit aient adressés aux neutres une demande de médiation. L'année dernière, lors du conflit entre la France et l'Angleterre concernant Fachoda, ni l'une ni l'autre de ces Puissances n'a songé à avoir recours aux stipulations établies par la Conférence de Berlin en 1885 et ne s'est adressée à la médiation d'une tierce Puissance. On pourrait citer d'autres exemples d'une portée analogue.

Quant à l'obligation des Etats neutres d'offrir leur médiation aux Etats en conflit, n'étant pas établie par les traités, elle n'est reconnue ni observée par personne. Aussi, en théorie, quelques auteurs ont été jusqu'à affirmer que les Etats neutres ne sont non seulement pas obligés, mais, bien plus, n'ont pas le droit d'offrir aux Etats en conflit leur médiation. Bluntschli et Helfter considèrent la médiation comme une ingérence dangereuse et nuisible dans les affaires d'autrui. Hautefeuille et Galiani conseillent aux Etats de s'abstenir prudemment de la médiation, de crainte de s'aliéner, sans raison suffisante, les sympathies de l'une ou de l'autre des Parties en cause. En effet, on peut citer en pratique de nombreux exemples de conflits graves, ayant plus tard abouti à la guerre, lesquels n'ont pas suggéré aux neutres la moindre tentative de proposer leur médiation ; cependant, des propositions de ce genre, surtout dans les cas où elles eussent émané simultanément de plusieurs Puissances, auraient pu écarter des guerres dont les conséquences ont été incalculables pour l'ensemble des Etats constituant la communauté internationale.

Dans beaucoup de cas, la proposition de médiation a lieu si tard et dans des termes si incertains, qu'elle ne peut écarter la guerre. C'est ainsi, par exemple, que le Gouvernement français refusa en 1870 les « bons offices de l'Angleterre, quand éclata le conflit entre la France et l'Allemagne.

Enfin, il arrive souvent que la médiation est proposée non dans le but d'éviter la guerre, mais afin d'y mettre un terme.

Plusieurs guerres contemporaines — la guerre austro-prussienne de 1866, celle entre le Chili, le Pérou et la Bolivie en 1882, celle entre la Grèce et la Turquie en 1897 et d'autres encore — ont été terminées grâce à la médiation des Puissances neutres. Si ces mêmes Puissances avaient mis en œuvre, pour prévenir ces guerres, toute l'énergie qu'Elles ont mise à les éteindre, il est possible que plus d'un conflit armé eût pu être épargné à l'Europe.

Après ce qui vient d'être énoncé, il n'est pas difficile d'indiquer la voie à suivre par la Conférence pour relever l'importance et augmenter la portée de la médiation, en en faisant une institution permanente et nécessaire du droit international. Des intérêts innombrables

et réciproquement enchevêtrés enveloppent les Etats civilisés d'un réseau serré et inextricable. Le principe d'isolement, qui naguère encore dominait l'existence politique de chaque nation, a cédé le pas désormais à une étroite solidarité d'intérêts, à une participation commune aux biens moraux et matériels de la civilisation.

Les Etats modernes ne peuvent rester indifférents aux conflits internationaux, en quelque endroit qu'ils puissent surgir et quelles que soient les Parties en cause. A l'heure qu'il est, la guerre, survenant même entre deux Etats, apparaît comme un mal international. Pour combattre ce mal, il est besoin de moyens d'une portée générale ; il faut réunir les efforts de tous les Etats et de chaque Etat en particulier.

A ce point de vue, chaque Puissance devrait être tenue d'employer tous ses efforts et de mettre en jeu tous les moyens dont elle dispose pour prévenir les conflits de nature à menacer la paix, tout en respectant sans doute l'indépendance des autres Etats souverains. En particulier, chaque Etat devrait, tant que les circonstances s'y prêteraient, proposer sa médiation aux Etats en conflit, du moment où il y aurait le moindre espoir de prévenir par là les maux redoutables de la guerre.

C'est parce qu'ils reconnaissent les conséquences graves que peut avoir telle ou telle issue d'une guerre pour la communauté internationale, que les Etats neutres proposent ordinairement aux parties belligérantes leur médiation pour la conclusion de la paix. Une médiation de ce genre, ayant en général un caractère collectif, met souvent le vainqueur dans l'impossibilité de tirer de sa victoire les avantages pour lesquels la guerre a été entreprise.

Il est hors de doute que pour les Etats neutres, ce qui importe, ce ne sont pas seulement les résultats de la guerre, mais le fait même qu'elle s'est produite. Il s'ensuit que les intérêts des neutres exigent que la médiation soit proposée par eux non seulement pour faire cesser une guerre commencée, mais surtout pour en prévenir l'explosion. Tel est également d'ailleurs l'intérêt des Etats en conflit, et cela d'autant plus qu'au moment où une guerre éclate, chaque Etat belligérant est intéressé, de nos jours, à connaître l'attitude des Puissances neutres à l'égard du conflit, afin d'être à même de calculer et de préciser non seulement la force de résistance de l'adversaire pendant la guerre, mais aussi celle qui émanera des Puissances neutres au moment de la conclusion de la paix.

La théorie du droit international, dans la personne de ses représentants les plus accrédités, tels que Travers-Twiss, Philimore, Pradier-Fodéré, de Martens et autres, considère depuis longtemps la médiation comme un *devoir des Etats neutres*. La Conférence de la Paix jugera peut-être utile de proclamer ce devoir à la face de l'humanité tout entière, afin de donner à la médiation toute la valeur d'un puissant instrument de paix.

b) Note explicative se rapportant à l'article 10 du projet russe.

En entrant dans l'examen de la question de l'arbitrage, il faut avant tout avoir en vue la différence essentielle entre l'arbitrage obligatoire et l'arbitrage facultatif.

En thèse générale, il est difficile de se représenter un différend d'ordre juridique quelconque, surgissant sur le terrain du droit international positif, qui ne pourrait pas, en vertu d'un accord entre les parties, être résolu par la voie d'arbitrage international facultatif. Même dans le cas où le droit international, qui compte malheureusement encore tant de lacunes, ne fournit pas de norme généralement reconnue pour la solution d'une question concrète, le compromis conclu entre les parties antérieurement à la procédure d'arbitrage peut cependant créer une norme *ad hoc*, et de cette manière faciliter considérablement la tâche de l'arbitre.

Il en est autrement de l'arbitrage obligatoire, lequel ne dépend pas du consentement spécial que les parties ont pu y donner. Il va de soi que cet arbitrage ne peut s'appliquer à tous les cas et à tous les genres de conflits. Il n'est pas de Gouvernement qui consentirait à prendre sur lui à l'avance l'obligation de soumettre à la décision d'un tribunal d'arbitrage tout différend qui se produirait dans le domaine international, s'il touchait à l'honneur national de l'Etat, à ses intérêts supérieurs et à ses biens imprescriptibles. Actuellement, les droits et les obligations réciproques des Etats sont déterminés, dans une mesure notable, par l'ensemble de ce qu'on nomme les traités politiques, lesquels ne sont autre chose que l'expression temporaire des rapports fortuits et transitoires entre les diverses forces nationales. Ces traités lient la liberté d'action des parties, tant que restent invariables les conditions politiques dans lesquelles ils se sont produits. Ces conditions venant à changer, les droits et les obligations découlant de ces traités changent aussi nécessairement. En thèse générale, les conflits qui surgissent sur le terrain des traités politiques se rapportent dans la plupart des cas, non pas autant à une différence d'interprétation de telle ou telle norme, qu'aux changements à apporter à celle-ci ou à son abrogation complète.

Les Puissances qui ont une part active dans la vie politique de l'Europe ne peuvent donc soumettre les conflits surgissant sur le terrain des traités politiques à l'examen d'un tribunal d'arbitrage, aux yeux duquel la norme établie par le traité serait tout aussi obligatoire, tout aussi inviolable, que la norme établie par la loi positive aux yeux d'un tribunal national quelconque.

Au point de vue de la politique pratique, l'impossibilité d'un arbitrage obligatoire universel apparaît donc comme évidente.

Mais d'un autre côté, il est hors de doute que dans la vie internationale se produisent souvent des différends à la solution desquels l'arbitrage peut être appliqué en tout temps et d'une manière absolue : ce sont les questions qui concernent exclusivement les points spéciaux du droit et qui ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats. On ne peut pas ne pas souhaiter que, par rapport à ces questions, la Conférence de la Paix pose l'arbitrage comme moyen d'action permanent et obligatoire.

La reconnaissance de l'obligation de l'arbitrage, ne fût-ce que dans les limites les plus restreintes, affermirait les principes de droit dans les rapports entre les nations, les garantirait contre les infractions et les atteintes, elle neutraliserait, pour ainsi dire, plus ou moins de vastes domaines du droit international. Pour les Etats, l'arbitrage obligatoire serait un moyen commode d'écarter les malentendus si

nombreux, si gênants, quoique peu graves, qui entravent parfois sans aucune nécessité les relations diplomatiques. Grâce à l'arbitrage obligatoire, les Etats pourraient faire valoir plus facilement leurs revendications légitimes, et, ce qui est plus important encore, se soustraire plus facilement aux prétentions non justifiées.

L'arbitrage obligatoire servirait d'une façon inappréciable la cause de la paix universelle. Bien évidemment, les questions d'ordre secondaire auxquelles est exclusivement applicable ce moyen d'action, constituent très rarement une cause de guerre. Néanmoins, des conflits fréquents entre les Etats, ne fût-ce que par rapport à des questions d'ordre secondaire, tout en ne constituant pas une menace directe pour le maintien de la paix, altèrent cependant les bons rapports entre les Etats, et créent une atmosphère de méfiance et d'hostilité dans laquelle peut plus facilement, par un incident quelconque comme par une étincelle fortuite, éclater une guerre. L'arbitrage obligatoire, ayant pour effet de délier les Etats intéressés de toute responsabilité en ce qui regarde telle ou telle solution à donner au différend surgi entre eux, semble devoir contribuer au maintien de leurs relations amicales, et par là faciliter la solution pacifique des conflits les plus sérieux qui pourraient surgir sur le terrain de leurs intérêts réciproques les plus élevés.

En reconnaissant ainsi la haute importance de l'arbitrage obligatoire, il est indispensable de préciser avant tout exactement la sphère de son application ; il faut indiquer dans quels cas l'arbitrage obligatoire est applicable.

Les causes de conflits internationaux sont très nombreuses, et variées à l'infini ; néanmoins, quel que soit l'objet du conflit, les demandes adressées par un Etat quelconque à un autre ne peuvent rentrer que dans les catégories suivantes : 1° Un Etat demande à un autre une indemnisation matérielle pour dommages et pertes causés à lui-même ou à ses ressortissants par des actes de l'Etat défendeur ou de ses ressortissants qu'il juge n'être pas conformes au droit ; 2° Un Etat demande à un autre d'exercer ou de ne pas exercer certaines attributions déterminées du pouvoir souverain, de faire ou de ne pas faire certains actes déterminés ne touchant pas à des intérêts d'ordre matériel.

Pour ce qui concerne les conflits de la première catégorie, l'application de l'arbitrage obligatoire est toujours possible et désirable. Les conflits de ce genre se rapportent à des questions de droit ; ils ne concernent ni l'honneur national des Etats, ni les intérêts vitaux de ceux-ci, attendu qu'un Etat dont l'honneur national ou les intérêts vitaux auraient été atteints ne se bornerait évidemment pas, et ne pourrait se borner, à demander une indemnisation matérielle pour dommages et pertes subies par lui. Une guerre qui est toujours un fait hautement regrettable, serait privée de toute signification et n'aurait aucune justification morale, si elle était entreprise pour un conflit surgissant sur le terrain de faits de peu d'importance essentielle, tels que les comptes à régler pour dommages matériels occasionnés à un Etat par des actes commis par un autre, et que le premier ne jugerait pas conformes au droit. Mais plus la guerre est impossible dans de pareils cas, plus il est indispensable de recommander l'arbitrage obligatoire comme le moyen d'action le plus efficace pour une solution pacifique de conflits de ce genre.

L'histoire des relations internationales prouve indubitablement que dans la grande majorité des cas, ce sont précisément des demandes pour indemnisation de dommages subis qui ont été l'objet des arbitrages. Les bases sur lesquelles ces demandes reposent sont très variées. Nous indiquerons par exemple la violation des devoirs de neutralité (1), l'atteinte portée aux droits des Etats neutres (2), l'arrestation illicite d'un sujet étranger (3), les pertes causées à un ressortissant étranger par la faute d'un Etat (4), la saisie de la propriété privée d'un belligérant sur terre ferme (5), saisie illégale des navires (6), violation du droit de pêche (7).

En général, quelles que soient les causes ou les circonstances du conflit, les Etats ne trouvent pas de difficulté à le soumettre à un arbitrage, s'il s'agit d'une indemnisation pour dommages et pertes.

Il semblerait donc que la Conférence devrait suivre cette même voie, en déclarant obligatoire l'arbitrage pour l'examen des conflits de la première catégorie. Il va de soi que dans les cas exceptionnels où la question pécuniaire engagée prend un caractère d'importance de premier ordre, au point de vue des intérêts de l'Etat, par exemple dans le cas où il s'agit d'une faillite d'un Etat, chaque Puissance, invoquant l'honneur national ou ses intérêts vitaux, aura la possibilité de décliner l'arbitrage comme moyen de solution du conflit.

Pour ce qui est des conflits de la seconde catégorie, qui sont de beaucoup plus importants et plus menaçants pour la paix générale, il semble que l'arbitrage obligatoire ne pourrait et ne devrait pas leur être appliqué. C'est dans cette catégorie que rentrent les conflits de toute sorte surgissant sur le terrain des traités politiques, lesquels touchent aux intérêts vitaux et à l'honneur national des Etats. L'arbitrage obligatoire lierait les mains dans ces cas à l'Etat intéressé, le réduirait à un rôle de passivité dans les questions desquelles dépend en grande partie sa sécurité, c'est-à-dire dans les questions où nul, sauf le pouvoir souverain, ne peut être juge. En introduisant l'arbitrage obligatoire dans la vie internationale des Etats, il faut apporter une circonspection extrême et ne pas étendre démesurément sa sphère d'application, pour ne pas ébranler la confiance qu'il peut inspirer, et ne pas le discréditer aux yeux des Gouvernements et des peuples.

Il ne faut pas perdre de vue que chaque Etat, et surtout chaque grande Puissance, préférerait proposer l'abrogation du traité établissant l'arbitrage comme obligatoire, plutôt que de se soumettre à celui-ci dans les questions exigeant d'une manière péremptoire que la décision soit prise librement et sans contrôle par le pouvoir souverain. Dans tous les cas, dans l'intérêt d'un développement ultérieur de l'institution de l'arbitrage, la Conférence devrait limiter son application à un nombre déterminé de questions de droit surgissant sur le

(1) Affaire du *Général Armstrong* (1851), affaire de l'*Alabama* (1872).

(2) Blocus de Portendik (1843), etc.

(3) Affaire du capitaine White (1864), affaire Doundonald (1873), etc.

(4) Affaire Butterfield (1888), conflit entre le Mexique et les Etats-Unis (1872), etc.

(5) Affaire du *Macedonian*.

(6) Saisies des bâtiments *Velox*, *Victoria* et *Vigie* (1852), affaire du bâtiment *Phare* (1879) et autres.

(7) Affaire des pêcheries de Terre-Neuve (1877), etc.

terrain de l'interprétation des traités existants qui sont dépourvus de toute signification politique. Ces traités doivent être indiqués à l'avance d'une manière expresse par la Conférence, et leur nomenclature pourra avec le temps être complétée à mesure des indications de la théorie et surtout de la pratique du droit international.

Au nombre des traités pour l'interprétation desquels doit être admis entièrement et sans conditions l'arbitrage, il faut citer avant tout le groupe étendu de ceux qui ont un caractère universel, et qui ont constitué un système de moyens internationaux — Unions internationales — pour servir des intérêts également internationaux. Telles sont, par exemple, les conventions relatives à l'Union postale et télégraphique, à la défense internationale de la propriété littéraire, etc. Avec le temps, à mesure du rapprochement croissant entre les Etats, un grand nombre d'autres intérêts moraux et matériels perdront leur caractère exclusivement national, et seront élevés à la hauteur d'intérêts de l'ensemble de la communauté internationale. Pourvoir à ces intérêts par les efforts et avec les moyens d'un seul Etat est une œuvre impossible. Et c'est pourquoi chaque année augmente le nombre des traités ayant un caractère universel, englobant des Etats très nombreux, et déterminant les moyens et les modes de protection commune des intérêts communs. Alors que les autres traités ne sont, en règle générale, que des compromis factices d'intérêts opposés, les traités à caractère universel expriment toujours et nécessairement la concordance d'intérêts identiques et communs. C'est pourquoi sur le terrain de ces traités ne se produisent jamais et ne peuvent pas se produire des conflits sérieux inextricables, des conflits ayant un caractère national, et dans lesquels les intérêts s'excluent réciproquement. Pour ce qui est des malentendus passagers concernant leur interprétation, chaque Etat confiera volontiers leur solution à un tribunal d'arbitrage, attendu que toutes les Puissances ont un égal intérêt à ce que les traités en question restent inviolables comme servant de base au système étendu et complexe des institutions et mesures d'ordre international qui sont le seul moyen de donner satisfaction à des besoins essentiels et permanents.

Il faut remarquer que le premier essai d'introduction de l'arbitrage obligatoire dans la pratique internationale a été fait précisément par un traité à caractère universel, celui relatif à l'Union postale de 1874 : l'article 16 de ce traité institue l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous les différends surgissant par rapport à l'interprétation et à l'application du traité dont il s'agit.

La Conférence de La Haye semblerait donc parfaitement fondée à étendre la disposition de l'article 16 du traité de Berne à tous les traités à caractère universel, entièrement analogues à celui-ci.

Actuellement, dans la catégorie des traités à caractère universel, susceptibles d'admettre l'arbitrage obligatoire, peuvent être compris tous les traités rentrant dans les deux subdivisions suivantes :

- 1° Les traités ayant en vue la protection internationale des grandes artères de la circulation universelle, les conventions postales, télégraphiques, de chemin de fer, les conventions pour la protection des câbles sous-marins, les règlements destinés à prévenir les collisions des bâtiments en pleine mer, les conventions relatives à la navigation sur les fleuves internationaux et les canaux interocéaniques.

2^o Les traités ayant en vue la protection internationale d'intérêts intellectuels et moraux, soit des États particuliers, soit en général de toute la communauté internationale. A cette subdivision se rapportent les conventions relatives à la protection de la propriété littéraire, artistique et musicale, les conventions pour la protection de la propriété industrielle (marques de commerce et de fabrique, brevets d'invention), conventions pour l'emploi des poids et mesures, conventions sanitaires, vétérinaires, pour les mesures à prendre contre le phylloxéra.

En outre des traités à caractère universel, l'arbitrage obligatoire pourrait être encore appliqué à la solution des différends se produisant au sujet de l'interprétation et de l'application des traités se rapportant aux domaines spéciaux du droit international privé, civil et criminel.

Il faut remarquer toutefois que les questions les plus importantes du droit international privé trouvent actuellement leur détermination surtout dans la législation particulière de chaque Etat.

En raison des inconvénients qu'offre cet ordre de choses, duquel résulte un manque extrême de détermination des droits et devoirs réciproques des individus dans le mouvement international, on a soulevé la question d'une codification internationale du droit international privé. Tant que cette question n'aura pas été définitivement résolue, soit par la conclusion de traités séparés entre les États, soit plutôt par la conclusion d'un traité à caractère universel, il serait plus prudent de n'admettre l'arbitrage obligatoire que dans les questions relatives au droit de succession, lesquelles sont déjà à un degré suffisant réglementées par des traités internationaux.

En ce qui regarde les questions de droit criminel international qui se produisent par rapport à l'interprétation des traités relatifs à la coopération entre États pour l'administration de la justice, il semblerait que ces questions ayant exclusivement un caractère spécial juridique, pourraient être résolues par la voie de l'arbitrage obligatoire, ce dernier apparaissant à cet égard comme également possible et désirable pour tous les États.

Enfin, à l'effet d'écarter les contestations et les malentendus si fréquents entre États dans les questions relatives aux démarcations de frontières, il paraîtrait aussi tout à fait opportun de confier à l'arbitrage obligatoire l'interprétation des traités dits de démarcation, en tant que ceux-ci ont un caractère technique, et non politique.

Telles sont les limites dans lesquelles il serait possible et désirable de fixer la sphère d'action de l'arbitrage obligatoire.

Il est permis de croire qu'avec le temps il deviendra possible d'étendre l'arbitrage obligatoire aux cas non prévus actuellement ; mais même dans les limites indiquées plus haut, ce moyen d'action sera d'un grand secours pour le triomphe des grands principes de droit et de justice dans le domaine international.

La Conférence de la Paix, en reconnaissant comme obligatoire, dans la mesure du possible, l'emploi de l'arbitrage, se rapprochera par cela même du but qui avait été proposé aux Gouvernements des Grandes Puissances dans le Congrès d'Aix-la-Chapelle, de 1818. Elle donnera un exemple de justice, de concorde et de modération ; elle consacrera les efforts de tous les Gouvernements pour la protection des

arts de la paix, pour le développement de la prospérité intérieure des Etats et pour le relèvement des idées élevées de religion et de morale.

III. Propositions russes concernant le Tribunal d'arbitrage.

a) Articles qui pourraient remplacer l'article 13.

Article 1. — En vue de consolider, en tant que possible, la pratique de l'arbitrage international, les Puissances contractantes sont convenues d'instituer, pour la durée de ans, un Tribunal d'arbitrage, auquel serait soumis les cas d'arbitrage obligatoire énumérés dans l'article 10, à moins que les Puissances intéressées ne tombent d'accord sur l'établissement d'un Tribunal d'arbitrage spécial pour la solution du conflit survenu entre Elles.

Les Puissances en litige pourront également avoir recours au Tribunal ci-dessus indiqué dans tous les cas d'arbitrage facultatif, si un accord spécial à ce sujet s'établit entre Elles.

Il est bien entendu que toutes les Puissances, sans en excepter celles non contractantes ou celles qui auraient fait des réserves, pourront soumettre leurs différends à ce Tribunal en s'adressant au Bureau permanent prévu par l'article de l'appendice A.

Art. 2. — L'organisation du Tribunal d'arbitrage est indiquée dans l'appendice A au présent article.

L'organisation des Tribunaux d'arbitrage institués par les accords spéciaux entre les Puissances en litige, ainsi que les règles de procédure à suivre pendant l'instruction du litige et le prononcé de la sentence arbitrale sont déterminées dans l'appendice B (Code d'arbitrage).

Les dispositions contenues dans ce dernier appendice pourront être modifiées en vertu d'un accord spécial entre les Etats qui auront recours à l'arbitrage.

b) Annexe aux propositions russes.

En cas d'acceptation des articles 1 et 2, il y aurait lieu :

1. De rédiger l'appendice A mentionné dans l'article 1 ;
2. D'introduire dans le projet du Code d'arbitrage des modifications correspondantes.

c) Appendice A,

MENTIONNÉ DANS L'ARTICLE ADDITIONNEL II DE LA PROPOSITION Russe

A défaut d'un compromis spécial, le Tribunal d'arbitrage prévu par l'article 13 sera constitué sur les bases suivantes :

§ 1. Les parties contractantes instituent un Tribunal permanent pour la solution des conflits internationaux qui lui seront déférés par les Puissances en vertu de l'article 13 de la présente Convention.

§ 2. La Conférence désignera, pour le terme qui s'écoulera jusqu'à la réunion d'une nouvelle Conférence, cinq Puissances afin que chacune d'elles, en cas de demande d'arbitrage, nomme un juge, soit du nombre de ses ressortissants, soit en dehors d'eux.

Les juges ainsi nommés constituent le Tribunal arbitral compétent pour le cas survenu.

§ 3. Si parmi les Puissances en litige se trouvaient une ou plusieurs Puissances non représentées dans le Tribunal arbitral en vertu de l'article précédent, chacune des deux Parties en litige aura le droit de s'y faire représenter par une personne de son choix en qualité de juge ayant les mêmes droits que les autres membres dudit Tribunal.

§ 4. Le Tribunal choisit parmi ses membres, son Président qui, en cas de partage de voix en nombre égal, aura voix prépondérante.

§ 5. Un bureau permanent d'arbitrage sera institué par les cinq Puissances qui seront désignées en vertu du présent Acte pour constituer le Tribunal arbitral. Elles élaboreront le règlement de ce Bureau, en nommeront les employés, pourvoieront à leur remplacement le cas échéant et fixeront leurs émoluments. Ce Bureau, dont le siège sera à La Haye, comprendra un Secrétaire général, un Secrétaire-adjoint, un Secrétaire-archiviste ainsi que le reste du personnel, lequel sera nommé par le Secrétaire général.

§ 6. Les frais d'entretien de ce Bureau seront répartis entre les Etats dans la proportion établie pour le Bureau international postal.

§ 7. Le Bureau rend annuellement compte de son activité aux cinq Puissances qui l'ont nommé et celles-ci communiquent le compte-rendu aux autres Puissances.

§ 8. Les Puissances entre lesquelles aurait surgi un litige s'adresseront au Bureau et lui fourniront les documents nécessaires. Le Bureau avisera les cinq Puissances ci-dessus mentionnées qui auront à constituer sans retard le Tribunal. Ce Tribunal se réunira d'ordinaire à La Haye ; il pourra se réunir également dans une autre ville, si un accord s'établit à cet effet entre les Etats intéressés.

§ 9. Pendant le fonctionnement du Tribunal, le Bureau lui servira de Secrétariat. Il suivra le Tribunal en cas de déplacement. Les archives de l'arbitrage international seront déposées au Bureau.

§ 10. La procédure du Tribunal susdit sera réglée par les prescriptions du Code d'arbitrage. (Appendice B.)

IV. Projet de Code d'arbitrage proposé par la délégation russe.

Article 1. — Les Puissances signataires ont approuvé les principes et règles ci-dessous pour la procédure d'arbitrage entre nations, sauf les modifications qui pourraient y être introduites dans chaque cas spécial d'un commun accord par les Gouvernements en litige.

Art. 2. — Les Etats intéressés, ayant accepté l'arbitrage, signent un acte spécial (compromis), dans lequel sont nettement précisées les questions soumises à la décision de l'arbitre, l'ensemble des faits et des points de droit qui s'y rattachent et, enfin se trouve confirmé formellement l'engagement des deux Parties contractantes de se soumettre, de bonne foi et sans appel, à la sentence arbitrale qui sera prononcée.

Art. 3. — Les compromis ainsi conclus de plein gré par les Etats, peuvent établir l'arbitrage, soit pour toutes contestations survenant entre eux, soit pour les contestations d'une catégorie déterminée.

Art. 4. — Les Gouvernements intéressés peuvent confier les fonc-

tions d'arbitre au Souverain ou au Chef d'Etat d'une Puissance tierce avec l'assentiment de ce dernier. Ils peuvent également confier ces fonctions soit à une personne seule, choisie par eux, soit à un Tribunal d'arbitrage constitué à cet effet.

Dans le dernier cas et en vue de l'importance du litige, le Tribunal d'arbitrage pourrait être constitué de la manière suivante : chaque Partie contractante choisit deux arbitres et tous les arbitres réunis choisissent le surarbitre qui est *de jure* le président du Tribunal d'arbitrage.

En cas de partage des voix, les Gouvernements en litige s'adresseront d'un commun accord à un Gouvernement tiers ou à une personne tierce qui nommera le surarbitre.

Art. 5. — Si les Parties en litige n'arrivent pas à un accord sur le choix du Gouvernement tiers ou d'une personne tierce mentionnés dans l'article précédent, chacune de ces Parties nommera une Puissance non impliquée dans le conflit, afin que les Puissances ainsi choisies par les Parties en litige désignent, d'un commun accord, un surarbitre.

Art. 6. — L'incapacité ou la récusation valable, fût-ce d'un seul des arbitres sus-indiqués, ainsi que le refus d'accepter l'office arbitral après l'acceptation ou la mort d'un arbitre choisi, infirme le compromis entier, sauf les cas où ces faits sont prévus et réglés d'avance d'un commun accord des Parties contractantes.

Art. 7. — Le siège du Tribunal d'arbitrage est désigné, soit par les Etats contractants, soit par les membres du Tribunal eux-mêmes. Le changement de ce siège du Tribunal n'est loisible qu'en vertu d'un nouvel accord entre les Gouvernements intéressés ou, en cas de force majeure, sur l'initiative du Tribunal même.

Art. 8. — Les états en litige ont le droit de nommer des délégués ou agents spéciaux attachés au Tribunal d'arbitrage avec la charge de servir d'intermédiaires entre le Tribunal et les Gouvernements intéressés.

Outre ces agents, les susdits Gouvernements sont autorisés à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le Tribunal d'arbitrage des conseils ou avocats nommés à cet effet.

Art. 9. — Le Tribunal d'arbitrage décide dans quelles langues devront avoir lieu ses délibérations et les débats des parties.

Art. 10. — La procédure arbitrale doit généralement parcourir deux phases : préliminaire et définitive.

La première consiste dans la communication aux membres du Tribunal d'arbitrage, par les agents des Etats contractants, de tous les actes, documents et arguments imprimés ou écrits relatifs aux questions en litige.

La seconde — définitive ou orale — consiste dans les débats devant le Tribunal d'arbitrage.

Art. 11. — Après la clôture de la procédure préliminaire commencent les débats devant le Tribunal d'arbitrage qui sont dirigés par le Président.

De toutes les délibérations sont tenus des procès-verbaux, rédigés par des secrétaires, nommés par le Président du Tribunal. Ces procès-verbaux ont force légale.

Art. 12. — La procédure préliminaire étant close, le Tribunal d'arbitrage a le droit de refuser tous les nouveaux actes ou documents que les représentants des Parties voudraient lui soumettre.

Art. 13. — Toutefois, le Tribunal d'arbitrage reste souverainement libre de prendre en considération les nouveaux documents ou actes dont les délégués ou conseils des deux Gouvernements en litige ont profité dans leurs explications devant le Tribunal.

Ce dernier a le droit de requérir la représentation de ces actes ou documents et d'en donner connaissance à la Partie adverse.

Art. 14. — Le Tribunal d'arbitrage, outre cela, a le droit de requérir des agents des Parties la présentation de tous les actes ou explications dont il aura besoin.

Art. 15. — Les agents et conseils des Gouvernements en litige sont autorisés à présenter au Tribunal d'arbitrage oralement toutes les explications ou preuves au profit de la cause à défendre.

Art. 16. — Ces mêmes agents et conseils ont également le droit de s'adresser au Tribunal avec des motions sur les matières à discuter.

Les décisions du Tribunal concernant ces motions sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion.

Art. 17. — Les membres du Tribunal d'arbitrage ont le droit de poser aux agents ou conseils des Parties contractantes des questions ou de demander des éclaircissements sur des points douteux.

Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du Tribunal pendant le cours des délibérations ne sauraient être regardées comme énonciations des opinions du Tribunal en général, ou de ses membres en particulier.

Art. 18. — Le Tribunal d'arbitrage est seul autorisé à déterminer sa compétence par l'interprétation des clauses du compromis, et selon les principes du droit international ainsi que les stipulations des traités particuliers qui peuvent être invoqués dans la matière.

Art. 19. — Le Tribunal d'arbitrage a le droit de rendre des ordonnances de procédure sur la direction du procès, de déterminer les formes et délais dans lesquels chaque Partie devra présenter ses conclusions et de statuer sur l'interprétation des documents produits et communiqués aux deux Parties.

Art. 20. — Les agents et conseils des Gouvernements en litige ayant présenté tous les éclaircissements et preuves pour la défense de leurs causes, le Président du Tribunal d'arbitrage prononcera la clôture de la discussion.

Art. 21. — Les délibérations des membres du Tribunal d'arbitrage sur le fond du litige ont lieu à huis-clos.

Toute décision définitive ou provisoire est prise à la majorité des membres présents.

Le refus d'un membre du Tribunal de prendre part au vote doit être constaté dans le procès-verbal.

Art. 22. — La sentence arbitrale, votée à la majorité des voix, doit être rédigée par écrit et doit être signée par chacun des membres du Tribunal d'arbitrage.

Ceux des membres du Tribunal qui sont restés dans la minorité constatent, en signant, leur dissentiment.

Art. 23. — La sentence arbitrale est lue solennellement en séance

publique du Tribunal et en présence des agents et conseils des Gouvernements en litige.

Art. 24. — La sentence arbitrale, dûment prononcée et notifiée aux agents des Gouvernements en litige, décide définitivement et sans appel la contestation entre les Parties et clôt toute la procédure arbitrale instituée par le compromis.

Art. 25. — Chaque Partie supportera ses propres frais et la moitié des frais du Tribunal d'arbitrage, sans préjudice de la décision du Tribunal touchant l'indemnité que l'une ou l'autre des Parties pourra être condamnée à payer.

Art. 26. — La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des arbitres.

La procédure indiquée ci-dessus concernant le Tribunal d'arbitrage s'applique également à partir du § 7 commençant par les mots : « Le siège du Tribunal d'arbitrage », dans le cas où l'arbitrage est confié à une personne seule au choix des Gouvernements intéressés.

Dans le cas où le Souverain ou le Chef d'Etat se réserverait de prononcer personnellement comme arbitre, la procédure à suivre serait fixée par le Souverain ou le Chef d'Etat lui-même.

V. Document communiqué par M. de Martens.

Arbitration between the Governments of Her Britannic Majesty and the United States of Venezuela.

RULES OF PROCEDURE.

The Tribunal of Arbitration, established in virtue of the Treaty of Washington of February 2. 1897 to decide the boundary claims between Great Britain and the United States of Venezuela, has adopted the following Rules of Procedure for its meetings.

I. At the opening of its meetings the Tribunal of Arbitration shall, upon the proposal of the President, appoint secretaries, who shall be charged with drawing up full reports of all its proceedings. The Agents of the two governments being in dispute have the right to appoint their special secretaries for the purpose of drawing up reports of all the proceedings of the Tribunal, except the deliberations of the Tribunal with closed doors.

II. The reports of the Proceedings of the Tribunal of Arbitration shall be signed by the President, the two Agents of the Governments in dispute, and countersigned by the Principal Secretary. These reports alone are authoritative and have full legal force.

III. At all debates and deliberations of the Tribunal of Arbitration the Proceedings shall be carried on in French or in English. The final report of Proceedings shall be drawn up in three languages : English, French and Spanish.

IV. The Agents of the two Governments in dispute are required to communicate to the Tribunal the names of their Counsel and special Secretaries.

V. The public shall be admitted to the public meetings of the Tribunal of Arbitration only on presentation of tickets to be obtained from the Secretaries of the Tribunal.

VI. The President of the Tribunal of Arbitration has the direction of all the debates and deliberations before the Tribunal.

VII. In case of the temporary illness of any one of the Members of the Tribunal of Arbitration or of the Agents of the Government of the United States of Venezuela or of Great Britain, the meetings of the Tribunal may be suspended for a short period of time. In case of the long or serious illness of any one of the Members of the Tribunal, the second article of the Treaty of Washington of February 2. 1897 shall be put in force.

VIII. The preliminary proceedings of the Tribunal of Arbitration, consisting in the communication by the two Governments in dispute of all written acts and documents relative to the present trial being closed, the Tribunal of Arbitration by virtue of the stipulations of the Treaty of Washington, shall have the right to refuse to receive any new acts or documents which the Representatives of the two above-mentioned Governments may wish to present.

IX. At the same time the Tribunal of Arbitration has full power and liberty to take into consideration any new acts or documents, to which the Agents or Counsel of the two Governments in dispute may invite the attention of the Tribunal. It has further the right to demand the production of these acts or documents and to communicate them to the Party opposed.

X. The Tribunal of Arbitration has the right to require the Agents of the two Governments in dispute to produce any act or document and to make any oral explanations it may deem necessary.

XI. The Agents or Counsel of the two Governments in dispute have full right to produce before the Tribunal of Arbitration any oral explanations they may consider necessary to the due development of their case.

XII. The aforesaid Agents or Counsel have equally the right to submit to the Tribunal of Arbitration any motion or amendment to the subject under discussion. All decisions arrived at by the Tribunal on such motions or amendments shall be regarded as final and not admitting any further debate.

XIII. The Members of the Tribunal of Arbitration have the right to put questions to the Agent or Counsel of the two Governments in dispute, or to demand further and more detailed explanations on all doubtful points. Neither the questions that may be put nor the observations made by Members of the Tribunal shall be regarded as expressing the views of the Tribunal in general, or of its Members in particular.

XIV. The Tribunal of Arbitration is authorised to determine its competency on any point exclusively on the basis of the Treaty of Washington of February 2. 1897, and in accordance with the principles of International Law.

XV. After the Agents or Counsel of the two Governments in dispute have laid before the Tribunal of Arbitration all their explanations and proofs, the President shall declare the debates to be closed.

XVI. The Tribunal of Arbitration may, during the debates before it, discuss any question with closed doors.

XVII. In matters of Procedure all decisions are taken by the majority of votes of Members present.

XVIII. The failure of any one of the Members of the Tribunal of Arbitration to take part in the voting shall be duly noted in the Report of the Proceedings.

XIX. The final award, decided by the majority of votes, shall be drawn up in English, French and Spanish.

Translations in French and Spanish shall be certified by the Agents of the two Governments.

XX. The refusal, if any, on the part of the minority of Members of the Tribunal to sign the award shall be duly noted in the Report of the Proceedings.

XXI. The final award shall be solemnly read in public meeting of the Tribunal of Arbitration in presence of the Members. The Agents and Counsel of the two Governments being in dispute shall be invited to assist at this public meeting.

XXII. Three copies of the final award shall be drawn up and, of these copies, one shall be presented to the Agent of the Government of Great Britain, to be communicated to his Government, and the second shall be presented to the Agent of the Government of the United States of Venezuela, to be communicated to his Government.

The third copy in French shall be communicated to the French Government for the Archives of the French Republic.

XXIII. Three duplicates of the final award shall be signed by the President and all the Members of the Tribunal of Arbitration. Those of its Members, who have voted with the minority, shall, if they see fit, state in such duplicate their dissent therefrom.

XXIV. The final award, duly declared and communicated to the Agents of the two Governments being in dispute, shall be deemed to decide definitely the points in dispute between the Governments of Great Britain and of the United States of Venezuela, concerning the lines of their respective frontiers, and shall finally close all Proceedings of the Tribunal of Arbitration established by the Treaty of Washington, February 2. 1897.

The President: MARTENS.

Paris, June 14, 1899.

ANNEXE B.

**Documents émanés de la Délégation anglaise.
Tribunal permanent d'arbitrage.**

a) Proposition de S. E. sir Julian Pauncefote.

1. Dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les Etats qui n'auraient pas réussi à régler leurs différends par la voie diplomatique, les Puissances signataires s'engagent à organiser de la manière suivante un « Tribunal permanent d'arbitrage » accessible en tout temps, et qui sera régi par le Code d'arbitrage prescrit dans cette convention en tant qu'il serait applicable et conforme aux dispositions arrêtées dans le compromis entre les Parties litigantes.

2. A cet effet, un Bureau central sera établi en permanence à (X),

dans lequel les archives du Tribunal seront conservées, et qui sera chargé de la gestion de ses affaires officielles. Un Secrétaire permanent, un Archiviste et un personnel suffisant seront nommés, qui habiteront sur les lieux.

Le Bureau sera l'intermédiaire des communications relatives à la réunion du Tribunal à la requête des Parties litigantes.

3. Chaque Puissance signataire transmettra aux autres les noms de deux personnes de sa nationalité reconnues dans leur pays comme juristes ou publicistes de mérite et jouissant de la plus haute considération quant à leur intégrité, qui seraient disposées à accepter les fonctions d'arbitre et possèderaient toutes les qualités requises. Les personnes ainsi désignées seront membres du Tribunal et inscrites comme tels au Bureau central.

En cas de décès ou de retraite d'un membre du Tribunal, il sera pourvu à son remplacement de la même manière que pour sa nomination.

4. Les Puissances signataires, désirant avoir recours au Tribunal pour le règlement pacifique des différends qui pourraient surgir entre Elles, notifieront ce désir au Secrétaire du Bureau central qui leur fournira sur le champ la liste des membres du Tribunal. Elles choisiront dans cette liste le nombre d'arbitres convenu dans le compromis.

Elles auront en outre la faculté de leur adjoindre des arbitres autres que ceux dont les noms seront inscrits dans la liste. Les arbitres ainsi choisis formeront le Tribunal pour cet arbitrage.

Ils se réuniront à la date fixée par les Parties en litige.

Le Tribunal siègera d'ordinaire à (X). mais il aura la faculté de siéger ailleurs et de changer son siège de temps en temps selon les circonstances et sa convenance ou celle des Parties en litige.

5. Tout Etat, quoique n'étant pas une des Puissances signataires, pourra avoir recours au Tribunal dans les conditions prescrites par les Règlements.

6. Le Gouvernement de (X) est chargé d'installer à (X), au nom des Puissances signataires, le plus tôt possible après la ratification de cette Convention, un « Conseil d'administration » permanent qui sera composé de cinq membres et d'un Secrétaire. Ce Conseil aura pour devoir d'établir et d'organiser le Bureau central qui sera sous sa direction et son contrôle.

Il émettra de temps en temps les Règlements nécessaires au bon fonctionnement du Bureau central. Il règlera de même toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou qui lui seraient référées par le Bureau central. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension ou la démission de tous les fonctionnaires et employés, il fixera leurs salaires et il contrôlera la dépense générale. Le Conseil élira son Président, qui aura voix prépondérante. La présence de trois membres suffira pour constituer les séances, et les décisions seront prises à la majorité des voix. Les honoraires des membres du Conseil seront fixés par un accord entre les Puissances signataires.

7. Les Puissances signataires s'engagent à supporter par parties égales les frais du Conseil d'administration et du Bureau central. Les frais se rattachant à chaque arbitrage incomberont aux Etats en litige en partie égale.

*b) Proposition nouvelle de S. E. sir Julian Pauncefoot
concernant le Conseil permanent.*

Article 6 nouveau.

Un Conseil permanent composé des représentants des Puissances signataires résidant à La Haye et du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification de la présente Convention. Ce Conseil aura pour mission d'établir et d'organiser le Bureau central, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle. Il procédera à l'installation du Tribunal; il émettra, de temps en temps, les règlements nécessaires au bon fonctionnement du Bureau central. De même, il règlera toutes les questions qui pourraient surgir touchant le fonctionnement du Tribunal, ou il en réfèrera aux Puissances signataires. Il aura des pouvoirs absolus quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau central. Il fixera leurs traitements et salaires, il contrôlera la dépense générale. La présence de cinq membres dans la réunion, dûment convoquée, suffira pour délibérer valablement et les décisions seront prises à la majorité des voix.

ANNEXE C.

Documents émanés de la Délégation américaine.

I. MÉDIATION SPÉCIALE.

Proposition de M. Holls, délégué des Etats-Unis d'Amérique.

Article 7. — Les Puissances signataires sont tombées d'accord de recommander l'application, dans les circonstances qui peuvent le permettre, d'une Médiation spéciale, sous la forme suivante :

En cas de différend grave menaçant la Paix, les Etats en litige choisissent respectivement une Puissance neutre avec la mission d'entrer en rapport direct à l'effet de prévenir la rupture des relations pacifiques.

Pendant une durée de vingt jours, sauf stipulation d'un autre délai, la question en litige est considérée comme déferée exclusivement à ces Puissances. Elles doivent appliquer tous leurs efforts à régler le différend et à rétablir autant que possible le *statu quo ante*.

En cas de rupture effective des relations pacifiques, ces Puissances demeurent chargées de la mission commune de profiter de toute occasion pour rétablir la paix.

II. PROJET DE TRIBUNAL INTERNATIONAL. PROPOSITION DE LA COMMISSION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SOUMISE AU COMITÉ D'EXAMEN.

Il est décidé que, en vue d'aider à prévenir les conflits armés par des moyens pacifiques, les représentants des Puissances souveraines assemblés à cette Conférence sont invités par la présente résolution à proposer à leurs Gouvernements respectifs d'entrer en négociations aux fins de conclure un traité général qui aura pour objet le plan ci-dessous, avec telles modifications qui seraient indispensables pour

assurer l'adhésion d'au moins neuf Puissances souveraines desquelles huit au moins devront être des Puissances européennes ou américaines, et quatre au moins devront avoir été au nombre des signataires de la Convention de Paris, l'Empire d'Allemagne étant considéré comme succédant à la Prusse et le Royaume d'Italie à la Sardaigne.

1. Le Tribunal sera composé de personnes se recommandant par leur haute intégrité et leur compétence dans le droit international, qui seront nommées par la majorité des membres de la plus haute Cour de justice existant dans chacun des Etats adhérents. Chaque Etat signataire du traité aura un représentant au Tribunal. Les membres de celui-ci siégeront jusqu'à ce que des successeurs leur aient été donnés en due forme par le même mode d'élection.

2. Le Tribunal s'assemblera, en vue de s'organiser, à une époque et à un endroit dont conviendront les différents Gouvernements. Toutefois, il ne faudra pas que ce soit plus de six mois après la ratification du traité général par les neuf Puissances mentionnées ci-dessus. Le Tribunal désignera un Greffier permanent et tels autres employés qui seront jugés nécessaires. Le Tribunal aura le pouvoir de désigner le lieu où il se réunira et pourra en changer de temps en temps, selon que les intérêts de la justice ou les convenances des litigants sembleront l'exiger. Il fixera les règles de la procédure qu'il suivra.

3. Le Tribunal aura un caractère permanent et sera toujours prêt à accueillir, dans les limites de ses règles propres de procédure, les cas nouveaux et les cas contraires, soit que ces cas lui soient soumis par les Nations signataires, soit qu'ils le soient par toutes autres Nations qui désireraient recourir à lui; tous les cas et cas contraires, ainsi que les témoignages et les arguments pour les appuyer ou les combattre, devront être écrits ou imprimés. Tous cas, cas contraires, dépositions, arguments et considérants de jugements devront, après que la sentence aura été prononcée, être à la disposition de tous ceux qui seraient disposés à payer les frais de leur transcription.

4. Tout différend quel qu'il soit entre Puissances signataires peut, de commun accord, être soumis par les Nations intéressées au jugement de ce Tribunal international, mais, dans tous les cas où le Tribunal sera saisi, les intéressés devront s'engager, en s'adressant à lui, à accepter sa sentence.

5 Dans chaque cas particulier, la Cour sera composée d'après les conventions intervenues entre les Nations litigantes, soit que le Tribunal tout entier siège, soit que les Nations litigantes désignent quelques-uns seulement de ses membres en nombre impair et non inférieur à trois. Dans le cas où la Cour ne comprendrait que trois juges, aucun d'eux ne pourra être originaire, sujet ou citoyen des Etats dont les intérêts sont en cause.

6. Les frais généraux du Tribunal seront répartis également ou en proportion équitable entre les Puissances adhérentes, mais les frais occasionnés par chaque cas particulier seront à la charge de ceux que le Tribunal indiquera. Les traitements des juges pourront être fixés de telle façon qu'ils ne soient payables que lorsque lesdits juges rempliront effectivement leurs fonctions au Tribunal. Les cas dans lesquels l'une des parties ou toutes les deux seraient un Etat non-adhérent ne seront admis qu'à la condition que les Etats litigants prennent

de commun accord l'engagement de payer respectivement telle somme que le Tribunal fixera pour couvrir les frais de la procédure.

7. Tout litigant qui aura soumis un cas au Tribunal international aura droit à une seconde audition de sa cause devant les mêmes juges, endéans les trois mois après que la sentence aura été notifiée, s'il déclare pouvoir invoquer des témoignages nouveaux ou des questions de droit non soulevées et non tranchées la première fois.

8. Le Traité proposé ici entrera en force quand neuf Etats souverains, dans les conditions indiquées dans la résolution, auront ratifié ses stipulations.

ANNEXE D

Document émané de la Délégation Italienne.

Amendement au projet russe de stipulations sur la médiation et l'arbitrage, déposé par S. E. le Comte Nigra.

Dans le but de prévenir ou de faire cesser les conflits internationaux, la Conférence de la Paix, réunie à La Haye, a résolu de soumettre aux Gouvernements qui y sont représentés les articles suivants, destinés à être convertis en stipulations internationales.

Art. 1. — En cas d'imminence d'un conflit entre deux ou plusieurs Puissances, et après l'insuccès de toute tentative de conciliation au moyen de négociations indirectes, les Parties en litige sont obligées de recourir à la médiation ou à l'arbitrage dans les cas indiqués par le présent Acte.

Art. 2. — Dans tous les autres cas, la médiation ou l'arbitrage seront recommandés par les Puissances signataires, mais demeurent facultatifs.

Art. 3. — Chacune des Puissances signataires du présent Acte, non impliquées dans le conflit, a, en tout cas, et même pendant les hostilités, le droit d'offrir aux Parties contendantes ses bons offices ou sa médiation, ou de leur proposer de recourir à la médiation d'une autre Puissance également neutre ou à l'arbitrage.

Cette offre ou cette proposition ne peut être considérée par l'une ou l'autre des Parties en litige comme un acte peu amical, même dans le cas où la médiation et l'arbitrage, n'étant pas obligatoires, seraient récusés.

Art. 4. — La demande ou l'offre de médiation a la priorité sur la proposition d'arbitrage.

Mais l'arbitrage peut ou doit être proposé, selon les cas, non seulement lorsqu'il n'y a pas de demande ou offre de médiation, mais aussi lorsque la médiation aurait été récusée ou n'aurait pas abouti à la conciliation.

Art. 5. — La proposition de médiation ou d'arbitrage, tant qu'elle n'est pas formellement acceptée par toutes les Parties en litige, ne peut avoir pour effet, sauf convention contraire, d'interrompre, retarder ou entraver la mobilisation et autres mesures préparatoires, ainsi que les opérations militaires en cours.

Art. 6. — Le recours à la médiation ou à l'arbitrage conformément à l'article 1^{er} est obligatoire :

- 1°
- 2°

ANNEXE E

Document rédigé à la demande de la troisième Commission par
M. le Chevalier Descamps.

*Relevé général des clauses de médiation et d'arbitrage concernant
les Puissances représentées à la Conférence de la Paix.*

Il importe de distinguer les dispositions ayant un caractère de généralité, c'est-à-dire qui sont communes à toutes les Puissances ou à un groupe considérable d'entre Elles, et celles qui ont le caractère de droit conventionnel spécial entre deux Etats.

§ 1. *Dispositions marquées d'un caractère de généralité.*

Les principales dispositions à relever dans cet ordre sont les suivantes :

1. *Vœu général concernant le recours aux bons offices d'une Puissance amie, contenu dans le protocole n° XXIII du Congrès de 1856.*

Ce vœu a été exprimé dans les conditions suivantes :

M. le Comte de Clarendon, ayant demandé la permission de présenter au Congrès une proposition qui lui semble devoir être favorablement accueillie, dit que les calamités de la guerre sont encore trop présentes à tous les esprits pour qu'il n'y ait pas lieu de rechercher tous les moyens qui seraient de nature à en prévenir le retour ; qu'il a été inséré à l'article 8 du Traité de paix une stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un Etat ami, avant d'en appeler à la force en cas de dissentiment entre la Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires.

M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que cette heureuse innovation pourrait recevoir une application plus générale et devenir ainsi une barrière opposée à des conflits qui, souvent, n'éclatent que parce qu'il n'est pas toujours possible de s'expliquer et de s'entendre.

Il propose donc de se concerter sur une résolution propre à assurer, dans l'avenir, au maintien de la paix, cette chance de durée, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des Gouvernements.

M. le comte Walewski se déclare autorisé à appuyer l'idée émise par M. le premier Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ; il assure que les Plénipotentiaires de la France sont tout disposés à s'associer à l'insertion au protocole d'un vœu qui, en répondant pleinement aux tendances de notre époque, n'entraverait d'aucune façon la liberté d'action des Gouvernements.

M. le comte de Buol n'hésiterait pas à se joindre à l'avis des Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la France, si la résolution du Congrès doit avoir la forme indiquée par M. le comte Walewski ; mais il ne saurait prendre, au nom de sa Cour, un engagement absolu et de nature à limiter l'indépendance du Cabinet autrichien.

M. le comte de Clarendon répond que chaque Puissance est et sera

seule juge des exigences de son honneur et de ses intérêts; qu'il n'entend nullement circonscrire l'autorité des Gouvernements, mais seulement leur fournir l'occasion de ne pas recourir aux armes toutes les fois que les dissentiments pourront être aplanis par d'autres voies.

M. le baron de Manteuffel assure que le Roi, son auguste maître, partage complètement les idées exposées par M. le Comte de Clarendon; qu'il se croit donc autorisé à y adhérer et à leur donner tout le développement qu'elles comportent.

M. le comte Orloff, tout en reconnaissant la sagesse de la proposition faite au Congrès, croit devoir en référer à sa Cour, avant d'exprimer l'opinion des Plénipotentiaires de la Russie.

M. le comte Walewski ajoute qu'il ne s'agit ni de stipuler un droit, ni de prendre un engagement; que le vœu exprimé par le Congrès ne saurait, en aucun cas, aliéner la liberté d'appréciation que toute Puissance indépendante doit se réserver en pareille matière; qu'il n'y a donc aucun inconvénient à généraliser l'idée dont s'est inspiré M. le comte de Clarendon, et à lui donner la portée la plus étendue.

M. le comte de Buol applaudit à la proposition, telle que Lord Clarendon l'a présentée, dans un but d'humanité; mais il ne pourrait y adhérer, si on voulait lui donner une trop grande étendue, ou en déduire des conséquences favorables aux Gouvernements de fait et à des doctrines qu'il ne saurait admettre.

Il désire, au reste, que le Congrès, au moment même de terminer ses travaux, ne se voie pas obligé de traiter des questions irritantes et de nature à troubler la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner parmi les Plénipotentiaires.

Après quoi, MM. les Plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs Gouvernements, le vœu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une Puissance amie.

MM. les Plénipotentiaires espèrent que les Gouvernements non représentés au Congrès s'associeront à la pensée qui a inspiré le vœu consigné au présent protocole.

2. *Action médiatrice en cas de dissentiment menaçant le maintien des relations de la Sublime Porte avec les autres Puissances signataires du Traité de Paris de 1856.*

Traité du 30 mars 1856. art. 8.—S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou plusieurs des autres Puissances signataires un dissentiment qui menaçât le maintien de leurs relations, la Sublime Porte ou chacune des Puissances, avant de recourir à l'emploi de la force, mettront les autres Parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur action médiatrice.

3. *Bons offices pour limiter le théâtre de la guerre, en plaçant*

sous le régime de la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, art. 11. — Dans les cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} placées sous le régime de la liberté commerciale, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance soient, du consentement commun de cette Puissance et de l'autre ou des autres Parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non belligérant; les parties belligérantes renonceraient dès lors à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

4. Médiation obligatoire et arbitrage facultatif en cas de dissentiment sérieux ayant pris naissance au sujet ou dans les limites du bassin conventionnel du Congo.

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, art. 15. — Dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^{er} et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre les Puissances signataires du présent Acte ou des Puissances qui y adhèreraient par la suite, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Pour le même cas, les mêmes Puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage.

5. Institution d'une juridiction arbitrale en vertu de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles concernant la traite africaine.

Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, art. 55. — L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un surarbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'article 58, paragraphe 2.

Art. 56. — Les causes sont déferées, dans le plus bref délai possible, au tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs.

Cependant les consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les jugements aux lieu et place des tribunaux.

Art. 58. — Tout jugement du tribunal national ou des autorités visées à l'article 56 déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la traite sera exécuté sur le champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations aura le droit de réclamer des dommages intérêts, dont le montant sera fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage et payé dans le délai de six mois à partir de la date du jugement qui a acquitté la prise.

6. Institution d'une juridiction arbitrale en vertu de l'Union postale universelle.

Convention du 4 juillet 1891, art. 23, § 1. — En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

§ 2. — La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

§ 3. — En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

§ 4. — Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent (concernant le service des lettres et boîtes avec valeurs déclarées, des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc.).

7. Institution d'un Office d'arbitrage facultatif, en vertu de l'Union internationale pour le transport de marchandises par chemins de fer.

Convention du 14 octobre 1890, art. 57, § 1. — Pour faciliter et assurer l'exécution de la présente Convention, il sera organisé un Office central des transports internationaux, chargé :

... 3° De prononcer, à la demande des parties, des sentences sur les litiges qui pourraient s'élever entre les chemins de fer.

L'art. 22, § 2 de la *Convention du 4 juillet 1891* charge le Bureau international de l'Union postale universelle « d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses ». Ces avis juridiques constituent une sorte de préarbitrage qu'il a paru intéressant de noter.

En exécution de l'article 57, § 1 de la Convention du 14 octobre

1890, le Conseil fédéral suisse a publié, sous la date du 29 novembre 1892, un Règlement fixant la procédure arbitrale pour les litiges portés devant l'Office central des transports internationaux.

§ 2. Droit conventionnel spécial.

ALLEMAGNE

L'article 1^{er} de l'*accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890* porte que la délimitation de la frontière sud de la « Walfishbay » est réservée à une décision arbitrale si dans les deux ans, à partir de la signature de cet arrangement, aucune entente ne s'est établie entre les deux Puissances relativement à la fixation de ladite frontière.

AUTRICHE-HONGRIE

Le *Traité de commerce du 17 mai 1869 entre l'Autriche-Hongrie et le Siam* renferme une clause générale d'arbitrage, concernant tous les différends qui pourraient surgir entre les deux pays.

Article 26. — Dans le cas où s'élèverait entre les Hautes Parties contractantes un différend qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par la voie de négociations ou de correspondances diplomatiques, il est ici convenu que le règlement du différend sera soumis à l'arbitrage d'une Puissance neutre et amie à désigner de commun accord et que le résultat de cet arbitrage sera admis par les Hautes Parties contractantes comme une décision finale.

Sollte zwischen den hohen Vertrag-schliessenden Theilen eine Streitfrage oder Meinungsverschiedenheit entstehen, welche durch freundschaftlichen diplomatischen Verkehr oder Korrespondenz nicht geschlichtet werden konnte, wird so hiermit vereinbart dass die Schlichtung einer solchen Frage oder Meinungsverschiedenheit dem Schiedsrichterlichen Spruche einer im gemeinsamen Einverständnisse zu wählenden, befreundeten, neutralen Macht vorgelegt werden soll und dass das Ergebniss dieses Spruchs von den hohen Vertrag-schliessenden Mächten als endgiltige Entscheidung angenommen werden soll.

BELGIQUE

La Belgique a conclu onze traités renfermant des clauses d'arbitrage.

Six de ces clauses sont générales et concernent tous les différends éventuels. Les cinq autres ont une portée limitée.

Les Clauses générales d'arbitrage sont les suivantes :

1^o Belgique et Iles Hawaïiennes. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 octobre 1862. Article 26.* Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les Parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième Puissance, également amie des parties, sera invoqué d'un commun accord, pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

2^o Belgique et Siam. *Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868. Article 24.* Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux pays contractants, qui ne pourrait pas être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces

derniers désigneront, d'un commun accord, pour arbitre une Puissance tierce neutre et amie et le résultat de l'arbitrage sera admis par les deux Parties.

3^o Belgique et République Sud-Africaine. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 3 février 1876. Article 14* (Même texte que celui du traité avec les Îles Hawaïiennes, ci-dessus. 1^o.)

4^o Belgique et Vénézuéla. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 1^{er} mars 1884. Article 2.* S'il surgissait entre la Belgique et le Vénézuéla un différend quelconque, qui ne pût être réglé à l'amiable, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre la solution du litige à l'arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

5^o Belgique et Equateur. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 5 mars 1887. Article 2.* (Même texte que celui du traité avec le Vénézuéla, ci-dessus 4^o.)

6^o Belgique et Etat libre d'Orange. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 27 décembre 1894. Article 14.* (Même texte que celui du traité avec les Îles Hawaïiennes, ci-dessus 1^o.)

Les Clauses limitées d'arbitrage sont :

1^o Belgique et Italie. *Traité de commerce et de navigation du 11 décembre 1882. Article 20.* Si quelque difficulté surgissait à l'occasion, soit de l'interprétation, soit de l'exécution des articles qui précèdent, les deux Hautes Parties contractantes, après avoir épuisé tous les moyens d'arriver directement à un accord, s'engagent à s'en rapporter à la décision d'une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

La procédure à suivre sera déterminée par les arbitres, à moins qu'une entente ne soit intervenue à cet égard entre le Gouvernement belge et le Gouvernement italien.

2^o Belgique et Grèce. *Traité de commerce et de navigation du 25 mai 1895. Article 21.* Les Hautes Parties contractantes conviennent de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent traité.

3^o Belgique et Suède. *Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20.* (Même texte que celui du traité avec la Grèce, ci-dessus, 2^o.)

4^o Belgique et Norvège. *Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20.* Dans les cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent traité s'élèverait entre les deux parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

5^e Belgique et Danemark. *Traité de commerce et de navigation du 18 juin 1895. Article 20.* (Même texte que celui du traité avec la Grèce, ci-dessus, 2^o.)

DANEMARK

1^r Danemark et Vénézuéla. *Traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1862. Article 26.* Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux Hautes Parties contractantes occasionnaient une interruption dans leurs relations d'amitié, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leurs prétentions respectives n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième Puissance amie et neutre sera invoqué d'un commun accord avant de pouvoir en appeler au funeste usage des armes.

Est excepté le cas où la partie qui se croirait offensée n'obtiendrait pas que l'autre, dans le terme de trois mois, à compter du jour de l'invitation qui lui sera faite à cet effet, convint du choix de l'arbitre d'un commun accord, ou à défaut de cet accord, par la voie du sort.

2^o Danemark et Belgique. *Traité de commerce et de navigation du 18 juin 1895. Article 20.* (Reproduit sous la rubrique : Belgique.)

ESPAGNE

Voici les traités conclus par l'Espagne avec insertion de la clause d'arbitrage :

a. Clauses générales d'arbitrage

1^r Espagne et Vénézuéla. *Traité de commerce et de navigation du 20 mai 1882. Article 14.* Si, contre toute attente, il venait à surgir entre l'Espagne et le Vénézuéla une difficulté quelconque qui ne pourrait pas être résolue à l'amiable par les moyens usuels et ordinaires, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre la solution du différend à l'arbitrage d'une tierce Puissance, amie des deux Parties, proposée et acceptée de commun accord.

« Si, como no es de esperar, llegase à surgir entre Espana y Venezuela alguna diferencia que no se pudiese arreglar amigablemente por los medios usuales y ordinarios, las dos Altas Partes contratantes convienen en someter la resolucion de la diferencia al arbitraje de una tercera Potencia amiga de ambas propuesta y aceptada de comun acuerdo.

2^o Espagne et Equateur. *Traité additionnel de paix et d'amitié du 23 mai 1888. Article 5.* Toutes les contestations et tous les différends entre l'Espagne et l'Equateur sur l'interprétation de traités existants ou sur un point quelconque qui n'y est pas prévu, s'ils ne peuvent être résolus à l'amiable, seront soumis à l'arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

« Toda cuestion o diferencia entre Espana y Ecuador sobre la interpretation de Tratados existentes o sobre algun punto no previsto en ellos, si no pudiese ser arreglada amistosamente, sera sometida al arbitraje de una Potencia amiga, propuesta y aceptada de comun acuerdo. »

3° Espagne et Colombie. *Traité additionnel au traité de paix et d'amitié de 1881 signé à Bogota le 28 avril 1894. Article 1.* Toutes les contestations et tous les différends qui surgiront entre l'Espagne et la Colombie au sujet de l'interprétation des traités en vigueur ou qui le seront à l'avenir, seront tranchés par la décision sans appel d'un arbitre, proposé et accepté de commun accord. Les contestations qui pourront se présenter sur des points non prévus dans lesdits traités ou pactes seront également soumises à l'arbitrage; mais si l'accord n'existe pas quant à l'adoption de cette mesure, parce qu'il s'agit d'affaires affectant la souveraineté nationale ou qui d'une autre manière sont par leur nature incompatibles avec l'arbitrage, les deux Gouvernements sont obligés, en tout cas, d'accepter la médiation ou les bons offices d'un Gouvernement ami pour la solution amiable de tout différend.

Lorsqu'un différend entre l'Espagne et la Colombie sera soumis au jugement d'un arbitre, les Hautes Parties contractantes établiront, de commun accord, la procédure, les délais et les formalités que le Juge et les Parties devront observer dans le cours et à la fin du jugement arbitral.

« Toda controversia o diferencias que ocurriesen entre Espana y Colombia acerca de la interpretacion de los Tratados vigentes o que en lo sucesivo lo esten, seran resueltas por el inapelable fallo de un arbitro, propuesto y aceptado de comun acuerdo. Las desavenencias que pudieren surgir sobre puntos no previstos en dichos Tratados o Pactos, seran igualmente sometidas al arbitraje pero si no hubiere conformidad en cuanto a la adaption de este procedimiento, por tratarse de asuntos que afecten la soberania nacional o que de otro modo sean por su naturaliza incompatibles con el arbitraje, ambos Gobiernos estaran obligados, en todo caso, a aceptar la mediacion o buenos oficios de un Gobierno amigo, para la solucion amistosa de toda diferencia. Cuando se someta a juicio de un arbitro una diferencia entre Espana y Colombia las Atlas Partes contratantes estableceran, de comun acuerdo, los tramites, terminos y formalidades que el Juez y las partes deberan observar en el curio y terminacion del juicio arbitral. »

4° Espagne et Honduras. *Traité de paix et d'amitié du 19 novembre 1894. Article 2.* (Texte identique à celui du n° 2.)

b. Clause d'arbitrage limitée.

Espagne et Suède et Norvège. *Déclarations du 23 juin 1887. Article 2.* Les questions qui surgiraient sur l'interprétation ou l'exécution du traité de commerce entre l'Espagne et la Suède et la Norvège du 15 mars 1883, prorogé par la convention du 18 janvier dernier, et du traité de navigation entre les mêmes pays du 15 mars 1883, ou sur les conséquences d'une violation quelconque desdits traités, seront soumises, lorsque tous les moyens directs d'arrangement et les discussions amicales entre les deux hautes Parties contractantes auront été épuisés, à des Commissions d'arbitrage dont les décisions seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes.

Les membres de ces Commissions seront nommés d'un commun accord par les deux Hautes Parties et, dans les cas où l'entente ne pourrait être obtenue, chacune d'Elles nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et ceux qui seront nommés à ces fonctions désigneront un arbitre additionnel qui fonctionnera en cas de désaccord.

La procédure pour l'arbitrage sera fixée dans chaque cas par les Hautes Parties contractantes et, à leur défaut, la Commission d'arbitrage la déterminera avant d'exercer ses fonctions. Dans tous les cas, les Hautes Parties contractantes préciseront les questions ou affaires qui seront soumises à l'arbitrage.

Voir Notes ministérielles des 27 janvier 1892 et 9 août 1893, mentionnées sous les rubriques Suède et Norvège.

FRANCE

Le traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 juin 1886 entre la France et la Corée renferme dans son article 1^{er} § 2 la stipulation suivante : « S'il s'élevait des différends entre une des Hautes Parties contractantes et une Puissance tierce, l'autre Haute Partie contractante pourrait être requise par la première de prêter ses bons offices afin d'amener un arrangement amiable. »

GRANDE-BRETAGNE

Les traités conclus par la Grande-Bretagne et renfermant la clause d'arbitrage sont les suivants :

1^o Grande-Bretagne et Italie. *Traité de commerce et de navigation du 15 juin 1883. Protocole annexé.* Toutes controverses qui pourraient surgir sur l'interprétation ou l'exécution du présent traité ou sur les conséquences de sa violation seront, après que l'on aura épuisé tous les moyens d'arriver directement à un arrangement par entente amiable, soumises au jugement de Commissions d'arbitrage, et les décisions de ces Commissions seront obligatoires pour les deux Gouvernements.

Les membres de ces Commissions seront choisis par les deux Gouvernements de commun accord et, à défaut d'entente, chacune des Parties nommera un arbitre ou un même nombre d'arbitres, et les arbitres ainsi nommés feront choix d'un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes, à défaut de quoi la Commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer elle-même tout d'abord.

« Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the present Treaty, or the consequences of any violation thereof, shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitrators, and the result of such Arbitrations shall be binding upon both Governments.

« The members of such Commissions shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of arbitrators, and the arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

« The procedure of the Arbitrators shall in each case be determined by the contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand. »

2° Grande-Bretagne et Uruguay. *Traité de commerce et de navigation du 13 novembre 1885. Article 15.* (Texte identique à celui du n° 1.)

3° Grande-Bretagne et Grèce. *Traité de commerce et de navigation du 10 novembre 1886. Protocole annexé.* (Texte identique à celui du n° 1.)

4° Grande-Bretagne et Mexique. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 27 novembre 1888. Article 15.* (Texte identique à celui du n° 1.)

5° Grande-Bretagne et Portugal. *Modus Vivendi anglo-portugais du 31 mai 1893.* (Délimitation de possessions dans l'Afrique orientale.)

GRÈCE

1° Grèce et Italie. *Convention consulaire du 27 novembre 1880. Article 32.* (Reproduit sous la rubrique : Italie.)

2° Grèce et Grande-Bretagne. *Traité de commerce et de navigation du 10 novembre 1886. Protocole annexé.* (Reproduit sous la rubrique : Grande-Bretagne.)

3° Grèce et Belgique. *Traité de commerce et de navigation du 25 mai 1895. Article 21.* (Reproduit sous la rubrique : Belgique.)

ITALIE

Les traités suivants renferment la clause compromissoire :

1° Italie et Uruguay. *Convention d'extradition du 14 avril 1879. Article 16.* Les Hautes Parties contractantes sont convenues que les différends qui pourraient se produire touchant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ou les conséquences de l'infraction d'une de ses stipulations, devront être soumis, lorsque les moyens de les arranger directement par un accord amiable auront été épuisés, au jugement de Commissions arbitrales, et que le résultat d'un tel arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Les membres desdites Commissions seront choisis par les deux Gouvernements d'un commun accord; à défaut de quoi, chacune des Parties nommera son propre arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et les arbitres nommés en nommeront un autre de leur choix.

La procédure arbitrale sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes; à défaut de quoi, le collège même des arbitres aura la faculté de la déterminer préalablement.

« Le Alte Parti contraenti convengono che le controversie le quali possano sorgere intorno alla interpretazione o alla interpretazione o alla esecuzione della presente Convenzione, o alle conseguenze di qualche sua violazione, debbano assogettarsi, quando siano esauriti i mezzi di comparel direttamente per amichevole accordo, alla decisione di Commissioni arbitrali, e che il risultato di simile arbitrato sarà obbligatorio per entrambe.

« Il componenti di tali Commissioni saranno scelti dai due Governi

di comune consenso; in difetto di ciò ognuna delle Parti nominerà il proprio arbitro o un numero uguale di arbitri, e gli arbitri nominati ne sceglieranno un ultimo.

« La procedura arbitrale sarà in ciascuno dei casi determinati dalle Parti contraenti, e, in difetto, il collegio stesso degli arbitri s'intenderà autorizzato a preliminarmente determinarla. »

2° Italie et Roumanie. *Convention consulaire du 17 août 1880. Article 32.* (Texte identique à celui du n° 1.)

3° Italie et Grèce. *Convention consulaire du 27 novembre 1880. Article 26.* (Texte identique à celui du n° 1, sauf addition au premier paragraphe de la disposition suivante. « Il est entendu que la compétence des tribunaux respectifs en matière de droit privé n'est nullement restreinte par la disposition du présent article. »)

4° Italie et Belgique. *Traité de commerce du 11 décembre 1882. Article 20.* (Texte reproduit ci-dessus sous la rubrique Belgique.)

5° Italie et Monténégro. *Traité de commerce du 28 mars 1883. Article 17.* En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des dispositions stipulées dans le présent traité, lorsqu'on aura épuisé les moyens d'arriver directement à une composition amiable, la question sera soumise à la décision d'une Commission d'arbitres et le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par l'une et l'autre Partie, et les arbitres ainsi choisis nommeront, avant toute autre opération, un dernier arbitre. La procédure arbitrale, si les Parties ne la déterminent pas d'accord, sera préalablement arrêtée par la Commission même des arbitres.

6° Italie et Grande-Bretagne. *Traité de commerce du 15 juin 1883. Protocole annexé.* (Texte semblable à celui du n° 1.)

7° Italie et Pays-Bas. *Convention pour le patronage gratuit, du 9 janvier 1884. Article 4.* Si quelque difficulté surgissait au sujet de l'interprétation de cette convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'en rapporter à une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

8° Italie et Corée. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 26 juin 1884. Article 1.* Si quelque difficulté surgissait entre une des Hautes Parties contractantes et une tierce Puissance, l'autre Partie contractante, si son intervention est requise, interposera ses bons offices pour obtenir une solution amiable du différend.

« In caso di dissidi che possano sorgere tra una delle Alte Parti contraenti e una terza Potenza, l'altra Alta Parte contraente, se ne sarà richiesta, eserciterà i suoi buoni uffici per ottenere un amichevole componimento della vertenza. »

9° Italie et Uruguay. *Traité de commerce du 19 septembre 1885. Article 27.* (Texte identique à celui du n° 1.)

10° Italie et République Sud-Africaine. *Traité de commerce du 6 octobre 1886. Article 9.* (Texte identique à celui du n° 7.)

11° Italie et République de Saint-Domingue. *Traité de commerce du 18 octobre 1886. Article 28.* (Texte identique à celui du n° 1.)

12° Italie et Grèce. *Traité de commerce du 1^{er} avril 1889. Protocole annexé.* (Texte identique à celui du n° 1.)

13° Italie et Etat libre d'Orange. *Traité de commerce du 9 janvier 1890. Article 9.* (Texte identique à celui du n° 7.)

14° Italie et Mexique. *Traité de commerce du 16 avril 1890. Article 27.* (Texte semblable à celui du n° 1.)

15° Italie et Suisse. *Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14.* Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité, qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

16° Italie et Colombie. *Traité de commerce du 27 octobre 1892. Article 27.* (Texte semblable à celui du n° 1.)

17° Italie et Monténégro. *Convention d'extradition du 29 octobre 1892. Article 18.* (Texte identique à celui du n° 5.)

18° Italie et Paraguay. *Traité de commerce du 22 août 1893. Article 23.* (Texte identique à celui du n° 1.)

19° Italie et République Argentine. *Traité général d'arbitrage du 23 juillet 1898.*

S. M. le Roi d'Italie et S. E. le Président de la République Argentine, animés du désir de favoriser toujours plus les rapports cordiaux qui existent entre leurs Etats, — ont résolu de conclure un *traité général d'arbitrage* et ont nommé à cet effet leurs Ministres Plénipotentiaires : S. M. le Roi d'Italie S. E. le comte Napoléon Canevaro, sénateur du Royaume, vice-amiral dans la Marine Royale, Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et S. E. le Président de la République Argentine S. E. Don Enrice B. Moreno, Son Envoyé extraordinaire, etc., Ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi d'Italie. — Lesquels ayant trouvé parfaitement réguliers leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. I. — Les Hautes Parties signataires s'engagent à soumettre au jugement arbitra toutes les controverses, quelles qu'en soient la nature et la cause, qui pourraient surgir entre Elles, dans la période d'existence du présent traité, et pour lesquelles on n'aurait pu obtenir une solution amiable par des négociations directes.

Il n'importe que les controverses aient leur origine dans des faits antérieurs à la stipulation du présent traité.

Art. II. — Les Hautes parties signataires concluront une convention spéciale pour chaque cas, afin de déterminer l'objet précis de la controverse, l'étendue des pouvoirs des arbitres, et toute autre modalité qui sera jugée opportune par rapport à la procédure.

A défaut de cette convention, il appartiendra au tribunal de spécifier, suivant les prétentions réciproques des Parties, les points de droit et de fait qui devront être résolus pour épuiser le litige.

Pour tout le reste, à défaut d'une convention spéciale, on s'en tiendra aux règles suivantes.

Art. III. — Le tribunal sera composé de trois juges — chacun des Etats signataires en désignera un ; — les arbitres ainsi nommés choisiront le tiers arbitre.

S'ils ne peuvent s'accorder sur le choix, le tiers arbitre sera nommé par le chef d'un tiers Etat qui sera appelé à faire ce choix. Cet Etat sera désigné par les arbitres déjà nommés. A défaut de leur accord pour la nomination du tiers arbitre, la requête sera faite au Président de la Confédération suisse et au Roi de Suède et Norvège alternativement. Le tiers arbitre ainsi élu sera de droit président du tribunal.

La même personne ne pourra jamais être nommée successivement comme tiers arbitre.

Aucun des arbitres ne pourra être citoyen des Etats signataires, ni domicilié ou résident dans leurs territoires. Il ne devront avoir aucun intérêt dans les questions qui seront l'objet de l'arbitrage.

Art. IV. — Lorsqu'un arbitre, pour quelque raison que ce soit, ne peut se charger de l'office auquel il a été nommé, ou bien s'il ne peut le continuer, on pourvoira à son remplacement par la même procédure qui aura été suivie pour le nommer.

Art. V. — A défaut d'accords spéciaux entre les Parties, il appartient au tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances hors des territoires des Etats contractants, de choisir la langue dont on devra faire usage, de déterminer les modes d'instruction, les formes et les délais qui devront être prescrits aux parties, la procédure à suivre et en général de prendre toutes les déterminations nécessaires pour leur fonctionnement, ainsi que de résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourraient surgir au cours du débat.

Les Parties s'engagent, de leur côté, à mettre à la disposition des arbitres tous les moyens d'information dont Elles disposent.

Art. VI. — Un mandataire de chaque Partie assistera aux séances et représentera son Gouvernement dans toutes les affaires relatives à l'arbitrage.

Art. VII. — Le tribunal est compétent pour décider sur la régularité de sa constitution, sur la validité du compromis et sur son interprétation.

Art. VIII. — Le tribunal devra décider suivant les principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les arbitres à décider comme amiables compositeurs.

Art. IX. — Sauf le cas de disposition expressément contraire, toutes les délibérations du tribunal seront valides lorsqu'elles obtiendront la majorité des voix de tous les arbitres.

Art. X. — L'arrêt devra décider définitivement chaque point du litige. — Il devra être rédigé en double original et signé par tous les arbitres. — Au cas où l'un d'eux refuserait de le signer, les autres devront en faire mention et l'arrêt aura effet, étant signé par la majorité absolue des arbitres. Il ne pourra être inséré dans l'arrêt des vœux motivés contraires.

L'arrêt devra être notifié à chacune des parties par l'entremise de son représentant auprès du tribunal.

Art. XI. — Chaque partie supportera ses propres frais et la moitié des frais généraux du tribunal arbitral.

Art. XII. — L'arrêt légalement prononcé décide dans les limites de sa portée la contestation entre les Parties.

Il devra contenir l'indication des délais dans lesquels il devra être

exécuté. Sur les questions qui pourraient surgir dans l'exécution de l'arrêt, il devra être décidé par le tribunal qui l'a prononcé.

Art. XIII. — L'arrêt est sans appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires de ce pacte.

Toutefois, la demande de revision est admise devant le même tribunal qui a prononcé et avant que l'arrêt même ne soit exécuté : 1^o s'il a été jugé sur un document faux ou erroné ; 2^o si l'arrêt a été en tout ou en partie l'effet d'une erreur de fait positive ou négative qui résulte des actes ou documents de la cause.

Art. XIV. — Le présent traité aura la durée de dix ans à partir de l'échange des ratifications. — S'il n'est dénoncé six mois avant son échéance, il sera censé renouvelé pour une nouvelle période de dix ans et ainsi de suite.

Art. XV. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Buenos-Ayres dans les six mois à partir d'aujourd'hui.

JAPON

Le Japon a conclu avec le Siam, le 25 février 1898, un traité d'amitié, de commerce et de navigation. L'article 3 du Protocole annexé renferme la clause d'arbitrage suivante :

Tous différends qui pourraient naître sur l'interprétation ou l'exécution du traité signé ce jour ou sur les conséquences d'une violation de ce traité, seront soumis, après que l'on aura épuisé les moyens de régler directement ces différends par accord amiable, à la décision de Commissions d'arbitrage, et le résultat de cet arbitrage liera les deux Gouvernements.

Les membres de ces Commissions seront choisis par les deux Gouvernements de commun accord, et à défaut d'entente, chaque Partie nommera un arbitre, ou un même nombre d'arbitres et les arbitres ainsi désignés feront choix d'un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage sera, dans chaque cas, déterminée par les Parties contractantes, à défaut de quoi la Commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer elle-même à l'avance.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the Treaty signed this day or the consequences of any violation thereof shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitration and the result of such arbitration shall be binding upon both Governments.

The members of such Commission shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the Parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of Arbitrators, and the Arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the Arbitration shall in each case be determined by the contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

MEXIQUE

1^o Mexique et Grande-Bretagne. *Traité d'amitié, de commerce et*

de navigation du 27 novembre 1888. Article 15. (Reproduit sous la rubrique : Grande-Bretagne.)

2° Mexique et Italie. *Traité de commerce du 16 avril 1890. Art. 27.* (Reproduit sous la rubrique : Grande-Bretagne.)

MONTÉNÉGR0

Monténégro et Italie. *Traité de commerce du 28 mai 1883. Art. 17.* (Reproduit sous la rubrique : Italie.)

NORVÈGE

La Norvège est liée par des clauses d'arbitrage avec les pays suivants :

1° Suède et Norvège et Siam. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Art. 28.* (Texte identique à l'article 26 du traité entre l'Autriche-Hongrie et le Siam, reproduit sous la rubrique : Autriche-Hongrie.)

2° Suède et Norvège et Mexique. *Traité du 29 juillet 1885. Article 26.* Les questions qui surgiraient sur l'interprétation ou l'exécution du traité de commerce entre la Suède et la Norvège et le Mexique ou sur les conséquences d'une violation quelconque dudit traité, seront soumises, lorsque tous les moyens directs d'arrangement et les discussions amicales entre les deux Hautes Parties auront été épuisés, à des Commissions d'arbitrage dont les décisions seront obligatoires pour les Hautes Parties contractantes. Les membres de ces Commissions seront nommés d'un commun accord par les deux Hautes Parties et, dans le cas où l'accord ne pourrait être obtenu, chacune d'Elles nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et ceux qui seront nommés à ces fonctions désigneront un surarbitre qui fonctionnera en cas de désaccord. La procédure pour l'arbitrage sera fixée dans chaque cas par les Hautes Parties contractantes et, à leur défaut, la Commission d'arbitrage la déterminera avant d'exercer ses fonctions. Dans tous les cas, les Hautes Parties contractantes préciseront les questions ou affaires qui seront soumises à l'arbitrage.

Article 27. — En conséquence, il est stipulé que si un ou plusieurs articles du présent traité venaient à être violés ou enfreints, aucune des parties contractantes ne fera ni n'autorisera des représailles d'aucune sorte, ni ne déclarera la guerre à l'autre à cause d'un dommage souffert par elle, jusqu'à ce que la Partie qui se considère comme offensée, ait présenté à l'autre un exposé, accompagné de preuves de ses griefs, et que, après avoir demandé justice et satisfaction, sa demande ait été repoussée, et que la Partie offensante ait refusé de soumettre le différend à la Commission d'arbitrage.

3° Suède et Norvège et Espagne. *Déclaration du 23 juin 1887. Article 2.* (Texte reproduit sous la rubrique : Espagne.)

4° Norvège et Espagne. *Notes ministérielles du 27 janvier 1892 et du 9 août 1893 concernant l'application du principe de l'arbitrage, tel qu'il est réglé par la déclaration du 23 juin 1887, aux conventions du 24 janvier 1892 et du 27 juin 1892 concernant les relations commerciales des deux pays.*

5° Norvège et Suisse. *Traité de commerce et d'établissement du*

22 mars 1894. *Article 7.* Dans le cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent traité s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont Elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur le choix de celui-ci, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres ou, à défaut d'entente, par le sort.

6° Norvège et Belgique. *Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20.* (Texte reproduit ci-dessus sous la rubrique : Belgique.)

7° Suède et Norvège et Chili. *Déclaration du 6 juillet 1895* concernant l'établissement d'un tribunal arbitral pour les réclamations d'indemnités relatives à la guerre civile du Chili en 1891.

8° Norvège et Portugal. *Traité de commerce du 31 décembre 1895.* (Même texte que celui du traité avec la Suisse, reproduit ci-dessus, 5°.)

PAYS-BAS

1° Pays-Bas et Italie. *Convention pour le patronage gratuit, du 9 janvier 1884. Article 4.* (Reproduit sous la rubrique : Italie.)

2° Pays-Bas et Portugal. Ces deux Etats se sont liés réciproquement par une clause d'arbitrage, d'abord limitée, puis généralisée, dans les conditions suivantes :

a) Clause d'arbitrage limitée. La convention conclue à Lisbonne le 11 juin 1893 entre les Pays-Bas et le Portugal pour régler d'une façon exacte les relations entre les deux pays dans l'archipel de Timor et Solor, renferme, dans son article 7, la clause arbitrale suivante :

« Dans le cas où quelque difficulté surgirait par rapport à leurs relations internationales dans l'archipel de Timor et Solor, ou au sujet de l'interprétation de la présente convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se soumettre à la décision d'une Commission d'arbitres.

« Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre désigné par ces arbitres. »

b) Clause d'arbitrage générale. La déclaration échangée à Lisbonne le 5 juillet 1894 entre les deux Gouvernements au sujet du règlement provisoire des relations commerciales, renferme la clause suivante :

« Toutes questions ou tous différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente déclaration et de même toute autre question qui pourrait surgir entre les pays, pourvu qu'elle ne touche ni à leur indépendance ni à leur autonomie, s'ils ne peuvent être réglés à l'amiable, seront soumis au jugement de deux arbitres dont un sera

nommé par chacun des deux Gouvernements. En cas de différence d'opinion entre les deux arbitres, ceux-ci désigneront de commun accord un troisième qui décidera. »

3° Pays-Bas et Roumanie. *Traité de commerce et de navigation du 15 mars 1899. Article 6.* Toute question ou tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, s'il ne peut être réglé à l'amiable, sera soumis à la décision d'une Commission de trois arbitres. Chacune des deux Hautes Parties contractantes désignera un arbitre et ces deux arbitres nommeront le troisième.

S'ils ne peuvent s'entendre sur le choix, le troisième arbitre sera nommé par le Gouvernement d'un tiers Etat désigné par les deux Hautes Parties contractantes.

PORTUGAL

1° Portugal et Grande-Bretagne. *Modus vivendi anglo-portugais, 31 mai 1893.* (Délimitation de possessions dans l'Afrique orientale.)

2° Portugal et Pays-Bas. *Convention du 10 juin 1893. Article 7* (clause d'arbitrage limitée) et *déclaration du 5 juillet 1893* (clause d'arbitrage générale). (Reproduites sous la rubrique : Pays-Bas.)

3° Portugal et Norvège. *Traité de commerce du 31 décembre 1895.* (Reproduit sous la rubrique : Norvège.)

ROUMANIE

1° Roumanie et Italie. *Convention consulaire du 17 août 1880. Article 32.* (Reproduit sous la rubrique : Italie.)

2° Roumanie et Suisse. *Traité de commerce du 19 février-3 mars 1893. Article 7.* Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'application et l'interprétation de la présente convention, qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

3° Roumanie et Pays-Bas. *Traité de commerce et de navigation du 15 mars 1899. Article 6.* (Reproduit sous la rubrique : Pays-Bas.)

SIAM

Cinq traités conclus par le Gouvernement siamois contiennent une clause d'arbitrage :

1° Siam et Suède et Norvège. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 25.* (Texte identique à l'article 26 du traité entre l'Autriche-Hongrie et le Siam, reproduit sous la rubrique : Autriche-Hongrie.)

2° Siam et Belgique. *Traité d'amitié et de commerce du 29 août 1868.* (Reproduit sous la rubrique : Belgique.)

3° Siam et Italie. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 3 octobre 1868. Article 27.* (Reproduit sous la rubrique : Italie.)

4° Siam et Autriche-Hongrie. *Traité de commerce du 17 mai 1869. Article 26.* (Reproduit sous la rubrique : Autriche-Hongrie.)

5° Siam et Japon. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 février 1898. Article 3 du Protocole annexé.* (Reproduit sous la rubrique : Japon.)

SUÈDE

1° Suède et Norvège et Siam. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1868. Article 24.* (Texte identique à l'article 26 du traité avec l'Autriche-Hongrie, reproduit sous la rubrique : Autriche-Hongrie.)

2° Suède et Norvège et Mexique. *Traité de commerce du 29 juillet 1885. Article 26.* (Reproduit sous la rubrique : Norvège.)

3° Suède et Norvège et Espagne. *Déclaration du 23 juin 1887. Article 2.* (Reproduite sous la rubrique : Espagne.)

4° Suède et Espagne. Notes ministérielles du 27 janvier 1892 et du 9 août 1893 concernant l'application du principe de l'arbitrage, tel qu'il est réglé par la déclaration du 23 juin 1887, aux conventions des 24 janvier 1892 et 27 juin 1892 concernant les relations commerciales des deux pays.

5° Suède et Belgique. *Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895. Article 20.* (Reproduit sous la rubrique : Belgique.)

7° Suède et Norvège et Chili. *Déclaration du 6 juillet 1893.* (Reproduite sous la rubrique : Norvège.)

SUISSE

1° Suisse et Iles Hawaïennes. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 20 juillet 1864. Article 12.* (Texte semblable à celui du traité de la Belgique avec les Iles Hawaïennes, reproduit sous la rubrique : Belgique.)

2° Suisse et Salvador. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 30 octobre 1883. Article 13.* Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux Pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Etats en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente, par le sort.

3° Suisse et République Sud-Africaine. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 6 novembre 1885. Article 11.* (Texte identique à celui du n° 2°.)

4° Suisse et Equateur. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 22 juin 1888. Article 4.* (Texte identique à celui du n° 2°.)

5° Suisse et Etat Indépendant du Congo. *Traité d'amitié, d'établissement et de commerce du 16 novembre 1889. Article 13.* (Texte identique à celui du n° 2°.)

6° Suisse et Italie. *Traité de commerce du 19 avril 1892. Article 14.* (Reproduit sous la rubrique : Italie.)

7° Suisse et Roumanie. *Traité de commerce du 19 février-3 mars 1893. Article 7.* (Reproduit sous la rubrique : Roumanie.)

8° Suisse et Norvège. *Traité de commerce et d'établissement du 22 mars 1894. Article 7.* (Reproduit sous la rubrique : Norvège.)

Huitième séance. — 27 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

Le Président dit que le procès-verbal de la séance du 25 juillet n'a pu encore être imprimé et la Conférence voudra bien laisser au Bureau le soin de l'approuver.

Les épreuves imprimées en seront distribuées aussi vite que possible.

Le Président donne ensuite la parole à M. Renault pour présenter un rapport oral sur les travaux du Comité de rédaction de l'Acte final.

M. Renault dit qu'il a à rendre sommairement compte des propositions que le Comité soumet à la Conférence en ce qui concerne : 1° la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre ; 2° la Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864 ; 3° les trois Déclarations concernant l'interdiction des projectiles asphyxiants, du lancement d'explosifs du haut de ballons, et l'emploi des balles qui s'épanouissent sur le corps humain.

Le Comité de rédaction a encadré chacune de ces décisions de la Conférence entre un préambule et des clauses finales.

En ce qui concerne la première Convention relative aux lois de la guerre sur terre, les rédacteurs du Préambule se sont attachés à relier l'objet de la Convention à l'objet de la Conférence ; ils ont voulu ainsi établir un lien entre ce travail et celui qui s'est accompli à Bruxelles il y a 25 ans, par suite de la même initiative du Gouvernement russe. Enfin, on a incorporé dans ce préambule la déclaration faite par M. de Martens telle qu'elle a été votée à l'unanimité par la deuxième Commission et par la Conférence. On a donc adopté la rédaction suivante :

« Considérant que, tout en recherchant les moyens de sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés entre les nations, il importe de se préoccuper également du cas où l'appel aux armes serait amené par des événements que leur sollicitude n'aurait pu détourner ;

Animés du désir de servir encore, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation ;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs ;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874, par une sage et généreuse prévoyance ;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui

ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon les vues des Hautes Parties Contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leurs rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties Contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un Code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté.

Les Hautes Parties Contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :»

M. Renault avant de donner lecture des 5 articles qui suivent ce préambule, explique qu'on a été d'avis qu'il était préférable de ne pas incorporer dans la Convention elle-même le texte des 60 articles adoptés relativement aux lois et coutumes de la guerre, et de leur donner la forme d'un règlement séparé qui serait annexé à la Convention. Il va de soi que cette manière de procéder n'enlève rien au caractère obligatoire des règles contenues dans cette annexe, et qu'elle n'a eu d'autre objet que de prévenir l'éveil de certaines susceptibilités. Par là se trouve nettement mise en relief cette idée qu'il ne s'agit pas de reconnaître des droits à la force. Chaque Puissance s'engage seulement à limiter l'action de ses troupes en cas de guerre.

En conséquence, les 5 articles auront la forme suivante :

Article 1. — Les Hautes Parties Contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, annexé à la présente Convention.

Article 2. — Les dispositions contenues dans le Règlement visé à l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4. — Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

En ce qui concerne l'article 2, M. Renault, observe qu'il ne fait que consacrer le droit commun en ce qui touche l'effet obligatoire du Règlement qui ne peut concerner que les Puissances contractantes dans leurs rapports entre elles. Les mêmes règles se trouvent dans la Déclaration de St-Petersbourg.

L'article 3 contient les clauses ordinaires en matière de ratification. On a toutefois simplifié la forme du dépôt des ratifications. Il n'a pas été besoin de réserver l'intervention des Parlements ; c'est à chaque Souverain ou Chef d'Etat à apprécier dans quelle mesure il est libre de ratifier la Convention, s'il a besoin de l'autorisation du Parlement pour ratifier, ou du vote d'une loi pour donner effet à la Convention.

L'article 4 vise l'adhésion. On s'est demandé si la Convention serait ouverte ou fermée. Après hésitation, on s'est prononcé pour la première de ces deux solutions et on a admis que tous les Etats, même ceux non représentés ici, et n'ayant pas signé la Convention pourront la signer plus tard. On a employé une procédure aussi simple que possible pour les modalités de l'adhésion.

L'article 5 vise la dénonciation. Il est évident que la Convention ne doit pas avoir le caractère d'un engagement perpétuel. Que se passera-t-il donc si une des Parties Contractantes veut en sortir ?

Bien qu'en principe on ne doive pas prévoir la dernière hypothèse, il a paru cependant plus prudent de l'envisager. On a pensé au cas où un Etat annoncerait subitement, à la veille d'une guerre, son intention de dénoncer la Convention. C'est pour éviter des surprises de ce genre qu'on a donc décidé d'arrêter la procédure de la dénonciation par une clause qui tend bien plutôt à en restreindre les effets qu'à en encourager l'exercice. D'ailleurs, les Etats n'adhéreront que

plus facilement à un engagement contractuel dont ils savent d'avance qu'ils pourront à la rigueur se dégager à un moment donné, sans que la dénonciation ait le caractère presque violent qu'elle semblerait avoir en l'absence d'une clause spéciale.

Le Président demande à la Conférence si Elle adopte le préambule et les articles qui viennent de lui être lus et commentés.

Personne ne demandant la parole, le Président déclare ces textes adoptés par la Conférence.

M. Renault passe à la Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.

Il dit que le préambule de cette Convention rappelle pour la forme et les proportions modestes celui de la Convention de Genève elle-même. Il est ainsi conçu :

« Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet :

Ils ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Viennent les 10 articles adoptés par la Conférence et qu'on a ici incorporés dans la Convention.

L'article 11 et les articles suivants ne font que reproduire les clauses de la Convention sur les lois de la guerre : ils sont réligés en ces termes :

Article 11. — Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13. — Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

M. Renault fait remarquer que l'article 13 seul présente une légère différence en ce qui touche l'adhésion.

Il est clair que, pour adhérer à des stipulations qui reposent sur la Convention de Genève, il faut avoir au préalable accepté cette Convention elle-même. Il a donc paru logique de poser cette acceptation comme condition préliminaire à l'adhésion. On n'en saurait tirer aucune conclusion restrictive, puisque, la Convention de Genève étant ouverte, rien ne sera plus facile que d'y adhérer d'abord suivant la forme prévue par cette Convention même et d'accéder ensuite à la Convention de La Haye, conformément à l'article 13.

Le Président demande à la Conférence si Elle adopte le préambule et les dispositions finales qui viennent de lui être lus.

Ces textes sont adoptés sans discussion.

M. Renault passe ensuite aux trois Déclarations.

Il explique que ces Déclarations sont précédées d'un préambule très simple et identique pour toutes. Il est ainsi conçu :

« Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de Paix à La Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de 29 novembre 1868,
St-Petersbourg du 11 décembre

Déclarent : etc., etc. »

M. Renault fait observer que la forme de ce préambule n'implique pas l'adhésion des Etats signataires à la Convention de Saint-Petersbourg de 1868. Il signifie seulement que ces Etats, quand même ils n'auraient pas signé la dite Convention, jugent bon cependant de *s'inspirer des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de Saint-Petersbourg* ; libre à eux, s'ils le veulent, de compléter ultérieurement cette manifestation en adhérant formellement à la Convention de 1868.

Quant aux clauses finales, elles sont également identiques pour les trois Déclarations et elles correspondent exactement aux dispositions finales des Conventions sur les lois de la guerre et sur la « Croix Rouge ».

Elles sont ainsi formulées :

« La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre

des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à tous les autres Gouvernements contractants.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes. »

Enfin, M. Renault donne lecture du texte même de chaque Déclaration tel qu'il doit figurer entre le préambule et les clauses finales.

PREMIÈRE DÉCLARATION

« Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères. »

DEUXIÈME DÉCLARATION

« Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. »

TROISIÈME DÉCLARATION

« Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux. »

Sur la demande du Président, la Conférence adopte toutes ces dispositions.

M. le comte de Grelle Rogier fait la déclaration suivante :

« Au moment de la clôture des travaux de la Conférence, je demande à pouvoir préciser les conditions dans lesquelles le Gouvernement belge entend donner son adhésion pleine et entière aux diverses stipulations du projet de Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

« La Belgique est heureuse de s'associer à toutes les mesures qui sont de nature à favoriser le développement de l'idée de la paix, l'acheminement des peuples vers le but si noble, si élevé, dont la voie nous a été tracée par une Auguste initiative. Comme toutes les Puissances ici représentées, elle est à la veille de contracter des obligations définies notamment par les articles 2 et 3 du projet de Convention relative à la médiation et à l'arbitrage.

« Il me paraît nécessaire de formuler, à cette occasion, certaines réserves d'un caractère d'ailleurs général, basées sur la position spéciale que mon pays occupe dans le droit public européen à raison de son état de neutralité perpétuelle.

« Il me suffira de rappeler que le traité du 19 avril 1839 a créé entre la Belgique et les Puissances garantes de sa neutralité des droits et des devoirs.

« Ces droits et les obligations qui en découlent doivent rester intacts et les engagements que la Belgique est prête à signer aujourd'hui en vue du règlement des conflits internationaux ne pourront jamais y porter atteinte.

« Je prie la Conférence de vouloir bien prendre acte de cette déclaration dont la pensée, je n'en doute pas, sera aisément comprise et acceptée. »

Il est donné acte à M. le Comte de Grelle Rogier de sa déclaration.

S. E. M. Eyschen fait remarquer qu'à plusieurs reprises, il a été dit que les Conventions à faire à La Haye ne sauraient modifier les traités constitutifs antérieurs des Etats. Le traité de Londres du 11 mai 1867 impose au Luxembourg le mandat d'une neutralité permanente laquelle jouit de la garantie collective des Puissances. Les nouvelles stipulations ne font qu'augmenter et ne peuvent diminuer les avantages découlant des anciens traités.

Pour autant que de besoin, le Luxembourg fait les mêmes réserves que la Belgique.

Il est donné acte à Son Exc. M. Eyschen de sa déclaration.

M. Delyannis fait la déclaration suivante :

« A l'occasion de la Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure, dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, je crois devoir déclarer, au nom de mon Gouvernement, que je signerai cette Déclaration avec la réserve expresse que les balles du fusil Gras en usage encore dans l'armée hellénique, ne rentrent nullement dans cette catégorie et que nous ne pouvons prendre aucun engagement concernant l'interdiction de leur emploi en cas de guerre.

« Je demande à la Conférence de me donner acte de ma Déclaration qui sera inscrite au Procès-verbal de la présente séance. »

Il est donné acte à M. Delyannis de sa déclaration.

Lou-Tseng-Tsiang fait, au nom du Premier Délégué de Chine, la déclaration suivante :

« Au moment où les travaux de la Conférence vont être couronnés « par la signature de l'Acte Final, le premier Délégué de la Chine a « l'honneur d'exposer à la Conférence sa situation en qualité de premier délégué de la Chine.

« Par l'intermédiaire de ses Collègues, il a suivi avec attention et « intérêt les délibérations des différentes Commissions dont il a eu « l'honneur d'être membre.

« Dans les questions purement humanitaires au sujet de la guerre « dont ces commissions ont été saisies, il a donné, sans hésiter, son « adhésion aux propositions de MM. les Délégués des Puissances « invitées à cette haute assemblée.

« Parfois, il a cru que l'acceptation de l'une ou de l'autre proposition « faite ne serait pas à l'avantage de la Chine ; il a, conformément à « ses instructions générales, donné sa voix contre la forme qu'on lui « avait assignée, mais, la forme désirée une fois trouvée, il s'est rallié « à ses Collègues pour lui assurer l'unanimité.

« Maintenant, au moment où la Convention va prendre par l'Acte « Final sa forme définitive, il ne peut que se borner, d'après ses instructions, à en faire une traduction soignée pour la remettre, ainsi « que le texte original de la Convention, au Gouvernement Impérial « avec une recommandation des plus chaleureuses de l'accepter.

« Malgré les délais causés par la longue distance, il espère qu'il « recevra en temps utile des instructions nécessaires pour signer cette « Convention. » (*Applaudissements*).

Il est donné acte au premier Délégué de Chine de sa déclaration.

S. E. sir Julian Pauncefote rappelle que certaines dispositions adoptées par la Conférence devront être soumises à l'approbation parlementaire. Il est donc bien entendu qu'en les signant, la Délégation de Grande-Bretagne entend réserver entièrement cette approbation.

M. Renault dit qu'il a eu l'occasion dans son exposé de signaler ce point sur lequel il ne peut s'élever aucun doute.

S. E. le comte Nigra dit que l'Italie est dans la même situation que l'Angleterre et il croit devoir faire une déclaration identique à celle de Son Exc. sir Julian Pauncefote.

M. Léon Bourgeois dit que cette réserve lui avait paru si évidente qu'il avait cru inutile de la formuler solennellement. Les délégués de Grande-Bretagne et d'Italie ayant cru devoir en faire l'objet d'une déclaration, il ne peut que se joindre à eux pour constater que telle est la condition générale des Etats parlementaires.

M. le comte de Macédo déclare, au nom des Plénipotentiaires portugais, que, vues les limites précises de leurs pleins pouvoirs, dans le cas où ces Plénipotentiaires entendront signer une ou plusieurs des Conventions et Déclarations annexées à l'Acte Final, leurs signatures

apposées au bas des instruments respectifs ne devront être considérées que comme *ad referendum*.

Il est donné acte au Comte de Macédo de sa déclaration.

La séance est levée.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires.

J. C. N. VAN EYS. RAFFALOVICH.

ALBERT LEGRAND.

E. DE GRELLE ROGIER.

W. DE RAPPARD.

A. G. SCHIMMELPENNINCK.

MAX JAROUSSE DE SILLAC.

J. J. ROCHUSSEN.

G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique.*

C. E. DITTLINGER, » »

Neuvième séance. — 28 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL

La séance est ouverte à trois heures.

Le Président dit que les procès-verbaux des séances du 25 et 27 juillet ont été distribués en épreuve et il prie les Délégués de vouloir bien renvoyer le plus tôt possible leurs exemplaires au Secrétariat avec les rectifications nécessaires.

M. Renault, présente au nom du Comité de Rédaction de l'Acte Final, un rapport oral sur le préambule et les Dispositions finales de la « Convention pour le Règlement Pacifique des Conflits Internationaux ».

Il dit que le préambule ne fait en quelque sorte que reproduire les têtes de chapitres de la Convention ; la rédaction en est due à l'éminent rapporteur de la Troisième Commission. Il n'a donc pas à en parler longuement.

Les clauses finales sont contenues dans les articles 58 à 61.

L'article 58 qui vise la ratification et l'art. 61 qui vise la dénonciation ne sont que la reproduction des dispositions du même ordre insérées dans les Conventions pour « les Lois et Coutumes de la guerre sur terre » et pour « l'Adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1864 ». Ce sont des dispositions identiques et concordantes. Il n'y a qu'à renvoyer aux explications données antérieurement.

Les articles 59 et 60 règlent la question d'adhésion. Ceux-ci diffèrent des clauses finales des deux autres Conventions, lesquelles sont absolument *ouvertes*, sauf la nuance qui a été indiquée déjà pour la Convention relative à la Croix Rouge.

La présente Convention a envisagé deux situations différentes : on a fait une distinction entre les Puissances représentées à la Conférence et celles qui ne l'ont pas été. A ces deux situations, répondent les deux articles 59 et 60.

Les Puissances représentées à La Haye ont deux moyens de devenir

Parties Contractantes : elles peuvent signer immédiatement ou jusqu'au 31 Décembre 1899. A partir de cette date, elles auront à *adhérer* à la Convention ; mais elles ont le *droit* de le faire. L'adhésion est donc réglée pour elles comme pour les deux autres Conventions. Ceci fait l'objet de l'article 59.

L'article 60 règle la situation des Puissances non représentées à la Conférence. Il en résulte que ces Puissances pourront adhérer à la Convention, mais que la question des conditions de cette adhésion est réservée à une entente ultérieure des Puissances Contractantes. Il n'y a donc pas pour elles le même *droit* qui est reconnu aux Puissances représentées.

Ce n'est pas très simplement qu'on est arrivé à cette solution très simple. Elle a donné lieu à des discussions vives et prolongées qui ont transformé le caractère modeste du Comité de Rédaction et qui l'ont amené à aborder des questions plutôt diplomatiques et politiques que de style et de rédaction. Le Rapporteur ne croit pouvoir mieux retracer les différents systèmes qui ont été soutenus dans le Comité qu'en communiquant à la Conférence le texte du discours suivant, prononcé dans la dernière séance du Comité par M. Asser, président, et qui résume très complètement toute la genèse de l'article 60.

« Messieurs : Les discussions des réunions internationales comme « notre Conférence présentent tantôt le caractère de débats parlementaires, tantôt celui de négociations diplomatiques.

« Pour la matière dont le Comité de Rédaction a dû s'occuper en « ces jours, nos débats ont eu ce dernier caractère.

« Il s'en suit, d'une part que les opinions individuelles des membres de notre Comité et des délégués qui ont bien voulu nous prêter « leur concours, sont soumises — plus encore que dans des discussions d'une autre nature — à la sanction des Gouvernements, d'autre part que, pour aboutir à un résultat pratique, *l'unanimité* est « indispensable.

« Si, à ce double point de vue, nous nous rendons compte de l'impression que doivent produire les discussions de ces derniers jours, « je crois pouvoir constater que nous tous (délégués et Gouvernements) nous désirons qu'il soit possible de faire adhérer à la Convention relative au règlement pacifique des conflits internationaux, « des Puissances qui n'ont pas pris part à la Conférence de la Paix, « mais, en même temps, qu'il existe une grande divergence d'opinions « sur la question de savoir si la faculté d'adhésion doit être accordée « d'une manière absolue ou si elle doit être subordonnée à certaines « conditions ; et — dans le dernier cas — quelles devraient être ces « conditions.

« D'une part, on a chaleureusement défendu le système d'une assimilation complète de la Convention qui nous occupe aux autres « Conventions dont le texte a été arrêté par la Conférence — assimilation qui, du reste, a été votée par le Comité d'Examen de la troisième Commission.

« Ceci impliquait le droit absolu de toutes les Puissances d'adhérer « à la Convention au moyen d'une simple déclaration.

« D'autre part, on a soutenu que ce droit devait être subordonné

« soit à l'assentiment exprès de tous les Etats contractants, soit à
 « leur assentiment tacite qui serait censé exister si, dans un délai
 « déterminé, aucune Puissance ne s'opposait à l'adhésion ; soit enfin
 « à l'assentiment de la majorité, en ce sens que l'adhésion devrait, en
 « cas d'opposition, être sanctionnée par un vote du Conseil perma-
 « nent, composé de tous les représentants diplomatiques des Puis-
 « sances accréditées à la Haye, proposition que j'ai eu l'honneur de
 « vous soumettre au nom de mon Gouvernement, dans le but de ne
 « pas accorder en cette matière un droit de *veto* à une seule Puis-
 « sance.

« En dernier lieu, on a proposé qu'en cas d'opposition à la demande
 « d'adhésion, l'adhésion ne porterait ses effets qu'à l'égard des Puis-
 « sances qui avaient donné leur assentiment.

« Je ne puis maintenant rappeler les arguments qui ont été déve-
 « loppés en faveur de chacun de ces systèmes.

« Je me bornerai à constater que le terrain pour une entente una-
 « nime n'a pu être trouvé et qu'il est matériellement impossible, dans
 « le court délai qui nous reste, de parvenir à une telle entente, sur-
 « tout puisque plusieurs délégués n'ont pas reçu d'instructions pré-
 « cises concernant ce point.

« Il ne nous reste donc dans ces conditions que le choix entre les
 « deux systèmes suivants :

« ou bien supprimer purement et simplement la clause concernant
 « l'adhésion des Puissances non représentées,

« ou bien — en admettant le principe du droit d'adhésion — ren-
 « voyer à une entente ultérieure entre les Puissances le règlement
 « des conditions d'adhésion.

« Je me permets de faire observer que les discussions semblent
 « indiquer que cette dernière solution s'impose.

« On a été unanime à reconnaître qu'il est désirable d'ouvrir la
 « porte aux Puissances non représentées. Si la Convention gardait le
 « silence sur ce point, elle serait par le fait même une convention
 « *fermée*, ce que nous ne voulons pas. Si la Convention, au contraire,
 « prévoit une entente ultérieure, elle exprime par là même l'espoir
 « que cette entente pourra s'établir.

« Nous sommes tous persuadés que les Puissances s'efforceront de
 « procéder avec la plus grande diligence, mais nous savons aussi
 « que les ratifications ne pourront être obtenues du jour au lende-
 « main. Espérons que le temps qui s'écoulera jusqu'à la ratification
 « par les Puissances, servira à aplanir les difficultés qui existent
 « encore actuellement, et qu'on sera de plus en plus convaincu que
 « la nature même de la Convention dont il s'agit, semble comporter
 « l'adoption d'un système large et libéral en ce qui concerne le droit
 « d'adhésion.

« La Convention a pour objet le règlement pacifique des conflits
 « internationaux et elle détermine les moyens d'assurer ce résul-
 « tat.

« Eh bien ! les auteurs de cette Convention doivent nécessairement
 « désirer que toutes les Puissances, même celles qui ne sont pas
 « représentées ici, s'associent à cette œuvre d'intérêt général.

« Maintenant surtout, comme la Convention ne renferme aucune

« clause d'arbitrage obligatoire, ils doivent désirer que dans le cas de
 « conflit entre des Puissances non représentées à la Conférence ou
 « entre l'une d'elles et une Puissance qui y est représentée, la Con-
 « vention porte les mêmes fruits que lorsqu'il s'agit d'un conflit entre
 « des Puissances contractantes. »

M. Renault dit que ce discours de M. Asser est le meilleur exposé des motifs qu'il puisse faire et il n'ajoutera rien de plus au commentaire qu'il a été chargé de donner sur la forme et le fond des clauses initiales et finales des diverses conventions.

Le Président se fait l'interprète de la Conférence pour offrir à M. Renault ses remerciements pour le rapport excellent qu'il vient de présenter.

Il est donné lecture du préambule et des dispositions finales de la Convention qui sont adoptés sans discussion dans les termes suivants :

Sa Majesté. etc., etc.

(Nomenclature des Souverains et Chefs d'Etats conforme à la liste approuvée par la Conférence et annexée au présent Procès-Verbal.)

Animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale ;

Résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux ;

Reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées ;

Voulant étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale ;

Convaincus que l'institution permanente d'une juridiction arbitrale, accessible à tous, au sein des Puissances indépendantes, peut contribuer efficacement à ce résultat ;

Considérant les avantages d'une organisation générale et régulière de la procédure arbitrale ;

Estimant avec l'Auguste initiateur de la Conférence Internationale de la Paix qu'il importe de consacrer dans un accord international les principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des Etats et le bien-être des peuples ;

Désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir : etc., etc.

Dispositions finales :

Art. 58. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diploma-

tique à toutes les Puissances qui ont été représentées à la Conférence de la Paix de La Haye.

Art. 59. — Les Puissances non signataires qui ont été représentées à la Conférence internationale de la Paix pourront adhérer à la présente Convention. Elles auront à cet effet à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Art. 60. — Les conditions auxquelles les Puissances qui n'ont pas été représentées à la Conférence Internationale de la Paix, pourront adhérer à la présente Convention, formeront l'objet d'une entente entre les Puissances contractantes.

Art. 61. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à La Haye, le mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique:

Sur une observation de M. le Chevalier Descamps, il est décidé de séparer les dispositions finales de celles qui les précèdent et qui concernent la procédure arbitrale. Les articles 58 et suivants figureront sous le titre de « *Dispositions générales* ».

Il est entendu également que M. Descamps sera autorisé à compléter dans ce sens le rapport qu'il a présenté à la Conférence et à y introduire les textes nouveaux qui viennent d'être adoptés.

M. le Jonkheer van Karnebeek présente son rapport au nom de la Commission des adresses qui a été constituée sous sa présidence, avec MM. Mérey de Kapos-Mère, S. E. M. Eyschen, Basily et le Docteur Roth. La Commission a examiné les diverses adresses, lettres et télégrammes adressés à la Conférence. La plus grande partie contenait des vœux pour la réussite des travaux de la Conférence. Il y a été répondu en termes appropriés par le Président et le Bureau.

La Commission a trouvé en outre la communication d'un nombre considérable de résolutions émanant de sociétés privées en faveur du désarmement et de l'arbitrage, ainsi qu'une quantité de brochures, etc. dont, en grande partie, les délégués ont reçu individuellement des exemplaires. A ces pièces il n'y a pas eu de réponses à faire. Enfin, elle a dû laisser de côté des communications de nature très diverse qui concernaient des sujets étrangers à la Conférence ou en dehors de sa compétence.

Le rapport de M. van Karnebeek est approuvé.

La Conférence est convoquée en séance de signature le 29 juillet à 10 heures et en séance de clôture le même jour à 3 heures.

La séance est levée.

Le Président,

STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS, RAFFALOVICH,

ALBERT LEGRAND,

E. DE GRELLE ROGIER,

W. DE RAPPAUD,

A.-G. SCHIMMELPENNINCK,

MAX JAROUSSE DE SILLAC,

J.-J. ROCHUSSEN,

G.-J.-C.-A. POP, *Secrétaire technique.*

C.-E. DITTLINGER, » »

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 JUILLET, N° 9.

**Nomenclature des Souverains et Chefs d'Etats,
représentés à la Conférence de la Paix.**

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Montenegro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Séance de clôture. — 29 juillet 1899.

Présidence de Son Excellence M. STAAL.

La séance est ouverte à 10 heures.

Le Président dit que le procès-verbal de la dernière séance sera distribué en épreuve et il prie les délégués de vouloir bien renvoyer leur exemplaire au secrétariat avec les rectifications nécessaires.

Le Président fait savoir à la Conférence que l'Acte Final, les Conventions et Déclarations dont elle a adopté le texte sont prêts à rece-

voir la signature des Plénipotentiaires et il suspend la séance pour permettre à ces derniers de signer les actes.

La séance est reprise à trois heures.

Le Président d'Honneur Son Exc. M. de Beaufort, Ministre des Affaires Etrangères et Son Exc. M. Pierson, Ministre des Finances, assistent à la séance.

M. le Jonkheer van Karnebeek donne lecture du tableau des signatures qui ont été apposées sur l'Acte final, les Conventions et les Déclarations.

Tableau des signatures.

I. ACTE FINAL. SIGNÉ PAR TOUTES LES PUISSANCES REPRÉSENTÉES A LA CONFÉRENCE.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie, Bulgarie.

II. CONVENTIONS :

A. *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*

Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Bulgarie (16 Puissances).

B. *Convention sur les lois et coutumes de la guerre sur terre.*

Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Bulgarie (15 Puissances).

C. *Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.*

Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Bulgarie (15 Puissances).

III. DÉCLARATIONS :

A. *concernant l'interdiction de lancer des projectiles du haut de ballons, etc.*

Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Turquie, Bulgarie (17 Puissances).

B. *concernant l'interdiction d'employer des projectiles à gaz asphyxiants.*

Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis Mexicains, France,

Grèce, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Turquie, Bulgarie (16 Puissances).

C. concernant l'interdiction des balles qui s'épanouissent, etc.

Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis Mexicains, France, Grèce, Montenegro, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Turquie, Bulgarie (15 Puissances).

Le Président dit que le Gouvernement des Pays-Bas l'a prié de donner connaissance à la Conférence d'une lettre adressée par S. M. la Reine des Pays-Bas à S. S. le Pape. Lui faisant part de la réunion de la Conférence de la Paix à La Haye, ainsi que de la réponse de Sa Sainteté à cette communication.

Lettre de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Très Auguste Pontife !

Votre Sainteté, dont la parole éloquente s'est toujours élevée avec tant d'autorité en faveur de la paix, ayant tout récemment dans Son allocution du 11 avril dernier, exprimé ces sentiments généreux plus spécialement par rapport aux relations des peuples entre eux, j'ai cru de mon devoir de Lui communiquer qu'à la demande et sur l'initiative de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, J'ai convoqué pour le 18 prochain une Conférence à La Haye, qui sera chargée de rechercher les moyens propres à diminuer les écrasantes charges militaires actuelles et à prévenir si possible les guerres ou du moins à en adoucir les conséquences.

Je suis persuadée que Votre Sainteté verra d'un œil sympathique la réunion de cette Conférence et Je serais très heureuse si, en me témoignant l'assurance de cette haute sympathie, Elle voulait bien donner son précieux appui moral à la grande œuvre qui, d'après les généreux desseins du magnanime Empereur de toutes les Russies, sera élaborée dans Ma résidence.

Je saisis avec empressement l'occasion présente, Très Auguste Pontife, pour assurer à Votre Sainteté l'assurance de Ma haute estime et de Mon dévouement personnel.

Hausbaden, le 7 mai 1899.

(Signé) WILHELMINA.

Réponse de Sa Sainteté :

Majesté !

Nous ne pouvons qu'avoir pour agréable la lettre par laquelle Votre Majesté Nous faisant part de la réunion dans la Capitale de Son Royaume de la Conférence pour la Paix, a eu l'attention de solliciter pour cette assemblée Notre appui moral.

Nous Nous empressons d'exprimer Nos vives sympathies, soit pour l'Auguste initiateur de la Conférence et pour Votre Majesté qui s'est empressée de donner à celle-ci une honorable hospitalité, soit pour le but éminemment moral et bienfaisant auquel tendent les travaux qui déjà y sont inaugurés.

Pour de telles entreprises, Nous estimons qu'il entre tout spécialement dans Notre rôle non seulement de prêter un appui moral, mais

d'y coopérer effectivement, car il s'agit d'un objet souverainement noble de sa nature, et intimement lié avec Notre auguste ministère, lequel, de par le divin Fondateur de l'Eglise, et en vertu de traditions bien des fois séculaires, possède une sorte de haute investiture comme médiateur de la paix. En effet, l'autorité du Pontificat suprême dépasse les frontières des nations; elle embrasse tous les peuples, afin de les confédérer dans la vraie paix de l'Evangile; son action pour promouvoir le bien général de l'humanité s'élève au-dessus des intérêts particuliers qu'ont en vue les divers Chefs d'états, et mieux que personne elle sait incliner à la concorde tant de peuples au génie si divers.

L'histoire à son tour vient témoigner de tout ce qu'ont fait Nos Prédécesseurs pour adoucir par leur influence les lois malheureusement inévitables de la guerre, arrêter même, quand surgissaient des conflits entre princes, tout combat sanguinaire, terminer à l'amiable les controverses les plus aiguës entre nations, soutenir courageusement le droit des faibles contre les prétentions des forts. Et Nous aussi, malgré l'anormale condition où nous sommes réduits pour l'heure, il Nous a été donné de mettre fin à de graves différends entre des nations illustres comme la Germanie et l'Espagne; et aujourd'hui même Nous avons la confiance de pouvoir bientôt établir l'harmonie entre deux nations de l'Amérique du Sud qui ont soumis à Notre arbitrage leur contestation.

Malgré les obstacles qui peuvent surgir, Nous continuerons, puisque le devoir nous en incombe, à remplir cette traditionnelle mission, sans aspirer à d'autre but que le bien public, sans convoiter d'autre gloire que celle de servir la cause sacrée de la civilisation chrétienne.

Nous prions Votre Majesté de vouloir bien agréer les sentiments de Notre particulière estime et l'expression sincère des vœux que Nous formons pour Sa prospérité et celle de Son Royaume.

Du Vatican le 29 Mai 1899.

(Signé) LEO PP. XIII.

Le Président dit que le texte de ces deux lettres sera inséré au Procès-Verbal de la Séance et il prononce le discours suivant :

Messieurs : Nous sommes arrivés au terme de nos travaux. Avant de nous séparer et de nous serrer la main une dernière fois dans ce beau Palais du Bois, je viens vous prier de vous joindre à moi pour renouveler le tribut de notre reconnaissance à la gracieuse Souveraine des Pays-Bas pour l'hospitalité qui nous a été si largement accordée. Les souhaits que Sa Majesté formulait récemment d'une voix si charmante et si ferme, ont été de bon augure pour la marche de nos délibérations. Puisse Dieu combler de ses faveurs le règne de Sa Majesté la Reine pour le bien du noble pays placé sous son autorité!

Nous prions M. de Beaufort, en sa qualité de Président d'honneur de la Conférence, de vouloir bien faire parvenir aux pieds de Sa Majesté l'hommage de nos vœux. Nous demandons également à Son Excellence et au Gouvernement Néerlandais d'accepter l'expression de toute notre gratitude pour le concours bienveillant qu'ils nous ont prêté et qui a si grandement facilité notre tâche.

C'est de tout cœur que je me fais l'organe de vos remerciements les

plus chaleureux auprès des hommes d'Etat et des jurisconsultes éminents qui ont présidé aux travaux de nos Commissions, de nos Sous-Commissions et de nos Comités : ils y ont déployé les plus rares qualités et nous sommes heureux de pouvoir les en féliciter ici.

Nos rapporteurs aussi ont droit à Votre reconnaissance. Ils ont déposé dans leurs comptes rendus, qui sont de vrais chefs-d'œuvre, le commentaire autorisé des textes arrêtés.

Avec un zèle digne de tout éloge, notre Secrétariat s'est acquitté d'une tâche ardue : les procès-verbaux fidèles et complets de nos longues et fréquentes séances sont là pour en offrir le témoignage.

J'ai à Vous remercier enfin moi-même, Messieurs, de toute l'indulgente bienveillante dont vous avez fait preuve à l'endroit de votre Président. C'est certainement l'un des plus grands honneurs de ma vie déjà longue, consacrée tout entière au service de mes Souverains et de mon pays, d'avoir été appelé par vous à la Présidence de notre haute assemblée. Dans le cours des années, durant lesquelles j'ai assisté en témoin attentif et parfois en modeste ouvrier aux événements qui formeront l'histoire de notre siècle, j'ai vu grandir peu à peu l'influence des idées morales dans les rapports politiques. Cette influence a atteint aujourd'hui un stage mémorable.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, s'inspirant des traditions de famille, comme l'a heureusement rappelé M. Beernaert, et animé d'une constante sollicitude pour le bien des nations, a ouvert en quelque sorte l'accès de la réalité à ces conceptions. Vous, Messieurs, qui êtes plus jeunes que Votre Président, vous parcourrez sans doute de nouvelles étapes sur la route où nous nous sommes engagés.

Après une session aussi longue et aussi laborieuse, alors que vous avez sous les yeux le résultat de vos travaux, je me garderai bien de vous imposer le récit historique de ce que vous avez accompli au prix de tant d'efforts. Je me bornerai à en dégager quelques idées générales.

Répondant à l'appel de l'Empereur, mon Auguste Maître, la Conférence a accepté le programme tracé par les circulaires du Comte Mouravieff et en a fait l'objet d'un examen prolongé et attentif.

Si la 1^{re} Commission qui avait pris à sa charge les questions militaires, la limitation des effectifs et des budgets, n'est pas arrivée à des résultats matériels considérables, — c'est qu'elle s'est heurtée à des difficultés techniques et à une série de considérations connexes dont elle ne s'est pas reconnue en mesure d'aborder l'examen. Mais la Conférence a demandé aux divers Gouvernements de reprendre l'étude de ces thèmes. Elle s'est ralliée unanimement à la résolution proposée par M. le Premier Délégué de France, savoir : « que la limitation des charges militaires qui pèsent actuellement sur le monde, est grandement désirable pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité. »

La Conférence a accepté également toutes les propositions humanitaires déférées à l'examen de la 2^e Commission.

Dans cet ordre d'idées, elle a pu donner satisfaction au désir, depuis longtemps exprimé, d'étendre à la guerre sur mer l'application de principes analogues à ceux qui font l'objet de la Convention de Genève.

Reprenant une œuvre inaugurée à Bruxelles, il y a 25 ans, sous les

auspices de l'Empereur Alexandre II, la Conférence a réussi à donner une forme plus précise aux lois et coutumes de la guerre sur terre.

Ce sont là, Messieurs, des résultats positifs acquis après de consciencieux travaux.

Mais l'œuvre qui ouvre une ère nouvelle, pour ainsi dire, dans le domaine du droit des gens, c'est la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Comme en-tête elle porte l'inscription : « Du maintien général de la Paix. »

Il y a quelques années, en clôturant l'arbitrage de la mer de Behring, un éminent diplomate français s'exprimait comme suit : « Nous nous sommes efforcés de maintenir intacts les principes fondamentaux de cet auguste droit des gens qui s'étend comme la voûte des cieux au dessus de toutes les nations et qui emprunte les lois de la nature elle-même pour protéger, les uns à l'égard des autres, les peuples de la terre en leur inculquant les prescriptions du bon vouloir mutuel. »

La Conférence de la Paix, avec l'autorité qui s'attache à une assemblée où sont réunis les Etats civilisés, s'est efforcée, elle aussi, de sauvegarder dans des questions d'intérêt capital, les principes fondamentaux du droit international. Elle a pris à tâche de les préciser, de les développer, de les appliquer d'une manière plus complète. Elle a créé sur plusieurs points un droit nouveau répondant à des nécessités nouvelles, au progrès de la vie internationale, aux exigences de la conscience publique, aux meilleures aspirations de l'humanité. Elle a notamment accompli une œuvre que l'avenir appellera sans doute « le premier code international de la Paix » et auquel nous avons donné le nom plus modeste de « Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ».

En inaugurant les séances de la Conférence, je signalais comme un des éléments principaux de notre commune étude et comme « l'essence même de notre tâche » la réalisation des progrès si impatientement attendus en matière de médiation et d'arbitrage. Je ne m'étais pas trompé en estimant que nos travaux dans cet ordre prendraient une exceptionnelle importance.

L'œuvre est accomplie aujourd'hui. Elle atteste la haute sollicitude des gouvernements pour tout ce qui touche au développement pacifique des relations internationales et au bien-être des peuples.

Cette œuvre n'est point parfaite sans doute, mais elle est sincère, pratique et sage. Elle s'efforce de concilier, en les sauvegardant, les deux principes qui sont la base du droit des gens, le principe de la souveraineté des Etats et le principe d'une juste solidarité internationale. Elle donne le pas à ce qui unit sur ce qui divise. Elle affirme que dans les temps nouveaux où nous entrons, ce qui doit dominer ce sont les œuvres nées d'un besoin de concorde et fécondées par la collaboration des Etats poursuivant la réalisation de leurs intérêts légitimes dans une paix solide réglée par la justice.

La tâche remplie par la Conférence de La Haye dans cet ordre est vraiment méritoire et belle. Elle répond aux sentiments magnanimes de son Auguste Initiateur, elle aura l'appui de l'opinion universelle et recueillera, je l'espère, les suffrages de l'histoire.

Je n'entrerais pas, Messieurs, dans les détails de l'acte que plusieurs d'entre nous viennent de signer. Ils sont exposés et analysés dans l'incomparable rapport qui se trouve entre vos mains.

A l'heure présente il est peut-être prématuré d'ailleurs de juger dans son ensemble l'œuvre à peine terminée. Nous sommes encore placés trop près du berceau : la perspective aérienne nous fait défaut. Ce qui est certain, c'est que cette œuvre entreprise sur l'initiative de l'Empereur, mon Auguste Maître, et sous les auspices de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, se développera dans l'avenir. Comme l'a dit dans une circonstance mémorable le Président de notre troisième Commission, « plus on s'avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra son importance. »

Eh bien, Messieurs, le premier pas est fait. Unissons nos volontés et sachons profiter de l'expérience.

La bonne graine est semée. Laissons venir la moisson.

Quant à moi qui suis arrivé au terme de ma carrière et au déclin de la vie, je considère comme une consolation suprême de voir s'ouvrir de nouvelles perspectives au bien de l'humanité et de pouvoir porter mes regards dans les clartés de l'avenir. » (*Applaudissements prolongés*).

S. E. le Comte de Munster prononce le discours suivant :

« Messieurs : Vous me permettrez comme doyen d'âge de cette assemblée de répondre aux belles paroles que nous venons d'entendre et vous associerez à moi pour remercier MM. Staal et van Karnebeek, Président et Vice-Président de la Conférence.

M. Staal a puissamment contribué à la réussite de nos travaux. Par sa grande amabilité envers nous tous, il a su maintenir les bons rapports qui ont existé parmi tous les délégués. Il est bien rare qu'une assemblée qui a duré deux mois et demi puisse montrer une entente aussi parfaite que celle qui a toujours régné dans cette salle.

M. van Karnebeek a été la cheville ouvrière de la Conférence. Il a travaillé plus que nous tous et nous lui devons beaucoup. Nous avons à le remercier aussi pour la grande hospitalité que nous avons trouvée ici depuis le Trône jusqu'au plus humble des sujets.

M. van Karnebeek s'est inspiré de l'exemple de Son Auguste Souveraine qui nous a honorés d'un accueil que nous n'oublierons jamais.

Si la Conférence n'a pas réalisé tous les désirs — et les désirs et les illusions allaient très loin — elle aura du moins une grande influence dans l'avenir et la semence qu'elle a jetée est sûre d'éclore. Son principal résultat sera donc l'influence que la réunion de tant d'hommes éminents ne saurait manquer d'avoir sur l'entente de toutes les nations. Cette Conférence sera un de nos plus beaux souvenirs et dans ce souvenir deux noms brilleront toujours, ceux de MM. Staal et van Karnebeek. Je vous prie de vous lever en leur honneur. » (*Vifs applaudissements*).

Le Président répond qu'il est profondément touché des paroles éloquentes qui viennent d'être prononcées et il remercie du fond du cœur Son Exc. le Comte de Munster et tous ceux dont il a exprimé les sentiments. Dans les souvenirs qu'il emportera de la Conférence, celui des bons rapports qu'il a entretenus avec tous ses collègues ne sortira jamais de sa mémoire. (*Applaudissements*).

M. le Jonkheer van Karnebeek dit qu'il est également sensible aux

paroles de Son Exc. le Comte de Münster. Il hésite cependant à accepter pour lui les éloges qui lui ont été adressés. Si l'on croit qu'il a pu faire quelque chose pour la réussite de l'œuvre commune et qu'il a été en quelque sorte la personnification de l'esprit et du travail de cette Conférence, M. van Karnebeek déclare qu'il n'a été que le miroir de l'esprit qui animait les délégués et de tout ce qu'ils ont fait eux-mêmes. (*Applaudissements*).

M. le Baron d'Estournelles s'exprime en ces termes :

« Avec la permission de notre honoré Président, je voudrais soumettre à la Conférence un vœu personnel avant de nous séparer.

On pourra discuter notre œuvre et la juger trop modeste, mais comme vient de le dire M. le Comte de Münster, on ne contestera pas que nous ayons travaillé de tout notre cœur depuis deux mois et demi. Nous sommes venus à La Haye de tous les points du globe, sans nous connaître les uns les autres, avec plus de préjugés peut-être et d'incertitude que d'espérance; aujourd'hui bien des préjugés ont disparu; des liens de confiance et de sympathie se sont formés entre nous. Grâce à cet accord né de l'attachement de tous à l'œuvre commune, nous avons pu franchir une première étape; on reconnaîtra peu à peu que les résultats obtenus ne sont pas négligeables et qu'ils constituent un germe fécond. Mais ce germe, pour qu'il se développe, doit être l'objet d'une constante sollicitude, et c'est pourquoi il faut souhaiter que notre Conférence ne se sépare pas à tout jamais.

Elle aura été un commencement, elle ne doit pas être une fin. Faisons le vœu, messieurs, que nos pays, provoquant d'autres réunions comme celle-ci, continuent à servir ensemble la cause de la civilisation et de la paix. » (*Applaudissements*.)

S. E. M. de Beaufort prend la parole en ces termes :

« Avant que la séance d'aujourd'hui soit levée, je tiens à cœur de vous adresser quelques paroles.

Le Gouvernement des Pays-Bas a été heureux de vous voir ici, il a suivi vos délibérations avec le plus grand intérêt, et il se réjouit de ce que vos travaux aient porté des fruits.

Si la Conférence de la Paix n'a pas pu réaliser les rêves des utopistes, il convient de ne pas perdre de vue qu'elle a eu cela de commun avec toutes les réunions d'hommes sérieux et intelligents, ayant en vue un but pratique; si, d'un autre côté, elle a démenti les sombres prévisions des pessimistes qui ne voyaient en elle qu'un effort généreux prêt à se perdre dans l'énumération de quelques vœux, elle a démontré par cela même la justesse de vues de l'Auguste Monarque qui pour l'initiative de sa réunion a choisi le moment propice.

Je ne veux pas en ce moment appuyer sur la haute importance des résultats acquis. Il est vrai que l'accord unanime sur le principe du désarmement n'a pas pu se traduire dans une formule pratique applicable aux législations intérieures des différents pays et en harmonie avec leurs besoins divergents. Rappelons-nous à ce sujet le mot d'un éminent historien, le duc de Broglie, qui, il y a quelques semaines, a dit à propos de la Conférence : « Nous vivons dans un temps où il faut tenir autant et plus de compte de l'effet moral d'une grande mesure que de ses résultats matériels et immédiats. »

Sans doute, l'effet moral de vos délibérations déjà sensible, se fera sentir de plus en plus et ne manquera pas de se manifester dans l'opinion publique d'une manière éclatante; il secondera puissamment les Gouvernements dans leurs efforts pour résoudre cette question de la limitation des armements qui restera la grave et légitime préoccupation des hommes d'état de tous les pays.

Permettez-moi, avant de terminer, d'exprimer l'espoir que S. M. l'Empereur de Russie puisse trouver, dans un renouvellement d'énergie pour continuer la grande œuvre qu'il a entreprise, la consolation la plus efficace dans la grande et cruelle épreuve qu'il a traversée. Pour nous, le souvenir de votre séjour ici restera à jamais un point lumineux dans les annales de notre pays parce que nous avons la ferme conviction que ce séjour a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire des relations internationales entre les peuples civilisés. » (*Applaudissements unanimes.*)

Le Président dit que les réunions de la Conférence de la Paix sont closes et que la séance est levée.

Le Président,
STAAL.

Les Secrétaires,

J. C. N. VAN EYS. RAFFALOVICH.

ALBERT LEGRAND.

E. DE GRELLÉ ROGIER.

W. DE RAPPARD.

A. G. SCHIMMELPENNINCK.

MAX JAROUSSE DE SILLAC.

J. J. ROCHUSSEN.

G. J. C. A. POP, *Secrétaire technique.*

C. E. DITTLINGER » »

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX

PREMIÈRE COMMISSION

Commission plénière.

Première séance. — 23 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Le Président remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en le choisissant comme Président. Il y a lieu, dit-il, de procéder tout d'abord à l'organisation du travail de la Commission et il propose, en conséquence, sa subdivision en deux Sous-Commissions, l'une militaire, l'autre navale.

Cette proposition ayant été acceptée, il invite les membres de la Commission à indiquer de quelle Sous-Commission ils désirent faire partie.

Il annonce que la première Commission se réunira vendredi matin en séance plénière dans la grande salle de la Conférence; c'est là,

qu'après avoir examiné, s'il y a lieu, les questions d'ordre général, on répartira entre les deux Sous-Commissions l'examen des questions techniques.

M. Bihourd demande si certains délégués peuvent être inscrits dans les deux Sous-Commissions.

M. Raffalovich pose la même question.

Il est décidé qu'il y aura des membres « militaires », des membres « navals » et des délégués qui, n'ayant pas de compétence spéciale, pourront faire partie de l'une et de l'autre Commission.

Le Président annonce que le mode de rédaction et de communication des comptes-rendus de la Commission sera réglé à la prochaine réunion.

M. Rolin fait observer que la teneur de certains articles du programme est aussi bien de la compétence de la Sous-Commission militaire que de la Sous-Commission navale. Il n'y a donc pas lieu, selon lui, d'établir la subdivision proposée.

Le Président répond que les questions de principe seront discutées en séance plénière.

M. Raffalovich, sur l'invitation du Président, expose comment il entend le fonctionnement du Secrétariat dans les Commissions. Il y aurait lieu éventuellement, de recourir à la bonne volonté de quelques secrétaires supplémentaires.

La séance est levée.

Deuxième séance. — 26 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

S. E. M. Beernaert prend possession du fauteuil présidentiel et prononce le discours suivant :

« Parmi les tâches de si haute importance dont la Conférence est saisie, notre première Commission a peut-être la plus sainte.

Nous avons notamment à étudier, à discuter, à mettre en œuvre l'idée maîtresse qui a donné lieu à cette grande réunion internationale : assurer aux peuples une paix durable et voir à mettre une barrière au développement progressif et ruineux des armements militaires.

Tel est l'objet principal du message, désormais fameux, des 12/24 août 1898 ; le sentiment public ne s'y est pas trompé et on l'a dit déjà, c'est comme d'instinct que la Conférence a été baptisée de ce beau nom de « Conférence de la Paix », que depuis, elle a elle-même consacré.

L'auguste initiative de l'Empereur Nicolas II n'était pas de la part de la Russie un fait nouveau.

Depuis le commencement du siècle, les Souverains de ce vaste Empire se sont toujours préoccupés de faire avancer en cette matière les idées d'humanité.

Lorsqu'une première fois, en 1816, le congrès de Vienne projetait, comme aujourd'hui, de régler le désarmement de l'Europe par la détermination conventionnelle de l'effectif normal des troupes de chaque Puissance sur pied de paix, le Gouvernement russe adhérait chaleureusement à cette proposition.

C'était l'objet de la lettre célèbre d'Alexandre I à Lord Castlereagh.

En 1868, une Commission internationale militaire se réunissait à St-Petersbourg et arrêtait l'interdiction de l'emploi de certains explosifs. Pour la première fois, on voyait proclamer solennellement, dans un acte public, ces idées qui semblent aujourd'hui toutes naturelles, que les Etats civilisés ont pour devoir d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre et qu'en plus d'un cas les exigences de l'humanité doivent l'emporter sur toutes les autres.

En 1874, ce fut sous l'empire de sentiments non moins nobles et élevés, que l'Empereur Alexandre II prit l'initiative de la Conférence de Bruxelles.

On voulait cette fois encore réprimer toutes les cruautés inutiles et dans ce but on proposait de fixer les lois et les coutumes de la guerre.

Mais combien plus vaste est l'initiative actuelle ! Je sais que les difficultés à surmonter sont considérables, mais, quoi qu'il en soit, la réunion de cette Conférence restera par elle-même un fait énorme.

Dans l'histoire du monde, ce sera la première fois, je pense, que l'on aura vu des représentants de presque tout le monde civilisé se réunir en pleine paix, sans conflit à vider, sans griefs à redresser, sans aucune préoccupation d'avantages personnels, et cela dans le double et généreux dessein de perpétuer l'accord et d'adoucir les maux de la guerre, ou de la régler pour le jour où elle ne pourrait être évitée.

Et chez l'Empereur Nicolas II lui-même, ce ne sont pas là des aspirations nouvelles.

Il y a quelques années, il faisait don d'une cloche à je ne sais plus quelle ville de France, Châteaudun je crois, et sur le bronze, il faisait graver ces mots : « Puisse-t-elle ne jamais sonner que l'heure de la concorde et de la paix ! »

Cette belle devise, Messieurs, inspirera nos travaux.

Nous avons à poursuivre ensemble la réalisation d'un idéal qui depuis des siècles préoccupe les penseurs comme les hommes d'Etat, et quoi qu'il en arrive, je tiendrai comme l'honneur de ma vie d'avoir été appelé à y contribuer. Tel est aussi, j'en suis sûr, votre sentiment à tous. »

Le Président estime qu'il convient tout d'abord de régler le mode de la rédaction du procès-verbal et la publicité qu'il recevra.

Il expose les décisions prises à cet égard par la Deuxième Commission et propose de les adopter.

Le Secrétariat pourrait rédiger un procès-verbal qui serait lu à la séance suivante et dont chaque membre pourrait toujours prendre connaissance. En outre, un compte-rendu succinct serait imprimé et distribué aux délégués faisant partie de la Première Commission.

Cette proposition est acceptée.

Le Président propose ensuite de régler l'ordre des délibérations et la part à y assigner aux réunions plénières et aux Sous-Commissions.

Les quatre thèmes de la circulaire du 30 décembre 1898 qui sont de la compétence de la Première Commission soulèvent diverses questions, les unes de principe, les autres d'application.

C'est d'abord la question capitale : celle de la possibilité d'une

entente sur une limitation conventionnelle des forces armées de terre ou de mer ou des budgets relatifs à cet objet — soit qu'on s'arrête aux chiffres actuels, soit qu'on s'entende même pour les réduire, soit enfin qu'on fixe contractuellement quelque autre limite qui ne pourrait être dépassée.

Une autre question de principe se dégage des thèmes deux, trois et quatre : Y a-t-il lieu de s'interdire conventionnellement tout nouveau progrès dans la fabrication des engins de la guerre de terre ou de mer, armes, poudres, explosifs ? Quoi que l'on puisse inventer encore, les canons, les fusils et les explosifs devront-ils rester ce qu'ils sont aujourd'hui ? Et sans doute, bien que la circulaire ne le dise pas, il entre dans la pensée du Gouvernement russe qu'aux armes à feu d'à présent, on ne pourrait substituer d'autres engins de destruction dûs à quelque idée nouvelle et qui par exemple emprunteraient leur puissance à l'électricité.

De ces deux discussions de principe, la première doit évidemment avoir lieu en réunion plénière, et nous aurons tout à l'heure à arrêter ce qu'il en doit être de la seconde. Viennent alors des questions plus spéciales et dont le principe générateur est exclusivement contenu dans le désir de limiter et d'adoucir les maux de la guerre, selon la formule déjà admise en 1868 à St-Petersbourg. A ce point de vue tout humanitaire, y a-t-il lieu d'interdire l'emploi de nouveaux explosifs et de poudres plus puissantes ?

Échet-il de limiter l'emploi de ceux actuellement en usage ?

Y a-t-il lieu de prohiber le lancement, soit de projectiles, soit d'explosifs du haut de ballons ou de quelque autre manière analogue ? Et quant à la marine, faut-il proscrire l'éperon des navires de guerre et les torpilleurs, soit sous-marins, soit plongeurs, ainsi que tous engins du même ordre ?

Ces dernières questions sont du domaine technique et nous serons tous d'accord pour les renvoyer à nos deux Sous-Commissions.

Restera donc à décider, si la seconde question de principe, que j'indiquais tout à l'heure, sera discutée ici ou dans chacune de nos deux Sous-Commissions.

Enfin, nous avons à arrêter l'ordre de nos délibérations. A première vue, il semblerait tout naturel de commencer par le commencement, en discutant d'abord le problème fondamental et de si haute importance qui est soumis à notre examen.

Mais je crois devoir recommander une procédure contraire et c'est le discours inaugural de notre honorable Président qui m'en suggère l'idée.

Le désarmement qui est au frontispice de la circulaire du Gouvernement russe, n'y a apparu qu'en conclusion et comme une sorte de couronnement — de couronnement triomphal — à nos communs efforts.

Hier encore c'est à un procédé analogue que s'est arrêtée la Deuxième Commission sur la proposition de M. de Martens. Dans l'examen du projet discuté à la Conférence de Bruxelles, on va commencer par les derniers chapitres, de manière à réserver pour la fin les questions sur lesquelles l'entente paraît plus difficile à établir. C'est par l'accord que l'on voudrait arriver à l'accord.

Je pense, Messieurs, que pour nous aussi, cette marche serait peut-

être la meilleure et la plus sûre ; mais c'est à vous à décider et je me borne à exprimer à ce sujet mon sentiment personnel.

Si vous le partagez, j'ouvrirai d'abord une discussion générale portant sur l'ensemble de la mission qui nous est déparée ; vous déciderez si c'est ici que nous aborderons la discussion de la seconde question de principe que j'ai indiquée et nous arrêterons ensuite les questions à renvoyer aux Sous-Commissions.

Ces diverses propositions sont admises.

La discussion générale est ouverte ; mais personne ne demande la parole.

Le Président consulte ensuite l'Assemblée sur le point de savoir si elle entend discuter *in pleno* la question de principe relative à l'interdiction réciproque de l'emploi de perfectionnements militaires nouveaux.

M. le Colonel Gilinsky est d'avis de renvoyer cette discussion aux Sous-Commissions.

M. le Général den Beer Poortugael se rallie à cette opinion.

Le Président fait observer que, si l'Assemblée le décide ainsi, la question de principe devra être discutée dans la Sous-Commission navale aussi bien que dans la Sous-Commission militaire.

La proposition de M. Gilinsky est mise aux voix et adoptée à une très forte majorité.

Le Président demande que les Sous-Commissions se réunissent immédiatement après la séance.

Elles auront à s'occuper de quatre questions spéciales :

Y a-t-il lieu :

1^o d'arrêter conventionnellement l'interdiction de la mise en usage de nouvelles armes à feu, de nouveaux explosifs et de poudre plus puissantes que celles adoptées actuellement ?

2^o de limiter dans les guerres de campagne l'emploi d'explosifs d'une puissance formidable déjà existants ?

3^o de prohiber le lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques, du haut de ballons ou par des moyens analogues ?

4^o de proscrire l'emploi dans les guerres navales des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, ou d'autres engins de destruction de la même nature ; et la construction à l'avenir de navires de guerre à éperon ?

Les deux premières questions devront être étudiées par les deux Sous-Commissions, la troisième est de la compétence de la Sous-Commission militaire, la quatrième de la Sous-Commission navale.

La Commission se rallie à ces propositions.

Le Président invite les membres à bien vouloir indiquer de quelle Sous-Commission ils feront partie.

La séance est levée.

Troisième séance. — 22 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Les procès-verbaux des séances des 23 et 26 mai sont lus et adoptés.

M. Raffalovich propose l'impression du discours prononcé par Son Exc. M. Beernaert dans la séance du 26 mai (*Assentiment*).

Le Président rappelle que le premier objet à l'ordre du jour est la discussion des rapports présentés au nom des deux Sous-Commissions ; ces conclusions sont malheureusement peu nombreuses. Il y a à statuer d'abord sur celles du Rapport du Général den Beer Poortugael.

La première est relative aux balles.

Le Président donne lecture des différentes formules qui ont été successivement présentées à ce sujet.

La Sous-Commission a adopté le texte suivant par 19 voix contre une et une abstention :

« L'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles explosibles, les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, doit être interdit. »

La discussion est ouverte.

Le général Sir John Ardagh donne lecture de la déclaration qui suit :

« Je demande la permission de présenter à la Haute Assemblée quelques observations et explications sur un sujet qui a été déjà soumis au vote.

« C'est la question des balles.

« Dans la séance du 31 mai, un article a été accepté, par une majorité considérable, contre l'emploi des balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau, ou serait pourvue d'incisions.

« Il me semble que l'introduction, dans la rédaction, de ces mots concernant les détails techniques de construction aurait pour effet de rendre l'interdiction un peu trop générale et absolue. Elle ne paraîtrait pas admettre l'exception que je voudrais sauvegarder, c'est-à-dire la construction dans le présent et dans l'avenir d'un projectile quelconque dont le choc suffirait à arrêter l'individu atteint et à le mettre hors de combat sur le champ, et qui remplirait ainsi les conditions indispensables dans la guerre, sans toutefois occasionner des souffrances inutiles.

« La balle à enveloppe complète de notre fusil Lee-Metford est défectueuse à cet égard. Il a été constaté dans une de nos petites guerres aux Indes qu'un homme, transpercé cinq fois par ces balles, était encore à même de marcher à pied, sur une distance considérable jusqu'à un hôpital anglais, pour se faire panser.

« Tout récemment, après la bataille de Om-Durman, il a été constaté que la plupart des Derviches blessés qui étaient à même de se sauver par la fuite avaient été atteints par les petites balles anglaises tandis que la balle Remington et la balle Martini de l'armée égyptienne suffisaient à mettre un homme hors de combat. Il a fallu trou-

ver quelques moyens plus efficaces et pour remplir ce besoin aux Indes, le projectile connu sous le nom de *Dum-Dum* a été fabriqué dans l'arsenal de ce nom près de Calcutta.

« Dans la balle *Dum-Dum*, l'enveloppe se termine en laissant un tout petit morceau du noyau découvert.

« L'effet de cette modification est de produire une certaine dilatation ou bombement de la pointe et de produire un choc plus prononcé que celui que donne la balle à enveloppe complète, mais cependant moins efficace que celui de la balle des fusils Enfield ou Snider ou Martini dont le calibre est plus grand. Les blessures faites par cette balle *Dum-Dum* suffisent ordinairement à produire un choc qui arrête un homme et qui le met hors de combat. Mais leur effet est nullement calculé en vue d'infliger des souffrances inutiles.

« Je veux expliquer comment il est arrivé que la balle *Dum-Dum* a une mauvaise réputation en Europe. C'est à cause de certaines expériences qui ont été faites avec des balles à enveloppe incomplète et raccourcie qui ne ressemblent pas du tout, ni par leur construction ni par leur effet, à celles de *Dum-Dum*.

« Il s'agit des expériences faites à Tübingen par le professeur Bruns, dont un rapport a été publié dans le « *Beitrag zur klinischen Chirurgie* » à Tübingen en 1898.

« La balle de ces expériences avait une pointe en plomb à peu près d'un diamètre plus long que l'enveloppe dure, et par conséquent, l'aplatissement et l'expansion en pénétrant dans un corps étaient considérables et les blessures excessivement graves, même épouvantables. Ces expériences prouvent qu'une balle dont la pointe en plomb mou est largement dépourvue d'enveloppe dure, agit dans un certain sens comme une balle explosible et produit un effet terrible, mais les expériences de Tübingen ne peuvent pas être acceptées comme témoignages ou preuves contre la balle *Dum-Dum* qui est d'une construction et d'un effet entièrement différents. Il est à croire cependant que la conception erronée formée en Europe sur le caractère de la dernière est due surtout à l'idée entièrement fausse que ces deux projectiles sont d'une construction presque identique.

« Plusieurs interpellations ont été faites au sein du parlement anglais au sujet du projectile *Dum-Dum*, et le 5 juin, le secrétaire d'Etat pour les Indes, en réponse à une question concernant la balle *Dum-Dum*, a dit que le Gouvernement de Sa Majesté ne voit aucune raison pour faire une enquête sur « les décisions du Gouvernement des Indes au sujet de la balle *Dum-Dum* » et il a ajouté qu'il présenterait les rapports sur les expériences faites avec ce projectile à la Chambre des Communes.

« Il me semble à peine nécessaire d'affirmer que l'opinion publique en Angleterre ne sanctionnerait jamais l'emploi d'un projectile qui causerait des souffrances inutiles, et que toute espèce de projectiles de cette nature est condamnée d'avance ; mais nous réclamons le droit et nous reconnaissons le devoir de munir nos soldats d'un projectile sur l'effet duquel ils peuvent se fier — un projectile qui suffira par son choc à arrêter la charge de l'ennemi et à le mettre hors de combat sur le champ.

« Dans le temps, ce résultat était obtenu par l'emploi des balles sphériques de l'ancien fusil qui avaient un diamètre de 20 millimè-

tres, par celui des balles du fusil Enfield de 14 millimètres et du Martini de 12 millimètres. Aucune réclamation au point de vue humanitaire n'a jamais été faite contre les projectiles de ces fusils. Notre fusil actuel, le Lee-Netford, n'a qu'un calibre de 8 millimètres. La section transversale de son projectile, qui est couverte d'une enveloppe complète, n'est que la moitié de celle du fusil Martini et le 6^e de la balle sphérique.

« Il n'y a donc rien de surprenant qu'ils ne produisent qu'un choc plus léger. En effet, il est clairement constaté que notre balle à enveloppe complète, telle qu'elle est en usage actuellement dans l'armée anglaise, ne protège pas d'une manière suffisante nos soldats contre la charge d'un ennemi déterminé; et nous désirons nous réserver une liberté entière quant aux modifications à introduire dans la construction soit de l'enveloppe soit du noyau, afin de produire le choc nécessaire pour mettre un homme hors de combat, sans occasionner une aggravation inutile de souffrances.

« Tel est notre point de vue et nous ne pouvons par conséquent accepter la rédaction de l'interdiction votée par la majorité en première lecture, qui impose une limite technique aux détails de construction.

« Toutefois, je désire répéter que nous sommes complètement d'accord avec les principes humanitaires proclamés dans la Convention de St-Petersbourg, et que nous tâcherons d'en observer non seulement la lettre mais aussi l'esprit, en cherchant une solution sur la question du modèle de projectile à adopter. Je puis assurer la Haute Assemblée qu'il m'était très désagréable de me trouver obligé de voter, à cause des motifs que je viens d'exposer, contre une rédaction inspirée par des principes que je partage entièrement, et je garde encore l'espoir qu'il sera possible d'arriver à un vote unanime grâce à une rédaction qui laisserait de côté les détails techniques de construction, en affirmant les principes sur lesquels nous sommes tous d'accord, — les principes énoncés dans la Convention de St-Petersbourg — c'est à-dire l'interdiction de l'emploi de balles dont l'effet aggraverait inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat, ou rendrait leur mort inévitable ».

Le Président fait observer que la rédaction votée ne vise pas directement les *Dum-Dum*, et se rapproche plutôt de la rédaction adoptée en 1868 à Saint-Petersbourg, et à laquelle le Gouvernement britannique a adhéré.

Il demande si le délégué anglais, qui approuve l'idée qui a inspiré la rédaction proposée, est en mesure de présenter une modification à cette rédaction qui pourrait rallier tous les suffrages.

Le Général sir John Ardagh répète que l'objection de son Gouvernement porte sur les termes employés, savoir les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait dépourvue d'incisions. Si l'on supprimait ces mots, il pourrait donner son adhésion à la rédaction votée.

MM. le Général den Beer Poortugael et le Colonel Gilinsky font remarquer que dans ces conditions l'interdiction n'aurait plus de portée; ils demandent le maintien du texte tel qu'il a été arrêté par plusieurs délégués techniques.

Le Général sir John Ardagh se déclare obligé de maintenir son vote négatif du moment où la rédaction constitue une condamnation des balles *Dum-Dum*.

M. le Capitaine Crozier voudrait voir supprimer les détails concernant la construction de la balle. Il dit qu'on pourrait inventer des balles qui sans éclater prendraient la forme d'un plus gros calibre, et il serait injuste de priver les Puissances de l'avantage qui en résulterait, si toutefois ces balles ne devaient pas produire des blessures inutilement cruelles. Il appuie donc la suppression des mots indiqués par Sir J. Ardagh.

Le Président dit qu'il ne voit pas ce qui resterait de l'article, si l'on acceptait la modification suggérée par Sir John Ardagh et appuyée par le capitaine Crozier.

M. le Capitaine Crozier propose la rédaction suivante :

« L'emploi des balles qui infligent des blessures inutilement cruelles, telles que les balles explosibles et en général toute espèce de balles qui dépassent la limite nécessaire pour mettre un homme immédiatement hors de combat, est interdit. »

M. le Général Zuccari dit que ces observations tendent à revenir au texte proposé par M. de Khuepach et qui aurait l'avantage de réserver le droit d'invention reconnu par la Sous-Commission. Partisan de l'interdiction des balles inutilement cruelles, il votera encore « oui », bien qu'il eût préféré une rédaction moins détaillée.

M. le Colonel Gilinsky, après avoir constaté la difficulté de trouver une nouvelle rédaction, dit que les balles dont l'enveloppe est pourvue d'incisions font des blessures trop cruelles. Il est rare qu'une balle dont le noyau n'est pas couvert prenne la forme d'une poire. Le plus souvent elle prend celle d'un champignon. Le but de la guerre est la mise hors de combat et les balles ordinaires suffisent pour cela.

Le Général Sir John Ardagh regrette que le Colonel Gilinsky ne puisse accepter la rédaction modifiée. Il n'est pas prouvé que la balle *Dum-Dum* soit inutilement cruelle. C'est la balle de Tübingen qui produit d'épouvantables blessures.

M. le Colonel Gilinsky répond que la balle de Tübingen n'a jamais été employée à la guerre. L'expérience de deux guerres dans lesquelles on s'est servi de *Dum-Dum* a prouvé que les blessures infligées par ce projectile sont effroyables.

Le Général Sir John Ardagh se réfère aux réponses données à sept reprises dans le Parlement anglais sur cette question.

M. le comte de Macédo intervient pour déclarer que la divergence d'opinions entre les délégués techniques l'empêchera de voter dans un sens ou dans un autre.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit que, dans les journaux et même dans cette Assemblée, on a parlé d'une « balle de Tübingen » et il entend prémunir l'Assemblée contre la formation d'une légende à ce sujet. Il n'y a pas à Tübingen de fabrique d'armes ; mais bien une université célèbre dont l'un des professeurs le plus renommés, le chirurgien Bruns, s'est beaucoup occupé de l'effet des projectiles de petit calibre.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff ignore quelle est la balle dont M. Bruns s'est servi dans ses expériences. En tout cas, ce n'est pas

la balle de l'armée allemande. Et jamais il n'a été question d'y introduire une balle dont le noyau ne serait pas entièrement couvert par l'enveloppe.

MM. le Général den Beer Poortugael, le Colonel Gilinsky et le Président font remarquer que la rédaction proposée par le Capitaine Crozier est beaucoup trop vague.

Le Président rappelle que la Convention de Saint-Petersbourg, à laquelle l'Angleterre a donné son adhésion, est plus précise, puisqu'elle interdit l'emploi de tout projectile inférieur à 400 grammes qui serait ou explosible ou chargé de matières fulminantes ou inflammables.

M. Raffalovich demande la priorité pour le vote sur le texte primitif.

Celui-ci est maintenu par 20 oui contre 2 non (Angleterre et Etats-Unis d'Amérique) et une abstention (Portugal).

Ont voté oui : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Italie, Japon, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norwège, Suisse, Turquie et Bulgarie.

Le Président met en discussion la question du lancement de projectiles du haut de ballons.

Il résume les passages du rapport relatifs à ce sujet.

M. le Capitaine Crozier rappelle qu'il a fait, à ce propos, des observations à la dernière séance de la première Sous-Commission. Sans vouloir les répéter, il désire en résumer ici la substance. Les ballons actuels ne peuvent pas servir efficacement à la guerre. En outre, leur emploi pour le but en question ne serait pas humain ni conforme à l'esprit qui nous guide, puisqu'on ne peut prévoir l'endroit où tomberont les projectiles ou autres matières jetées du haut d'un ballon, et qu'ils peuvent atteindre aussi bien les populations inoffensives que les combattants, détruire une église aussi bien qu'une batterie. Mais, si on parvenait à perfectionner la navigation aérienne de manière à faire disparaître ces défauts, l'emploi des ballons pourrait diminuer la durée des combats et, par conséquent, les maux de la guerre ainsi que les frais qu'elle entraîne. Mais un autre point de vue est à envisager ; il importerait d'obtenir l'unanimité des suffrages sur cette question : or, trois Puissances ne se sont ralliées à la proposition que sous la réserve de limiter l'interdiction à 5 ans.

En acceptant cette limite, il croit qu'il serait possible d'obtenir l'unanimité tant désirée ; il se range donc à l'avis des délégués de Grande-Bretagne, de France et de Roumanie.

M. le Général Mounier est également d'avis qu'il serait dangereux de s'imposer des restrictions pour un temps indéfini. On ne peut prévoir ce que l'avenir réserve. L'observation du Capitaine Crozier lui paraît mériter l'attention la plus sérieuse. Aujourd'hui les projectiles lancés du haut d'un ballon peuvent faire des victimes parmi les non-combattants.

Mais l'usage de ballons plus perfectionnés peut devenir un moyen pratique et licite de faire la guerre. Il conviendrait donc de limiter l'interdiction à un laps de temps quelconque, 5 ans ou même davantage.

M. le Colonel Gilinsky admet qu'on ne puisse s'engager pour tous jours ; il propose la limite de 10 ans.

Le Général Sir John Ardagh appuie la proposition du Capitaine Crozier.

Le Président soumet au vote la formule suivante :

« Il est interdit, pendant 5 ans, à partir de la date de la ratification de l'Acte de la Conférence, de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons, cerfs-volants, et en général par des modes différents de ceux usités aujourd'hui. »

M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach, après avoir fait observer que la fin de la formule est beaucoup trop générale, estime qu'il est superflu de mentionner les cerfs-volants.

M. le Colonel Gilinsky répond que des expériences ont été faites pour utiliser les cerfs-volants comme moyen de guerre.

Le Président ayant fait remarquer que la rédaction qui vient d'être proposée est en effet un peu vague, le Colonel Gilinsky déclare qu'il ne s'oppose pas à ce qu'elle soit modifiée.

M. le Général den Beer Poortugaël propose la formule « par des modes aériens ».

M. le Colonel Gilinsky adhère à cette suggestion.

M. le Colonel Coanda désirerait savoir si parmi les modes aériens, il faut comprendre, par exemple, le lancement par des mortiers de projectiles qui éclateraient en l'air en faisant retomber de la dynamite ou autres explosifs.

Le Président répond que l'appréhension de M. Coanda ne semble pas justifiée, puisque les projectiles que lance un mortier partent de terre.

M. Beldiman ayant exprimé un doute quant à la clarté du terme « aérien », M. Raffalovich répond que l'expression « mode aérien » vise exclusivement le point de départ du projectile et il donne lecture du passage dans lequel M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff avait formellement réservé l'emploi des mortiers.

M. Bihourd estime que le terme « aérien » étant sujet à équivoque, il serait préférable de le remplacer par celui « d'analogues ».

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait observer que du moment où l'on revient à l'ancienne rédaction, il ne faut pas omettre le mot « nouveau ».

La formule suivante est mise au vote et adoptée à l'unanimité :

« Il est interdit pendant cinq ans, à partir de la date de la ratification de l'Acte de la Conférence de La Haye, de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux. »

Fusils.

Le Président résume les conclusions du rapport.

Il ouvre la discussion sur la proposition du Général den Beer Poortugaël dont le vote dans la Sous-Commission a donné le résultat suivant : 9 oui, 3 non et 9 abstentions. Ces abstentions ayant été notamment motivées par le défaut d'instructions des Gouvernements

respectifs, il se peut que celles-ci aient été transmises depuis aux délégués, et que la discussion puisse aboutir à un résultat définitif.

M. le Jonkheer van Karnebeek dit que cette question est analogue à une autre question traitée dans la deuxième Sous-Commission, à savoir celle des canons. Ces deux questions sont difficiles à résoudre en ce moment ; elles nécessiteraient un examen approfondi de la part des techniciens des différents pays et cela exigerait un temps considérable. Il serait à craindre que, le temps pour cet examen faisant défaut, on aboutisse à une conclusion négative, alors que plus tard on pourrait arriver à une entente. Et de même qu'il s'est permis de proposer de réserver la question du canon pour un examen ultérieur, il désirerait voir procéder ainsi pour les fusils.

Il y aurait donc à constater que la question demeure ouverte et qu'elle reste à l'étude pour les différents Gouvernements. Sinon, on risque d'aboutir à un échec provoqué non par la mauvaise volonté, mais par la difficulté de se prononcer à un si bref délai. Dans ce cas, le public qui n'a pu suivre les discussions envisagerait ce résultat sous un aspect plus désavantageux qu'il ne l'est en réalité.

Il propose en résumé de réserver la décision à prendre à une Conférence qui se réunirait ultérieurement.

Le Président fait remarquer que la proposition de M. van Karnebeek n'est que subsidiaire pour le cas où celle du Général den Beer Poortugael ne serait pas adoptée.

La délégation bulgare déclare que les instructions qu'elle a reçues de son Gouvernement lui permettent d'adhérer à la motion du Général den Beer Poortugael.

Les délégués de France, d'Autriche-Hongrie, de Turquie et du Japon ont reçu des instructions contraires ; ils auraient donc à voter non.

Le délégué de Grande-Bretagne retire son adhésion primitive et voterait également non.

M. le capitaine Crozier s'était abstenu, parce que les Etats-Unis ne sont pas sympathiques à l'esprit de la proposition et n'aiment pas voir entraver le génie inventif qui pourrait avoir pour résultat d'apporter des économies aux budgets de la guerre. En raison de cette considération, il votera non.

Le Président constate qu'on se trouve en présence de deux motions. Les usages parlementaires exigent qu'il mette aux voix en premier lieu celle qui tend à un ajournement.

M. le Jonkheer van Karnebeek insiste sur l'opportunité de sa proposition ; il lui semble que les Gouvernements respectifs n'ont pas eu le temps d'examiner la question d'une façon assez approfondie.

La proposition de M. van Karnebeek de renvoyer la décision sur cette question à une Conférence ultérieure est adoptée à l'unanimité.

Le Président demande si quelque délégué désire revenir sur les décisions négatives prises à la première Sous-Commission. Il pense qu'il n'y a pas lieu de le faire. (*Assentiment.*)

Le Président a lui-même demandé à la Sous-Commission si elle n'entendait pas mettre en délibération une interdiction conventionnelle, pour un temps à fixer, de la mise en usage de nouveaux moyens de destruction dont la force serait empruntée à des éléments nouveaux tels que l'électricité ou la chimie. La Sous-Commission a

renvoyé ce point à la Commission réunie in pleno. Le moment est venu de l'aborder.

M. le Colonel Gilinsky se rallie à l'opinion du Président à cet égard, la Russie étant d'avis que les moyens existants de faire la guerre sont suffisants.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff trouve également que les engins de guerre actuels suffisent. Mais on ne peut se lier les mains d'avance, car on ignore les moyens plus humains qui pourraient être inventés dans l'avenir.

M. le Colonel Gilinsky pense qu'on pourrait accepter l'interdiction de la mise en usage des moyens de destruction dont il s'agit, pour un certain laps de temps.

M. le Capitaine Crozier se rallie à l'opinion de M. de Gross de Schwarzhoff.

Le Président demande à l'Assemblée si elle entend que cette question reste également ouverte et soit renvoyée à une étude ultérieure. (*Assentiment*).

La Commission passe à la discussion des conclusions contenues dans le rapport de M. le Capitaine de corvette Comte Soltysk.

M. le Jonkheer van Karnebeek, Président de la seconde Sous-Commission, résume les résultats obtenus dans celle-ci quant aux canons de marine. La question de savoir si la proposition de M. Schéine devrait être adoptée ou non, y a été laissée ouverte parce qu'on a été d'accord que les Gouvernements auraient besoin de beaucoup de temps pour pouvoir l'examiner à fond. Il faudrait réunir probablement dans chaque pays un comité technique qui ferait des épreuves pratiques.

Une décision précipitée de cette question serait fâcheuse ; il propose donc de la laisser ouverte, de même que celle des fusils, et de la recommander à l'étude sérieuse des Gouvernements. On éviterait ainsi la responsabilité d'une résolution négative, dont le seul motif serait que le temps a fait défaut.

M. Beldiman déclare que, d'après les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, il peut adhérer à la motion du délégué russe.

Le Président donne la priorité à la proposition d'ajournement faite par M. van Karnebeek.

Elle est adoptée à l'unanimité.

Sur la proposition de M. le Capitaine de frégate Schéine, la Commission émet le vœu de voir les Gouvernements s'occuper activement de l'étude de cette question.

Le Président dit qu'un résultat presque unanime a été obtenu par rapport à l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères et ouvre la discussion à ce sujet.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan, ayant été seul à se prononcer négativement, tient à expliquer les motifs dont il s'est inspiré. Bien qu'il n'ait pas reçu jusqu'à présent des instructions à ce sujet, il maintiendra son vote négatif. La question des gaz asphyxiants est encore intangible, puisque des projectiles de l'espèce n'existent pas en réalité. En outre, il trouve qu'au point de vue humanitaire, il n'est pas plus

cruel d'asphyxier ses ennemis au moyen de gaz délétères qu'avec de l'eau, c'est-à-dire de les noyer, comme cela arrive lorsqu'un bâtiment est coulé par la torpille d'un torpilleur.

Pour ces deux motifs, il lui est impossible de changer son vote.

M. le Jonkheer van Karnebeek croit que le Capitaine Mahan se place trop exclusivement sur le terrain de la guerre maritime. Or, la question doit être envisagée également au point de vue de la guerre terrestre; pour cette dernière la comparaison entre les deux modes d'asphyxie n'a pas de raison d'être.

On a remarqué fort justement à la deuxième Sous-Commission que l'emploi des projectiles dont il s'agit mettrait en danger l'existence d'un grand nombre de non-combattants, par exemple dans le cas d'un siège.

Mais une autre considération se présente. On a fait à la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à interdire l'emploi de nouvelles méthodes de destruction le reproche d'être trop vague. Or, il s'agit ici d'une méthode spécialement indiquée. Bien qu'elle ne soit pas encore inventée, on peut déjà s'en faire une idée assez nette; il est donc facile de se prononcer. Il propose en conséquence d'adopter la décision presque unanime de la Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine tient à répondre à la seconde observation faite par M. Mahan. Il est d'avis qu'il n'y a pas de comparaison à établir entre l'effet produit par les torpilles et celui des gaz asphyxiants. Celui-ci, en effet, peut plutôt être assimilé à l'empoisonnement d'une rivière, ce que M. Mahan n'a pas voulu admettre.

Beaucoup de personnes peuvent être sauvées même si elles sont blessées ou mises hors de combat, dans le cas où un navire est coulé par une torpille. Les gaz asphyxiants, au contraire, extermineraient l'équipage entier.

Ce procédé irait donc à l'encontre de l'idée humanitaire qui doit nous diriger : trouver les moyens de mettre les ennemis hors de combat sans les mettre hors de ce monde.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan insiste sur sa manière de voir.

M. le Comte de Macédo estime que, dans le cas du choc par une torpille, il y aura toujours moyen de sauver un grand nombre de personnes : pour ce motif la comparaison du Capitaine Mahan entre l'effet funeste des torpilles et des gaz asphyxiants ne lui paraît pas admissible.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan répond qu'il ne serait pas possible de sauver beaucoup de personnes, vu les dimensions restreintes d'un torpilleur.

M. de Bille estime qu'il n'y a pas même lieu de discuter la mise en usage d'un projectile non existant, alors que les délégués de Puissances telles que la Russie et l'Allemagne ont constaté que les moyens actuels de faire la guerre sont plus que suffisants.

L'interdiction proposée par la Sous-Commission est mise aux voix et acceptée à l'unanimité moins une voix (États-Unis).

Les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon et du Portugal ont fait remarquer qu'ils n'acceptent l'interdiction que sous la réserve qu'elle soit adoptée à l'unanimité; il ressort d'ailleurs tant des votes émis dans la Sous-

Commission, que du rapport du Comte Soltyk que cette condition a été expressément stipulée.

La séance est levée.

ANNEXE N° I AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 JUIN

Rapport présenté au nom de la Première Sous-Commission par le Général Den Beer Poortugael.

Messieurs,

Ayant eu l'honneur d'être nommé rapporteur de la Sous-Commission militaire de la Première Commission, je m'efforcerai d'être à la hauteur de la mission dont la confiance de mes collègues m'a investi ; je vous exposerai aussi fidèlement que possible le tableau succinct de nos délibérations, des votes et des propositions que la Sous-Commission a à vous soumettre.

La Sous-Commission, s'inspirant des idées magnanimes émanées de l'initiative généreuse de l'Empereur de Russie, a examiné avec un grand soin, avec une attention consciencieuse, les points de la circulaire russe du 30 décembre 1898, qui ont été renvoyés à son examen.

Poudres.

Dans la discussion générale, le Capitaine Crozier (Etats-Unis) déclare que l'interdiction de l'emploi de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, pourrait aller à l'encontre de l'un des principaux buts de la proposition russe, savoir l'économie.

Une poudre étant puissante en proportion de la production du gaz fourni par la charge et la température de combustion, on pourrait très bien produire une poudre, qui, fournissant un plus grand volume de gaz à une température plus basse de combustion, pourrait être plus puissante qu'aucune poudre actuellement en usage et qui, en même temps, en raison de la basse température, fatiguerait moins le fusil, ce qui permettrait de le conserver plus longtemps.

Les délégués se prononcent à l'unanimité en faveur de la liberté absolue de chaque Etat en ce qui concerne l'emploi de poudres nouvelles de chargement.

Explosifs dans les guerres de campagne.

Quant à l'emploi des explosifs dans l'artillerie de campagne, le Colonel Gilinsky, au nom du Gouvernement russe, propose de ne pas faire usage dans cette artillerie des obus brisants ou à fougasses et de se limiter aux explosifs existants, avec interdiction des explosifs formidables qui sont employés pour les sièges.

A une demande du Colonel de Gross de Schwarzhoff (Allemagne) sur le vrai sens de la proposition, le Président dit que la portée en est que les Etats s'interdiraient l'emploi en campagne des explosifs très puissants adoptés déjà dans quelques armées.

La question de l'interdiction dans l'artillerie de campagne des obus brisants ou à fougasses est mise aux voix ; dix Etats répondent oui

(Belgique, Danemark, Pays-Bas, Perse, Portugal, Serbie, Russie, Siam, Suisse, Bulgarie); onze, répondent non.

Sur la question de savoir s'il y a lieu d'interdire l'emploi d'explosifs nouveaux non encore utilisés, douze Etats répondent non (Allemagne, Etats-Unis, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Roumanie, Suède et Norvège, Turquie); les autres, neuf, oui.

Canons.

Le Colonel Gilinsky (Russie) propose que dans un but d'économie, les Etats conviennent de ne pas changer dans l'artillerie de campagne le canon actuel. Toutefois les pays arriérés auraient la faculté de se mettre au niveau des autres.

A la suite d'une observation du Général Zuccari (Italie), le Président demande si l'on est d'accord qu'il serait en tout cas permis aux pays arriérés de perfectionner leur armement pour le mettre au niveau de ceux qui sont actuellement plus avancés.

M. Bihourd (France), ayant fait observer que cette formule irait à l'encontre du but d'économie visé, le Président provoque un vote sur la question de savoir si, dans le cas où l'on s'interdirait de nouveaux perfectionnements, cette interdiction permettrait néanmoins à tous l'adoption des types les plus perfectionnés actuellement en usage.

Les votes ont fait apparaître la grande difficulté d'un accord; comme l'a fait remarquer le Colonel Gilinsky, beaucoup d'Etats ne sont pas en possession de types satisfaisants, voisins les uns des autres, comme c'est le cas pour les fusils.

Cinq Etats seulement (Etats-Unis, Belgique, Italie, Serbie et Siam) ont voté *oui*; les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, des Pays-Bas, de Suisse s'abstiennent à cause de certaines restrictions qui s'imposent. Le délégué du Danemark dit que son pays doit changer son matériel, qu'il serait nécessaire d'essayer les types pour prendre le meilleur, mais que les Etats, qui les possèdent ne le communiqueront pas; donc il serait nécessaire de dire exactement ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas.

Dans le même sens se prononcent les délégués de l'Espagne, de la France, du Japon, du Portugal et de la Roumanie. Le délégué de Russie déclare que la proposition russe tend à permettre l'adoption du meilleur canon actuel, c'est-à-dire du canon à tir rapide. Les délégués de Perse et de Bulgarie se rangent à la proposition de la Russie. Le délégué de la Grande-Bretagne dit que son Gouvernement n'est disposé à accepter aucune limitation. Les délégués de Suède et Norvège et de la Turquie font des réserves.

Par suite de ce vote, le Président croit devoir poser la question de principe. Y a-t-il lieu, pour les nations représentées à la Conférence, de s'interdire, pour un temps à fixer et notamment par des motifs d'économie, de modifier leur armement-canon, en excluant l'emploi de toute invention nouvelle?

Toutes les délégations répondent non, excepté la Russie et la Bulgarie qui s'abstiennent et le Siam, qui répond affirmativement. Le Président, constatant qu'une très grande majorité est hostile à toute

limitation en ce qui concerne les canons, considère que sur ce point il n'y a plus lieu à discussion.

Balles.

Dès la première séance de la Sous-Commission, le Colonel Künzli (Suisse) a proposé l'interdiction de certains projectiles, qui aggravent les blessures et augmentent les souffrances des blessés. Il a dit avoir en vue les balles dites *dum-dum*.

Le délégué néerlandais den Beer Poortugael, a adhéré à cette proposition, son Gouvernement l'ayant chargé de demander l'interdiction formelle de l'emploi des *dum-dum* et de projectiles analogues, qui font des blessures non guérissables. Il dit que les balles *dum-dum*, dont le nez est très mou, le manteau du projectile très dur, l'intérieur formé d'une substance plus molle, font, à la moindre résistance, en se déformant, des ravages énormes dans le corps, l'entrée du projectile étant très mince, mais la sortie très grande et, comme il suffit de mettre l'homme armé hors de combat pendant la durée de la campagne, de tels ravages ne sont pas nécessaires.

Le Général Sir John Ardagh (Angleterre), dit qu'il doit y avoir malentendu, vu que les *dum-dum* sont des balles comme les autres, des projectiles ordinaires.

Le Président fait remarquer que la proposition du Gouvernement néerlandais n'est qu'une extension du principe consacré à St-Petersbourg en 1868 et il demande pour la séance prochaine des textes précis et clairs.

Deux formules ont été présentées :

Celle du Colonel Künzli :

« Interdiction des projectiles d'infanterie, dont la pointe du manteau est trouée ou limée et de ceux, dont le passage direct à travers le corps est entravé par un vide intérieur ou par l'emploi du plomb mou. »

Et celle du Gouvernement russe :

« L'emploi des balles, dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau à la pointe, ou serait pourvue d'incisions, et, en général, l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, doit être interdit, n'étant pas conforme à l'esprit de la Déclaration de St-Petersbourg de 1868. »

Le Colonel de Khuepach (Autriche) est d'avis qu'il faudrait se borner à interdire conventionnellement l'emploi des balles qui produisent des blessures inutilement cruelles, sans entrer dans les détails, et d'autant plus, qu'il ne sera pas possible d'éviter complètement les mutilations.

Le Général Sir John Ardagh, d'accord avec le délégué autrichien, ajoute qu'il existe une différence entre la guerre entre nations civilisées et celles contre des sauvages. Si, dans la première, un soldat est blessé par un petit projectile, il se retire à l'ambulance, mais le sauvage, quoique transpercé deux ou trois fois, ne cesse pas d'avancer.

Pour cette raison le délégué anglais réclame la liberté d'employer contre les populations sauvages des projectiles d'une efficacité suffisante.

M. Raffalovich expose que les idées émises par Sir John Ardagh sont contraires à l'esprit humanitaire qui domine cette fin du XIX^e siècle. Il fait remarquer d'ailleurs que la différenciation des ennemis à combattre et des projectiles à employer amènerait nécessairement des complications d'équipement.

Le Colonel Gilinsky a fait observer que la balle du fusil de petit calibre n'arrête pas l'attaque des sauvages, non pas parce qu'ils sont des sauvages; elle n'arrêtera pas davantage l'attaque d'une armée civilisée, car tel est l'effet du petit calibre. En effet, l'homme grièvement blessé peut encore avancer pendant quelque temps et même combattre. C'est donc là un argument en faveur de calibres plus gros. Le calibre russe de 7 1/2 mm. arrête très bien l'attaque. En diminuant continuellement le calibre, on arrive à un calibre trop petit et à la nécessité d'employer les balles *dum dum*. Quant aux sauvages, ils ne sont malheureusement pas garantis contre l'emploi des balles explosibles. Dans la déclaration de St-Petersbourg de 1868, les Puissances contractantes ont décidé de ne pas employer ces balles dans la guerre entre elles. Il est évident qu'il y a une lacune dans la déclaration de 1868, lacune qui permet d'employer contre les sauvages, non seulement des balles *dum-dum*, mais même des balles explosibles.

Le Président croit exprimer l'opinion de l'assemblée en disant qu'il ne saurait être établi de distinction entre les projectiles permis et les projectiles interdits suivant les ennemis contre lesquels on combat, fussent-ils des sauvages.

Comme suite de la discussion, la formule russe qui avait rencontré l'adhésion de la majorité, a reçu la rédaction suivante arrêtée d'accord entre les délégués de Russie, de France et de Roumanie :

« L'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement « dans le corps humain, telles que les balles explosibles, les balles à « enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le « noyau ou serait pourvue d'incisions, doit être interdit. »

19 Etats se sont prononcés affirmativement (Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, Espagne, France, Japon, Pays-Bas, Perse, Portugal, Italie, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie).

Un Etat pour la négative (Grande-Bretagne); un Etat (Autriche-Hongrie) s'est abstenu.

Lancement de projectiles du haut de ballons.

La proposition du Gouvernement russe de prohiber le lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut des ballons ou par des moyens analogues est mise en discussion et votre rapporteur déclare que son Gouvernement l'a autorisé à l'appuyer. D'après lui, permettre d'employer de telles machines infernales qui semblent tomber du ciel, dépasse les limites. Quand on est contraint de faire la guerre, il faut la faire aussi énergiquement que possible, mais cela n'implique pas que tous les moyens soient permis.

Il rappelle les articles 12 et 13 du protocole final de la Conférence

de Bruxelles de 1874 et finit en disant qu'avec les progrès de la science les choses qui, hier encore, paraissaient incroyables, se réalisent aujourd'hui. On peut donc même prévoir l'emploi de projectiles ou autres engins, remplis de gaz délétères, soporifiques, qui, précipités du haut des ballons au milieu des troupes, les mettraient du coup hors de combat. Comme on ne peut se garder contre de tels procédés, cela ressemble à une perfidie, et tout ce qui y ressemble doit être écarté scrupuleusement. Soyons chevaleresques même dans la manière de faire la guerre.

Le Colonel de Schwarzhoff (Allemagne) ayant fait constater qu'il ne s'agit pas d'interdire l'emploi de mortiers ou d'autres canons à tir élevé, mais que les mots *moyens analogues* s'appliquent seulement à des manières nouvelles, pas encore inventées, la Sous-Commission, d'accord avec cette interprétation, ajoute pour écarter tout malentendu le mot « *nouveaux* » entre les mots « *moyens* » et « *analogues* ».

Le Colonel Gilinsky fait observer en outre, que, de l'avis du Gouvernement russe, les différentes manières actuelles de nuire à l'ennemi sont bien suffisantes.

La proposition est mise aux voix et tous les délégués se prononcent pour l'interdiction à l'exception de celui de la Grande-Bretagne et des délégués Français et Roumain qui désirent limiter l'entente à cinq ans.

Fusils.

La question des fusils est celle qui a occupé le plus longuement la Sous-Commission; elle a fait l'objet des délibérations de quatre séances.

Le Colonel Gilinsky (Russie) a donné connaissance d'une proposition dont l'adoption empêcherait de nouvelles dépenses. Le fusil en usage dans les principales armées étant à peu près de même calibre, de même qualité, le Gouvernement russe propose que les divers Etats s'engagent conventionnellement, pour un nombre d'années à déterminer, à ne pas remplacer par d'autres les fusils actuellement en service. Il ne s'agirait que de fixer pour un certain temps le type actuel, en excluant par exemple le fusil automatique qui, pour le moment, n'existe qu'à l'état de projet et n'est encore adopté nulle part. Les perfectionnements, qui ne modifieraient pas essentiellement le fusil actuel et ne le transformeraient pas, seraient permis.

Le Capitaine Ayres d'Ornellas, délégué du Portugal, ne conteste pas que le fusil actuel est à peu près le même dans les différentes armées, mais fait observer que le calibre diffère, variant entre 6 et 8; il demande si la stipulation proposée vise seulement les fusils et les canons en usage ou si elle s'applique également aux armes à l'étude et en voie d'être adoptées.

Le Président suppose qu'il serait entendu que les nations arriérées pourraient se mettre au niveau des autres.

Il demande s'il ne conviendrait pas de présenter une formule précise quant à un minimum de calibre, et le Délégué des Pays-Bas propose d'accepter tout calibre de 6 à 8 mm.

Après un échange de vues sur la proposition russe, quant à des détails techniques, la discussion se termina le 26 mai par des déclarations, dont il ressortait qu'il y avait une très grande divergence de vues entre les délégués, la plupart d'entre eux demandant des formules nettes et précises.

Le Président exprime l'espoir que, pour la prochaine réunion, de semblables formules seront présentées. Il serait bon de fixer le minimum du calibre, le poids du projectile, la vitesse initiale, le nombre maximum de coups par minute, et d'exclure le chargement automatique.

Le Colonel Comte Barantzew, délégué russe, ayant transmis par le télégraphe ces vœux à son Gouvernement, les membres ont, peu après, eu communication, en dehors de la proposition primitive, de deux propositions, l'une du Gouvernement russe, l'autre du délégué des Pays-Bas.

La proposition russe indique les modifications, améliorations ou transformations qu'il serait permis de faire au fusil, pendant un certain temps à déterminer :

1^o Le minimum du poids du fusil est fixé à 4 kilogrammes.

2^o Le minimum du calibre à 6 1/2 millimètres.

3^o Le poids de la balle ne sera pas moindre que 10 1/2 grammes.

4^o La vitesse initiale ne dépassera pas 720 mètres.

5^o La rapidité du feu se tiendra à 25 coups par minute.

6^o Les balles explosibles et dilatables, ainsi que le chargement automatique, sont interdits.

La formule présentée par le Général Den Beer Poortugael était la suivante :

« Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées et « flottes, pendant cinq ans, à partir du moment où le présent acte « sera signé, que des fusils en usage ou à l'étude en ce moment.

« Pour les fusils à l'étude ne seront tolérés que ceux d'un type « existant et d'un calibre ne variant qu'entre 6 et 8 mm.

« Les perfectionnements permis devront être de nature à ne chan- « ger ni le type, ni le calibre, ni la vitesse initiale existants. »

Après une discussion sur les balles, les poudres et les canons, la question des fusils a été de nouveau entamée dans la séance du 31 mai.

Le Colonel Comte Barantzew a tenu à dire que, bien que la Sous-Commission se trouvât en présence d'une seconde formule russe, donnée par déférence au désir exprimé, il souhaitait qu'on en revint au texte de la proposition primitive, qui répondait mieux aux intentions de son Gouvernement (arrêter les dépenses en stabilisant le fusil). Il craint que les données détaillées de la seconde formule ne donnent matière à des controverses.

A la suite d'un échange de vues entre plusieurs délégués, le Président a mis d'abord aux voix le texte proposé par votre rapporteur, texte accepté par le délégué russe.

Le Colonel de Gross de Schwarzoff a exprimé l'opinion que la proposition ne semblait pas pouvoir être acceptée, parce qu'elle permet des perfectionnements aux fusils existants sans donner de ceux-ci une définition nette et précise. Il serait très difficile d'établir quelles sont les améliorations permises ou interdites. Où est l'au-

torité qui déciderait cette question ? En cas de doute, il faudrait, pour remplir loyalement les clauses de la convention, faire connaître le nouveau modèle aux autres puissances, leur demander leur consentement avant de l'adopter et comme cela n'est pas possible, il aura le regret de devoir voter négativement.

Les délégués des Etats-Unis, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Serbie et de la Turquie exprimèrent le même sentiment.

Ont voté *oui* les délégués de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Perse, de la Russie, du Siam, de la Suède et Norvège, de la Suisse et de la Bulgarie, ce dernier sous réserves.

Le délégué de la Roumanie s'abstient à défaut d'instructions de Son Gouvernement.

Le vote se résume donc en neuf oui, un oui avec réserve, dix non et une abstention.

Le Président met ensuite aux voix le texte russe ; le Colonel de Gross de Schwarzhoff a critiqué un à un les différents détails de cette formule, pour en conclure que, d'après lui, cette proposition était inacceptable. Il a voté contre.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, pourrait accepter une restriction conventionnelle, mais seulement sur une question de principe. S'il l'on entre dans les détails, il croit qu'il faudrait que des personnes compétentes de tous les pays représentés s'entendissent sur les limitations possibles, avant de les rendre obligatoires, comme on a procédé pour la revision de la Convention de Genève.

Il a voté *non*, ainsi que les délégués des Etats-Unis, de la Belgique du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Roumanie, de la Serbie, du Siam, de la Suisse et de la Turquie.

Ont voté *oui* les délégués des Pays-Bas, de la Perse, de la Russie et de la Bulgarie, ce dernier ad referendum. Le délégué de la France a déclaré qu'il attendait des instructions.

Il y a donc eu 14 *non*, 3 *oui*, nu *oui* avec réserve, une abstention.

Peu de jours après la Sous-Commission s'est réunie encore pour examiner une nouvelle proposition présentée par le délégué néerlandais, à savoir :

« Pour une période de 5 ans, à compter de la date du présent acte, les Etats conviennent de ne pas remplacer les fusils actuellement en usage dans leurs armées par des fusils d'un autre type. Mais ils ne s'interdisent pas d'apporter aux fusils actuellement en usage toute amélioration ou tout perfectionnement qui leur paraîtrait avantageux.

« Les Etats qui ont un fusil de modèle arriéré, c'est-à-dire d'un calibre supérieur à 8 millimètres ou sans magasin pourront adopter des modèles existants. »

Le délégué néerlandais a expliqué dans un discours qui, sur la proposition de M. le Président et de M. Raffalovich, a été inséré au procès-verbal et imprimé, les motifs économiques et politiques qui l'ont déterminé à faire cette nouvelle proposition.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff fait remarquer que le but de faire des économies ne serait pas atteint, parce que les perfectionne-

ments introduits pour les fusils d'un pays obligeraient les autres Gouvernements d'en adopter à leur tour, et que ceux-ci, une fois forcés de dépenser pour leurs fusils des sommes plus ou moins considérables, devaient au moins garder la liberté de choisir le fusil qui leur semblerait le meilleur. Ne sachant pas d'avance si leur fusil actuellement en usage se prêterait aux transformations nécessaires, ils ne pourraient prendre l'engagement d'en conserver le type. Le délai fixé à cinq ans amènerait probablement de doubles dépenses d'abord pour des améliorations des fusils en usage, ensuite pour la construction d'un nouveau fusil.

L'auteur de la proposition a répondu qu'il était peu vraisemblable que, dans la courte durée de cinq ans, on eût besoin de procéder à des perfectionnements notables aux fusils existants et il ajoute qu'en tout cas il existe une différence considérable entre les dépenses à faire en vue d'introduire un perfectionnement au fusil existant, dépenses ordinairement peu considérables, et celles imposées par une transformation complète de l'armement, lequel exige 3 fusils par homme et revient pour une armée de 500.000 hommes d'infanterie à 75 millions de florins.

MM. les délégués de la Bulgarie MM. Stancioff et Hessapchieff, ont objecté que si l'on adoptait la proposition, les Etats qui ont des fusils de 8 millimètres et qui ne pourraient pas les changer, seraient dans une condition d'infériorité vis-à-vis des pays actuellement arriérés, qui auraient la liberté d'adopter un type meilleur.

L'auteur de la proposition a répliqué que les fusils de 8 millimètres sont très satisfaisants, que plusieurs armées en sont pourvues et que la Russie, de qui émane la proposition, a un fusil dont le calibre diffère très peu de 8 mm.

M. Miyatovitch (Serbie) dit qu'il accepte la rédaction proposée en suggérant d'ajouter que les Etats arriérés auront eux aussi la faculté d'améliorer leur fusil.

Il n'insiste pas sur cet amendement en présence de la déclaration du Président que le paragraphe premier de la résolution du délégué néerlandais sauvegarde ce droit aussi pour les Etats arriérés.

A l'objection portant sur l'impossibilité du contrôle à exercer, soulevée incidemment par le délégué anglais, le délégué néerlandais, MM. Raffalovich et Gilinsky ont répondu que la garantie la plus efficace se trouverait dans la bonne foi des gouvernements contractants, ainsi que dans le contrôle de l'opinion.

Le Colonel de Gross de Schwarzhoff fit remarquer qu'il ne s'agit pas de contrôle contre la mauvaise foi : il a en vue les contestations qui peuvent surgir de bonne foi relativement à la portée de certaines modifications.

Au vote, deux Etats seulement ont voté *non* (Allemagne, Italie).

Neuf Etats ont voté *oui* (Danemark, Espagne, Pays-Bas, Perse, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège).

Neufs Etats se sont abstenus : les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, le Portugal, la Suisse, la Turquie et la Bulgarie (faute d'instructions).

Dé ce qui précède il résulte. Messieurs, que votre Sous-Commission n'a à vous soumettre que la proposition relative à l'interdiction des balles s'épanouissant ou s'aplatissant facilement en pénétrant

dans le corps humain, ainsi que celle relative au lancement de projectiles du haut de ballons. Quant à la question du fusil, elle reste ouverte, six des délégués qui se sont abstenus l'ayant fait par manque d'instructions de leurs gouvernements respectifs.

Messieurs : Vous serez d'accord avec moi pour exprimer notre reconnaissance à notre Honorable Président pour la façon magistrale dont il a dirigé nos débats, pour la lucidité extrême avec laquelle il a éclairé les points techniques les plus difficiles ; en vous le proposant, je ne fais que devancer vos désirs, de même que lorsque je vous demande d'adresser nos remerciements à nos Secrétaires : ceux-ci ont apporté une impartialité entière, un soin extrême à rédiger les procès-verbaux de nos séances. Cela a été une tâche considérable et difficile.

11 Juin 1899.

DEN BEER POORTUGAEL.

ANNEXE II AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 JUIN

**Rapport présenté au nom de la Deuxième Sous-Commission par
M. le Comte Soltyk.**

Messieurs,

En me permettant de vous soumettre le rapport sur les discussions qui ont eu lieu au sein de la deuxième Sous-Commission de la Première Commission, je vous prie en même temps d'être assurés que dans ce travail je n'ai été guidé que par le désir de répondre à la marque de confiance dont vous avez bien voulu m'honorer.

La discussion sur les paragraphes 1, 2, 3 et 4 de la note circulaire de Son Excellence M. le Comte Mouraviëff, datée de St-Petersbourg, le 30 décembre 1898, a maintes fois donné ici l'occasion aux représentants des marines du monde civilisé, de démontrer leurs connaissances approfondies sur le terrain très vaste et compliqué de la technologie maritime.

M. le Représentant de la marine impériale russe a plusieurs fois, sur l'invitation de M. le Président, eu la bonté de se charger d'une nouvelle rédaction des différents paragraphes afin de procurer à ses collègues un point de départ pour leurs discussions. En effet, au cours des délibérations, plusieurs doutes ont été soulevés quant à la portée et à la signification exacte des différentes questions posées dans ladite circulaire.

Dans le but de faciliter et d'abrégier mon rapport, je me suis permis, Messieurs, de classer les différentes questions qui ont été soumises à vos considérations. De cette manière, il sera possible d'obtenir un aperçu d'ensemble sur les débats consignés à différents endroits dans les procès-verbaux.

Comme je dois le constater en outre, dès qu'on a examiné de plus près les idées se dégageant des points principaux des paragraphes ci-dessus indiqués, il s'est presque toujours produit dans l'assemblée de cette sous-commission, une diversité d'opinions, qui, souvent en dépit de la bonne volonté évidente, a empêché d'arriver à des conclusions réunissant une entente générale.

Vous voudrez bien le remarquer, Messieurs, déjà les deux premiers termes principaux du second paragraphe, c'est-à-dire l'expression « interdiction » et la désignation « nouvelle arme à feu », ont soulevé parmi les délégués bien des doutes sur la portée de ces définitions.

A la suite d'un échange de vues on est, sur la proposition d'un des délégués (M. Mahan), tombé d'accord d'accepter en principe cette définition toujours très vague d'une « nouvelle arme à feu », comme une expression générale, afin de pouvoir adopter une détermination se rapportant à toutes les espèces d'armes à feu.

D'autre part, le simple mot « interdiction » a soulevé dans la Sous-Commission de très justes observations sur la portée qu'il fallait lui donner. S'agit-il d'une interdiction de construire un engin de guerre quelconque, ou doit-on supposer sous cette interdiction la défense d'introduire une nouvelle arme dans un pays indépendant? Dans le premier cas, il ne peut s'agir que d'une mesure d'ordre intérieur regardant uniquement le Gouvernement du pays où se trouve l'inventeur ou le fabricant de cet engin. Dans le second cas, l'interdiction devrait toujours être considérée comme une atteinte à la souveraineté d'une nation. Même une interdiction limitée, comme un des délégués a bien voulu l'observer, resterait sans aucune conséquence utile, et ne pourrait avoir comme résultat positif que la suspension temporaire d'une industrie très développée qui occupe actuellement des capitaux considérables et des milliers de personnes.

Avec votre permission, Messieurs, je désirerais revenir une fois de plus sur le sujet d'une « nouvelle arme à feu », ne voulant point passer sous silence bien des observations très justes et remarquables émises par plusieurs délégués.

Un des délégués (M. Schéine) ayant exposé que dans son avis l'expression « nouvelle arme à feu », doit être entendue dans le sens d'un « type entièrement nouveau », et comme ne comprenant pas les transformations et améliorations introduites avec le temps, plusieurs délégués (MM. Mahan et Sakamoto) ont demandé si le mot « type » doit indiquer une arme non encore inventée. L'observation très juste a été faite (M. Pephau) que la définition d'un « type entièrement nouveau » ne fait que poser la question en d'autres termes. Que doit-on comprendre sous un nouveau type? L'ancien canon modifié et amélioré peut aussi devenir un nouveau type.

Quant au point de vue pratique, l'expression « nouveau type » a soulevé la remarque (sir John Fisher), avec laquelle la Sous-Commission a été d'accord, que chaque pays veut se servir de la meilleure arme qu'il puisse se procurer et que même une restriction dans les inventions et constructions de nouveaux types d'engins de guerre mettrait les peuples civilisés dans une position désavantageuse en temps de guerre avec des nations moins civilisées ou des tribus sauvages.

M. le délégué de Russie, en déclarant que l'idée d'une interdiction pour un temps indéfini n'est jamais entrée dans les vues de son gouvernement, a pourtant cru devoir insister sur sa proposition de prendre un engagement tendant à limiter la prohibition pour un certain temps, soit 3 ou 4 ans; comme il n'est pas très probable que pendant ce temps les armes en général puissent être sensiblement

modifiées, on aurait de cette façon au moins la possibilité d'arriver à un point de départ et la question d'une limitation des inventions et des constructions serait déterminée plus clairement et prendrait corps.

Comme on ne pouvait espérer d'arriver promptement à la solution de cette question qui forme la première partie du second paragraphe, M. le Président a exposé la nécessité de considérer, si cette proposition d'une limitation pour un certain temps encore à fixer ne mettrait pas un terme à la concurrence ruineuse des États.

Ce qu'il y aurait de plus efficace, si l'on pouvait le faire, ce serait de recourir à des dispositions pénales contre les inventeurs de nouveaux engins de destruction.

On admettra franchement que les observations de M. le Président méritent tous les égards en raison du point de vue qui les dirige. Cependant, tenant compte des remarques émises qu'on ne pourra jamais empêcher les inventeurs de ruiner les nations (l'amiral Pephau) et qu'en outre ces inventions servent plutôt à entraver et à retarder la guerre (l'amiral Fisher) et enfin que l'établissement d'un comité de contrôle, comme on pourrait le proposer, en constituant une atteinte à la souveraineté d'un État, ne rendrait que des services bien médiocres (MM. Pephau, Fisher, Siegel, Soltyk), la Sous-Commission, après un échange de vues approfondi, s'est arrêtée à la résolution bien fondée de réserver sa décision sur une question de si haute importance. Sur la proposition de M. le Président, elle a invité le délégué de la marine Impériale de Russie (M. Schéine) à bien vouloir essayer d'exposer une seconde fois l'opinion prévalante de son Gouvernement sur cette première partie du second paragraphe.

Sur cette demande, M. Schéine s'est déclaré prêt à tâcher de formuler plus exactement ses idées.

Dans ce but, M. Schéine a exposé qu'on pourrait déterminer l'expression « nouveau type » par la proposition suivante : Il rappelle les trois grandes transformations que les canons ont subies : le passage du système des canons lisses à celui des canons rayés, puis celle des canons se chargeant par la bouche en canons se chargeant par la culasse, et enfin l'introduction des canons à tir rapide.

En ce qui concerne le matériel d'artillerie de marine, il expose qu'on peut le subdiviser en 3 parties, comprenant :

1° Les petits canons à tir rapide ou d'un calibre d'en dessous de 120 mm. et les canons-revolvers ;

2° La grande masse des canons, comprenant les systèmes de 120 mm. jusqu'à 200 mm. de diamètre à tir rapide, et les gros canons ordinaires jusqu'à 430 mm. ;

3° Les canons pour les débarquements.

M. Schéine est en outre d'avis qu'il faut considérer seulement les canons d'un type moderne, en laissant de côté le premier groupe qui est sans importance au point de vue du dégrèvement des budgets et le troisième comme entrant plutôt dans le domaine de la guerre de terre.

Poursuivant ainsi cette méthode analytique, on peut encore subdiviser le second groupe en deux classes, à savoir :

a. Les canons ordinaires de 17 à 43, 17 c. M. et

b. Les canons à tir rapide de 12 à 20 c. M.

Outre ce classement des systèmes de canons, M. le délégué de la marine de Russie, dans le but de préciser plus efficacement ses intentions, demande aux membres de la Sous-Commission de lui permettre de déterminer à l'aide de chiffres les conditions dans lesquelles les Etats seraient invités à se prononcer sur le point principal de la proposition du Gouvernement Impérial, c'est-à-dire d'accepter à l'unanimité un délai de temps à fixer ultérieurement, pendant lequel on devra s'abstenir d'outrepasser les conditions convenues ci-après énumérées :

1^o Limitation du diamètre du calibre à 43 c.M. ;

2^o Acceptation d'une longueur de canon au maximum de 45 calibres ;

3^o Fixation de la vitesse initiale des poudres actuellement existantes au maximum de 3000 pieds soit 914 mètres ;

4^o Fixation définitive de l'épaisseur de la cuirasse à 35 1/2 c.M. en prenant comme modèle le dernier type de ce genre provenant de la maison Krupp.

En terminant son exposé, M. Schéine ajoute encore que cette mesure proposée ne porterait pas préjudice ni aux Etats dont l'artillerie se trouve actuellement en transformation, ni aux marines d'ordre inférieur, qui pourraient pendant ce laps de temps (3 à 5 ans) atteindre leurs armements complets. Il appartiendra, bien entendu, à chaque Gouvernement de déterminer le commencement et la fin de cette période d'interdiction.

La plupart des délégués de cette Sous-Commission, quoiqu'ayant apporté un vif intérêt à toutes ces propositions, ont pourtant dû se borner à les prendre ad referendum pour les transmettre en son temps à leurs Gouvernements.

A la suite des observations émises par M. le Président, comme de même par plusieurs délégués (MM. Siegel, Mahan, Soltyk, Bille, Tadema et Turkhan Pacha) concernant tant la question des cuirasses que celle d'une fixation des différents calibres à des chiffres un peu plus élevés, M. l'amiral Pephau estime qu'il y aurait lieu d'adopter le principe en termes généraux sans entrer dans les détails ; il fait la proposition suivante, qui a été acceptée en principe par les délégués :

« Les nations contractantes s'engagent pendant une période de à partir du à ne pas faire subir aux types de canons existants une transformation radicale semblable à celle du canon bouche, remplacé par le canon-culasse.

« Dans tous les cas, les calibres en usage ne seraient pas augmentés. »

Les délégués se déclarent prêts à soumettre à l'approbation de leurs Gouvernements respectifs les deux parties de la dite proposition. Cette motion de M. le délégué de France a provoqué un échange de vues, dont il résulte que la plupart des délégués, en émettant des doutes quant à la compétence de la Sous-Commission pour décider cette question, ne croyaient pas que les Gouvernements seraient disposés à restreindre les inventions, notamment en ce qui concerne le perfectionnement des cuirasses (M. Mahan).

On est d'avis que la proposition de M. Pephau n'est pas acceptable sans qu'elle contienne une restriction des cuirassements.

Il ressort de la discussion de la motion, présentée par M. Schéine

dans la séance du 5 juin, que la plupart des délégués ne sont pas complètement rassurés sur l'exactitude de la corrélation entre les différents chiffres exposés et que, selon eux, il ne suffirait pas, en limitant la vitesse initiale, de passer sous silence le poids et la longueur des projectiles, tout en fixant en même temps le maximum de résistance d'une cuirasse.

Ne pouvant donc obtenir une solution qu'après un examen technique dans chaque pays, la Sous-Commission a décidé de renvoyer la discussion à un terme ultérieur pour attendre les décisions des Gouvernements respectifs que les Délégués se sont engagés à demander.

Les délégués des petites marines, d'après les instructions de leurs Gouvernements, font ressortir qu'il faudra en tout cas leur laisser la possibilité d'améliorer leurs armements, pour atteindre le niveau des Grandes Puissances maritimes et que ce sont justement ces petites nations qui, devant chercher leur force dans la qualité de leur matériel, ne peuvent aisément s'imposer des restrictions par rapport aux nouvelles inventions. Quant aux guerres avec des peuples sauvages (Sir John Fisher), ces restrictions seraient uniquement au détriment des nations civilisées.

Il résulte finalement que, d'après les instructions des gouvernements, la première partie de la motion Pephau a été considérée comme inacceptable par l'Allemagne, l'Amérique (E. U.), l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie; mais adoptée par le Danemark, l'Espagne, le Japon (à conditions spéciales), les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie et le Siam.

Le Gouvernement de Suède et Norvège s'abstient.

Le Président, M. van Karnebeek, a précisé la portée de la seconde partie de la proposition Pephau dans ce sens :

« Qu'elle vise les calibres dont se servent actuellement toutes les marines en général » et a invité les délégués à s'informer au plus tôt possible auprès de leurs Gouvernements s'ils considèrent cette seconde partie comme acceptable ou non.

Il ressort des différentes opinions émises au sujet de cette motion que les délégués d'Autriche-Hongrie, de Suède et Norvège, du Japon, des Pays-Bas et du Siam l'acceptent sous réserve et *ad referendum* et à la condition expresse que cette limitation proposée soit adoptée à l'unanimité.

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique et de l'Italie estiment que l'engagement n'est pas acceptable.

Le délégué d'Allemagne est aussi d'avis que cette proposition implique une limitation des cuirassements.

Passant à la seconde partie du second paragraphe, le délégué de la marine Impériale de Russie (M. Schéine), sur une invitation de M. le Président, expose les vues de son Gouvernement sur la proposition d'interdire la mise en usage d'une nouvelle sorte d'explosifs qu'on pourrait inventer. Il s'agit, dit-il, — sans parler des vitesses initiales dont il a été déjà question — de défendre l'emploi des projectiles qui répandent des gaz asphyxiants et délétères; comme la tâche de la Conférence est de limiter les moyens de destruction, il paraît logique de défendre l'emploi d'engins comme ceux dont il s'agit.

D'après son opinion personnelle, l'emploi de ces gaz asphyxiants

peut être considéré comme barbare et équivalant à l'empoisonnement d'une rivière.

M. le Président, en ouvrant la discussion sur ce chapitre, a caractérisé l'empoisonnement des eaux comme un acte de trahison et de lâcheté.

Le délégué de Siam (M. Rolin) remarque que cette question des projectiles répandant des gaz asphyxiants et délétères serait soumise aussi aux délibérations de la première Sous-Commission. Il résulte des opinions émises par MM. les délégués que les représentants des marines de la France, de la Grande Bretagne, de l'Autriche-Hongrie, du Japon, de la Suède et Norvège, des Pays-Bas, du Danemark, de l'Italie et de l'Allemagne sont d'avis que leurs gouvernements — toujours pour le cas d'unanimité — accepteraient la proposition d'une interdiction de la mise en usage de projectiles qui auraient pour but unique de répandre des gaz asphyxiants.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique (M. Mahan) répond « non », en ajoutant qu'à son avis l'objection qu'un engin de guerre est barbare, a toujours été faite contre toutes les armes nouvelles, qui pourtant ont fini par être adoptées.

Au moyen-âge, on reprochait la cruauté aux armes à feu, plus tard aux obus et encore récemment aux torpilles. Il ne lui paraît pas démontré que les projectiles à gaz asphyxiants seraient un engin inhumain et cruel sans être décisif.

Représentant d'un pays qui est animé d'un vif désir de rendre la guerre plus humaine, il l'est en même temps d'une nation qui pourra se trouver forcée à faire la guerre et il s'agit donc de ne pas se priver, par des résolutions hâtivement prises, de moyens dont plus tard on pourrait se servir utilement.

Il résulte donc, d'après les votes émis, que 14 représentants ont admis — toujours pour le cas d'une unanimité — la possibilité d'une interdiction de projectiles à gaz asphyxiants. Le délégué des Etats-Unis d'Amérique a répondu négativement, tandis que le représentant du Siam a déclaré prendre connaissance de cette proposition seulement *ad referendum*.

Passant finalement au dernier paragraphe de la note circulaire du 30 décembre 1898, qui contient comme points principaux la proposition de la défense d'employer des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, et l'invitation de ne pas construire à l'avenir des navires de guerre à éperon, il est de mon devoir de préciser ici que l'observation faite par M. le Président, que l'emploi des torpilleurs sous-marins de la part d'un Etat devait être déclaré suffisant pour que toutes les autres nations en fassent libre usage, a beaucoup facilité la discussion générale sur ce chapitre.

Après un échange d'opinions personnelles sur la question des torpilleurs sous-marins qui a permis à plusieurs délégués (MM. Siegel, Soltyk, de Bille, Sir John Fisher, Sakamoto, Tadema, Hjulhammar et Mehemed Pacha) de formuler des idées très nettes et précises sur l'avenir de cette arme, il résulte que, d'après les déclarations émises par la plupart des délégués, une interdiction des bateaux en question doit être considérée — au moins pour le moment — comme très peu probable.

Passant à la question suivante qui concerne l'usage des éperons des navires de guerre, M. le Président tient à constater d'abord qu'il s'agit d'une interdiction qui ne s'étendrait pas aux navires existants, ni à ceux en construction, et qu'en outre, par la désignation navire à éperon, il ne faut pas entendre un navire de guerre qui posséderait une étrave renforcée.

Le représentant du gouvernement russe, M. Schéine, qui n'a pas été chargé de formuler de proposition sur la question mise au vote, a l'intention de demander des instructions; il est cependant convaincu que son Gouvernement, en mettant cette question sur le programme, avait plutôt en vue de connaître les opinions des différents Gouvernements.

Il résulte des opinions émises par les délégués MM. Siegel, Mahan, Soltyk, Pephau, Sir John Fisher, Sakamoto, que l'interdiction (même sous réserve quant à l'unanimité) ne pourrait entrer en vigueur, qu'à partir d'une certaine époque ultérieure avant laquelle il faudrait laisser aux Gouvernements le délai nécessaire pour finir les vaisseaux déjà en construction.

Il serait en outre bien désirable d'exclure également de cette interdiction les navires déjà projetés d'après un plan d'organisation déterminé. Avec ces restrictions la proposition de défendre les navires à éperon a obtenu l'assentiment de la plupart des délégués à condition qu'il fût unanime.

Cette unanimité a cependant fait défaut parce que les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Danemark et de Suède et Norvège n'ont pas pu s'y rallier.

Le délégué du gouvernement impérial de Russie ayant exprimé son intention dans une des dernières séances, de soumettre à la Sous-Commission deux nouvelles propositions, dont l'une visait la possibilité d'une admission obligatoire des attachés navals à bord des navires des belligérants, en les assimilant aux attachés militaires déjà admis dans les quartiers généraux des armées de terre, et l'autre tendait à un but plutôt humanitaire, c'est-à-dire à la possibilité de trouver des moyens efficaces pour masquer en temps de paix les éperons des navires de guerre, afin de diminuer de cette façon les conséquences désastreuses des abordements, la dite Sous-Commission s'est déclarée non compétente pour prendre des décisions à cet égard. Elle basait son opinion unanime sur le fait que, pour la première proposition, le règlement d'une pareille question doit être réservé uniquement à une entente entre la nation neutre et un des belligérants et que, quant à la seconde, elle devrait être soumise à un comité technique spécial.

En vous remerciant, Messieurs, une fois de plus, de l'indulgence que vous avez bien voulu me témoigner, je vous propose de présenter, au nom de la Sous-Commission, à M. le Président nos remerciements spéciaux pour la façon aussi impartiale que compétente, dont il a dirigé nos travaux.

Nous devons aussi l'expression de nos remerciements aux membres du Secrétariat-Général pour leur collaboration dévouée.

Comte SOLTYK.

Quatrième séance. — 23 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Le procès-verbal de la séance du 22 juin est lu et approuvé sans modifications.

Le Président adresse ses remerciements au Secrétariat pour la promptitude qu'il a mise à rédiger un procès-verbal aussi complet. (Assentiment.)

Le Délégué de Siam demande l'impression de la déclaration lue par Sir John Ardagh dans la séance précédente relative aux balles « dum-dum ».

Le Général Sir John Ardagh dit que lui aussi attache la plus grande importance à ce que le public soit mis en mesure d'apprécier les arguments qu'il a fait valoir en faveur de l'innocuité des balles « dum-dum ».

Le Président constate qu'il n'y a pas d'objections à l'impression de la déclaration faite par le délégué anglais.

Elle aura lieu.

M. Raïfalovich croit qu'afin de faire œuvre d'impartialité, il importerait de mettre toutes les pièces du procès sous les yeux du public. Il demande en conséquence que non seulement la déclaration de Sir John Ardagh, mais aussi les arguments contraires soient livrés à l'impression.

M. le Capitaine Crozier demande que le texte de la proposition qu'il a formulée soit inséré au compte-rendu sommaire.

Sur la proposition du Colonel Gilinsky, il est décidé que toute la partie du procès-verbal de la séance du 22 juin relative aux balles sera imprimée in extenso.

Le Général Sir John Ardagh dit qu'après la décision qui vient d'être prise il n'y a pas lieu d'insister sur une rectification du compte-rendu sommaire, où une place, peut-être excessive, a été faite aux observations présentées par le Colonel de Gross de Schwarzhoff relativement à la non-existence d'une fabrique d'armes à Tübingen; ce n'est certainement pas dans les paroles de Sir John Ardagh que le Colonel de Gross de Schwarzhoff a pu trouver matière aux remarques qu'il a présentées.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff répond qu'en effet il n'a jamais eu l'idée de s'adresser à Sir John Ardagh; mais que, comme on a parlé de balles allemandes, de dum-dum allemandes, et dans la haute Assemblée et dans les journaux, il s'est cru obligé de protester dès l'abord contre une légende en train de naître.

Le Président dit que la reproduction intégrale du procès-verbal donnera toute satisfaction et à Sir John Ardagh et à M. de Gross de Schwarzhoff.

Le Président prie l'Assemblée de passer à la discussion de la partie du Rapport du Comte Soltyk relative à l'interdiction des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plnugeurs et à la construction à l'avenir de navires de guerre à éperon. Il n'y a pas eu de vote sur ces deux questions dans la Sous-Commission, et c'est à la Commission de se prononcer.

Personne n'ayant demandé la parole, l'interdiction des bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs est mise au vote.

Cinq Etats : la Belgique, la Grèce, la Perse, le Siam et la Bulgarie votent l'interdiction sans réserve; cinq Etats : l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Japon et la Roumanie se prononcent pour l'interdiction sous réserve de l'unanimité; neuf Etats : les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la France, le Portugal, la Suède et Norvège, les Pays-Bas et la Turquie votent négativement.

La Russie, la Serbie et la Suisse se sont abstenues.

Le Président met au vote l'interdiction conventionnelle de construire des navires de guerre à éperon. Il fait remarquer que cette interdiction ne vise pas les navires à étrave renforcée.

Quatre Etats : la France, la Grèce, le Siam et la Bulgarie ont adopté l'interdiction.

Sept Etats : les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Perse, les Pays-Bas et la Roumanie l'ont adoptée sous réserve de l'unanimité.

Sept Etats l'ont rejetée : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, le Portugal, la Suède et Norvège et la Turquie.

Quatre Etats se sont abstenus : la Belgique, la Russie, la Serbie et la Suisse.

Le Président rappelle qu'on a entretenu la Sous-Commission de l'opportunité qu'il y aurait à rechercher des moyens pour masquer en temps de paix les éperons des navires de guerre, de manière à diminuer les conséquences désastreuses des collisions, mais que la Sous-Commission s'est crue incompétente, cette question devant être abandonnée au régime intérieur de chaque Etat.

Le Président demande si l'on entend rouvrir cette discussion en réunion plénière; mais personne ne demande la parole.

Le Président adresse les remerciements de la Commission au Général Den Beer Poortugael et au Comte Soltyk qui ont rempli avec une si grande compétence la tâche délicate et complexe que les Sous-Commissions leur avaient confiée.

La Commission passe à l'examen du thème premier de la Circulaire du Comte Mouravieff.

S. E. M. Beernaert relève l'importance de la discussion qui va s'ouvrir, en ces paroles :

« Nous arrivons maintenant au grave problème que le Gouvernement russe a soulevé tout d'abord, et en termes qui ont aussitôt commandé l'attention du monde.

Fidèle aux traditions de ses prédécesseurs et notamment d'Alexandre I^{er} qui, dès 1816, voulait tenter de fonder sur le désarmement une paix éternelle, le Tzar Nicolas demande la réduction des dépenses militaires, ou tout au moins un arrêt dans leur progression. Et il le fait en termes sur la gravité desquels on ne saurait assez s'appesantir.

C'est cette fois un grand Souverain qui estime que les charges énormes qui, depuis 1871, résultent de l'état de paix armée où vit

l'Europe, sont de nature « à atteindre et à paralyser la prospérité « publique à sa source et que leur marche toujours ascendante entraînerait un fardeau écrasant que les peuples auraient de plus en plus « de peine à porter, » C'est à ce mal qu'il voudrait que l'Europe trouvât un remède.

La Circulaire du Comte Mouravieff serre d'un peu plus près le problème, en le présentant sous ce double aspect : Quels sont les moyens de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements ? Les nations pourraient-elles s'engager de commun accord à ne plus les augmenter, ou même à les réduire ?

Mais c'est là plutôt indiquer le but que préciser une solution et j'estime que celle-ci devrait être nettement formulée.

La matière est difficile et il serait impossible d'en exagérer l'importance, car la question de la paix armée n'est pas seulement liée à celle de la richesse publique et du progrès sous sa forme la plus haute, mais aussi à celle de la paix sociale. Raison de plus pour que l'on donne à nos discussions des bases nettes et formelles. Ainsi, par exemple, l'engagement devrait-il porter sur le chiffre des effectifs ou sur celui des budgets des dépenses militaires ou à la fois sur l'un et sur l'autre point ?

Comment fixer ces chiffres et les vérifier ? Prendrait-on comme point de départ les armées d'aujourd'hui ? Y admettrait-on quelque dernier complément ou arrêterait-on une autre proportion ? S'agirait-il des forces de mer, comme des forces de terre ? Que ferait-on des défenses coloniales ?

J'espère que notre éminent Président, Son Excellence M. Staal, qui vient de me demander la parole, nous éclairera sur ces divers points. »

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

JAPON

Loi sur le droit d'auteur.

(Le 3 mars de la 32^e année de Méiji 1899.)

CHAPITRE I. — DU DROIT DE L'AUTEUR

Article premier. — L'auteur des écrits, conférences, peintures et dessins, sculptures, ouvrages plastiques, photographies et d'autres œuvres du domaine de la littérature, des sciences ou des arts, a le droit exclusif de les reproduire.

Le droit d'auteur sur une œuvre littéraire ou scientifique comprend celui de la traduire, et le droit d'auteur sur une œuvre dramatique ou musicale celui de l'exécuter et de la représenter.

Art. 2. — Le droit d'auteur est transmissible.

Art. 3. — Le droit d'auteur sur une œuvre qui a été publiée, représentée ou exécutée durera toute la vie de l'auteur et trente ans après sa mort.

Pour un ouvrage composé en collaboration par plusieurs auteurs, le droit d'auteur durera trente ans après la mort du dernier survivant des collaborateurs.

Art. 4. — Le droit d'auteur sur une œuvre posthume publiée, représentée ou exécutée après le décès de l'auteur, durera trente ans à courir de sa première publication, représentation ou exécution.

Art. 5. — Le droit d'auteur sur une œuvre anonyme ou pseudonyme durera trente ans à courir de sa première publication, représentation ou exécution.

Si, toutefois, dans le cours de ce délai, l'auteur obtient l'enregistrement de son vrai nom, il se conformera aux dispositions de l'article 3.

Art. 6. — Pour une œuvre publiée, représentée ou exécutée par les autorités publiques, les établissements d'instruction, les temples, les associations ou sociétés ou les corporations quelconques à autrement désigner, se donnant comme auteur de cette œuvre, le droit d'auteur durera trente ans à courir de sa première publication, représentation ou exécution.

Art. 7. — Lorsque l'auteur ou son ayant cause n'aura pas publié la traduction de ses œuvres dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, le droit de traduction cessera d'exister.

Si, dans le cours de ce délai, il publie la traduction de cette œuvre dans une langue pour laquelle la protection sera réclamée, son droit

de traduction ne s'éteindra pas en ce qui concerne cette langue exclusivement.

Art. 8. — En ce qui concerne une œuvre paraissant en une série de fascicules numérotés, les délais mentionnés aux quatre articles précédents courront à partir de la date de chaque numéro.

Pour une œuvre publiée par livraisons, dont la réunion doit la paraître, les susdits délais ne comptent qu'à dater de la publication de la dernière livraison.

Si, toutefois, il s'est écoulé trois ans sans que les parties qui devaient en former la suite paraissent, celle qui a déjà paru en sera considérée comme la dernière.

Art. 9. — Pour calculer les délais indiqués dans les six articles précédents, on ne tient pas compte du reste de l'année où est mort l'auteur, ni de celui de l'année où l'ouvrage a été publié, représenté ou exécuté.

Art. 10. — Le droit d'auteur s'éteint en cas de deshérence (avec la mort de l'auteur sans héritier).

Art. 11. — Ne peuvent pas être objets du droit d'auteur :

1° Les lois, ordonnances et les actes officiels des autorités publiques ;

2° Les faits divers, nouvelles du jour et discussion politique insérés dans les journaux et recueils périodiques ;

3° Les discours et plaidoiries prononcés en public dans les cours et tribunaux, assemblées délibérantes et réunions politiques.

Art. 12. — L'éditeur ou l'exécuteur d'une œuvre anonyme ou pseudonyme est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur et son ayant cause, sauf, toutefois, le cas où l'auteur a obtenu l'enregistrement de son vrai nom.

Art. 13. — Le droit d'auteur sur une œuvre faite en collaboration par plusieurs auteurs appartient en commun à tous les collaborateurs.

Dans le cas où, les parts des collaborateurs dans une œuvre n'étant pas distinctes, l'un d'eux s'opposerait à la publication ou à la représentation ou exécution de cette œuvre, les autres pourraient acquiescer, moyennant une indemnité, la part de l'opposant, à moins de convention contraire.

Si, au contraire, la part de chacun étant distincte, l'un des collaborateurs s'opposait à la publication ou à la représentation ou exécution de leur œuvre commune, les autres pourraient en détacher chacun sa part et la publier ou la représenter ou l'exécuter séparément, sauf convention contraire.

Dans le cas de l'alinéa 2 du présent article, le nom du co-auteur opposant ne pourra pas être, contre sa volonté, porté sur l'œuvre dont il s'agit.

Art. 14. — Quiconque aura compilé licitement plusieurs travaux appartenant à différents auteurs, sera considéré comme auteur et aura le droit d'auteur seulement sur l'ensemble de l'œuvre ainsi composée, ce droit appartenant, quant à ce qui concerne les parties distinctes de l'ouvrage, à leurs auteurs respectifs.

Art. 15. — L'auteur ou son ayant cause peut obtenir l'enregistrement de son droit.

L'auteur ou son ayant cause sur une œuvre qui a été publiée, re-

présentée ou exécutée ne pourra, sans avoir obtenu l'enregistrement de son droit, intenter de procès civil à l'égard des contrefaçons.

La cession et l'engagement du droit d'auteur, à moins qu'ils n'aient été légalement enregistrés, ne seront pas opposables aux tiers.

L'auteur d'une œuvre anonyme ou pseudonyme pourra obtenir l'enregistrement de son vrai nom.

Art. 16. — Les enregistrements se feront aux autorités administratives.

Les dispositions relatives aux enregistrements seront ultérieurement fixées par une ordonnance.

Art. 17. — L'exemplaire original d'une œuvre qui n'a pas été publiée, représentée ou exécutée, ainsi que le droit d'auteur sur cette œuvre ne seront pas saisissables par les créanciers, à moins, cependant, que l'auteur ou son ayant cause n'y ait consenti.

Art. 18. — Le cessionnaire du droit d'auteur ne pourra, sans consentement de l'auteur à cet effet, changer le nom ou prénom de celui-ci ou une appellation quelconque par lui adoptée, ou modifier le titre de l'ouvrage cédé ou corriger cet ouvrage même.

Art. 19. — L'addition des signes dits « *Kunten* » (1), des traductions interlinéaires, des ponctuations, des notes critiques, des annotations ou commentaires, des appendices, des plans et dessins et d'autres corrections, additions, suppressions, faites à l'œuvre originale et un remaniement du plan original (adaptation) de l'œuvre ne créeront pas le droit d'auteur spécialement pour ces modifications, sauf cependant les travaux de ce genre qui pourraient être considérés comme œuvres nouvelles.

Art. 20. — A l'exception des nouvelles, les articles de journaux et de recueils périodiques, à défaut d'une mention expresse insérée par l'auteur ou son ayant cause pour en interdire toutes reproductions, pourront être reproduits avec l'indication de la source.

Art. 21. — Quiconque aura fait licitement une traduction sera considéré comme auteur et jouira de la protection de la présente loi.

S'il s'agit d'une œuvre de laquelle le droit de traduction est entré dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que d'autres personnes traduisent la même œuvre.

Art. 22. — Quiconque aura reproduit licitement une œuvre artistique par un art différent de celui de production de l'original sera considéré comme auteur et jouira de la protection de la présente loi.

Art. 23. — Le droit d'auteur sur une œuvre photographique durera dix ans.

Ce délai se compte à courir de l'année qui suit celle de la première publication de l'œuvre dont il s'agit, ou celle où a été obtenue l'épreuve négative de l'édition photographique en cas de sa non-publication.

Quiconque aura licitement reproduit une œuvre d'art, au moyen de l'art photographique, jouira de la protection de la présente loi aussi longtemps que durera le droit de reproduction de l'œuvre originale, dans les limites des conventions privées entre les intéressés.

(1) On appelle « *Kunten* » les signes auxiliaires facilitant chez les Japonais la lecture des textes Chinois. De même, les traductions interlinéaires et ponctuations ne s'appliquent exclusivement qu'aux textes chinois.

Art. 24. — Le droit d'auteur sur les œuvres photographiques insérées dans une œuvre littéraire ou scientifique appartiendra à l'auteur de cette dernière et durera tant que le droit d'auteur sur celle-ci sera protégé, si l'auteur les a exécutées ou fait exécuter spécialement pour cette destination.

Art. 25. — Le droit de reproduction de portraits obtenus par la photographie appartient à celui qui en a fait la commande.

Art. 26. — Les dispositions relatives aux photographies seront applicables aux œuvres obtenues par un procédé analogue à l'art photographique.

Art. 27. — Les œuvres desquelles l'auteur et son ayant cause sont restés inconnus et qui n'ont pas été publiées, représentées ou exécutées, pourront être publiées, représentées ou exécutées, conformément aux prescriptions d'une ordonnance ultérieure.

Art. 28. — Les dispositions de la présente loi seront appliquées aux étrangers, pour ce qui concerne la protection de leur droit d'auteur, à la réserve des stipulations spéciales en la matière, s'il y en a, dans les traités et conventions : à défaut de semblables stipulations, la protection de la présente loi sera accordée à ceux-là seuls qui auront opéré dans l'Empire la première publication de leurs œuvres.

CHAPITRE II. — CONTREFAÇON

Art. 29. — Quiconque aura porté atteinte au droit d'auteur sera contrefacteur et sera responsable des torts ainsi causés, qu'il aura à réparer en conformité avec les dispositions y relatives de la présente loi et aussi avec celles du Code civil, Livre III, Chapitre V.

Art. 30. — Les reproductions des œuvres déjà publiées ne seront pas considérées comme une atteinte au droit d'auteur, dans les cas suivants :

1° A les reproduire autrement que par un procédé mécanique ou chimique et sans intention de les livrer à la publicité ;

2° A extraire et à citer des passages, pourvu que ces citations se renferment dans les limites légitimes ;

3° A choisir et à recueillir des morceaux, pourvu que cette opération reste dans les limites légitimes, afin de les destiner à l'usage des écoles pour un livre de lecture ou un cours de morale ;

4° A introduire des phrases extraites d'une œuvre littéraire ou scientifique dans une œuvre dramatique, à s'en servir pour la composition d'une œuvre musicale ;

5° A insérer dans une œuvre littéraire ou scientifique des produits artistiques à titre de documents explicatifs ou *vice versa* ;

6° A reproduire par l'art plastique d'une œuvre des arts du dessin ou de la peinture, et réciproquement.

Dans les divers cas précités, il est nécessaire qu'une mention exacte soit faite des sources des emprunts.

Art. 31. — Quiconque, dans le but d'en mettre en vente les exemplaires et de les répandre dans l'Empire, y importera une œuvre contrefaite sera assimilé au contrefacteur.

Art. 32. — Quiconque éditera un recueil des solutions répondant à des problèmes destinés à des exercices classiques sera assimilé au contrefacteur.

Art. 33. — Quiconque, de bonne foi et sans faute de sa part, commet une contrefaçon et en aura retiré des bénéfices au détriment d'une tierce personne, est tenu de les lui restituer de façon, toutefois, à s'y réserver une part pour lui-même.

Art. 34. — L'un des co-propriétaires du droit d'auteur concernant une œuvre faite en collaboration par plusieurs personnes, pourra, sans consentement des autres co-propriétaires, poursuivre le contrefacteur et réclamer pour sa part les dommages-intérêts ou réclamer la restitution du gain mentionné à l'article précédent.

Art. 35. — Dans les cas où il s'agit d'intenter une action civile à l'égard d'une contrefaçon, quiconque aura mis ses nom et prénom comme auteur sur l'œuvre en question déjà éditée, sera considéré comme tel jusqu'à preuve contraire.

Pour une œuvre anonyme ou pseudonyme, on considère comme éditeur jusqu'à preuve contraire, celui qui a été désigné comme tel sur l'œuvre en question.

S'il s'agit de la représentation ou exécution d'une œuvre dramatique ou musicale non encore éditée, on considère comme auteur, jusqu'à preuve contraire, celui qui a été désigné comme tel dans l'annonce de la représentation. Et si, dans ce cas, les nom et prénom de l'auteur de l'œuvre représentée ou exécutée n'ont pas été donnés, l'organisateur de la représentation ou exécution est considéré comme auteur jusqu'à preuve contraire.

Art. 36. — Lorsqu'il sera saisi d'une action civile ou criminelle relativement à une contrefaçon, le tribunal, sur la requête du demandeur ou du plaignant, pourra, moyennant ou sans dépôt de cautionnement et à titre provisoire, suspendre la mise en vente et la diffusion d'une œuvre soupçonnée d'être contrefaçon, ou la saisir ou en suspendre la représentation ou exécution.

Dans ces cas, quand la décision portant que l'œuvre suspectée n'a pas été une contrefaçon, sera devenue irrévocable, le requérant sera civilement responsable des préjudices résultant de la mesure judiciaire qu'il aura occasionnée.

CHAPITRE III. — PÉNALITÉS

Art. 37. — Sera passible d'une amende de 50 à 500 *yen* quiconque aura fait une contrefaçon ou l'aura, sciemment, mise en vente et répandue.

Art. 38. — Sera passible d'une amende de 30 à 300 *yen* quiconque aura contrevenu à la disposition de l'art. 18.

Art. 39. — Sera passible d'une amende de 10 à 100 *yen* quiconque aura, contrairement aux dispositions de l'art. 20 et de l'alinéa 2 de l'art. 30, reproduit une œuvre sans mention exacte de la source de son emprunt, ou sera contrevenu à la disposition de l'alinéa 4 de l'art. 13.

Art. 40. — Sera passible d'une amende de 30 à 500 *yen* quiconque aura édité une œuvre en y mettant les nom et prénom ou appellation usuelle d'une personne autre que l'auteur.

Art. 41. — Sera passible d'une amende de 20 à 200 *yen* quiconque aura édité une œuvre, soit en la corrigeant contrairement au sens de l'auteur, lors même que le droit d'auteur sur cette œuvre s'était

éteint, soit en changeant le titre, soit en déguisant les nom et prénom ou appellation usuelle de l'auteur, soit enfin en l'attribuant à un autre qu'à l'auteur.

Art. 42. — Sera passible d'une amende de 10 à 100 *yen* quiconque aura frauduleusement obtenu l'enregistrement.

Art. 43. — Les exemplaires contrefaits ainsi que les instruments et outils destinés exclusivement à la contrefaçon, seront confisqués seulement dans le cas où ils appartiendront en propre au contrefacteur, à l'imprimeur, ou à la personne qui la mettait en vente ou la répandait.

Art. 44. — Les délits prévus au présent Chapitre ne donneront lieu aux poursuites que sur la plainte de la partie lésée, sauf, toutefois, les cas de l'art. 3 particularisés à cause de mort de l'auteur, et ceux des art. 40 à 42.

Art. 45. — L'action publique résultant des délits prévus au présent Chapitre se prescrira par deux ans.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS ADDITIONNELLES

Art. 46. — La date de la mise en vigueur de la présente loi sera ultérieurement fixée par une ordonnance impériale.

La loi N^o 16 de la 26^e année de Méiji (1893) sur la propriété littéraire, et les ordonnances impériales N^{os} 78 et 79 de la 20^e année de Méiji (1887), la première relative aux œuvres dramatiques et musicales et la deuxième à l'œuvre photographique, se trouveront abrogées le jour où la présente loi sera entrée en vigueur.

Art. 47. — Les œuvres, dont le droit d'auteur ne se sera pas éteint avant la mise en vigueur de la présente loi, jouiront de la protection de la présente loi à partir du jour de son entrée en vigueur.

Art. 48. — Toutes reproductions qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, n'étant pas considérées comme contrefaçons, se trouveront, lors de son entrée en vigueur déjà faites ou commencées, pourront être achevées et mises en vente et répandues.

Les instruments et outils qui auront servi à ces reproductions, s'ils existeront, pourront être utilisés encore cinq ans à partir de la mise en vigueur de la présente loi.

Art. 49. — Les traductions qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, seront faites ou commencées, n'étant pas jusqu'alors considérées comme contrefaçons, pourront être achevées et être mises en vente et répandues, à condition cependant qu'elles seront éditées dans un délai de sept ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les susdites œuvres pourront être reproduites pendant cinq ans à compter de leur première publication.

Art. 50. — Les œuvres qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, ayant été déjà représentées ou exécutées, ayant commencé leur représentation ou exécution, n'auront pas été, jusqu'alors, considérées comme contrefaçons, pourront être représentées ou exécutées encore pendant cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 51. — Dans les cas des art. 48 à 50, les reproductions qui y sont mentionnées, ne pourront être mises en vente et répandues ni représentées ou exécutées sans se conformer à cet effet aux formalités qui seront ultérieurement prescrites par une ordonnance.

Art. 52. — La présente loi ne sera pas applicable aux œuvres d'architecture.

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion en 1898.

DÉPARTEMENT POLITIQUE

CHANCELLERIE FÉDÉRALE

I. Séances des conseils.

A. *Chambres législatives.* — Les chambres législatives ont eu, dans le courant de l'année 1898, quatre sessions, savoir : du 12 au 23 avril, du 6 juin au 2 juillet, du 24 octobre au 3 novembre et du 5 au 23 décembre. Pendant ces sessions, le Conseil national a tenu 69 séances et le Conseil des Etats 60 ; l'Assemblée fédérale a siégé quatre fois, le 21 avril, le 23 juin, le 28 octobre et le 15 décembre.

B. *Conseil fédéral.* — Le Conseil fédéral a tenu 116 séances (129 en 1897) et traité 4.966 objets (5.711 en 1897).

Le nombre des missives nécessaires à la liquidation de ces objets s'est élevé à 5.248 (6.006 en 1897) ; il faut y ajouter l'expédition de 1083 autorisations de naturalisation (825 en 1897), 31 passeports diplomatiques, 50 pleins pouvoirs et 454 brevets d'officiers. Le nombre des extraits des procès-verbaux du Conseil fédéral transmis aux départements s'est élevé à 10.609 (11.277 en 1897).

La presse a reçu de la chancellerie fédérale 117 bulletins relatifs aux délibérations du Conseil fédéral.

Les contrôles de la registrature accusent en tout 4.896 offices parvenus au Conseil fédéral et transmis aux divers départements (5.355 en 1897).

II. Travaux de chancellerie.

Le nombre des objets traités par la chancellerie s'élève à 2.442 (2.243 en 1897).

Le nombre des actes d'état civil expédiés par les cantons et transmis à l'étranger est de 16.418, soit 7.937 à l'Allemagne, 1.484 à l'Autriche, 988 à la France, 5.690 à l'Italie, 85 à la Russie, etc.

Le nombre de ceux envoyés par l'étranger et transmis aux cantons est de 1.519.

Il a été ainsi transmis en tout 17.937 actes d'état civil (16.010 en 1897).

Le nombre des jugements en matière pénale transmis est de 2.416 pour la Suisse et de 2.456 pour l'étranger, en tout 4.872 (4.590 en 1897).

Les légalisations de signatures ont atteint le chiffre de 2.172 (2.042 en 1897).

III. Personnel de bureau.

M. le Dr Giuseppe *Berta*, sous-registrateur, nommé professeur à l'école de commerce nouvellement fondée à St-Gall, a donné sa démission. Il a été remplacé le 1^{er} février 1899 par M. Alexandre *Bischoff*, de Thounne, registrateur au Département politique.

III. REFERENDUM ; ÉLECTIONS ET VOTATIONS FÉDÉRALES.

Le 20 février, la loi fédérale du 15 octobre 1897 concernant l'acquisition et l'exploitation de chemins de fer pour le compte de la Confédération, ainsi que l'organisation de l'administration des chemins de fer fédéraux, a été adoptée par 386.634 voix contre 182.718, soit avec une majorité de 203.916 voix.

Le 13 novembre eut lieu la votation sur les arrêtés fédéraux du 30 juin 1898 concernant la revision de l'article 64 de la constitution fédérale (unification du droit civil) et l'insertion d'un article 64bis dans cette constitution (unification du droit pénal). Le résultat de la votation a été le suivant : pour la revision de l'article 64 de la constitution fédérale, 264.914 oui, 15 cantons et 3 demi-cantons ; contre la revision, 101.762 non, 4 cantons et 3 demi-cantons ; pour le projet concernant l'unification du droit pénal, 266.910 oui, 15 cantons et 3 demi-cantons ; contre le projet, 101.780 non, 4 cantons et 3 demi-cantons.

IV. AFFAIRES INTERNATIONALES. — RAPPORTS DE FRONTIÈRE.

1. En 1868 déjà, on avait reconnu la nécessité d'étendre à la guerre navale les principes de la convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. Une conférence internationale tenue à Genève adopta, le 20 octobre 1868, le projet d'une convention additionnelle, qui, outre quelques améliorations de la convention même, contenait des dispositions sur les guerres maritimes. Malheureusement ces articles additionnels, n'ayant pas été ratifiés par tous les Etats, étaient demeurés à l'état de projet. En 1870 toutefois, l'Allemagne et la France les adoptèrent comme *modus vivendi* pour toute la durée de la guerre.

Au printemps de 1898, lorsqu'une guerre éclata entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Espagne, comme il était à prévoir qu'elle aurait lieu principalement sur mer, nous avons songé aux graves inconvénients pouvant résulter de l'absence de toute convention entre les belligérants sur les secours à donner aux malades, aux blessés et aux naufragés. Nous n'avons pas hésité à faire des démarches auprès des ministères de Washington et de Madrid, leur proposant d'adopter les articles additionnels du 20 octobre 1868, au moins comme *modus vivendi*, pour toute la durée des hostilités. Les deux gouvernements accueillirent favorablement notre proposition et donnèrent aux chefs militaires sur terre et sur mer des instructions en conséquence.

Les Etats qui ont adhéré à la convention de Genève furent informés de ce qui précède par circulaire du 18 mai.

2. Le 26 avril, la légation des Etats-Unis nous fit savoir que la guerre entre ces Etats et l'Espagne avait commencé le 21 avril. Le représentant des Etats-Unis ajoutait : « Je suis chargé par le secrétaire d'Etat de porter ce fait à votre connaissance, afin d'être assuré de la neutralité de la Suisse durant cette guerre. »

Nous avons répondu que, fidèle à ses traditions, la Suisse observerait, durant la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, la plus stricte neutralité. Nous avons fait tenir une déclaration semblable au gouvernement espagnol.

3. Par note du 16 mai, l'Assemblée fédérale de la République ma-

jeune de l'Amérique centrale annonçait l'adhésion du Honduras et du Nicaragua à la convention de Genève, du 22 août 1864. Nous avons informé de cette adhésion les Etats intéressés, qui en ont pris acte.

4. En présence des dangers auxquels la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne exposait la vie et la propriété de nos compatriotes établis aux Philippines, nous avons jugé à propos de prier le gouvernement allemand d'étendre sa protection à nos ressortissants, pendant la durée des hostilités. Ce gouvernement voulut bien accéder à notre demande et donna aux commandants des navires de guerre allemands à Manille les instructions nécessaires à cet effet.

En l'absence d'un agent diplomatique suisse à Cuba, les intérêts de nos compatriotes dans cette île furent confiés au soin du consulat allemand à la Havane. Bien qu'il n'y ait que 63 Suisses d'immatriculés à ce consulat et que ceux qui habitent des villes de province, notamment Matanzas, Cienfuegos et Santiago de Cuba, ne soient guère plus de 40, le consul allemand eut souvent lieu d'adresser au gouvernement du pays des réclamations en faveur de nos compatriotes, qui pour la plupart ont des propriétés. Dans beaucoup de cas, ses démarches eurent un résultat favorable.

Il a accordé aux Suisses, durant la guerre, la même protection qu'à ses compatriotes ; par exemple, il les a souvent informés par télégraphe, de l'occasion qui s'offrait de quitter les ports bloqués sur un navire de guerre allemand. Nous lui avons exprimé nos plus vifs remerciements pour toute la peine qu'il a prise.

5. Il faut mentionner ici deux événements qui montrent combien certains éléments étrangers peuvent être dangereux pour la sécurité intérieure du pays, comme pour nos bons rapports avec les Etats voisins.

Au mois de mai, des troubles ayant éclaté à Milan, des bandes d'ouvriers italiens, excités par des agitateurs sans conscience, se formèrent en diverses contrées de la Suisse, dans l'intention expresse de se rendre en Italie pour prêter main-forte aux insurgés.

Vous ayant présenté un rapport spécial à ce sujet, nous prenons la liberté de vous y renvoyer (voir *R. féd.* 1898, III. 373, décision du Conseil national et du Conseil des Etats des 29 juin et 1^{er} juillet 1898).

Le 10 septembre, l'impératrice d'Autriche fut assassinée à Genève par un anarchiste italien nommé Luccheni. A la nouvelle de cet horrible forfait, toute la Suisse s'émut de douleur et d'indignation. Bien que l'on reconnût généralement que la Suisse ne pouvait être en aucune façon rendue responsable du crime d'un insensé, on fit remarquer toutefois le danger provenant de la présence d'anarchistes sur notre territoire. En Suisse même, l'opinion réclamait l'application la plus sévère de la police des étrangers. Vous verrez par le rapport de gestion de notre Département de Justice et Police que nous avons pris sans retard des mesures pour débarrasser notre pays de ces éléments étrangers subversifs. Nous continuerons à l'avenir à les tenir à distance. Pour remplir cette tâche, nous comptons sur la collaboration assidue des autorités cantonales de police.

Le forfait de Luccheni engagea le gouvernement italien à convoquer à Rome une conférence internationale ayant pour objet de rechercher les moyens de combattre l'anarchisme. Nous avons accepté sous cer-

taines réserves l'invitation du gouvernement italien de prendre part à cette conférence, et nous avons désigné comme délégués M. le Dr Carlin, notre ministre à Rome, et MM. Scherb, procureur général de la Confédération à Berne, et Iselin, conseiller national à Bâle. La conférence s'est ouverte le 24 novembre et s'est terminée le 21 décembre. Elle a formulé certaines propositions sur lesquelles les gouvernements devront se prononcer. Nous ajoutons que les représentants des Etats qui prirent part à la conférence furent d'accord pour tenir secrètes les décisions prises.

6. Par convention du 10 avril 1897, les Etats-Unis du Brésil et la République française ont décidé de demander l'arbitrage du Conseil fédéral sur la difficulté qui s'est élevée entre eux au sujet de la frontière entre la Guyane française et le Brésil. Nous avons accepté cette honorable mission.

7. Par note du 12 août 1898, le comte Mouraview, ministre des affaires étrangères de Russie, a invité, au nom de l'empereur Nicolas, les gouvernements accrédités à Saint-Petersbourg à prendre part à une conférence, qui rechercherait les moyens de mettre un terme au développement progressif des armements actuels et d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix durable. Cette invitation nous a été également adressée. Nous avons répondu que nous avions pris connaissance avec le plus grand intérêt de cette nouvelle manifestation des nobles dispositions de l'empereur et que nous étions tout disposés à participer aux travaux de la conférence projetée. Dans le prochain rapport de gestion, nous aurons l'occasion de revenir avec plus de détails sur cette question.

8. Le 21 avril, une compagnie de soldats italiens (Alpini) complètement armés, avec trois officiers, franchit la frontière suisse à Sasso del Gallo, dans le voisinage de Viano (Grisons), poussa jusqu'au bureau fédéral des douanes et revint en Italie par un chemin passant sur territoire suisse. Sur une réclamation de notre part, le gouvernement italien ordonna une enquête, d'où il résulta que ces militaires n'avaient violé la frontière que faute de connaître la contrée et que l'officier qui les commandait, dès qu'il se fut aperçu de son erreur, les avait ramenés sur territoire italien. Il fut toutefois réprimandé, et le gouvernement italien nous exprima ses regrets de l'incident, nous assurant que des mesures étaient prises pour prévenir le retour de cas semblables.

9. A Cara (canton de Genève), un garde-frontière suisse, qui poursuivait un contrebandier, commit une violation de frontière. Nous avons ordonné la restitution de la marchandise enlevée au contrebandier sur territoire français, et, réprimandé sévèrement le garde, en l'avertissant qu'il serait congédié en cas de récidive.

10. Suivant un *modus vivendi* qui date de loin, il y a, sur les bateaux à vapeur du lac de Lugano et du lac Majeur, des douaniers italiens qui exercent leurs fonctions même pendant le trajet sur les eaux suisses. Notre service de douane est fait sur les bateaux par des surveillants, c'est-à-dire par des employés civils; ils ont le même droit de questionner les voyageurs et de visiter les bagages sur les eaux italiennes que les douaniers italiens sur les eaux suisses. L'on procède ainsi dans l'intérêt des voyageurs et il ne peut être question de faire autrement; mais il paraît bon de remplacer le *modus vivendi*

par une convention en forme qui supprime toute espèce de doute et de contestation sur les droits et compétences de ces fonctionnaires. Nous avons engagé des négociations avec le gouvernement italien à cet effet, et nous en ferons connaître plus tard le résultat.

11. Le sénat français n'a pas encore ratifié le traité conclu en 1891 entre la Suisse et la France pour la rectification de la frontière entre le Valais et la Haute-Savoie (Mont-Dolent). Nous avons fait de nouvelles démarches auprès du gouvernement français pour amener la solution d'une affaire qui intéresse les deux Etats.

12. Les travaux du relevé de notre frontière continuent. Tous les documents les plus importants sont rassemblés et triés, les plans originaux de la frontière qui se trouvent dans les archives cantonales sont reproduits par la photographie, et des exemplaires en sont mis à la disposition des archives fédérales, du Département politique et du Département militaire.

13. Parmi les rectifications de frontière dont il est question dans le rapport de gestion pour 1897, les suivantes ont été opérées :

a. entre le canton de Berne et la France (territoire de Belfort), par un procès-verbal du 27 novembre 1897 ;

b. entre le canton de Vaud et la France (Doubs), par un procès-verbal du 12/19 novembre 1898 ;

c. entre le canton de Bâle-ville et le grand duché de Bade, par un procès-verbal du 6 octobre 1898 ; entre le même canton et l'Alsace, par un procès-verbal du 3 octobre 1898 ;

d. entre Ligornetto (Tessin) et Clivio (Italie), par un procès-verbal du 25 février 1898.

Suivant l'article 15 du traité avec l'Autriche au sujet du redressement du Rhin de l'embouchure de l'Ill au lac de Constance, du 30 décembre 1892, la frontière territoriale entre les deux Etats reste telle qu'elle est, même après l'achèvement complet des deux coupures, c'est-à-dire au milieu de l'ancien lit du Rhin. Mais, comme par l'ouverture du Fusacher, qu'on projette de faire dans le courant de l'hiver 1899-1900, le cours du Rhin éprouvera un changement notable de direction, il est nécessaire de fixer le milieu du lit actuel du Rhin pour prévenir toute contestation. Nous avons donc proposé au gouvernement autrichien de nommer des commissaires qui auraient à examiner si les plans sur le milieu du cours actuel du Rhin entre Brugg et le lac de Constance sont complets et corrects, et à rechercher en outre quelles mesures il y aurait lieu de prendre pour assurer la sécurité de la frontière.

Des négociations concernant d'autres rectifications de frontière sont engagées avec l'Allemagne, la France et l'Italie.

V. CAS SPÉCIAUX

1. D'après les nouvelles que nous avons reçues de notre légation de Buenos-Aires, les enquêtes relatives aux meurtres de J. *Huber*, du canton de Zurich, de Joseph *Lauber*, de Glis (Valais), des époux Balthazar *Mathieu* et de leur petite-fille Marie *Marnes*, du Valais, ne sont pas encore terminées.

Les assassins de Joseph *Emmenegger*, de Fribourg, ont été condamnés à mort par les tribunaux chiliens et fusillés le 29 octobre à Ercilla.

2. Le 14 août 1893, un colon français était assassiné à Carcarana (Argentine). Les assassins furent arrêtés et l'instruction suivait son cours, lorsque, le 25 du même mois, un certain nombre de colons, suisses pour la plupart, établis à Carcarana et dans les environs, s'emparèrent des prisonniers et en firent prompt justice. Une enquête fut ouverte contre les lyncheurs. Toutefois, le 30 mai 1898, le juge de Rosario ordonna de la suspendre, se fondant sur la loi qui amnistie tous les crimes et délits commis pendant la révolution de 1893.

3. Douze requêtes en libération de citoyens suisses du service militaire dans la légion étrangère en France sont parvenues à notre Département politique pendant l'année dernière. En aucun de ces cas, le gouvernement français n'a consenti à la libération. Tout homme ayant 18 ans, quand il s'est engagé, et ne souffrant ni d'une maladie grave ni d'aucune infirmité corporelle qui le rende impropre au service — ce dont les autorités militaires françaises décident — n'a aucune chance d'être libéré du service avant l'expiration de son temps. Dans trois cas, encore pendants depuis 1897, notre intervention a eu du succès, parce qu'il s'agissait de jeunes gens qui s'étaient engagés à l'âge de 16 ou 17 ans.

4. Ensuite de l'assassinat du président de la république française, Carnot, par un anarchiste italien (1894), des troubles éclatèrent à Lyon, et un certain nombre de Suisses, portant des noms italiens, éprouvèrent de grandes pertes. Le gouvernement français n'admit pas qu'il eût l'obligation d'allouer des dommages-intérêts. En revanche, il fit voter une loi ouvrant un crédit de 350,000 francs pour accorder des secours aux victimes des troubles de Paris en juillet 1893, de Lyon en juin 1894 et de l'explosion du restaurant Foyot (le 4 avril 1894). Deux Suisses seulement reçurent une indemnité, et encore ne couvrirait-elle pas les dommages.

5. Un Suisse établi au Maroc, nommé Arnim Würth, de Medels (Grisons), a réclamé notre intervention pour obtenir une indemnité du gouvernement marocain. Propriétaire d'un moulin à maïs et à olives, à Fez, il avait été attaqué le 9 janvier 1898 par une foule en armes, qui avait pillé son établissement, brisé ses machines et causé des dommages considérables. M. Würth attribue son malheur à la connivence des autorités marocaines, qui auraient vu de mauvais œil l'introduction d'une industrie européenne à Fez, et cherché par toute sorte de vexations à lui rendre impossible l'exercice de sa profession. Würth étant sous la protection du consulat général des Etats-Unis d'Amérique, nous nous sommes adressés au gouvernement de Washington, le priant d'appuyer énergiquement la réclamation de notre compatriote, dans le cas où elle serait fondée.

6. En ce qui concerne les réclamations d'un certain nombre de Suisses établis au Pérou, au sujet des pertes qu'ils ont souffertes dans la guerre civile de 1894 à 1895, on est parvenu à conclure avec le gouvernement péruvien un arrangement satisfaisant pleinement les intéressés. Nous en sommes redevables au consul allemand à Lima, qui gère provisoirement notre consulat en cette ville.

SOCIÉTÉS SUISSES DE BIENFAISANCE EN PAYS ÉTRANGERS

Dans cet exercice, nous avons réparti, entre les sociétés et établis-

sements de bienfaisance à l'étranger, la somme de fr. 50,520, dont fr. 23,000 avaient été fournis par la Confédération et fr. 27,520 par les cantons. Cette somme de fr. 50,520 a été répartie entre les sociétés suisses de secours, par fr. 35,740; les asiles suisses, par fr. 11,880, et les établissements étrangers qui admettent aussi des suisses, par fr. 2,900. Quant au reste, nous nous référons au tableau publié dans la *F. féd.* de 1868, (IV. 1178). Nous ferons ressortir ce qui suit.

Le tableau comprend 125 sociétés de secours (121 en 1897) 10 asiles suisses comme en 1897) et 17 asiles et hôpitaux étrangers (16 en 1897), soit en tout 152 établissements. La fortune totale des sociétés de secours s'élevait au commencement de 1898 à fr. 1,663,459. 71, et celle des asiles suisses à fr. 762,849. 72, soit en tout à fr. 2,426,309. 43.

Les dépenses des sociétés de secours pour des buts de bienfaisance (non compris les frais d'administration) se sont montées en 1897 à fr. 222,384. 01 et celles des asiles suisses à fr. 189,458. 22, soit en tout à fr. 411,842. 23. Les recettes (y compris les subsides) ont été, en 1897, de fr. 571,625. 76 en tout, dont fr. 328,541. 25 pour les sociétés de secours et fr. 245,084. 51 pour les asiles suisses.

Dans l'exercice, deux sociétés ont été retranchées de la liste; par contre, six sociétés et un établissement étranger y sont mentionnés pour la première fois. Cette année aussi, une série de riches sociétés ont renoncé à tout subside en faveur d'autres sociétés moins favorisées.

NATURALISATIONS

Notre Département politique a eu à s'occuper, au cours de l'année 1898, de 1255 (1042 en 1897) demandes en autorisation de naturalisation.

Sur ces 1255 demandes :

1083 ont été agréées (821 en 1897).

37 n'ont pu être admises (38 en 1897).

13 ont été retirées par les postulants (21 en 1897).

122 étaient en instance au 31 décembre (158 en 1897), les requérants n'ayant pu encore produire les pièces requises.

1255

Les autorisations accordées se répartissent entre 563 Allemands, 288 Français, 137 Italiens, 59 Autrichiens et Hongrois, 17 Russes, 7 Américains des Etats-Unis, 3 Belges, 3 ressortissants tures, 2 Espagnols, 1 Anglais, 1 Hollandais, 1 Serbe et 1 Roumain.

Ces autorisations s'étendaient à 658 femmes mariées et à 1803 enfants. Le nombre total des personnes auxquelles se rapportent les autorisations accordées en 1898 a donc été de 3544 (2664 en 1897).

Grâce aux renseignements fournis par les cantons, nous sommes en mesure de publier les données statistiques suivantes relatives aux naturalisations dans les cantons.

Naturalisations dans les Cantons en 1898.

CANTONS	NOMBRE des NATURALISATIONS	ANNÉE de L'AUTORISATION FÉDÉRALE			TAXES PERÇUES			
					CANTONALES		COMMUNALES	
		1896	1897	1898	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
Zurich	188	10	85	93	500	50	1720	100
Berne	47	3	20	24	500	300	1800	300
Lucerne	5	—	2	3	1000	100	2000	—
Uri	1	—	1	—	500	500	1000	1000
Schwyz	—	—	—	—	—	—	—	—
Obwald	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidwald	—	—	—	—	—	—	—	—
Glarus	—	—	—	—	—	—	—	—
Zoug	3	1	1	1	800	600	800	?
Fribourg	2	—	1	1	400	300	1200	1200
Soleure	10	1	—	9	1200	800	1500	500
Bâle-ville	103	4	30	69	800	—	1800	—
Bâle-campagne	6	—	2	4	400	200	1000	700
Schaffhouse	14	1	2	11	150	75	200	300
Appenzell-Rh. ext.	7	—	—	7	500	200	800	200
Appenzell-Rh. int.	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gall	42	1	11	30	200	50	1920	500
Grisons	6	1	3	2	600	200	2500	—
Argovie	10	—	4	6	1000	300	3000	—
Thurgovie	22	—	4	18	300	80	1000	50
Tessin	63	1	19	43	1600	200	1000	200
Vaud	28	1	11	16	1000	200	1700	500
Valais	9	—	—	9	600	600	1000	500
Neuchâtel	19	1	3	15	200	50	850	300
Genève	171	12	85	74	1000	50	—	—
	756	37	284	435				

Le tableau ci-après indique, pour les sept dernières années, le rapport entre le nombre des personnes ayant obtenu l'autorisation préalable et le nombre de celles qui ont été définitivement naturalisées dans les cantons.

ANNÉES	AUTORISATIONS	NATURALISATIONS	POUR CENT
	accordées		
1892	645	510	83.72
1893	778	627	80.90
1894	713	597	83.73
1895	689	540	78.36
1896	960	769	80.00
1897	821	661 (1)	—
1898	1083	435 (4)	—

(1) Les autorisations accordées en 1897 et 1898 étant encore valables jusqu'en 1899 et 1900, ces chiffres ne sauraient être définitifs.

Dérogeant à des décisions antérieures, nous avons admis que l'autorisation accordée à un père de famille n'est valable pour ses enfants mineurs que s'il se fait naturaliser lui-même. Si, au contraire, le père ne se fait pas naturaliser, il n'est pas admissible que, sur la présentation de l'autorisation qui lui a été accordée à lui, ses enfants obtiennent seuls le droit de cité suisse.

Lorsque des enfants mineurs veulent se faire recevoir citoyens suisses indépendamment de leurs parents, ils doivent en demander spécialement l'autorisation au Conseil fédéral, qui l'accordera ou non selon les circonstances.

Il est nécessaire de s'en tenir strictement à ce principe, si l'on veut éviter de graves inconvénients. Un Français, par exemple, qui se fait naturaliser suisse pendant sa minorité, continue à être considéré en France comme Français et soumis au service militaire français, sans avoir aucun droit d'option entre les deux nationalités; en effet, la convention avec la France du 23 juillet 1879 ne profite qu'aux enfants dont les parents Français d'origine ont été naturalisés Suisses et qui étaient mineurs au moment de cette naturalisation.

X. OPTIONS

En 1898, il nous est parvenu 148 déclarations d'option (151 en 1897) et 115 avis d'intention d'option pour la Suisse (116 en 1897).

La déclaration d'un optant né en France après la naturalisation de ses parents n'a pu être admise, parce que la convention avec la France du 23 juillet 1879 ne s'applique qu'aux enfants de Français naturalisés suisses, déjà nés au moment de la naturalisation.

Les enfants nés après la naturalisation de leurs parents sont Suisses d'après notre législation et ne peuvent se dérober à leurs obligations de citoyens suisses, lors même qu'ils seraient réclamés par un Etat étranger. Ils ne peuvent pas non plus invoquer la convention du 23 juillet 1879 pour se soustraire aux effets des lois françaises des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 sur la nationalité.

XI. EMIGRATION

A. Section administrative.

1. *Généralités.* — 1. Nous donnerons, pour commencer, le tableau des ressortissants suisses et des étrangers établis dans notre pays que les agences suisses d'émigration ont expédiés en 1898 aux contrées d'outre-mer; à la rubrique 3 sont indiquées les sommes remises aux agents pour être versées aux émigrants au lieu de leur destination.

CANTONS	NOMBRE des ÉMIGRANTS	SOMMES versées aux agents contre lettres de change
		Fr.
Zurich	342	61.973 75
Berne	469	73.781 95
Lucerne	53	24.139 60
Uri	18	2.865 —
Schwyz.	53	23.343 90
Unterwald-le-haut.	12	499 45
Unterwald-le-bas	4	700 —
Glaris	29	1.380 —
Zoug.	11	780 —
Fribourg	29	210 —
Soleure.	42	8.359 50
Bâle-ville.	152	14.759 40
Bâle-campagne.	46	3.618 50
Schaffhouse	36	4.336 25
Appenzell-Rh. ext.	50	5.416 —
Appenzell-Rh. int.	5	700 50
Saint-Gall.	177	32.964 85
Grisons.	64	8.621 —
Argovie.	94	12.873 85
Thurgovie.	58	12.138 25
Tessin	226	—
Vaud.	69	970 —
Valais	97	500
Neuchâtel.	82	2.224 40
Genève.	70	450 —
TOTAUX.	2.288	297.606 55

Depuis 1895, l'émigration n'a cessé de diminuer ; jamais, depuis qu'il existe une statistique sur la matière, c'est-à-dire depuis 1868, il n'y a eu aussi peu d'émigrants qu'en 1898, si ce n'est dans les années 1875 à 1877 ; il est vrai que, dans cette dernière période, on ne pouvait être renseigné sur le nombre, peu considérable d'ailleurs, de ceux qui émigraient de certains cantons. Le tableau suivant montre le mouvement de l'émigration depuis qu'il existe une loi fédérale sur les opérations des agences d'émigration.

1881	10,935	1890	7,712
1882	11,962	1891	7,516
1883	13,502	1892	7,835
1884	9,608	1893	6,177
1885	7,583	1894	3,849
1886	6,342	1895	4,268
1887	7,558	1896	3,330
1888	8,346	1897	2,508
1889	8,430	1898	2,288

En 1898, le nombre des émigrants a été inférieur de 220 ou 8,8 o/o

à celui de l'année précédente et en 1897 de 832 ou 24,7 o/o moindre qu'en 1896; de plus, en 1898, il est demeuré de 3,709 au-dessous du chiffre moyen des dix années antérieures. Cette diminution concerne surtout les cantons du Tessin, de Vaud, Bâle-ville, Bâle-campagne, Argovie et Schaffhouse; l'émigration a un peu augmenté dans les cantons de St-Gall, Valais, Appenzell-Rh. ext. et Lucerne.

Parmi les émigrants de l'année 1898 qui représentent 0,78 o/o de la population totale de la Suisse (contre 0,86 o/o en 1897), 1395 ou 61 o/o étaient originaires du canton qu'ils ont quitté, 299 ou 13 o/o étaient des citoyens d'autres cantons et 594 ou 25,9 o/o des étrangers résidant en Suisse. Les personnes venues dans notre pays pour y conclure un contrat d'émigration et expédiées par les agents suisses sont au nombre de 3247; ce sont pour la plupart des Italiens, des Allemands, des Autrichiens et des Américains.

Cette année aussi, nous avons appris qu'un certain nombre de personnes avaient émigré de Suisse sans recourir à l'entremise d'une agence suisse ou sans avoir été portées par l'agence expéditrice sur les listes que les agences doivent nous remettre tous les mois.

De la somme totale de fr. 297,606. 55 versée aux agents pour être remise aux émigrants aux pays d'outre-mer, fr. 280,669.05 étaient payables à New-York. En outre, beaucoup d'émigrants, ceux du Tessin notamment, se sont fait délivrer, dans des banques, des lettres de change sur New-York et San Francisco. Il en résulte que les personnes adultes qui se rendent aux Etats-Unis emportent chacune, en moyenne, bien plus des 30 dollars que la législation américaine sur l'immigration exige, sinon de tout émigrant, du moins de celui que, pour d'autres raisons, on incline à renvoyer.

Suivant les indications des agences, les personnes émigrées de Suisse ont payé pour la traversée environ 540,000 francs; à ce propos, il faut remarquer : 1. que 170 émigrants ont reçu d'Amérique leurs billets de passage (prepaid tickets); 2. que, d'après les tarifs des compagnies de navigation, 49 (enfants dans leur première année) ont été expédiés gratuitement; 3. que, pour un certain nombre de personnes, le prix des billets pour la continuation du voyage dans les pays d'outre-mer est compris dans la somme ci-dessus.

II. Agents, sous-agents, affaires de passage et cautionnements.

1. L'agence O. Schenker et C^{ie}, à Chiasso, qui vers la fin d'avril s'était déclarée insolvable, a cessé d'exister. Les intéressés ont été informés par une publication que le cautionnement versé par cette agence servirait jusqu'au 7 mai 1899 de garantie pour les réclamations que les autorités ou les émigrants, ou les ayants cause de ceux-ci, auraient à faire valoir en se fondant sur la loi concernant l'émigration.

2. Ensuite d'un jugement rendu par les tribunaux genevois contre la maison Thomas Cook et fils pour exploitation illicite d'affaires de passage, son représentant, M. Georges Silver, à Genève, se vit contraint de demander une patente pour la vente professionnelle de billets de passage.

Nous avons reçu encore d'autres demandes de patentes, mais nous n'avons pu faire droit, en 1898, qu'à une partie d'entre elles : il semble donc que, malgré la diminution considérable de l'émigration, ce soit toujours une profession lucrative que d'expédier des émigrants.

3. Durant cet exercice, on a compté en Suisse huit agences d'émigration, deux bureaux de passage et 151 sous agences. On ne trouve aucune de ces dernières dans les cantons de Nidwald, de Zoug, de Bâle-campagne et d'Appenzell-Rh. int.

On s'est souvent plaint, autrefois, des inconvénients nombreux qu'entraîne le changement fréquent des sous-agents, connaissance insuffisante, pour beaucoup d'entre eux, des exigences de la loi et des conditions de transport, expéditions défectueuses, etc. En 1898, la fréquence de ces changements a été moindre, ce qu'il faut attribuer en partie à la diminution de l'émigration.

4. Le montant des cautionnements déposés par les agences d'émigration et de passage a subi en 1898 bien des variations. Au 31 décembre 1897, ils s'élevaient en tout à 982,000 francs ; 87,000 francs ont été versés et 78,820 francs retirés. Au 31 décembre 1898, il y avait en dépôt 990,180 francs.

5. Les compagnies de chemins de fer des Etats-Unis et les compagnies de navigation ont conclu à la fin de 1897 une convention suivant laquelle les agences d'émigration ne peuvent plus charger leurs représentants dans l'union de pourvoir de billets pour l'intérieur les émigrants qui débarquent, mais sont tenues de donner leurs ordres à ce sujet aux compagnies de navigation. Plusieurs agences ont estimé que cette convention était en contradiction avec la loi fédérale du 22 mars 1888, et en particulier avec l'article 15, chiffre 1, de cette loi, suivant lequel les agents ont l'obligation de procéder à l'expédition sûre des personnes et de leurs bagages jusqu'au lieu de destination indiqué dans le contrat, pour un prix déterminé, fixé au contrat et qui ne peut être augmenté en aucun cas ni d'aucune manière.

Nous leur avons répondu que les prescriptions de la loi fédérale du 22 mars 1888 ne s'appliquaient qu'aux agences suisses d'émigration ; les compagnies étrangères de chemins de fer et de navigation, ne tombant naturellement pas sous le coup de cette loi, ne pouvaient y contrevenir ; cette convention n'empêchait d'ailleurs nullement les agents suisses d'expédier les émigrants au-delà du port de débarquement ; toute la différence, c'est qu'au lieu de donner aux hôteliers de New-York, etc., leurs ordres pour l'expédition ultérieure des émigrants, ils les donneraient dorénavant aux compagnies de navigation, en n'obtenant peut-être de ces dernières qu'une commission moindre que celle qu'ils recevaient de leurs représentants.

Ce sont évidemment les abus qui se commettaient avec les billets d'immigrants qui ont engagé les compagnies américaines à introduire le nouveau mode de procéder. Auparavant déjà, pour des raisons semblables, une autorité suisse avait sévèrement interdit la vente des billets pour l'intérieur des pays d'outre-mer. La plupart des émigrants accueilleront cette innovation avec plaisir ; il arrivera moins souvent qu'ils soient retenus par les hôteliers plus longtemps que de raison, ou expédiés par une autre route que celle qui était convenue.

La situation des bureaux de passage, soit des maisons qui ne sont

autorisées qu'à vendre des billets de passage, c'est-à-dire à expédier d'un port européen à un port d'outre-mer, leur situation par rapport à la loi sur l'émigration a été en 1898 aussi de nouveau l'objet de discussions. Nous nous bornerons ici à nous référer à ce que nous disions à ce sujet dans notre rapport de gestion pour 1891 (*F. féd.*, 1892, II. 464), nous mentionnerons seulement l'allégation d'une maison concurrente, suivant laquelle tout ce que la loi prescrit pour les agences d'émigration doit s'appliquer également aux bureaux de passage; pour le motif indiqué ci-dessus et pour la considération suivante, nous n'avons point admis cette manière de voir.

Si le législateur avait voulu que toutes les dispositions de la loi fédérale du 22 mars 1888 s'appliquassent à la vente professionnelle des billets de passage, il n'aurait pas eu besoin d'insérer dans cette loi une disposition particulière sur l'applicabilité de la loi à ce genre d'affaires. L'article 20 de la loi suivant lequel « les personnes faisant profession de vendre des billets de passage sont soumises à toutes les dispositions de la présente loi pouvant les concerner » a un caractère restrictif qui empêche d'étendre la loi tout entière à la vente des billets de passage.

III. Plaintes.

Les constatations faites dans le présent exercice sur la manière dont les agents et sous-agents ont observé la loi ne diffèrent pas considérablement de celles des années précédentes. Comme le montre la liste ci-après, dans des cas très nombreux, les émigrants n'ont pas été traités selon les prescriptions de la loi ou les conditions stipulées au contrat. Il faut dire aussi que ce sont toujours les mêmes agents qui font l'objet de la plupart des plaintes et mettent à effacer les traces de leurs fautes d'autant plus d'empressement que l'autorité applique plus sévèrement la loi. En revanche, il faut rendre ce témoignage à la majorité des agents, qu'ils ont compris que la loi sur l'émigration qui, dans ses dispositions essentielles, existe maintenant depuis 18 ans, est destinée sans doute à protéger les intérêts des émigrants, mais ne peut causer aucun préjudice aux agents consciencieux. On constate au contraire, depuis longtemps déjà, que l'existence d'une loi et son application stricte font qu'on a plus de confiance aux agents. Il ne faut pas oublier non plus que la plupart des émigrants, qui appartiennent à la classe des petits agriculteurs, n'ont jamais voyagé, qu'ils traversent des pays dont la langue leur est inconnue et qu'ils sont souvent assez peu dégourdis; c'est là un mal auquel les agents pourraient remédier considérablement par des instructions claires et précises et notamment par une action commune de ceux d'entre eux qui expédient sur la même ligne, en chargeant quelqu'un d'accompagner les émigrants.

Le nombre des émigrants renvoyés en vertu des lois des Etats-Unis, à leur arrivée dans un port de l'Union, a été particulièrement considérable dans cet exercice. Nous donnerons des détails à ce sujet au chapitre IV sur les buts d'émigration.

Les plaintes et les demandes d'intervention qui nous sont parvenues en 1898 concernaient les cas suivants :

1. Expédition de personnes que leur âge avancé ou leurs infirmités rendaient incapables de travailler et dont il n'était pas prouvé que leur entretien fût suffisamment assuré au lieu de destination (article 11, chiffre 1) : 1 cas.

2. Expédition de mineurs ou de personnes placées, sous tutelle, sans un consentement écrit dûment légalisé de celui qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire (article 11, chiffre 2) : 1 cas.

3. Expédition de personnes que les lois du pays de destination défendent de recevoir comme immigrants (article 11, chiffre 4) : 16 cas.

4. Expédition de personnes non munies de papiers constatant leur origine et leur nationalité (article 11, chiffre 5) : 3 cas.

5. Expédition de Suisses astreints au service militaire qui ne prouvent pas qu'ils ont restitué à l'Etat leurs effets militaires (article 11, chiffre 6) : 1 cas.

6. Expédition d'émigrants dans des conditions autres que celles prévues au contrat et réclamations pour lésion prétendue (article 15, chiffre 1) : 4 cas.

7. Expédition défectueuse de bagages d'émigrants (article 15, chiffre 1) : 2 cas.

8. Emploi, pour les opérations d'émigration, de personnes n'ayant pas été présentées aux autorités comme sous-agents, article 5, 5^m^e aliéna) : 2 cas.

9. Publications illicites (articles 8, 19 et 24) : 2 cas.

10. Concurrence déloyale : 2 cas.

11. Contravention aux dispositions touchant les entreprises de colonisation (articles 10 et 19) : 1 cas.

Nous mentionnerons quelques-uns de ces cas plus en détail.

Nous avons dû infliger une amende à une agence, parce qu'un de ses sous-agents avait expédié en Amérique un citoyen suisse astreint au service militaire qui n'avait pas restitué ses effets militaires à l'Etat. L'agence n'avait donné à son sous-agent que des instructions insuffisantes au sujet de ses obligations. Ce cas montre en outre la crainte des agents, que l'émigrant ne s'adresse à une maison concurrente, s'ils exigent de lui qu'il se procure d'abord les pièces exigées par la loi; ils sont par suite moins scrupuleux à observer la prescription, parfaitement justifiée, qui les oblige à réclamer la production des preuves requises avant la conclusion du contrat.

2. Nous empruntons ce qui suit au jugement d'un tribunal cantonal qui nous a été communiqué en conformité de l'article 21. Un émigrant avait conclu avec une agence un contrat pour être expédié de Marseille à Rio de Janeiro, en II^m^e classe, et avait payé à cet effet la somme de 500 francs. Etant tombé malade en route, il dut débarquer à Barcelone et revint en Suisse, où il forma une demande en restitution du prix de la traversée et en dommages-intérêts, faisant valoir, notamment, que, contrairement aux indications de l'agence, le bateau n'avait pas de I^{re} classe; par suite, comme il arrive en pareil cas, il offrait moins de confort général, et cette circonstance avait aggravé sa maladie. La compagnie de navigation avait bien déclaré que le vapeur n'avait pas de I^{re} classe; mais l'agence, reproduisant mal cette déclaration, avait dit, qu'il n'y avait plus de place libre en première classe. Le tribunal admit qu'il pouvait y avoir eu malentendu; en revanche, il écarter l'objection de l'agence, que la maladie n'était pas juridiquement prouvée. L'agence se trompait aussi en affirmant que le plaignant aurait dû demeurer à Barcelone jusqu'à guérison, puis continuer son voyage avec un autre vapeur de la compagnie. S'il a préféré revenir, c'était parfaitement son droit. Il n'était pas tenu

davantage, après son rétablissement, de repartir avec le même billet sur un autre vapeur de la compagnie. Une pareille obligation ne saurait ressortir ni du contrat ni des principes généraux du droit. Le contrat prévoit au contraire, en pareil cas, la dissolution des engagements réciproques et par conséquent la restitution du prix du voyage.

Le tribunal reconnut donc que le plaignant avait eu le droit d'interrompre son voyage et que, par cette interruption faite dans des formes valables, il avait dénoncé le contrat, conformément au § 13 de ce dernier, il pouvait donc réclamer le remboursement de son billet, déduction faite des dépenses provenant de l'exécution partielle du contrat.

L'agence prit occasion de ce jugement pour nous demander de dresser un formulaire spécial pour l'expédition des passagers de 1^{re} et 2^e classe. Nous n'avons pas cru devoir faire droit à cette requête, d'autant moins que le § 13 du contrat ne contient aucune nouvelle disposition et que, comme cela résulte du jugement d'une autorité cantonale dans un autre cas, il peut aussi s'appliquer quand il n'y a pas eu de contrat du tout. Ce § 13 répond d'ailleurs exactement à l'article 17, chiffre 6, de la loi.

3. A la fin d'avril, le consulat de Suisse à Anvers nous informa que, le 22 du même mois, on avait refusé d'embarquer sept émigrants, parce que l'agence avec laquelle ils avaient traité n'avait pas envoyé le prix de leur passage. Nous avons répondu au consulat qu'en sa qualité de mandataire de l'agence, la compagnie de navigation était indubitablement tenue d'expédier ces émigrants par le premier vapeur en partance et de leur rembourser les frais de leur séjour involontaire à Anvers. En même temps, nous avons chargé le consulat de faire remarquer à la compagnie que le Conseil fédéral peut interdire aux agences d'expédier des émigrants par l'intermédiaire des entreprises de transport qui donnent lieu à des plaintes fondées. Sur ces entrefaites, l'agence ayant fait faillite et le séjour de ces émigrants à Anvers ayant déjà duré deux semaines, nous avons donné l'ordre de les expédier sur le compte du cautionnement déposé par l'agence.

4. A la fin de septembre, on amena au consulat suisse au Havre un émigrant qui avait été soi-disant volé. Son contrat et une lettre de échange de 66 Liv. st. avaient disparu. Après un séjour de plusieurs semaines au Havre, il put enfin être expédié à New-York, et, comme il était en mesure de prouver qu'il avait droit de cité en Amérique, rien ne s'opposa à son débarquement et à la continuation de son voyage à l'intérieur du pays. Quant à l'enquête instituée pour savoir où et par qui cet homme avait été volé, le consulat au Havre n'en a jamais reparlé. Ce cas et d'autres analogues montrent que les agences n'observent pas exactement l'article 16, chiffres 6 et 7, suivant lequel tout transport d'émigrant qui n'est accompagné ni par un agent, ni par un sous-agent, doit être accueilli dans les stations intermédiaires et au port d'embarquement par un représentant de l'agence qui ne doit pas les quitter avant le départ du bateau.

5. Dans le courant de cet exercice, nous sommes aussi intervenus dans des cas où il ne s'agissait pas d'émigrants, au sens de la loi, mais de personnes qui revenaient d'un pays d'outre-mer en Suisse. Certaines se plaignaient qu'on eût égaré leurs malles contenant toutes leurs économies ou qu'on leur eût fait payer ce qu'elles ne devaient

pas. Comme nous faisons généralement dans les cas où il ne s'agit pas d'une violation de la loi, mais de réclamations de droit civil, nous avons cherché à épargner aux parties les frais et les désagréments d'un procès, à nous entremettre pour les accorder, et, le cas échéant, à prendre les mesures nécessaires pour retrouver la malle égarée. Dans un cas, des personnes qui étaient venues en Europe en 2^e classe avaient dû payer une contribution de guerre de 3 Liv. St.

6. Deux sinistres maritimes ont été pour nous l'occasion d'une correspondance considérable.

En février, le vapeur « Flachat » de la compagnie générale transatlantique, qui était parti le 8 de Marseille pour Colon, fit naufrage près de Ténériffe; quatre personnes expédiées par une agence suisse y perdirent la vie. Le 4 juillet, sombrait la « Bourgogne », de la même compagnie, qui allait de New-York au Havre, ayant à bord 88 passagers de 1^{re} classe, 113 de 2^{me} classe, et 246 de 3^{me} classe. Suivant les renseignements d'un de nos compatriotes qui parvint à se sauver, il y avait sur ce vaisseau un certain nombre de Suisses qui revenaient dans leur pays en visite ou pour y rester. Quinze familles se sont adressées à nous pour savoir si certains de leurs membres qui avaient annoncé leur retour étaient sauvés. Aux réclamations que lui firent les familles des naufragés, la compagnie transatlantique répondit qu'elle ne pouvait accorder aucune indemnité; qu'il fallait là-dessus s'en rapporter à la loi. Suivant le code de commerce français, en cas de naufrage, le propriétaire du navire est déchargé de toute obligation à l'égard des passagers, quand le navire s'est perdu.

IV. Buts d'émigration.

A. *Amérique du nord.* — I. *Etats-Unis.* Des personnes qui ont émigré de Suisse en 1898, 1.988 ou 86.9%, contre 2.149 ou 85.6% l'année précédente, se sont rendues aux Etats-Unis. Lieux de destination indiqués au contrat : pour 1.403 personnes, New-York : pour 166, la Californie; pour 70, l'Illinois; pour 66, l'Ohio; pour 53, le Wisconsin; pour 233, d'autres états de l'Union, le Canada et le Mexique. Le nombre des émigrants dans l'Union a donc diminué de 161, mais comparé au chiffre de l'émigration totale, ce nombre représente 1.3% de plus que l'année précédente. L'émigration dans les autres pays d'outre-mer a donc plus fortement diminué que celle aux Etats-Unis. Ces Etats, grâce aux nombreuses occasions de traversée, toujours plus favorables et moins coûteuses, demeureront longtemps encore le but principal de l'émigration européenne. Dans nos rapports sur les années 1894 à 1897, nous avons indiqué les causes auxquelles il faut attribuer la diminution de l'émigration aux Etats-Unis. Ces causes ont agi aussi en 1898. La crise et les mauvaises nouvelles qu'on a reçues, ces dernières années, des émigrants ont refroidi un peu partout chez nous l'envie de s'expatrier. Il en est de même dans d'autres pays, où a diminué aussi l'émigration aux Etats-Unis. Dans l'année fiscale 1898 (qui s'est terminée le 30 juin 1898), 229.233 personnes seulement ont débarqué dans l'Union, tandis que de 1884 à 1893 le nombre des émigrants a été en moyenne de 472.063 par an, et, dans la période de 1894 à 1897, où la crise a sévi dans tous les domaines de l'activité humaine, il s'élevait encore à 279.566. Il est clair que la

guerre entre l'Union et l'Espagne a contribué aussi dans une certaine mesure à diminuer l'émigration. Une des causes, enfin, de cette diminution, ce sont les lois toujours plus sévères sur l'immigration, la loi notamment sur les ouvriers engagés par contrat, qui, comme celle édictée depuis longtemps sur le débarquement des étrangers, témoigne de dispositions hostiles à l'immigration : cette affluence d'ouvriers qui, par le fait de leur origine, ont de moindres exigences, est considérée, en effet, par une grande partie de la population comme une concurrence fâcheuse. Bien que le nombre des émigrants touchés par ces lois, parmi ceux notamment qui viennent de l'Europe occidentale, ne soit pas considérable, la peur d'être renvoyés en empêche beaucoup de se rendre aux Etats-Unis.

Dans cet exercice encore il s'est produit un certain nombre de cas où des émigrants expédiés par des agences se sont heurtés à des difficultés en arrivant aux Etats-Unis. Nous citerons les cas suivants en guise d'avertissement :

1. Plusieurs personnes furent renvoyées comme étant de celles dont la profession fait craindre qu'elles ne tombent au bout de peu de temps à la charge de l'assistance publique ; c'est ce qui advint à un commis et à un homme qui se donnait pour maître d'hôtel. L'autorité fut d'avis que ces deux personnes, ainsi qu'un jeune homme sans profession, trouveraient difficilement à s'occuper et ne disposaient pas de moyens de subsistance suffisants. A combien doivent se monter ces moyens pour être estimés suffisants, cela dépend de la profession de l'émigrant.

2. Deux émigrants furent réexpédiés en Europe à bord du navire qui les avait amenés à New-York, parce qu'ils étaient atteints d'infirmités corporelles ; l'un était privé des premières phalanges de trois doigts de la main gauche : l'autre boitait. Tous deux pourtant avaient déjà été aux Etats-Unis, sans que leur débarquement eût fait de difficulté.

3. Plusieurs femmes furent également renvoyées, parce qu'elles approchaient de leur terme. L'une toutefois fut autorisée à rester, celui qui l'accompagnait s'étant décidé à l'épouser à l'hôpital du dépôt des émigrants, où il avait fallu la transporter.

4. L'exemple suivant donnera une idée des compétences de la commission. Un jeune homme voulait continuer son voyage de New-York à Ohio ; mais la commission lui enjoignit, sous peine de renvoi, de se rendre à Orégon, où il avait un frère. D'un côté, on estima que la commission favorisait certaines lignes de chemins de fer ; de l'autre, l'autorité d'immigration fut excusée sur le devoir qu'elle avait d'empêcher une trop grande affluence d'immigrants dans les centres populeux et sur son droit de les diriger vers les endroits où ils trouveraient plus vite de l'occupation que dans ceux où ils comptaient se rendre.

5. Dans quelques cas, le représentant du consulat à New-York a obtenu de l'autorité d'immigration qu'elle revint sur sa décision de renvoi. Remarquons enfin qu'il n'est pas exact, comme on le croit assez généralement, que la sévérité des lois sur l'immigration ne touche que les passagers d'entre-pont : les passagers de cabines l'ont également éprouvée. En revanche, ces lois ne s'appliquent pas aux personnes qui sont en possession de papiers américains ou reçoivent de l'Union une pension militaire.

II. Quatre personnes ont émigré au Canada et 5 au Mexique.

B. *Amérique centrale et Amérique du sud.* — 1. Deux personnes ont émigré dans l'Amérique centrale (Martinique).

2. A destination de l'Amérique du Sud ont émigré 243 Suisses (307 en 1897), se répartissant comme suit : Brésil 48, Uruguay 7, Argentine 168, Chili 16, Venezuela 2, Pérou 2.

Depuis 1889, l'émigration dans l'Amérique du sud n'a cessé de diminuer ; elle n'a jamais eu l'importance de celle dans l'Amérique du nord et n'a qu'une seule fois atteint un chiffre élevé, lorsque certains pays, comme l'Argentine, le Chili et le Brésil, ont eu recours à des moyens artificiels, paiement partiel ou total du prix de la traversée, avances pour l'expédition dans l'intérieur du pays et la première installation, cession de terrains dans des conditions soi-disant avantageuses, etc., pour détourner sur leur territoire le flot de l'émigration européenne. Les déceptions de beaucoup, les promesses de facilités non tenues, l'insécurité de contrées peu peuplées, où il arriva malheur à maints colons, et la situation économique générale déplorable, telles furent les causes principales qui amenèrent un recul de l'émigration dans ces pays. Aujourd'hui, le Brésil et l'Argentine seuls donnent lieu à quelques remarques particulières.

Dans notre rapport de gestion pour 1897, nous vous informions de la fondation d'une colonie suisse modèle dans l'Etat brésilien de São Paulo et de notre refus, en vertu de l'article 10 de la loi du 22 mars 1888, d'autoriser cette entreprise. Nous ajoutions que, grâce à l'active propagande des nommés J. Keller, de Hedingen, et J. Zumstein, de Mellingen, un certain nombre de familles des cantons de Zurich et d'Argovie avaient émigré pour cette colonie, qui porte maintenant le nom de Nucleo de Campos Salles. Les premières nouvelles des émigrés, semble-t-il, n'étaient pas mauvaises et ont engagé d'autres personnes, le printemps suivant, à suivre leur exemple. On n'a pu savoir exactement qui les avait expédiées. Au mois de septembre, 36 autres personnes partirent pour la colonie ; comme elles payèrent elles-mêmes le prix de la traversée, ce n'est pas la propagande en question, mais les informations de leurs parents qui les avaient décidées à les rejoindre ; il faut donc les considérer comme des émigrants libres. D'autres renseignements, en revanche, étaient moins favorables : l'eau manquait ; on accordait trop de crédit pour l'achat des denrées alimentaires ; celles-ci étaient d'un prix exorbitant. La mésintelligence aussi devait régner parmi les colons, et Keller lui-même avait depuis longtemps quitté la colonie. Beaucoup, disait-on, seraient volontiers retournés dans leur patrie, s'ils en avaient eu les moyens.

2. Dans l'Argentine et au Chili, on semble avoir reconnu que les personnes qui émigrent de leur propre mouvement sont plus propres à coloniser que ceux qui ne partent qu'à l'instigation d'autrui et moyennant l'avance de leurs frais de voyage. Voici des années qu'on ne nous a plus demandé l'autorisation de recruter des colons. Dans cet exercice toutefois, nous avons dû nous occuper de l'affaire suivante.

Un habitant de Zurich nous informa qu'il avait été chargé par un Suisse à Buenos-Aires de fonder une société ayant pour objet l'acquisition dans la République argentine de terrains où les Suisses établis dans ce pays pourraient se réunir et où les compatriotes nouvellement arrivés auraient l'occasion de gagner leur vie dans de bonnes condi-

tions. L'auteur de cette information nous demandait si l'article 10 de la loi fédérale du 22 mars 1888 et l'article 41 du règlement d'exécution du 10 juillet de la même année s'appliquaient aussi aux négociations financières.

Nous avons répondu que l'article 10 de la loi ne laissait subsister aucun doute sur ce point, savoir que quiconque s'occupait à un titre *quelconque* d'une entreprise de colonisation devait en informer d'abord le Conseil fédéral et lui fournir des renseignements complets sur l'entreprise ; qu'en outre une entreprise de ce genre ne pouvait être représentée en Suisse qu'avec l'autorisation du Conseil fédéral.

On nous demandait encore si cette autorité serait en principe favorable à l'entreprise ; nous avons répondu que, d'accord avec l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral avait pour principe de rester étranger à tout ce qui pouvait encourager l'émigration ; qu'il se bornait à constater le fait et à protéger de son mieux les Suisses projetant d'émigrer ou émigrant effectivement.

C. *Autres destinations.* — 33 personnes ont émigré en Afrique (1 en Egypte, 3 à Tunis, 12 à Alger, 1 en Sénégambie, 16 à la colonie du Cap) ; 1 en Asie (Smyrne) et 16 en Australie. Pas d'autre remarque à faire, sinon que le consulat suisse à Melbourne a dû porter plainte contre une agence qui avait expédié deux jeunes gens de constitution faible, ignorant la langue du pays et n'ayant jamais appris aucun métier ; incapables, par suite, de trouver de l'occupation, ils durent au bout de peu de temps être assistés par le consulat et la société suisse.

D. *Commissariat.* — Cette branche de l'administration fédérale compte actuellement dix ans d'existence. Si nous donnons un coup-d'œil rétrospectif à son activité durant la période bien remplie que vient de clore le présent exercice, nous pouvons reconnaître que cette institution au caractère essentiellement philanthropique est de plus en plus comprise et appréciée. Appelée, en tout premier lieu, à éclairer et conseiller les émigrants suisses en vue de les préserver autant que possible d'un faux-pas et de ses suites funestes, elle doit, cela va sans dire, s'occuper intimement des projets et de la situation de chaque intéressé. Cette mission délicate et complexe ne se prête guère à un développement dans notre rapport. Il serait impossible d'y faire figurer une nomenclature même bien sommaire des nombreux cas où le commissariat d'émigration a pu se rendre utile à nos concitoyens. Nous nous bornerons donc à constater que l'accroissement progressif ainsi que la nature même des demandes de renseignements et conseils qui lui parviennent témoignent de la confiance dont il jouit et fournissent la preuve que ses services répondent à un réel besoin. L'utilité de cette institution paraît être reconnue non-seulement en Suisse, mais aussi à l'étranger, car, en 1898, un certain nombre de nos compatriotes séjournant en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Roumanie, en Espagne, au Portugal, voire même aux Etats-Unis d'Amérique, dans la République argentine et sur la côte occidentale de l'Afrique, lui ont demandé des conseils.

Les personnes auxquelles le commissariat a prêté son concours durant l'année qui fait l'objet de ce rapport exerçaient, comme c'est en général le cas, des professions bien diverses. Nous mentionnons

en premier lieu les agriculteurs représentés par des ouvriers de campagne, vachers, laitiers-fromagers, des familles ayant l'intention de s'établir à leur compte ou comme fermiers, des jardiniers, etc. Puis les artisans, menuisiers, serruriers, selliers, ouvriers en bâtiment, horlogers, etc., etc. Des médecins, pasteurs, instituteurs, ingénieurs-électriciens, entrepreneurs, ainsi que des représentants de l'industrie hôtelière et un certain nombre de domestiques, servantes, cuisinières, couturières ont aussi profité des services du commissariat. Bien que les commerçants qui s'en vont occuper, pour plus ou moins longtemps, une place à l'étranger, ne soient en général guère considérés comme émigrants, cette institution a été fréquemment appelée à donner à de jeunes Suisses ayant un emploi en perspective aux pays d'outre-mer, des conseils appropriés aux circonstances et des renseignements détaillés sur le climat de la contrée choisie, les conditions d'existence, le voyage, etc. A cette occasion il lui a été parfois possible de découvrir parmi ces jeunes gens d'utiles correspondants capables de rendre, à leur tour, indirectement des services. De temps à autre, quelque autorité ou des personnes revêtues d'un caractère officiel demandent conseil au commissariat pour des émigrants peu aptes à exposer eux-mêmes leur situation. Cette sollicitude peut d'autant mieux être approuvée que les difficultés attendant au-delà de l'océan celui qui s'expatrie sont aujourd'hui plus sérieuses que jamais.

Les demandes de renseignements parvenues durant le dernier exercice avaient en majeure partie trait à l'Amérique du Nord, représentée surtout par les divers Etats de l'Union : quelques-unes concernaient le Canada et l'Alaska. Venait ensuite l'Amérique du Sud avec le Brésil exceptionnellement en tête ; le reste des demandes se répartissait entre la République argentine, le Chili et quelques autres pays de ce continent. En ce qui concerne l'Afrique, les renseignements portaient sur l'Algérie, la Tunisie, le Transvaal, l'Abyssinie, l'Egypte, le Congo, le Sénégal, Madagascar, etc. Un certain nombre d'autres demandes avaient trait à l'Australie, à diverses contrées de l'Asie, de l'Amérique centrale, des Indes occidentales qui présentent particulièrement de l'intérêt pour nos jeunes commerçants.

Comme d'habitude, nous avons parfois dû recourir aux légations et consulats suisses des pays d'outre-mer afin d'en obtenir des informations de nature spéciale qui ont toujours été fournies avec une grande obligeance.

Nous avons aussi prié les gouvernements cantonaux de vouloir bien continuer à signaler au public l'existence du commissariat en veillant à ce que cela ait lieu assez discrètement pour que personne ne soit, de ce fait, incité à émigrer sans raison. A ce point de vue là aussi nous avons lieu d'être satisfaits des résultats obtenus.

Le chef du commissariat a effectué durant le dernier exercice, à destination du Havre, port vers lequel nos émigrants se dirigent en majorité, deux voyages d'accompagnement qui lui ont permis de se maintenir au courant du service d'expédition par cette voie, comme aussi de se rendre utile à maint compatriote. Il nous a remis, ainsi que de coutume, des rapports détaillés sur ces voyages.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

L'empereur d'Allemagne a conféré le titre de prince au comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, pour son action méritoire à la Conférence de La Haye.

GRANDE-BRETAGNE

Discours de la reine à la clôture de la session du Parlement. Séance du 9 août :

Milords et Messieurs,

Mes relations avec les autres puissances continuent à être amicales. La Conférence réunie par l'empereur de Russie, afin de considérer quelles mesures il convenait de prendre pour favoriser le maintien de la paix, vient de clore ses séances. Bien que le résultat de ses délibérations n'ait pas complètement répondu au but élevé qu'elle s'était chargée d'atteindre, elle a néanmoins réussi dans une large mesure.

Tribunal arbitral permanent. — L'institution d'un tribunal arbitral ne peut manquer de diminuer la fréquence de la guerre, alors que l'extension des attributions de la Convention de Genève en mitigera les horreurs.

Convention anglo-française. — J'ai conclu une convention avec le président de la République française. Cette convention détermine les sphères d'influence des deux puissances sur une grande partie de l'Afrique du Nord. Elle était devenue nécessaire, surtout en ce qui concerne la vallée du Nil, à la suite des opérations heureuses de l'armée anglo-égyptienne pendant l'automne de l'année dernière.

Arrangement anglo-russe. — J'ai conclu également un arrangement avec l'empereur de Russie pour le règlement des conditions sous lesquelles les deux gouvernements voudront encourager le développement des chemins de fer entrepris par les sujets des deux pays en Chine.

J'ai reçu une pétition d'un nombre considérable de mes sujets qui résident dans la République Sud-Africaine, me demandant d'intervenir pour obtenir la disparition des griefs et des incapacités légales dont ils souffrent. La position de mes sujets, dans la République Sud-Africaine, est en contradiction avec les promesses qu'ils seraient traités sur un pied d'égalité, promesses sur lesquelles a été basé l'acte par lequel j'ai accordé l'indépendance intérieure à cette République.

L'agitation qui résulte de cet état de choses est une source continuelle de dangers pour la paix et pour la prospérité de mes possessions dans l'Afrique du Sud. Des négociations ont été entamées à ce propos avec le gouvernement de la République Sud-Africaine, et ces négociations continuent à suivre leur cours.

Je continue à recevoir de mon empire des Indes des rapports satisfaisants sur le relèvement de l'agriculture et du commerce dont la dernière famine avait causé la dépression. Mais, pendant les dernières semaines qui viennent de s'écouler, les pluies sont tombées insuffisamment dans une portion des Indes occidentales et centrales, et l'on craint pour les récoltes dans ces régions. Mes officiers

suivent d'un œil vigilant la situation, et des précautions seront prises en temps voulu pour parer à toute disette qui se produirait.

Je regrette d'ajouter que la peste, bien que toujours circonscrite dans les régions affectées l'hiver dernier, ne diminue en aucune façon.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Je vous remercie pour l'esprit libéral avec lequel vous avez pourvu à la défense militaire et navale de mon empire.

Mylords et Messieurs, le fait que les territoires de la compagnie du Royal-Niger viennent d'être compris dans mon empire facilitera la bonne administration de cette région et la défense effective de ses frontières.

C'est avec une vive satisfaction que j'ai donné mon approbation à un bill tendant à compléter l'organisation municipale du gouvernement de Londres. Je suis convaincue que les habitants des diverses parties de la métropole en recueilleront les mêmes bénéfices que des institutions similaires ont conférés à d'autres cités et à d'autres villes de ce pays.

J'ai également été heureuse de sanctionner des bills destinés : à simplifier la législation particulière en Ecosse ; à encourager l'agriculture et l'éducation technique en Irlande ; à amener une meilleure distribution des eaux potables dans la métropole ; à faire disparaître une injustice en ce qui concerne l'aléa des taxes, dont ont trop souffert les bénéficiaires de la dime et à assurer la pureté de certains articles de consommation et de certaines drogues.

J'ai confiance que le bill que vous avez voté pour consolider les divers départements de l'enseignement et pour étendre leur autorité auront pour effet d'améliorer et de compléter notre système d'éducation.

Maisons ouvrières. — Les résolutions que vous avez votées pour faciliter l'acquisition des petites maisons à ceux qui les habitent seront d'un avantage considérable pour les classes ouvrières dans un grand nombre de districts du pays.

Je prie que les bénédictions du Très-Haut s'étendent sur les fruits de vos labeurs pour le bien de mon peuple.

ITALIE

Les premiers résultats du Traité de Commerce franco-italien.

Voici un tableau des marchandises importées de France en Italie pendant le premier semestre de cette année et, pour ces mêmes catégories, les importations de l'année dernière pendant la même période.

	1898	1899
Vin (en tonneaux).....Hectolitres.	768	971
Huiles et essences.....Kilogrammes.	2.972	4.180
Acides.....Quintaux.	5.007	7.411
Savons.....—	1.651	1.963
Laine, déchets et bourre de laine.....Quintaux.	16.708	19.140
Soie teinte.....—	1.055	1.761
Tissus de soie.....—	697	797
Bois de construction.....Tonnes.	1.427	3.415
Papier.....Quintaux.	473	602
Peaux non tannées.....—	6.761	9.728
— tannées.....—	1.512	1.785
Fer et acier.....—	75.270	130.363
Ustensiles (fer et acier).....—	1.665	1.813
Matériel pour chemins de fer.....—	150	1.091
Bijouterie.....Hectogrammes.	197	410
Verreries.....Quintaux.	2.407	2.896
Fromages.....—	457	620
Mercerie.....Kilogrammes.	86.900	99.882

Cette statistique prouve que les importations des genres de luxe ont bénéficié du nouvel accord ainsi que les matières premières et manufacturées des industries métallurgiques, de la laine, de la soie, et de la tannerie.

Voici, par contre, le tableau des *exportations* d'Italie en France pendant les mêmes semestres :

	1898	1899
Vin (en tonneaux).....Hectolitres.	13.282	24.036
Essences..... —	602	990
Tartre.....Quintaux.	3.617	7.404
Laine..... —	592	4.425
Tissus de soie.....Chif.	7.426	19.141
Bois de construction.....Tonnes.	2.403	3.543
Légumes.....Quintaux.	5.234	11.609
Raisins et Fruits..... —	6.748	18.533
Têtes de bétails (bœufs).....	1.632	3.140
— (moutons).....	6.571	11.682
— (Porcs).....	1.527	5.455
Oeufs.....Quintaux.	14.785	19.650
Corail.....Kilogrammes.	854	8.633

ÉTATS-UNIS

Un télégramme de Fort-de-France (Martinique) annonce qu'un ouragan a éclaté à la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Plusieurs maisons ont été démolies et un certain nombre de petits navires ont fait naufrage, tant à la Pointe-à-Pitre que sur d'autres points.

Le croiseur français *Cécille*, qui se trouve à la Pointe-à-Pitre, n'a pas souffert.

On ne signale aucune victime.

RUSSIE

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères de France, est arrivé le 4 août à Saint-Petersbourg.

Il a été reçu à la station de Gatchina par l'ambassadeur de France, comte de Montebello, puis à la gare de Saint-Petersbourg par le personnel de l'ambassade de France; il est descendu à l'hôtel de l'ambassade où il habitera pendant son séjour.

M. Delcassé a été reçu, dans l'après-midi, par le ministre des affaires étrangères, comte Mouravieff, chez qui il a dîné le lendemain avec le personnel de l'ambassade française.

L'entretien d'hier entre M. Delcassé et le comte Mouravieff a duré deux heures.

Le 5, M. Delcassé a visité avec M. de Montebello, ambassadeur de France, la cathédrale de Saint-Pierre et Saint-Paul, la forteresse servant de lieu de sépulture à la famille impériale, la maisonnette historique de Pierre le Grand et la cathédrale de Kazan; il a déjeuné à l'ambassade de France.

Au dîner donné en l'honneur du ministre français par le comte Mouravieff, ont assisté, outre le personnel de l'ambassade de France, les ministres des finances, M. de Witte, de la guerre, général Kouropatkine; de l'intérieur, M. Goremikine; l'amiral Avelane et le ministre de la cour, baron Fredericks.

L'opinion publique russe considère la visite de M. Delcassé comme très opportune; c'est un nouveau témoignage matériel de l'inébranlable maintien de

l'étroite amitié constituant la base fondamentale de l'alliance de la Russie et de la France.

Cet avis est également partagé par les sphères officielles russes.

M. Delcassé a été reçu le 6 à Péterhof par l'empereur et l'impératrice, puis il a été invité par Leurs Majestés à déjeuner.

Pendant un dîner chez M. le ministre des affaires étrangères, M. le comte Mouravieff a porté le toast suivant :

« Messieurs,

« En souhaitant la bienvenue à mon cher collègue de France, je lève mon verre à sa santé et je remercie notre aimable hôte d'avoir, par son rapide voyage, prouvé une fois de plus, à quel point les liens qui unissent si étroitement la France à la Russie ont rapproché Pétersbourg de Paris. »

M. Delcassé a répondu par le toast que voici :

« Messieurs,

« Je suis profondément reconnaissant de l'accueil qui est fait au ministre des affaires étrangères de France ; et, très heureux d'avoir à constater, après vous, Monsieur le comte, que les liens formés pour le bien commun de nos deux pays se sont resserrés encore et ne peuvent que se multiplier ; je vous demande la permission de porter votre santé et d'exprimer la conviction que, par un échange fréquent de visites amicales, se réduira, de plus en plus, la distance entre Saint-Petersbourg et Paris. »

TRANSVAAL

A Prétoria le 7 août, lecture a été faite au Volksraad de la correspondance échangée entre le résident anglais et le gouvernement du Transvaal. Le 12 juillet, arriva une lettre constatant que M. Chamberlain avait télégraphié au haut commissaire dans les termes suivants :

« Si le gouvernement du Transvaal désire que le dernier projet de loi électorale fasse l'objet d'une entente entre l'Angleterre et le Transvaal, le gouvernement anglais demande qu'on lui remette officiellement ce projet avec tous les détails nécessaires, il espère que le Transvaal n'appliquera pas ce projet avant que le gouvernement anglais ait eu l'occasion de l'étudier et de donner son avis. »

En réponse à cette lettre, le secrétaire d'Etat fit les déclarations suivantes :

« Etant donné le refus du haut commissaire, à Bloemfontein, de discuter les propositions du président Krüger, le gouvernement du Transvaal en est arrivé à ne plus considérer le projet Krüger comme un sujet d'entente possible avec le gouvernement anglais. Cependant on a beaucoup apprécié les conseils du haut commissaire.

« Dans la rédaction de la loi électorale, on s'est attaché à se conformer autant que possible à ses avis. Aussi, la nouvelle loi diffère-t-elle à peine de ce qu'avait désiré le haut commissaire. Mais, comme le projet de loi avait déjà été soumis au Volksraad, le gouvernement n'a plus aucun recours et ne peut, comme le désirerait M. Chamberlain, empêcher que la procédure législative suive son cours.

« Le gouvernement du Transvaal exprime sa satisfaction pour l'esprit de conciliation dont a fait preuve le gouvernement anglais et espère qu'une entente parfaite viendra mettre fin à cette crise qui démoralise le Sud-Africain. »

La seconde dépêche de M. Chamberlain était datée du 1^{er} août et invitait le président Krüger à nommer des délégués pour discuter avec des délégués anglais la question de savoir si la nouvelle loi électorale et les autres mesures, relatives par exemple à l'augmentation du nombre des sièges parlementaires et à la représentation effective et immédiate des Uitlanders, nécessitaient des amendements ou des articles additionnels. Les délégués anglais auraient le droit de faire des propositions tendant à améliorer les réformes en question.

Le haut commissaire déclarait espérer sincèrement que le gouvernement du Transvaal accèderait à ces propositions; il comptait voir bientôt réunie la commission mixte.

Le Volksraad, après une séance secrète et une courte délibération, a approuvé la réponse du gouvernement.

TUNISIE

Voici la répartition, par nationalité, des étrangers ayant fait leur déclaration de séjour :

Italiens : hommes 16.351 ; femmes, 10.806 ; enfants, 36.709 ; total, 63.866.

Anglo-Maltaï : 12.732.

Espagnols : 913.

Grecs : 527.

Autrichiens : 302.

Hollandais : 389.

Suisses : 283.

Divers : 485.

Total : 79.497.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ESPAGNE — FRANCE

Accord relatif à l'interprétation des Traités de délimitation.

(4 mai 1899).

Le Président de la République française et S. M. la reine régente d'Espagne, désirant fixer par un accord l'interprétation des traités de délimitation conclus entre la France et l'Espagne les 2 décembre 1856, 14 avril 1863 et 26 mai 1866, et des actes et conventions additionnels à ces traités en ce qui touche les droits et privilèges des frontaliers qui envoient pacager leur bétail hors de la frontière en vertu de contrats de facérie perpétuels ou temporaires, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Ernest-Ludger Agricola Nabonne, ministre plénipotentiaire, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc.

Et S. M. la reine régente d'Espagne,

Don Luis del Arco y Mariategui, comte de Arcenales, ministre résident, chef de section du ministère d'Etat, chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, grand croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique et du Mérite militaire (Croix blanche), commandeur *de numéro* de l'ordre de Charles III et commandeur de la Légion d'honneur de France, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les ayant trouvés en bonne et due forme, et après avoir examiné lesdits traités de délimitation et les actes et conventions additionnels à ces traités, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les frontaliers qui ont le droit d'aller faire pacager leurs troupeaux sur le territoire de l'Etat voisin, en vertu de contrats de facérie, doivent se munir d'un acquit-à-caution au moment

de l'entrée des troupeaux en France ou d'une passe à l'entrée des troupeaux en Espagne.

Art. 2. — La délivrance de l'acquit-à-caution ou de la passe a lieu gratuitement.

Art. 3. — La délivrance de l'acquit-à-caution ou de la passe est subordonnée à la production par les frontaliers d'une pièce indiquant qu'ils viennent faire pacager leurs troupeaux sur le territoire de l'Etat voisin, en vertu de contrats de facerie réguliers. Cette pièce est délivrée par le maire ou l'alcade de la commune à laquelle ils appartiennent. Elle mentionne la date du contrat de pâturage ainsi que le lieu de pacage où les troupeaux ont la faculté de se rendre.

Art. 4. — Les conducteurs de troupeaux doivent déclarer, au bureau des douanes où les animaux sont inscrits, toutes les modifications survenues pendant la saison du pacage dans les troupeaux admis à franchir la frontière.

Art. 5. — Le présent accord entrera en vigueur en France et en Espagne à partir du 1^{er} septembre 1899.

Fait à Bayonne, en double exemplaire, le 4 mai 1899.

(L. S.) Signé : L. NABONNE.

(L. S.) Signé : Comte DE ARCENTALES.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus, par le présent acte, de proroger à la date du 1^{er} mars 1900 le délai primitivement fixé pour la mise en vigueur de l'accord conclu à Bayonne, le 4 mai 1899, et fixant l'interprétation des traités de délimitation signés entre la France et l'Espagne et des actes et conventions additionnels à ces traités en ce qui touche les droits et privilèges des frontaliers qui envoient pacager leur bétail hors de la frontière en vertu de contrats de facerie perpétuels ou temporaires.

Fait à Bayonne, le 28 août 1899.

(L. S.) Signé : L. NABONNE.

(L. S.) Signé : COMTE DE ARCENTALES.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPECHES, NOTES.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Suite (1).

S. E. M. Staal prononce le discours suivant :

« Monsieur le Président, je tiendrais à ajouter quelques mots aux paroles si éloquentes que vous venez de prononcer; je voudrais préciser la pensée dont s'est inspiré le Gouvernement russe et indiquer en même temps les étapes par lesquelles a passé la question qui nous occupe.

Dès le mois d'août 1898, le Gouvernement russe a invité les Puissances à rechercher, dans la voie de la discussion internationale, les moyens les plus efficaces de mettre un terme au développement progressif des armements actuels.

Un accueil empressé et sympathique fut fait à la demande du Gouvernement impérial par toutes les Puissances qui sont représentées ici. Toutefois, malgré l'enthousiasme qui avait salué cette proposition, le Gouvernement russe a jugé nécessaire de se renseigner auprès des Cabinets pour savoir si le moment actuel semblait favorable à la convocation d'une Conférence dont le premier but serait justement cette restriction des armements.

Les réponses qui nous ont été données, l'acceptation du programme esquissé dans la Circulaire du 30 décembre 1898, et dont le premier point vise la non-augmentation pour un terme à fixer des effectifs militaires actuels, nous ont décidés à prendre l'initiative de la Conférence de la Paix. C'est ainsi, Messieurs, que nous nous trouvons réunis à La Haye, animés d'un esprit de conciliation, et que nos bonnes volontés se rencontrent en vue d'une œuvre commune à accomplir.

Nos deux Sous-Commissions ont pris pour cadres les points 2, 3 et 4 de la Circulaire du 30 décembre. Ce sont, sans doute, des difficultés techniques et spéciales, dont je ne suis pas en mesure d'apprécier la portée, qui ont empêché de prendre toutes les décisions désirées. La Commission d'ailleurs a exprimé le vœu de renvoyer quelques-unes de ces questions à une Conférence ultérieure.

Mais nous avons encore à examiner un point essentiel qui est du ressort de la Commission : c'est la question de la limitation des

(1) *Arch. dipl.*, 1900, t. II, p. 163.

budgets et des effectifs militaires. Il me paraît d'autant plus nécessaire d'insister pour que cette importante question fasse l'objet de l'étude la plus approfondie, qu'elle renferme, je le répète, l'idée première qui nous a réunis, celle d'alléger le plus possible le fardeau effroyable qui pèse sur les peuples et qui entrave leur développement matériel et même moral. Les fruits de l'activité humaine sont absorbés dans une proportion croissante par les dépenses des budgets de la guerre et de la marine. Ainsi que l'a fort éloquemment dit l'honorable Général Den Beer Poortugael, il est d'importantes fonctions des nations civilisées qui souffrent de cet état de choses et qui sont reléguées au second plan.

La paix armée entraîne aujourd'hui des dépenses plus considérables que les guerres les plus onéreuses d'autrefois. Si une autre Commission a reçu le mandat d'alléger, de mitiger les horreurs de la guerre, — à vous, Messieurs, incombe la mission tout aussi grande d'alléger les charges de la paix, telles qu'elles résultent de cette concurrence incessante dans la voie des armements.

Il me sera permis d'espérer que, sur ce point tout au moins, l'attente des populations anxieuses qui suivent avec un intérêt soutenu nos travaux, ne sera pas trompé. La déception serait cruelle.

C'est pour cette raison que je vous prie de porter toute votre attention sur les propositions que Messieurs les délégués techniques de Russie vont développer devant vous; vous verrez que ces propositions constituent véritablement un minimum.

Ai-je besoin de dire qu'il ne s'agit point d'utopies ni de mesures chimériques. Il ne s'agit pas de procéder à un désarmement. Ce que nous souhaitons, c'est d'arriver à une limitation, à un temps d'arrêt dans la marche ascendante des armements et des dépenses. Nous le proposons dans la conviction que, si l'accord s'établit, on verra un mouvement en sens contraire s'accroître peu à peu : l'immobilité n'est point du domaine de l'histoire et si, pendant quelques années, nous aurons pu garder une certaine stabilité, tout porte à croire que la tendance bienfaisante à la diminution des charges militaires pourra s'affirmer et se développer. Ce mouvement répondra entièrement aux idées qui ont inspiré les circulaires russes.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour le moment, nous ne tendons qu'à la stabilisation, pour un terme à fixer, des effectifs et des budgets militaires. »

M. le Général Den Beer Poortugael, délégué des Pays-Bas, prend la parole en ces termes :

« Nous voilà en présence du premier thème de la Circulaire du Comte Mouraviëff, qui a été réservé comme la question la plus difficile, mais aussi la plus importante à résoudre. Il mérite certainement que toutes nos facultés soient concentrées en un effort suprême. Il nous faut envisager les grands intérêts des peuples qui s'y rattachent, et je ne crois pas aller trop loin en disant que la question mérite d'être abordée par nous avec une certaine déférence.

Depuis un quart de siècle — vous le savez, Messieurs, mieux que moi — les effectifs des forces armées de terre et de mer et par suite les budgets de guerre de toutes les nations européennes ne font que grandir annuellement. Ils ont atteint à présent des proportions gigan-

tesques, inquiétantes, dangereuses. Quatre millions d'hommes sous les armes avec un total des budgets militaires de cinq milliards de francs par an ! N'est-ce pas effrayant ?

Je le sais bien, ces soldats ne sont tenus sous les armes que pour le maintien de la Paix ; les Souverains n'ont en vue que le salut des peuples qu'ils gouvernent ; les Etats croient sincèrement que tout cet appareil, ces forces armées sont nécessaires pour leur conservation.

Mais ils se trompent. C'est à leur perte inévitable, à leur propre anéantissement lent mais sûr, qu'ils travaillent en continuant dans cette voie.

Veillez bien me comprendre. Je suis loin d'être un utopiste. Jene crois pas à une paix éternelle, je crois même qu'une guerre peut devenir, par exception, inévitable et salutaire, en purifiant, comme l'orage, l'atmosphère politique, et en nous délivrant de maintes bassesses que font naître le matérialisme et le désir de lucre.

Impossible donc de nous passer d'armées et de flottes, mais il ne faut pas exagérer ; il y a des limites à tout et déjà depuis longtemps on les a franchies.

Si j'ai dit que les Etats courent inévitablement à leur perte, c'est que, plus les forces armées s'accumulent, les budgets militaires engloutissent de milliards, les populations sont écrasées sous le poids de charges et d'impôts, plus les Etats sont entraînés sur la pente de l'abîme dans lequel ils finiront par se perdre ; ils s'épuisent et se ruinent.

Cet épuisement peut devenir tel qu'au moment suprême, lorsqu'il s'agira pour l'Etat d'entrer en lice pour sauvegarder l'honneur ou défendre son indépendance, qu'à ce moment le nerf de la guerre, l'argent, fera défaut.

La ruine commence par les Etats les plus pauvres, les plus endettés, elle finira par atteindre les autres. Il n'y a pas de nation, si riche qu'elle soit, qui, à la longue, puisse s'y soustraire.

Vraiment, cet accroissement incessant des armées, des flottes, des budgets, des dettes semble s'être trouvé au fond de la boîte de Pandore ou être le don néfaste d'une méchante fée qui a voulu le malheur de l'Europe. L'Europe semble en proie à un accès de fièvre dans lequel chacun veut surpasser son voisin ; chacun se croit obligé de suivre, si un autre recommence.

De cette précaution à garantir la Paix, il sortira la Guerre. Les augmentations d'effectifs et de dépenses seront la vraie cause de la guerre ; les prétextes abondent.

Comment se soustraire à ce destin fatal ?

On a émis bien des vœux ; philosophes, savants, spécialistes ont suggéré leurs systèmes. Jusqu'ici tout a été tenté en vain.

Mais voilà que se lève la voix d'un des Grands de la Terre, celle du puissant monarque de l'Empire russe. Sentant toutes les misères, comprenant les suites funestes que doivent avoir ces augmentations incessantes, l'auguste Souverain a fait appel à la concorde, à la conscience des Etats ; il a indiqué le remède, c'est-à-dire une entente stipulant seulement la non-augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels et des budgets militaires.

En se bornant au statu quo, en ne demandant pas de réduction de forces, ni un désarmement final ou partiel, l'Empereur semble avoir voulu désarmer d'avance l'opposition.

Je n'ignore pas toutes les difficultés qui existent, mais nous autres militaires, nous savons aussi qu'il n'y en a pas qui soient insurmontables; nous avons toujours appris que vouloir c'est pouvoir.

A nous Etats, liés ensemble par la corde de nos organisations militaires, comme les touristes des Alpes, l'Empereur a dit :

« Faisons un effort commun, arrêtons-nous sur cette pente de l'abîme, si non, nous sommes perdus ! »

Arrêtons-nous ! Messieurs les délégués à nous de faire cet effort suprême; il en vaut la peine :

Tenons ferme. »

M. le Colonel Gilinsky prend la parole et dit :

« Le programme du Gouvernement russe vise deux objets :

Le premier est humanitaire, c'est d'éloigner la possibilité même de la guerre et d'en diminuer autant que possible les maux et les calamités.

Le second est fondé sur des considérations économiques : diminuer autant que possible le poids énorme des charges pécuniaires que toutes les nations se trouvent obligées de supporter pour l'entretien des armées en temps de paix.

A la première tâche travaillent les Commissions destinées à élaborer les lois de l'arbitrage, des bons offices, les lois et usages de la guerre de terre, l'adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime.

J'espère que leurs travaux seront couronnés d'un bon succès, mais il est permis de demander, Messieurs : les peuples représentés à la Conférence seront-ils entièrement satisfaits si, en sortant d'ici, nous leur apportons l'arbitrage et les lois pour la guerre et rien pour le temps de paix, de cette paix armée qui pèse si lourdement sur les nations, qui les écrase au point qu'on entend dire parfois qu'une franche guerre vaudrait peut-être mieux que cet état de guerre sourde, cette concurrence continuelle où tout le monde met en avant de nombreuses armées, plus nombreuses maintenant en temps de paix qu'elles n'étaient autrefois au moment des plus grandes guerres.

Les différents pays n'ont à soutenir des guerres que tous les 20 ou 30 ans.

Mais cette paix armée qui dure des dizaines d'années, qui précède la guerre et qui la suit, c'est elle qui menace de ruiner les nations par l'énormité des armées en temps de paix, l'augmentation continue des effectifs et les fréquents changements des armements.

On peut me faire l'observation, et je l'ai déjà entendue, que, quoique les armées aient considérablement augmenté, les populations s'étant aussi accrues, le poids des dépenses retombe sur un plus grand nombre de contribuables. Mais n'est-il pas vrai que les armées grandissent en disproportion avec l'augmentation de la population, que la vie est devenue plus chère et que l'entretien du soldat et de son armement est aujourd'hui beaucoup plus onéreux ?

En effet, ce budget de la guerre engloutit actuellement une grande partie des recettes du pays et l'entretien des troupes en temps de paix devient un fardeau trop lourd. J'ai entendu dire aussi que l'argent qu'on dépensait pour le changement des armements restait dans le pays. Cela est *peut-être* vrai pour les pays qui fabriquent eux-

mêmes leurs canons et leurs fusils ; pour les autres nations cet argent s'en va hors du pays.

Mais, même pour les pays si heureusement privilégiés, est-ce un réel avantage pour toute la population, pour tous les contribuables quand on dépense l'argent pour la fabrication des armes en se consolant par le fait que l'argent reste dans le pays ? Soit encore si on paie argent comptant. Mais si, pour fabriquer la nouvelle arme, on fait un nouvel emprunt, même dans l'intérieur du pays ? Le fabricant a reçu son argent, l'ouvrier son salaire, mais l'opération n'est pas encore terminée pour la population, la dette reste, et tous, pay-sans et industriels, ouvriers et propriétaires sont obligés pendant de longues années de payer cette dette jusqu'à son amortissement, d'en payer les pour cent dont la somme totale dépasse en 30 à 40 ans le montant de la dette originale. Non, Messieurs, quand on envisage franchement la question, on ne peut pas nier que le développement des armements ne soit la ruine des nations. Et les nations le comprennent bien. De là, les nombreuses preuves de sympathie à la Conférence de la Paix et les vœux chaleureux adressés par les populations de différents pays à l'auguste Initiateur de cette Conférence.

En outre, l'augmentation continuelle des forces armées n'atteint pas son but, car la proportion entre les forces de différents pays reste toujours la même. Un Gouvernement quelconque augmente ses troupes entretenues en temps de paix, forme de nouveaux bataillons ; son voisin suit immédiatement son exemple et renforce son armée d'autant qu'il est nécessaire pour garder la proportion : le voisin du voisin en fait autant et ainsi de suite ; les effectifs augmentent, mais la proportion entre les forces des différentes nations reste toujours à peu près la même.

Dans l'armée territoriale, dans les réserves, c'est encore la même chose. On emploie des moyens différents ; les uns diminuent le nombre des années que le soldat reste sous les drapeaux, les autres augmentent le nombre des années que le soldat reste dans la réserve ; mais on tend au même but et on atteint le même résultat : la proportion entre les forces armées des différents États ne change pas.

Voilà les considérations qui ont donné à mon auguste Souverain et au Gouvernement russe l'idée de proposer une entente, ayant en vue d'arrêter, ne fût-ce que pour quelque temps, la marche rapide des armements.

Nous ne vous proposons du reste rien de nouveau. La fixation des effectifs et des budgets de la guerre se pratique depuis longtemps dans quelques pays.

Ainsi, en Allemagne, il y a le septennat, c'est-à-dire que le total des troupes en temps de paix est fixé pour 5 à 7 ans. En Russie, le budget de la guerre est aussi fixé pour 5 ans. Il s'agit donc de procédés connus qui se pratiquent depuis longtemps, qui n'effrayent personne et donnent de bons résultats ; il s'agit de les adopter, à titre d'essai, pour un temps plus court si vous le voulez. Il n'y a ici de nouveau que la décision, le courage de constater et de dire qu'il est temps de s'arrêter. Et la Russie vous propose : arrêtons-nous. Elle vous invite à mettre un terme au développement excessif des forces militaires au moment où elle-même est encore bien loin d'atteindre le maximum de

ce développement, car de tous les jeunes gens qui sont astreints au service militaire, nous ne faisons entrer dans les rangs en Russie que 26 à 29.5 pour cent, tandis que les autres États en arrivent au double et même à plus.

Il n'y a donc aucun égoïsme dans la proposition russe; c'est une idée, une proposition d'ordre purement humanitaire et de portée économique que vous pouvez accepter et discuter sans méfiance.

Le programme qui est soumis à votre discussion est le programme russe.

Nous ne pouvons pas en discuter un autre, puisqu'aucun autre programme n'a été présenté par les Gouvernements qui ont accepté l'invitation à la Conférence. Mais, dans les limites du programme russe, toute proposition d'un autre pays, facilitant un accord, serait certainement la bienvenue. La proposition qui vous est soumise n'est pas encore une formule qu'il ne resterait qu'à voter.

La Circulaire du 12 janvier le dit clairement : c'est un des thèmes « soumis à la discussion internationale au sein de la Conférence ». Il s'agit donc d'abord de le discuter, d'entendre les propositions, les idées des autres Gouvernements pour trouver ensuite une formule à voter. Il ne s'agit absolument pas de diminuer le total des troupes, qui existe actuellement, mais uniquement de ne pas l'augmenter, pendant un certain temps, à titre d'essai.

Il n'est pas question de mettre des entraves aux Gouvernements dans l'organisation de leurs troupes, d'empêcher la création de nouvelles unités qu'on pourrait bien organiser en diminuant les effectifs des unités existantes sans augmenter seulement le total des troupes. Il s'agit donc, je le répète encore, de ne plus augmenter le total des troupes existant actuellement et cela encore pour un temps court et à titre d'essai pour reconnaître, s'il serait possible de faire plus tard dans une Conférence suivante la même proposition pour un temps prolongé.

Quant à la réduction des effectifs, je vous prie, Messieurs, d'oublier complètement ce second thème pendant la discussion du premier, d'abord, parce qu'il ne serait possible de le discuter que dans le cas seulement où une entente se ferait sur le premier thème : sur la non-augmentation pendant un certain temps du total des troupes existant aujourd'hui.

Et même dans ce cas, la discussion du second thème dans cette Conférence ne serait que théorique : « étude préalable » comme dit la Circulaire « des voies dans lesquelles pourrait se réaliser dans l'avenir une réduction des effectifs ». Ce ne serait alors qu'un échange d'idées qui serviraient de bases aux Gouvernements pour étudier ces questions destinées à la discussion peut-être dans une des Conférences suivantes.

Pour la présente Conférence, Messieurs, nous nous trouvons donc en face de questions et de propositions parfaitement réalisables et en face d'une décision qui devient de plus en plus urgente.

L'idée de l'Empereur de Russie est grande et généreuse. Mal comprise au commencement, elle a fini par envahir tous les peuples ; car les peuples ont bien compris que cette idée ne vise que la paix et la prospérité de tous. Le grain est donc tombé dans un sol fertile : l'esprit humain est éveillé ; il travaille autour de lui, le fait pousser et

bientôt, j'en suis sûr, ce grain donnera de beaux fruits. Si ce n'est pas cette première Conférence, c'est une Conférence suivante qui acceptera l'idée, car elle répond à la nécessité, aux besoins des nations. Nous sommes les premiers, Messieurs, appelés à cultiver cette idée, à résoudre le problème; ne cédon's donc pas aux autres cet honneur, faisons un suprême effort; en y mettant du bon vouloir et de la confiance, nous arriverons, j'espère, à une entente si ardemment désirée par toutes les nations. »

La Commission décide l'impression au compte-rendu sommaire de ces quatre discours.

Les propositions déposées par le Colonel Gilinsky, délégué de Russie, concernant les moyens de mettre un terme au développement des armements ultérieurs, sont conçues comme suit :

1. Etablissement d'une entente internationale pour un terme de cinq ans, stipulant la non-augmentation du chiffre actuel des effectifs de paix des troupes entretenues dans les métropoles.

2. Fixation, en cas de cette entente, s'il est possible, du chiffre des effectifs de paix des armées de toutes les Puissances, non compris les troupes coloniales.

3. Maintien, pour le même terme de cinq ans, du montant du budget militaire actuellement en vigueur.

M. le Colonel Künzli demande à l'Assemblée de renvoyer à une séance ultérieure l'examen des propositions importantes que vient de formuler le Colonel Gilinsky au nom du Gouvernement russe.

M. le premier délégué de Perse, l'Aide-de-camp Général Mirza Riza Khan, Arfa-ud-Dovleh prononce le discours suivant :

« Pendant la durée de la Conférence on a prouoncé de si nombreux et de si éloquents discours qu'il serait très risqué de ma part de prendre la parole dans une langue qui n'est pas la mienne.

Le Gouvernement russe ayant fait l'honneur à la Perse de l'inviter à prendre part à la Conférence de la Paix et d'y envoyer un représentant, et Sa Majesté Impériale le Shah, mon Auguste Souverain, ayant daigné me choisir pour remplir cette honorable mission, les journaux en Russie et en Suède, notamment ceux de Saint-Pétersbourg et de Stockholm, où je suis également accrédité, ont salué ma nomination par des articles sympathiques et cela d'autant plus que j'appartiens tant soit peu au monde des lettres. Quant aux journaux de mon pays, ils ont exprimé les sentiments les plus chaleureux.

Toutes ces marques d'intérêt m'imposent le devoir d'ajouter aussi de mon côté quelques mots à l'appui de la grande cause qui est celle de l'humanité entière et dont nous avons à nous occuper ici. A tous les éloges dont le but humanitaire de la Circulaire du Comte Mouravieff a fait l'objet, je ne saurais rien ajouter. Mais, d'autre part, des critiques ont été soulevées; on est allé jusqu'à attribuer des motifs d'égoïsme à la généreuse initiative dont la Circulaire est le résultat.

Ayant l'honneur de connaître personnellement S. M. l'Empereur Nicolas II dont j'ai pu apprécier les sentiments de noblesse et de bonté, je suis heureux de déclarer hautement ici que toutes les propositions du Gouvernement russe émanent du cœur magnanime de son Souverain. C'est sans flatterie ou arrière-pensée que je fais cette

déclaration. Permettez-moi, Messieurs, de vous citer une preuve de Ses sentiments nobles et élevés.

Dans la première année après ma nomination au poste de représentant de Perse à la Cour de Russie, j'accompagnais à cheval l'Empereur qui se rendait du Palais d'Hiver au Champ de Mars pour assister à la revue qui avait lieu à la veille du départ de l'Empereur pour Moscou où Il allait être couronné. Un peu souffrant ce jour-là, je suis glissé évanoui de mon cheval.

L'Empereur, s'en apercevant, a arrêté son brillant cortège et Il n'a continué son chemin que lorsque j'avais été mis en voiture. Pendant la revue, Il envoya plusieurs fois Ses aides-de-camp pour s'informer de mon état.

Notre célèbre poète Saadi s'est exprimé ainsi pour qualifier la fierté :

« Son regard ressemble à celui d'un roi qui fait passer devant soi son armée. »

Le jeune Empereur, autocrate de 26 ans, qui, pour la première fois, après Son avènement au trône, passait la revue d'une brillante armée de 30.000 hommes, n'a pas, dans ce moment de légitime fierté, oublié un accident qui venait d'arriver à un étranger. Eh bien, celui qui agit ainsi ne peut être égoïste, et ses actions, l'initiative qu'Il a prise pour cette Conférence, ne peuvent émaner que d'un cœur bon et noble.

A la réception des délégués de la Conférence au Palais de La Haye, vous avez pu vous convaincre combien S. M. la Reine des Pays-Bas s'intéressait à notre œuvre et au résultat qu'on pourrait en espérer.

Messieurs, remplissons vis-à-vis du monde civilisé notre devoir et ne décourageons point leurs Majestés la jeune Reine Wilhelmina et le jeune Empereur Nicolas II.

De tout mon cœur je souhaite que la haute initiative de l'Empereur et les bons vœux de la Reine soient couronnés de succès pour le bien de notre postérité.

A la demande du Président, le délégué technique de la marine impériale de Russie, le Capitaine de frégate M. Schéine, dépose sur le bureau le texte de ses propositions relatives aux armements navals. Elles sont conçues dans ces termes :

Accepter le principe de fixer, pour un terme de trois ans, le montant des budgets de la marine avec l'engagement de ne pas en augmenter le total pendant cette période triennale et l'obligation de faire connaître à l'avance pour la dite période :

1. Le total des tonnes des vaisseaux de guerre, qu'on se propose de construire, sans préciser les types mêmes des bâtiments;
2. Le nombre des officiers et des équipages de la marine;
3. Les dépenses pour les travaux des ports tels que forts, bassins et arsenaux..., etc.

La séance est levée.

Cinquième séance. — 26 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Le procès-verbal de la séance du 23 juin est lu et approuvé.

Le Président demande à MM. Gilinsky et Schéine s'ils désirent

développer de plus près les propositions qu'ils ont formulées à la dernière séance et dont le texte imprimé a été distribué aux membres de la Commission.

M. le Colonel Gilinsky prend la parole en ces termes :

« Après la séance du vendredi 23 juin, on m'a adressé plusieurs questions concernant les propositions russes que j'ai eu l'honneur de soumettre à la discussion de la première Commission et je demande à présent la permission de donner quelques explications.

On m'a fait observer que les deux premières propositions traitent la même question : pourquoi donc la partager en deux parties ? Il y a pourtant une différence entre ces deux propositions ; c'est-à-dire que la seconde est la suite de la première. La première traite la question en général : la question de principe. La Russie vous propose d'établir une entente stipulant la non-augmentation du chiffre actuel des effectifs de paix entretenus dans les métropoles. Si nous arrivons à une pareille entente, c'est alors que paraît la seconde proposition, la question des chiffres. Chaque pays devra déclarer, si nous le trouvons nécessaire, le total en chiffres ronds ou en chiffres précis, — c'est encore selon notre décision — de ses troupes entretenues en temps de paix. Il est à définir s'il est question du nombre des soldats seulement sans compter les officiers et les sous-officiers. Notre proposition vise seulement le nombre total des soldats.

Il faudra déclarer ensuite le nombre total des recrues pour chaque année et qui ne pourra pas être dépassé pendant la durée de l'entente. Enfin, il faudra fixer le nombre d'années que le soldat reste sous les drapeaux, car vous savez bien, Messieurs, que le changement de ce terme influe sur le total de l'armée territoriale.

Voilà de quoi il s'agit dans le *second paragraphe de la proposition russe*.

Dans les deux propositions, il s'agit des troupes entretenues dans les métropoles ; les troupes coloniales sont exclues ; car les colonies se trouvant toujours en danger ou même en état de guerre, il ne paraît donc pas possible d'interdire l'augmentation des troupes coloniales. La Russie n'a pas de colonies proprement dites, des possessions absolument séparées par la mer. Mais, nous avons des territoires qui, sous le point de vue de leur défense, se trouvent dans les mêmes conditions que les colonies, car ils sont séparés du pays sinon par la mer, du moins par des distances énormes et la difficulté des communications : c'est l'Asie Centrale et la circonscription militaire de l'Amour. Les deux sont extrêmement éloignées du centre de l'empire ; dans les deux les troupes sont peu nombreuses et se trouvent en face d'armées très considérables qui sont plus près de nos troupes que les renforts que nous pouvons envoyer de Russie. Il n'y a donc pas moyen de mettre ces territoires éloignés dans les mêmes conditions que le centre du pays et de s'interdire la possibilité d'augmenter ces troupes en cas de nécessité ; par conséquent, ces territoires doivent être considérés comme des colonies.

Le troisième point vise le budget ordinaire, c'est-à-dire le budget nécessaire pour l'entretien des troupes existantes ; la fabrication des armes et les constructions qui ne sortent pas de l'ordinaire. Mais quand il s'agit du changement complet de canons ou de fusils ainsi

que de la reconstruction des places fortes exigée par l'effet du nouveau canon de siège, la fabrication de la nouvelle arme demande des sommes énormes qui ne peuvent être trouvées dans les limites du budget ordinaire. Ces sommes là sont demandées par les Gouvernements de tous les pays en dehors du budget ordinaire ; c'est le budget extraordinaire qui ne peut être ni prévu ni fixé. La haute Assemblée, ayant sanctionné le changement des armements, a sanctionné d'avance aussi le budget extraordinaire. »

Le Président demande si d'autres membres ont à développer quelque proposition concernant le premier thème de la circulaire du Comte Mouravieff.

Personne ne demandant la parole, il ouvre la discussion sur les propositions russes et demande si tous les délégués ont reçu de leurs Gouvernements respectifs des instructions qui leur permettent de se prononcer.

Les Délégués de Siam, de Danemark et de Serbie déclarent que les instructions qu'ils avaient demandées ne leur sont pas encore parvenues.

M. le Colonel Uyehara, délégué du Japon, dit qu'il ne s'est pas encore adressé à son Gouvernement afin de recevoir des instructions.

Le Président consulte la Commission sur la question de savoir s'il y a lieu d'aborder immédiatement la discussion du fond, ou s'il y aurait lieu de charger les deux Sous-Commissions techniques ou d'autres délégués d'un examen préalable.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff juge préférable d'entamer immédiatement la discussion générale, sauf à décider après s'il y a lieu, oui ou non, de renvoyer l'examen aux deux Sous-Commissions.

Cette manière de procéder est adoptée.

La discussion générale est ouverte.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff s'exprime en ces termes :
« Messieurs,

« Notre honoré camarade, M. le Colonel Gilinsky nous a demandé, non pas de voter mais de discuter les propositions qu'il a formulées en rapport au premier point de la circulaire du Comte Mouravieff.

Je me crois obligé de me rendre à cet appel et d'expliquer mon opinion. Je le ferai en toute franchise et sans aucune arrière-pensée. Mais tout d'abord, je tiens à répondre quelques mots à M. le Général den Beer Poortugael, qui s'est fait le chaleureux défenseur de ces propositions avant qu'elles nous aient été soumises. Il l'a fait dans un langage élevé et pittoresque que je lui envie et dont nous sommes unanimes à reconnaître la haute éloquence. Mais je ne saurais m'associer à toutes les idées qu'il a exprimées. « Quis tacet consentire videatur », dit un proverbe latin et je ne voudrais pas que mon silence fût pris pour un assentiment.

Je ne crois pas qu'il y ait parmi mes honorés collègues un seul prêt à concéder que son Souverain, son Gouvernement, soient en train de travailler à la perte inévitable, à l'anéantissement lent, mais sûr, de sa patrie. Je n'ai aucun mandat de parler pour mes honorés collègues, mais quant à l'Allemagne, je puis complètement rassurer ses

amis et dissiper toutes les bienveillantes angoisses. Le peuple allemand n'est pas écrasé sous le poids des charges et des impôts; il n'est pas entraîné sur la pente de l'abîme, il ne court pas à l'épuisement et à la ruine. Bien au contraire; la richesse publique et privée augmente, le bien-être commun, le *standard of life*, s'élève d'une année à l'autre.

Quant au service obligatoire qui est intimement lié à ces questions, l'Allemand ne le regarde pas comme un fardeau pesant, mais comme un devoir sacré et patriotique à l'accomplissement duquel il doit son existence, sa prospérité, son avenir.

Je reviens aux propositions du Colonel Gilinsky et aux arguments mis en avant qui, à mon avis, ne concordent pas tous entre eux.

D'une part, on craint que les armements excessifs puissent amener la guerre, de l'autre, que l'épuisement des moyens économiques ne rende la guerre impossible.

Moi, j'ai trop de confiance en la sagesse des Souverains et des nations pour partager des craintes semblables.

D'un côté, on prétend de ne demander que des choses qui se pratiquent depuis longtemps dans quelques pays et que dans ce cas il ne se présenterait pas de difficultés techniques. D'autre part, on a dit que c'était justement la question la plus difficile à résoudre pour laquelle il faudrait un effort suprême.

Je suis tout à fait de ce dernier avis. Nous rencontrerons en effet des obstacles insurmontables, des difficultés qu'on peut appeler techniques dans un sens un peu élargi du terme.

Je pense que la question des effectifs ne peut pas être envisagée toute seule, à part, dégagee d'une foule d'autres questions auxquelles elle est presque subordonnée.

Tels sont par exemple le degré d'instruction publique, la durée du service actif, le nombre des cadres établis, les effectifs des unités de troupes, le nombre et la durée des rappels sous les drapeaux, c'est-à-dire, les obligations militaires des anciens soldats, l'emplacement des corps de troupes, le réseau des chemins de fer, le nombre et la situation des places fortes.

Dans une armée moderne tout cela se tient et forme en son ensemble la défense nationale que chaque peuple a organisée d'après son caractère, son histoire, ses traditions, tout en tenant compte de ses ressources économiques, de sa situation géographique et des devoirs qui lui incombent.

Je crois qu'il serait très difficile d'opposer à cette œuvre éminemment nationale une convention internationale. On ne saurait fixer l'étendue et la grandeur d'une seule partie de ce rouage compliqué.

On ne peut pas parler des effectifs sans tenir compte des autres éléments, que j'ai énumérés d'une façon très incomplète.

Du reste, on parle seulement des troupes entretenues dans les métropoles; le colonel Gilinsky nous en a donné la raison, mais il y a des territoires qui ne font pas partie de la métropole, mais en sont si rapprochés que les troupes y stationnées participeront certainement à une guerre continentale. Et les pays d'outre-mer? Comment pourraient-ils admettre une limitation de leurs troupes si les armées coloniales qui seules les menacent restent en dehors de la Convention?

Messieurs : Je me suis borné à indiquer d'un point de vue général

quelques-unes des raisons qui, d'après moi, s'opposent à la réalisation du désir, certes unanime, d'aboutir à une entente sur la question qui nous occupe.

Permettez-moi d'y ajouter quelques mots qui se rapportent à la situation spéciale du pays que j'ai l'honneur de représenter dans cette enceinte.

En Allemagne, le chiffre des effectifs résulte d'une entente entre le Gouvernement et le Reichstag et pour ne pas répéter chaque année les mêmes débats, on est convenu de le fixer pour un délai d'abord de sept, puis de cinq ans.

C'est un des arguments dont M. le colonel Gilinsky s'est servi en déclarant qu'il ne nous demande rien de nouveau. En effet, Messieurs, à première vue cet arrangement pourrait paraître nous faciliter l'adhésion à une proposition tendant au même effet.

Mais, abstraction faite de ce qu'il y a une grande différence entre une loi interne et une convention internationale, c'est précisément ce quinquennat qui nous empêcherait en réalité de prendre l'engagement voulu.

Deux raisons s'y opposent. D'abord, le délai international de 5 ans ne concorderait pas avec le terme national de 5 ans, ce qui constituerait un grave inconvénient.

Ensuite, la loi militaire actuellement en vigueur ne donne pas un chiffre fixe et immuable des effectifs, mais en prévoit au contraire une augmentation constante jusqu'en 1902 ou 1903, date à laquelle la réorganisation commencée au cours de cette année-ci sera terminée. Jusque-là, il serait donc impossible pour nous de maintenir même pour deux années consécutives le même chiffre des effectifs.»

M. le colonel Gilinsky répond qu'il lui est impossible de parler contre les raisons d'ordre intérieur qu'a fait valoir le délégué d'Allemagne. S'il propose une entente, c'est qu'il croit possible pour les Etats de prendre des arrangements adéquats.

En ce qui concerne l'Allemagne, l'augmentation en cours n'est pas tellement considérable qu'on ne puisse l'arrêter pour la courte période de 5 ans ou même moins. L'armée allemande n'en souffrirait point.

Quant à la richesse du pays, le colonel Gilinsky n'a pas dit que tous les pays s'appauvrissent, il y en a qui progressent malgré les charges militaires; mais celles-ci ne sont certainement pas un auxiliaire de la prospérité publique. Les armements successifs ne sont pas de nature à augmenter la richesse des Gouvernements, bien qu'ils puissent profiter à quelques personnes. Il concède volontiers que les chemins de fer ont une grande influence sur la défense du pays. Une armée devrait être beaucoup plus nombreuse si elle n'était pas reliée à l'intérieur par de nombreuses voies ferrées.

Les chemins de fer augmentent la possibilité de porter secours sur tous les points de la frontière. C'est pourquoi justement un pays riche en chemins de fer peut diminuer son armée ou du moins ne plus l'augmenter.

En ce qui touche les pays d'outre-mer, il admet des exceptions, notamment pour ceux dans lesquels l'armée est petite ou en train de se former. Il s'agit ici non pas d'adopter en bloc une règle générale,

mais de trouver une formule qui donne satisfaction sinon à tous, du moins à un grand nombre.

M. le colonel de Gross de Schwarzhoff n'a que quelques mots à répondre. Il craint de ne pas avoir été compris.

Il n'a pas nié qu'on pût trouver un autre emploi peut-être plus humanitaire à l'argent dépensé pour les armements, il a seulement voulu répondre à un langage, qui, peut-être, et d'après lui sûrement, est un peu excessif. Le chiffre des effectifs seul ne donne pas une juste base de comparaison de la force des armées, mais il y a une foule d'autres choses qu'il faut prendre en considération. Tout en gardant le chiffre de ses effectifs, une Puissance quelconque peut augmenter ses forces guerrières. L'équilibre qui est censé exister à présent, sera détruit. Pour le rétablir, il faut bien que les autres Puissances qui, peut-être, ne seront pas à même d'employer les mêmes mesures, soient libres de choisir entre tous les moyens qui leur conviennent.

M. le Jonkheer van Karnebeek désire prendre la parole, non seulement parce que le délégué allemand a mis le général den Beer Poortugael personnellement en cause, mais parce que ses considérations touchaient également un côté de la question qui pouvait être abordé par les délégués non-techniques.

Il déclare que, si le colonel de Gross de Schwarzhoff soutient que les propositions russes soulèvent des difficultés techniques très grandes, peut-être même insurmontables, ce n'est pas lui qui prétendra le contraire. Si cependant le sens des paroles du colonel est que la question ne mérite pas l'attention la plus sérieuse de la Conférence et même du monde entier, et que les raisons qui ont décidé le Gouvernement russe à soumettre ces propositions à la Conférence ne sont pas fondées, il se permet de déclarer qu'il est d'un avis diamétralement opposé, et il ne sera pas le seul à l'être.

Certes, il se peut que dans quelques pays les charges militaires pèsent moins lourdement qu'ailleurs, mais il faut bien reconnaître que les sommes consacrées aux armements pourraient, même dans ces pays, être employées plus utilement dans un but différent.

Il est d'autres pays où l'on ne se place pas au point de vue du délégué allemand et où les charges pèsent d'une façon évidente sur la prospérité publique.

M. de Gross de Schwarzhoff sera le premier à avouer que la question ne doit pas seulement être envisagée du point de vue des pays dont la prospérité en apparence n'a pas encore souffert par les armements; mais même dans ces États, on doit se demander si ces dépenses sont vraiment nécessaires pour la défense nationale ou si elles sont plutôt la conséquence de la concurrence internationale, sur ce terrain. Or, l'idée fondamentale des propositions russes est justement qu'on pourrait arriver à diminuer le fardeau des armements, si on parvenait à s'entendre pour diminuer cette concurrence internationale.

Mais il faut encore envisager la question à un autre point de vue.

Pour les différents Gouvernements, il y a non seulement un danger extérieur à prévoir, mais ils ont aussi à tenir compte de l'opinion intérieure, qui peut devenir à la longue un péril.

Les charges militaires énormes qui pèsent sur les nations peuvent

donner des armes dangereuses contre l'ordre social établi dans les différents pays. Et si, en raison des difficultés techniques, nous nous déclarions trop facilement incapables de faire un effort pour arriver à une solution de cette importante question, nous jouerions le jeu de ceux qui trouvent leur avantage dans un soulèvement contre l'ordre existant.

M. le Dr Stancioff, premier Délégué de la Bulgarie, prononce le discours suivant :

« J'ai l'honneur de prendre la parole pour affirmer la sympathie de la Délégation bulgare en faveur d'une proposition, de quelque source qu'elle vienne, qui tendrait à ne pas augmenter l'effectif actuel des forces armées, pendant une époque déterminée.

Car si chaque nation est une mère partiale à l'égard de son enfant privilégié « le soldat » pour qu'il ne soit jamais en état d'infériorité vis-à-vis de ceux qui l'entourent, il n'est pas moins certain, que la possibilité d'un arrêt dans l'augmentation de l'armement serait une économie et une source de richesse pour les peuples qui y souscriraient.

La paix armée est ruineuse pour des petits pays, dont les besoins sont nombreux et qui auraient tout à gagner en plaçant leurs ressources dans le développement de l'industrie, de l'agriculture et la nécessité du progrès.

C'est à ce point de vue que je me place en désirant emporter de la Conférence l'assurance de voir grandir la Bulgarie à l'intérieur, sans souci d'une augmentation d'effectifs, que l'exemple des autres nations lui impose.

Dès que la circulaire de Son Exc. le Comte Mouravieff a été publiée et livrée à la discussion, j'ai entendu dire souvent que la proposition qui nous occupe serait une atteinte aux droits souverains et à la liberté des nations. Mais, puisque nous la discutons librement, nous l'appliquerons aussi de notre bon vouloir quand elle aura puisé sa force dans l'unanimité des consentements.

Et sans avoir la prétention d'influencer qui que ce soit, je signale d'avance mon vote pour laisser deviner aux pays qui entourent le mien, l'idée qui nous inspire et le développement pratique que nous souhaitons à notre patrie pour son bonheur moral et pour sa marche en avant. »

M. le Général den Beer Poortugael dit : « Je tiens à constater que notre honoré collègue M. le colonel de Gross de Schwarzhoff est tout à fait en erreur en disant que j'ai été le défenseur des propositions du colonel Gilinsky.

De ces propositions je ne savais pas un seul mot avant qu'elles ont été présentées à toute la Commission dans notre dernière séance.

Ce que j'ai défendu, c'est le premier thème de la circulaire du Comte Mouravieff, comme je l'ai dit de manière à ne pouvoir s'y méprendre, et, si je l'ai défendu chaleureusement, c'est qu'il le mérite.

M. le Délégué d'Allemagne a dit que tout ce que j'ai avancé des charges écrasantes et des impôts ruineux causés par les armements toujours croissants n'est pas applicable à sa patrie.

Tout en l'en félicitant, je constate que je n'ai pas eu en vue l'état actuel des choses, mais l'avenir. C'est pour ce motif que j'ai employé

les mots : « en continuant dans cette voie » et je crois toujours que cette voie est dangereuse même pour les Etats les plus riches.

Quant au service obligatoire, dont M. le colonel de Gross de Schwarzhoff a parlé dans la réfutation, qu'il m'a fait l'honneur de m'adresser, depuis presque quarante ans j'en ai défendu le principe. Comme lui, je regarde le service obligatoire ou personnel comme un devoir sacré et patriotique, mais, n'ayant pas parlé dans mon discours de ce service, tout ce que M. le délégué d'Allemagne en a dit ne peut avoir aucun rapport avec ce discours-là. »

Personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la discussion générale close.

Il fait remarquer que les objections présentées ne se rapportaient qu'aux propositions relatives aux forces des armées de terre. Les propositions du délégué russe quant à la marine n'ont même pas encore été développées.

Il demande à l'Assemblée s'il lui convient de discuter les questions de détail séance tenante, ou s'il ne serait pas préférable d'en confier l'examen, soit aux Sous-Commissions techniques, soit à un comité spécial, où seraient surtout représentées les grandes Puissances, dont seules dépend une solution.

M. Raffalovich appuie le renvoi aux deux Sous-Commissions des deux propositions russes qui ont une base différente.

S. E. Sir Julian Pauncefote préférerait qu'un comité spécial fût institué pour l'examen de l'une et de l'autre proposition.

M. Bourgeois ne voit pas d'inconvénient à l'institution de ce comité, mais il désirerait que les petits Etats qui sont nécessairement enclins au maintien de la paix y fussent représentés également.

Le Président met aux voix la question par division.

Il est décidé de renvoyer les propositions russes à un examen technique par 17 voix (Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Turquie et Bulgarie) contre deux (Allemagne et Autriche-Hongrie) et trois abstentions (Danemark, Grèce, Suisse).

M. Raffalovich suggère de charger chaque Sous-Commission de constituer et de former un comité spécial.

Cette motion est adoptée.

Le Président propose à la première Sous-Commission de se réunir immédiatement (*adopté*).

La séance est levée.

Sixième séance. — 30 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT

Le procès-verbal de la séance du 26 juin est lu et adopté.

M. Miyatovitch, premier délégué de Serbie, désire faire une déclai-

ration se référant au procès-verbal de la dernière séance. Il s'exprime en ces termes :

« Nous n'avions pas l'intention de prendre dès aujourd'hui la parole au sujet de la question qui est à l'ordre du jour, parce que nous avions pensé qu'il appartenait aux Grandes Puissances de se prononcer en premier lieu.

L'accord entre les Grandes Puissances aurait, nous semble-t-il, facilité une entente entre les petites, tandis qu'une déclaration de la part des petits Etats, disant qu'ils acceptaient ou n'acceptaient pas la proposition faite, ne nous semblait pas contribuer d'une manière décisive ou entraver sérieusement le succès de l'œuvre qui nous réunit ici.

Mais, puisqu'il y a déjà eu dans cette Commission des déclarations contenant une sorte d'appel direct à des Puissances dont nous sommes voisins, nous considérons comme étant de notre devoir de respect envers cette haute Assemblée et de courtoisie vis-à-vis de la Délégation qui a fait l'appel en question, de nous prononcer dès maintenant.

Nous avons donc l'honneur de déclarer hautement et en toute sincérité que la Serbie est peut-être le pays du monde qui aspire le plus à une paix longue, non interrompue et honorable.

Le programme du Gouvernement, que son Souverain lui-même a tracé et, dans le dernier temps, renouvelé à maintes reprises, consiste à concentrer le plus clair de ses forces dans le but de développer les ressources économiques du pays.

Agissant en conformité avec l'esprit pacifique de ce programme, elle a, postérieurement à la circulaire du Comte Mouravieff, réduit de tout un quart ses effectifs de guerre. Nous pourrions mentionner plusieurs autres faits qui prouveraient abondamment combien nos désirs étaient pacifiques.

Et nous ne pouvons que nous féliciter d'entendre qu'un pays voisin et ami de la Serbie déclare, dans une circonstance aussi solennelle, vouloir suivre une politique que nous-mêmes pratiquons déjà.

Et notre espoir que nous ne serons pas entravés dans notre œuvre de recueillement, ni poussés en dehors des voies pacifiques, est d'autant plus sincère que nous aimons à croire que, par la paix internationale, on pourrait arriver à la justice internationale.

Nous avons, en effet, la conviction ferme que le grand mouvement d'idées élevées, provoqué dans le monde entier par la généreuse initiative de Sa Majesté l'Empereur de Russie, en fortifiant le sentiment de solidarité entre les nations civilisées, finira par donner un appui décisif aux petites Puissances qui, dans leurs aspirations nationales, ne demandent que le respect de leur indépendance, la justice et l'équité.

Et, en attendant que ce moment-là soit arrivé, nous ne manquerons jamais — tout en continuant à porter à notre armée une sollicitude légitime — de nous associer de grand cœur à toutes les entreprises à tendances humanitaires et civilisatrices. Aussi est-ce exclusivement par ces idées-là qu'ont été inspirés tous nos votes dans le sein de la Conférence.

Quant à la question concrète de la non-augmentation des effectifs et de la fixation des budgets militaires, les instructions positives que

nous avons reçues de notre Gouvernement depuis la dernière séance, nous donnent maintenant la possibilité d'émettre un vote définitif. Toutefois, comme le moment de voter n'est pas encore arrivé, nous croyons devoir, pour nous déclarer, attendre ce moment là. »

Le Président rappelle qu'à la suite d'une décision prise dans la dernière réunion de la Commission, les propositions russes ont été renvoyées à l'examen des deux Sous-Commissions techniques.

Le Comité, chargé par la première Saus-Commission d'examiner les propositions du colonel Gilinsky, s'est réuni deux fois et après un échange de vues approfondi dont il n'a pas été tenu de procès-verbal, voici la formule à laquelle il s'est arrêté :

« Les membres du Comité chargé d'examiner les propositions du colonel Gilinsky quant au premier point de la circulaire du Comte Mouravieff se sont réunis à deux reprises.

« A l'exception de M. le Colonel Gilinsky, ils ont unanimement reconnu :

« 1^o Qu'il serait très difficile de fixer, même pour une période de cinq ans, le chiffre des effectifs sans régler en même temps d'autres éléments de la défense nationale :

« 2^o Qu'il serait non moins difficile de régler par une convention internationale les éléments de cette défense, organisée dans chaque pays d'après des vues très différentes.

« En conséquence, le Comité regrette de ne pouvoir accepter la proposition faite au nom du Gouvernement russe. La majorité de ses membres estime qu'une étude plus approfondie de la question par les Gouvernements eux-mêmes serait à désirer.

« Le général Zuccari tient à préciser la position que le Gouvernement italien entend prendre au sujet des questions soulevées par les propositions russes sur les effectifs.

« L'effectif de paix de l'armée italienne est fixé par des lois organiques que le Gouvernement italien n'a pas l'intention de changer.

« Mais comme un engagement international sur ce sujet n'est pas jugé possible actuellement, le Gouvernement italien entend garder la même liberté d'action que les autres Puissances. »

Le Président fait observer que c'est là constater l'impossibilité pour le moment d'aboutir à un résultat positif, mais avec le désir de voir les Gouvernements eux-mêmes reprendre l'étude des questions soulevées par le thème premier de la circulaire du Comte Mouravieff. Il demande si le colonel Gilinsky peut se rallier à ce vœu.

M. le colonel Gilinsky répond que du moment que l'entente immédiate ne peut s'établir, il considère comme très désirable l'étude préalable par les Gouvernements.

Le Président demande si aucun membre de l'Assemblée n'a d'autre proposition à faire.

Personne ne demande la parole.

Le Président demande s'il n'y a point d'opposition aux conclusions exprimées dans l'avis du Comité technique.

Il considère le silence de l'Assemblée comme une complète adhésion et croit dans ces conditions n'avoir à provoquer aucun vote. En

effet, il n'y a pas de résolution à prendre et le Comité ne demande pas même une étude en commun. Pour le moment, c'est de chaque pays qu'il faudrait attendre une étude préalable et plus approfondie. (*Marques nombreuses d'adhésion.*)

M. le Baron de Bildt, Premier Délégué de Suède et Norvège, fait la déclaration suivante :

« Dans aucun pays, j'ose le dire, les propositions russes n'ont rencontré une sympathie plus spontanée et plus sincère qu'en Suède et en Norvège. Profondément convaincus de la nécessité de la paix, nous suivons depuis bientôt un siècle une politique qui ne vise que le maintien de bonnes relations avec les autres Puissances, et nos établissements militaires n'ont jamais eu qu'un seul but : la protection de notre indépendance et le maintien de notre neutralité. Un message de paix faisant entrevoir un arrêt dans les armements qui pèsent actuellement sur le monde, ne pouvait donc être chez nous que le bienvenu. et il ne saurait venir de meilleure part que de notre puissant voisin. Si, malgré cela, nous n'avons pu appuyer les propositions mises en avant par M. le Colonel Gilinsky, ce n'est pas que nous n'ayons pas eu le même désir que lui quant à la question de fait, mais que nous nous sommes trouvés arrêtés par une importante question de forme.

Les propositions russes, en effet, ne distinguent pas entre les armées déjà organisées d'après les principes de la science militaire moderne, et celles qui sont encore régies par des conditions arriérées, surannées même, ou celles qui se trouvent en voie de transformation.

Elles ne font pas non plus de distinction entre les armées qui forment un instrument militaire complet, également apte à l'attaque ou à la défense, et celles qui, soit par la courte durée du service, soit par d'autres qualités distinctives, s'annoncent manifestement comme ayant avant tout un caractère défensif. C'est précisément le cas des armées suédoise et norvégienne, organisées sur la base d'un service obligatoire de quelques mois à peine, et se trouvant encore en voie de transformation.

Quand j'aurai mentionné que la plus grande partie des cadres de l'armée suédoise repose sur un système datant de deux siècles, j'aurai, je crois, assez dit pour vous convaincre que ce n'est pas là une organisation que l'on puisse s'engager à maintenir, fût-ce seulement pendant cinq ans.

Nous n'avons donc pu donner notre voix à la proposition russe telle qu'elle a été formulée, et je constate ce fait avec un sincère regret — je dirai plus — avec une vraie douleur. Car, Messieurs, nous allons terminer nos travaux en nous apercevant que nous avons été mis en face d'un des plus importants problèmes du siècle, et que nous avons fait bien peu de chose pour le résoudre.

Il ne faut pas nous faire d'illusions.

Quand les résultats de nos délibérations seront connus, il s'élèvera en dépit de tout ce qui aura été fait pour l'arbitrage, la Croix Rouge, etc., un grand cri : Ce n'est pas assez !

Et ce cri : « ce n'est pas assez », la plupart de nous, dans nos consciences, nous lui donnerons raison. Notre conscience, il est vrai, nous dira aussi, pour nous consoler, que nous avons fait notre devoir, puisque nous avons fidèlement suivi nos instructions. Mais j'ose dire

que ce devoir n'est pas fini et qu'il nous reste encore quelque chose à faire.

Je vais m'expliquer.

L'acte du Czar a déjà été couvert de toutes les fleurs de la rhétorique par des hommes beaucoup plus éloquents que moi. Il me suffira de dire que, puisque l'idée est grande et belle et qu'elle répond à un désir ressenti par des milliers et des milliers d'hommes, cela veut aussi dire qu'elle ne peut mourir. Si l'Empereur veut encore ajouter à la noblesse de cœur et à la générosité d'esprit dont il a fait preuve, la vertu de la persévérance, le triomphe de son œuvre est assuré. Il a reçu de la Providence non seulement le don de la puissance, mais aussi celui de la jeunesse. Si la génération à laquelle nous appartenons n'est pas destinée à accomplir la tâche, il pourra compter sur celle qui bientôt va prendre nos places. L'avenir est à lui. Mais, en attendant, nous tous qui désirons être, chacun dans sa petite sphère d'activité, ses humbles et fidèles collaborateurs, nous avons le devoir de rechercher et de signaler à nos Gouvernements avec la plus entière franchise et la plus complète vérité, chaque imperfection, chaque lacune qui peut s'être produite dans la préparation ou dans l'exécution de l'œuvre, et de chercher avec ténacité les moyens de faire mieux et plus, soit que ces moyens soient à trouver dans de nouvelles conférences, dans des négociations directes ou tout simplement dans la politique du bon exemple. Voilà le devoir qui nous reste à accomplir.

En conclusion, je déclare me rallier à la proposition que vient de faire Son Exc. M. Beernaert. (Applaudissements.)

M. de Bille, Premier Délégué du Danemark, tient à constater que les vues exprimées par le baron de Bildt sont en complet accord avec celles du Gouvernement danois.

M. Léon Bourgeois s'exprime en ces termes :

« J'ai été très heureux d'entendre les paroles éloquentes que vient de prononcer M. le Baron de Bildt. Elles répondent non seulement à mon sentiment personnel et au sentiment de mes collègues de la Délégation française, mais, j'en suis sûr, au sentiment unanime des membres de la Conférence.

Je m'associe donc, Messieurs, à l'appel que M. le Délégué de Suède et Norvège vient de vous adresser. Je crois même que, pour manifester plus complètement encore la pensée qui l'a inspiré, la Commission a quelque chose de plus à faire.

J'ai lu attentivement le texte des conclusions adoptées par le Comité technique. Ce texte indique avec beaucoup de précision et de force les difficultés qui s'opposent actuellement à la conclusion d'une convention internationale pour la limitation des effectifs. L'examen de ces difficultés pratiques était bien exactement l'objet du mandat du Comité technique et nul ne songe à critiquer les termes dans lesquels il s'est acquitté de ce mandat déterminé.

Mais, la Commission a le devoir de considérer d'un point de vue plus général et plus élevé le problème posé par le premier paragraphe de la circulaire du Comte Mouraviëff. Elle ne veut certainement pas se désintéresser de la question de principe posée devant le monde civilisé par l'initiative généreuse de Sa Majesté l'Empereur de Russie.

Et il me paraît nécessaire qu'une résolution complémentaire soit adoptée par nous pour manifester plus nettement le sentiment qui animait le précédent orateur et qui doit nous faire souhaiter à tous que l'œuvre entreprise ne soit pas abandonnée.

Cette question de principe se résume en termes fort simples : la limitation des charges militaires qui pèsent sur le monde est-elle désirable ?

J'ai écouté avec grand soin dans la séance dernière le remarquable discours de M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff. Il a présenté avec la plus grande force les objections techniques qui, selon lui, devaient empêcher la Commission d'adopter les propositions de M. le Colonel Gilinsky. Il ne m'a pas semblé toutefois qu'il contestât entre elles mêmes les idées générales au nom desquelles nous sommes réunis ici. Il a montré que l'Allemagne supportait facilement les charges de son organisation militaire et rappelé qu'elle avait pu poursuivre néanmoins un développement économique considérable.

J'appartiens à un pays qui supporte aussi allègrement les obligations personnelles et financières que le service de la défense nationale impose à ses citoyens et nous avons l'espoir de montrer l'an prochain au monde qu'elles n'ont point ralenti l'activité de notre production, ni entravé l'accroissement de notre prospérité économique. Mais, M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff reconnaîtra certainement avec moi que, pour son pays comme pour le mien, si les ressources considérables qui sont consacrées à l'organisation militaire étaient en partie mises au service de l'activité pacifique et productrice, l'ensemble de la prospérité de chaque nation ne cesserait de s'accroître suivant un mouvement beaucoup plus rapide.

C'est cette idée qu'il importe non seulement d'exprimer ici entre nous, mais, s'il est possible, de manifester devant l'opinion.

C'est pourquoi, si j'avais à exprimer un vote sur la question posée par le paragraphe premier de la proposition du Colonel Gilinsky, je n'hésiterais pas à me prononcer dans le sens de l'affirmative.

Au reste, nous n'avons peut-être pas ici le droit de considérer seulement comment notre pays en particulier supporte les charges de la paix armée. Notre tâche est plus haute : c'est l'ensemble de la situation des nations que nous sommes appelés à examiner.

En d'autres termes, nous n'avons pas seulement à émettre des votes particuliers répondant à notre situation spéciale. S'il est une idée générale qui puisse servir au bien commun, nous devons essayer de la dégager. Notre but n'est pas de nous former en majorité et en minorité : il faut, non mettre en lumière ce qui peut nous séparer, mais nous attacher à ce qui peut nous réunir.

Si nous délibérons dans cet esprit, nous trouverons, je l'espère, une formule d'ensemble qui, réservant les difficultés que nous connaissons tous, exprime du moins cette pensée que la limitation des armements serait un bienfait pour l'humanité et donne aux Gouvernements l'appui moral nécessaire pour leur permettre de poursuivre ce noble objet.

Messieurs, le but de la civilisation nous paraît être de mettre de plus en plus, au dessus de la lutte pour la vie entre les hommes, l'accord entre eux pour la lutte contre les cruelles servitudes de la matière. C'est la même pensée que l'initiative du Czar nous propose d'affirmer pour les rapports entre les nations.

Si c'est une nécessité douloureuse d'être obligés de renoncer actuellement à une entente positive et immédiate sur cette proposition, nous devons essayer de prouver à l'opinion publique que nous avons du moins sincèrement examiné le problème posé devant nous. Nous n'aurons pas travaillé en vain si, en en formulant les termes généraux, nous indiquons le but vers lequel nous désirons unanimement, je l'espère, voir marcher l'ensemble des peuples civilisés. » (Applaudissements).

Le Président prie M. Bourgeois de vouloir bien formuler par écrit le vœu qu'il vient d'exprimer si éloquemment.

M. Léon Bourgeois propose la rédaction suivante :

« La Commission estime que la limitation des charges militaires, « qui pèsent actuellement sur le monde, est grandement désirable « pour l'accroissement du bien-être matériel et moral de l'humanité. »

Aucun délégué ne demandant la parole sur la proposition de M. Bourgeois, écoutée tout à l'heure avec tant de faveur, le Président la déclare adoptée.

M. Delyanni, délégué de la Grèce, désire expliquer pourquoi il n'a pas pu soutenir les propositions du Délégué de Russie, ainsi que les raisons pour lesquelles son Gouvernement ne pourrait pas s'associer actuellement à des mesures qui entraveraient ses efforts concernant la réorganisation de son armée.

« Je suis loin, dit-il, de méconnaître la largeur des vues de la circulaire russe du 30 décembre 1898, et j'admire au contraire la magnanimité de S. M. l'Empereur Nicolas II, qui, pour alléger le lourd fardeau qui pèse sur les peuples par l'entretien de grandes armées, propose de stipuler la non-augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels des forces armées de terre et de mer, ainsi que les budgets de guerre y afférents, et une étude préalable des voies dans lesquelles pourrait même se réaliser dans l'avenir une réduction des effectifs et des budgets ci-dessus mentionnés. Je crois pourtant qu'on devrait, avant de prendre une décision définitive sur cette grave question, tenir compte de la situation particulière de chacun des pays représentés à cette Conférence; ainsi, pour ce qui concerne la Grèce, je désirerais soumettre à l'appréciation de la Conférence et développer les vues de mon Gouvernement sur le sujet qui fait l'objet du thème premier de la circulaire russe.

Par suite de difficultés budgétaires et de la situation financière, dans laquelle la Grèce s'est trouvée pendant ces dernières années, nous n'avons pas pu nous occuper d'une manière sérieuse de la réorganisation de notre armée d'après les principes admis par tous les pays, ni la doter d'un armement perfectionné.

Après la dernière guerre, le Gouvernement hellénique s'est vu dans la nécessité de s'occuper très sérieusement de la réorganisation, sur de nouvelles bases, de son armée et de sa marine, ainsi que de la réfection de son armement militaire et naval, mais comme ces questions, d'une importance capitale pour le pays, se trouvent à l'étude et qu'aucune résolution définitive n'a pu encore être prise, il ne nous semble pas pouvoir prendre sur ces questions des engagements for-

mels, qui lieraient le Gouvernement Royal, au cas où les études qui sont poursuivies en ce moment sur sa situation militaire, l'amèneraient à augmenter par la suite, dans une certaine mesure, les cadres ou le nombre de ses forces militaires et navales en temps de paix; d'autant plus que la force de son armée actuelle est proportionnellement de beaucoup inférieure à la moyenne des armées des autres Etats, et surtout de ceux dont la situation budgétaire et le chiffre de la population présentent une analogie avec la Grèce; car, si la Grèce se tenait dans les mêmes proportions que les Etats dont j'ai eu l'occasion de parler, elle devrait entretenir, en temps de paix, une armée beaucoup plus nombreuse que celle qu'elle entretient actuellement.

Pour ces raisons, la Grèce, tout en rendant hommage à l'idée générale dont s'inspire la circulaire russe, ne saurait se rallier d'une manière générale à des obligations prohibitives concernant la non-augmentation, pour un terme à fixer, des effectifs actuels des forces armées de terre et de mer, ainsi que des budgets de guerre y afférents, ou la réduction dans l'avenir des effectifs et des budgets susmentionnés. »

L'Assemblée passe à l'examen des propositions russes se rapportant à la marine.

Le Président donne lecture du Rapport de la Sous-Commission, qui est ainsi conçu :

« La seconde Sous-Commission s'est réunie lundi, le 26 courant, immédiatement après la séance de la Première Commission, pour prendre en considération les propositions russes, concernant la marine, telles qu'elles ont été formulées par le Délégué de la Russie, M. le Capitaine Schéine.

Celui-ci a bien voulu donner à la Sous-Commission quelques explications ultérieures pour bien préciser le sens et la portée des propositions spécifiées dans l'annexe G au compte-rendu sommaire de la séance de la Première Commission du 23 juin.

Le Capitaine Schéine, après avoir constaté que le budget de la marine, visé dans les propositions russes, comprend le budget extraordinaire aussi bien que le budget ordinaire, a fait cette communication importante, qu'il est bien entendu que chaque Puissance garde une liberté entière relativement au montant de la somme qu'elle s'engage, éventuellement pour un terme de 3 ans, à ne pas dépasser. La Russie elle-même se propose préalablement de fixer le montant à 10 % de plus que son budget actuel, mais chaque Puissance pourrait choisir comme base de l'engagement un budget augmenté dans la mesure qui lui paraît nécessaire, en allant jusqu'au maximum des augmentations annoncées par les Puissances.

De l'échange de vues qui a eu lieu dans la Sous-Commission, il ressort :

1° Que quelques délégués entrevoient, en effet, une possibilité d'accepter, en principe, les propositions russes, mais doivent attendre pour se prononcer définitivement les instructions de leurs Gouvernements ;

2° Que la majorité des délégués de la Sous-Commission n'a pas voulu se prononcer dans ce sens, attendu que, de prime abord, des

difficultés constitutionnelles s'opposeraient, dans les pays parlementaires, à lier d'avance le vote budgétaire des assemblées législatives.

Lorsqu'enfin, après une discussion prolongée, il a paru impossible d'arriver à un accord ou de trouver un expédient autre que celui de laisser la question ouverte, le Président, M. Van Karnebeek, a proposé que les délégués recommanderaient à leurs Gouvernements une étude des propositions russes qui leur permettrait d'en décider dans une Conférence ultérieure.

Cette proposition n'ayant pas obtenu la sanction de la Sous-Commission (5 voix pour, 5 voix contre et 5 voix s'abstenant), celle-ci a dû passer au vote sur une motion du Capitaine Schéine, ayant pour but d'inviter les délégués à obtenir, dans le plus court délai possible, des instructions leur permettant de se prononcer avant la fin de la Conférence, d'une manière définitive, sur les propositions du Gouvernement russe. Sept voix ayant voté pour, une voix contre et sept s'abstenant, cette proposition du Capitaine Schéine a dû être regardée comme adoptée; et la Sous-Commission, ayant ensuite chargé quatre de ses membres de rapporter le résultat de ses délibérations à la Première Commission, les soussignés, formant ce Comité de Rédaction, ont donc l'honneur de constater que l'opinion qui a prévalu dans la Sous-Commission, tout en n'impliquant pas l'acceptation des propositions russes, n'exclut pas l'espoir que l'on réussira à trouver la voie menant au but d'introduire « un temps d'arrêt » dans les budgets de la marine.

Il reste avec la première Commission de confirmer ou d'infirmier par son vote, la proposition susmentionnée du Capitaine Schéine. »

(s.) BILLE.

(s.) SOLTYK.

(s.) SCHÉINE.

(s.) CORRAGONI D'ORELLI.

Le Président dit que, d'après son appréciation personnelle, la décision à laquelle la Sous-Commission s'est arrêté n'est pas très heureuse.

Voici la Conférence arrivée presque au terme de ses travaux et les propositions russes sont connues depuis longtemps: si les délégués n'ont pas pu obtenir jusqu'à présent des instructions précises, il n'est vraiment pas probable qu'ils en recevront pendant le peu de temps qui nous sépare de la clôture de nos travaux.

La solution à laquelle on s'est arrêté quant à la question des armements sur terre lui paraîtrait aussi la meilleure en ce qui concerne la marine.

M. de Bille, s'associant à la manière de voir de M. Beernaert, donne l'explication suivante :

« Le Comité qui a rédigé le rapport que vous venez d'entendre ne se dissimule pas qu'il a pu ne pas vous paraître satisfaisant en ceci qu'il n'invite pas la première Commission à se prononcer pour ou contre les propositions russes. Le fait est que dans la Sous-Commission un argument concluant, suffisant pour adopter ou pour rejeter d'emblée les propositions du délégué russe, n'a pas été présenté.

On s'est arrêté à la difficulté qu'il y aurait à fixer d'avance pour trois ans et par un engagement international, les budgets de la marine.

Nous avons estimé que cette difficulté est de celles, dont il appartient surtout aux Gouvernements de se préoccuper.

Il se peut qu'ils hésitent à s'engager dans cette voie; il se peut aussi qu'ils ne craignent pas d'y entrer. C'est pour cela que la Sous-Commission a cru devoir se borner à tenir la question ouverte. Si la difficulté dont il s'agit était écartée, ce qui ne me semble pas impossible, il faudrait examiner de plus près et élucider plus clairement le procédé même par lequel le Gouvernement russe veut arriver à établir ces proportionalités entre les budgets de la marine, d'où devrait sortir automatiquement la limitation des dépenses qui, au bout du compte, est le but que tout le monde voudrait atteindre.

En attendant, nous n'avons pas voulu exclure, ne fût-ce que par courtoisie envers le délégué de la Russie, la possibilité que quelques Gouvernements puissent donner des instructions avant la fin de la Conférence; mais je ne crois pas cette éventualité probable et je n'hésite donc pas à appuyer la proposition que vient de faire l'honorable Président. »

M. le Capitaine de frégate Schéine croit avoir la certitude que plusieurs délégués ne regardent pas comme impossible d'arriver à un accord pendant la durée de cette Conférence même, ce qui serait un résultat fort heureux. Ce sont surtout des obstacles parlementaires et budgétaires et non des obstacles techniques, qui s'opposent à une solution définitive et immédiate de la question.

Le Président persiste à croire que M. Schéine se fait des illusions en comptant que les instructions nécessaires pourraient encore arriver avant la fin de la Conférence.

M. le Capitaine de frégate Schéine n'insiste pas pour qu'on attende l'arrivée de ces instructions et se rallie à la proposition de Son Exc. M. Beernaert tendant à ce que la Commission exprime le désir de voir les Gouvernements procéder eux-mêmes à une nouvelle étude plus approfondie de la question.

Cette proposition est adoptée sans contradiction.

Sur la proposition de M. le Président, M. Van Karnebeek est désigné comme Rapporteur de la Première Commission auprès de la Conférence. (Assentiment.)

M. Raffalovich propose l'impression in-extenso du procès-verbal de la Séance du 26 juin ainsi que de celui d'aujourd'hui, 30 juin. (Assentiment.)

La séance est levée.

Septième séance. — 17 juillet 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK.

Le Président prend possession du fauteuil et s'exprime en ces termes :

Messieurs!

« Lorsqu'au seuil de la Conférence, nous nous sommes trouvés

dans le cas heureux de pouvoir adresser respectueusement de chaleureuses félicitations à S. M. l'Empereur de Russie. nous n'avons certes pas cru que pendant le cours de nos réunions nous aurions encore à nous associer à un grand deuil de S. M. et de la Famille Impériale.

Je suis sûr, Messieurs, d'exprimer un sentiment que vous avez tous dans le cœur et que tous les membres de la Conférence partagent, en vouant au début de cette séance — la première qui se tient après le triste événement — le tribut de notre profonde et respectueuse sympathie à la douleur que cause à S. M. l'Empereur, à l'auguste Famille Impériale et à tout le peuple russe, la mort de S. A. I. le Grand Duc Héritier.

Comme Vice-Président de la Conférence, je me permets de prier notre Honorable Président, ici présent, de vouloir bien être auprès de Son Illustre Souverain. l'intermédiaire des humbles et sincères condoléances de la Conférence. »

S. E. M. Staal exprime sa profonde reconnaissance de ce témoignage de sympathie dans les circonstances douloureuses que traverse la Famille Impériale; il s'empressera de transmettre à Son Auguste Maître les condoléances qui ont été exprimées, au nom de la Conférence, en termes si élevés par l'honorable vice-président.

Le Président dit que Son Exc. M. Beernaert a été empêché de se rendre à l'appel qui lui a été fait, d'autres devoirs d'une grande importance le retenant en Belgique.

Il ajoute qu'en l'absence de M. Beernaert c'est lui qui aura aujourd'hui l'honneur de le remplacer.

Il fait appel à l'indulgence de la Commission, car ce sont de doubles fonctions qu'il aura à remplir: celle de Président et celle de Rapporteur: il donne l'assurance que cette dernière qualité ne nuira pas à l'impartialité du Président.

L'ordre du jour porte en premier lieu l'examen du procès-verbal de la dernière séance qui a été imprimé et distribué.

Personne n'ayant formulé d'observations, le procès-verbal est adopté.

Le Président met en discussion le projet du rapport qui sera présenté à la Conférence au nom de la première Commission.

Il est décidé qu'on en discutera successivement les quatre divisions.

Le Président ouvre la discussion sur la première partie du rapport.

M. van Karnebeek fait observer qu'il s'est permis, en vue d'arriver à une meilleure rédaction, de changer légèrement le texte des trois points sur lesquels un engagement a pu être obtenu par la Commission.

Après un échange de vues entre MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Colonel Gilinsky, le Comte de Macédo, le Général den Beer Poortugaal et le Rapporteur, il est décidé de rétablir en ce qui concerne les trois points de la première partie du rapport, le texte tel qu'il a été voté par la Commission. M. le délégué d'Allemagne a fait notamment observer que la rédaction primitive rendait, selon lui, plus exactement le sens technique.

M. Beldiman demande d'indiquer dans le rapport, entre parenthèses, les noms des Puissances qui ont voté contre les propositions ou qui se sont abstenues.

M. le Comte de Macédo ne voit pas d'inconvénient à cette proposition, mais dans le cas où elle serait adoptée, il désirerait qu'on indiquât également les motifs pour lesquels il s'est abstenu de voter l'interdiction de l'emploi des balles dilatables.

M. le Capitaine Mahan exprime le même désir quant aux obus à gaz asphyxiants.

Le Président fait ressortir que la demande de M. Beldiman et du Comte de Macédo tend à reproduire encore une fois les procès-verbaux de la Commission, ce qui n'est pas l'objet du rapport.

M. Raffalovich est du même avis et il ajoute que les rapports du Général den Beer Poortugael et du Comte Soltyk sont suffisamment explicites et faciles à consulter, pour que M. Beldiman y trouve toute satisfaction.

M. Beldiman voudrait qu'il fût fait mention tout ou moins de la date des séances où les votes ont eu lieu.

Bien que les deux premiers points de cette partie du rapport ne paraissent pas avoir une très grande importance et que l'unanimité ait fait défaut en ce qui concerne les deux derniers, le Rapporteur a cru qu'il n'y avait pas lieu pour la Commission de négliger ces résultats.

La meilleure forme dans laquelle on pourrait les faire valoir lui paraît être de proposer à la Conférence d'étendre la Déclaration de St-Petersbourg du 29 novembre 1868 aux trois points dont il s'agit pour une durée de cinq ans.

Parmi les Puissances représentées à la Conférence, il y en a un certain nombre qui n'ont pas participé à la Déclaration de St-Petersbourg.

La formule qu'il propose aurait pour avantage que leur signature comporterait leur adhésion à la Déclaration de 1868.

En appliquant la limitation de cinq ans de durée à tous les trois points, on irait ainsi dans une certaine mesure au devant des considérations qui ont empêché les représentants de deux Gouvernements à cette Conférence de se rallier au vote concernant les balles expansives.

MM. le Capitaine de vaisseau Mahan, le Colonel Gilinsky, de Martens, Beldiman, le Capitaine de vaisseau Schéine et M. Bourgeois font les objections suivantes à la proposition soumise dans le projet de rapport.

En ce qui concerne l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères et celui des balles expansives, le terme de cinq ans substitué à l'interdiction perpétuelle changerait la portée de la décision qui a été votée par la Commission. Ce serait donc une proposition nouvelle qui devrait être votée et pour laquelle de nouvelles instructions seraient nécessaires. (MM. Mahan, Schéine.)

Le Colonel Gilinsky insiste que l'interdiction d'employer les balles expansives et dilatables doit rester pour toujours, comme il a été décidé à plusieurs reprises par la Sous-Commission et la Commission.

La proposition aurait pour conséquence de changer le caractère de la Déclaration de St-Petersbourg, qui a été considérée comme conclue pour toujours ; il paraît difficile, au point de vue juridique, d'amener des Puissances qui n'ont pas signé la Déclaration de St-Petersbourg à y adhérer implicitement et incidemment en signant la convention qui sera le résultat de la Conférence de La Haye, vu que la Déclaration de St-Petersbourg n'a pas été discutée ici (MM. Gilinsky, de Martens et Beldiman).

Il y a eu des motifs de s'engager à perpétuité pour certains points et à terme pour d'autres, attendu qu'il est nécessaire de distinguer ce que l'on connaît et ce qui nous est inconnu.

Il serait donc utile de maintenir les textes primitifs qui tiennent compte de cette différence (M. Bourgeois).

Le Rapporteur répond qu'il s'agit de présenter à la Conférence les résultats de l'examen de la Commission sous forme de Convention. Si l'on ne prend pas pour base la Déclaration de St-Petersbourg en l'étendant aux trois points en question pour une durée de cinq ans, il faudrait, du moment où l'on veut se tenir strictement aux trois votes, trois différentes conventions et il semble qu'alors il y aura moins de chance d'arriver à un résultat présentable.

La modalité proposée par lui ne touche en rien à la force ou à la durée des engagements pris par la Déclaration de St-Petersbourg. Ces engagements ne seront point limités à cinq ans. Cette limitation dans la formule proposée ne porte que sur les points nouveaux qu'il propose de rattacher à cette Déclaration.

En les y rattachant, on placera les nouveaux engagements sous le régime de la dite Déclaration, ce qui est important en ce qui regarde leur portée vis-à-vis des Puissances non-signataires.

Le Président donne lecture de la rédaction suivante proposée par M. de Martens et destinée à servir de préface à l'engagement à prendre.

« Les Puissances signataires animées des mêmes sentiments qui ont « trouvé leur expression dans la Déclaration de St-Petersbourg, « prennent l'engagement pour un terme . . . de : »

M. le Capitaine de vaisseau Mahan trouve inutile de parler de sentiments ; il s'agit de se placer sur un terrain pratique ; il propose en conséquence la formule suivante : « Les Puissances signataires déclarent . . . etc. »

Sur l'initiative de M. Bourgeois appuyé par M. Raffalovich, le Président propose de soumettre à la Conférence les trois textes tels qu'ils ont été votés par la Commission et de confier au Comité de l'Acte final la rédaction de la Convention à conclure.

Cette proposition est adoptée.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel croit utile de rappeler que dans le vote relatif à l'interdiction de projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants, plusieurs délégués, lui-même compris, pendant que le vote est représenté dans le rapport comme adopté sans réserve par tous les délégués, n'ont voté affirmativement qu'à condition de l'unanimité.

S. E. Sir Julian Pauncefoot dit qu'en effet quatorze délégués se sont trouvés dans cette situation.

Le Président répond que le vote dont il s'agit a eu lieu dans la Sous-Commission, tandis que le rapport doit se baser sur ce qui s'est passé dans la séance plénière.

M. le Comte de Macédo croit que le mot « unique » a été introduit par erreur dans le texte du rapport. Il cite notamment un passage du rapport du Général den Beer Poortugael de la première Sous-Commission.

Le Rapporteur ainsi que plusieurs délégués font observer que la première Sous-Commission ne s'est occupée qu'incidemment des projectiles répandant des gaz délétères ou asphyxiants, mais que c'est la seconde Sous-Commission qui a discuté amplement la question.

MM. le Capitaine de vaisseau Mahan et le Capitaine de frégate Schéine disent que le mot « unique » a été introduit à dessein.

Le Président met en discussion la deuxième partie du rapport laquelle est adoptée après une courte discussion entre M. le Général den Beer Poortugael qui demande la suppression du mot « peut-être » à l'avant-dernière phrase et M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff qui insiste pour le maintien de ce terme.

M. le Général den Beer Poortugael retire sa demande.

Le Président met en discussion la troisième partie du rapport.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff n'est pas certain que le vote de la Commission sur les conclusions du Comité technique soit indiqué dans le rapport avec une précision suffisante.

Il serait utile de faire ressortir, que la Commission a accepté à l'unanimité les termes du rapport présenté par le Comité technique, relativement aux propositions russes.

Le Président demande à M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff s'il a une rédaction nouvelle à proposer.

Le délégué d'Allemagne répond qu'il n'en a pas de préparée.

M. le Colonel Gilinsky fait observer que tout le monde n'a pas été d'accord avec les conclusions du Comité technique et que la résolution de M. Bourgeois a été acceptée à l'unanimité.

Un échange de vues s'engage entre M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, M. van Karnebeek, M. Bourgeois et M. Beldiman sur les conditions dans lesquelles la Commission a accepté les conclusions du Comité technique et l'adjonction du texte proposé par M. Bourgeois dans la séance précédente. Il ressort de cet échange de vues que la Commission a adopté à l'unanimité les termes du rapport du Comité technique, ainsi que la résolution formulée par M. Bourgeois, laquelle a été séparément mise au vote par Son Exc. M. Beernaert.

M. Bourgeois, pour donner satisfaction aux désirs exprimés de divers côtés, propose de rédiger comme suit cette partie du rapport :

« En conséquence, après avoir adopté à l'unanimité les propositions du Comité technique, la Commission a adopté, également à l'unanimité, pour traduire cette pensée, la résolution qui à cet effet lui a été proposée par M. le premier délégué de France. »

La proposition de M. Bourgeois est adoptée.

M. Beldiman propose que les noms des délégués qui ont fait partie du Comité technique soient ajoutés dans le rapport.

M. le Capitaine Crozier rappelle dans quelles conditions ce Comité technique a fonctionné. Les membres ont pris part aux travaux, non pas comme délégués de Gouvernements, mais comme mandataires de la Sous-Commission en leur qualité technique individuelle. Il s'oppose à la proposition de M. Beldiman.

MM. le Baron de Bildt et Abdullah Pacha s'expriment dans le même sens que le Capitaine Crozier.

Le Président met aux voix la proposition de M. Beldiman, qui est adoptée par 12 voix contre 10 et une abstention.

M. le Capitaine de Vaisseau Mahan, au nom de la Délégation des Etats-Unis, fait la déclaration suivante :

« La Délégation des Etats-Unis d'Amérique s'est associée aux conclusions présentées à la Conférence par la première Commission relativement au premier point de la circulaire russe du 30 décembre 1898, notamment que les propositions des délégués russes, tendant à fixer le total des effectifs et des budgets militaires et navals, pour une période de cinq, respectivement de trois ans, ne peuvent être acceptées maintenant et qu'une étude plus approfondie, de la part des différents Etats, est désirable. Mais, tout en adhérant à ce qui semblait la seule solution pratique d'une question soumise à la Conférence par la circulaire russe, la Délégation demande qu'il soit pris acte de ce qu'en le faisant, les Etats-Unis n'expriment aucune opinion relative aux mesures à prendre par les Etats de l'Europe.

Cette déclaration n'est pas faite dans le but d'indiquer l'indifférence à l'égard d'un problème difficile, parce qu'il n'affecte pas directement les Etats-Unis, mais elle exprime la détermination de s'abstenir d'énoncer des opinions sur des sujets qui concernent l'Europe seule et dans lesquels les Etats-Unis, pour cette raison, n'ont aucune prétention d'entrer.

Le texte, proposé par M. Bourgeois et adopté par la première Commission, a aussi reçu l'approbation sincère de la Délégation des Etats-Unis, parce que par là la Délégation exprime l'intérêt cordial et la sympathie avec lesquels les Etats-Unis, tout en s'abstenant soigneusement de ce qui pourrait ressembler à une intervention, considèrent tous les efforts qui semblent tendre au bien-être de l'Europe.

Les armements militaires et maritimes des Etats-Unis sont aujourd'hui si peu considérables, relativement à l'étendue du territoire et au chiffre de la population, et en comparaison des armements des autres nations, que l'importance des armements des Etats-Unis ne peut être la cause d'aucune charge financière supplémentaire pour les autres nations, et qu'elle ne saurait faire le sujet d'une discussion mutuellement profitable. »

La troisième partie du rapport est acceptée par la Commission.

La quatrième partie du rapport est adoptée sans discussion.

Son Excellence M. Staal propose d'adresser au Rapporteur les remerciements de la Commission pour toute la peine qu'il s'est donnée. (Assentiment.)

La séance est levée.

Huitième séance. — 20 juillet 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Le Président dit qu'il y a à reprendre la discussion sur les divisions I et III du rapport qui ont été modifiées conformément aux décisions de la Commission.

Le Rapporteur, M. van Karnebeek, dit qu'on lui a fait la remarque que le vote relatif à l'interdiction des projectiles ayant pour but unique de répandre des gaz asphyxiants a eu lieu à l'unanimité moins une voix et que six voix de la majorité se sont prononcées pour l'affirmative seulement en cas d'unanimité. Il reconnaît que cela est vrai, mais cependant il adresse un appel pressant à la Délégation des Etats-Unis d'Amérique. Cette délégation sera juge de la situation et verra si elle doit maintenir son vote négatif et par là entraver l'unanimité.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan dit qu'il craint de commencer la discussion à nouveau. Il aurait voulu réserver cela jusqu'à la séance plénière de la Conférence. Il parle au nom de la Délégation des Etats-Unis qui a pris une résolution de principe et ne trouve pas logique de permettre l'emploi de bateaux sous-marins et plongeurs et d'interdire celui des obus à gaz asphyxiants. Il lui est impossible de revenir sur son premier vote parce qu'il s'agit d'une question de principe.

Le Rapporteur croit qu'il vaut mieux arriver maintenant à un résultat dans la Commission que de revenir à la question devant la Conférence.

N'ayant pas réussi à modifier les dispositions de la Délégation des Etats-Unis, il ne reste qu'à changer le point 2 de la division I en ajoutant à la fin « (mais de la majorité six voix se sont prononcées pour l'affirmative seulement en cas d'unanimité) ».

M. le Comte de Macédo, après avoir dit qu'il a fait erreur dans la séance précédente en croyant que le mot « unique » ne se trouvait pas dans le texte relatif au point 2, explique qu'il a voté « oui » pour ne pas sortir du concert presque unanime dans un objet très secondaire, bien qu'il soit convaincu que l'emploi du mot « unique » n'ait pour effet de rendre absolument vide de portée l'interdiction proposée et peut-être de faire envisager sous un jour moins favorable certaines résolutions de la Conférence.

Une discussion à laquelle prennent part MM. le Capitaine de vaisseau Mahan, le Colonel Gilinsky, Beldiman, le Capitaine de frégate Schéine, le Colonel Coanda et le Rapporteur, s'engage sur la question de savoir si l'on maintiendra le dernier alinéa de la division I.

A la suite d'observations présentées par Son Exc. le Comte Nigra, M. Raffalovich, M. Motono, M. le Comte de Macédo, M. Beldiman et M. Miyatovitch, il est décidé que la Commission proposera à la Conférence une déclaration ou une convention sur chaque point séparément.

Consultée sur les trois points, la Commission se prononce sur le premier point à l'unanimité.

Sur le second point, par 17 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie,

Danemark, Espagne, France, Italie, Japon (sous condition d'unanimité), Monténégro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie); contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne).

Sur le troisième point par 16 voix (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Monténégro, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Turquie, Bulgarie); contre deux (Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne) et une abstention (Portugal).

Le Président dit qu'il sera tenu compte dans le rapport des décisions qui viennent d'être prises.

Le Président constate que la première division est ainsi arrêtée.

La troisième division (III) est adoptée après substitution des mots : « à l'exception de M. le Colonel Gilinsky » aux mots : « sans compter M. le Colonel Gilinsky, auteur de la proposition ».

Le Président déclare le rapport adopté; il ajoute que les travaux de la Commission sont terminés et en cet état de choses il demande que le Bureau puisse arrêter les termes du procès-verbal de cette séance qui sera la dernière. (*Assentiment*.)

La séance est levée.

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

Première séance. — 26 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Le Président fait observer que la question de principe soumise à l'examen de la première Sous-Commission peut être traduite en ces termes :

Y a-t-il lieu de renoncer conventionnellement à l'emploi de tout perfectionnement nouveau dans l'art de la guerre et d'interdire la mise en usage dans les armées et les flottes de nouvelles armes à feu quelconques et de nouveaux explosifs, aussi bien que de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement tant pour les fusils que pour les canons ?

M. le Général den Beer Poortugael se demande s'il serait possible de renoncer tout à fait à toute invention qui se présente. Ce serait très difficile, car une invention nouvelle pourra donner lieu non à des dépenses nouvelles, mais à des économies. Dans le cas d'une entente internationale, les Pays-Bas s'y associeront volontiers.

M. le Colonel Gilinsky donne connaissance d'une proposition d'après laquelle le Gouvernement Impérial, trouvant que le fusil actuellement en usage dans toutes les armées est à peu près de même calibre et de même qualité, propose la fixation d'un terme à déterminer pendant lequel les fusils actuellement en service ne seraient

pas remplacés par d'autres. Le fusil automatique n'existe pour le moment qu'à l'état de proposition et n'est encore adopté nulle part. Il n'est pas question de défendre les inventions nouvelles, mais de fixer pour un certain temps le type actuel sans exclure les perfectionnements qui ne les modifieraient pas essentiellement et ne transformeraient pas le fusil actuel en fusil automatique.

L'objet de cette proposition est d'empêcher de nouvelles dépenses.

M. le Capitaine d'Ayres d'Ornellas demande si cette interdiction vise seulement les fusils et les canons en usage, ou bien si elle s'applique également aux armes à feu en voie d'être adoptées.

Le Président suppose que les nations qui seraient arriérées pourraient se mettre au niveau des autres.

D'après le Colonel Gilinsky le fusil est à peu près le même dans toutes les armées. On admet le perfectionnement du type actuel. Pour le moment, il n'est question que du fusil.

M. le Capitaine d'Ayres d'Ornellas précise la question. Il est vrai que le fusil est à peu près le même dans les différentes armées européennes, mais le calibre en diffère. Il varie entre 6 et 8 millimètres.

Le Président demande s'il ne conviendrait pas de présenter une formule précise quant à un minimum de calibre.

M. le Général den Beer Poortugael propose que les types de fusils restent les mêmes et qu'on accepte les calibres 6, 7 et 8 comme limites.

Dans la discussion générale de la seconde proposition de la circulaire russe, M. le Capitaine Crozier déclare que la suggestion d'interdire l'emploi de poudres plus puissantes que celles adoptées actuellement, pourrait aller à l'encontre de l'un des principaux objets de la proposition russe. Supposant que par une poudre plus puissante on entend une poudre qui donne une plus grande vélocité à un projectile d'un poids donné ou la même vélocité à un projectile plus lourd, on sait qu'une poudre est puissante en proportion de la production de volume de gaz fourni par la température de combustion. Or, on pourrait très bien supposer possible de produire une poudre qui, fournissant un plus grand volume de gaz à une température plus basse de combustion, pourrait être plus puissante qu'aucune poudre actuellement en usage et qui, en même temps, à raison de la basse température, fatiguerait moins le fusil, ce qui permettrait de conserver celui-ci en service pendant plus longtemps. Interdire l'emploi d'une semblable poudre, ce serait, en empêchant l'économie qui en résulterait, entraver l'objet bienfaisant d'une réduction des dépenses militaires. Ces remarques ne s'appliquent pas seulement au fusil, mais sont faites pour obéir à une suggestion du Président qu'il y aurait avantage à s'entendre d'abord sur les questions les plus simples, en réservant les plus difficiles pour les discussions ultérieures.

M. le Colonel Künzli demande s'il n'y aurait pas lieu d'interdire les projectiles qui aggravent les blessures et augmentent les souffrances des blessés. Il ajoute qu'il a en vue les balles dites « *dum-dum* ».

Sur la demande du Président, M. Künzli apportera une formule à la prochaine séance.

M. den Beer Poortugael adhère à l'interdiction de projectiles inhumains qui font des blessures non guérissables. Les balles *dum-dum* dont le nez est très mou, le manteau du projectile très dur, l'intérieur étant formé d'une substance plus molle, font éclat dans le corps; l'entrée est mince, la sortie énorme. Ces ravages ne sont pas nécessaires; il suffit de mettre l'homme armé hors d'état de servir durant un temps, il est inutile de le mutiler.

Le Gouvernement néerlandais a autorisé le Général à demander l'interdiction formelle de l'emploi des *dum-dum* et des projectiles analogues.

Le Président fait observer que la proposition du Gouvernement néerlandais n'est qu'une extension du principe consacré à Saint-Petersbourg en 1868.

Le Général Sir John Ardagh dit qu'il doit y avoir malentendu : les balles *dum-dum* n'entraînent pas les conséquences qu'on leur attribue, ce sont des balles comme les autres, c'est un projectile ordinaire.

Le Président fait observer qu'il faudrait des formules concrètes pour aborder pratiquement les différents aspects du problème.

Il s'établit un échange de vues sur la proposition formulée par le Colonel Gilinsky au cours duquel les déclarations suivantes ont été recueillies :

ALLEMAGNE

La question sera très difficile à résoudre ; nous sommes prêts à prendre part à la discussion et à prendre tout à *referendum*, mais nous n'avons pas de proposition à faire.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

In regard to the question of agreement not to adopt new small arms for a term of years, Captain Crozier stated that the Government of the U. S. did not desire to limit it self in regard to the case of new inventions having for object the increase of efficiency of military weapons, although there is at present no question of change of small arms.

AUTRICHE-HONGRIE

Je ne pourrai accepter la discussion qu'*ad referendum*, comme M. le délégué d'Allemagne. Du reste, je crois que la Délégation Austro-Hongroise pourrait se rallier à la proposition de ne pas changer pour quelque temps le fusil actuel ; mais il semble qu'il serait très difficile de fixer quel est ce fusil actuel. En effet, si on permet de perfectionner le fusil, on doit remarquer qu'une amélioration, même légère, peut changer du tout au tout le caractère de l'arme : il sera dès lors, bien difficile d'établir des limites en cette matière. Il faudrait savoir, en outre, si, comme l'a mentionné M. le délégué du Portugal, on peut considérer comme fusil actuel un fusil en étude. Enfin, je répète ne pouvoir accepter qu'*ad referendum* les décisions à intervenir.

BELGIQUE

Le Comte de Grelle Rogier déclare pouvoir accepter la formule de

M. le Général den Beer Poortugael, en ce qui concerne le choix entre les calibres 6, 7 ou 8 du fusil.

DANEMARK

Je n'ai pas d'instructions spéciales de mon Gouvernement ; selon mon opinion personnelle, le Danemark ne changera pas son fusil actuel d'ici une dizaine d'années, mais on doit avoir la liberté d'améliorer la munition, etc.

ESPAGNE

L'Espagne se rallie en principe à l'opinion émise par le délégué autrichien et peut accepter la proposition du Colonel Giliusky, bien entendu seulement en ce qui concerne le fusil.

FRANCE

Le délégué Français demande qu'une rédaction extrêmement précise fixe, s'il est possible, les limites des modifications, améliorations ou transformations tant aux fusils qu'aux munitions, lesquels ne sauraient être séparés.

GRANDE-BRETAGNE

Sir John Ardagh déclare qu'il n'a aucune proposition à soumettre sur la question de restriction appliquée aux fusils et qu'il acceptera la décision de la Sous-Commission *ad referendum*.

ITALIE

Le Général Zuccari a fait observer que la question posée par la Russie, suppose comme prémisse que le fusil des différentes nations diffère très peu. D'autres délégués ont déjà fait observer que cette différence n'est pas si minime ; en réalité, elle est assez grande. Le Général Zuccari serait disposé à se rallier à la proposition française et autrichienne ; mais, sans fixer d'abord les données principales de l'arme, le modèle de fusil type, il sera très difficile de s'entendre.

JAPON

La délégation japonaise est prête à accepter *ad referendum* les décisions de la Commission pourvu qu'une formule nette et précise puisse être présentée sur la question en discussion, comme l'ont soutenu les délégués autrichien, français et italien.

PAYS-BAS

Le Gouvernement des Pays-Bas peut accepter la proposition du Gouvernement russe quant aux fusils.

PERSE

La Perse, convaincue que les propositions russes sont tout à fait humanitaires, partage complètement son opinion et appuie la proposition du Gouvernement russe de s'arrêter sur un système de fusil pour 5, 6 ans comme un essai.

PORTUGAL

Ad referendum. Le Portugal se rattache à l'opinion exprimée par

l'Autriche-Hongrie, appuyée par la France et l'Italie — c'est-à-dire qu'il faudra bien préciser les données techniques du fusil qui ne seront pas changées pendant une certaine période.

ROUMANIE

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Roumanie est très sympathique à la proposition russe, tendant à maintenir par une entente internationale et pour un nombre d'années déterminé les types de fusils perfectionnés actuellement en usage dans la plupart des armées européennes, afin de mettre un terme à la concurrence désastreuse qui se poursuit par le renouvellement périodique et fréquent des fusils dans les différents Etats.

Le Gouvernement Royal se rallierait donc à toute solution précise et pratique de nature à donner satisfaction à l'idée émise par le Colonel Gilinsky au nom du Gouvernement Impérial.

En attendant, je ne puis prendre qu'*ad referendum* le désir exprimé au sujet de la question des fusils.

RUSSIE

Fixation d'un terme de 10 à 5 ans durant lequel les fusils actuellement en service ne seraient pas remplacés par d'autres modèles. Il est convenu que le fusil automatique n'existe pour le moment qu'à l'état de proposition et n'est encore adopté nulle part. Le perfectionnement des modèles actuellement en service est admis à condition que le type fondamental n'en soit pas changé.

SERBIE

Le délégué de Serbie déclare que la Serbie possédant pour le moment encore un système de fusil déjà vieilli qu'elle est sur le point de remplacer par un modèle moderne, il ne saurait pour sa part adhérer à la proposition de M. le délégué russe.

SIAM

Au nom du Gouvernement Siamois, Phya Suriya adhère pleinement à la proposition faite par M. le Colonel Gilinsky au nom du Gouvernement russe, de décider que, pour un certain nombre d'années à déterminer, les fusils actuellement en usage dans chaque Etat ne seront pas changés.

SUÈDE ET NORVÈGE

Je me joins *ad referendum* à l'avis que vient d'exprimer M. le représentant d'Autriche-Hongrie quant au fusil.

SUISSE

Le délégué de la Suisse prend la question *ad referendum*. Il croit que le Gouvernement donnera son adhésion à une convention concernant le fusil si l'on trouve une rédaction précise et nette.

TURQUIE

Abdullah Pacha, ne trouvant pas une limite pour les perfectionnements des fusils, fait les mêmes réserves que le délégué autrichien.

BULGARIE

Fixation d'un terme de 5 à 10 ans durant lequel les fusils actuellement en service ne seraient pas remplacés par d'autres modèles.

Les perfectionnements des modèles actuellement en service sont admis à condition que le type fondamental n'en soit pas changé.

Il est convenu que le fusil automatique n'existe pour le moment qu'à l'état de proposition.

Le Président attire l'attention sur l'extrême difficulté d'aboutir si on ne propose pas une formule nette et précise. Le sens de la formule russe paraît être celui-ci : interdiction de nouvelles armes à feu, chacun demeurant libre d'adopter les fusils actuellement en vigueur.

Pour la prochaine réunion, il faudrait des formules précises et nettes, afin de voir si l'on peut s'entendre sur des restrictions conventionnelles à apporter pendant cinq ans au type des fusils et quelles modifications seraient permises quant aux munitions ; enfin la question se pose également quant aux canons. Y aurait-il lieu de fixer le minimum du calibre, le poids du projectile, la vitesse initiale ; de restreindre le nombre de coups par minute ; d'étendre la Convention de Saint-Petersbourg aux balles explosives ou dilatables ; d'admettre l'exclusion du chargement automatique ?

La séance est levée.

Deuxième séance. — 29 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT

Le procès-verbal de la première séance est adopté.

M. Raffalovich attire l'attention de ses collègues sur la nécessité absolue d'observer la discrétion la plus complète relativement aux communications faites et aux documents distribués.

M. le Colonel Comte Barantzew donne lecture des propositions russes suivantes :

Propositions Russes pour les modifications, améliorations ou transformations pouvant être faites au fusil dans une période de temps qui serait à débattre.

« 1. Le minimum du poids du fusil est 4 kilogrammes.

« 2. Le minimum du calibre est 6 1/2 millim.

« 3. Le poids de la balle ne sera pas moindre à 10 1/2 grammes.

« 4. La vitesse initiale ne dépassera pas 720 mètres.

« 5. La rapidité du feu se tiendra à 25 coups par minute.

« 6. Il est bien entendu que les balles explosives ou dilatables, ainsi que le chargement automatique, sont interdits. »

M. le Général den Beer Poortugael communique le texte qu'il a rédigé avec l'autorisation du Gouvernement Néerlandais :

« Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées et « flottes, pendant cinq ans, à partir du moment où le présent acte « sera signé, que des fusils en usage ou à l'étude à ce moment. »

« Pour les fusils à l'étude, ne seront tolérés que ceux d'un type « existant, d'un calibre ne variant qu'entre 6 et 8 millim.

« Les perfectionnements permis devront être de nature à ne changer ni le type ni le calibre ni la vitesse initiale existante. »

Le Président ouvre la discussion.

M. le Colonel Comte Barantzew dit qu'il a été autorisé à soumettre à la Sous-Commission les propositions qu'il a faites dans cette séance, mais la Russie aurait préféré qu'on s'en tint à la proposition primitive. C'est par déférence pour le désir exprimé par l'Assemblée qu'il apporte un texte nouveau.

M. le Colonel Gilinsky fait observer que l'idée fondamentale exprimée dans la circulaire du 12 août 1898 est celle d'une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations ; c'est afin de restreindre le fardeau imposé aux contribuables que le Gouvernement russe a proposé que chaque Etat conserve le fusil actuel et évite les dépenses nouvelles résultant d'un changement ; la seconde formule ne change rien au sens de la première.

M. le Général den Beer Poortugael adhère à l'idée du Colonel Gilinsky. Il a cru nécessaire de proposer une clause qu'on pourrait accepter en restant dans des termes plus généraux et en évitant des détails plus précis. Cela permettrait de petits perfectionnements sans modifier le type en usage. Il sera d'autant plus facile de se mettre d'accord sur le fusil, que la plupart des Etats ont aujourd'hui une arme dont ils peuvent être satisfaits et qui est d'un type analogue.

Le Président fait ressortir que l'idée dominante est la même dans les deux propositions russe et néerlandaise. Seulement la première spécifie davantage, tandis que la seconde est plus générale en ce sens qu'elle ne parle ni du calibre, ni de la vitesse initiale, ni du poids de la balle, etc.

Sur la demande de M. Beldiman, délégué de Roumanie, il est décidé que le texte des deux propositions sera imprimé et que l'Assemblée se prononcera dans la prochaine séance.

M. le Colonel Gilinsky lit la proposition du gouvernement russe relativement aux balles :

« L'emploi des balles dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau à la pointe, ou serait pourvue d'incisions et, en général, l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, doit être interdit comme n'étant pas conforme à l'esprit de la Déclaration de St-Petersbourg de 1868. »

M. le Colonel Gilinsky ajoute qu'il existe un nouveau projectile dont la partie antérieure est évidée, de sorte qu'il y a, à la pointe de la balle, un espace vide entre le noyau et l'enveloppe.

M. le Colonel Künzli propose le texte suivant :

« Interdiction des projectiles d'infanterie dont la pointe du manteau est trouée ou limée et de ceux dont le passage direct à travers le corps est entravé par un vide intérieur ou par l'emploi de plomb mou. »

L'objet qu'il a en vue est de diminuer les souffrances inutiles des blessés, le but de la guerre étant de mettre les hommes hors de combat pendant un temps donné et non pas de les mutiler.

Le Président prend l'avis des Délégations présentes.

Le délégué d'Allemagne, le Colonel de Gross de Schwarzhoff, préférerait la formule russe comme plus précise. Le Gouvernement alle-

mand ne ferait sans doute aucune difficulté; mais M. de Gross de Schwarzhoff prend la question ad referendum.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique, le Capitaine Crozier, croit que son Gouvernement adhèrera aux idées du Colonel Gilinsky.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, accepte la proposition russe.

Le délégué de Belgique, le Comte de Grelle Rogier, y adhère aussi.

Le délégué de Danemark, le Colonel de Schnack, accepte la proposition russe.

Le délégué d'Espagne, le Comte del Serallo, également.

Le délégué de France, le Général Mounier, l'accepte; il demande toutefois de modifier la rédaction pour éviter les difficultés résultant d'une définition trop précise, qui pourrait être tournée à raison d'inventions ultérieures. Il propose de nous limiter à l'emploi du terme « balle expansive ».

Le délégué de Grande-Bretagne, le général Sir John Ardagh, accepte la proposition russe ad referendum.

Le délégué du Japon, M. Motono, accepte la proposition russe.

Le délégué d'Italie, le Général Zuccari, tout en acceptant la proposition russe comme principe, se rallie aux observations de M. le général Mounier.

Le délégué des Pays-Bas, le Général den Beer Poortugael, accepte la proposition russe avec l'amendement Mounier.

Le délégué de Perse, le Général Mirza Riza Khan, accepte la proposition russe.

Le délégué de Portugal, le Capitaine Ayres d'Ornellas, adhère à la proposition russe avec l'amendement Mounier.

Le délégué de Roumanie, M. Beldiman, croit que son Gouvernement acceptera la proposition russe telle que l'amende le Général Mounier.

Le délégué de Serbie, le Colonel Maschine, l'accepte ad referendum.

Le délégué de Siam, M. Phya Suriya, accepte la proposition russe.

Le délégué de Suède et Norvège, le Colonel Brandström, accepte la proposition Gilinsky-Mounier.

Le délégué de Suisse, le Colonel Künzli, après avoir retiré son texte, accepte la proposition Gilinsky-Mounier.

Le délégué de Turquie, le Général Abdullah Pacha, accepte la proposition russe.

Le délégué de Bulgarie, le Major Hessapchiew, accepte la proposition Gilinsky-Mounier.

M. le Général Mounier suggère la rédaction suivante : « Il est interdit d'employer des balles expansives ou dilatables. »

M. le Colonel Coanda fait observer que les balles molles, sans enveloppe, deviennent dilatables par leur effet mécanique. Il propose de mentionner dans la rédaction « les balles non-expansives » et à enveloppe dure couvrant toute la balle.

Sur la proposition du Colonel Comte Barantzew, la Sous-Commission charge les délégués russe, français et roumain de lui soumettre un texte définitif pour la prochaine réunion.

Sur la proposition du Président, la Sous-Commission aborde la question du canon.

Le Président demande si l'on est d'avis de s'arrêter, pour un certain temps à déterminer, aux types actuels et de s'interdire conventionnellement tout perfectionnement.

M. le Colonel Gilinsky rappelle que l'objet des propositions russes est de réduire le fardeau qui pèse sur les peuples ; il serait désirable qu'on pût arriver, en ce qui touche l'artillerie de campagne, à une entente analogue à celle suggérée pour les fusils, c'est-à-dire à ne pas changer le canon actuel c'est-à-dire le nouveau canon à tir rapide existant déjà dans plusieurs armées, avec possibilité pour les pays arriérés de se mettre au niveau des autres.

A la suite d'une observation du Général Zuccari, le Président demande si l'on est d'accord sur le point qu'il serait en tout cas permis aux pays arriérés de perfectionner leur armement, pour le mettre au niveau de ceux qui sont actuellement les plus avancés.

M. Bihourd fait remarquer que cette formule pourrait pousser dans la voie des dépenses en incitant à améliorer l'outillage actuel ; elle irait ainsi à l'encontre du but d'économie visé par la limitation des armements.

Le Président provoque un vote sur la question de savoir s'il est entendu que dans le cas où l'on s'interdirait d'une manière conventionnelle de nouveaux perfectionnements, cette interdiction permettrait néanmoins à tous l'adoption des types les plus perfectionnés actuellement en usage. Ainsi, les nations arriérées pourraient se mettre à la hauteur des plus avancées. Les délégués qui seront de cet avis voteront oui, les autres non.

Le délégué d'Allemagne dit qu'il est difficile de voter à cause des restrictions qui s'imposent.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique vote oui.

Le délégué d'Autriche-Hongrie, après avoir constaté que son pays doit changer son canon, se range de l'avis du délégué d'Allemagne.

Le délégué de Belgique vote oui.

Le délégué de Danemark, après avoir déclaré que son pays doit changer son matériel, dit qu'il serait nécessaire d'essayer les types les meilleurs, mais que les Etats qui les possèdent ne les communiqueront pas. Il serait nécessaire de dire exactement ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas.

Le délégué d'Espagne constate que son pays doit également changer son matériel ; il se rallie à l'opinion du Danemark.

Le délégué de France ne peut répondre ni oui ni non ; le Danemark semble avoir donné la formule. Le Général Mounier ne connaît pas la situation la meilleure ; il y a là un secret pour chacun.

Le délégué de Grande-Bretagne dit que son Gouvernement n'est pas disposé à accepter de limitation concernant les canons.

Le délégué d'Italie vote oui.

Le délégué du Japon est de l'avis de celui de Danemark.

Le délégué des Pays-Bas est de l'opinion du Colonel de Gross de Schwarzhoff.

Le délégué de Perse se rallie à la proposition russe.

Le délégué de Portugal vote comme le Danemark.

Le délégué de Roumanie fait observer qu'il est impossible de trai-

ter la question du canon comme celle du fusil; il se range à l'avis du Général Mounier.

Le délégué de Russie rappelle qu'il a déjà indiqué la différence entre la question du fusil et celle du canon. Pour le fusil, les Grandes Puissances sont en possession de types satisfaisants très voisins les uns des autres. Il n'en est pas de même quant au canon.

M. le Colonel Gilinsky dit que la proposition russe tend à l'acceptation du meilleur canon, c'est-à-dire du canon à tir rapide.

Le délégué de Serbie vote oui.

Le délégué de Siam vote oui.

Le délégué de Suède et Norvège annonce que chez lui le remplacement des canons anciens est décidé. Dans ces conditions, il doit réserver son vote.

Le délégué de Suisse dit que les pays avancés par rapport à l'armement d'artillerie sont la France et l'Allemagne. Les autres sont dans la période d'essai. Il ne votera pas.

Le délégué de Turquie fait des réserves.

Le délégué de Bulgarie demande si l'on adoptera un type de fusil plus perfectionné et si l'on permettra aux Etats arriérés de prendre dans leurs armements le meilleur type. Sous cette réserve il se rallie à la proposition Gilinsky.

Par suite de ce vote, le Président croit devoir poser la question de principe. Y a-t il lieu, pour les nations représentées à la Conférence, de s'interdire pour un temps à fixer et notamment par des motifs d'économie, de modifier leur armement-canon, en excluant l'emploi de toute invention nouvelle, chacun gardant ainsi toute liberté d'action.

Il prend l'avis des Délégations :

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique et Autriche-Hongrie, non ; Belgique, s'abstient ; Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Perse et Roumanie, non ; Russie, s'abstient (le délégué de Russie fait observer que l'interdiction s'appliquerait seulement aux pays les plus avancés, les autres ayant la liberté de choisir le meilleur type) ; Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie, non.

Le Président constate qu'une très grande majorité est hostile à toute limitation en ce qui concerne le canon et qu'aussi sur ce point, il n'y a plus lieu à discussion.

Il demande s'il y a quelque limitation à arrêter en ce qui concerne les poudres.

Sur cette question, les délégués présents se prononcent à l'unanimité pour conserver la liberté absolue de chaque Etat en ce qui concerne l'emploi de poudres nouvelles de chargement.

M. le Colonel Gilinsky dit que la Russie propose de ne pas employer pour l'artillerie de campagne des obus brisants ou à fougasses, et de se limiter aux explosifs existants sans recourir aux explosifs formidables qui sont employés pour les sièges.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff demande si l'on interdirait l'emploi des explosifs très puissants qui ont été adoptés dans quelques armées.

Le Président dit que telle est bien la portée de la proposition du Colonel Gilinsky.

A la question de savoir s'il faut interdire dans la guerre de campagne les obus brisants ou à fougasses, dix Etats (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Perse, Portugal, Serbie, Russie, Siam, Suisse, Bulgarie) répondent *oui*.

Onze Etats (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, France, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Roumanie, Suède-Norvège, Turquie) répondent *non*.

Sur la question de savoir s'il y a lieu d'interdire l'emploi d'explosifs nouveaux non encore utilisés, neuf Etats (Belgique, Pays-Bas, Perse, Portugal, Russie, Serbie, Siam, Suisse, Bulgarie) ont voté : *oui*.

Douze Etats (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Roumanie, Suède et Norvège, Turquie) ont voté *non*.

Le Président met en discussion la deuxième partie du thème n° 3 : Prohibition du lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut des ballons ou par des moyens analogues.

M. le Général den Beer Poortugael lit la déclaration suivante :

« Le Gouvernement des Pays-Bas m'a autorisé à appuyer cette proposition.

Ne semble-t-il pas excessif d'autoriser l'emploi de machines infernales qui paraissent tomber du ciel ?

Je sais bien que quand on est contraint de faire la guerre, il faut la faire aussi énergiquement que possible, mais cela n'implique pas encore que tous les moyens soient permis.

A la Conférence de Bruxelles en 1874, on a déjà arrêté à l'article 12, qui est à peu près conforme à l'article 11 de l'avant-projet russe, que les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi, et à l'article 13 du protocole final de cette Conférence, entre autres d'après ce principe sont notamment interdits ; *a.* l'emploi du poison ou d'armes empoisonnées ; *b.* le meurtre par trahison d'individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie. Or, les progrès de la science, de la chimie en particulier, sont tels que les choses les plus incroyables hier encore se réalisent aujourd'hui. On peut prévoir l'emploi de projectiles ou autres choses remplis de gaz délétères, soporifiques qui, précipités du haut des ballons au milieu des troupes, les mettraient du coup hors de combat. »

M. le Général den Beer Poortugael veut écarter scrupuleusement tout moyen qui ressemble à la perfidie et il se rallie à la proposition russe.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit qu'il faut bien constater qu'en votant la proposition, on ne veut pas interdire l'emploi de mortiers ou d'autres canons à tir élevé mais que les mots : « moyens analogues » s'appliquent seulement à des manières *nouvelles*, pas encore inventées et analogues à l'emploi des ballons. Ensuite, il est nécessaire de déclarer si l'interdiction, une fois votée et acceptée par

les gouvernements, restera en vigueur pour toujours ou seulement pour un temps à fixer par exemple pour un délai de 5 ans, comme on l'a proposé pour les fusils.

La Sous-Commission, d'accord avec l'interprétation du Délégué d'Allemagne, ajoute, pour écarter tout malentendu, le mot « nouveaux » entre les mots « moyens » et « analogues ».

M. le Colonel Gilinsky dit que de l'avis du Gouvernement russe, les différentes manières actuelles de nuire à l'ennemi sont suffisantes.

Sur cette question, à l'exception du délégué de la Grande-Bretagne, et sous la réserve du délégué de Roumanie de limiter l'entente pour cinq ans, la Sous-Commission émet un vote affirmatif.

La séance est levée.

Troisième séance. — 31 mai 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance précédente.

M. le Capitaine Crozier fait observer qu'il a cru voter sur la position de la question et non sur le fond, lorsqu'il a émis un vote affirmatif relativement à l'interdiction aux nations arriérées de perfectionner leur artillerie de campagne. Il aurait voté *non* sur le fond.

Après cette rectification, le procès-verbal est adopté.

Le Président donne lecture de la rédaction relative aux balles arrêtée par les délégués de France, de Roumanie et de Russie.

« L'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement « en pénétrant dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe « dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou « serait pourvue d'incisions, doit être interdit. »

M. le Lieutenant-Colonel de Khuepach dit, qu'à son avis, il faudrait se borner à proposer une disposition de restriction conventionnelle contre l'emploi des balles qui produisent des blessures inutilement cruelles, sans entrer dans les détails, d'autant plus qu'il ne sera pas possible d'éviter complètement les mutilations; car une balle construite d'une manière quelconque causera de telles mutilations, si avant de frapper le corps humain, elle était déformée par le choc sur une pierre ou sur un autre corps dur.

Le Général Sir John Ardagh est d'accord avec le délégué autrichien, mais il demande à ajouter quelques mots sur la guerre contre les sauvages. Un assez grand nombre d'Etats sont intéressés dans cette question.

Dans la guerre civilisée, un soldat pénétré par un petit projectile est blessé; il se retire à l'ambulance, il n'avance plus. Le sauvage est bien différent. Quoique transpercé deux ou trois fois, il ne cesse pas de marcher en avant, il n'appelle pas les infirmiers, il avance toujours, et avant que l'on ait eu le temps de lui expliquer qu'il est en contradiction flagrante avec les décisions de la Conférence de La Haye, il vous tranche la tête.

C'est pour cette raison que le délégué anglais réclame la liberté

d'employer contre les populations sauvages des projectiles d'une efficacité suffisante, et il se rallie à la rédaction autrichienne.

M. Raffalovich croit que les idées exposées par Sir J. Ardagh sont contraires à l'esprit humanitaire qui domine cette fin du XIX^e siècle. Il n'est pas admissible qu'on fasse une distinction entre l'ennemi sauvage et l'ennemi civilisé ; l'un et l'autre sont des hommes qui méritent le même traitement.

Au surplus, avoir deux sortes de projectiles, l'une pour les sauvages, l'autre pour les civilisés, c'est compliquer l'armement. On peut prévoir l'hypothèse de soldats stationnés hors d'Europe, armés de balles à l'usage des sauvages et se trouvant dans le cas de combattre des troupes régulières d'un Etat civilisé.

Il leur faudrait alors deux sortes de cartouchières.

M. le Colonel Gilinsky dit que la balle de petit calibre n'arrête pas l'attaque des sauvages non parce qu'ils sont des sauvages ; elle n'arrêtera pas davantage l'attaque d'une armée civilisée, car tel est l'effet du très petit calibre. En effet, l'homme grièvement blessé peut encore avancer pendant quelque temps et même combattre, c'est donc là un argument en faveur de calibres plus gros. Le calibre russe de 7 1/2 millim. ainsi que le Mauser arrêtent très bien l'attaque. En diminuant continuellement le calibre, on arrive à un calibre trop petit et à la nécessité peut-être d'employer la balle « dum-dum ». Quant aux sauvages, ils ne sont naturellement pas garantis contre l'emploi même de balles explosibles. Dans la déclaration de St-Petersbourg de 1868, les Puissances contractantes ont décidé de ne pas employer ces balles dans la guerre entre elles. Il est évident qu'il y a une lacune dans la déclaration de 1868, lacune qui permet d'employer contre les sauvages non seulement les balles « dum-dum », mais même les balles explosibles.

S. E. Abdullah Pacha constate que des expériences sur toutes sortes d'animaux auxquelles il a assisté, ont donné le même résultat avec le petit qu'avec le gros calibre.

Sur l'invitation du Président, M. le lieutenant-Colonel de Khuepach formule sa proposition comme suit :

« L'emploi de balles causant des blessures inutilement cruelles sera « conventionnellement interdit. »

Avant de soumettre au vote les deux propositions en présence, le Président croit exprimer l'opinion de l'Assemblée en disant qu'il ne pourrait être établi de distinction suivant ceux contre lesquels on combat.

M. Raffalovich demande la priorité pour la rédaction du Général Mounier.

Le Président procède au vote sur cette formule, lequel donne le résultat suivant :

19 Etats se prononcent pour l'affirmative : (Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie et Bulgarie) ; un Etat (Grande-Bretagne) pour la négative ; un Etat (Autriche-Hongrie) s'abstient.

La Sous-Commission aborde la question du fusil.

M. Le Général Mounier déclare qu'il a demandé des instructions relativement au texte des propositions russes. Ne les ayant pas encore reçues, il est obligé de réserver sa réponse.

M. le Colonel Comte Barantzew explique que l'idée maîtresse des propositions russes est de restreindre les dépenses militaires en arrivant à une entente pour stabiliser le type du fusil actuellement en usage, tout en laissant aux pays arriérés la possibilité d'achever leur réarmement. Le délégué russe souhaiterait qu'on en revînt au texte de la proposition russe primitive, car la précision même des détails contenus dans la seconde formule libellée en réponse au désir exprimé par la Sous-Commission, exigerait peut-être des pourparlers ayant peu de chance d'aboutir.

M. le Général den Beer Poortugael, après avoir constaté qu'il est d'accord avec le colonel Comte Barantzew, explique que c'est pour la même raison qu'il a présenté une rédaction conçue en termes plus généraux.

Après un échange de vues entre plusieurs délégués, le Président annonce qu'on vient de lui communiquer un texte plus ou moins analogue à la proposition russe (Gilinsky); mais, afin de permettre aux délégués techniques de s'entendre, il suspend la séance.

A la reprise de la séance, le texte suivant proposé par le Général den Beer Poortugael et accepté par le Colonel Gilinsky est mis aux voix :

« Les Etats conviennent de ne faire usage dans leurs armées pendant cinq ans à partir du moment où le présent acte sera signé, que des fusils en usage à ce moment.

« Les perfectionnements permis devront être de nature à ne changer ni le type, ni le calibre existants. »

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff ne croit pas que la proposition puisse être acceptée, car elle permet le perfectionnement des fusils existants sans en donner une définition nette et précise. Il serait très difficile d'établir quelles sont les améliorations qui pourraient être adoptées sans constituer dans leur ensemble un nouveau type de fusil. Quels seraient les changements permis? Quels seraient les changements interdits? Où est l'autorité qui déciderait ces questions? En cas de doute, il faudrait, pour remplir loyalement les clauses de la Convention, faire connaître le nouveau modèle aux autres Puissances et leur demander leur consentement avant de l'adopter. Comme ce n'est guère possible, il a le regret de devoir voter contre la proposition.

Il en est de même des Etats-Unis d'Amérique, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Serbie et de la Turquie.

Ont voté pour la proposition, les délégués du Danemark, de l'Espagne, des Pays-Bas, de la Perse, de la Russie, du Siam, de la Suède et Norvège, de la Suisse et de la Bulgarie, ce dernier toutefois sous réserves.

M. le Major Hessaphtchi ew dit que la Délégation bulgare comprend comme suit la proposition faite par le délégué des Pays-Bas : « Chaque Puissance dont l'armement se trouve être inférieur à celui d'une

autre, aura toujours le droit de remplacer son fusil par le modèle le plus perfectionné, actuellement en service dans le pays le plus avancé au point de vue de l'armement.

« C'est déjà un principe inaltérable et même alphabétique dans l'art militaire, de ne jamais avoir un fusil inférieur à celui dont se sert l'armée d'un pays voisin.

« En conséquence, pour pouvoir appliquer pratiquement la proposition de M. le délégué des Pays-Bas, il faudrait admettre comme infranchissables pour toutes les Puissances, les avantages et les données balistiques du fusil le plus perfectionné se trouvant actuellement en usage.

« C'est seulement sous cette réserve que la Délégation bulgare accepte ad referendum la proposition de M. le délégué des Pays-Bas. »

Le délégué de Roumanie, se référant à sa déclaration du 26 mai, réserve sa décision et s'abstient.

(Neuf oui, un oui avec réserve, dix non, une abstention).

Le Président met ensuite aux voix le texte Barantzew en réservant le dernier alinéa.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, tout en rendant hommage à l'habileté avec laquelle le Comte Barantzew a essayé de faire disparaître les entraves à une entente générale, craint que toutes les difficultés ne soient pas surmontées.

Nous voulons tous faire des économies ou du moins éviter de grosses dépenses nouvelles comme celles qui résulteraient de l'adoption d'un nouveau fusil. Mais nous ne pouvons y renoncer sans être bien sûrs qu'aucune autre Puissance n'améliorera son armement au-delà d'une certaine mesure.

La proposition énumère ce qu'on croit pouvoir concéder comme limite des perfectionnements permis.

Le délégué d'Allemagne demande s'il est bien utile et nécessaire d'établir un minimum pour le poids du fusil.

En dehors de la question économique, nous poursuivons des buts humanitaires.

M. de Gross de Schwarzhoff croit qu'il est beaucoup plus humanitaire d'alléger le poids que le soldat doit porter que de fixer un minimum pour le poids d'une partie de son armement. Il est vrai que tout ce que l'on ferait disparaître du poids du fusil serait sans doute bientôt remplacé par une augmentation des cartouches. Ensuite, il faudrait expliquer nettement si l'on parle du poids du fusil seul, non chargé, ou du fusil chargé et muni d'une baïonnette. Dans le premier cas le délégué allemand rappelle à ses collègues militaires que plusieurs fusils actuellement en usage ne remplissent pas la condition imposée. Il croit que ce sont les fusils belges, espagnols, italiens, norvégiens, roumains et allemands. Donc, en prescrivant un poids de 4 Kilog., on forcerait tous ces États à des changements peu désirables de leurs fusils.

Quant au poids de la balle, il y a également des fusils en usage dont les projectiles restent au-dessous du chiffre indiqué. Ce sont les fusils norvégiens et roumains.

Le délégué d'Allemagne concède volontiers que la vitesse initiale

de 720 à 730 mètres n'est pas dépassée jusqu'à présent et qu'il serait possible de s'arrêter à ce chiffre; mais la vitesse initiale dépend au moins autant de la poudre employée que du système du fusil, du poids, et de la forme du projectile. Comme la Sous-Commission a réservé, il y a quelques jours, la liberté de chacun d'adopter de nouvelles poudres, il semble logique de ne pas fixer la vitesse initiale. Car autrement on pourrait très bien inventer une nouvelle poudre moins coûteuse, plus durable et plus efficace que la poudre actuellement en usage, sans pouvoir l'adopter parce qu'elle augmenterait la force initiale au delà de 720 mètres.

Il faudrait donc tout d'abord revenir sur ce qui a été décidé à l'unanimité dans la séance du 29 mai.

La rapidité du feu ne dépend pas moins de l'habileté et de l'entraînement du tireur que du mécanisme du fusil. En prescrivant un maximum, il faudrait donc dire si c'est une vitesse moyenne à laquelle la plupart des soldats peuvent atteindre ou une vitesse que les hommes les mieux entraînés ne peuvent pas dépasser. Le délégué allemand reconnaît du reste que la mesure donnée est assez large.

Il croit avoir démontré que certaines conditions ne tiennent pas assez compte de l'état actuel de l'armement, que d'autres devraient être définies si possible avec plus de précision et qu'une condition au sujet de la vitesse initiale amènerait l'annulation d'un vote antérieur. Toutes ces raisons le forcent, à son grand regret, à voter contre la proposition. Il tient à ajouter qu'il n'a exprimé que son opinion personnelle; si les délégués ne se rallient pas à cette manière de voir et s'ils tombent d'accord sur cette proposition ou sur une autre formule, le Gouvernement allemand sera sans doute tout prêt à l'examiner.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique vote non.

Le délégué d'Autriche-Hongrie croit qu'il n'est pas possible de trancher la question par un vote affirmatif ou négatif. Comme il a déjà eu l'honneur de le dire dans la séance du 26 mai, l'Autriche-Hongrie, possédant un type satisfaisant, n'a pas de motif de changer le fusil actuel au moins tant qu'il ne sera pas dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres Puissances.

Voilà pourquoi le délégué pourrait accepter la proposition d'une restriction conventionnelle; mais pourvu qu'elle ne tranche que la question de principe.

Les détails, à son avis, seraient l'obstacle à toute convention.

Quant à la vitesse initiale, il n'a rien à ajouter à ce que vient de dire le Colonel de Gross de Schwarzhoff et il s'y rallie complètement.

Pour les autres points, il croit qu'il faudrait d'abord que les personnes compétentes de tous les pays représentés s'entendissent sur les limites possibles avant de les rendre obligatoires. On a procédé de la sorte pour la révision de la Convention de Genève. Aussi, à son grand regret, il devra voter non.

Ont voté également non : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Japon, le Portugal, la Serbie, le Siam, la Suisse et la Turquie.

Ont voté oui : les Pays-Bas, la Perse, la Russie et la Bulgarie, celle-ci ad referendum.

Le délégué de France déclare qu'il attend ses instructions.

Le délégué de Roumanie s'abstient en maintenant sa déclaration faite à ce sujet dans la séance du 26 mai ; comme, depuis ce jour, la question, à son avis, est restée exactement dans le même état, il ne croit pas qu'il y ait lieu d'émettre un vote affirmatif ou négatif.

M. Raffalovich demande qu'il soit constaté que la seconde rédaction russe a été soumise à l'Assemblée pour répondre au désir exprimé par celle-ci de voir préciser les éléments des données de l'arme. La première proposition rendait fidèlement la pensée du Gouvernement russe : limiter les dépenses en stabilisant l'armement actuel.

Sur le paragraphe 6 du texte Barantzew, il s'établit un échange de vues.

Le Président fait remarquer que l'interdiction établie par la déclaration de Saint-Petersbourg est restreinte et que l'Assemblée sera assurément d'avis de la généraliser. (*Assentiment.*)

A la suite d'une courte discussion, on tombe d'accord pour ajouter le mot *explosible* à la définition de la balle dont l'emploi est interdit (voir plus haut la proposition du Général Mounier qui a été votée et qui est ainsi arrêtée dans son texte définitif :)

« L'emploi des balles explosibles et de celles qui s'épanouissent
« ou s'aplatissent facilement en pénétrant dans le corps humain,
« telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvri-
« rait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions, doit
« être interdit. »

Après quelques explications concernant la définition du chargement automatique, la question de l'interdiction conventionnelle de ce système a été mise aux voix.

Les délégués se sont prononcés : neuf pour l'affirmative (la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Pays-Bas, la Perse, la Russie, le Siam, la Suisse et la Bulgarie) ; six pour la négative : (l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède et Norvège).

Se sont abstenus : la France, le Japon, le Portugal, la Roumanie, la Serbie et la Turquie.

Le Président fait remarquer qu'il n'a été question jusqu'ici que des modes de destruction au moyen d'armes à feu ou de nouveaux explosifs, et que la science pourrait en emprunter d'autres, par exemple à la chimie ou à l'électricité.

La circulaire du Comte Mouraviëff ne s'applique pas directement à ce point, mais tel est assurément son esprit. Il demande si la Sous-Commission croit pouvoir se déclarer compétente à ce sujet ou si elle entend réserver la décision de la question à la première Commission ou à la Conférence plénière.

L'Assemblée se prononce dans ce dernier sens. La Sous-Commission nomme rapporteur M. le Général den Beer Poortgael.

La séance est levée.

Quatrième séance. — 7 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Lecture est faite du procès-verbal de la séance précédente qui est adopté.

Le Président dit, que le Général den Beer Poortugael a fait de nouvelles tentatives dans le but d'arriver à une entente quant au fusil. A la première rédaction déjà distribuée, il a substitué la suivante :

« Pour une période de 5 ans, à compter de la date du présent acte, les Etats conviennent de ne pas remplacer les fusils actuellement en usage dans leurs armées par des fusils d'un autre type. »

« Mais ils ne s'interdisent pas d'apporter aux fusils actuellement en usage toute amélioration ou tout perfectionnement qui leur paraîtrait avantageux. »

« Les Etats qui ont un fusil de modèle arriéré, c'est-à-dire d'un calibre supérieur à 8 millimètres ou sans magasin, pourront adopter des modèles existants. »

M. le Général den Beer Poortugael prononce le discours suivant :

« Dans une circonstance ordinaire, je me serais certainement fait scrupule, après les débats et les décisions de cette haute Assemblée, d'apporter une proposition nouvelle sur la matière des fusils. Mais, comme la tâche que nous avons à poursuivre n'est pas une tâche ordinaire, comme je suis convaincu, MM. les délégués, que tous, vous n'êtes pas moins pénétrés que moi-même du devoir impérieux qui nous est imposé, de ne pas lâcher prise avant d'avoir résolu la question qui nous est soumise, je craindrais de vous offenser en m'excusant de la peine que je vous cause involontairement. Je préfère donc entrer immédiatement en matière et vous expliquer pourquoi j'ai cru de mon devoir de vous soumettre la proposition que vous avez entre les mains.

C'est que ma conscience me dit que nous devons faire tout ce qui est possible pour arriver à un accord sur la question du fusil. De toutes les questions indiquées par les quatre premiers points de la circulaire du Comte Mouravieff, que la première Commission a la tâche de résoudre, la question du fusil est évidemment celle dont la solution offre le moins de difficulté. Vous savez en effet que presque toutes les armées sont en possession de bons fusils du même type et de calibres ne variant qu'entre 6, 7 et 8 millimètres.

Messieurs, je suis d'avis que non seulement à un point de vue économique, mais aussi à un point de vue de haute politique, qui est heureusement le même pour tous les Etats, il est nécessaire et même urgent que nous fassions au moins quelque chose.

Des populations entières dans tous les pays civilisés l'attendent de nous ; il serait très fâcheux de tromper leur espoir.

Elles demandent, elles supplient qu'on cesse de jeter des millions, presque des milliards, dans le gouffre des changements incessants qui se succèdent si rapidement que le modèle est quelquefois changé trois ou quatre fois avant d'avoir pu servir. Elles demandent, elles supplient qu'on mette un terme à ces dépenses extravagantes affectées

à des outils de guerre, de façon à pouvoir satisfaire à des besoins sociaux de plus en plus pressants et qui, faute d'argent, doivent rester en souffrance. Elles demandent, elles supplient qu'on s'arrête, ne fût-ce que pour un certain temps et pour qu'on puisse reprendre haleine, dans cette course effrénée à gagner le record des innovations de ce genre.

Tout au moins tâchons de nous entendre sur la matière qui se prête le plus à l'entente. Agir autrement serait pour les peuples une déception cruelle.

Ecartons toute méfiance qui est une mauvaise conseillère. N'oublions pas que précisément dans la question du fusil, la Russie qui a fait la proposition primitive se sert à présent d'un fusil de gros calibre : celui de 7,62 millimètres, tandis que des Etats voisins, la Suède et la Norvège, ont des fusils meilleurs du calibre 6,5 millimètres, comme la Roumanie. C'est donc une preuve évidente de désintéressement, un sacrifice, si l'on veut, fait sur l'autel du bien-être commun.

N'oublions pas que c'est l'idée généreuse du jeune et auguste Empereur du plus vaste empire du monde, qui manifeste son désir pour une paix très prolongée ; que, dans son voyage en Palestine, un autre Empereur, jeune, généreux et génial, à la tête de la Puissance formidable de l'Allemagne, a exprimé solennellement sur le sol classique que, nous Chrétiens, nommons la Terre Sainte, le ferme désir de maintenir la paix ; qu'enfin, comme tout le monde le sait, l'Empereur d'Autriche-Hongrie, l'illustre Souverain qui dernièrement a fêté son jubilé dans des circonstances si tristes, qui ne vit que pour le bien-être des peuples qu'il gouverne, est animé de sentiments également pacifiques.

N'oublions pas non plus que, comme l'a dit l'honorable Président de la Conférence Son Exc. M. Staal, « l'empressement que toutes les « Puissances ont mis à accepter la proposition contenue dans les cir- « culaires russes est le plus éloquent témoignage de l'unanimité « acquise aux idées pacifiques. »

Dans cet état de choses, pourquoi hésiterions-nous, nous qui sommes ici réunis pour donner pour ainsi dire du corps à ces idées, à faire le minimum, c'est-à-dire à convenir que, seulement pour la courte période de 5 ans, nous tous garderons les fusils que nous avons et que seuls les Etats qui ont des fusils arriérés sans magasin pourront faire choix d'un fusil existant ?

Si, Messieurs, après tout ce qui est arrivé et attendu, cette Conférence pompeusement annoncée et constituée, et qui n'a jamais eu sa pareille, ne fait rien sur le terrain des économies tant désirées : si nous n'apportons aucune restriction aux transformations ruineuses des armements, nous aurons forgé des armes pour l'ennemi commun de tous les Gouvernements, pour ceux qui veulent bouleverser l'état actuel du monde et qui dès lors n'hésiteront pas à semer dans les populations des germes vénénéux et le doute sur la sincérité des Gouvernements qui nous ont délégués.

Ces faux apôtres qui ne font que se guerroyer entre eux diront à la populace : « Venez avec nous, vous tous qui êtes accablés et qui « demandez du pain et la paix : nous sommes les seuls qui pouvons « vous les donner. » Et la populace se jettera dans leurs bras et leur sera de bonne prise.

Il me reste à justifier la formule proposée.

On a attaqué, et selon moi à juste prix, les détails—du reste demandés—de la seconde rédaction russe ; ils ne se trouvent pas dans celle qui vous est présentée.

On a dit que c'était aller trop loin que de considérer comme fusil actuel, même le fusil à l'état d'étude ; dans la présente formule l'état d'étude ne se trouve pas.

Les délégués des Etats qui ont des fusils arriérés ont voté contre les propositions précédentes, parce qu'ils désirent avoir la faculté de changer leur fusil d'ancien type. La présente rédaction leur donne toute satisfaction en leur permettant, comme il est juste, de choisir parmi les meilleurs fusils existants.

Si l'on demande quel est le fusil actuel, je réponds que chaque Etat sait très bien quel est le meilleur fusil actuellement en usage. J'ai cru d'abord qu'on pouvait faire abstraction des perfectionnements ; mais on m'a fait observer et, je crois, avec raison, que ce serait inadmissible ; il est arrivé en effet, que des défauts de mécanisme se sont révélés qui rendaient le fusil dangereux pour le tireur. Voilà pourquoi je propose que tout perfectionnement soit permis, parce que je reconnais qu'il est très difficile de tracer des limites ; c'est donc une définition nette et précise.

Si l'on demande comment on peut contrôler que les améliorations ou perfectionnements permis n'apportent pas un changement au type, je prends la liberté de répondre comme le Président de la Conférence de Bruxelles, M. le Baron Jomini : « Ce serait faire injure aux parties contractantes que de supposer qu'elles pourraient avoir l'intention de ne pas tenir leur engagement. »

Messieurs, il en est des nations comme des individus. François 1^{er}, vaincu et fait prisonnier à Pavie par Charles Quint, écrivit à sa mère du château de Pizzeghettonne ces mots remarquables : « Madame, tout est perdu, fors l'honneur. »

Il n'en restait pas moins le grand Roi, pouvant regagner tout et l'ayant regagné, parce que l'honneur lui restait. Mais, autre chose serait de forfaire à son serment ou à un engagement accepté, car :

« L'honneur est comme une île escarpée et sans bords, »

« On n'y peut plus rentrer dès qu'on en est dehors. »

Je suis donc convaincu, Messieurs, que pour être certain que les Etats ne se soustrairont ni à l'esprit, ni à la lettre de la convention, il n'y a pas de meilleur contrôleur que l'honneur des nations.

Pensons-y !. » (Applaudissements).

Le Président propose à la Sous-Commission de décider que le remarquable discours du Général den Beer Poortugael soit annexé in-extenso au procès-verbal.

M. Raffalovich suggère l'idée de le faire imprimer et distribuer avec le compte-rendu sommaire, afin de porter le discours du Général à la connaissance des Gouvernements représentés. (Assentiment.)

M. le Colonel Gilinsky, au nom de la Délégation russe, remercie le Général den Beer Poortugael des paroles chaleureuses dont il a appuyé la proposition de son Gouvernement.

M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff dit, que comme simple délégué technique, il n'est pas en mesure de suivre le Général den Beer

Poortugael dans le domaine de la haute politique. Il reconnaît qu'après tous les efforts faits, il serait bien désirable d'arriver à un accord ; mais il se demande, si la proposition du délégué néerlandais est bien faite pour y aboutir. Le but technique est de réaliser des économies ou d'arrêter des dépenses nouvelles pour l'armement de l'infanterie ; or, la formule du Général den Beer Poortugael permet à tous les Etats d'apporter des améliorations et des perfectionnements à leurs fusils actuels, pourvu qu'ils n'en changent pas le type. On pourrait prévoir le cas d'une grande Puissance effectuant des progrès dans cet ordre d'idées ; même avec des modifications très restreintes, mais coûteuses, il serait possible d'arriver à créer une arme très supérieure au fusil actuel et cela forcerait les autres Puissances à emboîter le pas.

Comme l'a dit M. le délégué des Etats-Unis, il est des améliorations susceptibles d'entraîner des dépenses considérables et quand on fait ces dépenses, on doit avoir tout au moins la liberté d'adopter l'arme qui semble la meilleure.

Du reste on ne sait pas d'avance si les modèles actuellement en usage se prêteraient aux transformations auxquelles on serait obligé vis-à-vis des améliorations adoptées ailleurs.

Le délai fixé à 5 ans produirait probablement une double dépense : d'abord pour les transformations, ensuite pour un nouveau fusil.

En votant, le délégué d'Allemagne exprime son opinion personnelle ; il n'a aucune instruction de son Gouvernement.

M. le Dr Stancioff dit que la Délégation bulgare, dont l'adhésion est certainement acquise à toutes les propositions tendant à alléger les charges budgétaires, doit cependant faire ses réserves en présence de la limite de 8 millimètres, que le Général den Beer Poortugael entend imposer aux Etats ayant un fusil de modèle arriéré. La Bulgarie se servant du calibre de 8 millimètres craindrait d'être tenue de s'arrêter à ce calibre, tandis que les autres Etats dont l'armement actuel est inférieur auraient la faculté d'adopter un calibre plus petit ; le Major Hessapchieff, second délégué de Bulgarie, demanderait que chaque Etat pût arriver à changer son fusil pour se mettre, quant au calibre, au niveau du fusil actuellement le meilleur.

M. Miyatovitch est heureux de pouvoir se rallier au sentiment si éloquemment exprimé par le Général den Beer Poortugael ; il accepte la rédaction proposée en suggérant toutefois d'ajouter que les Etats arriérés en armements auront eux aussi la faculté d'améliorer leur fusil.

Il n'insiste pas sur cet amendement en présence de la déclaration du Président, que le paragraphe premier de la proposition du Général den Beer Poortugael sauvegarde les droits des Etats arriérés quant aux perfectionnements qu'ils pourront introduire dans leurs nouveaux fusils.

M. le Général den Beer Poortugael, répondant aux observations du Colonel de Gross de Schwarzhoff, dit que, sans doute, il faudra faire quelques dépenses, si l'on veut apporter des modifications au modèle en service, mais que ces dépenses ne seront jamais aussi considérables que s'il s'agissait de changer entièrement de modèle.

Quant à la question soulevée par M. Stancioff, le Délégué néerlandais déclare que la limite de 8 millimètres devra être maintenue ; d'ailleurs de grands Etats comme la France ont le calibre 8, quant à

la Russie dont le calibre est très voisin de 8, elle n'aurait pas fait la proposition de se tenir au fusil actuel si elle considérait celui-ci comme inférieur.

M. le Colonel Gilinsky croit que le fusil bulgare n'est point inférieur à celui d'autres Puissances.

Le Général Sir John Ardegh présente quelques observations sur la proposition du Général den Beer Poortugael.

Il voit de grandes difficultés à réaliser conventionnellement les restrictions que le délégué néerlandais veut imposer. Il demande notamment s'il serait contraire aux termes de la proposition du Général den Beer Poortugael de faire fabriquer des fusils perfectionnés dans les arsenaux de l'Etat, de les conserver en magasin pour ne les distribuer aux troupes qu'en cas de guerre.

Sir John Ardagh signale ensuite une autre difficulté, celle du contrôle.

Pour ces motifs il ne peut pas donner son adhésion au texte présenté.

M. Raffalovich est d'avis que le Général den Beer Poortugael a répondu d'avance à l'objection que Sir John Ardagh soulève relativement au contrôle. Au lieu de fournir un moyen d'entente, la question du contrôle risquerait de créer d'insurmontables difficultés. Il n'est pas entré dans les vues des Gouvernements de la soulever. La garantie des engagements à prendre réside dans la bonne foi des contractants, dans le contrôle de l'opinion publique.

Le Président fait remarquer que faire fabriquer et conserver en magasin des armes perfectionnées pour les employer en cas de guerre serait évidemment en contradiction avec le sens de la proposition du délégué néerlandais.

M. le Colonel Gilinsky déclare que le contrôle n'est pas nécessaire; il n'existe pas même pour les conventions commerciales.

D'après M. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, il ne s'agit pas de contrôle contre la mauvaise foi; mais il a en vue les contestations qui peuvent surgir de bonne foi relativement à la portée des modifications et des perfectionnements de l'arme.

Qui décidera la question de savoir s'il s'agit d'un nouveau modèle ou d'une amélioration?

Le Président fait procéder au vote sur la proposition den Beer Poortugael.

L'Allemagne vote non.

Le Délégué des Etats-Unis d'Amérique dit que, selon son opinion personnelle, son Gouvernement ne fera pas opposition: mais, étant sans instructions, il s'abstient.

Le Délégué d'Autriche-Hongrie, attendant des instructions, s'abstient également. Quant à son opinion personnelle, il a eu plusieurs fois l'honneur de l'exposer. Pour ne pas se répéter, il se borne à déclarer, que, n'ayant que des instructions générales en ce qui concerne cette matière, il a porté la proposition du Général den Beer Poortugael à la connaissance de son ministère en le priant de lui donner des instructions précises à ce propos. Il doit donc s'abstenir de voter jusqu'au moment où il aura reçu ces instructions.

Le Danemark vote oui. — L'Espagne vote oui. — La France attend des instructions et s'abstient. — La Grande-Bretagne vote non. — L'Italie vote non. — Le Japon s'abstient, attendant des instructions. — Les Pays-Bas votent oui. — La Perse vote oui. — Le Portugal se réserve. — La Roumanie vote oui sous réserve. — La Russie, la Serbie, le Siam et la Suède et Norvège votent oui.

Le Délégué de Suisse, après avoir fait observer que le mot décisif sera prononcé par les Grandes Puissances, croit inutile d'émettre un vote sans portée utile. Pour ce motif il s'abstient.

La Turquie, en attendant des instructions, s'abstient.

La Bulgarie s'abstient ad referendum.

Par conséquent, deux Etats ont voté non; neuf Etats ont voté oui; neuf Etats se sont abstenus.

M. le Capitaine Crozier propose de rouvrir la discussion sur l'interdiction du lancement de projectiles du haut des ballons.

Il dit :

« Ayant voté affirmativement pour la prohibition de lancer des projectiles ou des matières explosives du haut des ballons, ou par des moyens analogues, telle qu'elle figure dans l'article 3 de la circulaire du Comte Mourawieff du 30 décembre 1898, je voudrais qu'on revînt sur le vote et qu'on examinât la question à nouveau.

Je sollicite l'indulgence de l'Assemblée en disant quelques mots pour défendre une motion qui pourra sembler radicale en présence du vote presque unanime rendu précédemment.

L'esprit général des propositions qui ont reçu l'accueil favorable de la Sous-Commission est un esprit de tolérance à l'égard des méthodes tendant à augmenter l'efficacité des moyens de faire la guerre et un esprit de restriction à l'égard des méthodes qui, sans être nécessaires du point de vue de l'efficacité, ont semblé inutilement cruelles. On a décidé de n'imposer aucune limite aux perfectionnements de l'artillerie, des poudres de chargement, des matières explosives, des fusils, tout en prohibant l'usage des balles explosibles ou dilatables, la projection de matières explosibles du haut des ballons ou par des moyens analogues.

Si l'on examine ces décisions, il semble que, lorsqu'on n'a pas imposé de restriction, c'est l'efficacité qu'on a voulu sauvegarder au risque même d'augmenter les souffrances, si cela était indispensable.

Des deux cas où des restrictions ont été imposées, le premier, c'est-à-dire l'interdiction de faire usage de certaines catégories de balles, provient exclusivement d'un sentiment d'humanité, il est donc raisonnable de supposer que le second a son fondement dans un sentiment semblable. Or, il me paraît difficile de justifier par un motif humanitaire la prohibition de l'emploi des ballons pour lancer des projectiles ou des matières explosives. Nous sommes sans expérience dans l'usage d'armes, dont nous proposons d'interdire, à jamais, l'emploi. Qui peut dire, en supposant qu'on arrive à inventer des procédés pratiques d'employer les ballons, si cette invention ne sera pas de nature à rendre possible l'emploi au point critique du champ de bataille, au moment critique du conflit, dans des conditions tellement définies et concentrées, que cet emploi décidera de la victoire, partageant ainsi la qualité qu'ont toutes les armes perfectionnées de loca-

liser à des points importants la destruction de la vie et des biens et d'épargner les souffrances de tous ceux qui ne se trouvent pas à l'endroit même où se décide l'issue ; cet emploi tend à diminuer les maux de la guerre et à favoriser les considérations humanitaires que nous avons en vue.

Je ne connais point de machines aussi efficaces et aussi humanitaires, même dans la période d'invention incomplète comme celle où se trouve l'aérostation ; mais est-il désirable de fermer la porte à leur introduction possible parmi les armes admises ? En le faisant, n'agissons-nous pas tout à fait dans l'obscurité et ne courrons-nous pas les risques d'erreurs inhérents à une telle façon d'agir ? Le ballon tel que nous le connaissons, n'est pas dirigeable, il peut transporter peu de chose, il est capable de lancer seulement sur des points inexactement déterminés au dessus desquels il est susceptible de passer plutôt au hasard, des quantités non décisives d'explosifs qui tomberont, comme de la grêle inutile, également sur les combattants et les non-combattants. Dans ces conditions, il est tout à fait convenable d'en défendre l'usage, mais la restriction doit être temporaire, non pas permanente. Dans un stage ultérieur de développement, si l'on voit que les qualités peu désirables prédominent encore, il sera temps encore d'étendre la restriction ; à présent bornons-nous à confiner notre action dans les limites de notre connaissance.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer la substitution du texte suivant au texte déjà voté :

« Pendant cinq ans, à dater de la signature de cet acte, il est interdit « d'employer des ballons ou d'autres moyens similaires non encore « connus pour lancer des projectiles ou des explosifs ».

Le Président fait observer que le vote émis dans une séance précédente est acquis, et que c'est devant la Commission plénière que M. Crozier devrait reprendre la question.

M. le capitaine Crozier demande qu'il soit pris note au procès-verbal de sa motion.

Il est déferé à ce désir.

La séance est levée.

Cinquième Séance. — 22 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu.

Le Général Sir John Ardagh demande à modifier le vote qu'il a émis sur la proposition du Général den Beer Poortugael relativement à la question du fusil. Au lieu de s'abstenir, il vote négativement.

Le Président dit que ce n'est pas là une rectification au procès-verbal, mais une modification au vote de la Délégation britannique.

Il suppose qu'il n'y a pas d'opposition à ce qu'elle soit constatée dans le procès-verbal de la séance d'aujourd'hui. (Adhésion.)

Le procès-verbal est approuvé.

Le Président fait remarquer que le rapport du Général den Beer Poortugael a été distribué depuis plusieurs jours en épreuve et qu'il

n'y a donc pas lieu d'en donner lecture ; il se borne à demander aux délégués d'indiquer les rectifications de fait qu'ils croiraient avoir à y faire.

M. le Colonel Coanda demande l'insertion page 3 ligne 18 d'en bas de ce qui suit :

« Le Général Mounier propose simplement l'emploi du terme balles « expansives.

« Le Colonel Coanda ajoute qu'en se ralliant à la motion Mounier « on doit spécifier que les balles doivent être à enveloppe dure couvrant toute la balle. »

En plus il désirerait qu'on ajoutât à la sixième ligne de la page 6 la déclaration suivante :

« Le délégué de Roumanie s'est abstenu parce que depuis le 26 mai, « date de sa déclaration, la question, à son avis, est restée exactement dans le même état. »

Il demande de substituer aux mots : « s'abstient à défaut, etc. », ceux : « en se référant à sa déclaration du 26 mai, réserve sa décision « et s'abstient. »

Le délégué de Siam demande la suppression à la page 3 des mots : « et le Siam qui répond affirmativement ». Il se rallie à l'opinion de majorité.

M. le Major Hessapthiew fait la déclaration suivante :

« Dans son rapport le Général den Beer Poortugael a constaté l'abstention de la Bulgarie sur la question du fusil ; mais ayant reçu depuis la dernière séance les instructions de son Gouvernement concernant la proposition du Général den Beer Poortugael, la Délégation a l'honneur de déclarer : qu'en considération de l'empressement que toutes les Puissances apportent à la réalisation des intentions humanitaires et des vues magnanimes de S. M. l'Empereur de Russie et pour affirmer également sa bonne volonté, la Bulgarie s'associe pleinement et tranquillement à la dernière proposition du Général den Beer Poortugael.

Le Président donne acte de cette déclaration.

M. le Colonel Gilinsky tient à expliquer que la proposition russe par rapport à la question du canon a été soumise au vote dans une forme différente de celle qu'elle avait originairement.

En effet, le Gouvernement Impérial a proposé d'accepter le canon à tir rapide comme type existant déjà et d'en interdire les perfectionnements pour un temps déterminé. Il croit que le canon à tir rapide qui existe dans plusieurs armées n'est plus un secret. Il est adopté déjà en Russie, en Allemagne, en France et il est expérimenté dans d'autres pays.

M. le Colonel Gilinsky ajoute que la proposition russe tend à permettre à tout le monde d'accepter le meilleur canon, c'est-à-dire le canon à tir rapide. La proposition actuellement existante qui a été votée, stipule au contraire qu'il n'y a pas lieu de changer dans l'artillerie de campagne le canon actuel et que les pays arriérés auraient la faculté de se mettre au niveau des autres. Il fait ressortir la différence entre la proposition russe et le texte mis aux voix surtout au troisième

vote : « s'interdire, pour un temps à fixer, de modifier l'armement » (canon) en excluant l'emploi de toute invention nouvelle ».

Dans ces conditions il a cru devoir s'abstenir.

Le Président dit que cette explication du délégué russe sera insérée au procès-verbal.

Il constate ensuite qu'aucune autre rectification n'est demandée et déclare le rapport du Général den Beer Poortugael adopté. (Assentiment.)

Il adresse les remerciements de la Sous-Commission au Rapporteur pour son excellent travail. (Assentiment.)

La séance est levée.

Sixième séance. — 26 juin 1899.

Présidence de Son Exc. M. BEERNAERT.

Sur la proposition du Président, la Sous-Commission décide de confier l'examen des propositions du Colonel Gilinsky concernant le thème I de la Circulaire Mouraviëff à un Comité composé de MM. le Colonel de Gross de Schwarzhoff, le Général Mounier, le Colonel Gilinsky, le Général Sir John Ardagh, le Lieutenant-Colonel de Khuepach, le Général Zuccari, le Capitaine Brandstrom et le Colonel Coanda, auquel sera adjoint M. Raffalovich, Délégué, comme Secrétaire.

La séance est levée.

DEUXIÈME SOUS-COMMISSION

Première séance. — 26 mai 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK.

M. le Jonkheer van Karnebeek ouvre la séance et fait appel à l'indulgence de ses collègues, les circonstances l'ayant appelé à la présidence bien qu'il ne possède pas de connaissances spéciales en matière maritime.

Il est d'avis qu'il serait utile de commencer par nommer un rapporteur, qui pourrait dès maintenant prendre des notes, ce qui ne l'empêcherait pas de participer à la discussion.

La Sous-Commission s'étant ralliée à cette opinion et ayant déféré à son président le soin de proposer un rapporteur, M. le Jonkheer van Karnebeek demande si M. le Comte Soltyk serait disposé à se charger de cette fonction.

La Sous-Commission applaudit à ce choix.

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk accepte cette nomination et demande à ses collègues de lui prêter un concours bienveillant.

Le Président expose qu'en vertu de la décision prise par la Commission en séance plénière, la Sous-Commission aura, en premier lieu,

à examiner s'il sera possible, en ce qui concerne les marines, d'interdire par un arrangement conventionnel la mise en usage de nouvelles armes à feu (première partie du thème 2 de la circulaire du 30 décembre 1898). Comme les armes à feu portatives ont relativement peu d'importance pour les marines, on aura à s'occuper surtout des canons.

M. l'Amiral Péphau juge bien difficile de définir la portée de cette question. Que faut-il entendre par « nouvelles armes à feu » ? S'agit-il aussi d'interdire les transformations ?

Le Président croit que l'interdiction ne peut viser des modifications de détail, mais seulement des transformations assez importantes pour faire d'une certaine arme à feu un nouvel engin de guerre.

M. le Capitaine de frégate Schéine estime de même que l'expression « nouvelle arme à feu » doit être entendue dans le sens d'un type entièrement nouveau, et ne comprend pas les transformations et améliorations.

MM. les Capitaines de vaisseau Sakamoto et Mahan demandent si « type nouveau » veut dire type non inventé actuellement.

M. l'Amiral Péphau remarque que la définition de M. Schéine ne fait que poser la question en d'autres termes. Qu'est-ce qu'un nouveau type ? L'ancien canon modifié et amélioré graduellement devient un nouveau type.

M. le Comte Soltyk partage cette opinion. Le nouveau type n'est en somme que l'ancien type qui est amélioré journellement.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan dit qu'on pourrait concevoir le nouveau type comme une notion acquise, et examiner indépendamment la question de savoir si on consentira à accepter l'interdiction d'en faire construire.

M. l'Amiral Fisher est d'avis que chaque pays désire se servir de la meilleure arme qu'il puisse se procurer. Toute restriction apportée à la liberté d'action sous ce rapport mettrait les peuples civilisés dans une situation désavantageuse en cas de guerre avec des nations moins civilisées ou des tribus sauvages.

M. le Capitaine de frégate Schéine pense qu'une interdiction pour un temps indéfini toucherait à des intérêts trop nombreux et trop graves. Une pareille intention n'est point entrée dans les vues de son Gouvernement. Selon lui, il conviendrait de limiter la prohibition à un certain temps déterminé pas trop considérable, soit 3 ou 4 ans. Les canons existants ne peuvent d'ailleurs être modifiés considérablement dans cet intervalle.

Mais, en procédant de la sorte, on aurait un point de départ. La question se trouverait déterminée et prendrait corps.

Le Président est d'avis que cette proposition est d'une haute importance, et qu'elle pourrait servir à mettre un terme à la ruineuse concurrence que se font les Etats dans la fabrication de nouvelles armes, concurrence qui n'aboutit jamais, puisqu'après chaque effort ils se retrouvent au même niveau.

C'est bien là le fond de la pensée de ceux qui ont soumis cette question aux délibérations de la Conférence. Du reste, le seul moyen efficace serait peut-être de recourir à des dispositions pénales contre les inventeurs de nouveaux moyens de destruction.

M. l'Amiral Péphau croit qu'on ne pourra jamais empêcher les inventeurs de ruiner les nations.

M. l'Amiral Fisher dit que ces inventions servent plutôt à entraver et à retarder la guerre. Pour réaliser ce que propose M. Schéine, il faudrait un comité de contrôle.

Mais les Etats ne verraient-ils pas dans un tel contrôle une atteinte à leur souveraineté ?

MM. le Capitaine de vaisseau Siegel et l'Amiral Péphau constatent qu'il serait impossible d'établir un tel contrôle. Un point de départ fait d'ailleurs défaut et dans tous les pays les armes à feu se trouvent en transformation.

Le Président demande s'il convient donc de résumer la discussion en ce sens : « quelque désirable qu'il soit, de l'avis de la Sous-Commission, de mettre un terme à la concurrence dont il s'agit, la question paraît si difficile à résoudre qu'elle devra rester dans l'état où elle se trouve actuellement. »

M. le Capitaine de frégate Schéine insiste sur sa proposition. La fixation d'un délai de 3 à 4 ans avancera la question sans engager les intérêts en cause, et en tout cas le principe serait acquis.

Après un échange de vues, dont il ressort que la Sous-Commission estime que la question devrait être plus amplement motivée et sa portée indiquée avec plus de précision, M. Schéine, à la demande du Président, déclare qu'il tâchera de présenter dans la réunion prochaine sa proposition sous une formule plus précise.

On passe à la deuxième question, celle des explosifs.

Le Président croit qu'en ce qui la concerne un accord s'établira plus facilement.

MM. l'Amiral Fisher et l'Amiral Péphau observent au contraire que, dans cette matière, les mêmes difficultés se présentent que par rapport aux canons : c'est le point de départ qui fait défaut. Les nouveaux explosifs ne sont que des améliorations des espèces déjà existantes. En outre, aucun Etat ne consentira à divulguer la composition des explosifs dont il se sert actuellement.

Le Président dit que la question se pose de savoir s'il faut prendre pour base les explosifs adoptés jusqu'à présent par les Etats, ou tous ceux qui peuvent être considérés comme déjà existants et connus.

M. Rolin est d'avis qu'avant tout il importerait de connaître les explosifs en usage. Il observe ensuite que l'emploi des explosifs, particulièrement pour les petits Etats, constitue un moyen de défense spécial.

Si l'on consentait à en interdire l'usage, on priverait ces Etats d'un de leurs moyens de défense le plus important.

M. le Capitaine de frégate Schéine propose un engagement conventionnel en vertu duquel les Gouvernements s'abstiendront d'introduire de nouveaux explosifs pendant un certain laps de temps.

Le Président propose de rattacher la suggestion émise par M. Schéine à la motion analogue relative aux nouvelles armes à feu, et il demande à M. Schéine de bien vouloir préciser ses idées sous une forme définie, qui, dans une prochaine réunion, pourrait être soumise à l'examen de la Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit qu'il tâchera de satisfaire à la demande de M. van Karnebeek.

Le Président propose de passer à la question de la limitation de l'emploi des explosifs d'une force formidable déjà existants.

MM. l'Amiral Péphau et le Capitaine de vaisseau Tadema estiment qu'il serait désirable de déterminer les cas dans lesquels l'emploi de ces explosifs sera permis.

S. E. M. le comte de Welserheimb appuie cette manière de voir.

M. le Capitaine de frégate Schéine est d'avis qu'il faudra s'engager à n'employer les explosifs que dans les cas où et de la manière dont ils sont employés actuellement.

Le Président dit que de cette façon la question est plus nettement posée.

M. l'Amiral Péphau exprime des doutes quant à la possibilité de prendre un engagement dans le sens indiqué.

M. le Capitaine de vaisseau Tadema estime que la question mérite un sérieux examen.

Sur la proposition du Président, la discussion est remise à la prochaine séance.

La séance est levée.

Deuxième Séance. — 29 mai 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté.

Le Président, après avoir demandé le concours des délégués maritimes pour les questions d'ordre technique, expose que le problème de la limitation des armements maritimes vise deux objets :

1° Un besoin d'économie : amoindrir les charges des budgets.

2° Un besoin d'humanité : diminuer les maux provoqués par la guerre.

C'est du premier point que la Sous-Commission doit s'occuper actuellement. Le Président invite M. Schéine à formuler les propositions plus détaillées qu'il a annoncées dans la dernière séance.

M. le Capitaine de frégate Schéine fait remarquer que par le terme « nouveau type » il avait cru suffisamment préciser sa première proposition.

En présence des doutes émis par quelques-uns de ses collègues, sur la possibilité de fixer ce qu'il fallait entendre par un nouveau type, il s'est efforcé de formuler ces propositions d'une manière plus détaillée.

Il rappelle les trois grandes transformations que les canons ont subies : d'abord celle de canons lisses en canons rayés, puis celle de canons se chargeant par la bouche en canons se chargeant par la culasse, idée nouvelle qui a complètement changé le type du canon et, en troisième lieu, l'introduction des canons à tir rapide.

En proposant au nom du Gouvernement russe de s'abstenir, pendant un certain temps, de mettre en usage un nouveau type, il avait en vue des inventions qui comporteraient une modification aussi radicale que l'une de celles qu'il vient d'indiquer.

M. Schéine expose que l'artillerie de marine peut être subdivisée en trois catégories :

1° Les petits canons à tir rapide d'un calibre de moins de 120 millimètres, et les canons revolvers;

2° La grande masse de l'artillerie comprenant les canons d'un calibre de 12 à 20 c.M. de tir rapide et les gros canons ordinaires jusqu'à 43 c.M.

3° Les canons des embarcations et de débarquement.

Au point de vue d'un dégrèvement des budgets, on peut laisser de côté le premier groupe.

Le troisième rentre plutôt dans le domaine de la guerre terrestre.

En ne prenant en considération que les canons modernes, le second groupe comprend :

a. Les canons ordinaires d'un calibre ne dépassant pas 43 c.M.

b. Les canons à tir rapide de 12 à 20 c.M.

Sa proposition tend d'abord à obtenir l'engagement de ne pas aller au-delà des calibres indiqués, c'est-à-dire au-delà d'un maximum de 43 c.M. pour les canons ordinaires et de 20 c.M. pour les canons à tir rapide.

Mais il y a un autre point qui distingue les canons, c'est leur longueur.

En outre, il faudrait prendre des engagements par rapport aux poudres.

Il suffira de décider qu'on ne dépassera pas la vitesse initiale des projectiles produite par les poudres actuellement existantes : c'est-à-dire de 700 à 800 mètres par seconde.

Il faudrait de plus s'engager à ne pas introduire de nouveaux modes de lancement de projectiles, autres que la poudre, et enfin interdire l'emploi de la force du recul pour recharger les canons.

Quant à la durée de l'engagement, on pourrait la fixer à 3 ou 5 ans afin d'obtenir un point de départ qui, dans la mesure du possible, ne porterait pas préjudice aux États dont l'artillerie est plus ou moins en transformation.

Il faudrait que chaque délégué fasse connaître la date à partir de laquelle son Gouvernement serait disposé à prendre l'engagement dont il s'agit.

Le Président remercie M. Schéine de son intéressant exposé. Il est d'avis qu'on pourrait en effet s'engager à ne point dépasser les limites indiquées par le délégué russe sans toutefois s'interdire les améliorations rentrant dans ces limites.

A la suite de remarques faites par S. E. Turkhan Pacha, M. le Capitaine de vaisseau Siegel et M. le Capitaine de vaisseau Tadema, M. le Capitaine de frégate Schéine dit qu'on pourrait fixer les limites des calibres à des chiffres un peu plus élevés.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan observe que, si l'on veut limiter les calibres, il faut également limiter les cuirasses.

Le Président applaudit à la mesure indiquée par M. Mahan, laquelle dégrèverait considérablement les budgets.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel fait remarquer qu'il ne faut pas seulement tenir compte de la vitesse initiale, mais encore de la force vive du projectile, déterminée aussi par le poids de l'obus.

M. le Capitaine de frégate Schéine répond que la vitesse initiale

détermine dans une certaine mesure le poids de l'obus qui ne peut être augmenté sans que la portée diminue.

M. l'Amiral Pépau estime qu'il y aurait lieu d'adopter le principe en termes généraux, sans entrer dans des détails.

Il fait la proposition suivante :

« Les nations contractantes s'engagent pendant une période de...
« à partir du... à ne pas faire subir aux types de canons existants une
« transformation radicale semblable à celle du canon-bouche remplacé
« par le canon-culasse. Dans tous les cas les calibres actuellement en
« usage ne seraient pas augmentés. »

Le Président croit que la façon la plus utile de limiter consiste à adopter des chiffres. Il prie les membres de se prononcer sur la question de M. Schéine.

Il leur saurait gré de demander à leurs Gouvernements s'ils consentent à s'engager aux termes de cette proposition.

M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk, d'après les instructions de son Gouvernement, fait ressortir qu'il faudra en tout cas laisser aux petites marines la possibilité d'améliorer leurs armements jusqu'à ce qu'elles aient atteint le niveau des grandes marines.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto est d'avis que la limitation doit également être prononcée par rapport aux cuirasses, et qu'il serait utile de se mettre d'accord dès le commencement sur la question de principe concernant le contrôle des engagements pris.

M. de Bille fait observer que l'épaisseur d'une cuirasse n'est pas le seul facteur qui en détermine la force de résistance. Ne pourrait-on pas résoudre cette question en trouvant un chiffre fixe pour la proportion entre la force de pénétration des projectiles et la force de résistance des cuirasses?

Il faudrait en tout cas tenir compte aussi des cuirasses des fortifications de côtes.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan émet des doutes quant à la compétence de la Commission pour s'occuper de cette question qui ne rentre pas dans le programme.

Quoique disposé à consulter son Gouvernement, il ne croit pas qu'aux États-Unis on soit enclin à restreindre les inventions, notamment par rapport au perfectionnement des cuirasses. Si l'on voulait utilement déterminer une limite à ce sujet, il faudrait, selon son opinion personnelle, s'interdire d'adopter de nouveaux procédés de fabrication autres que ceux employés actuellement.

Il résulte d'un échange de vues ultérieur que la plupart des membres, avant de se prononcer sur la proposition de M. Schéine, désirent voir posée la question de principe ainsi qu'elle est conçue dans la proposition de M. Pépau.

M. le capitaine de frégate Schéine se rallie à l'opinion de ses collègues, mais il estime qu'il vaudrait mieux renvoyer le second alinéa à un examen ultérieur.

Le Président demande aux membres de bien vouloir prendre les instructions de leurs Gouvernements au sujet du premier alinéa de la proposition de M. Pépau.

Les délégués se déclarèrent prêts à s'adresser immédiatement à leurs Gouvernements.

Le Président croit utile de préciser la portée de l'engagement proposé, en ce sens qu'il ne viserait non seulement les canons qu'une certaine nation a en usage à un moment déterminé, mais encore de tous ceux qui ont été adoptés dans les différents pays.

Dans les limites de l'engagement, il serait donc permis aux nations ayant des canons de qualité inférieure de les perfectionner jusqu'à à arriver au niveau de la nation la plus avancée.

M. l'amiral Fisher fait encore ressortir que les petites nations qui doivent chercher leurs forces dans la qualité de leur matériel, ne seront pas aisément disposées à s'imposer des restrictions par rapport aux nouvelles inventions.

Quant aux guerres contre les peuples sauvages, ces restrictions seraient uniquement au détriment des nations civilisées.

Enfin, il rappelle la difficulté du contrôle.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan fait observer que les propositions de M. Péphau, sans restriction par rapport aux cuirassés, ne lui paraissent pas acceptables.

M. le Capitaine de vaisseau Hjulhammar ne peut consentir à entraver les inventions.

La séance est levée.

Troisième séance. — 31 mai 1899.

Présidence de M. le Jonkheer van KARNEBEEK.

Le procès-verbal de la deuxième séance est lu et adopté.

Le Président dit qu'il est bien entendu que les votes émis par les membres de la Sous-Commission n'engagent pas définitivement leurs Gouvernements respectifs.

Il consulte successivement les délégués sur la deuxième partie de la formule proposée par l'Amiral Péphau : « dans tous les cas les calibres en usage ne seraient pas augmentés. »

M. le Capitaine de frégate Schéine est d'avis qu'il ne faut pas rattacher cette question, qui entre dans des détails techniques, à la première partie de la proposition, qui contient un principe général.

Pour répondre aux observations présentées par MM. les Amiraux Péphau et Mehemed Pacha, le Président précise la portée de la question posée à la Sous-Commission en disant qu'elle vise les calibres dont se servent actuellement toutes les marines en général.

Il ressort des différentes opinions émises, que les délégués d'Autriche-Hongrie, de Suède et Norvège, du Japon (celui-ci sauf réserve quant à la durée de l'engagement), des Pays-Bas et du Siam pensent que leurs Gouvernements ne verraient point d'objection à prendre l'engagement dont il s'agit, pourvu que la limitation soit adoptée à l'unanimité.

Le délégué du Danemark n'a pas reçu d'instructions de son Gouvernement ; il lui a soumis la question et il lui a conseillé de se ranger à l'avis de ses collègues sus-mentionnés.

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique et d'Italie, ce dernier sous

la réserve expresse d'en référer à son Gouvernement, estiment que l'engagement n'est pas acceptable.

M. l'Amiral Mehemed Pacha est d'avis que les deux parties de la proposition de l'Amiral Péphau sont connexes et qu'il faudrait demander l'avis des Gouvernements sur l'ensemble. Il propose en conséquence de réserver la décision à prendre sur cette question pour la prochaine séance.

Cette motion est adoptée.

Par suite de cette résolution, les délégués d'Allemagne et de Grande-Bretagne n'expriment pas leurs avis. M. le Capitaine de vaisseau Siegel se borne à indiquer l'objection principale et très grave qui s'élève aussi bien contre la première partie de la proposition Péphau que contre la limitation des calibres qui s'y rattache intimement : c'est la nécessité d'une limitation des cuirassements.

Le Président demande à M. Schéine s'il désire formuler une proposition relative à la question de limiter l'emploi de nouveaux explosifs.

M. le Capitaine de frégate Schéine répond négativement, mais son Gouvernement l'a chargé d'émettre une proposition concernant l'interdiction de la mise en usage d'une nouvelle sorte d'explosifs, dont l'invention paraît possible. Il s'agit de défendre l'emploi de projectiles chargés d'explosifs qui répandent des gaz asphyxiants et délétères.

MM. le Capitaine de corvette Comte Soltyk et l'Amiral Péphau, ayant fait observer que dans ce cas il faudrait interdire l'emploi de tous les projectiles chargés d'explosifs, car tous contiennent des gaz plus ou moins nuisibles, le Président, avec l'assentiment de M. Schéine, précise la proposition en ce sens que la défense se rapportera uniquement aux projectiles dont le *but* est de répandre des gaz asphyxiants et non à ceux dont l'explosion produit *incidemment* ces gaz.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan déclare qu'il n'a pas étudié spécialement la question des explosifs. Il explique qu'à son avis l'emploi de projectiles de l'espèce dont il s'agit ne saurait être considéré comme un moyen défendu au même titre que l'empoisonnement des eaux. De tels projectiles pourraient même être considérés comme plus humains que ceux qui tuent ou estropient d'une façon bien plus cruelle, en déchirant le corps au moyen de pièces de métal.

En supposant que des projectiles de cette espèce soient inventés, leur emploi peut donner des résultats décisifs. En outre, il n'impliquerait ni une cruauté inutile ni la mauvaise foi, comme elle existe dans le cas d'empoisonnement des eaux. Selon lui, l'usage de ces projectiles devrait donc être considéré comme un moyen licite de faire la guerre.

M. de Bille demande si la question n'est pas plutôt du ressort de la Sous-Commission qui s'occupe de la Déclaration de Bruxelles de 1874.

M. Rolin dit que cette Sous-Commission dont il est le rapporteur ne se prononcera sur la question que lorsqu'il connaîtra le résultat des délibérations poursuivies par la présente Sous-Commission.

M. le Capitaine de frégate Schéine expose à l'appui de sa proposition, que la tâche de la Conférence étant de limiter les moyens de destruction, il est logique d'interdire les nouveaux moyens, surtout quand ils ont, comme celui dont il s'agit, un caractère barbare et, d'après lui, équivalent à l'empoisonnement d'une rivière.

Le Président fait observer que cette dernière action a un caractère de trahison, mais que les projectiles asphyxiants ne possèdent pas plus ce caractère que les projectiles ordinaires.

M. de Bille se range à l'avis de M. Schéine. Il croit que, s'il n'y a pas de motif absolu pour autoriser l'emploi de ces projectiles, il est dans l'esprit de la tâche de la Conférence d'en interdire l'usage. Dirigés contre une ville assiégée, ils atteindraient peut-être plus d'habitants inoffensifs que les projectiles ordinaires.

Le Président demande si, de l'avis des délégués, les Gouvernements pourraient consentir à s'interdire l'usage de projectiles chargés d'explosifs dont le but exprès est de répandre des gaz asphyxiants.

Ont répondu « oui », à supposer qu'il y ait unanimité sur cette question, le délégué de France, celui d'Autriche-Hongrie qui est d'avis que la mort par asphyxie est plus cruelle que celle des balles, les délégués de Suède et Norvège, du Japon, des Pays-Bas, de Danemark, de Turquie, d'Italie et d'Allemagne.

Le délégué des Etats-Unis répond « non » en donnant l'explication suivante qu'il prie de mentionner au procès-verbal :

1° L'objection qu'un engin de guerre est barbare a toujours été faite contre les armes nouvelles qui pourtant ont fini par être adoptées.

Au moyen-âge, on adressait aux armes à feu le reproche d'être cruelles : plus tard, on s'en est pris aux obus et récemment encore — l'orateur s'en souvient fort bien — aux torpilles.

Il ne lui paraît pas démontré que les projectiles à gaz asphyxiant seraient des engins inhumains ou inutilement cruels, et ne donneraient pas de résultat décisif :

2° Il est le représentant d'une nation qui est animée d'un vif désir de rendre la guerre plus humaine, mais qui pourra se trouver forcée à faire la guerre, et il s'agit donc de ne pas se priver, par des résolutions hâtivement prises, de moyens dont plus tard on pourrait se servir utilement.

Le délégué de Siam a reçu pour ses instructions générales de se rallier autant que possible à toute mesure humanitaire, mais il se demande si les projectiles dont il s'agit ne doivent pas plutôt être considérés comme des engins de guerre plus humains que d'autres ; en conséquence, il réserve son vote jusqu'à ce qu'il en ait référé à son Gouvernement.

Le délégué de la Grande-Bretagne est d'avis qu'il est peu probable de voir se réaliser une invention de l'espèce, mais qu'en tous cas aucun doute ne doit subsister sur ce point que l'interdiction se rapporterait uniquement aux projectiles dont le but exprès est de répandre des gaz asphyxiants. Dans cet ordre d'idées, Sir John Fisher se range à l'interdiction.

On passe à l'examen de la question de savoir si les Gouvernements pourraient convenir d'interdire les torpilleurs-plongeurs ou sous-marins.

Le Président demande aux membres de la Sous-Commission d'exprimer leur avis à ce sujet. D'après lui, il suffit qu'une nation adopte ces terribles engins de guerre pour que toutes les autres doivent rester libres d'en faire usage.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel croit que, si tous les autres Gouvernements convenaient de ne pas adopter des navires de ce genre, l'Allemagne se rallierait à cette entente.

Le délégué des Etats-Unis veut conserver pour son Gouvernement toute liberté de faire usage ou non des torpilleurs sous-marins et d'attendre la décision des autres Gouvernements à ce sujet ; il réserve son opinion.

Le délégué d'Autriche-Hongrie déclare que, pour l'instant, son pays ne possède pas de bateaux-torpilleurs sous-marins ou plongeurs, car ces engins n'ont pas encore acquis la perfection pour qu'on puisse en faire usage pratiquement ; on doit donc se borner actuellement en Autriche à suivre avec une sérieuse attention les progrès de cette nouvelle invention, qui, dans l'opinion personnelle du comte Soltyk, pourra être employée pour la défense des ports et des rades et rendre des services très appréciables.

Le délégué de Danemark demande à en référer à son Gouvernement qui, à son avis, acceptera une interdiction, si les Etats l'adoptent à l'unanimité.

Le délégué de France estime que le torpilleur sous-marin a un but éminemment défensif, et qu'il ne faut pas enlever au pays le droit de s'en servir.

Le délégué d'Angleterre pense que son pays consentirait à l'interdiction dont il s'agit, si toutes les Grandes Puissances étaient d'accord sur ce point. Il s'inquiéterait peu de la décision que prendraient les petits pays.

Les délégués d'Italie et du Japon émettent une opinion analogue à celle de M. Siegel.

Le délégué des Pays-Bas estime que le torpilleur sous-marin est l'arme du faible et ne croit pas qu'on puisse en interdire l'usage.

Le délégué de Russie, sauf réserve quant à l'unanimité, se prononce pour l'interdiction.

Le délégué de Siam désire, dans ce cas comme dans le précédent, en référer à son Gouvernement, attendu qu'il a reçu d'une part pour instruction générale de se rallier, autant que possible, à toute mesure humanitaire et que, d'autre part, il pense, comme M. Tadema, qu'il faut prendre en sérieuse considération les nécessités de la défense des petits Etats.

Le délégué de Suède et de Norvège croit que les Royaumes-Unis ne pourraient, pour la raison exprimée par le délégué des Pays-Bas, accéder à l'interdiction.

Le délégué de Turquie veut réserver à la défense le droit de se servir des torpilleurs sous-marins.

On passe à la question des navires de guerre à *éperon*.

L'Amiral Sir John Fisher émet, quant à la défense de construire des navires de cette espèce, un avis analogue à celui qu'il a donné sur les torpilleurs sous-marins.

M. l'Amiral Péchau se range à l'opinion de Sir John Fisher.

Après un échange de vues, le Président constate qu'il est bien entendu :

1^o Que l'interdiction ne s'étendrait pas aux navires existants, ni à ceux dont les plans de construction seraient déjà en voie d'exécution ;

2^o Que par navire à éperon, il ne faut pas entendre un navire de guerre, qui, sans être muni d'un éperon, est renforcé à l'entrave de manière à pouvoir donner un choc et le supporter.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan dit que, précisée ainsi, et sous réserve d'humanité, l'interdiction paraît acceptable.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel remarque que plusieurs marines ont élaboré un certain programme pour les constructions neuves. Certains navires prévus par ces programmes sont déjà terminés, d'autres sont en construction, tandis que le reste, bien que les plans en soient absolument fixés, n'est pas encore commencé. Il est impossible de changer les plans, parce que le programme prévoit les mêmes qualités tactiques et nautiques pour tous les navires et ces qualités seraient changées si la forme de l'avant n'était pas conservée.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto désirerait aussi exclusion de l'interdiction les vaisseaux projetés déjà, d'après un plan d'organisation déterminé.

Le Président dit que le but humanitaire poursuivi par la Conférence est trop élevé pour qu'il faille tenir compte des plans dressés par les ingénieurs ; ces derniers n'auraient au surplus qu'à refaire leur travail.

Toutefois, il croit nécessaire d'admettre tous les navires à éperon pour lesquels il y aurait commencement d'exécution, sans qu'ils soient en construction, par exemple pour ceux qui ont été commandés aux fabricants.

M. le Capitaine de frégate Schéine n'a pas été chargé de formuler de proposition ferme sur la question qui est mise au vote.

En mettant cette question sur le programme, son Gouvernement avait plutôt le désir de connaître les opinions des différents Gouvernements.

Il désire demander des instructions précises.

M. le capitaine de corvette Comte Soltyk est autorisé à déclarer que le commandement supérieur de la marine autrichienne ne peut s'engager aucunement par rapport à cette proposition.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto se range à l'opinion qu'en cas d'unanimité l'interdiction paraît acceptable, sauf réserve pour le commencement de l'engagement.

M. l'Amiral Péphau est également de l'avis émis par la plupart de ses collègues, avec cette restriction que l'interdiction ne pourrait porter ses effets qu'à partir d'une date ultérieure avant laquelle il faut laisser aux Gouvernements le délai nécessaire pour terminer les constructions actuellement projetées.

M. le Capitaine de vaisseau Hjulhammar fait observer qu'en supprimant l'éperon et non la torpille, on aura peu fait pour la cause de l'humanité.

D'ailleurs l'éperon est utile contre les transports en cas de débar-

quement, ce qui est important pour les Etats qui ont une longue étendue de côtes.

Il est opposé personnellement à l'idée de l'interdiction, mais demandera l'opinion de son Gouvernement.

Le Président dit que l'ordre du jour de la Sous-Commission étant épuisé, la séance prochaine pourra être remise, conformément à la décision prise, au lundi suivant.

Il demande si quelqu'un a encore une proposition à faire.

M. le Capitaine de frégate Schéine propose, sauf réclamation ultérieure, que les Puissances contractantes reconnaissent aux Puissances neutres la faculté d'envoyer leurs agents sur le théâtre de la guerre maritime, avec l'autorisation et le contrôle des autorités militaires compétentes des Puissances belligérantes.

Plusieurs membres font observer que cette question n'est pas de la compétence de la commission, ni de celle de la Conférence.

Il appartient aux Gouvernements respectifs de décider dans chaque cas particulier ce qu'ils pourront accorder aux Gouvernements neutres par rapport à cette question.

Il ne semble pas qu'il y ait un besoin urgent de régler cette matière.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit que le cas s'est récemment présenté et qu'un échange de vues sur cette question serait vraiment utile.

La Sous-Commission, sans entrer plus avant dans la discussion, en remet la suite au lundi suivant.

Quatrième séance. — 5 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK.

Le procès-verbal de la troisième séance est lu et adopté.

On revient en premier lieu à la question des navires à éperon.

M. de Bille dit que son Gouvernement vient de lui faire savoir qu'il ne peut pas adopter une interdiction des navires à éperon.

La définition de l'éperon, acceptée dans la dernière séance, à savoir que par navire à éperon il ne faut pas entendre un navire à étrave renforcée, enlève d'ailleurs sa raison d'être à cette interdiction.

L'éperon ne peut, dans l'opinion de son Gouvernement, être considéré comme une arme, mais comme une partie intégrante de la coque.

Il estime qu'il constitue un utile moyen de défense qui offre aux petits bâtiments une chance unique de vaincre les grands navires.

M. le Capitaine de frégate Schéine dit que, comme il n'y a pas d'unanimité parmi les membres, le Délégué de Suède et Norvège s'étant, dans la séance précédente, également opposé à l'interdiction de l'abolition de l'éperon, il n'insistera pas sur sa proposition.

Le Président fait observer que cette Assemblée n'ayant pour mis-

sion que d'échanger ses vues sur la matière, la question du maintien ou de l'abolition de l'éperon ne peut pas être tranchée ici, mais les opinions reproduites au procès-verbal sont acquises comme résultat des délibérations et auront leur valeur pour les Gouvernements qui se prononceront plus tard.

La question de l'éperon terminée, quant à la Sous-Commission, reste donc à l'ordre du jour pour le plenum de la Commission et M. le Rapporteur voudra bien insérer dans son rapport les différentes opinions qui ont été émises.

Le Président propose ensuite d'aborder la première partie de la proposition de M. l'Amiral Péphau ainsi conçue : « Les nations contractantes s'engagent pendant une période de.... à partir du.... à ne pas faire subir aux types de canons existants une transformation radicale, semblable à celle du canon-bouche remplacée par le canon-culasse » et invite les Délégués, qui ont pris les instructions de leurs Gouvernements à ce sujet, de bien vouloir émettre leurs avis.

Le Délégué d'Allemagne remarque qu'il ne peut pas accepter cette proposition à cause de sa forme vague. Il explique son vote comme suit :

L'amendement offre le grand avantage qu'on pourrait l'adopter sans se lier.

Il est très habilement conçu et ses termes permettent d'y insérer ce qu'on voudra. Mais cet avantage est en même temps une faiblesse et un motif à invoquer contre l'adoption.

Si l'on acceptait une telle formule, personne ne serait satisfait, ni les militaires, ni le public, qui comprendrait immédiatement, qu'on n'a choisi ce moyen que pour se tirer d'un embarras.

Si l'on consent à adopter une formule de l'espèce, on devient responsable du sens. Le texte en est trop vague et incertain pour permettre une interprétation sûre.

Le Délégué des Etats-Unis déclare, au nom de son Gouvernement, qu'il ne peut pas se rallier à la proposition.

Le Délégué d'Autriche-Hongrie fait la déclaration suivante :

« Le département de la marine Austro-Hongroise, considérant que, si même nos armes à feu peuvent sans aucun doute soutenir une concurrence avec les armes analogues des autres pays, mon Gouvernement ne se trouve pas dans la possibilité de pouvoir renoncer, même pour un certain laps de temps encore à déterminer ultérieurement, à cesser d'améliorer ses armes à feu.

Il envisage sous le même point de vue la question des explosifs nouveaux et des poudres pour canons et fusils. »

Le Délégué de Danemark déclare qu'il est autorisé à accepter la proposition.

Le Délégué d'Espagne dit qu'il ne peut pas l'accepter.

Le Délégué de la Grande-Bretagne déclare également que la proposition n'est pas acceptable en raison des grandes difficultés qui se présenteraient pour la mettre en pratique.

Le Délégué d'Italie déclare ne pas pouvoir accepter la proposition.

Le Délégué du Japon croit que la proposition pourrait être acceptée par son Gouvernement, pourvu que la durée de l'engagement ne fût pas trop longue et qu'il y eût unanimité.

Le Délégué des Pays-Bas déclare que, quoiqu'il trouve la proposition bien vague, il croit que son Gouvernement pourra l'accepter.

Le Délégué de Portugal est d'avis que la proposition étant très vague ne peut être acceptée.

Le Délégué de Roumanie croit que le Gouvernement roumain se rallierait très volontiers — à condition toutefois qu'on fixât la durée de l'engagement — à la première partie de la proposition de M. l'Amiral Péphau, relative aux transformations radicales des types de canons existants pour l'artillerie de la marine, proposition à laquelle s'est rallié M. Schéine.

Le Délégué de Siam accepte.

Le Délégué de Suède et Norvège s'abstient d'émettre un avis.

Le Délégué de Turquie fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement Impérial Ottoman se procure à l'étranger les armements nécessaires pour ses navires.

Si d'autres Puissances acceptent la proposition de l'Amiral Péphau, le dit Gouvernement, dès qu'il aura atteint le même degré de perfection que les autres Gouvernements, aura naturellement soin de ne pas dépasser ce degré tant que les autres Puissances ne changeront pas leurs armements. »

(The Imperial Ottoman Government provides the necessary armements of their ships from other countries. Should therefore other powers agree to the proposal of Admiral Péphau, my Government after having attained the same degree of perfection as the other States, will naturally observe no to exceed that degree as long as the other powers do not make any changes in their armements.)

Le Président prie la Sous-Commission de vouloir bien s'exprimer sur la deuxième partie de la proposition Péphau relative aux calibres des canons.

M. le Capitaine Schéine demande l'autorisation d'émettre une nouvelle proposition plus précise.

Il propose que les Gouvernements s'engagent :

1° A ne pas dépasser un calibre de 17 pouces soit 431.7 mm. pour toutes espèces de canons ;

2° Que la longueur des canons soit fixée à un maximum de 45 calibres ;

3° Que la vitesse initiale n'exécède pas 3.000 pieds, soit 914 mètres ;

4° Pour les cuirasses le maximum de l'épaisseur sera de 14 pouces, soit 355 mm. et de la même qualité que celle fabriquée d'après la dernière patente Krupp.

Le Président observe que cette nouvelle proposition, en introduisant de nouveaux chiffres, prend un caractère beaucoup plus précis ; dans une séance précédente l'opinion générale n'était pas favorable à des limites trop déterminées ; personnellement il les préfère, parce que l'engagement à prendre gagnerait en valeur et en signification.

Il croit devoir consulter de nouveau les délégués sur les chiffres proposés par le Délégué de Russie.

M. l'Amiral Péphau pense que l'amendement de M. Schéine est très étendu et complexe. On y parle de quatre facteurs différents :

calibre, longueur, vitesse initiale et épaisseur des cuirasses. Selon lui, il faudrait voter séparément sur chacun de ces facteurs.

M. le Colonel Coanda fait des objections à la proposition de ne limiter que la vitesse initiale, cela lui paraît insuffisant; en délimitant la vitesse, il faudrait aussi fixer le poids du projectile, pour pouvoir calculer la force initiale. La limite imposée en fixant la longueur du canon, dépend de la poudre qu'on emploie. Si donc on limite seulement la vitesse initiale, et que, d'autre part, on fixe un maximum de résistance pour la cuirasse, c'est condamner d'avance la cuirasse à être vaincue.

M. le Capitaine Schéine dit que le poids des projectiles, dans une certaine mesure, est limité par la vitesse initiale. Si l'on veut augmenter le poids des projectiles sans diminuer la portée, on doit aussi accroître la vitesse initiale.

M. le Colonel Coanda remarque qu'alors on tirera à une plus petite distance ou avec une précision un peu moindre et qu'on réussira pourtant à perforer les cuirasses.

Le Président estime qu'il faudra voter sur la proposition dans son ensemble, parce qu'il y a une corrélation nécessaire entre les différents chiffres.

Il consulte successivement les délégués.

M. le Capitaine Siegel déclare qu'il lui est impossible de se rallier à la proposition de M. Schéine.

La question, étant trop complexe, exige une étude approfondie surtout pour apprécier la corrélation entre les différents chiffres et pour fixer les relations entre la résistance de la cuirasse et la puissance du canon.

M. le Capitaine Mahan est de la même opinion.

M. le Comte Soltyk dit qu'il ne peut pas accepter la responsabilité d'émettre une opinion sans avoir pris l'avis de son Gouvernement.

De plus, il est d'accord avec M. l'Amiral Péphau que l'étude d'un tel problème doit être remise à un Comité technique et qu'une solution ne sera pas obtenue en peu de temps.

M. de Bille estime que la question est d'une nature trop technique pour qu'il puisse se prononcer. Cependant, son Gouvernement se rallierait à la décision qui obtiendrait l'unanimité.

M. l'Amiral Péphau et le Comte del Serallo déclarent aussi qu'ils ne peuvent pas s'engager à présent sur la proposition de M. Schéine, la question étant trop complexe.

M. l'Amiral Péphau remarque encore que la solution pour la question de la cuirasse n'est pas satisfaisante puisqu'on pourrait inventer de nouveaux procédés qui, avec une nouvelle épaisseur, offriraient une plus grande résistance aux cuirasses.

Le Président croit que, sans prétendre positivement qu'il soit impossible d'arriver à une entente sur les formules proposées par M. Schéine, MM. les délégués jugent absolument nécessaire de soumettre dans chaque pays la question à un examen technique. Il propose donc de renvoyer la discussion à une séance ultérieure.

M. le Capitaine Sakamoto exprime la crainte que, vu l'éloignement de son pays, il serait possible que les résultats d'une enquête technique instituée au Japon sur cette question si complexe, ne lui arrivassent qu'après la fin de la Conférence.

Le Président fait un appel aux délégués afin d'aboutir à un résultat avant la fin de la Conférence, c'est-à-dire d'ici à quelques semaines, même s'il fallait attendre jusqu'aux dernières séances plénières pour recueillir les opinions des différents Gouvernements ou au moins de la plupart d'entre eux ; il serait regrettable de laisser passer cette occasion de s'approcher du principal but qu'on désirait atteindre, à savoir le dégrèvement des budgets.

Il demande si les délégués croient pouvoir recevoir encore à temps les réponses de leurs Gouvernements.

M. le Capitaine Schéine demande que les délégués veuillent bien transmettre à leurs Gouvernements sa proposition, et se fassent renseigner, en même temps, sur les chiffres que ces Gouvernements seraient disposés à adopter, dans le cas où les chiffres susindiqués ne leur conviendraient pas.

Le Président estime qu'il serait utile de procéder ainsi ; et il prie les délégués de demander à leurs Gouvernements s'ils seraient disposés à accepter un engagement limité par des chiffres dans le cas où les chiffres proposés par la Russie leur paraîtraient acceptables et, sinon, de les prier de leur faire savoir par quels chiffres ils voudraient les voir remplacés.

Au sujet d'une remarque de M. l'Amiral Sir J. Fisher, le Président dit que, selon lui, il est évident qu'une limitation de la puissance des canons et des cuirasses des navires de guerre devrait aussi être applicable aux batteries de terre pour la défense des rades et des ports.

Le Président revient sur le n° 3 de la circulaire du Comte Mouravieff. Il rappelle qu'en traitant des explosifs d'une puissance formidable déjà existants, la Sous-Commission a été d'avis que l'expression « limiter l'emploi » vise une limitation des cas dans lesquels on pourra se servir de ces explosifs.

Le Président demande à M. Schéine s'il a une proposition à faire à ce sujet.

M. le Capitaine Schéine estime que le n° 3 de la circulaire vise plutôt la guerre terrestre. La Sous-Commission se range à cette manière de voir.

Le Président, après avoir prié M. le Rapporteur de vouloir bien prendre acte dans son rapport de ces différentes conclusions, invite encore M. Schéine à préciser la proposition qu'il a faite dans la séance précédente concernant l'admission des agents des pays neutres sur le théâtre de la guerre navale.

M. le Capitaine Schéine dit qu'il maintient sa proposition sauf modification du mot « le droit » en « faculté ».

Le Président demande à M. Schéine s'il désire assimiler la position des agents susmentionnés à celle des attachés militaires dans les guerres terrestres.

Après un échange de vues à cet égard, auquel ont pris part MM. le Comte Soltyk, l'Amiral Péphau, de Bille et l'Amiral Sir John Fisher, le Président constate qu'il ressort des opinions émises qu'il s'agit ici de l'admission d'agents se trouvant sur les navires d'un des belligérants, mais que les usages et les pratiques varient dans les différents

pays par rapport à cette matière, et qu'on désire rester libre de prendre dans chaque cas une détermination selon les circonstances.

La Sous-Commission ne croit pas que cette matière soit de sa compétence et ne désire pas la prendre en plus ample considération.

Le Président remarque que le programme de cette Sous-Commission est épuisé et il prie M. le rapporteur de vouloir bien préparer son rapport.

M. le Comte Soltyk demande que son rapport soit lu dans une séance prochaine de la Sous-Commission avant qu'il n'en soit donné lecture en séance plénière de la Commission.

Le Président s'associe à cette demande et propose de remettre la lecture du compte-rendu de la séance d'aujourd'hui à la même réunion.

M. le Capitaine Schéine propose encore à la Sous-Commission d'examiner si l'on ne pourrait pas en temps de paix masquer les éperons des navires de guerre, afin d'amoindrir le danger que présentent les navires à éperons pour d'autres bâtiments, en cas de collision.

Après un échange de vues entre Sir John Fisher, MM. Siegel, Mahan, Sakamoto et Schéine, il est constaté que les moyens dont on pourrait se servir dans ce but sont encore trop vaguement connus pour être discutés et le Président dit qu'il sera fait mention au procès-verbal du désir qu'exprime la Sous-Commission de voir se réaliser le but indiqué par M. Schéine. Quant à la question proposée par M. Siegel sur le point de savoir s'il est encore nécessaire de prendre des informations auprès des Gouvernements en ce qui concerne la prohibition des projectiles à gaz asphyxiants et des torpilleurs sous-marins, le Président déclare qu'à son avis il n'y a point lieu de revenir sur ces questions.

Le Président convoquera les membres pour la prochaine réunion.
La séance est levée.

Cinquième séance. — 16 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK

Le procès-verbal de la dernière séance du 5 juin, est lu et approuvé.

A la demande du Président, M. le Capitaine de corvette Comte Soltyk donne lecture de son rapport.

En terminant, il invite ceux de ses collègues qui désireraient voir modifier les termes dans lesquels il a relaté leurs opinions, à vouloir bien communiquer leurs observations.

Le Président remercie en son nom et au nom des Secrétaires, M. le rapporteur pour les sentiments qu'il a bien voulu exprimer et auxquels la Sous-Commission s'est associée.

En se faisant l'interprète de la Sous-Commission et en son propre nom, il tient à remercier chaleureusement le Comte Soltyk de la façon éminente dont il s'est acquitté de sa tâche très difficile.

Il demande si les délégués désirent voir introduire des changements dans le rapport.

M. le Capitaine de vaisseau Sakamoto demande à modifier à la page 2, alinéa 4, où il est fait mention de sa question sur le sens de la définition du terme « nouveau type », les mots « déjà inventé actuellement, mais non adopté » en « non inventé encore actuellement ».

Le Président constate que les termes du rapport correspondent à ceux du procès-verbal de la première séance, approuvé avec l'assentiment de M. Sakamoto.

M. Raffalovich insiste pour qu'il soit fait une mention spéciale dans le procès-verbal actuel de la demande de M. Sakamoto, qui tend à modifier un avis émis par lui et constaté au procès-verbal.

M. le Capitaine de vaisseau Mahan ayant déclaré que la modification désirée par M. Sakamoto concorde avec l'avis que, lui aussi, avait voulu exprimer sur la même question, le Comte Soltyk et la Sous-Commission adoptent la modification proposée.

M. Mahan demande à changer, tant dans le procès-verbal approuvé du 31 mai que dans le rapport du Comte Soltyk, l'expression « ou inutilement cruel » en « cruel sans être décisif » (voir son avis quant aux projectiles chargés de gaz asphyxiants).

Le changement est adopté.

De concert avec le rapporteur, quelques légères modifications sont encore faites au rapport, lequel sera réimprimé en tenant compte des observations qui ont été émises.

M. le Baron de Bildt demande si la Sous-Commission ne compte pas se prononcer aujourd'hui sur les dernières propositions de M. Schéine, relatives aux canons, aux poudres et aux cuirasses, au sujet desquelles on était convenu de demander des instructions aux Gouvernements.

Le Président remarque qu'il avait été entendu qu'on laisserait cette question ouverte jusqu'à la fin de la Conférence; elle exige, selon l'opinion générale des délégués, une étude spéciale par les experts techniques des divers Gouvernements.

Ce serait un résultat fort heureux en vue du dégrèvement des budgets, si, dans une dernière séance, on réussissait à se mettre d'accord sur une proposition positive par rapport aux armements navals.

M. le Baron de Bildt trouve qu'il faudrait constater dans le procès-verbal et dans le rapport à quelle conclusion la Sous-Commission est arrivée sur cette question.

Le Président remarque que le procès-verbal et le compte-rendu sommaire lui paraissent clairs et explicites à cet égard.

En conséquence, il est décidé que l'alinéa 6, page 4, du rapport sera conçu en ces termes :

« Ne pouvant donc obtenir une solution qu'après un examen technique dans chaque pays, la Sous-Commission décide de renvoyer la discussion à un terme ultérieur pour attendre la décision des Gouvernements respectifs, que les délégués se sont engagés à demander. »

Le Président dit qu'il est bien entendu que la question pourra être discutée de nouveau dans une séance, soit de la Première Commission réunie, soit de la Conférence plénière, soit même dans une réunion

ultérieure de la Sous-Commission, qui pourrait être convoquée de nouveau à cet effet.

Sur la proposition de M. Schéine, les délégués feront connaître au Président ou au bureau les réponses de leurs Gouvernements au fur et à mesure qu'elles leur arriveront.

M. l'Amiral Fisher félicite le Président de la compétence dont il a fait preuve dans les difficiles délibérations de cette Sous-Commission, qui souvent avait à rendre possible l'impossible, ainsi que de la persévérance avec laquelle il s'est efforcé d'arriver à des résultats positifs.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel s'associe aux paroles exprimées par Sir John Fisher. (*Applaudissements unanimes.*)

M. van Karnebeek remercie l'Amiral Fisher de ses bonnes paroles et tous les membres de leur bienveillante et utile coopération.

La séance est levée.

Sixième séance. — 26 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK

Le Président fait remarquer qu'une nouvelle tâche a été confiée à la Sous-Commission par la Commission plénière : à savoir, l'examen des propositions faites par le Gouvernement russe par rapport à la limitation des budgets de la marine. Il constate qu'une certaine liberté d'action est laissée à la Sous-Commission quant à sa manière de procéder.

Sur la proposition de M. l'Amiral Péphau, appuyée par plusieurs autres délégués, il est décidé de ne pas nommer un comité spécial mais d'aborder tout de suite la discussion des propositions russes. A la suite des délibérations il y aura peut-être lieu d'instituer un Comité de rédaction.

M. le Capitaine de frégate Schéine donne quelques explications sur ces propositions et précise l'engagement à prendre dans ce sens. Chaque Gouvernement aura le droit de fixer son budget au montant qui lui paraît désirable, mais une fois ce budget fixé et communiqué, on ne pourra pas en augmenter le total pour un terme de 3 ans à partir du moment où l'engagement entre en vigueur.

Les Gouvernements ne seront donc point obligés de prendre comme base de l'engagement les budgets actuellement existants ; ils pourront choisir comme telle un budget supérieur à celui qui est en vigueur en ce moment.

Pour éviter des malentendus, M. Schéine fait remarquer que par « montant des budgets » il comprend aussi bien les dépenses ordinaires que les dépenses extraordinaires.

Le Président observe qu'il avait eu l'intention de faire une proposition analogue : à savoir, que les Gouvernements se communiqueraient le développement qu'ils voudraient donner à leur marine et que ces chiffres, une fois communiqués, ne pourraient plus être changés pendant un terme fixé.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel désire démontrer en quelques paroles la situation de la Marine allemande. Elle est nettement et très clairement définie et réglée par la loi sur la flotte. Les proposi-

tions de M. le Capitaine de frégate Schéine tiennent à ce que les dépenses soient fixées d'avance pour un terme de 3 ans ; mais elles n'impliquent pas la condition que le budget reste le même pour chaque année, au contraire, il peut être augmenté si seulement cette augmentation est prévue d'avance. Ces propositions sont déjà accomplies et même surpassées par la « loi sur la flotte », dans laquelle sont en même temps donnés et prévus, pour les années suivantes, le nombre des officiers et des équipages et les travaux des ports à accomplir. Quant à l'alinéa premier des propositions russes, la loi va plus loin et précise même les types des bâtiments à construire.

Il s'ensuit que la Marine allemande est hors de question par rapport à ces propositions, elle n'est pas intéressée dans cette affaire car ce qu'on demande existe déjà.

MM. l'Amiral Fisher, l'Amiral Péphau, le Capitaine de vaisseau Mahan, de Baguer et le Comte de Macédo font ressortir qu'il faut tenir compte des difficultés qui pourraient s'opposer à accepter les propositions russes. A leur avis, elles consistent principalement dans l'influence que les Parlements ont le droit d'exercer sur les questions budgétaires.

Il y a des objections à ce que les Gouvernements s'engagent par rapport au montant des budgets sur lesquels la Représentation Nationale doit encore se prononcer. D'ailleurs, les Parlements se renouvellent dans des périodes quelquefois très brèves et, comme le fait observer M. de Baguer, l'année budgétaire, par exemple en Espagne, commence le 1^{er} juillet, dans d'autres pays à une date différente.

M. le Comte de Macédo remarque en outre qu'au Portugal le budget de la marine comprend en même temps beaucoup de dépenses coloniales.

M. le Capitaine Mahan insiste sur la difficulté de déterminer la somme qu'on prendra comme base, tant qu'on ne connaît pas celle qu'adopteront les autres Gouvernements.

M. le Capitaine de frégate Schéine répond que chaque Gouvernement aura la liberté d'augmenter son budget actuel et le tonnage de sa flotte d'autant de pour cent que le pays qui aura indiqué l'augmentation la plus considérable.

M. le Capitaine de vaisseau Siegel fait encore observer qu'une loi sur la flotte existe pour l'Allemagne, mais il ajoute que les dépenses, prévues par cette loi, ne peuvent être considérées que comme un minimum estimé absolument indispensable. L'Allemagne ne peut nullement se lier par cette loi et se garde toute la liberté et tout le droit d'augmenter ses dépenses si elle le croit nécessaire.

Le Capitaine de corvette Comte Soltyk ne croit pas que son Gouvernement puisse accepter la proposition ; personnellement il ne conseillera jamais de se lier par un tel engagement. Il croit que tout pays doit rester libre d'augmenter sa marine autant qu'il le jugera nécessaire.

Le Président croit que comme il ne s'agit que d'une période de 3 ans, il ne sera peut-être pas très difficile pour les Gouvernements d'arriver à un arrangement avec leurs Parlements et de faire adopter une convention dans le sens des propositions russes.

Quant aux Pays-Bas, il estime qu'il n'y aurait pas d'obstacle insurmontable à accéder à une telle convention.

Il ne méconnaît cependant pas que, comme l'avait déjà fait observer M. de Bille, les propositions russes présentent un certain danger.

On sera tenté de s'assurer une marge très large pour les 3 années. Et peut-être qu'il se produira alors une tendance à profiter de cette marge tant qu'on pourra et de construire même plus de navires qu'on ne l'eût fait si l'engagement international n'avait pas été conclu.

Tout en reconnaissant les difficultés que présente une solution immédiate de cette question dans un sens affirmatif, il croit cependant que la Sous-Commission ne peut pas prendre sur elle la responsabilité de rejeter complètement, dès maintenant, les propositions russes.

La question est si importante, mais en même temps si complexe, qu'il faudra laisser aux Gouvernements le temps de l'examiner de plus près.

Il propose donc de laisser la question ouverte comme on a fait pour celle des canons de marine et celle des fusils, et de la recommander à l'étude des Gouvernements qui éventuellement en décideront dans une Conférence ultérieure.

Cette proposition est appuyée par M. Mahan.

M. le Capitaine de frégate Schéine trouve que cette proposition va un peu trop loin. Il préférerait que la décision à prendre fût ajournée à une réunion ultérieure, soit de la Sous-Commission, soit de la Commission.

Il croit qu'il serait possible, pour un grand nombre de délégués, d'obtenir encore des instructions pendant la durée de cette Conférence.

La proposition du Président est mise aux voix.

Ont voté pour la proposition : France, Japon, Pays-Bas, Suède et Norvège, Turquie.

Ont voté non : Danemark, Grande-Bretagne, Portugal, Russie, Siam.

Se sont abstenues : Allemagne, Amérique, Autriche-Hongrie, Espagne, Italie.

La proposition n'est donc pas adoptée.

On passe au vote sur la proposition d'ajournement faite par M. Schéine.

Le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et le Siam se sont prononcés en faveur de la proposition.

L'Amérique a voté « non ».

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, l'Italie, le Japon, la Suède et Norvège et la Turquie se sont abstenus.

La Sous-Commission décide que la proposition peut être considérée comme acceptée.

Sur la proposition du Président, on choisit un comité de rapporteurs composé de MM. de Bille, Comte Soltyk, Schéine et Corragioni d'Orelli.

Ce Comité devra présenter à la Commission plénière un rapport succinct sur la discussion qui a eu lieu dans cette séance et sur la décision qui y a été prise.

La Sous-Commission autorise le Président et le Bureau à arrêter le procès-verbal de la dernière séance.

La séance est levée.

Septième séance. — 30 juin 1899.

Présidence de M. le Jonkheer VAN KARNEBEEK

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

Le Président, répondant à une question de MM. Siegel et Mahan, précise encore une fois la décision prise par la Sous-Commission dans sa dernière séance, en ce sens que les délégués renverront les propositions russes à l'étude ultérieure de leurs Gouvernements respectifs et tâcheront d'obtenir avant la fin de la Conférence des instructions sur ces propositions.

En réponse à une autre question de M. Siegel, il est constaté que les votes d'abstention sur une proposition ne sont considérés ni comme favorables ni comme contraires à la dite proposition.

Le rapport du Comité spécial institué dans la séance précédente est lu et approuvé.

M. de Bille fait remarquer que l'idée qui a prévalu dans la séance précédente était celle de reconnaître que de grandes difficultés s'opposaient à l'adoption des propositions russes, sans qu'on ait voulu rejeter ces propositions entièrement et à tout jamais.

On a fait ressortir que la solution de cette question regardait non seulement les Gouvernements, mais encore les Parlements. En tout cas, ce sont en premier lieu les Gouvernements qui doivent s'en occuper.

La Sous-Commission cependant n'étant pas compétente pour juger les rapports entre les Gouvernements et leurs Parlements, le Comité des rapporteurs a dû se borner à proposer de soumettre la question aux Gouvernements.

Le Président, récapitulant la décision prise par la Sous-Commission et contenue dans le rapport, remarque que c'est maintenant la Commission entière qui aura à se prononcer sur cette décision.

La séance est levée.

(A suivre.)

CHINE (1898-1899)

Négociations pour la Délimitation des Territoires cédés à bail par la Chine à la France à Kouang- Tcheou-Ouan (*Suite*).

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 21 décembre 1899.

Je vous prie de continuer vos instances, sûr que je ne me départirai pas de mon attitude. Je constate avec satisfaction les résultats déjà obtenus.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de la République française à Pékin,
à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 25 décembre 1899.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après les satisfactions qui nous ont été accordées pour l'assassinat de nos officiers :

Le Vice-Roi de Canton est remplacé par Li-Hong-Tchang.

Le sous-préfet de Soui-kai est dégradé.

Dès que la convention de limitation sera arrivée à Pékin, un rapport sera fait au Trône pour demander sa ratification.

Les terrains domaniaux ou vacants sur le tracé du chemin de fer On-pou nous seront donnés.

Les mines du Kao-tcheou, du Lien-tcheou et du Lei-tcheou sont concédées à une Société franco-chinoise.

Ordre est donné d'arrêter et d'exécuter les miliciens auteurs de l'assassinat. Les corps de nos officiers ont été restitués avec excuses, faites au nom du Gouvernement chinois. Les familles des victimes recevront une indemnité de 50,000 taëls (200,000 francs).

L'affaire de la mission du Lei-tcheou sera réglée.

Le principe d'une indemnité pour les troubles de l'été dernier au Yunnan est formellement admis, et le chiffre sera fixé par un accord entre M. François et les autorités du Yunnan.

PICHON.

**M. de Lanessan, ministre de la marine, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 30 décembre 1899.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte d'un télégramme que

vient de me faire parvenir M. le Contre-Amiral commandant en chef la division navale de l'Extrême-Orient.

DE LANESSAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU MINISTRE DE LA MARINE
EN DATE DU 30 DÉCEMBRE 1899.

L'amiral commandant en chef la division navale de l'Extrême-Orient, à M. le ministre de la marine, Paris.

Hoi-teou, le 26 décembre 1899.

Notre Ministre en Chine me signalant que les affaires sont réglées, je libère le Taotaï et restitue la canonnière.

Signé : COURREJOLLES.

M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.

Pékin, le 4 août 1898.

Notre Consul à Tchoung-king m'a annoncé l'arrestation de deux missionnaires à Yong-chang. L'un d'eux s'est échappé et a été blessé; l'église de Chouen-king a été pillée et détruite.

Bien que le Tsong-li-Yamen prétende le contraire, l'un des missionnaires est encore détenu : le missionnaire est sous la main d'un chef rebelle condamné à mort il y a plus de dix ans; les autorités se déclarent prêtes à agir contre lui, mais ajoutent que la vie du missionnaire courrait grand danger et que des désordres nouveaux pourraient éclater.

Le Tsong-li-Yamen m'offre un arrangement d'après lequel le chef rebelle ferait sa soumission garantie par les notables du pays et le missionnaire serait aussitôt libéré, les autres conditions seraient formellement réservées pour être réglées à Pékin. J'ai télégraphié à M. Haas pour lui demander son avis.

La responsabilité du mandarin de Ta-tsou, ainsi que celle du Vice-Roi, se trouvent gravement engagées dans cette affaire. J'ai écrit avant-hier au Tsong-li-Yamen pour réclamer la révocation immédiate du premier de ces fonctionnaires et pour me réserver le droit de demander contre lui la peine capitale, si le missionnaire est massacré.

PICHON.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.

Paris, le 5 août 1898.

Je reçois votre télégramme sur les troubles de Tchoung-king et l'arrestation du missionnaire.

Je vous prie de prendre, d'accord avec M. Haas, les dispositions pro-

pres à sauvegarder notre missionnaire et à assurer le châtimement des coupables.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 22 août 1898.

En ce qui concerne l'affaire du Sse-tchouan, j'ai relevé la responsabilité des autorités chinoises dans la détention du missionnaire qui n'est pas encore en liberté. Il a été convenu que de nouveaux ordres allaient être envoyés pour obtenir la libération de notre compatriote, et qu' aussitôt après le règlement de l'affaire, le sous-préfet de Tat-sou serait remplacé. Cette mesure est indépendante des réclamations que nous aurons à faire valoir.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 23 août 1898.

Je ne peux qu'être très péniblement impressionné par le retard apporté à la libération de notre compatriote au Sse-tchouan. Faites une nouvelle démarche et marquez nettement que nous exigerons des compensations d'autant plus élevées qu'on aura plus longtemps abusé de notre patience.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 29 août 1898.

Je suis avec le plus grand soin l'affaire du Sse-tchouan pour laquelle j'ai fait encore une démarche hier.

J'avais informé, le 21 courant, le Tsong-li-Yamen que nos exigences seraient d'autant plus élevées que les missionnaires auraient plus longtemps été prisonniers.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 9 septembre 1898.

La situation du Sse-tchouan est depuis assez longtemps troublée. Les renseignements qui me sont venus de notre consul à Tchoung-king et des missionnaires de Tcheng tou m'ont, à plusieurs reprises, signalé des actes de violence contre des catholiques et, en général, contre les étrangers. J'ai eu, peu de temps après mon arrivée, à intervenir pour faire respecter nos compatriotes et pour obtenir la réparation des dommages qu'ils ont subis.

Le 10 juin, je recevais de M. Haas un télégramme m'informant que le

nommé Yumantse, récemment incarcéré en vertu d'une condamnation à mort prononcée le 1^{er} janvier 1892 sur la demande de la Légation et pour des crimes commis à Ta-tsou, était sorti de prison, grâce à la complicité de plusieurs des autorités locales. J'écrivis aussitôt au Tsong-li-Yamen pour réclamer des mesures énergiques en vue d'assurer l'exécution de l'engagement contracté vis-à-vis de nous il y a plus de six ans et de châtier les fonctionnaires responsables de sa violation.

Le 2 juillet, sur un télégramme de l'évêque de Tcheng-tou, j'adressai une nouvelle lettre au Gouvernement chinois pour obtenir la répression sévère d'une émeute dirigée contre les missionnaires de Chouen-king, dont la résidence avait été pillée et détruite.

Le 24 juillet, quatre télégrammes de M. Haas, datés des 7, 11, 13 et 18 du même mois et relatant l'arrestation de deux missionnaires par Yumantse et par un de ses complices, me parvenaient en même temps. Je les portai aussitôt à la connaissance du Tsong-li-Yamen, en m'étonnant du retard avec lequel ils m'étaient arrivés et en déclarant que, d'après mes informations, toute la responsabilité des violences exercées contre nos nationaux incombait aux autorités du Sse-tchouan. Je signalais en particulier l'attitude du mandarin de Ta-tsou qui s'était refusé, malgré nos demandes réitérées, à faire arrêter le criminel condamné à mort et qui l'avait soustrait ainsi à l'application de la loi. Je réservais explicitement nos droits à des réparations et à des compensations ultérieures et je réclamaï, en attendant, la révocation immédiate du protecteur de Yumantse. Deux jours après, je reçus une réponse officielle m'avisant que les sous-préfets de Ta-tsou et de Yong-chang avaient été mandés à Tcheng-tou par le Vice Roi et provisoirement remplacés, et que le Taotai du Sse-tchouan oriental avait pour instructions « de prendre des moyens énergiques et secrets pour rechercher Yumantse, s'en emparer et le juger afin de rétablir la paix entre chrétiens et non chrétiens ». L'assurance m'était en outre donnée que « les autres affaires seraient réglées avec vigilance et d'une façon satisfaisante ».

Ces déclarations ne me paraissant pas suffisantes, j'écrivis immédiatement au Tsong-li-Yamen pour maintenir la révocation que j'avais formulée et pour insister sur la nécessité de frapper de la peine prévue dans l'arrangement de 1892 le bandit qui recommençait à troubler le Sse-tchouan. Je profitai, de plus, d'une audience du Yamen pour m'appesantir sur la gravité des faits qui avaient motivé mes lettres et pour annoncer qu'ils seraient certainement suivis de réclamations importantes de notre part.

Le 30 juillet, Li-Hong-Tchang m'envoya son interprète pour me renseigner, disait-il, sur les embarras causés au Gouvernement de Pékin par la mise en demeure de procéder à l'exécution de Yumantse. Ce dernier jouissait, d'après la communication qui m'était faite, d'une influence considérable dans la région où il se trouvait. Il avait pour amis les principaux notables, ligués pour le soustraire à la mort et décidés à s'insurger s'il était livré à la justice. Le Tsong-li-Yamen ne refusait pas d'agir contre lui. Mais si cette résolution était prise et si des troupes étaient envoyées pour s'emparer du condamné, il était à craindre qu'il n'en résultât les plus graves désordres. Le missionnaire détenu, l'un des deux ayant réussi entre temps à s'échapper) serait certainement assassiné, les catholiques seraient menacés et les prêtres français courraient de grands dangers. Li-Hong-Tchang me faisait prier de consentir à laisser la vie

saue au criminel pour éviter de plus grands malheurs et sous la réserve d'une soumission que ferait celui ci avec la garantie de tous les notables. A ces conditions le missionnaire serait mis en liberté. Autrement on ne pouvait répondre du sort qui lui était réservé.

Je répondis que je ne pouvais prendre sur moi de conclure un pareil accord ; que, si Yumantse avait été arrêté et exécuté lorsqu'il devait l'être, nous n'aurions pas à déplorer une situation créée par l'incurie et la complicité des mandarins locaux ; que j'allais vous en référer et prendre l'avis de notre Consul à Tchoung-king ; que, dans tous les cas, j'insistais encore sur les mesures de précaution précédemment réclamées.

M. Haas, que je consultai par le télégraphe en même temps que j'informais Votre Excellence, me fit savoir que les propositions dont j'avais été saisi ne pouvaient être acceptées sans provoquer de nouveaux périls. J'appris en même temps, par un journal de Shang-haï, que le mandarin de Ta-tsou était allé voir Yumantse, qu'il avait traité avec lui et qu'ils avaient arraché de concert et par la force au missionnaire prisonnier, le P. Fleury, une déclaration écrite approuvant l'accord que Li-Hong-Tchang m'avait fait soumettre. Je trouvai dans cet acte une preuve nouvelle de la complicité des fonctionnaires dont j'avais demandé la révocation et j'écrivis au Tsong-li-Yamen, le 2 août, pour dire que je me réservais « de réclamer au nom du Gouvernement français la peine capitale contre le sous-préfet de Ta-tsou dans le cas où le missionnaire serait tué ».

Depuis, j'ai multiplié mes démarches verbalement et par écrit auprès de Li-Hong-Tchang et auprès du Tsong-li-Yamen. De nouveaux efforts ont été faits pour m'amener à renoncer, dans l'intérêt du P. Fleury et des missionnaires du Sse tchouan, à l'exécution du jugement rendu contre Yumantse. Je m'y suis constamment refusé. Je dois dire, pourtant, que je ne crois pas le Tsong li-Yamen de mauvaise volonté lorsqu'il parle de son impuissance à agir contre les malfaiteurs de cette région sans exposer grandement la vie des catholiques et sans susciter un mouvement qu'il aurait de la peine à réprimer. Aussi, tout en ne voulant pas sanctionner un contrat qui aurait pour résultat de garantir l'impunité au principal coupable pour des crimes dont nous avons revendiqué le châtement, je crus devoir donner à entendre que le Gouvernement chinois restait seul juge des moyens à employer pour la délivrance de notre compatriote.

J'ai fait comprendre que je me désintéressais de cette question. J'ai pris soin, toutefois, d'indiquer, le 21 août, que les réparations que nous exigerions seraient d'autant plus élevées que la détention du P. Fleury aurait été plus longue.

Je sais que des instructions nouvelles ont été envoyées aux autorités du Sse-tchouan pour tâcher de déterminer la libération du P. Fleury.

PICHON.

M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.

Pékin, le 23 septembre 1898.

Notre Consul à Tchoung-king me télégraphie que l'église et la résidence de Ho tcheou dans le Sse-tchouan viennent d'être pillées et détruites et que la mission a pu se réfugier dans le Yamen. M. Haas

m'annonce en outre le pillage et l'incendie de l'hôpital français de cette localité. Les troubles règnent dans toute la province ; toutes les chrétiens du district d'Ho-tcheou ont été pillées ; le missionnaire de ce district est menacé de mort ; la grande résidence de Tong-liang a été détruite et les autorités ne font rien pour empêcher le brigandage.

Je fais remarquer au Tsong-li-Yamen qu'il a refusé depuis le début toutes les mesures de précaution que j'ai réclamées et que la responsabilité de ces affaires s'ajoute à celle de la détention du P. Fleury, par suite de l'impunité laissée aux criminels du Sse-tchouan. Je maintiens intégralement, sous réserve de demandes ultérieures, les réparations que nous exigeons.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 26 septembre 1898.

J'approuve vos démarches pour l'affaire de Yong-chang. Réclamez l'élargissement immédiat du missionnaire et un châtement exemplaire pour les coupables.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 26 septembre 1898.

Les désordres s'étendent au Sse-tchouan, où les résidences Ting-yuen-hien et Long-choui-tchen ont été pillées et incendiées.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 26 septembre 1898.

J'ai prié Tching-Tchang de venir. Je lui ai rappelé les nombreux griefs que nous avons à faire valoir contre le Gouvernement chinois ; j'ai constaté que sur aucun point nous n'avions reçu satisfaction ; j'ai déclaré que, dans ces conditions, nous serions obligés de pourvoir par nous-mêmes aux mesures propres à nous assurer les réparations qui nous sont dues. Tching-Tchang m'a promis d'insister auprès du Tsong-li-Yamen sur les responsabilités qu'assumerait le Gouvernement Impérial en tardant plus longtemps à nous donner satisfaction.

DELCASSÉ.

**M. Haas, consul de France à Tchoung-king,
à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.**

Tchoung-king, le 2 octobre 1898.

L'insurrection devient très grave. Tchoung-king est sur le qui-vive.

HAAS.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères,
à M. Haas, consul de France à Tchoung-king.**

Paris, le 7 octobre 1898.

Je me concerte avec le Ministre de la Marine et le Ministre de la République à Pékin pour assurer votre sécurité et celle de vos ressortissants.

Je m'en remets à votre expérience et à votre sang-froid du soin d'apprécier si vous devez chercher refuge à I-tchang.

DELCASSÉ.

**M. de Bezaure, consul général de France à Shang-haï,
à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.**

Shang-haï, le 10 octobre 1898.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le nouveau Vice-Roi du Sse-tchouan s'est embarqué hier au soir pour I-tchang. De là, il se rendra directement à Tcheng-tou-fou par voie de terre.

Son Excellence Kouei-Choun est venu me voir avant son départ. J'en ai profité pour lui parler de nouveau des affaires du Sse-tchouan et de mes craintes pour la sécurité de nos missionnaires, de nos négociants et voyageurs dans cette province.

Je fis part au Vice-Roi des dernières informations que je venais de recevoir de Tchoung-king. Elles représentaient la situation comme étant toujours grave : la plupart des résidences catholiques de la mission du Sse-tchouan oriental étaient détruites et de nombreux chrétiens avaient été massacrés. Son Excellence Kouei-Choun, fort ému de ces nouvelles, m'affirma qu'il se rendait au Sse tchouan avec des forces suffisantes pour mettre un terme à ces brigandages et que, déjà, suivant les instructions du Tsong-li-Yamen et d'après celles qu'il avait lui-même, à ma demande, envoyées d'ici par le télégraphe aux autorités de Tcheng-tou et de Tchoung-king, des dispositions avaient été prises pour délivrer le P. Fleury et s'emparer, le plus tôt possible, du bandit Yumantse.

DE BEZAURE.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères,
à M. Haas, consul de France à Tchoung-king.**

Paris, le 13 octobre 1898.

Je reçois un télégramme des missions. Assurez de ma sollicitude les missions qui m'ont télégraphié, et faites-leur savoir que le Ministre de la République à Pékin a reçu les instructions nécessaires en vue de sauvegarder leurs personnes et leurs biens.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 18 octobre 1898.

Les désordres continuent au Sse-tchouan, où les chrétientés de quatre districts nouveaux ont été ravagées.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 26 octobre 1898.

Quelle suite a été donnée par le Gouvernement chinois à vos démarches au sujet du Sse-tchouan ?

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 30 octobre 1898.

J'ai fait aujourd'hui de nouvelles démarches auprès du Tsong-li-Yamen pour les affaires du Sse-tchouan.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 1^{er} janvier 1899.

Le Gouvernement chinois a commencé une répression sévère dans le Sse-tchouan et un assez grand nombre de rebelles ont été tués ou dispersés.

Des bandes détiennent encore notre missionnaire.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 22 janvier 1899.

L'évêque de Tchoung-king télégraphie que le P. Fleury vient d'être délivré.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 7 février 1899.

Votre Excellence sait déjà la délivrance du missionnaire français qui était prisonnier des rebelles du Sse-tchouan depuis le commencement du mois de juillet 1898. J'avais été informé de cette nouvelle par un télégramme de l'évêque de Tchoung king. Une dépêche du Tsong-li-Yamen ne tarda pas à la confirmer. La communication que j'ai reçue du Gouvernement chinois porte que « le fils de Yumantse », c'est-à-dire du chef des insurgés, condamné à mort sur notre demande depuis le mois de janvier 1892 « a conduit le P. Fleury au camp de Tcheou-Ouan-Choen et a fait sa soumission et que Tcheou-Ouan-Choen a fait mener sous escorte le missionnaire jusqu'au campement du trésorier provincial qui a assuré son arrivée à Tchoung-king ».

La libération tardive qui vient d'être effectuée est le résultat de nos démarches incessantes.

Après avoir fait tout ce qu'il dépendait de nous pour laisser au Gouvernement de Pékin la faculté de traiter avec les insurgés dans le but de sauver la vie du missionnaire détenu par eux, il nous était devenu impossible d'autoriser une temporisation plus longue. J'insistais sans relâche pour qu'une action militaire décisive fût engagée contre les bandes dont les meneurs voulaient échapper à la répression en retenant le P. Fleury comme otage. Les résolutions que je réclamaïis furent prises et l'effet en a été assez prompt, puisque Yumantse, attaqué par les troupes impériales, s'est décidé à se dessaisir de son prisonnier.

PICHON.

Négociations d'une indemnité pour la mission du Kouang-Tong (Meurtre du P. Chanès).

M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Pékin, le 18 octobre 1898.

Un télégramme de M. Flayelle me fait savoir l'assassinat du P. Chanès et de plusieurs catholiques dans la chapelle de Pak-tong, qui a été incendiée.

Je demande d'urgence au Tsong-li-Yamen une audience, qui a été fixée à demain. Je réclamerai des mesures énergiques.

PICHON.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon, ministre de France à Pékin.

Paris, le 19 octobre 1898.

Je viens de voir Tching-Tchang, qui ignorait encore le meurtre du P. Chanès et de ses compagnons. Je lui ai dit que vous étiez chargé de requérir le châtiment exemplaire des coupables. J'ai ajouté que, si les désordres continuaient jusqu'au voisinage même de la côte, mettant en danger la vie de nos nationaux et protégés, nous serions obligés de pourvoir nous-mêmes à leur sûreté.

DELCASSÉ.

M. Flayelle, gérant du Consulat de France à Canton, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Canton, le 20 octobre 1898.

J'ai le triste devoir d'annoncer à Votre Excellence la mort du P. Chanès, de la mission de Canton, assassiné le 14 octobre à Pak-tong avec un certain nombre de catholiques indigènes.

Un rapport du P. Frayssinet montre clairement la duplicité des autorités chinoises et leur hostilité vis-à-vis des missions. La responsabilité de ce triste événement leur incombe complètement et sans excuse pos-

sible ; elles avaient été dûment prévenues, à différentes reprises, par le Consulat et la mission, de la gravité de la situation.

J'ai immédiatement envoyé au Vice-Roi une protestation très énergique et avisé la Légation par voie télégraphique. Le 17 octobre, le secrétaire du Vice-Roi est venu m'exprimer ses regrets et présenter les excuses de son Gouvernement. Je lui ai renouvelé en termes sévères ma protestation et lui ai déclaré que la France ne laisserait pas passer impuni le meurtre de l'un des siens. M. Ouang ayant voulu entamer la discussion du règlement de cette affaire, j'ai nettement refusé de le suivre sur ce terrain, lui déclarant qu'il ne m'était pas permis de discuter la solution d'un événement aussi grave. Le représentant de la République à Pékin, lui ai je dit, a seul qualité pour traiter du règlement de ce déplorable incident, et c'est à lui seul qu'il appartient de déterminer, de concert avec le Gouvernement français, les réparations qu'il y aura lieu d'exiger de la Chine.

Pour le moment, j'exige de vous la punition exemplaire de tous les coupables ; le Tsong-li-Yamen vous fera connaître plus tard la décision de Son Excellence le Ministre de France.

FLAYELLE.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Poubelle,
ambassadeur de la République française près le Saint-Siège.**

Paris, le 20 octobre 1898.

Par un télégramme dont vous trouverez, ci-joint, copie, le Ministre de la République à Pékin vient de m'informer qu'au cours de troubles survenus récemment dans la région de Pay tong, le missionnaire Chanès a été assassiné avec plusieurs catholiques dans la chapelle de cette résidence. M. Pichon m'entretient également des démarches qu'il se propose de faire en vue d'obtenir la réparation de ce nouvel attentat.

J'ai, de mon côté, signalé dès hier ces informations à l'attention du Ministre de Chine, dans un langage sur la fermeté duquel Tching-Tchang n'a pu se méprendre.

DELCASSÉ.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 16 novembre 1898.

Veillez me faire connaître la suite qui a été donnée par le Tsong-li-Yamen à la démarche visée par votre télégramme du 18 octobre, au sujet du meurtre du P. Chanès.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 20 novembre 1898.

J'ai vu plusieurs fois le Tsong-li-Yamen, qui a provoqué sur mon intervention un décret impérial ordonnant l'arrestation des coupables. Il a, en outre, révoqué un sous-préfet, mais je n'ai pu obtenir encore la révo-

cation du secrétaire du Vice-Roi désigné par M. Flayelle pour son hostilité persistante et pour sa responsabilité dans l'affaire. M. Flayelle ne m'a pas informé que les coupables aient été arrêtés.

J'ai réservé la question des compensations jusqu'à vos instructions définitives. Si vous ajoutiez, comme je le crois possible, le règlement de l'affaire de 1884 à celui des affaires actuelles, nous aurions à réclamer une indemnité de cent soixante mille taëls environ. Il faudrait sans doute insister très énergiquement.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 25 novembre 1898.

Vous devrez exiger le châtimement exemplaire des coupables, plus une indemnité pour la famille du P. Chanès et la mission.

DELCASSÉ.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Poubelle,
ambassadeur de la République française près le Saint-Siège.**

Paris, le 7 décembre 1898.

Ma lettre du 3 de ce mois vous a informé des circonstances dans lesquelles le P. Chanès, missionnaire au Kouang-tong, a été assassiné, le 14 octobre, à Pak-tong.

Conformément à mes instructions, le Ministre de la République à Pékin a réclamé aussitôt du Gouvernement chinois la réparation de cet attentat. M. Pichon me télégraphie que le sous-préfet du district où se trouve Pak-tong a été révoqué et s'est empoisonné. Notre Représentant ajoute qu'il poursuit, auprès du Tsong-li-Yamen, les autres satisfactions d'ordre politique et judiciaire auxquelles le meurtre de notre ressortissant nous donne encore le droit de prétendre.

Je vous laisse le soin de communiquer, si vous le jugez à propos, ces informations au Cardinal Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

DELCASSÉ.

**M. Flayelle, gérant du Consulat de France à Canton,
à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.**

Canton, le 18 mai 1899.

Je crois devoir résumer les divers pourparlers qui ont eu lieu à Canton jusqu'au 7 mai, au sujet du règlement de l'affaire de Pak-tong (meurtre du P. Chanès).

Depuis lors, conformément aux instructions de Son Excellence le Ministre de la République en Chine, j'avais, en présence de l'hostilité du Vice-Roi, rompu les négociations et élevé l'affaire à Pékin, lorsque trois notables de Pak-tong vinrent à ce Consulat. Ils déclarèrent qu'ils étaient envoyés par le sous-préfet, avec l'assentiment de leurs compatriotes, pour traiter de cette question.

Je leur fis savoir que le Vice-Roi ayant refusé de sanctionner et faire

exécuter les engagements qu'ils avaient pris de M^{re} Chausse, et eux-mêmes ayant profité de cette circonstance pour chercher à s'y soustraire, j'avais, conformément à mes instructions, transmis le dossier de cette affaire à M. Pichon.

Ma mission était terminée. je n'avais plus, par suite, le pouvoir de rouvrir les négociations et encore moins celui de traiter. Son Excellence le Ministre de France avait seul désormais ce pouvoir et leur ferait ultérieurement connaître les conditions qu'il jugerait convenable de leur imposer. Ayant failli à leurs premiers engagements, ils devaient s'attendre à ce que les nouvelles conditions soient plus dures que les anciennes.

Ces individus parurent consternés de mes déclarations et me demandèrent comme une faveur de télégraphier à M. Pichon. Ils acceptaient tous les articles de l'arrangement fixé par nous, sauf le sixième (versement, outre l'indemnité de 80,000 piastres à la mission, d'une somme de 8,000 liv. sterl. à la famille du P. Chanès). Cette clause, disaient-ils, ne figurait pas parmi les conditions posées par l'évêque de Canton et acceptées par eux.

J'ai, de suite, télégraphié ces propositions à Son Excellence le Ministre de la République à Pékin, qui m'a autorisé à les accepter. J'ai demandé au Vice-Roi d'en garantir l'exécution.

J'espère que celui-ci, malgré son hostilité vis-à-vis des missions et des Européens, comprendra, cette fois, qu'il est de son intérêt d'en finir avec cette affaire qui n'a déjà que trop duré.

FLAYELLE.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 27 mai 1899.

J'ai renouvelé mes protestations énergiques contre l'attitude du Vice-Roi de Canton, qui entrave tout et empêche le règlement de toute affaire dans sa Vice-Royauté. Il s'oppose notamment à la solution de l'affaire Chanès, qui devait être réglée au moment du départ de nos marins et qui a fait l'objet, de la part des habitants de Pak-tong, d'une proposition acceptée par nous. J'ai déclaré que nous nous tiendrions à cette proposition et que nous ne pourrions la réduire ni la modifier.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 2 juin 1899.

Approuvant la fermeté de votre attitude, j'ai entretenu, conformément à votre désir, le Ministre de Chine à Paris de l'affaire de Pak tong, et, en lui marquant mon impatience de ne pas voir le Gouvernement Impérial se prêter à une solution satisfaisante, je lui ai déclaré que nous ne saurions consentir à aucune réduction ou modification de nos demandes.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 19 juillet 1899.

En ce qui concerne l'affaire de Pak-tong, je continue à rencontrer une résistance obstinée. Comme nos demandes sont liées à celles que nous présentons au sujet de Kouang-tcheou-ouan, les mêmes sanctions sont applicables.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 25 décembre 1899.

En même temps qu'a été réglée l'affaire de Kouang-tcheou-ouan, l'affaire Chanès a été terminée par le versement de 80,000 dollars.

PICHON.

Négociations d'une indemnité pour la mission belge du Hou-Pé (Meurtre du P. Delbrouck).

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 10 décembre 1898.

Notre Consul à Han-keou télégraphie que la mission belge de deux sous-préfectures et d'une préfecture du Hou-pé est détruite et brûlée, vingt chapelles sont incendiées et un village est détruit avec ses habitants. Je parlerai aujourd'hui de cette affaire au Tsong-li-Yamen.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 13 décembre 1898.

La mission mentionnée dans votre télégramme du 10 de ce mois est-elle la mission belge du Hou-pé occidental ?

Je n'ai pas besoin de recommander cette affaire à toute votre sollicitude.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 15 décembre 1898.

La situation des missions s'aggrave au Sse-tchouan et au Hou-pé. Dans cette dernière province, un missionnaire belge a été fait prison-

nier. J'ai appelé l'attention la plus sérieuse du Tsong-li-Yamen sur ces affaires, qui prennent du développement.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 15 décembre 1898.

La mission visée dans ma communication du 10 décembre est la mission belge du Hou-pé occidental.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 17 décembre 1898.

Notre Consul à Han-keou télégraphie ce qui suit : « Un Père belge a été tué au cours de l'insurrection. » Je prie M. Dautremer d'agir énergiquement auprès des autorités, et je ferai le nécessaire près du Tsong-li-Yamen.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 3 janvier 1899.

Le missionnaire belge assassiné au Hou-pé occidental se nomme Delbrouck.

M. Dautremer télégraphie que l'insurrection continue et qu'il agit auprès du Vice Roi.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 9 janvier 1899.

Je vous prie de me tenir au courant du résultat des démarches que vous aurez faites pour obtenir de justes réparations à la suite de l'assassinat du P. Delbrouck. Veuillez m'indiquer les compensations que vous aurez demandées et la suite donnée à vos démarches.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 9 février 1899.

J'ai eu l'honneur de vous signaler, par mon télégramme du 3 janvier, le meurtre d'un missionnaire belge, le P. Victorin Delbrouck, dans le Hou-pé occidental.

Votre Excellence m'a invité à La tenir au courant des démarches que

je ferais au sujet de cette affaire, et à indiquer les compensations qui seraient demandées par la Légation.

Le rapport de M. Dautremér sur les désordres au cours desquels le P. Delbrouck a été assassiné vient de me parvenir. Il en résulte que les mandarins de Patong-hien et d'I-tchang étaient prévenus depuis trois semaines des actes criminels qui se préparaient et qu'ils n'avaient répondu que par des assurances de protection évasives aux demandes de secours du missionnaire lorsque ce dernier a succombé. Il a été fait prisonnier le 6 décembre par une vingtaine d'individus qui l'ont flagellé, mis dans l'impossibilité de marcher et conduit en chaise jusqu'à l'endroit où ils l'ont tué, le 11 décembre. Ils lui ont coupé la tête et ouvert le corps, et ont suspendu ses membres à un arbre.

Les auteurs et les complices de cet acte de sauvagerie ont, en outre, brûlé diverses églises ou résidences qu'ils ont pillées, et mis à mort des catholiques chinois dont ils ont détruit les maisons. Les ravages auraient eu lieu principalement dans les districts de Pa-tong-hien, Tchang-yang-hien, Lai-fong-hien et Li-tchouan-hien.

J'ai invité M. Dautremér à poursuivre auprès du Vice-Roi le règlement de l'affaire sur les bases suivantes :

1^o Punition des meurtriers et autres coupables, auteurs des troubles, incendiaires, etc., conformément à la loi chinoise ;

2^o Peines disciplinaires à prononcer contre les mandarins responsables ;

3^o Indemnité pour la famille du P. Delbrouck (cette indemnité pouvant être de 100,000 francs au maximum) ;

4^o Indemnité pour les pertes de la mission et des catholiques ;

5^o Chapelle expiatoire à construire aux frais du Gouvernement chinois dans un lieu à déterminer d'accord avec la mission ;

6^o Mesures d'ordre à édicter, proclamations, réinstallation paisible des missionnaires et des catholiques dans leurs établissements, demeures et propriétés.

J'ai prié, d'ailleurs, notre Consul de dresser, pour établir le chiffre de l'indemnité destinée aux missionnaires et à leurs fidèles, l'état des pertes subies et d'admettre une certaine majoration pour réparer les dommages indirects.

La Légation suivra, de son côté, cette affaire auprès du Tsong-li-Yamen, et je ne manquerai pas de mettre Votre Excellence au courant de mes démarches et de leur résultat.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M Gérard,
ministre de France à Bruxelles.**

Paris, le 4 avril 1899.

Par une dépêche dont vous trouverez ci-joint copie, notre Représentant m'indique les circonstances dans lesquelles le P. Victorin Delbrouck a été tué, et m'expose les demandes qu'il a cru devoir formuler auprès du Gouvernement Impérial, en réparation de ce meurtre.

Vous voudrez bien porter ces renseignements à la connaissance du Gouvernement belge, en ne lui laissant pas ignorer la sollicitude avec laquelle, conformément à nos instructions, M. Pichon poursuit le règlement de cette affaire.

DELCASSÉ.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Nisard, ambassadeur de la République française près le Saint-Siège, à Rome.

Paris, le 4 avril 1899.

Je vous ai entretenu des démarches que le Ministre de la République à Pékin avait faites auprès du Gouvernement chinois, à l'occasion des troubles dont la mission catholique belge du Hou-pé occidental avait eu à souffrir et je vous ai, en même temps, signalé les pourparlers que M. Pichon avait engagés à nouveau avec le Tsong-li-Yamen au sujet de la mort d'un des religieux installés dans la province.

Par une dépêche, dont vous trouverez ci-joint copie, notre Représentant m'indique les circonstances dans lesquelles le P. Victorin Delbrouck a été tué, et m'expose les demandes qu'il a cru devoir formuler auprès du Gouvernement Impérial, en réparation de ce meurtre.

Je vous autorise à donner verbalement communication de ces renseignements au Cardinal Secrétaire d'Etat.

DELCASSÉ.

M. Gérard, ministre de France à Bruxelles, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Bruxelles, le 14 avril 1899.

En portant à la connaissance du Gouvernement royal le rapport que le Ministre de la République à Pékin a adressé au Département, au sujet du meurtre du P. Victorin Delbrouck, missionnaire belge du Hou-pé occidental, je n'avais pas manqué, suivant les instructions contenues dans la lettre de Votre Excellence, en date du 4 de ce mois, de marquer au Ministre royal des Affaires étrangères la sollicitude avec laquelle M. Pichon poursuit, en ce moment, auprès du Gouvernement chinois, le règlement de cette affaire.

M. de Favereau, en m'accusant réception de cette communication, me prie de transmettre à Votre Excellence « l'expression de la gratitude » du Gouvernement du Roi pour le concours que le Gouvernement de la République veut bien prêter à la protection des missionnaires belges en Chine ».

GÉRARD.

M. Nisard, ambassadeur de la République française près le Saint-Siège, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 25 avril 1899

Vous avez bien voulu me donner communication, le 4 avril, d'une dépêche qui vous a été adressée, le 9 février dernier, par le Ministre de France à Pékin, touchant les circonstances qui ont accompagné le meurtre du P. Victorin Delbrouck et les démarches tentées par notre Légation pour obtenir de légitimes réparations.

Profitant de l'autorisation de Votre Excellence, je me suis empressé de mettre le Cardinal Secrétaire d'Etat en mesure de se rendre compte de l'action exercée par M. Pichon en cette conjoncture. Son Eminence m'a prié, en retour, de transmettre à Paris les remerciements du Saint-

Siège, heureux de constater l'initiative judicieuse du Représentant de la Puissance protectrice.

NISARD.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 13 juillet 1899.

Notre Consul à Han-keou me télégraphie que l'affaire Delbrouck est réglée d'une manière satisfaisante.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France en Chine, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 8 août 1899.

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence du règlement des affaires du Hou-pé, meurtre du P. Delbrouck, pillages de missions belges.

Les négociations que M. Dautremier a conduites auprès du Vice Roi avaient abouti, après plusieurs mois d'efforts soutenus par la Légation, à un projet d'arrangement sur les bases indiquées dans ma lettre politique du 9 février dernier. Mais, avant que ce projet eût été ratifié, de nouveaux troubles éclatèrent à Che-nan-fou, à l'instigation du préfet remplacé, qui mirent en danger la vie d'un missionnaire. M. Dautremier jugea nécessaire de réclamer un supplément de réparations et je l'approuvai : toutefois, afin d'en finir plus vite et d'empêcher, si possible, le retour de faits semblables, il insista avant tout sur les mesures répressives et préventives.

Le 13 juillet, un télégramme d'Han-keou m'annonçait la conclusion de l'arrangement définitif.

Malheureusement, quelques jours après, un nouveau télégramme m'apprenait la reprise des troubles à Li-tchouan, Pa tong, Che-nan. Des membres de la Société secrète K'o-li-Houei avaient brûlé et pillé d'autres chrétientés, tué huit soldats et plusieurs chrétiens ; ils projetaient de tuer le mandarin militaire de Che-nan qui avait protégé le P. Verhaeghen et de brûler la ville ; notre Consul se déclarait impuissant, le Vice-Roi manquant de moyens de coercition. Le Tsong-li-Yamen, saisi par mes soins et invité à prescrire d'urgence les mesures pour rétablir l'ordre, me promit de faire le nécessaire. Depuis, je n'ai reçu aucune plainte.

L'arrangement stipule :

1° Des indemnités pécuniaires à la mission et à la famille du missionnaire ;

2° La punition des coupables.

L'indemnité destinée à la mission fut fixée à 44.500 taëls, la réparation due à la famille du P. Delbrouck à 10.000 taëls, conformément à des précédents ; un terrain et une somme d'argent furent en outre promis pour la construction d'une église ; la question des réparations matérielles était réglée.

Les réparations morales avaient déjà reçu un commencement d'exécution ; plusieurs coupables avaient été pris et décapités, des fonctionnaires responsables avaient été dégradés. Il fut stipulé que l'œuvre de la justice serait poursuivie sans arrêt sur nos indications. Une liste des

individus qui ont encouru une responsabilité dans les attaques dirigées contre les missionnaires et les chrétiens sera fournie par nos soins aux mandarins, et nous veillerons à la distribution impartiale et à l'application effective des châtiments.

Nous pouvons donc considérer l'affaire du Hou-pé comme terminée, et ce résultat vient à point en ce moment pour démontrer, à ceux qui voudraient la contester, l'efficacité de notre protectorat.

PICHON.

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE PÉKIN, EN DATE
DU 8 AOUT 1899.

(Traduction.)

**Copie de l'accord conclu au sujet des affaires religieuses
d'I-tchang-fou et de Che-nan-fou.**

Article premier. — Le meurtre du P. Delbrouck est absolument déplorable. Il convient de verser pour le prix de son sang 10,000 taëls en bon argent de la balance de Han-keou, que le Consul de France transmettra à sa famille en lui faisant parvenir également, de la part des autorités locales, des paroles de sincères condoléances.

Art. 2. — En dehors du chef des rebelles Hiang-Ts'én-Gan et des chefs de bandes de Che-nan-fou, Tchang-lo-hien, Tchang-vang-hien, Pa-tong hien, au nombre de plusieurs dizaines, que l'on a déjà fait décapiter et dont on a fait exposer les têtes, en dehors des cent et plusieurs dizaines de brigands qui ont été tués dans la lutte et de plus de vingt autres qui ont été exécutés devant les troupes, ce qu'il reste de brigands connus devra être encore recherché activement et en secret. A mesure que l'on s'en sera emparé, on procédera de suite à un interrogatoire précis sur les circonstances de l'affaire et ils seront sévèrement punis, suivant la loi chinoise, afin de ramener le calme dans la région. On n'usera d'aucune indulgence.

Art. 3. — Pour l'ensemble de ce qui, dans ces circonstances, aura été détruit dans les préfectures d'I-tchang et de Che-nan, et dans chacune des sous-préfectures, églises, orphelinats, écoles, biens de la mission, ainsi que tout ce qui se trouvait à l'intérieur ou à l'extérieur de la mission, en fait d'objets du culte, mobilier, bois, et, de même, tous effets personnels des prêtres, livres, etc. et objets de toutes sortes, il est convenu qu'il sera versé une indemnité de 44 500 taëls en bon argent de la balance de Han-keou, ce qui terminera l'affaire sans qu'on puisse y revenir.

Art. 4. — Le sous-préfet Liou, précédemment en charge à Tchang-lo-hien, n'a pas été capable, à cause de sa négligence vis-à-vis des Sociétés de malfaiteurs, de prévenir, dès le début, ses supérieurs pour arranger l'affaire; il en est à peu près résulté la formation de cette émeute contre les chrétiens; le sous-préfet Sou, qui a pris ensuite la charge de Tchang-lo-hien, n'a pas été capable, lors des troubles dirigés par les malfaiteurs contre la mission, de faire la police ni d'éteindre l'affaire.

Tous deux ont déjà été dénoncés et cassés.

Le sous-lieutenant du poste de Tchang lo hien et le secrétaire du sous-préfet de Tchang lo hien ont été également cassés.

Cela suffit pour faire un exemple sérieux.

Mais il faut ordonner sévèrement aux sous-préfets de Pa-tong, Li-tchouan, Tchang-lo et Tchang-yang de protéger les chrétiens, de leur faciliter la réintégration dans leurs foyers pour le travail de la terre, et d'empêcher les brigands de les troubler et de leur nuire.

Art. 5. — Pour l'avenir, les autorités locales devront absolument protéger avec efficacité les missions et émettre des proclamations défendant au peuple de leur créer des difficultés, mais les missionnaires, de leur côté, en devront pas offrir d'asile à des malfaiteurs ni s'ingérer dans les procès.

D'une façon générale, lorsque désormais il s'élèvera des procès, on ne s'inquiètera pas de savoir s'il s'agit d'un païen ou d'un chrétien, mais seulement de savoir s'il s'agit, ou non d'un honnête homme. De part et d'autre, on fera preuve de justice, ce qui permettra d'espérer la paix entre le peuple et les chrétiens.

Art. 6. — Dans les endroits où le peuple aura souffert ou sera tombé dans la misère, les autorités locales devront, sans distinction entre païens et chrétiens, s'efforcer de les secourir selon leurs besoins. Si la mission désire donner des secours, les autorités locales devront l'aider dans cette œuvre de tout son pouvoir.

Art. 7. — Dans la ville de Li-tchouan-hien, il sera procédé par les autorités locales au choix d'un terrain qui conviendra également aux autorités et au peuple et qui ne fera l'objet d'aucune protestation ; elles y feront bâtir une église à leurs frais. Le prix ne dépassera pas la somme de 1,000 tchouan [ligatures] (environ 1,000 piastres). La superficie du terrain sera d'environ cent fangs. Cette église devra être construite en un an. Après son achèvement, elle sera livrée à la mission, qui, pour toujours, en prendra l'administration.

Art. 8. — Les autorités locales dont dépendent les endroits d'I-tchang-fou et de Che-nan-fou, où il s'est produit des troubles, n'ont pas été capables de les prévenir : leur responsabilité est incontestable. Les indemnités prévues aux articles 3 et 6, tant pour les biens perdus que pour le sang versé, seront prélevées sur elles par le Vice-Roi dans une proportion à déterminer.

Art. 9. — Le terrain qui, l'an dernier, au cours de la 8^e lune, a été acheté dans l'intérieur de la ville de Che-nan-fou par le P. Verhaegen étant l'objet de contestations, la mission désire le rendre afin d'éviter la source de conflits. Les autorités locales en chercheront un autre dans la ville de Che-nan-fou, n'offrant pas d'inconvénients pour les habitants, et feront l'échange de l'ancien terrain. Mais il faudra que ses dimensions concordent avec celles de l'ancien terrain pour que l'on arrive à une entente. La mission ne pourra pas se montrer trop exigeante.

Le Consul de France,

Signé : DAUTREMER.

Le Taotai de la douane de Kiou-kiang et Han-keou, Taotai militaire de Han-yang, Hoang-tcheou et Te-ngan au Hou-pé, fonctionnaire du 2^e rang.

Signé : TS'EN.

Le 5 de la 6^e lune de la 25^e année

Kouang-Siu.
(Sceau.)

Le 12 juillet 1899.

(Sceau.)

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE PÉKIN, EN DATE
DU 8 AOÛT 1899.

**M. Dautremér, Consul de France à Han-keou, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Han-keou, le 13 septembre 1898.

Les affaires de la mission sont réglées. Les sous-préfets Houang et Ngen sont déjà remplacés. Tsai va l'être. Le second meurtrier du missionnaire a été décapité au Hou-nan et l'on est sur les traces du troisième. Le Vice-Roi donne un terrain à Che-nan et s'engage à indemniser lui-même les victimes.

DAUTREMER.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 6 octobre 1899.

Par votre dépêche du 8 août dernier, vous avez bien voulu me donner connaissance de l'arrangement qui est intervenu entre notre Consul à Han-keou et les autorités chinoises, en vue de régler les réparations dues à la mission catholique belge du Hou-pé méridional à l'occasion du meurtre du P. Victorin Delbrouck.

Le montant des indemnités que vous avez fixées, de concert avec M. Dautremér, me paraît compenser équitablement les pertes subies par les religieux au cours des désordres dont leur circonscription évangélique a été le théâtre.

Je ne puis donc qu'approuver l'attitude que vous avez observée, et je suis heureux de constater le résultat satisfaisant dû aux démarches que notre agent à Han-keou a faites conformément à vos instructions.

J'ai d'ailleurs transmis les indications contenues dans votre dépêche à notre Ministre à Bruxelles, et je l'ai autorisé à en extraire les éléments d'une communication au Gouvernement belge.

DELCASSÉ.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard,
ministre de France à Bruxelles.**

Paris, le 9 octobre 1899.

M. Pichon vient de m'adresser le texte de l'accord établi entre notre Consul à Han-keou et les autorités chinoises au sujet des réparations dues par la Chine à la mission belge du Hou-pé.

Quant aux réparations morales demandées à la Chine pour le même incident, vous pourrez constater qu'elles ont été réglées à la satisfaction de la mission.

DELCASSÉ.

**M. Gérard, ministre de France à Bruxelles, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Bruxelles, le 28 octobre 1899.

J'ai fait connaître au Gouvernement belge la solution qu'a obtenue le

Ministre de la République à Pékin pour le règlement de réparations dues par la Chine à la mission catholique belge du Hou pé méridional.

En m'accusant, en date de ce jour, réception de ma communication relative à ce sujet, le Ministre royal des Affaires étrangères me dit que son Gouvernement a accueilli avec satisfaction la conclusion de cet arrangement, et jugé équitable cette réparation du meurtre du P. Victorin Delbrouck et des dommages éprouvés à cette occasion par la mission belge.

M. de Favereau me prie de transmettre au Gouvernement de la République l'expression renouvelée des remerciements du Gouvernement royal pour l'intervention si efficace de la Légation de France à Pékin dans cette affaire.

GÉRARD.

Concession de Shanghai.

M. de Bezaure, consul général de France à Shanghai,
à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Shanghai, le 21 janvier 1898.

A l'extrémité Sud Ouest de notre Concession, sur la rive du canal qui la sépare de la Cité indigène, se trouvait, au moment de notre installation, un vaste terrain inoccupé. Les gens de Ningpo, qui sont nombreux à Shanghai, prirent peu à peu l'habitude d'y déposer leurs cercueils, avant l'embarquement pour le pays natal. Néanmoins, notre administration municipale se refusa toujours à reconnaître comme légitime cette occupation et à percevoir les taxes des mains des Administrateurs de ce « Weikwei ». En 1873, en vue de poursuivre de ce côté l'achèvement du réseau de nos rues, une procédure d'expropriation fut engagée contre la « Pagode de Ningpo ». Mais elle n'aboutit pas.

Cette affaire a été reprise récemment dans les circonstances suivantes :

Vers la fin de l'année dernière, la Municipalité de la Concession internationale décida l'interdiction des dépôts mortuaires dans l'étendue du territoire amodié au Nord du Yang King Pang. Dans sa séance du 9 novembre dernier, notre Municipalité émit le vœu qu'une mesure analogue fût prise en ce qui concerne la Concession française. Je crus de mon côté le moment venu d'agir, en observant d'ailleurs les tempéraments nécessaires. Par une ordonnance en date du 6 janvier, les dépôts mortuaires ont été interdits dans les limites de la Concession française. Néanmoins, en considération du nombre de cercueils qui se trouvent actuellement dans le Weikwei, un délai de six mois est laissé pour l'enlèvement des corps et la pleine exécution de l'ordonnance. Dès maintenant l'entrée de nouveaux cadavres dans les terrains dépendant de la Pagode de Ningpo est prohibée.

DE BEZAURE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à **M. de Bezaure**,
consul général de France à Shanghai.

Paris, le 29 mars 1898.

Par un rapport du 21 janvier dernier, vous m'avez rendu compte qu'à la suite d'un vœu émis par notre Municipalité dans sa séance du 9 novembre 1897 et demandant l'interdiction des dépôts mortuaires sur le territoire de la Concession française, vous avez, le 6 janvier, rendu une ordonnance de police défendant l'entrée de nouveaux cadavres dans les terrains dépendant de la Pagode de Ningpo et prescrivant que les cercueils qui y sont actuellement déposés devront être enlevés dans un délai de 6 mois. En raison des incidents qui se sont produits en 1873, je crois devoir vous recommander de ne pas perdre de vue la prudence que commande le règlement de cette question. Vous aurez notamment à éviter tout ce qui pourrait être considéré comme de nature à heurter les sentiments de la population chinoise de Shanghai. Votre long séjour en Chine m'est un sûr garant que vous saurez agir avec une circonspection éclairée.

HANOTAUX.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à **M. de Bezaure**,
consul général de France à Shanghai.

Paris, le 17 juillet 1898.

Des télégrammes publiés par les agences signalent des troubles graves sur la Concession française. Veuillez me renseigner d'urgence.

DELCASSÉ.

M. de Bezaure, consul général de France à Shanghai,
à **M. Delcassé**, ministre des affaires étrangères.

Shanghai, le 18 juillet 1898.

J'ai, par ma lettre du 21 janvier dernier, tenu Votre Excellence informée des conditions dans lesquelles la vieille question de la Pagode de Ningpo a été rouverte. Une ordonnance du 6 janvier dernier a prescrit la fermeture du dépôt mortuaire et l'évacuation des cercueils enterrés ou déposés. Mais depuis six mois que l'ordonnance a été rendue, les prescriptions qu'elle contient n'ont pas été appliquées malgré mes démarches réitérées auprès du Taotai de Shanghai et auprès de la Corporation ningponaise elle-même. Dans cette situation, la Municipalité de la Concession française a demandé à rentrer en possession de terrains qui d'ailleurs lui appartiennent incontestablement. Le développement de notre vie municipale, le resserrement produit dans notre quartier par l'envahissement de la population chinoise, les fins de non recevoir opposées jusqu'à présent par le Gouvernement de Pékin à toutes les demandes d'extension de la Concession appuyées cependant à Pékin par le corps diplomatique tout entier, tout nous commandait de faire droit à cette légitime prétention. Des négociations poursuivies pendant plusieurs semaines avec le Taotai n'amenèrent aucun résultat. La Corporation des Ningponais prit même une attitude assez insolente et se refusa à toute transaction.

Le 15 juillet, en conséquence, je mis catégoriquement le Taotai en demeure de me dire s'il pouvait me garantir, dans un délai fixe, l'évacuation des lots 186 et 191 occupés par les Ningponais. Je lui faisais remarquer en même temps la modération de nos réclamations. Nous ne revendiquions pas, pour le moment, les constructions proprement dites de la Pagode ; nos vues se portaient simplement sur le cimetière abandonné et clos de murs, où aucune inhumation n'avait été pratiquée depuis plus de vingt ans. Je n'obtins que des réponses évasives.

Dans une réunion des membres français du Conseil à laquelle fut invité le capitaine de vaisseau Texier, commandant de l'*Eclair*, et qui se tint au Consulat le matin du 16 juillet, il fut décidé qu'une compagnie de débarquement de notre croiseur, forte de 60 hommes et accompagnée d'une petite pièce de campagne, se rendrait au cimetière où 60 ouvriers se trouveraient réunis. Il fut ainsi fait, et, sous la protection de nos marins, trois brèches furent pratiquées dans la muraille, indiquant les amorces de nos futures routes. La journée se passa sans difficultés sérieuses. Il y eut beaucoup de cris, pas mal de pierres lancées, quelques chinois, par trop agressifs, reçurent des coups de baïonnette, mais grâce au concours dévoué de notre compagnie de volontaires, l'ordre fut en somme maintenu jusqu'au lendemain.

Cependant une certaine effervescence régnait parmi les Ningponais exerçant des métiers manuels qui sont nombreux à Shanghai. Ils concertèrent dans la nuit un plan d'attaque, qu'ils mirent à exécution dans la matinée. A 7 heures, je reçus la nouvelle que le poste de l'Est était assailli. Attaqués par une foule d'émeutiers, nos agents européens et indigènes tinrent bon jusqu'à l'arrivée du commandant Texier, de ses marins et de son canon. Mais les émeutiers revinrent en plus grand nombre, faisant pleuvoir sur nos marins une grêle de pierres. Un coup tiré à blanc ne produisit aucun effet. La situation était à ce moment délicate, car une foule hostile se tenait derrière notre petite troupe, prête, le cas échéant, à l'attaquer. Il fallait agir vigoureusement. Le commandant Texier, homme de réflexion et de sang-froid, qui tient admirablement ses matelots en main, ordonna alors aux quatre servants de pièce d'ajuster les émeutiers les plus violents et de tirer sur eux à balles. Quatre détonations retentirent et trois hommes tombèrent, frappés à mort. Les émeutiers se dissipèrent sur-le-champ. Une barricade de balles de coton fut immédiatement construite et notre poste mis ainsi à l'abri d'un coup de main.

Au même moment, ce qui indique bien un plan d'action concerté, à l'autre extrémité de la Concession qui, comme Votre Excellence le sait, dessine à peu près la forme d'un croissant, une autre attaque se produisait. Une section de volontaires commandée par M. Chollot, qui faisait la patrouille aux environs de la Pagode, fut assaillie de deux côtés opposés par des bandes de Chinois armés de piques et de longues lances. Deux décharges à blanc ne produisirent aucun effet. Les Chinois riaient et dansaient devant le canon des fusils en découvrant leur poitrine. Nos hommes, en petit nombre et serrés de près, se virent dans l'obligation de se dégager. Une décharge coucha quatre hommes sur le carreau. Deux autres cadavres furent ensuite trouvés dans les rues avoisinantes.

Depuis lors, la tranquillité n'a plus été troublée et les Ningponais, convaincus que nous ne nous laisserions pas intimider, ont renoncé à la résistance à main armée.

DE BEZAURE.

M. de Bezaure, consul général de France à Shanghai,
à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Shanghai, le 22 juillet 1898.

Je vous ai envoyé par dépêche du 18 juillet les renseignements que vous me demandez par télégramme du 17, arrivé ce jour, sur les troubles qui se sont produits sur notre Concession. A l'occasion de la reprise des terrains de la Pagode de Ningpo, des marins français gardant le poste de police ont été attaqués par la population chinoise et ont dû se défendre. Neuf Chinois ont été tués et plusieurs blessés. Aucun accident parmi les Européens. Les troubles n'ont duré que quelques heures et sont actuellement entièrement terminés.

DE BEZAURE.

M. de Bezaure, consul général de France à Shanghai,
à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Shanghai, le 24 juillet 1898.

Les autorités chinoises nous offrent de réaliser l'extension depuis longtemps projetée de la Concession française de Shanghai, si nous renonçons à prendre possession des terrains de la Pagode de Ningpo. Il me semble que nous pouvons accepter le principe de cette transaction.

DE BEZAURE.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères,
à M. de Bezaure, consul général de France à Shanghai.

Paris, le 25 juillet 1898.

Le Gouvernement français ne voit que des avantages à ce qu'en échange du terrain de la Pagode de Ningpo vous acceptiez de réaliser l'extension de la Concession française, à condition toutefois que : 1^{re} cette extension soit concédée gratuitement et 2^e que les inhumations et les dépôts de cadavres cessent d'être effectués sur le terrain de la Pagode.

DELCASSÉ.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.

Paris, le 30 juillet 1898.

Le Gouvernement chinois a chargé son Représentant à Paris de protester contre notre action à Shanghai dans l'affaire de la Pagode, action qu'il représente comme une usurpation par la force de la propriété reconnue de ses nationaux. Il a ajouté qu'en raison des actes de violence commis par nos troupes et de la méconnaissance des droits de propriété de ses nationaux, il ne lui était pas possible de consentir à une extension de notre Concession. J'ai répondu à Tching-Tchang que je ne pouvais admettre une pareille interversion des rôles ; que c'était l'autorité chinoise elle-même qui avait offert au Consul d'échanger le terrain de la Pagode qui est incontestablement compris dans le périmètre de la Concession française de Shanghai contre une extension de celle-ci d'un

autre côté et que, dans un esprit de conciliation, j'avais autorisé à accepter cette transaction notre Consul général, à condition que le terrain de la Pagode ne servirait plus aux inhumations ni aux dépôts de cercueils. J'ai promis de vous renouveler ces instructions que je considérais comme amicales et de vous recommander de les suivre dans le même esprit.

DELAASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 10 août 1898.

Je reçois de M. de Bezaure un télégramme duquel il résulte que les Autorités chinoises ne prennent nullement l'attitude conciliante dont l'assurance m'avait été donnée par Li-Hung-Tchang ; elles refusent aujourd'hui l'extension qu'elles avaient proposée et lui écrivent en termes incorrects. J'ai protesté auprès du Tsong-li-Yamen et déclaré que nous ne renoncerions à disposer des terrains de la Pagode de Ningpo à Shanghai que si, en compensation, notre Concession recevait un agrandissement dans les conditions que vous avez indiquées au Consul général de France dans cette ville.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 27 août 1898.

Le Délégué du Vice-Roi vient de quitter Shanghai sans avoir rien conclu ; je considère comme très utile que M. de Bezaure aille à Nankin pour terminer avec le Vice Roi lui-même les négociations auxquelles a donné lieu l'incident de la Pagode et je prie l'Amiral de mettre pour cela le *Jean Bart* à sa disposition.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 2 septembre 1898.

Jeserais d'avis de conclure, à titre de transaction, l'arrangement suivant :

- 1° Extension de la Concession ;
- 2° Maintien des gens de Ningpo en possession de leurs terrains ;
- 3° Maintien de l'interdiction d'y faire des inhumations ou dépôts de cercueils et enlèvement graduel des anciennes tombes ;
- 4° Percement à travers les terrains de la Pagode des rues nécessaires.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 8 septembre 1898.

Je vous autorise à conclure, à titre de transaction, l'arrangement en quatre points que vous suggérez.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 10 septembre 1898.

Votre Excellence connaît par M. de Bezaure les incidents qui se sont produits à Shanghai, lorsque nous avons voulu prendre possession de terrains attenants à la Pagode de Ningpo.

J'ai cru pouvoir vous soumettre, par télégramme du 2 septembre, les termes d'une transaction qui nous donnerait, je crois, une satisfaction suffisante. Elle consisterait dans l'extension de la Concession. le maintien des gens de Ningpo en possession de leurs terrains. l'interdiction (déjà existante) d'y faire des inhumations ou dépôts de cercueils, l'enlèvement graduel des anciennes tombes et le percement des rues nécessaires.

J'ai pressenti le Tsong-li-Yamen sur l'étendue qu'il était disposé à donner à l'extension de notre Concession, extension dont il a d'ailleurs accepté le principe sans difficulté.

Ce qui m'a paru se dégager de mes conversations avec le Tsong-li-Yamen, c'est le désir de limiter l'extension au minimum possible. Les membres du Gouvernement m'ont répété plusieurs fois que nous ne pourrions en tous cas obtenir de nouveaux terrains dans la région du Sud, c'est-à-dire au bord du fleuve et que nous devons nous contenter de nous étendre à l'Ouest. J'ai fait connaître cette déclaration à M. de Bezaure.

Ayant appris que le Délégué du Vice-Roi, le trésorier provincial Nieh, avait quitté Shanghai sans faire une proposition ferme à notre Consul général, j'ai pensé qu'il convenait de faire poursuivre les négociations à Nankin avec le Vice Roi lui-même. C'est ce que j'ai eu l'honneur de vous annoncer par télégramme du 27 août.

L'affaire en est là. Je suis convaincu que nous pouvons la résoudre favorablement. La transaction que j'ai pris la liberté de vous proposer est assez modérée pour que nous ayons la prétention de la faire admettre.

PICHON.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Tching-Tchang, ministre de Chine à Paris.

Paris, le 14 novembre 1898.

En réponse à la communication que vous avez bien voulu me faire le 9 de ce mois, en exécution d'instructions du Tsong-li-Yamen au sujet de l'affaire de la Pagode de Ningpo à Shanghai, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour témoigner de mon esprit de conciliation, j'ai autorisé le Ministre de la République à Pékin à régler cette affaire, par voie de transaction, sur les bases suivantes :

1° Les limites de la Concession française de Shanghai, qui est devenue trop exigüe, seront étendues, tant dans la direction de l'Ouest que dans la direction du Sud, de manière à donner satisfaction aux nécessités actuelles de la population ;

2° Les terrains que détient actuellement sur la Concession française l'association dite « de la Pagode de Ningpo » lui seront maintenus, et, par mesure exceptionnelle, puisqu'il s'agit d'une dérogation à la procla-

mation du Taotai de Shanghai, du 6 avril 1849, et à l'article 10 du traité du 27 juin 1858, des titres réguliers de propriété seront délivrés par le Consulat général de France à cette association pour lesdits terrains ;

3° L'interdiction déjà prononcée de faire dans ces terrains des inhumations ou d'y déposer des cercueils sera maintenue et un engagement sera pris par les propriétaires de faire procéder, graduellement et dans un bref délai, à l'enlèvement des anciennes tombes ;

4° Il sera entendu que la Municipalité de la Concession française percera à travers les terrains dont il s'agit les rues nécessaires au développement de la Concession.

J'ajouterai que j'ai prescrit également à M. Pichon d'inviter le Consul général de France à Shanghai à se rendre à Nankin, s'il était nécessaire, pour régler cette question sur les bases ci-dessus avec le Vice-Roi.

En ce qui concerne la mort de quatorze Chinois qui ont péri en attaquant les postes de police et les gardes de police de la Concession française, il me suffira, pour n'avoir plus à revenir sur ce point, de vous prier de faire remarquer au Tsong-li-Yamen qu'il s'agit de gens en rébellion contre la force publique, qui ont pénétré par la violence sur la Concession française, ont assailli la garde de police et les postes de police et ont été les victimes de leur rébellion contre l'autorité légale. La responsabilité des faits qui se sont produits à l'occasion de l'incident de la Pagode de Ningpo incombe d'ailleurs à l'autorité chinoise de Shanghai qui, avisée en temps utile par le Consul général de France à Shanghai, s'est abstenue de prendre les mesures d'ordre et les précautions nécessaires pour empêcher l'invasion de la Concession française.

Si, parmi les envahisseurs, quatorze ont succombé lorsque les gardes de la concession française ont dû faire usage de leurs armes pour se défendre contre leur agression, c'est là un dénouement que le Gouvernement français a été le premier à regretter, mais dont la responsabilité ne peut être imputée qu'à eux-mêmes et aux autorités dont ils relèvent.

Je vous serais très obligé de vouloir bien donner connaissance de la présente communication à votre Gouvernement, car, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'indiquer le 19 août dernier, la question de l'incident de la Pagode de Ningpo à Shanghai ne peut pas être réglée à Paris, mais à Shanghai et à Pékin, entre les Agents du Gouvernement de la République et les Représentants du Gouvernement chinois.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 26 novembre 1898.

Le Vice-Roi de Nankin déclare à M. de Bezaure que la question de l'extension de la Concession et celle de la Pagode doivent être traitées séparément. Cette déclaration est en contradiction avec les engagements pris par le Tsong-li-Yamen, et, avec son autorisation, par le Taotai qui négociait à Shanghai avec notre Consul général.

J'écris au Tsong-li-Yamen pour appeler son attention sur la gravité de cette déclaration qui est en contradiction avec tout ce qui nous a été promis.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 14 décembre 1898

Sur les réclamations de l'Association commerciale anglaise de Chine, Lord Salisbury vient de donner inopinément pour instructions au Ministre d'Angleterre à Pékin de protester contre toute extension de notre Concession à Shanghai qui comprendrait des propriétés anglaises. L'initiative prise ainsi par le Cabinet de Londres est d'autant plus faite pour nous surprendre que dans cette question, déjà vieille de plusieurs années, de l'extension des Concessions de Shanghai, la Légation de France a toujours marché d'accord avec les autres Légations à Pékin.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 14 décembre 1898.

Vous avez bien voulu accepter le mode de règlement que, par télégramme du 2 septembre, j'avais eu l'honneur de vous soumettre pour l'affaire de la Pagode de Ningpo.

J'ai aussitôt invité notre Consul général à Shanghai à négocier sur les bases approuvées par vous. M. de Bezaure a été en outre autorisé à délivrer, comme il le demandait, des titres de propriété réguliers à la Corporation ningponaise. Les pourparlers n'ayant pas été possibles avec le Taotai de Shanghai qui nous incriminait dans des documents publics et en sous main excitait la population contre nous, le Vice-Roi de Nankin envoya successivement deux délégués pour traiter l'affaire. Le premier partit sans faire ni accepter de propositions fermes. Les négociations ne furent pas beaucoup plus heureuses avec le second, qui ne consentit en principe qu'à nous accorder une extension insignifiante et refusa obstinément l'agrandissement de notre Concession dans les quartiers réclamés par notre colonie. M. de Bezaure pensa, et je fus de son avis, qu'il y avait lieu de traiter avec le Vice-Roi de Nankin lui-même, et je suggérai l'idée d'envoyer notre Représentant dans la capitale du Kiangsou pour faire adopter un projet rédigé d'après les données que vous aviez aduises.

Ce projet contenait quatre articles stipulant :

1^o Le percement des rues projetées à travers les terrains de la Pagode, avec les déviations nécessaires pour respecter les constructions existantes ;

2^o La délivrance de titres de propriété aux Ningponais ;

3^o L'enlèvement progressif des tombes et l'interdiction de nouveaux dépôts ;

4^o L'extension de la Concession.

En même temps, et pour éviter les protestations anglaises que les Chinois s'efforçaient de provoquer, j'autorisais M. de Bezaure à donner au Consul du Gouvernement britannique à Shanghai des garanties pour la reconnaissance des titres des propriétés que les sujets de la Reine posséderaient valablement sur la nouvelle Concession. Je m'entendais moi-même à ce propos avec mes Collègues d'Angleterre et d'Amérique

qui témoignaient quelque inquiétude relativement aux biens des commerçants et des missionnaires de leurs pays auxquels s'appliqueraient éventuellement nos règlements municipaux. Notre Consul à Shanghai s'entendit avec le Consul général d'Angleterre, M. Brenan, sur les conditions dans lesquelles il était possible de donner satisfaction aux desiderata anglais. L'accord auquel ils aboutirent me parut susceptible d'être approuvé et j'informai officieusement Sir Claude Macdonald que, pour ma part, je considérais l'entente ainsi intervenue comme possible et satisfaisante. Le Ministre d'Angleterre me fit la même déclaration. Quant au Ministre des Etats-Unis d'Amérique, il n'insista pas et ne demanda aucune garantie particulière lorsque je lui eus expliqué que ses ressortissants ne seraient pas, comme il le supposait, soumis à notre juridiction par le fait qu'ils habiteraient notre Concession et que nos règlements municipaux leur seraient par conséquent applicables, mais qu'ils continueraient à dépendre du Consulat général des Etats-Unis d'Amérique.

Les choses en étaient là, et les négociations se poursuivaient à Nankin avec le Vice-Roi tandis que j'intervenais moi-même à peu près quotidiennement au Tsong-li-Yamen, lorsque j'appris, non sans surprise, que Lord Salisbury avait refusé son consentement à notre entente et avait télégraphié au Ministre d'Angleterre l'ordre de formuler une protestation contre l'inclusion de propriétés anglaises dans la Concession française. Ces instructions étaient données sur les réclamations véhémentes de la « China Association » et de son porte-parole actuel en Chine, Lord Beresford.

Le Chef du Foreign-Office déclarait qu'il n'admettait pas que des propriétés de sujets anglais fussent placées sous la juridiction d'une Puissance particulière quelconque, mais qu'il n'avait pas d'objection à ce qu'elles fussent soumises à une juridiction qui engloberait toutes les Puissances à traité, y compris la France.

L'affaire en est là au moment où j'écris.

PICHON.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 20 décembre 1898.

Le Vice-Roi de Nankin a refusé de signer l'arrangement relatif à l'extension de la Concession de Shanghai. Je suis allé aussitôt au Tsong-li-Yamen où j'ai protesté formellement contre cette violation d'engagements pris par le Vice-Roi lui-même, ratifiés par le Gouvernement chinois et acceptés par moi. J'ai déclaré que dans ces conditions nous reprenions notre liberté d'action en ce qui concerne les terrains de la Pagode. Le Tsong-li-Yamen n'a pas contesté les engagements pris, mais il a déclaré que les protestations anglaises étaient si vivement formulées que le Vice-Roi n'osait passer outre.

L'opposition de l'Angleterre qui se produit aussi inopinément et aussi délibérément risque d'apporter des entraves à toute extension des Concessions de Shanghai, puisque les projets d'extension des deux Concessions française et internationale forment un tout, sanctionné en bloc par le Corps diplomatique à Pékin en 1896.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Paris, le 26 décembre 1898.

Déclarez au Tsong-li-Yamen que nous nous considérons comme libres dès à présent de disposer à notre gré des terrains de la Pagode de Ningpo compris dans notre Concession de Shanghai.

DELCASSÉ.

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 5 janvier 1899.

Les derniers efforts de M. de Bezaure pour arriver à un arrangement étant demeurés sans résultat, j'ai autorisé notre Consul, sur sa demande, et conformément aux instructions de Votre Excellence, à rentrer à Shanghai, et j'ai déclaré hier au Tsong-li-Yamen que nous nous considérons, dès lors, comme libres de disposer des terrains de la Pagode. Nos droits éventuels à une extension de la Concession française indépendamment du règlement de la question de la Pagode ont été, d'ailleurs, portés par le Vice-Roi à la connaissance des Consuls des différents pays à Shanghai.

PICHON.

**M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Tch'ing
Tchang, ministre de Chine à Paris.**

Paris, le 10 janvier 1899.

Vous m'avez entretenu, à la date des 14 et 27 décembre dernier et le 7 janvier courant, de la question du règlement de l'affaire de la Pagode de Ningpo à Shanghai.

En réponse à ces communications, je ne puis que vous confirmer ce qui vous a été indiqué par le Tsong-li-Yamen. Les négociations qui se sont poursuivies, tant à Pékin entre le Gouvernement chinois et le Ministre de la République, qu'à Nankin, entre le Consul général de France à Shanghai et le Vice-Roi, pour régler cette affaire sur les bases proposées par le Gouvernement impérial lui-même, n'ont pas abouti à la solution désirée, le Gouvernement chinois ne s'étant pas trouvé en mesure de donner suite à ses propositions.

Je ne puis donc que vous déclarer, comme l'a fait déjà le Représentant de la République à Pékin au Gouvernement impérial, que le Gouvernement de la République se considère comme ayant, par suite, recouvré sa liberté d'action pour disposer des terrains de la Pagode de Ningpo, quand il lui conviendra et de la manière qui lui paraîtra répondre le mieux au but qu'il a en vue et qui a motivé l'ordonnance de police rendue en janvier 1898 par le Consul général de France à Shanghai.

DELCASSÉ

**M. Pichon, ministre de la République à Pékin, à M. Delcassé,
ministre des affaires étrangères.**

Pékin, le 11 janvier 1899.

Aucun arrangement n'ayant pu aboutir pour régler la question de la

Pagode de Ningpo par voie transactionnelle, j'ai notifié au Gouvernement chinois la clôture des pourparlers, conformément aux termes de votre télégramme du 26 décembre. La dépêche que j'ai adressée au Tsong-li-Yamen en exécution de ces prescriptions, figure sous le n° 1 dans les annexes du présent rapport. L'annexe n° 2 est une traduction de la réponse qui a été faite à ma notification. Comme pourra le voir Votre Excellence, le Tsong-li-Yamen ne conteste aucun des engagements qu'il avait pris et dont il attribue exclusivement le non accomplissement à l'opposition persistante de l'Angleterre. Il exprime l'espoir que l'affaire est encore susceptible d'un accord amiable et laisse percer la crainte que nous procédions sur le terrain de la Pagode aux travaux de voirie jugés nécessaires par la Municipalité de notre Concession. Je crois que nous n'avons, pour l'instant, qu'à nous en tenir à la déclaration que nous avons faite.

PICHON.

ANNEXE N° 1

**M. Pichon, ministre de France à Pékin, à LL. EE.
MM. les ministres du Tsong-li-Yamen.**

Pékin, le 3 janvier 1899.

Il résulte des communications qui m'ont été adressées par M. de Bezaure que tous les efforts tentés par nous pour obtenir l'exécution de l'engagement que vous avez pris au sujet du règlement de l'affaire de la Pagode de Ningpo n'ont pu aboutir. Si conciliante et si amicale qu'ait été notre attitude et quelques concessions que nous ayons consenties au cours de nos longs pourparlers, la promesse que vous nous aviez faite de nous accorder une compensation territoriale à Shanghai, en échange de l'abandon des terrains de la Pagode, est restée sans exécution.

Dans ces conditions, j'ai pour instructions de déclarer à Votre Altesse et à Vos Excellences que nous nous considérons de notre côté comme dégagés vis-à-vis de vous, et que nous nous réservons de disposer des terrains de la Pagode quand et comme il nous plaira. Cette déclaration laisse, d'ailleurs, subsister tous nos droits à une extension éventuelle de Concession municipale, puisqu'il s'agissait seulement, dans les négociations qui viennent de se clore, d'un échange amiable de terrains offert par le Gouvernement chinois et accepté, à titre transactionnel, par le Gouvernement français pour éviter la solution que j'ai le regret de notifier à Votre Altesse et à Vos Excellences.

PICHON.

ANNEXE N° 2

**LL. EE MM. les ministres du Tsong-li-Yamen, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.**

Pékin, le 6 janvier 1899.

Le 7 de la deuxième lune de la vingt-quatrième année Kouang-Siu (19 décembre 1898), nous avons reçu la dépêche dans laquelle vous nous disiez que le Haut Commissaire des ports du Sud ayant manqué à sa parole dans l'affaire de la Pagode de Ningpo, vous vous proposiez de régler vous-même cette affaire depuis longtemps en suspens.

Le 22 (3 janvier 1899), nous recevions en outre la dépêche dans laquelle vous nous dites que, les longs pourparlers relatifs à l'extension de la Concession française de Shanghai n'ayant pu être suivis d'une solution conforme de l'affaire, il convient que vous vous réserviez de disposer comme il vous plaira (Sous-entendu : des terrains de la Pagode).

Nous considérons que, si le consentement précédemment donné à une attribution de territoire n'a pas abouti, après de longs délais, à l'établissement d'un accord, la cause n'en est aucunement à un manque de parole du Haut Commissaire des Ports du Sud. C'est en vérité parce que des propriétés anglaises se trouvaient comprises à l'intérieur et qu'il n'était pas possible de ne pas rechercher avec soin un mode de procéder qui sauvegardât les deux parties. Lorsque l'on fut arrivé à proposer que les propriétés anglaises resteraient sous leur propre domination, nous eûmes grand espoir de pouvoir terminer ainsi l'affaire. Malheureusement, des entraves y furent encore apportées ; d'où une difficulté absolue, si bien que cette affaire, qui était sur le point d'être conclue, ne put donner lieu à l'établissement de l'accord désiré. Votre Excellence doit certainement se rendre compte des vicissitudes de cette affaire. Songeant aux bons rapports entre la Chine et la France, réputés jusqu'ici harmonieux et cordiaux, si, parce qu'un point n'est pas satisfaisant, vous deviez soudain, comme il est dit dans votre dépêche, agir par voie d'emploi à votre guise, vous en arriveriez à manquer à la pensée de votre Honorable Gouvernement qui a précédemment donné son consentement dans un esprit d'accommodement. Nous espérons encore que Votre Excellence portera sur cette affaire un jugement en toute équanimité et qu'elle avisera encore à quelque moyen de satisfaire les deux parties. Notre Yamen désire vivement négocier amialement depuis le commencement jusqu'à la fin pour manifester les sentiments particulièrement amicaux de nos deux Pays. Nous ne pouvons nous défendre, à cet égard, de la plus vive espérance.

Pour traduction conforme,

Le Consul, premier Interprète,
VISSIÈRE.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Paul Cambon, ambassadeur de la République à Londres.

Paris, le 11 janvier 1899.

Il me paraît utile, en raison de l'intervention inopinée du Gouvernement britannique dans une question qui paraissait devoir se régler sur place et sans difficultés, de vous adresser quelques indications qui vous mettront au courant de l'affaire de la Pagode de Ningpo à Shanghai et des conditions dans lesquelles avait été présentée notre demande d'incorporation dans la Concession française de cette ville de deux faubourgs y attenants, en échange des terrains où s'élève cette Pagode.

À l'extrémité sud-ouest de la Concession française de Shanghai et dans le périmètre même de cette Concession, sur la rive du canal qui sépare celle-ci de la cité chinoise, se trouve une assez vaste étendue de terrains au milieu desquels existe une petite pagode. La corporation des gens de Ningpo qui résident à Shanghai a pris, depuis longtemps, l'ha-

bitude de déposer sur les terrains qui entourent cette pagode les cadavres de ses associés ou compatriotes, en attendant le moment où ces cercueils sont transportés en masse et dans des barques vers le lieu d'origine des défunts.

Déjà, dans le courant de l'année 1873, le conseil dirigeant de notre Concession avait cherché à mettre un terme à ces errements, mais l'association dite de la Pagode de Ningpo, qui compte parmi ses adhérents la plus grande partie des débardeurs du port de Shanghai, fomenta une véritable émeute dès que parut l'ordonnance consulaire interdisant le dépôt des cadavres dans la pagode précitée. La Concession française fut envahie par la lie de la population de la cité chinoise, des magasins européens furent pillés et les émeutiers durent être repoussés par les forces débarquées de l'un de nos navires de guerre, après avoir fait quelques victimes et en laissant eux-mêmes un certain nombre de morts sur les lieux. Une indemnité fut payée par la Chine en 1878 pour être distribuée parmi les victimes de cette émeute ou leurs héritiers.

Dans le courant de l'année dernière, la Municipalité de la Concession internationale de Shanghai, voisine de la nôtre, décida d'interdire, sur le territoire qu'elle administre, tout dépôt de cadavres. D'autre part, le Conseil d'administration de notre Concession, à qui les habitants de la Concession voisine reprochaient sans cesse de tolérer la permanence du foyer de pestilence créé par la Pagode de Ningpo, émit, le 9 novembre 1897, le vœu que le Consul général de France, chargé de la police sur notre Concession, édictât une prohibition semblable à celle prononcée sur la Concession internationale. Pour déférer à ce vœu, notre Consul général à Shanghai rendit, le 6 janvier 1898, une ordonnance aux termes de laquelle les dépôts mortuaires étaient désormais interdits dans l'étendue de la Concession française. Néanmoins, en considération du nombre de cercueils qui se trouvaient dans les terrains entourant la pagode, un délai de six mois était laissé à l'association pour l'enlèvement de ces cercueils et leur envoi à Ningpo.

La mesure parut accueillie tout d'abord avec assez de résignation par la Corporation ningponaise qui, plus éclairée qu'autrefois, se rendait compte que ses errements étaient une cause perpétuelle de dangers pour la salubrité publique. Du reste, il n'y avait pas de raison de maintenir la Pagode de Ningpo, alors que depuis de longues années, la Pagode des gens du Fokien et le Temple du Dieu de la Guerre avaient pu être expropriés sans difficultés sur la Concession internationale de Shanghai et avaient disparu.

Cependant le délai fixé par l'ordonnance précitée de notre Consul général pour l'enlèvement des cercueils expira le 30 juin dernier, sans que, malgré les démarches répétées faites par notre agent tant auprès du Taotai de Shanghai qu'auprès de la Corporation de Ningpo, cette dernière donnât suite aux injonctions qu'elle avait reçues du Consulat général.

Dans cette situation, M. de Bezaure résolut de prendre possession, au nom de l'Administration municipale de notre Concession, des terrains entourant la Pagode, terrains qui, aux termes de nos traités avec la Chine, ne devaient pas régulièrement, être détenus à perpétuité par des sujets chinois, du moment où ils se trouvent en dedans des limites de notre Concession. Le 16 juillet dernier, sous la protection de soixante hommes de la compagnie de débarquement de notre croiseur l'*Eclair*-

reur, soixante ouvriers de notre Municipalité furent chargés de pratiquer deux brèches dans le mur d'enceinte d'un ancien cimetière attenant à la pagode pour indiquer les amorces des deux rues que la Municipalité se propose d'ouvrir et pour marquer la prise de possession des terrains en question.

Bien que l'autorité chinoise de Shanghai eût été avisée à l'avance de cette opération et qu'il eût été de son devoir de surveiller l'état des esprits dans la cité chinoise et de prendre les mesures de précaution utiles, elle laissa, le lendemain 17 juillet, envahir notre Concession simultanément à ses deux extrémités par une foule d'indigènes de la plus basse classe armés de pierres, de piques et de lances. Cette foule se précipita sur l'un des postes de police de la Concession, en brisa le mobilier et ne tint aucun compte des sommations qui lui furent faites, ni du tir à blanc auquel on dut recourir pour la repousser. Le commandant de l'*Eclairneur*, comme le capitaine des volontaires, se virent dès lors obligés de faire procéder par leurs hommes à une décharge de mousqueterie. Les agresseurs prirent aussitôt la fuite et rentrèrent dans la cité chinoise, en laissant une dizaine de morts sur le carreau ; les Chinois disent quatorze.

Dès qu'il fut informé de l'incident, le Vice-Roi de Nankin fit au Consul général de France à Shanghai des propositions en vue d'une entente. Il lui offrit, s'il voulait laisser les Ningponais en possession des terrains de leur Pagode dans la Concession française de Shanghai, d'en dédommager celle-ci en étendant son périmètre par ailleurs. Avec l'autorisation de mon Département, notre Agent accueillit ces ouvertures, mais à la condition que l'interdiction d'inhumer et de déposer des cadavres dans les terrains de la Pagode serait maintenue et que les rues nécessaires à la Concession française pourraient être percées à travers ces terrains.

C'est sur ces bases que furent engagés des pourparlers. A la date du 8 novembre, les autorités chinoises se montraient prêtes à consentir, en échange de la délivrance de titres de propriété en règle à l'Association de Ningpo, à englober dans les limites de la Concession française deux faubourgs à l'Ouest, appelés Pasienjo et Simenn, dans lesquels, en fait, s'exerce déjà l'action de la police de notre Concession, et la négociation suivie en conformité entre la Légation de France à Pékin et le Tsong-li-Yamen d'une part, le Consul général de France à Shanghai et le Vice-Roi de Nankin d'autre part, allait, le 14 décembre dernier, recevoir cette solution, lorsque notre Représentant à Pékin apprit que, sur la réclamation de l'Association commerciale anglaise de Chine, Lord Salisbury venait inopinément de prescrire au Ministre d'Angleterre de protester contre toute extension de la Concession française de Shanghai qui comprendrait des propriétés anglaises.

Cette intervention inopinée du Gouvernement britannique fournissait aux Autorités chinoises de Shanghai et, notamment, au Taotai, qui n'avait rien épargné pour la provoquer, une occasion de se dérober à l'exécution de la promesse qui nous avait été faite ; nous n'en avons pas moins persisté à chercher à régler à l'amiable avec le Gouvernement chinois un incident qu'il était préférable de voir clore et notre Ministre à Pékin fut chargé d'indiquer au Tsong-li-Yamen que nous étions tout

disposés à prendre l'engagement de reconnaître les propriétés anglaises qui pourraient être comprises dans les terrains qu'il s'agissait d'incorporer dans la Concession française et de délivrer des titres français aux sujets ou protégés britanniques possesseurs de ces terrains.

Cette proposition qui avait été acceptée par le Ministre d'Angleterre à Pékin ne reçut pas l'assentiment de son Gouvernement. Or, comme le Gouvernement chinois prétendait qu'il n'osait passer outre, M. Pichon, d'accord avec moi, jugea inutile de poursuivre des pourparlers qui ne pouvaient aboutir. Il a donc déclaré au Tsong-li-Yamen que du moment où le Gouvernement chinois n'était pas en mesure de remplir ses engagements en exécutant la transaction proposée par le Vice-Roi de Nankin, le Gouvernement de la République recouvrait de son côté sa liberté d'action, se réservant de disposer des terrains de la Pagode de Ningpo, à Shanghai, quand il jugera le moment venu et de la manière qui répondra le mieux au but qu'il a en vue en reprenant ces terrains.

Après vous avoir exposé l'histoire de cet incident, je ne saurais m'abstenir d'appeler votre attention sur l'attitude du Cabinet de Londres : la circonstance que des terrains possédés par des sujets ou protégés britanniques pouvaient se trouver ou se trouvaient compris dans les faubourgs qu'il s'agissait d'englober dans notre concession de Shanghai, n'était pas, semble-t-il, de nature à motiver l'intervention et la démarche prescrites par le Gouvernement anglais à son Représentant à Pékin. Le règlement d'administration municipale qui régit depuis 1867 l'organisation de la Concession française de Shanghai et qui a été, d'ailleurs, accepté par le Gouvernement anglais comme par tous les autres Gouvernements représentés à Pékin, admet, en effet, les étrangers à posséder dans les limites de la Concession : la possession de terrains payant une certaine taxe foncière confère même aux étrangers le droit d'être électeurs et éligibles pour le Conseil d'administration municipale. C'est même ainsi que le deuxième Vice-Président de cette assemblée de notre Concession, actuellement en fonctions, est un sujet britannique.

L'incorporation de terrains appartenant à des sujets britanniques était loin, d'autre part, d'être préjudiciable aux intérêts de leurs détenteurs car elle leur assurait des améliorations de voirie et la sécurité, sans parler de la plus-value que ces biens fonds auraient acquis du fait qu'ils étaient rattachés à une concession européenne.

La question de l'extension de la Concession française comme celle de la Concession internationale de Shanghai est depuis quelques années déjà à l'ordre du jour des réclamations de la colonie européenne de cette ville. Une entente s'est établie en 1896 entre les chefs de la Concession française et de la Concession internationale et entre les Consuls résidant à Shanghai pour en faire saisir le Gouvernement chinois par l'entremise du Corps diplomatique siégeant à Pékin. A cette date, un plan d'agrandissement des deux Concessions française et internationale a été arrêté d'un commun accord 1° pour englober dans la Concession internationale des étendues de terrains déjà occupés en partie, tant au Nord qu'au Nord-Ouest, par des européens, et 2° pour incorporer dans la Concession française des zones s'étendant à l'Ouest et au Sud de ses limites actuelles. Le plan ainsi préparé et donnant satisfaction aux nécessités du développement normal des deux Concessions a été transmis au Corps diplomatique à Pékin. A la suite des délibérations dont il a fait l'objet et qui sont consignées dans les procès-verbaux des séances

tenues à cet effet par le Corps diplomatique, le Doyen du Corps diplomatique a adressé, en 1897, au nom du Corps tout entier, une note au Tsong-li-Yamen pour lui demander d'accueillir et de sanctionner le plan d'agrandissement des deux Concessions européennes de Shanghai. Le Gouvernement chinois s'est montré jusqu'ici fort peu porté à donner satisfaction aux propositions formulées sur ce point par les Représentants des Puissances à Pékin.

L'offre faite par le Gouvernement chinois d'étendre la Concession française de Shanghai en compensation de la propriété des terrains de la Pagode fournissait une occasion favorable pour faire étendre du même coup la Concession internationale à laquelle le Cabinet de Londres s'intéresse particulièrement, ses ressortissants y étant en plus grand nombre que ceux des autres nations : on peut s'étonner qu'au lieu de saisir cette occasion, le Gouvernement britannique ait préféré faire opposition à l'extension de notre propre Concession. Cette attitude est si contraire à ses propres intérêts que nous sommes portés à l'attribuer à quelque méprise de sa part sur la portée de la négociation que nos Agents suivaient à Nankin et à Pékin.

DELCASSÉ.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, à M. Paul Cambon, ambassadeur de la République à Londres.

Paris, le 28 janvier 1899.

Dans ma dépêche du 11 de ce mois, je vous ai exposé, en détail, la nature et la portée de l'incident de la Pagode de Ningpo à Shanghai.

Nous avions préparé, avec le Gouvernement chinois, une transaction à ce sujet en vertu de laquelle les Ningponais seraient restés en possession du terrain de la Pagode, à charge de ne s'en plus servir comme dépôt mortuaire, tandis que la Concession française aurait reçu une certaine extension vers l'Ouest ; cette transaction a échoué du fait de l'opposition du Gouvernement anglais.

Dans le discours qu'il a prononcé le 18 du mois courant à Wolverhampton, M. Chamberlain prétend que l'opposition britannique à l'agrandissement de notre Concession de Shanghai a eu pour base l'accord intervenu les 9 et 24 février 1898 entre le Gouvernement chinois et le Ministre d'Angleterre à Pékin, par lequel le Gouvernement de l'Empire du Milieu a déclaré qu'il ne céderait à aucune Puissance étrangère, sous quelque forme que ce soit, une parcelle quelconque de la région du Yang tsé. Le Secrétaire d'Etat pour les colonies a ajouté que l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis avaient joint leur opposition à celle de l'Angleterre.

Mon Département n'a jamais été informé que les Gouvernements allemand et japonais aient élevé, à Pékin ou ailleurs, des objections contre l'incorporation, dans notre Concession, des terrains qui nous ont été proposés par le Tsong-li-Yamen, en vue du règlement de l'affaire de la Pagode de Ningpo. Il paraît bien que le Gouvernement américain a prescrit à ses Représentants à Pékin de joindre sa protestation à celle de son collègue britannique, mais ces instructions lui sont parvenues, je crois, postérieurement à la clôture de l'incident.

En ce qui concerne le motif que M. Chamberlain, dans son discours de Wolverhampton, a indiqué comme ayant guidé l'intervention du Gou-

vernement anglais, il est nouveau pour nous et d'ailleurs des plus surprenants. Par les notes échangées les 9 et 24 février dernier avec le Gouvernement chinois, le Cabinet de Londres a obtenu l'assurance que la région du Yang-tsé ne serait cédée à aucune Puissance et, par suite, resterait ouverte au commerce et à l'industrie de tous les pays, sans qu'aucun pût y jouir d'avantages particuliers et exclusifs. C'est ce que l'on a appelé la « politique de la porte ouverte » par opposition à la « politique des sphères d'influences » en Chine qui risquerait, dans l'opinion de beaucoup d'hommes d'Etat, de faire naître la question du partage de l'Empire du Milieu. Or, cette politique qui s'inspire des traditions suivies par la France comme par l'Angleterre dans ses relations avec la Chine est loin de faire obstacle à ce que les Concessions étrangères reçoivent des extensions ou à ce que de nouvelles Concessions soient établies dans les ports ouverts où il n'en existe pas encore. Il semble même qu'elle doive, au contraire, amener ce résultat par le développement qu'elle doit donner au commerce européen en Chine, l'organisation de Concessions d'une étendue suffisante pour les besoins du commerce étant la conséquence naturelle, d'après les traités, de l'établissement de négociants étrangers dans un port chinois. Je n'ai pas besoin d'ajouter que la politique de « la porte ouverte » continue à être la nôtre. Nous avons même eu soin, par un échange de notes des 4 et 10 avril dernier avec le Gouvernement chinois, de faire étendre aux deux Kouangs et au Yunnan la garantie que l'Angleterre n'avait stipulée que pour la région du Yang-tsé.

Lorsque l'Angleterre a voulu agrandir la possession qui lui appartient sur la terre ferme de Kao-Lon, en face de Hong-Kong, elle est allée à l'encontre des engagements que nous avait souscrits la Chine, puisqu'elle s'est fait adjuger par celle-ci une portion de territoire chinois dans la province de Kouang Tong. Le Gouvernement de la République n'a fait cependant aucune opposition à cette annexion au cours des négociations auxquelles elle a donné lieu et il n'a pas protesté contre elle, lorsqu'elle s'est effectuée. Si, en effet, elle était en contradiction avec le texte même de notre entente avec la Chine, nous avons admis néanmoins qu'elle pouvait être considérée comme ne la violant pas dans son esprit, puisqu'il s'agissait en somme d'un territoire d'une étendue restreinte, dont l'acquisition était vivement réclamée par la colonie britannique de Hong Kong, à l'étroit dans ses anciennes limites.

L'attitude si conciliante prise par le Gouvernement de la République dans cette circonstance et les sentiments de solidarité européenne dont il a fait preuve, n'ont pas été appréciés comme ils méritaient de l'être. Non seulement le Cabinet de Londres a entravé nos négociations relatives à la Concession française de Shanghai, mais, en outre, alors que nous nous sommes appliqués à interpréter notre arrangement des 4 et 10 avril dernier avec la Chine de telle façon qu'il ne mette pas obstacle à l'agrandissement du territoire britannique de terre ferme dépendant de Hong-Kong nous avons aujourd'hui le regret de constater que M. le Secrétaire d'Etat des colonies voudrait donner à l'arrangement identique conclu les 9 et 24 février dernier par le Gouvernement britannique avec la Chine, un sens d'ailleurs inadmissible et qui ne permettrait plus aux négociants français de la région du Yang-tsé d'être placés dans les conditions reconnues nécessaires à l'exercice du commerce en Chine.

Vous voudrez bien vous inspirer des considérations développées dans

la présente lettre sur le discours de M. Chamberlain à Walverhampton, et recueillir les allégations erronées qu'il contient.

DELCASSE.

M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. Delcasse
ministre des affaires étrangères.

Pékin, le 24 février 1899.

La question de l'extension de la Concession internationale de Souonghai vient d'être soulevée par les Consuls anglais et américains. Les autorités chinoises, saisis par eux, s'efforcent pour cette extension des terrains à l'arrière de notre propre concession, de telle sorte que celle-ci ne pourrait plus s'étendre à son tour. Dois-je m'opposer contre ce projet ?

PICHON.

M. Delcasse, ministre des affaires étrangères, à M. Pichon,
ministre de France à Pékin.

Paris, le 27 février 1899.

Vous devez vous opposer à l'extension de la Concession internationale de Souonghai dans une autre direction que celle qui lui était assignée par l'arrangement intervenu entre les Légations étrangères à Pékin en 1896 et surtout dans la direction réservée par cet arrangement à l'agrandissement de la Concession française.

DELCASSE.

M. Pichon, ministre de la République à Pékin, à M. Delcasse,
ministre des affaires étrangères.

Pékin, le 22 mars 1899.

Il m'a l'honneur de vous informer, par un télégramme du 24 février, que la question de l'extension de la Concession internationale de Souonghai vient d'être soulevée par les Consuls anglais et américains. Les autorités chinoises, après avoir reçu leurs instructions, s'efforcent à s'étendre dans la concession internationale des quartiers de l'arrière de notre concession, de telle sorte que toute possibilité d'agrandissement serait définitivement soustraite à celle-ci. Je vous prie, en même temps, de vouloir bien m'envoyer des instructions à ce sujet. Votre Excellence m'a répondu, par son télégramme du 27 février, que je devais « m'opposer à l'extension de la Concession internationale de Souonghai dans une autre direction que celle qui lui était assignée par l'arrangement intervenu entre les Légations étrangères à Pékin en 1896 et surtout dans la direction réservée par cet arrangement à l'agrandissement de la Concession française. »

Il m'a l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie des dépêches que vous m'avez adressées à ces instructions. J'ai adressées au Doyen du Corps diplomatique et aux Ministres de Tsong-t-Yamen. Ces documents sont annexés au rapport d'une lettre de M. Pichon, en date du 19 mars 1899, et des procès-verbaux des réunions du Corps diplomatique dans lesquelles, au cours de cette même année, la question de l'extension des Concessions de Souonghai a été traitée.

Votre Excellence pourra constater qu'au mois de mars 1896, les Représentants des Puissances avaient présenté, à la fois, au Tsong-li-Yamen, les desiderata de la Municipalité française et ceux de la Municipalité internationale. M. Gérard avait, en outre, pris soin de stipuler que si nous appuyions les demandes étrangères en général, c'était à condition que les nôtres fussent soutenues dans les mêmes conditions. Cette suggestion avait été admise, et la lettre du Doyen du Corps diplomatique au Tsong-li-Yamen en avait été la consécration. Le Gouvernement chinois ayant répondu par une fin de non recevoir à la démarche faite auprès de lui, le Corps diplomatique avait décidé, dans sa séance du 16 novembre 1896, que « les Ministres étrangers se réservaient de reprendre la question soit individuellement, soit en corps. »

PICHON.

ANNEXE N° 1

M. Pichon, ministre de France à Pékin, à M. de Cologan, ministre d'Espagne, doyen du corps diplomatique.

Pékin, le 16 mars 1899.

En présence des pourparlers qui se poursuivent à Shanghai pour l'extension de la Concession internationale, je crois devoir me référer aux décisions prises en 1896 par le Corps diplomatique relativement à cette question. Ces résolutions portaient, comme en témoignent les procès-verbaux des réunions tenues sous la présidence de M. le colonel Denby, les 16 mars et 16 novembre de l'année précitée, que les demandes de la Colonie française et de la Municipalité internationale seraient présentées ensemble au Tsong-li Yamen et que les Ministres des différentes Puissances se réserveraient de les soutenir, soit individuellement, soit en corps. Les desiderata de la Colonie française avaient, d'autre part, été formulés dans une lettre de M. Gérard adressée au Ministre des Etats-Unis d'Amérique, Doyen du Corps diplomatique, qui a bien voulu les soumettre au Tsong-li Yamen le 25 mars 1896 par une dépêche qui figure aux archives du décanat. Je joins à la présente lettre une copie de celle de M. Gérard, qui figure également auxdites archives.

Je m'appuie sur ces documents, comme sur les délibérations auxquelles ils se rapportent, pour déclarer que je ne pourrais, dans l'état actuel, donner mon approbation à une extension de la Concession internationale qui aurait une direction différente de celle qui lui a été assignée il y a trois ans. Je ne pourrais en particulier donner mon assentiment à un arrangement qui comprendrait, dans la future Concession internationale, l'agrandissement réservé à la Concession française par la dépêche envoyée au Tsong-li-Yamen au nom de tous les Représentants des Puissances accrédités à Pékin.

Vous m'obligerez en faisant connaître cette déclaration à MM. les Membres du Corps diplomatique.

PICHON.

ANNEXE N° 2

M. Pichon, ministre de France à Pékin, à LL. EE. MM. les ministres du Tsong-li-Yamen.

Pékin, le 17 mars 1899.

Le 25 mars 1896, M. le Colonel Denby, Ministre des Etats-Unis d'Amé-

rique, a eu l'honneur de transmettre à Votre Yamen les propositions du Corps diplomatique relatives à l'agrandissement des Concessions de Shanghai. Il a confirmé cette démarche au mois de novembre de la même année. Les propositions qu'il vous adressait et qui avaient été arrêtées par tous les Ministres étrangers, comportaient, pour l'extension de la Concession française, le faubourg de Tongkadou sis sur la rive gauche du Whampoo River ; les terrains dénommés Passienjo dans l'espace sis entre le Champ de courses, la frontière présente de la Concession française et le nouveau cimetière (new cemetery). Il était, en outre, convenu : 1^o que la route de Zikawei serait reconnue propriété de la Concession française ; 2^o que la nouvelle route projetée par le Foreign Settlement entre le Champ de courses et la Zikawei road serait, au point où elle aboutit à la Concession française, sur le parcours entre le Champ de courses et ladite Concession, et sauf entente avec la Municipalité du Foreign Settlement, considérée comme propriété de la Concession française.

J'apprends aujourd'hui que les autorités de Shanghai, sortant des termes de cet accord, proposeraient une extension de la Concession internationale qui aurait une direction différente de celle à laquelle les Ministres étrangers ont donné leur assentiment. Il s'agirait même d'introduire dans l'agrandissement qu'elles offrent aux Consuls d'Amérique et d'Angleterre une partie des terrains demandés en 1896 par le Corps diplomatique pour la Concession française.

Sur l'ordre de mon Gouvernement, je proteste formellement contre ces projets auxquels les Représentants de la France n'ont jamais donné leur approbation. Je réserve intégralement les droits reconnus en 1896 à la Colonie française de Shanghai par les Représentants des Puissances et confirmés par vous-mêmes dans des négociations récentes. Je refuse, dans l'état actuel, mon adhésion à une extension de la Concession internationale qui aurait une autre direction que celle qui lui a été assignée dans la dépêche de M. le colonel Denby ; et j'appelle la plus sérieuse attention de Votre Altesse et de Vos Excellences sur le procédé inadmissible des autorités de Shanghai.

PICHON.

ANNEXE N^o 3

M. Gérard, ministre de France à Pékin, à M. le colonel Denby, ministre des Etats-Unis, doyen du corps diplomatique.

Pékin, le 19 mars 1896.

J'ai exposé, dans notre réunion du 16 de ce mois, au sujet de l'extension des Concessions étrangères de Shanghai, quelles étaient, pour les mêmes motifs déjà invoqués pour la Municipalité du Foreign Settlement, les demandes de la Concession française.

Le Consul général de la République, Président de la Municipalité française de Shanghai, demande, pour raisons de salubrité, d'hygiène, de police et d'économie administrative, que la Concession française puisse comprendre dans ses limites, d'une part, le faubourg de Tongkadou sis sur la rive gauche du Whampoo River, d'autre part, les terrains dénommés Pasienjo, dans l'espace sis entre le Champ de courses, la frontière présente de la Concession française et le nouveau cimetière (new cemetery).

En ce qui concerne les routes, le Consul général de la République et la Municipalité française de Shanghai demandent : 1^o que la route dite « Route française » de Zikawei, qui a été construite par notre Municipalité et qui est entretenue par elle, soit reconnue propriété de la Concession ; 2^o que la nouvelle route que le Conseil municipal du Foreign Settlement propose d'ouvrir entre le Champ de courses et le Zikawei Road, soit, au point où elle aboutit à la Concession française, sur le parcours entre le Champ de courses et la Concession française, et sauf entente avec la Municipalité du Foreign Settlement, considérée comme propriété de la Concession française.

Je joins ici un plan sommaire indiquant l'extension proposée par la Concession française et les deux routes dont il est plus haut question.

J'ai à peine besoin d'ajouter, je pense, que la Concession française comprenant des résidents de différentes nationalités et la Municipalité française étant composée de Membres, non seulement Français, mais étrangers, les demandes ici faites s'inspirent, comme celles du Conseil Municipal du Foreign Settlement, de considérations d'intérêt général et d'intérêt national.

GÉRARD.

(A suivre.)

TROISIEME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ÉGYPTE

Circulaire relative au renouvellement des Tribunaux mixtes.

(15 novembre 1897).

La dernière prorogation des pouvoirs des Tribunaux mixtes prendra fin le 1^{er} février 1899. L'expérience ayant démontré que des améliorations devraient être apportées à leur fonctionnement pour le rendre plus conforme au texte et à l'esprit, tant du Règlement d'organisation judiciaire que des Conventions qui les ont établis, le Gouvernement de Son Altesse serait disposé, si ses propositions étaient acceptées avant la fin de la période en cours, à maintenir l'institution de ces tribunaux pour une nouvelle période de cinq ans.

Ces améliorations devraient viser les points suivants :

- 1^o Interprétation de l'article 11, titre I du Règlement d'organisation judiciaire;
- 2^o Interprétation de l'article 9, même titre du même Règlement.

Interprétation de l'article 11.

Cet article a été très discuté par la Commission de 1869. Les diverses Commissions qui l'ont suivie s'en sont occupées aussi, sur la demande du Gouvernement Egyptien, et la Commission de 1884 avait approuvé une nouvelle rédaction, mais sa proposition n'a pas eu de suite.

Néanmoins il est certain que les membres de la Commission de 1869 ont voulu uniquement par cet article donner aux Tribunaux mixtes le même droit qui est accordé aux Tribunaux ordinaires dans les pays d'Europe où il n'existe pas de Tribunaux administratifs. C'est ainsi que M. Mancini, dans son rapport présenté à la Chambre Italienne en 1874, compare le dit article 11 à la loi italienne du 20 mars 1865, articles 2, 4 et 5.

Contrairement à l'esprit qui a dicté cet article et au principe de la séparation des pouvoirs, les Tribunaux mixtes se sont crus en droit de statuer sur tous les actes du Gouvernement Egyptien, sans distinguer entre les actes de souveraineté destinés à assurer le fonctionnement régulier de l'Etat et l'accomplissement de ses fins naturelles — actes qui par cela même doivent échapper à leur compétence, — et les mesures qui ne sont que des actes individuels pouvant léser des droits acquis en vertu du Code civil.

Déjà en 1880, le Baron de Ring, tout en faisant l'éloge des Tribunaux mixtes, signalait à la Commission internationale l'esprit trop

envahissant de la Cour et déclarait qu'elle n'a pas toujours su échapper au soupçon d'avoir donné place à la politique dans ses préoccupations (Séance du 9 décembre 1880, p. 6 et 7).

Malgré les services éminents rendus par les dits Tribunaux, ce même reproche a pu malheureusement dans la suite être formulé de nouveau, non sans quelque apparence de raison.

Les intérêts des créanciers de l'Egypte ayant été mis, d'après les arrangements internationaux, sous la sauvegarde de la Caisse de la Dette, il devrait être expliqué clairement que c'est seulement dans le cas où la Caisse de la Dette intenterait une action contre le Gouvernement pour prétendue violation des dits arrangements que les Tribunaux seraient compétents. Quant aux mesures que le Gouvernement Khédivial aurait prises sur l'avis conforme de la Caisse, elles ne peuvent, en aucun cas, être appréciées par les dits Tribunaux, ni faire l'objet d'une discussion quelconque de leur part.

Il serait donc utile, à tous égards, afin d'arrêter cette tendance des Tribunaux, de donner à cet article une rédaction aussi claire et aussi nette que possible.

Aussi, s'inspirant du principe même de la séparation des pouvoirs, ainsi que d'un jugement du Tribunal d'Alexandrie confirmé par la Cour (arrêt Sursok, 22 avril 1880), le Gouvernement de Son Altesse propose-t-il la rédaction suivante comme respectant davantage ce principe fondamental.

Art. 11. — Ces Tribunaux ne pourront pas statuer sur la propriété du domaine public.

Le Gouvernement n'est pas justiciable de ces Tribunaux pour les mesures prises par lui dans les intérêts généraux de l'Egypte, ni pour les actes qu'il pose en vue de l'exécution ou de l'application des lois et règlements d'administration publique.

Mais, sans pouvoir interpréter ou arrêter l'exécution d'une mesure administrative, ils sont compétents pour juger des atteintes qu'un acte d'administration peut porter à un droit individuel acquis, reconnu aux étrangers, soit par des traités, soit par des lois, soit par des conventions.

Ces Tribunaux ne connaîtront, ni directement, ni indirectement sous quelque forme que ce soit, des mesures prises par le Gouvernement pour l'organisation ou la disposition des finances publiques, sauf dans le cas où une action serait intentée et portée devant eux par la Caisse de la Dette. Ils ne peuvent, en aucun cas et sous quelque forme que ce soit, connaître d'une mesure prise sur l'avis conforme de la Caisse de la Dette, lorsque cet avis est exigé par les arrangements internationaux.

Ils ne pourront non plus rechercher ou apprécier la valeur de cet avis.

Interprétation de l'article 9.

Nonobstant le texte de cet article aussi précis que formel, qui ne laisse substituer aucun doute sur l'intention du législateur de déterminer la compétence des Tribunaux d'après la *nationalité* du plaideur et non d'après les intérêts qu'il peut représenter, ces Tribunaux se sont déclarés compétents pour connaître des cas où il n'y avait en cause que des indigènes, sous prétexte qu'il y avait en jeu un intérêt étranger.

C'est ainsi qu'ils ont déclaré la Daïrah Sanieh et les Chemins de fer, administrations purement gouvernementales, justiciables des Tribunaux mixtes dans les affaires avec les indigènes.

De même ils ont déclaré que les causes engagées entre des Sociétés et des Compagnies Egyptiennes et des indigènes étaient de leur compétence et ce, au mépris des articles 46 et 47 du Code de Commerce mixte qui disposent que toutes les Sociétés anonymes fondées en Egypte sont de nationalité égyptienne.

La Municipalité d'Alexandrie qui n'est qu'une émanation du pouvoir central et qui a été déclarée constituer « une personnalité civile de nationalité indigène » (article 13 du décret du 5 janvier 1890), a été néanmoins considérée par la Cour comme une personnalité mixte.

Il résulte de là, que si ces Tribunaux suivaient cette jurisprudence jusqu'au bout, rien ne les empêcherait de faire entrer dans leur compétence les contestations des indigènes avec le Gouvernement et toutes ses administrations.

D'un autre côté, et en contradiction avec leur jurisprudence susmentionnée, ces mêmes Tribunaux se sont déclarés compétents pour statuer sur des affaires dans lesquelles n'était engagé aucun intérêt étranger. Ils ont décidé, en effet, qu'un indigène peut choisir un prête-nom parmi les étrangers afin de porter son action contre un autre indigène devant les Tribunaux mixtes. Cette doctrine, qui est le renversement de l'ordre des juridictions, porte un préjudice considérable aux parties en les obligeant à soumettre leurs différends à une juridiction et une législation autres que celles sous le régime desquelles elles avaient contracté. Or, il est de principe, et la Cour l'a d'ailleurs proclamé elle-même, que l'ordre des juridictions constitue une question d'ordre public, et qu'il ne saurait y être dérogé par des conventions particulières. Cependant, au mépris de ce principe, elle permet (par l'intervention d'un prête-nom sans intérêt au procès) à une des parties de faire, par sa simple volonté, ce qu'elle ne pourrait pas faire avec l'assentiment de la partie adverse.

En 1890, le Gouvernement avait fait des réserves sur la tendance de la Commission internationale qui voulait rendre les Tribunaux mixtes compétents dans les matières réelles immobilières entre indigènes. Ces réserves avaient été approuvées par plusieurs Puissances. De son côté, la Cour d'appel a, par plusieurs arrêts, proclamé son incompétence pour trancher les questions immobilières entre indigènes et n'a pas depuis modifié sa jurisprudence.

Pour consacrer cette jurisprudence et obvier en même temps aux inconvénients signalés plus haut, il serait donc nécessaire de donner à l'article 9 une rédaction nouvelle, indiquant clairement la compétence des Tribunaux mixtes en matière immobilière et précisant nettement que, nonobstant l'intérêt que les parties en cause pourraient représenter, c'est la nationalité du plaideur, en la qualité qu'il agit, qui devrait fixer la compétence.

L'article 9 pourrait dès lors être formulé comme suit :

Art. 9. — Ces tribunaux connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalité différente en dehors du statut personnel.

Leur compétence sera déterminée uniquement par la nationalité

des parties réellement en cause, sans avoir égard aux intérêts mixtes qui pourraient être indirectement engagés.

Ils connaîtront seulement des actions réelles immobilières entre indigènes et étrangers, ou entre étrangers de même nationalité ou de nationalité différente.

Circulaire relative à la même question.

(10 février 1898).

Le pouvoir des Tribunaux mixtes devant expirer le 1^{er} février 1899, j'ai eu l'honneur, dans ma circulaire du 15 novembre dernier, de vous exposer les propositions que le Gouvernement de Son Altesse le Khédive désirait, en vue d'une nouvelle prorogation, voir adopter pour améliorer le fonctionnement de ces Tribunaux.

Le délai qui reste à courir sur la période quinquennale actuelle, étant relativement assez court, le Gouvernement de Son Altesse estime qu'il serait utile de faire procéder à l'étude en commun de ces propositions par une Commission internationale qui se réunirait au Caire, au Ministère des Affaires Etrangères.

Afin de permettre à cette Commission d'achever ses travaux en temps opportun, le Gouvernement de Son Altesse propose de fixer la date de sa réunion au 10 mars prochain.

J'ai donc l'honneur, M. le Ministre, de vous prier de vouloir bien demander à votre Gouvernement l'autorisation de prendre part à cette Commission.

Chaque Membre de la Commission pourrait se faire assister par un délégué ou commissaire adjoint.

Je me plais à espérer que vous voudrez bien me prêter vos bons offices auprès du Gouvernement de la République, afin que cette Commission puisse se réunir à la date précitée et je saisis l'occasion de vous renouveler, M. le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé : BOUTROS GHALI.

Ministre des Affaires Etrangères.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Statistique de la population de la Crète.

Les *Annales de Géographie* publient un travail de M. Ardaillon, ancien élève de l'Ecole française d'Athènes, travail singulièrement documenté et très nouveau sur une intéressante question relative à la Crète : comparaison des valeurs numériques des populations musulmane et chrétienne. Cette question a été examinée souvent ; toujours, c'est l'esprit de partialité et d'injustice qui a décidé. Aussi bien, n'avions-nous, jusque dans ces dernières années, que des données incertaines. Un recensement officiel avait bien été fait, sous le gouvernement de Véli pacha, en 1858 ; mais il n'avait été que partiel : cinq éparchies sur vingt-trois avaient seules été recensées. On ne pouvait avoir, de plus, grande confiance dans les calculs de certains auteurs ; leurs évaluations différaient trop les unes des autres. C'est ainsi que, d'après l'*Annuaire du vilayet de Crète*, de 1873, les musulmans comptaient pour quarante et un pour cent dans la population totale de l'île ; d'après l'*Almanach de Gotha* de 1881, ils ne comptaient plus que pour treize cinq pour cent.

Où était la vérité ? Il a fallu, pour le savoir, attendre qu'un recensement sérieux ait pu être mené à bonne fin. Ce recensement a été accompli en 1881, Photiadès pacha étant gouverneur ; mais ce n'est qu'en 1890, que l'ancien secrétaire général de l'île, M. Stavrakis, en publia, à Athènes, les résultats. Hélas ! cette *Statistique du recensement de la Crète* était écrite en grec ! Et qui donc, à notre époque, dans notre barbare Occident, sait le grec ? Philaminte n'aurait plus, dans son pays, personne à embrasser. Il a fallu attendre, à nouveau, que M. Ardaillon nous traduisit les tableaux de M. Stavrakis, et nous les analysât. Voilà, aujourd'hui, qui est fait.

La Crète est peuplée — était peuplée avant les récentes insurrections — de 279.165 habitants. Si l'on adopte pour sa superficie, qui n'est pas encore connue exactement, le chiffre le plus élevé de ceux qui ont été proposés par les géographes : 8.600 kilomètres carrés (chiffre de Fischer), la densité moyenne de l'île est de 32 habitants au kilomètre carré. Cette densité est très faible ; rappelons, pour permettre la comparaison, la densité de l'Espagne : 34 et celle de la France : 72. La Crète, on le voit, ne possède qu'une population très rare.

Les moyennes, en géographie, n'ont jamais servi qu'à donner des idées fausses ; et il ne faudrait point croire sur la foi du chiffre moyen donné : 32, que toutes les « éparchies » de l'île soient peuplées également. Des massifs montagneux — les monts Blancs, l'Ida, le Las-iti — occupent une large surface du pays ; ils sont stériles et pour ainsi dire déserts. Partout, la densité de population dans les vallées et dans les plaines fertiles est supérieure de beaucoup à la moyenne... et le chiffre de celle-ci est de nul enseignement. Ne donnons qu'un exemple : dans une même région, celle des monts de l'Ida, l'éparchie de montagne de Pyrgiotissa compte 3.953 habitants, l'éparchie de plaine de Piadada, 24.059.

Une seconde remarque préliminaire est celle-ci : la population de la Crète est, au premier chef, agricole. L'île ne possède que trois villes : la Canée, Retimo, Héracléion (Candie), et la population totale de ces villes n'excède

pas 42,348 habitants, soit environ 13 0/0 de la population totale de l'île. Elle ne possède également que trois bourgs qui aient plus de 2.000 habitants : Hierapetra, Neapolis, Kritsa. Le reste des habitants est réparti dans des villages très nombreux et très petits.

In medio stat virtus. Le chiffre vrai de la proportion de l'élément musulman et de l'élément chrétien — la question principale — se trouve être, presque exactement, la moyenne entre les chiffres que nous avons cités plus haut (41 et 13,5 de population musulmane pour 100 de population totale) : sur 279 165 habitants, la Crète comptait 73.353 musulmans, soit le 26 0/0.

Les chrétiens sont presque uniquement des Crétois. Les étrangers chrétiens, fort peu nombreux (1,625), étaient presque uniquement des Grecs (1,200). L'élément musulman, au contraire, est loin d'être homogène. Il est constitué par un petit nombre de Turcs, fonctionnaires civils ou militaires, et surtout par les descendants de Crétois renégats. Ces Crétois musulmans ne parlent encore aujourd'hui que le grec.

Ce serait une erreur de croire que musulmans et chrétiens sont répartis dans l'île indifféremment, et mêlés. Les uns et les autres ont leur « habitat » nettement délimité. La carte ethnographique jointe par M. Ardaillon comme un document de plus — et non, certes, le moins précieux — à son étude, le montre à première vue. Les parties quadrillées, qui sont les régions où la population musulmane simplement égale ou dépasse 50 0/0 de la population totale, sont groupées, d'abord au centre de l'île, au sud du massif de l'Ida, qu'elles contournent, et entre ce massif et celui du Lassiti, puis le long de la côte, exclusivement autour des grands centres : la Canée, Rétimo, Héracleion, Sitia, sur la côte nord, Kandanos, près de la côte sud. C'est ainsi que la Canée comptait 9.469 musulmans pour 3 477 chrétiens; Rétimo, 6.691 pour 2 444; Héracleion, 14.597 pour 6.361. Tout le reste du pays est chrétien.

On ne saurait s'étonner de cette concentration de la population musulmane autour de quelques points, si l'on songe que cette population est une minorité dans l'île et que, surtout depuis l'insurrection de 1821, une hostilité sourde ou déclarée la sépare de la majorité chrétienne. Un état de guerre presque continu a forcé les musulmans à se grouper sous la protection des villes ou postes fortifiés et dans les territoires d'accès facile, où les secours pouvaient leur arriver sans retard. Il s'est trouvé de plus, que ces territoires — telle la fameuse plaine Messara, au sud de l'Ida — étaient ceux où le sol était le plus fertile; et l'aristocratie musulmane s'y est cantonnée. Les chrétiens, qui avaient constamment à redouter le poids des armes d'un maître qu'ils ne reconnaissaient point, ont fui la plaine ouverte pour se réfugier dans le haut pays. Ils ont cherché, dans les replis des massifs montagneux les petits plateaux au sol médiocre, mais que défendaient des gorges imprenables. Voilà pourquoi le groupement des populations musulmane et chrétienne en Crète n'a guère varié depuis les premières guerres pour l'indépendance, au début de ce siècle. Il faut s'attendre à le voir se modifier, lorsque dans peu de temps, on l'espère, auront changé les causes politiques qui l'ont créé.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages.
1897	
Août. 5	<i>Bolivie — France.</i> Convention consulaire. 5
Novembre. . . 15	<i>Egypte.</i> Circulaire relative au renouvellement des Tribunaux mixtes. 377
1898	
Janvier. . . . 21	<i>France.</i> Le consul général à Shang-Haï, à M. Hanotaux (concession de Shang-Haï). 356
Mars. 29	Réponse du Ministre. 357
Juillet. . . . 18	Lettre du consul général sur le même sujet. 357
Septembre. . . 9	M. Pichon à M. Delcassé (Troubles du Sse-Tchouan). . . 338
— 40	M. Pichon à M. Delcassé (projet de transaction pour la concession de Shang-Haï). 361
Novembre. . . 14	M. Delcassé au Ministre de Chine à Paris. 361
Décembre. . . 14	M. Pichon à M. Delcassé. 363
1899	
Janvier. . . . 11	<i>France.</i> M. Pichon à M. Delcassé. 365
— —	M. Delcassé à M. Cambon, ambassadeur à Londres (intervention de l'Angleterre dans l'affaire de la concession de Shang-Haï). 367
— 28	Dépêche sur le même sujet. 371
Février. . . . 9	<i>France.</i> M. Pichon à M. Delcassé (meurtre d'un missionnaire belge). 349
Mars. 3	<i>Japon.</i> Loi sur le droit d'auteur. 223
Mai. 4	<i>Espagne — France.</i> Accord relatif à l'interprétation des traités de délimitation. 257
Août. 8	<i>France.</i> M. Pichon à M. Delcassé (règlement de diverses affaires, notamment du pillage de missions belges). 332
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA PAIX	
Juillet. . . . 5	<i>Conférence plénière, 5^e séance.</i> 13
— —	<i>Annexe : Rapport sur les lois et coutumes de la guerre sur terre.</i> 19
— 21	6 ^e séance. 47
— 25	7 ^e séance. 60
— —	<i>Annexe : Rapport sur la Convention relative au règlement pacifique des litiges internationaux.</i> . . . 76
— 27	8 ^e séance. 172
— 28	9 ^e séance. 180
— 29	Séance de clôture. 185
Mai. 23	<i>Première Commission, 1^{re} séance.</i> 193
— 26	2 ^e séance. 194
Juin. 22	3 ^e séance. 198
— —	<i>Annexes : I. Rapport du général den Beer Poortugael.</i> . . 207
— —	II. Rapport du comte Soltyk. 215
— 23	4 ^e séance. 222 et 259

			Pages.
—	25	5 ^e séance.	266
—	30	6 ^e séance.	273
Juillet. . .	17	7 ^e séance.	282
—	20	8 ^e séance.	288
Mai. . . .	26	<i>Première Commission : 1^{re} Sous-Commission, 1^{re} séance.</i>	289
—	29	2 ^e séance.	294
—	31	3 ^e séance.	300
Juin. . . .	7	4 ^e séance.	306
—	22	5 ^e séance.	312
Mai.	26	<i>Première Commission : 2^e Sous-Commission, 1^{re} séance.</i>	314
—	29	2 ^e séance.	317
—	31	3 ^e séance.	320
Juin. . . .	5	4 ^e séance.	325
—	16	5 ^e séance.	330
—	26	6 ^e séance.	332

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.